

Union postale universelle

Documents du Congrès de Séoul 1994

Tome I
Premier volume

Propositions soumises au Congrès

Berne 1995
Bureau international de l'Union postale universelle

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Séoul 1994, tome I/1

Table des matières

	Page
1. Table des matières	3
2. Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Séoul 1994	5
3. Répertoire des propositions:	
A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes	9
B. Selon leur origine.....	41
4. Propositions d'ordre général.....	49
5. Propositions relatives aux Actes:	
I. Constitution	129
II. Règlement général	141
- Annexe: Règlement intérieur des Congrès.....	191
III. Convention	
- Propositions d'ordre général.....	201
- Convention	272
- Protocole final.....	348
- Règlement d'exécution.....	372
- Protocole final du Règlement	504
- - Formules.....	506
IV. Arrangement concernant les colis postaux.....	619
- Protocole final.....	670
- Règlement d'exécution.....	710
- Protocole final du Règlement	747
- - Formules.....	749
V. Arrangement concernant les mandats de poste	809
- Règlement d'exécution.....	819
VI. Arrangement concernant le service des chèques postaux.....	827
- Règlement d'exécution.....	831
VII. Arrangement concernant les envois contre remboursement	839
- Règlement d'exécution.....	841

Table des abréviations (sigles, symboles, etc.) et signes employés dans les Décisions du Congrès de Séoul 1994

A. Abréviations, etc., courantes

Administration	Administration postale
Arr.	Arrangement
art.	article
c	centime
CA	Conseil d'administration
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales
CCRI	Correspondance commerciale-réponse internationale
CE	Conseil exécutif
CEP	Conseil d'exploitation postale
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
dm	décimètre
Doc	Documents (du Congrès, des Commissions, etc.)
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDI	Echange de données informatisé
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres
min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro

ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16e partie de la livre avoirdupois)
p.	page
p. ex.	par exemple
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
RE, Rêgl.	Règlement d'exécution
ou Règlement	
Rêgl. gén. ou	Règlement général de l'Union postale universelle
Règlement général	
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
s	seconde (de temps)
t	tonne (1000 kilogrammes)
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UIT	Union internationale des télécommunications
UPU ou Union	Union postale universelle

B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion (Washington 1989)
C	Convention (Washington 1989)
CN	Convention (Séoul 1994)
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Valeurs
VP	Chèques

Répertoire des propositions

- A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes
- B. Selon leur origine

Répertoire des propositions

A. Selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

<i>Actes</i>	<i>Numéros</i>
Propositions d'ordre général	01 à 048
Constitution	10. 6.1 à 10. 31.1
Règlement général	15. 101.1 à 15. 125.1
– Règlement intérieur des Congrès	19. 4.1 à 19. 25.2
Convention	20. 0.1 à 20. 57.4
– Protocole final	23. 1.91 à 23. 19.17
– Règlement	25. RE 0.1 à 25. RE 5801.2
– Protocole final du Règlement	27. RE 0.91 à 27. RE 7.1
– Formules	29. 0.1 à 29. 18.91
Colis	30. 0.1 à 30. 41.4
– Protocole final	33. 0.1 à 33. 12.109
– Règlement	35. RE 201.1 à 35. RE 4201.2
– Protocole final du Règlement	37. RE 1.1 à 37. RE 3.93
– Formules	39. 0.1 à 39. 20.1
Mandats	40. 0.1 à 40. 13.4
– Règlement	45. RE 605.1 à 45. RE 1303.2
Chèques	50. 2.1 à 50. 17.4
– Règlement	55. RE 201.1 à 55. RE 1702.2
Remboursements	60. 9.1 à 60. 9.3
– Règlement	65. RE 903.1 et 65. RE 903.2

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Propositions d'ordre général				
01	CE	Résolution – Refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que de leurs Règlements d'exécution	49	63, 612
02	CE	Décision – Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994	50	257, 645
03	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Projet de programme des études pour la période 1995–1999	51	505, 666
04	CCEP	Résolution – Projet de programme des études pour la période 1995–1999	52	505, 521, 630, 666
05/Rev 1	Iran (Rép. islamique)	Résolution – Répartition des sièges du Conseil exécutif	53	399, 623
06	Corée (Rép.)	Résolution – Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès	54	429, 670
07	CE	Résolution – Politique de protection de l'environnement au sein de l'UPU	54	522, 630
08	Chine (Rép. pop.)	Résolution – Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	57	429, 670
09	Bangladesh	Résolution – Amélioration des services postaux dans les zones rurales	58	429, 521, 630
010	CE	Résolution – Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999	59	515, 625
011	CE	Résolution – Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU	61	504, 666
012	CE	Décision – Vice-présidences du XXIIe Congrès	62	30, 612
013	CE	Décision – Présidence et vice-présidences des Commissions du XXIIe Congrès	62	31, 612
014	CE	Décision – Membres des Commissions restreintes	64	31, 612
015	CE	Résolution – Rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration	65	238, 399, 624
016	CE	Résolution – Composition du Conseil d'exploitation postale	66	403, 406, 629
017	CE	Recommandation – Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structures par Commissions	67	409, 629
018	CE	Résolution – Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux	72	409, 412, 631

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Propositions d'ordre général				
019	CE	Résolution – Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU	73	431, 670
020	CE	Résolution – Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme	74	413, 634
021/Rev 1	CE	Résolution – Efficacité des services de traduction au sein de l'Union	89	418, 421, 666
022	CE	Résolution – Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul	90	417, 649
023	CE	Résolution – Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP)	91	243, 429, 634
024	CE	Recommandation – Organisation de conférences et réunions de l'UPU	92	414, 416, 645
025/Rev 2	CE	Résolution – Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle	93	32, 612
026	CE	Décision – Admission des médias au Débat général	94	61, 612
027	CE, CCEP	Résolution – Politique et stratégie en matière de sécurité postale	94	520
028	CE, CCEP	Résolution – Exclusion des marchandises interdites et dangereuses du service postal	96	521, 634
029	CE	Résolution – Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	97	574, 584, 619
030	CE	Résolution – Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	98	574, 598, 654
031	CE	Résolution – Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	100	574, 600, 654
032	CE	Résolution – Développement des ressources humaines et de la formation	101	574, 602, 667
033	Corée (Rép.)	Résolution – Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU	102	574, 602, 670
034	CE	Résolution – Renforcement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain	103	574, 590, 622, 627
035	CE	Résolution – Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	104	574, 593, 622
036	CE, CCEP	Résolution – Programme de travail du GADP 1995–1999	106	574, 604, 667
037	CE	Résolution – Programme «Qualité de service» pour 1995–1999	110	511, 622
038	Iran (Rép. islamique)	Résolution – Création d'une «Commission des intérêts des clients» au XX ^e Congrès postal universel (1994)	111	54
039	CE	Résolution – Etude permanente des frais terminaux	112	455, 629

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Propositions d'ordre général</i>				
040	Brésil	Résolution – Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux	114	409, 412, 629
041/Rev 2	Allemagne, Bulgarie (Rép.), Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Suède, Tchéquie (Rép.)	Résolution – Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union	115	429, 667
042	Grande-Bretagne	Résolution – Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès	117	429, 667
043/Rev 1	Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Suède, Tchéquie (Rép.)	Résolution – Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul	118	417, 645
044	Australie	Résolution – Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux	119	409, 412, 638
045	Grande-Bretagne	Résolution – Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU	121	604, 667
046	Amérique (Etats-Unis), Colombie, Costa-Rica, Ethiopie, Finlande, Grande-Bretagne, Irlande, Guyane, Kenya, Lesotho, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Tanzanie (Rép. unie), Uruguay, Zambie, Zimbabwe	Résolution – Politique et stratégie en matière de sécurité postale	122	516, 520, 630
047	Commission 9	Résolution – L'octroi de priorité à la coopération technique	124	606, 670
048	Amérique (Etats-Unis), Australie, Grande-Bretagne	Résolution – Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU	125	431, 668

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Constitution				
10. 6.1	Irlande	Art. 6	129	retirée (8e expéd.)
10. 8.1	CE	Art. 8	130	397, 615
10. 13.1/Rev 1	CE	Art. 13	130	397, 615
10. 17.1	CE	Art. 17	131	397, 615
10. 17.2	Espagne	Art. 17	131	401, 403, 624
10. 18.1	CE	Art. 18	132	405, 407, 625
10. 20.1	CE	Art. 20	133	397, 615
10. 20.2	CE	Art. 20	133	397, 414, 416, 634
10. 20.3	France	Art. 20	134	retirée I/2, p. 62
10. 22.1	CE	Art. 22	134	397, 617
10. 22.2	CE	Art. 22	135	398, 615
10. 25.1	CE	Art. 25	136	397, 617
10. 25.2	CE	Art. 25	136	398, 615
10. 29.1	France	Art. 29	137	retirée I/2, p. 62
10. 31.1	Amérique (Etats-Unis), Brésil, Chine (Rép. pop.), Japon, Pakistan, Pologne (Rép.), Tunisie	Art. 31	137	retirée I/2, p. 62
Règlement général				
15. 101.1	CE	Art. 101	141	397, 615, 666
15. 102.1	CE	Art. 102	141	428
15. 102.2	CE	Art. 102	142	424, 668
15. 102.3	CE	Art. 102	143	397, 615
15. 102.4	CE	Art. 102	144	398, 615
15. 102.5/Rev 1	CE	Art. 102	145	399, 622
15. 102.6	CE	Art. 102	147	401, 403, 625
15. 102.7	France	Art. 102	148	retirée I/2, p. 62
15. 102.8/Rev 1	Espagne	Art. 102	149	401, 403, 624

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Règlement général				
15. 102.9	Pays-Bas	Art. 102	150	424, 670
15. 102.10	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 102	150	424
15. 102.11	Japon	Art. 102	151	401, 403, 625
15. 102.12	Pays-Bas	Art. 102	152	428, 666
15. 103.1	CE	Art. 103	152	397, 615
15. 103.2	CE	Art. 103	153	414, 416, 635
15. 104.1	CE	Art. 104	154	397, 615, 635
15. 104.2	CE	Art. 104	155	398, 405, 407, 630, 635
15. 104.3	CE	Art. 104	156	403, 406, 409, 412, 635
15. 104.4	Iran (Rép. islamique)	Art. 104	158	403, 406, 631
15. 104.5	CE	Art. 104	159	398, 405, 407, 630, 635
15. 104.6	France	Art. 104	160	retirée I/2, p. 62
15. 104.7	Australie	Art. 104	161	405, 407, 630, 635
15. 104.8	Commission 3	Art. 104	162	406, 630, 635
15. 104.9	Brésil	Art. 104	162	407, 630, 635
15. 105.1	CE	Art. 105	164	397, 615
15. 105.2	CE	Art. 105	165	414, 416, 635
15. 106.91/Rev 1	CE	Art. 106bis	165	418, 421, 666
15. 106.92	Espagne	Art. 106bis	166	retirée I/2, p. 62

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Règlement général				
15. 106.93	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 106bis	167	retirée I/2, p. 62
15. 106.94	Argentine, Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Bolivie, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Chili, Djibouti, Dominicaine (Rép.), Equateur, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Espagne, Guinée équatoriale, Honduras (Rép.), Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Mexique, Oman, Panama (Rép.), Paraguay, Pérou, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Vénézuéla, Uruguay, Yémen	Art. 106bis	167	418, 421
15. 106.95	Angola, Brésil, Cap-Vert, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe	Art. 106bis	168	418, 421
15. 107.1	CE	Art. 107	169	414, 416, 634
15. 107.2/Rev 1	CE	Art. 107	169	288, 418, 421, 666
15. 107.3	Irlande	Art. 107	170	retirée (8e expéd.)
15. 107.4	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 107	171	retirée I/2, p. 61
15. 108.1	CE	Art. 108	172	397, 615
15. 109.1	CE	Art. 109	172	397, 615
15. 109.2	CE	Art. 109	173	398, 615
15. 109.3	CE	Art. 109	174	414, 416, 635
15. 109.4	CE	Art. 109	174	414, 416, 645

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Règlement général</i>				
15. 109.5	CE	Art. 109	175	414, 416, 645
15. 109.6	CE	Art. 109	176	414, 416, 645
15. 112.1	Portugal	Art. 112	177	409, 412, 638
15. 113.1	CE	Art. 113	178	397, 615
15. 113.2	France	Art. 113	179	retirée 1/2, p. 62
15. 113.3	Chine (Rép. pop.)	Art. 113	179	430, 666
15. 115.1	CE	Art. 115	180	430, 666
15. 116.1	CE	Art. 116	181	397, 615
15. 118.1	CE	Art. 118	181	397, 615
15. 119.1	France	Art. 119	182	retirée 1/2, p. 62
15. 120.1	CE	Art. 120	183	397, 617
15. 120.2	CE	Art. 120	183	398, 615
15. 120.3	France	Art. 120	184	retirée 1/2, p. 62
15. 121.1	CE	Art. 121	184	397, 617
15. 121.2	CE	Art. 121	185	398, 615
15. 121.3	France	Art. 121	185	retirée 1/2, p. 62
15. 122.1	CE	Art. 122	186	397, 617
15. 122.2	CE	Art. 122	187	398, 615
15. 124.1	CE	Art. 124	187	428, 668
15. 124.2	CE	Art. 124	188	428, 668
15. 124.3	CE	Art. 124	188	397, 615
15. 124.4	Pays-Bas	Art. 124	189	428, 670
15. 125.1	CE	Art. 125	190	397, 615
<i>Règlement intérieur des Congrès</i>				
19. 4.1	CE	Art. 4	191	397, 615
19. 5.1	CE	Art. 5	191	55, 409, 612
19. 6.1	CE	Art. 6	192	397, 615
19. 7.1	CE	Art. 7	192	397, 615
19. 10.1	Corée (Rép.)	Art. 10	193	55, 612
19. 15.1	CE	Art. 15	193	397, 412, 617

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Règlement intérieur des Congrès				
19. 15.2	CE	Art. 15	194	398, 615
19. 21.1	CE	Art. 21	195	397, 615
19. 23.1	CE	Art. 23	195	397, 615
19. 24.1	Corée (Rép.)	Art. 24	196	60, 612
19. 25.1	CE	Art. 25	196	397, 616, 629
19. 25.2	CE	Art. 25	197	405, 407, 629
Convention				
20. 0.1	CCEP	Résolution – Services de courrier électronique	201	439, 501, 643
20. 0.2	CCEP	Résolution – Service EMS	202	497, 499, 642
20. 0.3	Suède	Résolution – Responsabilité	241	459, 635
20. 0.4	Amérique (Etats-Unis)	Résolution – Service des envois à livraison attestée	242	472, 646
20. 0.5	Brésil	Résolution – Etude concernant les coupons-réponse internationaux	243	471, 646
20. 0.6	Egypte	Résolution – Service EMS	244	497, 499, 643
20. 0.7	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Résolution – Service EMS	244	497, 499, 643
20. 0.8/Rev 1	CE	Résolution – Etablissement et règlement des comptes. Contrôle du système de facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16	245	488, 546, 672
20. 0.9/Rev 1	CE	Résolution – Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international	246	488, 546, 672
20. 0.10	CE	Résolution – Etablissement et mise en œuvre de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU	246	441, 618
20. 0.11	CE	Résolution – Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)	247	475, 646
20. 0.12	CE	Recommandation – Achèvement des travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU	248	439, 618
20. 0.13	CE	Résolution – Application d'un nouveau principe de numérotation des formules	249	439, 619
20. 0.14	CCEP	Résolution – Introduction d'un système de codes postaux internationaux	251	522, 631
20. 0.15	Irlande	Résolution – Mise en application des mesures de prévention des délits	252	516, 628

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
20. 0.16	Pérou	Résolution – Utilisation maximale de l'avion pour le transport du courrier non prioritaire	253	513, 628
20. 0.17	CE	Résolution – Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	254	441, 619
20. 0.18	CE	Recommandation – Elaboration de documents comptables transmis entre Administrations	255	488, 546, 672
20. 0.19	Amérique (Etats-Unis)	Résolution – Réexpédition et correction des adresses	256	476, 646
20. 0.20	Grande-Bretagne	Résolution – Correspondance commerciale-réponse internationale pour les marchandises	257	503, 668
20. 0.21	Grande-Bretagne	Résolution – Service international de distribution à domicile d'envois sans adresse	261	503, 666
20. 0.22	Grande-Bretagne	Résolution – Courrier publicitaire international (correspondance commerciale-réponse internationale: réponse au niveau local)	265	503, 666
20. 0.23	Argentine	Resolution – Service EMS	269	497, 637, 642
20. 0.24	Amérique (Etats-Unis)	Résolution – EMS	269	497, 637, 642
20. 0.25	Allemagne	Résolution – Services de courrier électronique	271	501, 643
20. 1.1/Rev 1	Zambie	Art. 1	272	521, 629
20. 1.2	France	Art. 1	272	440, 618
20. 5.1/Rev 1	Argentine, Suède	Art. 5	273	490, 672
20. 5.2	Argentine	Art. 5	274	490; retirée I/2, p. 70
20. 6.1	Oman	Art. 6	275	440, 618
20. 6.2	CE	Art. 6	275	440, 618
20. 7.1	Suède	Art. 7	276	467, 642
20. 7.2/Rev 1	Suède	Art. 7	276	466, 643, 654
20. 7.3	Allemagne	Art. 7	277	467, 642
20. 9.1	Oman	Art. 9	278	442, 620
20. 9.2/Rev 1	Japon	Art. 9	279	442, 620
20. 9.3	Canada	Art. 9	279	442, 444, 624
20. 9.4	Chine (Rép. pop.)	Art. 9	280	retirée (4e expéd.)
20. 9.5	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 9	281	442, 620
20. 9.6	CE	Art. 9	282	454, 629
20. 10.1	CE	Art. 10	283	397, 616, 629
20. 10.2	CE	Art. 10	283	405, 407, 629
20. 10.3	Suède	Art. 10	284	470, 647

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
20. 10.4	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 10	285	470, 647
20. 11.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 11	287	470, 647
20. 12.1	Suède	Art. 12	288	468, 642
20. 13.1	Grande-Bretagne	Art. 13	288	470, 647
20. 16.1/Rev 1	Allemagne	Art. 16	289	471, 645
20. 17.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 17	290	471, 647
20. 18.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 18	290	472, 647
20. 19.1	Corée (Rép.)	Art. 19	291	473, 645
20. 19.2	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 19	291	473, 645
20. 19.3	Grande-Bretagne	Art. 19	292	472, 649
20. 20.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 20	293	474, 647
20. 20.2	Grande-Bretagne	Art. 20	294	513, 615
20. 20.3	Grande-Bretagne, Italie	Art. 20	294	513, 615
20. 21.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 21	295	474, 645
20. 22.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 22	296	474, 645
20. 23.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 23	296	474, 645
20. 24.1	CE	Art. 24	297	397, 617
20. 24.2	CE	Art. 24	297	398, 615
20. 24.3	CE	Art. 24	298	475, 647
20. 24.4	Italie	Art. 24	298	475, 645
20. 25.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 25	299	476, 645
20. 26.1	Egypte	Art. 26	299	478, 656
20. 26.2	CE	Art. 26	300	308, 478, 656
20. 26.3/Rev 1	Amérique (Etats-Unis), Japon	Art. 26	301	308, 478, 654
20. 26.4	Japon	Art. 26	302	retirée I/2, p. 70

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
20. 27.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 27	303	476, 647
20. 29.1	Indonésie	Art. 29	304	481, 656
20. 29.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 29	305	480, 487, 676
20. 29.3	Italie	Art. 29	305	480, 486, 672
20. 29.4	Amérique (Etats-Unis)	Art. 29	306	480, 655
20. 31.1	Oman	Art. 31	307	459, 638
20. 31.2	Indonésie	Art. 31	307	459, 461, 643
20. 31.3	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 31	308	459, 643
20. 31.4	Grande-Bretagne	Art. 31	308	459, 462, 643
20. 31.5	Grande-Bretagne	Art. 31	309	459, 461, 643
20. 31.6	Argentine	Art. 31	310	459, 462, 643
20. 33.1	Grande-Bretagne	Art. 33	311	441, 620
20. 35.1	Japon	Art. 35	311	463, 643
20. 35.2	Brésil	Art. 35	312	463, 642, 680
20. 35.3	Brésil	Art. 35	312	464, 642
20. 35.4	Corée (Rép.)	Art. 35	313	463, 642
20. 35.5	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 35	314	463, 642
20. 36.1	Hongrie (Rép.)	Art. 36	315	464, 643
20. 36.2	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 36	316	464, 642
20. 38.1	Israël	Art. 38	316	465, 642
20. 38.2/Rev 1	Hongrie (Rép.)	Art. 38	317	465, 643
20. 38.3	Norvège	Art. 38	318	465, 642
20. 39.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 39	318	465, 642
20. 39.91	CCEP	Art. 39bis à quater	319	501, 643, 648
20. 40.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 40	320	476, 645
20. 40.2	France, Grande-Bretagne, Italie, Suède	Art. 40	321	513, 616

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
20. 41.1/Rev 1	Oman	Art. 41	322	436, 616
20. 41.2	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 41	323	436, 616
20. 41.3	Suède	Art. 41	323	487, 672
20. 44.1	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 44	324	466, 642
20. 44.2	Pakistan	Art. 44	325	466, 643
20. 45.1	CE	Art. 45	325	437, 615
20. 46.1/Rev 1	CE	Art. 46	326	436, 444, 622
20. 46.91	Grande-Bretagne	Art. 46bis	326	437, 616
20. 47.1	Suède	Art. 47	327	453, 631
20. 47.2	CE	Art. 47	328	453, 630
20. 47.3	CE	Art. 47	330	453, 629
20. 47.4	Canada	Art. 47	330	453, 631
20. 47.5	Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Grenade, Guyane, Malaisie, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande	Art. 47	331	453, 631
20. 48.1	Suisse	Art. 48	332	455, 631
20. 48.2	CE	Art. 48	333	455, 629
20. 49.1	Japon	Art. 49	333	468, 643
20. 50.1	CE	Art. 50	334	469, 638, 647
20. 51.1	Grèce	Art. 51	335	458
20. 51.2	Italie	Art. 51	336	457, 634
20. 51.3	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 51	336	457, 634
20. 51.4	Grande-Bretagne	Art. 51	337	458, 635
20. 52.1	CE	Art. 52	338	446, 622
20. 52.2	Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	Art. 52	339	457, 634
20. 52.91	CCEP	Art. 52bis	339	514, 628, 635
20. 55.1	Iran (Rép. islamique)	Art. 55	340	500, 643
20. 55.2	Bangladesh	Art. 55	342	500, 643

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention				
20. 55.3	Bangladesh	Art. 55	343	500, 643
20. 55.4	Italie	Art. 55	344	501, 642
20. 56.1	CE	Art. 56	344	440, 618
20. 57.1	CE	Art. 57	345	397, 617
20. 57.2	CE	Art. 57	346	398, 615
20. 57.3	CE	Art. 57	346	408, 424, 427, 670
20. 57.4	Japon	Art. 57	347	424, 427, 666
Convention, Protocole final				
23. 1.91	Canada	Art. Ibis	348	319
23. 3.91	Canada	Art. IIIbis	348	319
23. 3.92	Irlande	Art. IIIbis	349	319
23. 5.1	Cuba	Art. V	349	492
23. 7.1	Grèce	Art. VII	350	319
23. 7.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. VII	350	319
23. 7.3	Canada	Art. VII	351	319
23. 7.4	Grande-Bretagne	Art. VII	351	319
23. 7.5	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Portugal, Suède	Art. VII	352	319
23. 7.6	Amérique (Etats-Unis)	Art. VII	352	319
23. 7.7	Amérique (Etats-Unis), Australie, Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Grande- Bretagne, Territoires d'outre- mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent- et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande	Art. VII	353	319

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Protocole final				
23. 7.8	Allemagne, Argentine, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Égypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Mali, Mauritanie, Monaco, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe), Togo	Art. VII	353	319
23. 8.1	Brésil	Art. VIII	354	492
23. 8.2	Ethiopie	Art. VIII	354	492
23. 8.3	Viet Nam	Art. VIII	355	492
23. 8.4	Myanmar	Art. VIII	355	319
23. 9.1	Brésil	Art. IX	355	492
23. 9.2	Cuba	Art. IX	356	492
23. 9.3	Viet Nam	Art. IX	356	492
23. 10.91	Tchad	Art. Xbis	357	319
23. 10.92	Mongolie	Art. Xbis	357	319
23. 10.93	Gabon	Art. Xbis	357	319
23. 10.94	Cap-Vert	Art. Xbis	358	319
23. 10.95	Myanmar	Art. Xbis	358	319
23. 10.96	Slovaquie	Art. Xbis	358	319
23. 10.97	Tchèque (Rép.)	Art. Xbis	359	319
23. 10.98	Gabon	Art. Xter	359	319
23. 10.99	Arabie saoudite	Art. Xbis	359	319
23. 10.100	Argentine	Art. Xbis	360	319
23. 10.101	Zambie	Art. Xbis	360	319
23. 10.102	Syrienne (Rép. arabe)	Art. Xbis	360	319
23. 10.103	Iran (Rép. islamique)	Art. Xbis	361	319
23. 10.104	Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord)	Art. Xbis	361	319
23. 11.1	Brésil	Art. XI	361	492
23. 11.2	Arabie saoudite	Art. XI	362	319
23. 11.3	Congo (Rép.)	Art. XI	362	319
23. 13.1	Congo (Rép.)	Art. XIII	362	319
23. 13.91	Grèce	Art. XIIIbis	363	319
23. 19.1	Mongolie	Art. XIX	363	492
23. 19.2	Guyane	Art. XIX	364	492
23. 19.3	Cap-Vert	Art. XIX	364	492
23. 19.4	Bahamas	Art. XIX	365	492

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Convention, Protocole final</i>				
23. 19.5	Canada	Art. XIX	365	319
23. 19.6	Gabon	Art. XIX	366	319
23. 19.7	Grèce	Art. XIX	366	319
23. 19.8	Salomon (îles)	Art. XIX	367	319
23. 19.9	Turquie	Art. XIX	367	319
23. 19.10	Arabie saoudite	Art. XIX	368	319
23. 19.11	Cuba	Art. XIX	368	319
23. 19.12	Equateur	Art. XIX	368	319
23. 19.13	Honduras (Rép.)	Art. XIX	369	319
23. 19.14	Amérique (Etats-Unis)	Art. XIX	369	319
23. 19.15	Myanmar	Art. XIX	370	319
23. 19.16	Iran (Rép. islamique)	Art. XIX	370	319
23. 19.17	Congo (Rép.)	Art. XIX	371	319
<i>Convention, Règlement</i>				
25. RE 0.1	CE	Recommandation – Amélioration de la qualité de service des envois expédiés en transit à découvert	372	490, 522, 672
25. RE 0.2	CE	Résolution – Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit	373	436, 624
25. RE 0.3	Pérou	Recommandation – Envois exprès	374	473, 647
25. RE 0.4	CE	Décision – Etablissement et règlement des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux. Rédaction d'un Recueil opérationnel de la comptabilité	375	488, 546, 672
25. RE 101.1	Portugal	Art. RE 101	376	440, 678
25. RE 601.1	Oman	Art. RE 601	376	440, 620, 682
25. RE 601.2	CE	Art. RE 601	377	439, 491, 620, 682
25. RE 901.1	Portugal	Art. RE 901	377	445, 678
25. RE 902.1	Portugal	Art. RE 902	378	445, 678
25. RE 903.1	CCEP	Art. RE 903	378	678
25. RE 903.2/Rev 1	Japon	Art. RE 903	379	678
25. RE 903.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 903	380	678
25. RE 903.4	Suède	Art. RE 903	380	678
25. RE 904.1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 904	381	678
25. RE 904.2	Portugal	Art. RE 904	382	445, 678
25. RE 904.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 904	382	678
25. RE 904.4	CE	Art. RE 904	383	454, 491, 631
25. RE 904.5	Allemagne	Art. RE 904	384	678

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 904.6	Grande-Bretagne	Art. RE 904	384	678
25. RE 904.7	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Botswana, Brunei Darussalam, Fidji, Guyane, Inde, Jamaïque, Lesotho, Malawi, Namibie, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Philippines, Saint- Christophe-et-Nevis, Sainte- Lucie, Salomon (îles), Samoa occidental, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tonga, Vanuatu	Art. RE 904	386	454, 491, 630, 682
25. RE 904.8	Afrique du Sud, Bahamas, Bangladesh, Brunei Darussalam, Inde, Indonésie, Israël, Kenya, Malaisie, Pakistan, Singapour	Art. RE 904	387	454, 491, 631
25. RE 905.1	Portugal	Art. RE 905	388	445, 678
25. RE 907.1/Rev 1	Allemagne	Art. RE 907	388	678
25. RE 1401.1	Suède	Art. RE 1401	389	471, 678
25. RE 1403.1	CE	Art. RE 1403	390	439, 678
25. RE 1405.1	Suède	Art. RE 1405	391	678
25. RE 1405.2	Portugal	Art. RE 1405	391	471, 678
25. RE 1601.1	Grande-Bretagne	Art. RE 1601	392	678
25. RE 1901.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 1901	393	678
25. RE 1901.2	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 1901	393	678
25. RE 1901.3	Portugal	Art. RE 1901	394	473, 678
25. RE 1902.1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 1902	395	678
25. RE 1902.2	Portugal	Art. RE 1902	395	473, 678
25. RE 1902.3	Norvège	Art. RE 1902	396	678
25. RE 1903.1	Portugal	Art. RE 1903	397	473, 678
25. RE 2001.1	Grande-Bretagne	Art. RE 2001	397	678
25. RE 2002.1	Portugal	Art. RE 2002	399	474, 678
25. RE 2102.1	CE	Art. RE 2102	399	439, 678
25. RE 2303.1	CE	Art. RE 2303	400	439, 678
25. RE 2701.1	Suède	Art. RE 2701	400	678
25. RE 2902.1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 2902	401	480, 487, 678

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 2902.2	Canada	Art. RE 2902	402	480, 678
25. RE 2903.1/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 2903	403	480, 487, 678
25. RE 3001.1	Corée (Rép.)	Art. RE 3001	404	678
25. RE 3001.2	CE	Art. RE 3001	404	439, 678
25. RE 3001.3	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 3001	405	678
25. RE 3001.4	Argentine	Art. RE 3001	406	678
25. RE 3101.1/Rev 1	Japon	Art. RE 3101	406	678
25. RE 3101.2	Israël	Art. RE 3101	407	459, 462, 678
25. RE 3101.3	Brésil	Art. RE 3101	407	678
25. RE 3101.4/Rev 1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 3101	408	480, 487, 678
25. RE 3101.5	Corée (Rép.)	Art. RE 3101	409	678
25. RE 3101.6	Canada	Art. RE 3101	409	678
25. RE 3101.7	Norvège	Art. RE 3101	411	678
25. RE 3101.8	CE	Art. RE 3101	411	439, 678
25. RE 3101.9	Grande-Bretagne	Art. RE 3101	413	678
25. RE 3101.10	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 3101	414	678
25. RE 3101.11	Argentine	Art. RE 3101	414	678
25. RE 3102.1	Canada	Art. RE 3102	415	678
25. RE 3102.2	CE	Art. RE 3102	416	439, 678
25. RE 3201.1	Suède	Art. RE 3201	416	678
25. RE 3601.1	Portugal	Art. RE 3601	417	464, 678
25. RE 3601.2	CE	Art. RE 3601	418	439, 678
25. RE 3801.1	Israël	Art. RE 3801	418	465, 678
25. RE 3801.2	Iran (Rép. islamique)	Art. RE 3801	419	retirée (7e expéd.)
25. RE 3801.3	Iran (Rép. islamique)	Art. RE 3801	419	retirée (7e expéd.)
25. RE 3801.4	Norvège	Art. RE 3801	420	465, 678
25. RE 3801.5	Norvège	Art. RE 3801	420	678
25. RE 3802.1	Brésil	Art. RE 3802	421	678
25. RE 3802.2	CE	Art. RE 3802	421	439, 678
25. RE 4001.1	Portugal	Art. RE 4001	422	477, 678
25. RE 4101.1	CE	Art. RE 4101	423	487, 678
25. RE 4102.1	Erythrée	Art. RE 4102	424	678
25. RE 4102.2	Erythrée	Art. RE 4102	424	678
25. RE 4102.3	CE	Art. RE 4102	425	487, 678
25. RE 4104.1	Suède	Art. RE 4104	426	678
25. RE 4104.2	Portugal	Art. RE 4104	426	487, 678

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 4105.1	Grande-Bretagne	Art. RE 4105	427	678
25. RE 4105.2	Grande-Bretagne	Art. RE 4105	428	678
25. RE 4105.3	Grande-Bretagne	Art. RE 4105	428	678
25. RE 4105.4	Grande-Bretagne	Art. RE 4105	429	678
25. RE 4105.5	Grande-Bretagne	Art. RE 4105	430	678
25. RE 4106.1	CE	Art. RE 4106	431	487, 678
25. RE 4106.2	CE	Art. RE 4106	431	439, 678
25. RE 4106.3	CE	Art. RE 4106	432	487, 678
25. RE 4106.4	Grande-Bretagne	Art. RE 4106	433	678
25. RE 4106.5	Grande-Bretagne	Art. RE 4106	433	678
25. RE 4107.1	CE	Art. RE 4107	434	439, 678
25. RE 4109.1	Portugal	Art. RE 4109	435	487, 678
25. RE 4109.2	CE	Art. RE 4109	436	439, 678
25. RE 4111.1	CE	Art. RE 4111	436	439, 678
25. RE 4111.2	CE	Art. RE 4111	437	487, 678
25. RE 4112.91	CE	Art. RE 4112bis	438	487, 678
25. RE 4113.1	CCEP	Art. RE 4113	438	678
25. RE 4113.2	CE	Art. RE 4113	439	487, 678
25. RE 4113.3	Grande-Bretagne	Art. RE 4113	440	678
25. RE 4113.4	Grande-Bretagne	Art. RE 4113	440	678
25. RE 4114.1	Grande-Bretagne	Art. RE 4114	441	678
25. RE 4115.1	Canada	Art. RE 4115	442	678
25. RE 4117.1	Erythrée	Art. RE 4117	443	678
25. RE 4117.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 4117	443	678
25. RE 4117.3	CE	Art. RE 4117	444	439, 678
25. RE 4118.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4118	445	678
25. RE 4118.2	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 4118	446	678
25. RE 4118.3	CE	Art. RE 4118	446	487, 678
25. RE 4119.1	Canada	Art. RE 4119	447	678
25. RE 4119.2	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4119	447	678
25. RE 4119.3	CE	Art. RE 4119	448	439, 678
25. RE 4119.4	Grande-Bretagne	Art. RE 4119	449	678
25. RE 4120.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4120	450	678
25. RE 4121.1	CE	Art. RE 4121	450	439, 678
25. RE 4121.2	CE	Art. RE 4121	451	487, 678
25. RE 4122.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4122	452	678
25. RE 4122.2	Suède	Art. RE 4122	452	678
25. RE 4122.3	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 4122	453	678
25. RE 4124.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4124	454	678

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 4126.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 4126	454	678
25. RE 4127.1	Japon	Art. RE 4127	455	678
25. RE 4127.2	Israël	Art. RE 4127	455	678
25. RE 4127.3	Espagne	Art. RE 4127	456	678
25. RE 4127.4	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 4127	456	678
25. RE 4127.5	CE	Art. RE 4127	457	439, 678
25. RE 4127.6	Grande-Bretagne	Art. RE 4127	458	678
25. RE 4128.1	CCEP	Art. RE 4128	458	522, 678
25. RE 4128.2	CE	Art. RE 4128	459	397, 616, 682
25. RE 4401.1	Portugal	Art. RE 4401	460	466, 678
25. RE 4401.2	CE	Art. RE 4401	461	454, 678
25. RE 4403.1	Norvège	Art. RE 4403	461	466, 678
25. RE 4405.1/Rev 2	CE	Art. RE 4405	462	678
25. RE 4405.2	Hongrie (Rép.)	Art. RE 4405	462	678
25. RE 4405.3	CE	Art. RE 4405	463	439, 678
25. RE 4501.1	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 4501	463	678
25. RE 4501.2	Pays-Bas	Art. RE 4501	464	678
25. RE 4501.3	Turquie	Art. RE 4501	465	678
25. RE 4602.1	CE	Art. RE 4602	466	439, 678
25. RE 4602.2	CE	Art. RE 4602	466	487, 678
25. RE 4604.1	Hongrie (Rép.)	Art. RE 4604	467	678
25. RE 4604.2	Turquie	Art. RE 4604	467	678
25. RE 4701.1	CE	Art. RE 4701	468	439, 678
25. RE 4701.2	CE	Art. RE 4701	469	454, 678
25. RE 4702.1	CE	Art. RE 4702	469	454, 678
25. RE 4703.1	CE	Art. RE 4703	469	454, 678
25. RE 4704.1	CE	Art. RE 4704	470	454, 678
25. RE 4705.1	CE	Art. RE 4705	470	454, 678
25. RE 4706.1	CE	Art. RE 4706	470	454, 678
25. RE 4707.1	CE	Art. RE 4707	471	454, 678
25. RE 4708.1/Rev 1	CE	Art. RE 4708	472	454, 678
25. RE 4708.91	CE	Art. RE 4708bis	473	454, 456, 491, 635, 637, 682
25. RE 4708.92	CE	Art. RE 4708ter	474	454, 678
25. RE 5001.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 5001	475	678
25. RE 5001.2	CE	Art. RE 5001	476	439, 678
25. RE 5002.1	CE	Art. RE 5002	476	439, 678
25. RE 5003.1	CE	Art. RE 5003	477	439, 678

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 5003.91	CE	Art. RE 5003bis	478	488, 678
25. RE 5006.1	CE	Art. RE 5006	478	488, 678
25. RE 5006.2	CE	Art. RE 5006	479	439, 678
25. RE 5006.3	CE	Art. RE 5006	479	488, 678
25. RE 5007.1	CE	Art. RE 5007	480	488, 678
25. RE 5008.1	CE	Art. RE 5008	481	439, 678
25. RE 5008.2	CE	Art. RE 5008	481	488, 678
25. RE 5009.1	Bangladesh	Art. RE 5009	482	678
25. RE 5009.2	CE	Art. RE 5009	482	488, 678
25. RE 5201.1/Rev 1	CE	Art. RE 5201	483	446, 624, 682
25. RE 5201.2	CE	Art. RE 5201	484	446, 491, 624
25. RE 5201.3	Grande-Bretagne	Art. RE 5201	485	446, 457, 678
25. RE 5201.4	Indonésie	Art. RE 5201	485	446, 491, 624
25. RE 5202.1	CE	Art. RE 5202	486	439, 678
25. RE 5202.2	CE	Art. RE 5202	487	488, 678
25. RE 5204.1	Canada	Art. RE 5204	487	678
25. RE 5204.2	CE	Art. RE 5204	488	439, 678
25. RE 5204.3	CE	Art. RE 5204	488	488, 678
25. RE 5205.1/Rev 2	CE	Art. RE 5205	489	678
25. RE 5205.2	CE	Art. RE 5205	491	439, 678
25. RE 5206.1/Rev 2	CE	Art. RE 5206	491	678
25. RE 5206.2	CE	Art. RE 5206	493	439, 678
25. RE 5208.1	CE	Art. RE 5208	493	678
25. RE 5208.2/Rev 1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 5208	494	678
25. RE 5210.91	CCEP	Art. RE 5210bis et ter	495	522, 678
25. RE 5301.1/Rev 2	CE	Art. RE 5301	496	678
25. RE 5301.2	CE	Art. RE 5301	497	439, 678
25. RE 5301.3	CE	Art. RE 5301	497	488, 678
25. RE 5303.1	CE	Art. RE 5303	498	488, 678
25. RE 5401.1	France, Grande-Bretagne, Italie, Suède	Art. RE 5401	498	522, 678
25. RE 5406.1	CE	Art. RE 5406	499	439, 678

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Convention, Règlement				
25. RE 5407.1	CE	Art. RE 5407	500	439, 678
25. RE 5408.1	CE	Art. RE 5408	500	439, 678
25. RE 5501.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 5501	501	505, 678
25. RE 5501.2	Egypte	Art. RE 5501	501	505, 678
25. RE 5501.3	Bangladesh	Art. RE 5501	502	505, 678
25. RE 5801.1	CE	Art. RE 5801	503	397, 617
25. RE 5801.2	CE	Art. RE 5801	503	398, 616, 682
Convention, Règlement, Protocole final				
27. RE 0.91	Grèce	Art. 0	504	Résolution C 87
27. RE 4.1	Brésil	Art. RE IV	504	678
27. RE 5.1	Viet Nam	Art. RE V	505	678
27. RE 7.1	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE VII	505	Résolution C 87
Convention, Formules				
29. 0.1	CE	Rationalisation générale des formules de l'UPU	506	439, 678
29. 3.1	Chine (Rép. pop.)	Formule VD 3	608	439, 678
29. 7.1	Canada	Formule AV 7	608	439, 678
29. 9.1	Canada	Formule C 9	609	439, 678
29. 12.1	CE	Formule C12	610	488, 678
29. 14.1	Tchèque (Rép.)	Formule C 14	611	439, 678
29. 18.1	Canada	Formule C 18	611	439, 678
29. 18.2	Canada	Formule C 18bis	612	439, 678
29. 18.3	Tchèque (Rép.)	Formule C 18	612	439, 678
29. 18.4	Grande-Bretagne	Formule C 18	614	439, 678
29. 18.91	Tchèque (Rép.)	Formule C 18ter	614	439, 678

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Arrangement				
30. 0.1/Rev 1	CE	Résolution – Introduction et extension du service des colis postaux	619	526, 619
30. 0.2	CE	Recommandation – Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles	620	retirée (6e expéd.)
30. 0.3	CE	Résolution – Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	620	536
30. 0.4/Rev 1	CE	Décision – Etablissement et règlement des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux. Rédaction d'un Recueil opérationnel de la comptabilité	621	retirée I/2, p. 86
30. 0.5	CE	Recommandation – Elaboration de documents comptables transmis entre Administrations	622	526; retirée (7e expéd.)
30. 0.6	Iran (Rép. islamique)	Recommandation – Dédouanement des colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs	623	527, 619
30. 2.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 2	624	537, 625
30. 3.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 3	624	527, 619
30. 3.2	France	Art. 3	625	527, 619
30. 4.1	CE	Art. 4	626	536, 625
30. 7.1	Espagne, Grande-Bretagne	Art. 7	626	528, 620
30. 10.1	Egypte	Art. 10	628	528, 620
30. 11.1	Corée (Rép.)	Art. 11	628	529, 618
30. 13.91/Rev 2	Allemagne	Art. 13bis	629	504, 655
30. 14.1	Bangladesh	Art. 14	637	529, 620
30. 15.1	Suède	Art. 15	637	529, 618
30. 21.1	Oman	Art. 21	638	543, 631
30. 21.2	Espagne, Grande-Bretagne	Art. 21	638	543, 630
30. 21.3	Espagne, Grande-Bretagne	Art. 21	639	543, 630
30. 21.4	Argentine	Art. 21	640	543, 631
30. 23.1	Espagne, Grande-Bretagne	Art. 23	640	529, 619
30. 25.1	Japon	Art. 25	641	544, 631

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Arrangement				
30. 25.2	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 25	642	544, 631
30. 25.3	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 25	642	544, 631
30. 25.4	Corée (Rép.)	Art. 25	643	544, 631
30. 25.5	Indonésie	Art. 25	644	544, 631
30. 25.6	Grande-Bretagne, Japon, Norvège	Art. 25	644	544, 631
30. 25.7	CE	Art. 25	645	544, 629
30. 25.8	Grande-Bretagne, Norvège	Art. 25	646	274, 544, 631
30. 28.1	Grande-Bretagne, Norvège	Art. 28	647	545, 629
30. 28.2/Rev 2	Hongrie (Rép.)	Art. 28	647	545, 630, 643
30. 28.3	Israël	Art. 28	648	545, 629
30. 28.4	Iran (Rép. islamique)	Art. 28	649	544, 631
30. 29.91/Rev 1	Canada	Art. 29bis	649	529, 620
30. 30.1	Grande-Bretagne	Art. 30	651	514, 625
30. 32.1	Iran (Rép. islamique)	Art. 32	651	545, 631
30. 32.2	CE	Art. 32	652	545, 629
30. 33.1	CE	Art. 33	652	533, 626
30. 33.2	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. 33	654	533, 628
30. 33.3	Grande-Bretagne	Art. 33	655	533, 626
30. 33.4	Grèce	Art. 33	656	533, 628, 638
30. 34.1	CE	Art. 34	657	534
30. 34.2	CE	Art. 34	659	534, 625

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Arrangement</i>				
30. 34.3	CE	Art. 34	660	534, 625
30. 34.4	CE	Art. 34	661	535, 625
30. 35.1	CE	Art. 35	661	535
30. 35.2	CE	Art. 35	663	535, 625
30. 35.3	CE	Art. 35	664	535, 625
30. 36.1	—	—		
30. 36.2	CE	Art. 36	665	536, 625
30. 37.1	Oman	Art. 37	666	543, 629
30. 37.2	Grande-Bretagne	Art. 37	666	542, 629
30. 41.1	CE	Art. 41	667	397, 617
30. 41.2	CE	Art. 41	667	398, 615
30. 41.3	CE	Art. 41	668	408, 424, 427, 670
30. 41.4	Japon	Art. 41	668	424, 427, 666
<i>Colis, Protocole final</i>				
33. 0.1/Rev 1	CE	Recommandation – Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles	670	537, 628
33. 0.2	Italie	Résolution – Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles	671	537, 625
33. 1.1	Canada	Art. I	672	319
33. 2.1	Brésil	Art. II	672	536, 625
33. 2.2	Ghana	Art. II	673	319
33. 2.3	Canada	Art. II	673	319
33. 2.4	Myanmar	Art. II	674	319
33. 2.5	Arabie saoudite	Art. II	674	319
33. 2.6	Zambie	Art. II	674	319
33. 4.1	Cuba	Art. IV	675	retirée I/2, p. 86
33. 4.2	Grèce	Art. IV	675	319
33. 4.3	Canada	Art. IV	675	319
33. 4.4	Bahamas	Art. IV	676	319
33. 4.5	Saint-Christophe-et-Nevis	Art. IV	676	319
33. 4.6	Sainte-Lucie	Art. IV	676	319
33. 4.7	Zambie	Art. IV	677	319
33. 4.8	Australie	Art. IV	677	319
33. 5.1	Arabie saoudite	Art. V	677	319
33. 8.1	Tunisie	Art. VIII	678	537, 628

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Protocole final				
33. 8.2	Grande-Bretagne	Art. VIII	678	533, 537, 625
33. 8.3	Tchad	Art. VIII	679	537, 628
33. 8.4	Mongolie	Art. VIII	679	537, 628
33. 8.5	Tunisie	Art. VIII	680	628
33. 8.6	Afghanistan	Art. VIII	680	319
33. 9.1	Thaïlande	Art. IX	680	319
33. 9.2	Malaisie	Art. IX	681	319
33. 9.3	Grèce	Art. IX	681	319
33. 9.4	Singapour	Art. IX	681	319
33. 9.5	Inde	Art. IX	682	319
33. 9.6	Russie (Fédération de)	Art. IX	682	319
33. 9.7	Afghanistan	Art. IX	683	319
33. 9.8	Soudan	Art. IX	683	319
33. 9.9	Chili	Art. IX	683	319
33. 9.10	France	Art. IX	684	319
33. 9.11	Amérique (Etats-Unis)	Art. IX	684	319
33. 9.12	Bahrain	Art. IX	685	319
33. 9.13	Syrienne (Rép. arabe)	Art. IX	685	319
33. 9.14	Egypte	Art. IX	685	319
33. 10.1	Canada	Art. X	686	319
33. 10.2	Portugal	Art. X	686	319
33. 10.91	Mongolie	Art. Xbis	686	319
33. 10.92	Indonésie	Art. Xbis	687	319
33. 10.93	Nouvelle-Zélande	Art. Xbis	687	319
33. 10.94	Inde	Art. Xbis	687	319
33. 10.95	Tchad	Art. Xbis	688	319
33. 10.96	Soudan	Art. Xbis	688	319
33. 10.97	Russie (Fédération de)	Art. Xbis	688	319
33. 10.98	Kazakhstan	Art. Xbis	689	319
33. 10.99	Turquie	Art. Xbis	689	319
33. 10.100	Chine (Rép. pop.)	Art. Xbis	689	319
33. 10.101	Canada	Art. Xbis	690	319
33. 10.102	Afghanistan	Art. Xbis	690	319
33. 10.103	Brésil	Art. Xbis	690	319
33. 10.104	Viet Nam	Art. Xbis	691	319
33. 10.105	Bahamas	Art. Xbis	691	319
33. 10.106	Cuba	Art. Xbis	691	319

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Protocole final				
33. 10.107	Honduras (Rép.)	Art. Xbis	692	319
33. 10.108	Bolivie	Art. Xbis	692	319
33. 10.109	Chili	Art. Xbis	692	319
33. 10.110	Paraguay	Art. Xbis	693	319
33. 10.111	Mexique	Art. Xbis	693	319
33. 10.112	Colombie	Art. Xbis	693	319
33. 10.113	El Salvador	Art. Xbis	694	319
33. 10.114	Vénézuéla	Art. Xbis	694	319
33. 10.115	Equateur	Art. Xbis	694	319
33. 10.116	Guyane	Art. Xbis	695	319
33. 10.117	Myanmar	Art. Xbis	695	319
33. 10.118	Pakistan	Art. Xbis	695	319
33. 10.119	Pérou	Art. Xbis	696	319
33. 10.120	Yémen	Art. Xbis	696	319
33. 10.121	Cap-Vert	Art. Xbis	696	319
33. 10.122	Gabon	Art. Xbis	697	319
33. 10.123	Zambie	Art. Xbis	697	319
33. 10.124	Arabie saoudite	Art. Xbis	697	319
33. 10.125	Espagne	Art. Xbis	698	319
33. 10.126	Australie	Art. Xbis	698	319
33. 10.127	Argentine	Art. Xbis	698	319
33. 10.128	Iran (Rép. islamique)	Art. Xbis	699	319
33. 10.129	Congo (Rép.)	Art. Xbis	699	319
33. 11.1	Danemark	Art. XI	699	319
33. 11.2	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. XI	700	537, 628
33. 11.3	Danemark	Art. XI	701	537, 628
33. 11.4	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. XI	701	319
33. 11.5	France	Art. XI	702	319

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Protocole final</i>				
33. 12.1	Amérique (États-Unis)	Art. XII	702	319
33. 12.91	Suède	Art. XIIbis	703	547, 629
33. 12.92	Mongolie	Art. XIIter	703	319
33. 12.93	Canada	Art. XIIquater	704	319
33. 12.94	Myanmar	Art. XIIter	704	319
33. 12.95/Rev 1	Tchèque (Rép.)	Art. XIIter	704	319
33. 12.96/Rev 1	Slovaquie	Art. XIIter	705	319
33. 12.97	Cap-Vert	Art. XIIter	705	319
33. 12.98	Gabon	Art. XIIter	705	319
33. 12.99	Gabon	Art. XIIquinquies	706	319
33. 12.100	Zambie	Art. XIIter	706	319
33. 12.101	Afghanistan	Art. XIIter	706	319
33. 12.102	Suriname	Art. XIIter	707	319
33. 12.103	Zambie	Art. XIIquinquies	707	319
33. 12.104/Rev 1	Arabie saoudite	Art. XIIter	707	319
33. 12.105	Argentine	Art. XIIsexies	708	319
33. 12.106	Congo (Rép.)	Art. XIIter	708	319
33. 12.107	Congo (Rép.)	Art. XIIquinquies	708	319
33. 12.108	Syrienne (Rép. arabe)	Art. XIIter	709	319
33. 12.109	Iran (Rép. islamique)	Art. XIIter	709	319
<i>Colis, Règlement</i>				
35. RE 201.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 201	710	537, 616, 628, 682
35. RE 301.1	France	Art. RE 301	710	528, 620, 682
35. RE 306.1	CE	Art. RE 306	711	549, 631
35. RE 306.2	Allemagne	Art. RE 306	712	549, 631
35. RE 306.3	Grande-Bretagne	Art. RE 306	712	549, 631
35. RE 306.4	Grande-Bretagne	Art. RE 306	713	549, 631
35. RE 307.1	Norvège	Art. RE 307	714	549, 631
35. RE 307.2	Norvège	Art. RE 307	714	549, 631
35. RE 307.3	CE	Art. RE 307	715	549, 631
35. RE 307.4	Allemagne	Art. RE 307	715	549, 631

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Règlement				
35. RE 307.5	Allemagne, Suède, Suisse	Art. RE 307	716	549, 631
35. RE 307.6	Allemagne, Suède, Suisse	Art. RE 307	716	549, 631
35. RE 401.1	CE	Art. RE 401	717	536, 628, 682
35. RE 1102.1	Norvège	Art. RE 1102	718	549, 631
35. RE 1503.1/Rev 2	CE	Art. RE 1503	718	549, 631
35. RE 1503.2	CE	Art. RE 1503	719	549, 631
35. RE 1601.1	CE	Art. RE 1601	719	549, 631
35. RE 1902.1	CE	Art. RE 1902	720	549, 631
35. RE 1902.2	Allemagne, Suède, Suisse	Art. RE 1902	720	549, 631
35. RE 1903.1	Allemagne, Suède, Suisse	Art. RE 1903	721	549, 631
35. RE 1904.1	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 1904	722	549, 631
35. RE 1904.2	—	—		
35. RE 1904.3	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	Art. RE 1904	722	549, 631
35. RE 1904.4	Corée (Rép.)	Art. RE 1904	723	549, 631
35. RE 1904.5	Allemagne, Suède, Suisse	Art. RE 1904	724	549, 631
35. RE 2101.1	CE	Art. RE 2101	724	549, 631
35. RE 2601.1	CE	Art. RE 2601	725	549, 631
35. RE 2602.1	CE	Art. RE 2602	725	549, 631
35. RE 2801.1	Israël	Art. RE 2801	726	549, 631
35. RE 2801.2	Grande-Bretagne, Norvège	Art. RE 2801	726	549, 631
35. RE 2801.3	Grande-Bretagne, Norvège	Art. RE 2801	727	549, 631
35. RE 2801.4	Iran (Rép. islamique)	Art. RE 2801	727	549, 631
35. RE 2801.5	Iran (Rép. islamique)	Art. RE 2801	728	549, 631
35. RE 2802.1	CE	Art. RE 2802	728	549, 631
35. RE 3103.1	Allemagne	Art. RE 3103	729	528, 620, 682
35. RE 3106.1	Allemagne, Suisse	Art. RE 3106	729	549, 631
35. RE 3107.1	CE	Art. RE 3107	730.	549, 631

Répertoire des propositions selon l'ordre numérique et l'ordre des Actes

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
<i>Colis, Règlement</i>				
35. RE 3110.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 3110	731	549, 631
35. RE 3111.1	Tchèque (Rép.)	Art. RE 3111	731	549, 631
35. RE 3112.1	Amérique (Etats-Unis)	Art. RE 3112	732	549, 631
35. RE 3112.2	Allemagne	Art. RE 3112	732	549, 631
35. RE 3114.1	CE	Art. RE 3114	733	549, 631
35. RE 3115.1	CE	Art. RE 3115	733	549, 631
35. RE 3116.1	CE	Art. RE 3116	734	549, 631
35. RE 3117.1/Rev 1	Japon	Art. RE 3117	734	549, 631
35. RE 3118.1	Israël	Art. RE 3118	735	549, 631
35. RE 3118.2	CE	Art. RE 3118	735	549, 631
35. RE 3203.1	Norvège	Art. RE 3203	736	549, 631
35. RE 3205.1	CE	Art. RE 3205	736	549, 631
35. RE 3401.1	CE	Art. RE 3401	737	535, 628, 682
35. RE 3401.2	CE	Art. RE 3401	737	534, 616, 628, 682
35. RE 3601.1	CE	Art. RE 3601	738	536, 628, 682
35. RE 3603.1	CE	Art. RE 3603	739	536, 628, 682
35. RE 3604.1/Rev 2	CE	Art. RE 3604	739	549, 631
35. RE 3604.2	CE	Art. RE 3604	742	549, 631
35. RE 3604.3	Grande-Bretagne	Art. RE 3604	742	549, 631
35. RE 3605.1/Rev 2	CE	Art. RE 3605	743	549, 631
35. RE 3605.2	CE	Art. RE 3605	743	549, 631
35. RE 3701.1	Grande-Bretagne	Art. RE 3701	744	542, 630, 682
35. RE 3801.1	Grande-Bretagne	Art. RE 3801	744	533, 628, 682
35. RE 3803.1	CE	Art. RE 3803	745	549, 631
35. RE 4201.1	CE	Art. RE 4201	746	397, 617
35. RE 4201.2	CE	Art. RE 4201	746	398, 616, 682
<i>Colis, Règlement, Protocole final</i>				
37. RE 1.1	Viet Nam	Art. RE I	747	319
37. RE 3.91	Canada	Art. RE IIIbis	747	319
37. RE 3.92	Bahamas	Art. RE IIIbis	748	319
37. RE 3.93	Barbade	Art. RE IIIbis	748	319

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Colis, Formules				
39. 0.1	CE	Rationalisation générale des formules de l'UPU	749	549, 631
39. 0.2	Allemagne	Formule CP 2-C 2/CP 3	797	549, 631
39. 2.1	Chine (Rép. pop.)	Formule CP 2	805	549, 631
39. 20.1	Canada	Formule CP 20	805	549, 631
Mandats, Arrangement				
40. 0.1	CE	Résolution – Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux	809	557, 654
40. 0.2	CE	Résolution – Refonte des Actes des services financiers postaux	810	565, 654
40. 4.1	France	Art. 4	811	567, 654
40. 5.1	Japon	Art. 5	812	567, 656
40. 6.1	Indonésie	Art. 6	812	567, 656
40. 9.1	France	Art. 9	813	568, 654
40. 10.1	Turquie	Art. 10	814	568, 654
40. 10.2	Chine (Rép. pop.)	Art. 10	814	568, 656
40. 11.1	CE	Art. 11	815	566, 569, 654
40. 12.1	CE	Art. 12	816	566, 569, 654
40. 13.1	CE	Art. 13	816	397, 568, 617
40. 13.2	CE	Art. 13	817	398, 568, 615
40. 13.3	CE	Art. 13	817	408, 424, 427, 568, 670
40. 13.4	Japon	Art. 13	818	424, 427, 568, 666
Mandats, Règlement				
45. RE 605.1	Chine (Rép. pop.)	Art. RE 605	819	569, 655
45. RE 801.1	Japon	Art. RE 801	819	569, 655
45. RE 1101.1	Corée (Rép.)	Art. RE 1101	820	569, 655
45. RE 1105.91	CE	Art. RE 1105bis	820	566, 655
45. RE 1202.91	CE	Art. RE 1202bis	821	566, 655
45. RE 1202.92	CE	Art. RE 1202ter	822	566, 655
45. RE 1202.93	CE	Art. RE 1202quater	823	566, 655
45. RE 1303.1	CE	Art. RE 1303	823	397, 568, 617
45. RE 1303.2	CE	Art. RE 1303	824	398, 568, 616, 682

N°	Origine	Acte, article, etc.	Tome I/1 pages	Tome II pages
Chèques, Arrangement				
50. 2.1	France	Art. 2	827	569, 654
50. 15.91	France	Art. 15bis	828	569, 654
50. 17.1	CE	Art. 17	828	397, 568, 617
50. 17.2	CE	Art. 17	829	398, 568, 615
50. 17.3	CE	Art. 17	829	408, 424, 427, 568, 670
50. 17.4	Japon	Art. 17	830	424, 427, 568, 666
Chèques, Règlement				
55. RE 201.1	France	Art. RE 201	831	569, 655
55. RE 317.1	Japon	Art. RE 317	831	569, 655
55. RE 1302.1	Italie	Art. RE 1302	832	569, 655
55. RE 1304.91	France	Art. RE 1501bis	833	569, 655
55. RE 1304.92	France	Art. RE 1502bis	833	569, 655
55. RE 1304.93	France	Art. RE 1503bis	834	569, 655
55. RE 1702.1	CE	Art. RE 1702	834	397, 568, 617
55. RE 1702.2	CE	Art. RE 1702	835	398, 568, 616, 682
Remboursements, Arrangement				
60. 9.1	CE	Art. 9	839	397, 568, 617
60. 9.2	CE	Art. 9	839	397, 568, 615
60. 9.3	CE	Art. 9	840	408, 424, 427, 568, 666
Remboursements, Règlement				
65. RE 903.1	CE	Art. RE 903	841	397, 568, 617
65. RE 903.2	CE	Art. RE 903	841	398, 568, 616, 682

B. Selon leur origine

I. Propositions individuelles

Origine	Propositions	Nombre
Afghanistan	33. 8.6, 33. 9.7, 33. 10.102, 33. 12.101	4
Allemagne	20. 0.25, 20. 7.3, 20. 16.1/Rev 1, 25. RE 904.5, 25. RE 907.1/Rev 1, 30. 13.91/Rev 2, 35. RE 306.2, 35. RE 307.4, 35. RE 3103.1, 35. RE 3112.2, 39. 0.2	11
Amérique (Etats-Unis)	20. 0.4, 20. 0.19, 20. 0.24, 20. 29.4, 23. 7.2, 23. 7.6, 23. 19.14, 25 RE 903.3, 25. RE 904.3, 25. RE 4117.2, 25. RE 4118.2, 25. RE 4122.3, 25 RE 4127.4, 25. RE 4501.1, 27. RE 7.1, 33. 9.11, 33. 12.1, 35. RE 3112.1	18
Arabie saoudite	23. 10.99, 23. 11.2, 23. 19.10, 33. 2.5, 33. 5.1, 33. 10.124, 33. 12.104	7
Argentine	20. 0.23, 20. 5.2, 20. 31.6, 23. 10.100, 25. RE 3001.4, 25. RE 3101.11, 30. 21.4, 33. 10.127, 33. 12.105	9
Australie	044, 15. 104.7, 33. 4.8, 33. 10.126	4
Bahamas	23. 19.4, 33. 4.4, 33. 10.105, 37. RE 3.92	4
Bahrain	33. 9.12	1
Bangladesh	09, 20. 55.2, 20. 55.3, 25. RE 5009.1, 25. RE 5501.3, 30. 14.1	6
Barbade	37. RE 3.93	1
Bolivie	33. 10.108	1
Brésil	040, 15. 104.9, 20. 0.5, 20. 35.2, 20. 35.3, 23. 8.1, 23. 9.1, 23. 11.1, 25. RE 3101.3, 25. RE 3802.1, 27. RE 4.1, 33. 2.1, 33. 10.103	13
Canada	20. 9.3, 20. 47.4, 23. 1.91, 23. 3.91, 23. 7.3, 23. 19.5, 25. RE 2902.2, 25. RE 3101.6, 25. RE 3102.1, 25. RE 4115.1, 25. RE 4119.1, 25. RE 5204.1, 29. 7.1, 29. 9.1, 29. 18.1, 29. 18.2, 30. 29.91/Rev 1, 33. 1.1, 33. 2.3, 33. 4.3, 33. 10.1, 33. 10.101, 33. 12.93, 37. RE 3.91, 39. 20.1	25
Cap-Vert	23. 10.94, 23. 19.3, 33. 10.121, 33. 12.97	4
Chili	33. 9.9, 33. 10.109	2
Chine (Rép. pop.)	08, 15. 113.3, 20. 9.4, 20. 29.2, 25. RE 904.1, 25. RE 1901.2, 25. RE 1902.1, 25. RE 2902.1, 25. RE 2903.1/Rev 1, 25. RE 3001.3, 25. RE 3101.4/Rev 1, 25. RE 3101.10, 29. 3.1, 33. 10.100, 39. 2.1, 40. 10.2, 45. RE 605.1	17
Colombie	33. 10.112	1
Congo (Rép.)	23. 11.3, 23. 13.1, 23. 19.17, 33. 10.129, 33. 12.106, 33. 12.107	6
Corée (Rép.)	06, 033, 9. 10.1, 19. 24.1, 20. 19.1, 20. 35.4, 25. RE 3001.1, 25. RE 3101.5, 30. 11.1, 30. 25.4, 35. RE 1904.4, 45. RE 1101.1	12
Cuba	23. 5.1, 23. 9.2, 23. 19.11, 33. 4.1, 33. 10.106	5
Danemark	33. 11.1, 33. 11.3	2
Egypte	20. 0.6, 20. 26.1, 25. RE 5501.2, 30. 10.1, 33. 9.14	5
El Salvador	33. 10.113	1
Equateur	23. 19.12, 33. 10.115	2
Erythrée	25. RE 4102.1, 25. RE 4102.2, 25. RE 4117.1	3
Espagne	10. 17.2, 15. 102.8/Rev 1, 15. 106.92, 25. RE 4127.3, 33. 10.125	5
Ethiopie	23. 8.2	1

Répertoire des propositions selon leur origine

Origine	Propositions	Nombre
Gabon	23. 10.93, 23. 10.98, 23. 19.6, 33. 10.122, 33. 12.98, 33. 12.99	6
Ghana	33. 2.2	1
Grande-Bretagne	042, 045, 20. 0.20, 20. 0.21, 20. 0.22, 20. 13.1, 20. 19.3, 20. 20.2, 20. 31.4, 20. 31.5, 20. 33.1, 20. 46.91, 20. 51.4, 23. 7.4, 25. RE 904.6, 25. RE 1601.1, 25. RE 2001.1, 25. RE 3101.9, 25. RE 4105.1, 25. RE 4105.2, 25. RE 4105.3, 25. RE 4105.4, 25. RE 4105.5, 25. RE 4106.4, 25. RE 4106.5, 25. RE 4113.3, 25. RE 4113.4, 25. RE 4114.1, 25. RE 4119.4, 25. RE 4127.6, 25. RE 5201.3, 29. 18.4, 30. 30.1, 30. 33.3, 30. 37.2, 33. 8.2, 35. RE 306.3, 35. RE 306.4, 35 RE 3604.3, 35. RE 3701.1, 35. RE 3801.1	41
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	23. 10.104	1
Grèce	20. 51.1, 23. 7.1, 23. 13.91, 23. 19.7, 27. RE 0.91, 30. 33.4, 33. 4.2, 33. 9.3	8
Guyane	23. 19.2, 33. 10.116	2
Honduras (Rép.)	23. 19.13, 33. 10.107	2
Hongrie (Rép.)	20. 36.1, 20. 38.2/Rev 1, 25. RE 4405.2, 25. RE 4604.1, 30. 28.2/Rev 2	5
Inde	33. 9.5, 33. 10.94	2
Indonésie	20. 29.1, 20. 31.2, 25. RE 5201.4, 30. 25.5, 33. 10.92, 40. 6.1	6
Iran (Rép. islamique)	05/Rev 1, 038, 15. 104.4, 20. 55.1, 23. 10.103, 23. 19.16, 25. RE 3801.2, 25. RE 3801.3, 30. 0.6, 30. 28.4, 30. 32.1, 33. 10.128, 33. 12.109, 35. RE 2801.4, 35. RE 2801.5	15
Irlande	10. 6.1, 15. 107.3, 20. 0.15, 23. 3.92	4
Israël	20. 38.1, 25. RE 3101.2, 25. RE 3801.1, 25. RE 4127.2, 30. 28.3, 35. RE 2801.1, 35. RE 3118.1	7
Italie	20. 24.4, 20. 29.3, 20. 51.2, 20. 55.4, 33. 0.2, 55. RE 1302.1	6
Japon	15. 102.11, 20. 9.2/Rev 1, 20. 26.4, 20. 35.1, 20. 49.1, 20. 57.4, 25. RE 903.2/Rev 1, 25. RE 3101.1/Rev 1, 25. RE 4127.1, 30. 25.1, 30. 41.4, 35. RE 3117.1/Rev 1, 40. 5.1, 40. 13.4, 45. RE 801.1, 50. 17.4, 55. RE 317.1	17
Kazakhstan	33. 10.98	1
Malaisie	33. 9.2	1
Mexique	33. 10.111	1
Mongolie	23. 10.92, 23. 19.1, 33. 8.4, 33. 10.91, 33. 12.92	5
Myanmar	23. 8.4, 23. 10.95, 23. 19.15, 33. 2.4, 33. 10.117, 33. 12.94	6
Norvège	20. 38.3, 25. RE 1902.3, 25. RE 3101.7, 25. RE 3801.4, 25. RE 3801.5, 25. RE 4403.1, 35. RE 307.1, 35. RE 307.2, 35. RE 1102.1, 35. RE 3203.1	10
Nouvelle-Zélande	33. 10.93	1
Oman	20. 6.1, 20. 9.1, 20. 31.1, 20. 41.1/Rev 1, 25. RE 601.1, 30. 21.1, 30. 37.1	7
Pakistan	20. 44.2, 33. 10.118	2
Paraguay	33. 10.110	1
Pays-Bas	15. 102.9, 15. 102.12, 15. 124.4, 25. RE 4501.2	4
Pérou	20. 0.16, 25. RE 0.3, 33. 10.119	3

Origine	Propositions	Nombre
Portugal	15. 112.1, 25. RE 101.1, 25. RE 901.1, 25. RE 902.1, 25. RE 904.2, 25. RE 905.1, 25. RE 1405.2, 25. RE 1901.3, 25. RE 1902.2, 25. RE 1903.1, 25. RE 2002.1, 25. RE 3601.1, 25. RE 4001.1, 25. RE 4104.2, 25. RE 4109.1, 25. RE 4401.1, 33. 10.2	17
Russie (Fédération de)	33. 9.6, 33. 10.97	2
Saint-Christophe-et-Nevis	33. 4.5	1
Sainte-Lucie	33. 4.6	1
Salomon (îles)	23. 19.8	1
Singapour	33. 9.4	1
Slovaquie	23. 10.96, 33. 12.96	2
Soudan	33. 9.8, 33. 10.96	2
Suède	20. 0.3, 20. 7.1, 20. 7.2/Rev 1, 20. 10.3, 20. 12.1, 20. 41.3, 20. 47.1, 25. RE 903.4, 25. RE 1401.1, 25. RE 1405.1, 25. RE 2701.1, 25. RE 3201.1, 25. RE 4104.1, 25. RE 4122.2, 30. 15.1, 33. 12.91	16
Suisse	20. 48.1	1
Suriname	33. 12.102	1
Syrienne (Rép. arabe)	23. 10.102, 33. 9.13, 33. 12.108	3
Tchad	23. 10.91, 33. 8.3, 33. 10.95	3
Tchèque (Rép.)	23. 10.97, 25. RE 4118.1, 25. RE 4119.2, 25. RE 4120.1, 25. RE 4122.1, 25. RE 4124.1, 25. RE 4126.1, 25. RE 5001.1, 29. 14.1, 29. 18.3, 29. 18.91, 33. 12.95, 35. RE 3110.1, 35. RE 3111.1	14
Thaïlande	33. 9.1	1
Tunisie	33. 8.1, 33. 8.5	2
Turquie	23. 19.9, 25. RE 4501.3, 25. RE 4604.2, 33. 10.99, 40. 10.1	5
Vénézuéla	33. 10.114	1
Viet Nam	23. 8.3, 23. 9.3, 27. RE 5.1, 33. 10.104, 37. RE 1.1	5
Yémen	33. 10.120	1
Zambie	20. 1.1/Rev 1, 23. 10.101, 33. 2.6, 33. 4.7, 33. 10.123, 33. 12.100, 33. 12.103	7
Total des propositions individuelles		443

II. Propositions collectives

Origine	Propositions	Nombre
Afrique du Sud, Bahamas, Bangladesh, Brunei Darussalam, Inde, Indonésie, Israël, Kenya, Malaisie, Pakistan, Singapour	25. RE 904.8	1
Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen	03, 15. 102.10, 15. 106.93, 15. 107.4, 20. 0.7, 20. 41.2, 25. RE 1901.1, 25. RE 5208.2/Rev 1, 25. RE 5501.1, 30. 2.1, 30. 3.1, 30. 25.2, 30. 25.3, 30. 33.2, 33. 11.2, 33. 11.4, 35. RE 201.1, 35. RE 1904.1, 35. RE 1904.3	19
Allemagne, Argentine, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Mali, Mauritanie, Monaco, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe), Togo	23. 7.8	1
Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Portugal, Suède	23. 7.5	1
Allemagne, Bulgarie (Rép.), Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Suède, Tchéque (Rép.)	041/Rev 2	1
Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suède	20. 9.5, 20. 10.4, 20. 11.1, 20. 17.1, 20. 18.1, 20. 19.2, 20. 20.1, 20. 21.1, 20. 22.1, 20. 23.1, 20. 25.1, 20. 27.1, 20. 31.3, 20. 35.5, 20. 36.2, 20. 39.1, 20. 40.1, 20. 44.1, 20. 51.3, 20. 52.2	20
Allemagne, Suède, Suisse	35. RE 307.5, 35. RE 307.6, 35. RE 1902.2, 35. RE 1903.1, 35. RE 1904.5	5
Allemagne, Suisse	35. RE 3106.1	1
Amérique (Etats-Unis), Australie, Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Grande-Bretagne, Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande	23. 7.7	1
Amérique (Etats-Unis), Australie, Grande-Bretagne	048	1
Amérique (Etats-Unis), Brésil, Chine (Rép. pop.), Japon, Pakistan, Pologne (Rép.), Tunisie	10. 31.1	1
Amérique (Etats-Unis), Colombie, Costa-Rica, Ethiopie, Finlande, Grande-Bretagne, Irlande, Guyane, Kenya, Lesotho, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Tanzanie (Rép. unie), Uruguay, Zambie, Zimbabwe	046	1

Origine	Propositions	Nombre
Amérique (Etats-Unis), Japon	20. 26.3/Rev 1	1
Angola, Brésil, Cap-Vert, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe	15. 106.95	1
Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Botswana, Brunei Darussalam, Fidji, Guyane, Inde, Jamaïque, Lesotho, Malawi, Namibie, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Philippines, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Salomon (îles), Samoa occidental, Seychelles, Suriname, Swaziland, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tonga, Vanuatu	25. RE 904.7	1
Argentine, Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Bolivie, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Chili, Djibouti, Dominicaine (Rép.), Equateur, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Espagne, Guinée équatoriale, Honduras (Rép.), Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Mexique, Oman, Panama (Rép.), Paraguay, Pérou, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Vénézuéla, Uruguay, Yémen	15. 106.94	1
Argentine, Suède	20. 5.1/Rev 1	1
Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Grenade, Guyane, Malaisie, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande	20. 47.5	1
Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Suède, Tchèque (Rép.)	043/Rev 1	1
Espagne, Grande-Bretagne	30. 7.1, 30. 21.2, 30. 21.3, 30. 23.1	4
France, Grande-Bretagne, Italie, Suède	20. 40.2, 25. RE 5401.1	2
Grande-Bretagne, Italie	20. 20.3	1
Grande-Bretagne, Japon, Norvège	30. 25.6	1
Grande-Bretagne, Norvège	30. 25.8, 30. 28.1, 35. RE 2801.2, 35. RE 2801.3	4
Total des propositions collectives		72

III. Propositions présentées par divers organes de l'UPU

Origine	Propositions	Nombre
Conseil exécutif	01, 02, 07, 010, 011, 012, 013, 014, 015, 016, 017, 018, 019, 020, 021/Rev 1, 022, 023, 024, 025/Rev 2, 026, 029, 030, 031, 032, 034, 035, 037, 039, 10. 8.1, 10. 13.1/Rev 1, 10. 17.1, 10. 18.1, 10. 20.1, 10. 20.2, 10. 22.1, 10. 22.2, 10. 25.1, 10. 25.2, 15. 101.1, 15. 102.1, 15. 102.2, 15. 102.3, 15. 102.4, 15. 102.5/Rev 1, 15. 102.6, 15. 103.1, 15. 103.2, 15. 104.1, 15. 104.2, 15. 104.3, 15. 104.5, 15. 105.1, 15. 105.2, 15. 106.91/Rev 1, 15. 107.1, 15. 107.2/Rev 1, 15. 108.1, 15. 109.1, 15. 109.2, 15. 109.3, 15. 109.4, 15. 109.5, 15. 109.6, 15. 113.1, 15. 115.1, 15. 116.1, 15. 118.1, 15. 120.1, 15. 120.2, 15. 121.1, 15. 121.2, 15. 122.1, 15. 122.2, 15. 124.1, 15. 124.2, 15. 124.3, 15. 125.1, 19. 4.1, 19. 5.1, 19. 6.1, 19. 7.1, 19. 15.1, 19. 15.2, 19. 21.1, 19. 23.1, 19. 25.1, 19. 25.2, 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.10, 20. 0.11, 20. 0.12, 20. 0.13, 20. 0.17, 20. 0.18, 20. 6.2, 20. 9.6, 20. 10.1, 20. 10.2, 20. 24.1, 20. 24.2, 20. 24.3, 20. 26.2, 20. 45.1, 20. 46.1/Rev 1, 20. 47.2, 20. 47.3, 20. 48.2, 20. 50.1, 20. 52.1, 20. 56.1, 20. 57.1, 20. 57.2, 20. 57.3, 25. RE 0.1, 25. RE 0.2, 25. RE 0.4, 25. RE 601.2, 25. RE 904.4, 25. RE 1403.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 2303.1, 25. RE 3001.2, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2, 25. RE 3601.2, 25. RE 3802.2, 25. RE 4101.1, 25. RE 4102.3, 25. RE 4106.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4106.3, 25. RE 4107.1, 25. RE 4109.2, 25. RE 4111.1, 25. RE 4111.2, 25. RE 4112.91, 25. RE 4113.2, 25. RE 4117.3, 25. RE 4118.3, 25. RE 4119.3, 25. RE 4121.1, 25. RE 4121.2, 25. RE 4127.5, 25. RE 4128.2, 25. RE 4401.2, 25. RE 4405.1/Rev 2, 25. RE 4405.3, 25. RE 4602.1, 25. RE 4602.2, 25. RE 4701.1, 25. RE 4701.2, 25. RE 4702.1, 25. RE 4703.1, 25. RE 4704.1, 25. RE 4705.1, 25. RE 4706.1, 25. RE 4707.1, 25. RE 4708.1/Rev 1, 25. RE 4708.91, 25. RE 4708.92, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5003.91, 25. RE 5006.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5006.3, 25. RE 5007.1, 25. RE 5008.1, 25. RE 5008.2, 25. RE 5009.2, 25. RE 5201.1/Rev 1, 25. RE 5201.2, 25. RE 5202.1, 25. RE 5202.2, 25. RE 5204.2, 25. RE 5204.3, 25. RE 5205.1/Rev 2, 25. RE 5205.2, 25. RE 5206.1/Rev 2, 25. RE 5206.2, 25. RE 5208.1, 25. RE 5301.1/Rev 2, 25. RE 5301.2, 25. RE 5303.1, 25. RE 5301.3, 25. RE 5406.1, 25. RE 5407.1, 25. RE 5408.1, 25. RE 5801.1, 25. RE 5801.2, 29. 0.1, 29. 12.1, 30. 0.1/Rev 1, 30. 0.2, 30. 0.3, 30. 0.4/Rev 1, 30. 0.5, 30. 4.1, 30. 25.7, 30. 32.2, 30. 33.1, 30. 34.1, 30. 34.2, 30. 34.3, 30. 34.4, 30. 35.1, 30. 35.2, 30. 35.3, 30. 36.2, 30. 41.1, 30. 41.2, 30. 41.3, 33. 0.1/Rev 1, 35. RE 306.1, 35. RE 307.3, 35. RE 401.1, 35. RE 1503.1/Rev 2, 35. RE 1503.2, 35. RE 1601.1, 35. RE 1902.1, 35. RE 2101.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 2802.1, 35. RE 3107.1, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1, 35. RE 3116.1, 35. RE 3118.2, 35. RE 3205.1, 35. RE 3401.1, 35. RE 3401.2, 35. RE 3601.1, 35. RE 3603.1, 35. RE 3604.1/Rev 2, 35. RE 3604.2, 35. RE 3605.1/Rev 2, 35. RE 3605.2, 35. RE 3803.1, 35. RE 4201.1, 35. RE 4201.2, 39. 0.1, 40. 0.1, 40. 0.2, 40. 11.1, 40. 12.1, 40. 13.1, 40. 13.2, 40. 13.3, 45. RE 1105.91, 45. RE 1202.91, 45. RE 1202.92, 45. RE 1202.93, 45. RE 1303.1, 45. RE 1303.2, 50. 17.1, 50. 17.2, 50. 17.3, 55. RE 1702.1, 55. RE 1702.2, 60. 9.1, 60. 9.2, 60. 9.3, 65. RE 903.1, 65. RE 903.2	267
Conseil consultatif des études postales	04, 20. 0.1, 20. 0.2, 20. 0.14, 20. 39.91, 20. 52.91, 25. RE 903.1, 25. RE 4113.1, 25. RE 4128.1, 25. RE 5210.91	10
Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales	027, 028, 036	3
Commission 3	15. 104.8	1
Commission 9	047	1
Total des propositions des divers organes de l'UPU		282
Récapitulation	Propositions individuelles	443
	Propositions collectives	72
	Propositions des divers organes de l'UPU	282
Total général		797

Propositions d'ordre général

PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

01

Résolution

Refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que de leurs Règlements d'exécution

Le Congrès,

vu

les résolutions C 2 et C 14 du Congrès de Washington 1989 relatives à la deuxième phase du transfert au CE d'une partie de la fonction législative du Congrès et à l'étude de la structure de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution,

ayant pris connaissance avec satisfaction

du résultat de l'étude du CE sur la refonte de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que de leurs Règlements d'exécution,

tenant compte du fait

que, lors des consultations ordonnées par le CE, tous les Pays-membres de l'Union ont eu la possibilité de formuler des remarques au sujet des textes refondus,

notant

que les nouveaux textes prennent en considération les remarques formulées par les Pays-membres,

décide

d'adopter, pour servir de base à ses délibérations, les projets définitifs d'Actes revisés suivants:

- Convention postale universelle (Congrès – Doc 60/Add 1);
- Règlement d'exécution de la Convention postale universelle (Congrès – Doc 60/Add 2);
- Arrangement concernant les colis postaux (Congrès – Doc 60/Add 3);
- Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux (Congrès – Doc 60/Add 4).

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 60.

Les nouveaux textes ont été soumis pour consultation à toutes les Administrations postales et ils tiennent compte des remarques formulées. Ils ont été ensuite approuvés par le Conseil exécutif. Dans ces circonstances, le Congrès peut les adopter en bloc et se dispenser de les examiner en détail.

Décision

Entrée en vigueur des Actes du Congrès de Séoul 1994

Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XXIe Congrès au 1er janvier 1996.

Motifs. – Depuis 1964, le délai laissé entre la fin du Congrès et le jour fixé pour l'entrée en vigueur des Actes révisés a varié de la manière suivante:

<i>Congrès</i>	<i>Fin du Congrès</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	<i>Délai</i>
Vienne 1964	10 juillet 1964	1er janvier 1966	18 mois
Tokyo 1969	14 novembre 1969	1er juillet 1971	19 1/2 mois
Lausanne 1974	5 juillet 1974	1er janvier 1976	18 mois
Rio de Janeiro 1979	26 octobre 1979	1er juillet 1981	20 mois
Hamburg 1984	27 juillet 1984	1er janvier 1986	17 mois
Washington 1989	14 décembre 1989	1er janvier 1991	12 1/2 mois

En fixant au 1er janvier 1996 la date d'entrée en vigueur des Actes consécutifs au Congrès de Séoul, on laisse aux Pays-membres un délai de 15 mois et demi pour les procédures de ratification requises par la loi nationale. Ce délai, plus long que lors du Congrès de Washington, semble tenir compte à la fois des contraintes intérieures de chaque pays et de la nécessité d'appliquer le plus rapidement possible les améliorations décidées par le Congrès.

Projet de programme des études pour la période 1995–1999

03

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

Introduire dans le programme des études pour la période 1995–1999 une sous-étude intitulée «Distribution des envois EMS par des entreprises privées» en vue de:

- 1° préparer un projet d'accord-cadre entre les Administrations postales et les sociétés privées assurant la distribution des envois EMS;
- 2° élaborer un guide opérationnel pour la distribution des envois EMS par des entreprises privées, sous réserve que les sociétés privées choisies par le Bureau international de l'UPU en vue d'assurer la distribution dans les pays membres de GDEW ainsi que les autres sociétés participent à cette étude.

Motifs. – Préparer un projet d'accord-cadre qui organise les relations entre les Administrations postales et les sociétés privées chargées de distribuer les envois EMS et qui tient compte des intérêts des deux parties.

Limiter autant que possible les différences dans les conditions contractuelles d'une société à une autre, ce qui faciliterait les procédures pour la conclusion des contrats.

Rassembler les procédures opérationnelles diverses en un seul guide opérationnel qui puisse faciliter une bonne exécution des tâches.

Note du Bureau international. – La présente proposition constitue un complément au projet de programme des études pour la période 1995–1999, puisqu'elle vise à y inclure une nouvelle sous-étude; le Congrès devrait donc examiner conjointement le Congrès – Doc 68, la proposition 04 (projet de résolution) et la présente proposition 03.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

04

Résolution

Projet de programme des études pour la période 1995-1999

Le Congrès,

vu

l'article 104, paragraphe 9, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu

la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

prenant acte

des importants travaux préparatoires accomplis par le CCEP sortant,

conscient

de la nécessité d'établir un programme de base des études à entreprendre, programme devant comprendre un nombre limité d'études sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, programme pouvant par ailleurs être révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles,

estimant

que la capacité d'action du Conseil qui sera chargé des études doit être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme importants ou même prioritaires par les Administrations postales,

décide

de laisser à ce Conseil le soin:

- a) d'organiser et d'orienter ses travaux relatifs aux études à entreprendre de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les études soient menées à terme dans les délais les plus courts possible et que leurs résultats soient immédiatement diffusés à toutes les Administrations, au moment où ils ont encore une utilité maximale;
- d) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- e) d'apporter régulièrement, en cas de nécessité, les correctifs utiles à certaines études, afin de les aligner sur les réalités et les priorités nouvelles qui seraient apparues;
- f) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter, afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 68.

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

05/Rev 1

Résolution

Répartition des sièges du Conseil exécutif

Le Congrès,

vu
la résolution C 11/Lausanne 1974, concernant la répartition des sièges du Conseil exécutif,
considérant
les changements fondamentaux qui sont intervenus sur les plans géographique, économique et social après le Congrès de Washington 1989 pour les pays appartenant au groupe 2,

décide

- 1° de fixer à quatre le nombre des groupes géographiques pour l'élection des membres du Conseil exécutif, à savoir:
Groupe 1: Hémisphère occidental
Groupe 2: Europe
Groupe 3: Asie et Pacifique
Groupe 4: Afrique
- 2° de répartir de la manière suivante entre les différents groupes géographiques les sièges du Conseil exécutif faisant l'objet d'une élection par le Congrès:

Groupe	Nombre des Pays-membres	Nombre des sièges au CE	Nombre des Pays-membres pour chaque siège
1	36	8	4,5
2	44	9	4,8
3	56	12	4,6
4	53	11	4,8
Total	187	40	Moyenne: 4,725

- 3° d'annuler la résolution C 11/Lausanne 1974.

Motifs. – Compte tenu des changements fondamentaux qui sont intervenus sur les plans géographique, économique et social après le Congrès de Washington 1989, pour les pays appartenant au groupe 2, il n'est pas nécessaire de séparer ces pays en deux groupes distincts. Le fait de réduire le nombre des groupes de cinq à quatre simplifiera la question. Les chiffres correspondant au nombre de pays pouvant prétendre à un siège dans le tableau reproduit ci-dessus sont proches des chiffres figurant dans le même tableau du Congrès de Washington.

CORÉE (RÉP.)

06

Résolution

Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès

Le Congrès,

vu

les résultats de la réunion extraordinaire à haut niveau tenue en 1992,

conscient

de la nécessité de faire face à la rapide évolution de l'environnement postal, de suivre l'application des stratégies postales adoptées au précédent Congrès et de réfléchir sur l'orientation à prendre pour rendre les services postaux internationaux performants,

décide

de tenir une réunion à haut niveau dans la troisième année suivant le Congrès, à laquelle assisteront les responsables postaux de haut niveau, conjointement avec le Conseil exécutif et le Bureau international.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Compte tenu de ce que l'on conserve la périodicité de cinq ans des Congrès, il est nécessaire que des responsables de haut niveau se rencontrent entre les Congrès afin de discuter de l'approche stratégique à adopter afin de faire face à l'évolution rapide de l'environnement postal.

CONSEIL EXÉCUTIF

07

Résolution

Politique de protection de l'environnement au sein de l'UPU

Le Congrès,

rappelant

la Déclaration de Rio de Janeiro de 1992 issue du «Sommet de la Terre» organisé par les Nations Unies sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour la protection de l'environnement, qui constitue un modèle de stratégie de

développement et de protection de l'environnement à suivre au XXI^e siècle et qui met en exergue le rôle fondamental que doivent jouer toutes les organisations des Nations Unies et, par conséquent, l'Union postale universelle,

conscient

- a) du besoin impérieux de réduire la pollution et de recycler les déchets;
- b) de ce que les Administrations postales, qui traitent chaque jour des produits de toutes sortes à jeter après usage, ont l'occasion d'introduire des changements, tant sur le plan interne qu'externe, en matière de protection de l'environnement:
 - en réduisant la pollution;
 - en achetant et en vendant des produits respectueux de l'environnement afin de conserver la richesse des ressources naturelles;
 - en consommant l'énergie de façon efficace et économique;
 - en promouvant des actions de développement de l'économie et des ressources pouvant être soutenues durablement,

tenant compte

d'une proposition soumise par le Président du Conseil exécutif invitant le Conseil consultatif des études postales à entreprendre une étude sur la poste et l'environnement avant le XXI^e Congrès,

prenant note

de la décision CCEP 7/1992, consacrant le démarrage de cette étude et désignant les Etats-Unis d'Amérique comme pays rapporteur,

considérant

- a) les résultats du colloque de 1993 «Poste et environnement», qui ont fait l'objet du rapport CCEP 1993 – Doc 17 et de ses annexes;
- b) les conclusions auxquelles est parvenu le Groupe de travail créé à la suite de la Décision CCEP 1/1993, soulignant la nécessité d'élaborer une politique postale en matière d'environnement;
- c) la prise en compte des problèmes d'environnement dans le programme futur des études de l'UPU;
- d) l'insertion dans la planification stratégique de l'UPU des mesures de protection de l'environnement recommandées aux Administrations postales,

charge

les deux Conseils de l'UPU, chacun dans son domaine de compétence:

- a) d'élaborer et d'adopter des mesures, des normes et des programmes à l'intention des Administrations postales, concernant la mise en œuvre d'une politique de protection de l'environnement, sur la base des principes suivants:

Politique

La protection de l'environnement est une pratique qui va également dans le sens des intérêts commerciaux. Les économies réalisées grâce à une bonne politique en matière d'environnement se sont avérées avantageuses pour les entreprises commerciales, les secteurs industriels et les services publics, dont les Administrations postales. Ce qui fait le fondement de l'action de l'Union postale universelle, c'est qu'elle contribuera à un développement durable de la société. Cette action sera soigneusement planifiée et conduite, en accord avec les réalités techniques et économiques.

Principes directeurs

- répondre aux aspirations du public et d'autres parties en respectant et même en allant au-delà de toutes les lois et règles applicables en matière d'écologie;
- prendre en compte, à tous les niveaux de gestion des Administrations postales et le plus tôt possible, les préoccupations écologiques comme des éléments à part entière de la planification, de la budgétisation et de la prise de décisions;

- encourager un emploi durable des ressources naturelles en promouvant la prévention de la pollution, la réduction des déchets, le réemploi et le recyclage des matériaux;
 - renforcer les actions en faveur de l'environnement d'une façon permanente, au fur et à mesure que parviennent de nouvelles informations concernant l'environnement et dans la limite des ressources disponibles;
 - mesurer et faire connaître les progrès accomplis par les Administrations postales en matière de protection de l'environnement à l'aide des diverses méthodes établies;
 - encourager tous les employés postaux à être attentifs à l'environnement, dans tous les aspects de leur vie professionnelle et privée;
 - agir en relation étroite avec les clients, les fournisseurs, les services publics, les industries, les gouvernements, les associations et d'autres groupes d'intérêt en faveur de la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement;
- b) de former un groupe d'experts en matière d'environnement ayant le mandat de fournir des conseils, de recommander des actions et d'assurer la mise en œuvre des propositions;
- c) de veiller à ce que des ressources humaines et financières suffisantes permettent l'application de la politique de l'UPU en matière d'environnement;
- d) de veiller à ce que le Bureau international inclue la politique de protection de l'environnement parmi ses activités prioritaires et prenne toutes les dispositions nécessaires pour fournir l'assistance requise,

incite

les Pays-membres à:

- a) se familiariser avec les principes de la politique de protection de l'environnement au sein de l'UPU;
- b) prendre immédiatement toutes les mesures appropriées et possibles, dans leurs domaines de compétence, afin de se conformer à cette politique;
- c) entretenir des contacts réguliers avec le Bureau international au sujet des mesures prises, de l'assistance souhaitée ou offerte;
- d) employer les outils mis à disposition par le Bureau international (manuels, fiches opérationnelles, etc.).

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 78.

Résolution**Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union**

Le Congrès,

vu

la résolution C 4 (Washington 1989) concernant le Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union,

tenant compte

des travaux que le Comité de coordination a accomplis depuis le dernier Congrès,

estimant

qu'il est nécessaire de déterminer le statut juridique, la fonction et la méthode de travail du Comité,

reconnaissant

- a) que le Comité est un mécanisme de coordination au sein de l'Union, qui se compose du Président du Conseil exécutif, du Président du Conseil consultatif des études postales et du Secrétaire général;
- b) que le Comité est convoqué par le Président du Conseil exécutif et qu'il doit se réunir normalement à l'occasion des sessions annuelles des deux Conseils et en cas de besoin,

décide

de déterminer la fonction du Comité de coordination des organes permanents de l'Union comme suit:

- coordonner les travaux des organes permanents de l'Union;
- réunir les opinions de toutes parts et faire rapport ou présenter des suggestions concrètes à l'organe intéressé quand il s'agit de questions importantes relatives à l'Union et au service postal international.

Motifs. – Par sa résolution C 4/1989, le Congrès de Washington a donné un caractère permanent au Comité de coordination qui est chargé d'assurer une concertation entre les organes permanents de l'Union. Conformément à l'article 13 de la Constitution, seuls le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international sont permanents dans l'Union. Après la restructuration de l'UPU, le pouvoir et la fonction des deux Conseils se verront clarifiés et renforcés. Afin de respecter les dispositions de la Constitution, il est nécessaire de préciser le statut juridique, la fonction et la méthode de travail du Comité de coordination. N'étant pas un organe habilité à prendre des décisions, la fonction du Comité de coordination se limite à coordonner les travaux et les opinions des organes permanents de l'Union et à présenter des suggestions. Le pouvoir de décision appartient au CE et au CCEP.

Résolution

Amélioration des services postaux dans les zones rurales

Le Congrès,

tenant compte
de l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution, stipulant l'objectif de l'Union, qui est
«d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce
domaine, le développement de la collaboration internationale»,

notant
que la majorité de la population de nombreux pays vit dans des zones rurales,

notant en outre
que les services postaux assurés dans les zones rurales de ces pays sont d'une qualité bien au-
dessous des espérances,

considérant
que les services postaux mondiaux n'arriveront pas à atteindre les objectifs si la qualité des
services postaux des zones rurales des Pays-membres n'est pas élevée au niveau souhaité,

admettant
qu'il est urgent d'améliorer les services postaux des zones rurales des Pays-membres,

considérant
qu'il y a de nombreux facteurs de nature substantielle qui font obstacle à l'amélioration de ces
services postaux,

considérant en outre
qu'il est hors des possibilités d'une seule Administration postale de surmonter bon nombre de ces
obstacles,

reconnaissant
qu'il est essentiel d'adopter une approche mondiale unie pour surmonter les difficultés et attein-
dre les objectifs,

charge

le Conseil consultatif des études postales:

- a) d'entreprendre une étude en profondeur de l'état actuel des services postaux ruraux des
Pays-membres;
- b) d'identifier les obstacles qui entravent l'amélioration des services postaux ruraux;
- c) de recommander des moyens de surmonter ces obstacles et d'atteindre les objectifs;
- d) de soumettre, à cette fin, des propositions au prochain Congrès;
- e) de recommander, le cas échéant, des mesures provisoires au Conseil exécutif qui en deman-
dera la réalisation.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Les services postaux des zones rurales de nombreux Pays-membres ne sont pas à la hauteur des objectifs souhaités, bien que ces services desservent la grande majorité des habitants de ces pays. Il ne sera pas possible de considérer la qualité du service postal mondial comme satisfaisante si les conditions de service prévalant dans ces zones ne s'améliorent pas considérablement. Il est urgent d'améliorer ces services. Mais cette amélioration est entravée par de nombreux problèmes ayant un grand degré de gravité et présentant des caractéristiques identiques. Des efforts soutenus et communs au niveau international seraient de la plus grande utilité pour l'amélioration de la qualité des services postaux des zones rurales des Pays-membres.

CONSEIL EXÉCUTIF

010

Résolution

Activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999

Le Congrès,

rappelant

les résolutions du Congrès de Washington visant à introduire la télématique dans l'Union,

vu

le rapport du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales relatif aux activités entreprises au sein de l'UPU dans le domaine de la télématique (Congrès – Doc 75a),

notant

qu'un projet télématique a été mis en place au sein de l'UPU, comportant notamment un réseau mondial de télécommunication postale et des services de réseau associés, au profit de toutes les entreprises postales,

considérant

que la grande majorité des Administrations postales des Pays-membres ayant participé aux enquêtes conduites par le Bureau international a exprimé son vif intérêt à participer au projet et à accéder au réseau et aux services télématiques mis à sa disposition,

conscient

de l'importance stratégique du projet télématique de l'UPU pour tous les Pays-membres de l'Union,

convaincu

que ce projet télématique permettra de faire avancer considérablement les actions qui visent à améliorer les moyens de communication télématique entre les entreprises postales, à réduire l'écart technologique entre celles-ci, à rehausser la qualité des services postaux à l'échelle mondiale et à faciliter l'extension des produits existants ainsi que la création de nouveaux produits,

prenant en compte

le rapport du Conseil exécutif relatif aux activités de l'UPU dans le domaine de l'EDI 1995–1999 et ses conclusions (Congrès – Doc 75b),

exhorte

les Administrations postales des Pays-membres, ainsi que les Unions restreintes, à participer au projet télématique de l'UPU et à faire des contributions volontaires à ce projet,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- d'établir un Groupe directeur EDI placé sous son autorité, composé de représentants des Pays-membres, et aux travaux duquel participera le Bureau international. Ce Groupe directeur EDI aura la responsabilité de réaliser les objectifs généraux énoncés ci-après:
 - a) établir la politique et les orientations des activités dans le domaine de l'EDI, suivant les principes et objectifs approuvés par le Conseil d'exploitation postale;
 - b) mobiliser les fonds nécessaires à la poursuite des travaux entrepris dans le domaine de l'EDI, en ayant recours, notamment, aux contributions obligatoires de toutes les Administrations postales participant au projet télématique, aux recettes issues des redevances calculées sur la base des coûts des produits et des services fournis dans le cadre du projet ainsi qu'aux contributions volontaires versées au titre des activités de développement et des projets spéciaux;
 - c) proposer au Conseil d'exploitation postale des procédures financières applicables aux activités EDI;
- de prendre les initiatives jugées utiles pour un fonctionnement efficace du projet télématique de l'UPU,

charge

le Bureau international de maintenir l'Unité de développement EDI dans son statut d'unité technique relevant du Directeur général du Bureau international et ayant la responsabilité:

- a) de conduire le projet télématique en fonctionnant d'une manière efficace et souple, et en suivant les principes et les objectifs approuvés par le Conseil d'exploitation postale;
- b) de faire rapport régulièrement au Groupe directeur EDI des résultats et réalisations, en suivant les procédures en vigueur au Bureau international;
- c) de préparer les réunions du Groupe directeur EDI,

invite

le Conseil d'Administration à cofinancer les activités EDI par une contribution tirée du budget ordinaire d'un montant équivalant à au moins 1 million de francs suisses par an, augmentée annuellement en fonction du taux d'inflation applicable au budget, jusqu'à ce que les autres recettes couvrent les dépenses.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 75b.

CONSEIL EXÉCUTIF**011****Résolution****Reconstitution du Comité de contact Opérateurs privés/UPU**

Le Congrès,

vu

l'environnement toujours plus compétitif dans lequel évoluent les services postaux, et notamment les services express,

reconnaissant

que le Comité de contact pourrait être le forum approprié pour des échanges de vues entre les Administrations postales et les opérateurs privés en ce qui concerne des domaines d'intérêt commun aux deux parties,

considérant

que les efforts visant à trouver des solutions communes à des points intéressant tant les opérateurs privés que les Administrations postales devraient être poursuivis, notamment en ce qui concerne les questions relatives à la douane et à la sécurité,

autorise

le Conseil exécutif à reconstituer, le cas échéant, le Comité de contact Opérateurs privés/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes techniques, commerciaux et opérationnels communs.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Le Conseil exécutif, conscient des récents développements dans le marché des communications, notamment du marché express, avait estimé qu'un dialogue avec les opérateurs privés pourrait s'avérer utile. Le Comité de contact Opérateurs privés/UPU, créé en 1992 (décision CE 17/1992), avait pour but de discuter les problèmes communs aux Administrations postales et aux opérateurs privés et de trouver des solutions adéquates. Réuni quatre fois depuis sa création, le CC OP/UPU a inauguré un dialogue entre les deux parties et des domaines d'intérêt commun ont pu être décelés, liés notamment aux questions concernant la douane et la sécurité. La continuation d'un dialogue avec les opérateurs privés, axé sur des questions techniques, commerciales et opérationnelles communes, peut s'avérer utile pour l'Union.

CONSEIL EXÉCUTIF

012

Décision

Vice-présidences du XXI^e Congrès

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès:

- Éthiopie;
- Italie;
- Russie (Fédération de);
- Vénézuéla.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6.27, du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles d'assumer les vice-présidences du Congrès. Pour tenir compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres, il a choisi un pays par groupe géographique, l'Asie du Sud et Océanie étant représentée par le pays hôte du XXI^e Congrès. Les Pays-membres désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

CONSEIL EXÉCUTIF

013

Décision

Présidence et vice-présidences des Commissions du XXI^e Congrès

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'assumer la présidence et les vice-présidences des Commissions du Congrès:

<i>Commissions</i>	<i>Présidence</i>	<i>Vice-présidences</i>
1. Vérification des pouvoirs	Pologne (Rép.)	Equateur Espagne Tunisie
2. Finances	Allemagne	Kuwait Mongolie Sénégal
3. Affaires générales et structure de l'Union	Australie	Bolivie Danemark Egypte
4. Convention	Jordanie	Lettonie Pérou Saint-Marin
5. Services nouveaux et marchés	Brésil	Costa-Rica Singapour Ukraine
6. Qualité de service	Grande-Bretagne	Malaisie Slovénie Zimbabwe
7. Colis postaux	Chine (Rép. pop.)	El Salvador Kenya Norvège
8. Services financiers postaux	Maroc	Qatar Suède Uruguay
9. Coopération technique	Zambie	Géorgie Grèce Liban
10. Rédaction	Belgique	Centrafrique Roumanie Thaïlande

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6.27, du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles d'assumer les présidences et vice-présidences des Commissions du Congrès, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres. Les pays désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

CONSEIL EXÉCUTIF

014

Décision

Membres des Commissions restreintes

Le Congrès

décide

d'approuver la liste ci-après des Pays-membres désignés par le CE comme étant susceptibles d'être membres des Commissions restreintes suivantes:

Commission 1 (Vérification des pouvoirs)

- Présidence: Pologne (Rép.)
- Vice-présidences: Equateur, Espagne, Tunisie
- Membres: Chili, Emirats arabes unis, Ethiopie, Guinée équatoriale, Irlande, Singapour, Slovaquie

Commission 10 (Rédaction)

- Présidence: Belgique
- Vice-présidences: Centrafrique, Roumanie, Thaïlande
- Membres: Algérie, Bénin, France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Togo, Tunisie

Motifs. – En application de l'article 102, paragraphe 6.27, du Règlement général, le Conseil exécutif a désigné les Pays-membres susceptibles de faire partie des Commissions restreintes du Congrès. Se fondant sur la pratique en vigueur, il a retenu onze Pays-membres pour la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et douze Pays-membres, dont certains délégués possèdent la langue française, pour la Commission 10 (Rédaction). Les pays désignés sont disposés à remplir cette fonction. Il appartient au Congrès d'approuver ces désignations.

CONSEIL EXÉCUTIF**015****Résolution****Rotation obligatoire des membres du Conseil d'administration**

Le Congrès,

au vu

de la réforme de la gestion du travail de l'Union, prévoyant la création de deux nouveaux organes permanents, un Conseil d'administration et un Conseil d'exploitation postale, destinés à remplacer le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales existants,

considérant

que les fonctions et les responsabilités des deux nouveaux Conseils seront sur le fond différentes de celles exercées par le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales et que, puisqu'il s'agira d'un organe nouvellement créé, il n'y aura pas de renouvellement de la composition du Conseil d'administration au Congrès de Séoul,

considérant aussi

l'avantage que représenterait pour l'Union le fait de permettre à tous ses membres d'avoir une chance égale de faire partie des organes nouvellement créés et d'essayer de se faire élire dans l'un de ces deux organes conformément à leur volonté de s'engager à y participer activement et à apporter leur soutien, ainsi que l'avantage de permettre aux membres de l'Union de voter pour les pays de leur choix, en respectant l'obligation d'obtenir une répartition géographique équitable, mais sans devoir tenir compte de la composition précédente du Conseil exécutif,

décide

que la disposition du paragraphe 3 de l'article 102, qui stipule que la moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès et qu'aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès, ne s'appliquera pas à l'élection du Conseil d'administration au Congrès de Séoul.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Résolution

Composition du Conseil d'exploitation postale

Le Congrès,
considérant
la revision de l'article 104, paragraphe 2, du Règlement général,

rappelant
que les Administrations postales n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail, et qu'elles peuvent aussi être sollicitées pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient,

décide

que, selon les spécifications de la répartition géographique mentionnée à l'article 104, paragraphe 2, du Règlement général, 60% des sièges du Conseil d'administration (CA) alloués à chaque groupe seront réservés au même groupe dans la composition du Conseil d'exploitation postale. La répartition des sièges au Conseil d'exploitation postale réservés en fonction de la répartition géographique se présentera donc comme suit:

Nombre de sièges du CEP réservés en fonction de la répartition géographique

Groupe	CA	60% du CA (arrondi à l'unité supérieure)	Minimum garanti aux pays en développement
1. Hémisphère occidental	8	5	(3)
2. Europe orientale et Asie du Nord	5	3	(3)
3. Europe occidentale	6	4	(0)
4. Asie du Sud et Océanie	10	6	(3)
5. Afrique	11	7	(7)
Total des sièges réservés en fonction de la répartition géographique	40	25	(16)*

* Ce tableau montre que la répartition géographique spécifiée assure l'élection d'au moins 16 pays en développement au CEP. L'obligation de réserver au moins la moitié des sièges du CEP aux pays en développement porterait ce nombre à au moins 20 sièges et au maximum à 24 sièges, selon le résultat de l'élection de 15 pays, sans tenir compte de la répartition géographique.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70 et proposition 15. 104.3.

CONSEIL EXÉCUTIF

017

Recommandation

Conseil d'administration et Conseil d'exploitation postale – Structures par Commissions

Le Congrès,

vu

la réforme de la gestion du travail de l'Union et la restructuration des organes de l'Union,

tenant compte

de la création de deux nouveaux organes, un Conseil d'administration et un Conseil d'exploitation postale, et de la responsabilité qu'aura chacun de ces organes d'organiser son propre travail et d'établir sa propre structure par Commissions ainsi que ses propres Groupes de travail et autres organes, conformément à ses fonctions et à ses responsabilités telles qu'elles sont stipulées dans les dispositions pertinentes des Actes de l'Union et telles qu'elles pourraient être complétées par les décisions du Congrès,

tenant compte également

des recommandations du Conseil exécutif basées sur les études qu'il a menées sur la gestion de l'Union,

invite

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale à étudier le document du Congrès – Doc 70, dans la mesure qu'ils jugeront utile, et à s'inspirer en particulier des avis du Conseil exécutif figurant aux annexes 1 et 2 en ce qui concerne la composition et les attributions des Commissions et des Groupes de travail.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de gestion du CA

(composé du Président du CA, des Présidents des Commissions et du Président du Groupe de travail responsable de la planification stratégique)

- Coordonner le travail du CA
- Coordonner toutes les activités du CA menées dans le cadre du plan stratégique, établir un programme annuel et se réunir, au besoin, avec le Comité de gestion du CEP dans le cadre d'un forum de planification commun
- Superviser les plans stratégique et financier
- Examiner annuellement les propositions portant sur la revision des activités et des priorités du CA
- Examiner toute autre question lui étant confiée par le CA et les autres organes de l'Union

Structure par Commission

1. Affaires générales et structure de l'Union
2. Finances
3. Ressources humaines

Domaines de responsabilité

- Constitution et structure de l'Union
- Questions de politique générale (commerce des services, suivi de la concurrence)
- Poursuite de l'étude sur la gestion du travail de l'Union
- Budget par programmes sur la base du plan stratégique
- Examen du rapport financier annuel
- Ressources
- Application du régime commun des Nations Unies au personnel
- Développement de la formation et de la gestion au sein du Bureau international
- Méthodes de travail du Bureau international
- Besoins de personnel

- | | |
|--|---|
| 4. Services et normes
(questions de politique et de principe) | <ul style="list-style-type: none">- Services obligatoires pour tous les Pays-membres (Convention)- Services facultatifs (Arrangements)- Qualité de service- Normes techniques (conséquences pour les autres secteurs pouvant être concernés par les normes postales) |
| 5. Coopération technique | <ul style="list-style-type: none">- Politique et examen- Programmes du PNUD- Groupe d'action pour le développement postal (GADP) |
| 6. Stratégie postale de Séoul | <ul style="list-style-type: none">- Examen de la mise en œuvre par les Pays-membres |

CONSEIL D'EXPLOITATION POSTALE

Comité de gestion

(composé des Président et Vice-Président du CEP, des Présidents des Commissions et du Président du Groupe de travail responsable de la planification stratégique)

- Coordonner le travail du CEP
- Coordonner toutes les activités du CEP menées dans le cadre du plan stratégique et se réunir, au besoin, avec le Comité de gestion du CA dans le cadre d'un forum de planification commun
- Examiner les projets des plans stratégique et financier préparés par le GT et le Bureau international
- Contact avec les coursiers privés
- 1. Poste aux lettres
 - Convention (questions commerciales et opérationnelles)
 - Comptabilité, statistiques, taxes, frais terminaux et de transit
 - Douanes, contact CCD/UPU
 - Poste aérienne, contact IATA/UPU
 - Règlement d'exécution
- 2. Colis postaux
 - Arrangement et Règlement
 - Taxes
 - Développement
- 3. Services financiers
 - Chèques postaux
 - Envois contre remboursement
 - Mandats de poste
- 4. EMS
 - Développement du service
 - Accord-cadre
- 5. Qualité de service
 - Elaboration des normes
 - Contrôle
 - Mesures correctives
- 6. Sécurité
 - Normes de sécurité
 - Formation et assistance technique
 - Contacts avec d'autres organisations

- 7. Marketing et conception de produits
 - Etudes de marché
 - Relations avec la clientèle
 - Nouveaux produits
 - Presse et éditeurs

- 8. Modernisation
 - GNTE
 - Unité EDI
 - Courrier électronique, contact UIT/UPU
 - Contact ISO/UPU
 - Automatisation
 - Techniques postales

- 9. Développement postal et stratégie postale de Séoul
 - Développement du réseau mondial
 - Appui de la coopération technique
 - Stratégie
 - Environnement

Résolution

Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux

Le Congrès,

tenant compte

du fait que l'on assiste dans un nombre de plus en plus grand de pays à une séparation entre le pouvoir exercé par le gouvernement sur les services postaux et la gestion proprement commerciale et opérationnelle de ces services, le premier organe prenant souvent le nom de «régulateur» et le second celui d'«opérateur public»,

considérant

le cas où un Pays-membre déciderait de désigner plusieurs entités, publiques ou privées, pour jouer le rôle d'opérateur et s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements,

recommande

afin que le Bureau international puisse faire état des changements intervenus dans le statut juridique et l'organisation des membres de l'Union:

- 1° aux Pays-membres qui font la séparation entre les activités gouvernementales et réglementaires, d'une part, et les activités commerciales et opérationnelles, d'autre part, d'aviser le Bureau international, dans les six mois suivant la signature des Actes de l'Union, du nom et de l'adresse de l'organe public chargé de la supervision des affaires postales et d'indiquer également le nom et l'adresse de la ou des entités désignées pour remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements;
- 2° aux Pays-membres de communiquer tout changement éventuel concernant ces renseignements au Bureau international, au moins trois mois avant le jour où ces changements prennent effet,

décide

que, dans le cas où un gouvernement désignerait officiellement plus d'une entité pour leur confier la responsabilité de s'acquitter de ses obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, conformément à la législation nationale et à la politique gouvernementale du pays, chacune de ces entités peut être représentée aux réunions des organes de l'Union traitant des services dont elle est responsable,

déclare officiellement que:

- 1° le terme «Administration postale» figurant dans les Actes de l'Union doit être considéré comme s'appliquant à l'entité ou aux entités chargées de s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, sans préjudice ou limitation de l'autorité de l'organe gouvernemental responsable de superviser ladite ou lesdites entités;

- 2° les différents rôles et responsabilités de chacun des organes élus de l'Union, tels qu'ils sont énoncés dans les articles 102 et 104 du Règlement général, ne devraient pas être considérés comme excluant la participation de fonctionnaires de l'Administration postale ou de l'organe gouvernemental responsable de superviser celle-ci à l'un ou à l'autre de ces organes ou aux deux en même temps, au cas où il serait convenu au niveau national qu'une telle participation est nécessaire ou souhaitable;
- 3° dans les deux Conseils, la compétence serait reconnue aux responsables des Administrations postales, d'une part, et aux responsables représentant les autorités gouvernementales, d'autre part, de prendre des décisions sur les questions relevant de leurs compétences respectives; la compétence serait également reconnue aux autorités gouvernementales de veiller au respect des politiques qu'elles ont établies;
- 4° indépendamment de la formulation utilisée, les stipulations d'ordre formel et institutionnel contenues dans la Constitution ou le Règlement général et visant les Administrations postales s'appliqueront également aux autorités gouvernementales, en fonction des législations nationales de chaque pays.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

CONSEIL EXÉCUTIF

019

Résolution

Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU

Le Congrès,

suivant

la décision du Conseil exécutif d'introduire un système de planification stratégique et de budgétisation par programme, dans le cadre des améliorations de caractère général à apporter à la gestion du travail de l'Union, en application de la résolution du Congrès de Washington C 8/1989,

reconnaissant

la nécessité, exprimée dans ladite décision, d'établir un système complet et parfaitement coordonné de planification de toutes les activités et dépenses de l'Union et de mettre une plus grande transparence dans les prises de décisions de tous les organes de l'Union concernant la gestion et les finances,

conscient

de la nécessité d'assurer une compatibilité et une cohérence parfaites entre la Stratégie postale de Séoul et le Plan stratégique de l'UPU,

adopte

- le Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999 comme le document contenant le programme des activités destiné à permettre aux organes de l'Union d'atteindre ses objectifs;
- le Plan opérationnel de l'UPU pour 1995–1999, avec les incidences financières reprises dans le plan financier, comme le document faisant état de toutes les activités de l'UPU et de ses organes, ainsi que des coûts et des ressources nécessaires à l'exécution de ces activités,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, en collaboration avec le Bureau international:

- de mettre en œuvre le Plan stratégique et le Plan opérationnel de la manière qu'ils jugeront la plus appropriée;
- de prendre en compte la nécessité d'établir des procédures souples, adaptées aux nouvelles structures des deux Conseils;
- de modifier et d'actualiser le plan opérationnel et le plan financier chaque année, au vu de l'évolution des circonstances, tout en:
 - reconnaissant les objectifs mentionnés dans la Stratégie postale de Séoul;
 - tenant compte de l'orientation stratégique globale et des priorités indiquées par le Congrès dans le Plan stratégique;
 - réaffectant les ressources, si nécessaire;
 - respectant les plafonds budgétaires fixés par le Congrès;
- d'approuver chaque année l'affectation de toutes les ressources financières supplémentaires venant s'ajouter éventuellement au budget ordinaire et pouvant être mises à la disposition de l'Union;
- de veiller à ce que toutes les activités et les dépenses de l'Union et de ses organes, y compris l'actualisation des plans, soient effectuées dans le respect des procédures établies par la résolution C XX/Séoul 1994 «Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme».

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

CONSEIL EXÉCUTIF

020

Résolution

Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme

Le Congrès,

vu
la réforme de la gestion du travail de l'Union, impliquant l'introduction d'une planification stratégique et d'un système de budgétisation par programme, ainsi que la restructuration des organes de l'Union,

tenant compte

de la création de deux nouveaux organes, un Conseil d'administration et un Conseil d'exploitation postale, et des responsabilités que ces nouveaux organes devront assumer, avec l'appui et la participation active du Bureau international, consistant à mettre en œuvre le plan stratégique adopté par le Congrès, à actualiser ce plan chaque année et à effectuer ensemble ces nouvelles activités de planification stratégique et de budgétisation par programme,

reconnaissant

qu'il relèvera de la responsabilité du nouveau Conseil d'administration et du nouveau Conseil d'exploitation postale d'organiser et d'adapter leur travail au fur et à mesure de l'expérience acquise et de consulter le Bureau international sur la manière d'effectuer et d'améliorer la planification stratégique et la budgétisation par programme,

invite

le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international à s'inspirer des recommandations du Conseil exécutif dans la conduite des opérations de planification stratégique et de budgétisation par programme, pendant la période menant jusqu'au prochain Congrès, en suivant les procédures indiquées dans les annexes ci-jointes, à savoir:

- Annexe 1 – Planification stratégique/Budgétisation par programme/Fonctions et responsabilités
- Annexe 2 – Processus de planification stratégique dans le cadre de la nouvelle structure
- Annexe 3 – Planification stratégique au sein de l'UPU – Année du Congrès – Nouveau plan quinquennal
- Annexe 4 – Planification stratégique au sein de l'UPU – Cycle annuel (année autre que celle où a lieu le Congrès) – Actualisation du plan annuel
- Annexe 5 – Planification stratégique/Budgétisation par programme/Calendrier des activités correspondant à l'exercice des fonctions et des responsabilités

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Planification stratégique

Budgétisation par programme

Fonctions et responsabilités

I. Le Congrès

- Traite, dans le cadre du Débat général, des principaux problèmes auxquels sera confrontée l'UPU durant la prochaine période quinquennale;
- examine les propositions concernant la façon dont les organes de l'Union devraient faire face aux principaux problèmes et incorpore les décisions prises à l'égard de ces propositions dans le projet de plan stratégique;
- adopte une résolution par laquelle il donne son approbation générale au Plan stratégique de l'UPU (PS) pour 1995–1999, plan comprenant les éléments suivants:
 - description de la mission de l'UPU;
 - objectifs, programmes, projets, activités (OPPA);
 - priorités et ressources à leur allouer;
 - répartition des projets et des activités de planification stratégique entre le Conseil d'administration (CA), le Conseil d'exploitation postale (CEP) et le Bureau international (BI);
 - estimation des coûts de toutes les activités;
 - habilitation du CA et du CEP à actualiser le plan chaque année, après consultation du Bureau international, notamment en réaffectant les ressources dans la limite des plafonds budgétaires annuels, et à reviser l'estimation des coûts;
 - établissement des plafonds budgétaires annuels fixés et utilisation des contributions obligatoires pour la mise en œuvre de la planification stratégique;
 - habilitation à faire appel aux contributions volontaires supplémentaires ou à d'autres sources de financement aux fins d'exécution des activités de planification stratégique, suivant les procédures financières que le CA aura approuvées;
- adopte les plafonds budgétaires annuels qui gouvernent l'utilisation des contributions obligatoires pour la réalisation des activités prévues dans le plan stratégique;
- adopte un plan financier, qui sera produit soit comme une annexe au plan stratégique, soit sous la forme d'un document séparé, qui présentera:
 - un énoncé des renseignements financiers concernant toutes les activités incluses dans le plan stratégique, y compris celles dérivant de toutes les fonctions de base du Bureau international, et la mention claire qu'il appartient au CA et au CEP d'actualiser le budget chaque année, en coordination avec le Bureau international, en fonction des changements apportés dans le plan stratégique;
 - une certaine souplesse afin d'incorporer les nouvelles activités ou des niveaux d'activités à ajouter éventuellement au plan stratégique, pendant l'intervalle entre deux Congrès, ainsi que toutes les sources de financement supplémentaires autres que les contributions obligatoires des membres.

II. Le Conseil d'administration (CA)

- Se réunit chaque année en automne et:
 - reçoit les rapports préalablement audités, évalue l'avancement de la mise en œuvre du plan stratégique établi pour l'année précédente et examine les événements stratégiques intervenus pendant l'année susceptibles d'influer sur l'Union, sa mission et ses objectifs, ainsi que sur le CA, ses programmes, projets et activités;
 - fournit des directives et des instructions à ses Commissions et Groupes de travail, ainsi qu'au Bureau international, au sujet de la mise en œuvre du plan stratégique pour l'année à venir;
 - actualise annuellement le plan stratégique et approuve le budget-programme, pour l'année suivante, sur la base des propositions soumises par le Conseil d'exploitation postale et élaborées par lui, en concertation avec le CA et avec l'appui et la participation du Bureau international;
 - fournit des lignes directrices, sous la forme de résolutions ou de recommandations, au CEP et au Bureau international au sujet de la conduite des études et des activités découlant du plan stratégique, assumant ainsi ses responsabilités établies dans la Constitution et le Règlement général;
 - approuve l'inclusion de toutes les contributions volontaires et de tous les fonds provenant d'autres sources dans le budget-programme et approuve également l'affectation de ces fonds à toute nouvelle activité ou tout niveau d'activité devant éventuellement être exécuté dans le cadre du plan stratégique, faisant ainsi en sorte que toutes les activités et leur financement soient pris en compte dans le plan stratégique et dans le budget-programme qui s'y rapporte;
 - délègue des pouvoirs à son Président pour qu'il approuve, dans l'intervalle entre les sessions du CA, l'affectation de toute ressource financière supplémentaire non prévue pouvant éventuellement être mise à la disposition de l'Union et n'ayant pas été incluse dans le plan stratégique approuvé ni dans le budget-programme, et son utilisation pour des activités à entreprendre d'urgence, après consultation du Président du CEP et du Bureau international, et conformément aux procédures financières supplémentaires qu'il aura éventuellement adoptées;
- confie au Comité de gestion la charge de reviser en détail le plan stratégique proposé par le CEP et d'actualiser en conséquence le plan financier;
- établit un Groupe de travail de planification stratégique (GT/PS) relevant du Comité de gestion. Le rôle de ce groupe consistera notamment à informer le CEP de la politique et des orientations émanant du CA; il servira également d'agent de liaison avec le Groupe de travail de planification stratégique du CEP et le Bureau international; les Présidents de ces groupes réunis et le Bureau international forment l'Intergroupe de planification stratégique CA/CEP/BI; cet Intergroupe s'occupera notamment des questions ayant trait à la révision annuelle et à l'actualisation du PS et du PF;
(N.B.: Il serait bien sûr préférable que le représentant du pays nommé pour faire partie du GT/PS ait une grande expérience du fonctionnement de l'UPU et des activités postales internationales, mais il serait aussi utile de pouvoir disposer, à l'occasion, du soutien supplémentaire d'un spécialiste de la planification pourvu d'une grande expérience en ce qui concerne la planification stratégique au niveau national et les activités de budgétisation par programme.)
- établit un Comité de gestion du CA (CG/CA) relevant du Président du CA et composé des Présidents des Commissions du CA et du Président du GT/PS du CA, et chargé:
 - de superviser toutes les activités du CA entreprises dans le cadre du plan stratégique;
 - d'examiner les propositions relatives à la révision annuelle des activités et des priorités du CA énoncées dans le PS et le BP;
 - de se réunir avec le Comité de gestion du CEP, dans le cadre d'un forum commun de planification, chaque fois que nécessaire, mais au moins une fois avant le Congrès suivant, afin de réexaminer la mission de l'UPU et de contribuer à l'élaboration du prochain plan quinquennal à soumettre au Congrès.

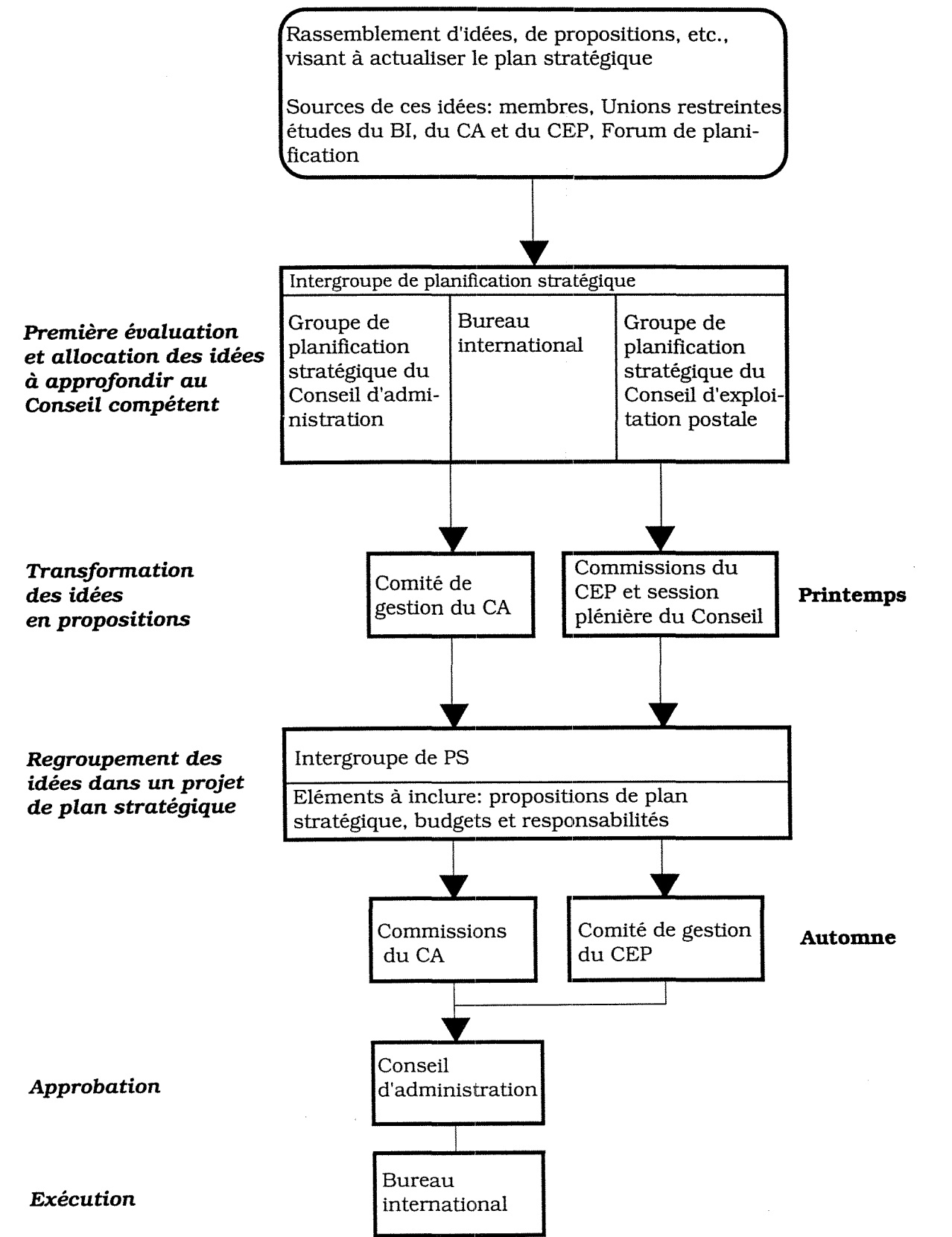
III. Le Conseil d'exploitation postale (CEP)

- Se réunit chaque année au printemps et:
 - assume la responsabilité de diriger la supervision de l'élaboration et de la mise à jour annuelle du plan stratégique et du budget-programme et de les soumettre au CA pour approbation;
 - reçoit et évalue les rapports d'avancement de la mise en œuvre du plan stratégique pour l'année précédente et examine les événements d'importance stratégique intervenus durant l'année pouvant influencer sur l'Union, sa mission et ses objectifs, ainsi que sur le CEP, ses programmes, projets et activités;
 - évalue les priorités et les ressources budgétaires qui lui sont allouées par le CA pour l'année suivante et consulte le Bureau international et le Président du CA au sujet de toute réaffectation de ces ressources jugée nécessaire pour atteindre les objectifs et mettre en œuvre les programmes, projets et activités du CEP;
 - prend connaissance des lignes directrices en matière de planification stratégique établies par le CA sous la forme de résolutions et de décisions et donne des orientations et des instructions aux Commissions et Groupes de travail du CEP, ainsi qu'au Bureau international, au sujet de la mise en œuvre du plan stratégique pour l'année suivante;
 - approuve les projets de plan stratégique et leurs implications financières pour l'année suivante, préparés par le Bureau international, qui doivent être soumis au CA pour approbation en automne;
- établit un Comité de gestion du CEP (CG/CEP), relevant du Président du CEP et composé des Présidents des Commissions du CEP et du Président du GT/PS/CEP, chargé:
 - de superviser toutes les activités du CEP entreprises dans le cadre du plan stratégique;
 - d'examiner les propositions de révision des activités et des priorités du CEP, chaque année, ainsi que de réaffecter les ressources budgétaires mises à disposition du CEP pour la conduite de ses activités dans le cadre du plan stratégique et du budget-programme approuvés précédemment par le CA;
 - de se réunir avec le Comité de gestion du CA en un forum commun de planification, chaque fois que nécessaire, mais au moins une fois avant le Congrès suivant, afin de reconsidérer la mission de l'UPU et contribuer à l'élaboration du prochain plan quinquennal à soumettre au Congrès;
- établit un Groupe de travail de planification stratégique (GT/PS), relevant du Comité de gestion du CEP et agissant en liaison avec le GT/PS/CA et avec le service de planification stratégique du Bureau international, durant la période séparant deux sessions du CEP (comme il a été noté, les Présidents de ces organes forment l'Intergroupe de planification stratégique (CA/CEP/BI), chargé de superviser le travail du Bureau international en ce qui concerne le suivi de l'exécution du plan stratégique et du budget-programme et l'élaboration de propositions visant à les réviser chaque année.
(N.B.: Il serait bien sûr préférable que le représentant du pays nommé au GT/PS ait une grande expérience du fonctionnement de l'UPU et des activités postales internationales, mais il serait bon de faire aussi appel, à l'occasion, au soutien supplémentaire d'un spécialiste de la planification pourvu d'une grande expérience de la planification stratégique au niveau national et des activités de budgétisation par programme.)

IV. Le Bureau international

- Fournit un soutien administratif au Congrès, au CA et au CEP en ce qui concerne l'identification des questions stratégiques et des priorités, en vue de l'établissement du plan stratégique et du budget-programme, la mise en œuvre des programmes, projets et activités et le suivi de l'avancement des travaux servant la réalisation des objectifs;
- établit des services de planification stratégique et de budgétisation par programme, travaillant avec les Chefs de section du Bureau international et avec le Groupe de planification stratégique du Bureau international (GPS – composé des Chefs de section du Bureau international dotés de la responsabilité particulière de contribuer au processus de planification stratégique) pour diriger le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique et du budget-programme et informer la Direction du Bureau international au sujet des conditions de mise en œuvre; ces services de planification stratégique et de budgétisation par programme:
 - font en sorte que toutes les activités exigeant une utilisation des fonds de l'Union soient identifiées, émettent des recommandations au CA et au CEP en ce qui concerne l'inclusion de ces activités dans un programme, un projet ou une activité appropriée du plan stratégique et établissent une estimation des coûts de ces activités à inclure dans le plan stratégique et le budget-programme;
 - font le parallèle entre les dépenses encourues et l'estimation des coûts et ajustent les montants de ces coûts dans le budget-programme annuel afin de pouvoir donner des informations assez exactes au CA, au CEP et à la Direction du Bureau international au sujet des coûts des activités de l'Union;
 - collaborent avec le GT/PS/CEP, le GT/PS/CA et l'Intergroupe CA/CEP/BI à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan stratégique et du budget-programme;
 - préparent les rapports à présenter par le Bureau International au CA et au CEP sur les questions de planification stratégique et de budgétisation par programme;
- établit un Groupe de planification stratégique (GPS) composé des fonctionnaires impliqués dans cette matière.

**PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DANS LE CADRE
DE LA NOUVELLE STRUCTURE**



Planification stratégique au sein de l'UPU – Année du Congrès – Nouveau plan quinquennal

	Confirme la mission et les objectifs	Identifie les questions intéressant l'UPU	Classe les questions par ordre de priorité	Elabore le plan stratégique de 5 ans	Approuve le plan stratégique de 5 ans*	Approuve les plafonds du budget quinquennal
Pays-membres	A	A	A			
Congrès	D				D ₂	D
CA	A	A	A		D ₁ P ₁	P
Comité de gestion du CA	A	A	A	A ₁		
Commissions du CA	A	A	A			
CEP	A	A	A	P ₃	P ₂	
Comité de gestion du CEP	A	A	A	P ₂	A	A
GT/PS/CEP	O	O	D	O	A	A
Commissions du CEP	A	A	A			
Intergroupe CA/CEP/BI	A	A	A	A ₁		
Forum de planification	A	A	A	A ₁		
BI	C P	C P	C P	C P ₁	P ₃	A

Légende: A = A titre consultatif C = Coordination D = Décision L = Direction
O = Supervision P = Proposition A₁ = Commentaire sur le projet de PS

* Lors d'une année autre que celle où aura lieu le Congrès, le Conseil d'administration prendra une décision concernant le plan stratégique à soumettre au Congrès et à appliquer pendant le cycle quinquennal suivant, sur la base d'une proposition émanant du Conseil d'exploitation postale. Par conséquent, le CA approuvera le plan à soumettre au Congrès, mais c'est le Congrès qui, au bout du compte, approuvera réellement le plan. (N.B.: L'application de cette procédure, ainsi que d'autres, requerra au moins une brève session du CA, éventuellement, immédiatement après le CEP, pendant l'année du Congrès.)

En outre, compte tenu de la participation du Bureau international et du Conseil d'exploitation postale à l'élaboration du plan à soumettre au Congrès, il semble approprié de leur donner voix au chapitre, en même temps que le Conseil d'administration, lors de la présentation du plan quinquennal au Congrès; le Président du CEP pourrait expliquer les points et les questions dont il serait responsable; le Bureau international, quant à lui, expliquerait les modalités d'application du plan et les conséquences financières pour le Bureau international.

Planification stratégique au sein de l'UPU – Cycle annuel (année autre que celle où a lieu le Congrès) – Actualisation du plan annuel

	Identifie les questions intéressant l'UPU	Classe les questions par ordre de priorité	Etablit, revise le Plan stratégique	Approuve le Plan stratégique annuel	Approuve le budget annuel	Met en œuvre	Fait le suivi et le rapport de l'application du plan
Pays-membres	A	A				L	
CA	A	A		D	D	L	A
Comité de gestion du CA	A	A	A	A			A
Commissions du CA	A	A				L	A
CEP	A	A	P ₂			L	A
Comité de gestion du CEP	A	A	P ₂	P ₁ **	A		A
GT/PS/CEP*	O	D	O	A	A	O	O
Commissions du CEP	A	A	A			L	A
Intergroupe CA/CEP/BI*	A	A	A			A	A
BI*	C P	C P	C P ₁	C P ₂ **	P	C L	L

Légende: A = Consultatif C = Coordination D = Décision L = Direction
 O = Supervision P = Proposition

* Il sera formé un Intergroupe consacré à la planification stratégique qui regroupera les Groupes de travail Planification stratégique du CA et du CEP ainsi que le Bureau international. Cet Intergroupe pourra se réunir aussi pendant l'intervalle entre les sessions du CA et du CEP, selon les besoins, et servira à fournir des avis et des opinions sur l'établissement des plans stratégique et financier et sur le suivi de leur exécution. Le Président du GT/PS/CEP fera office d'agent de facilitation de l'Intergroupe et le spécialiste de la planification au Bureau international assumera la fonction de secrétaire.

** Chaque automne, le CA approuvera l'actualisation annuelle du plan stratégique pour l'année suivante sur la base d'une proposition émise par le CEP du printemps précédent. Il serait bon que le Président du CEP et le Bureau international présentent conjointement cette proposition au CA, compte tenu de leur collaboration dans son élaboration.

Planification stratégique

Budgétisation par programme

Calendrier des activités correspondant à l'exercice des fonctions et des responsabilités

Calendrier	Organe	Activité
22 août– 14 septembre 1994	Congrès de Séoul	<p>Adopter le plan stratégique, c'est-à-dire: mission et objectifs, programmes, projets, activités (OPPA; toutefois, le Congrès devrait prendre note essentiellement des projets et des activités et donner son approbation générale sans entrer dans le détail).</p> <p>Fixer les plafonds annuels des dépenses de l'UPU pour la période entre les Congrès.</p> <p>Autoriser le CA et le CEP à actualiser, en concertation avec le Bureau international, le plan stratégique, chaque année, ainsi qu'à réaffecter les ressources dans la limite des plafonds annuels et à reviser l'estimation des coûts.</p> <p>Répartir les projets et activités du plan stratégique entre le CA et le CEP, conformément aux responsabilités qui leur sont attribuées dans le Règlement général.</p> <p>Prendre note des recommandations formulées dans le PS concernant l'affectation des ressources aux OPPA, identifier, dans la mesure où il souhaite le faire, les programmes, projets ou activités prioritaires et spécifier les ressources minimales à mettre à leur disposition ou à d'autres activités, dans la limite des plafonds annuels et à partir des contributions obligatoires.</p> <p>N.B.: Le plan stratégique adopté par le Congrès s'appliquera à la période allant de 1995 à 1999. Mais, pour la première année, 1995, le budget-programme qui lui sera associé sera utilisé à titre d'essai, en même temps que le système actuel de budgétisation, afin que cette période de transition serve à mettre au point le nouveau système.</p>

Calendrier	Organe	Activité
24 août– 13 septembre 1994	Bureau international	Etre attentif aux idées ressortant du Débat général et à d'autres décisions prises durant le Congrès qu'il conviendrait d'incorporer dans le plan stratégique et adapter le plan, en s'intéressant notamment aux incidences financières et à la répartition des responsabilités, afin que le Congrès en prenne connaissance et l'adopte.
12 septembre 1994	Conseil d'administration	<p>Réunion constitutive.</p> <p>Déterminer le nombre de Commissions et leurs fonctions, en tenant compte des recommandations faites par le Congrès sur la base des propositions de restructuration.</p> <p>Elire les Présidents et Vice-Présidents des Commissions et désigner également le Président et les membres du Groupe de travail de planification stratégique, de façon que ce dernier puisse entrer en contact avec le GT de planification stratégique du CEP et du Bureau international, en tant que membre de l'Intergroupe de planification stratégique.</p> <p>Si les circonstances le permettent, allouer les tâches découlant des décisions du Congrès et incorporées dans le plan stratégique, ainsi que tous les autres OPPA inclus dans le plan, entre les diverses Commissions.</p>
12 septembre 1994	Conseil d'exploitation postale	<p>Réunion constitutive.</p> <p>Déterminer le nombre de Commissions et leurs fonctions, en tenant compte des recommandations faites par le Congrès sur la base des propositions de restructuration.</p> <p>Elire le Président, le Vice-Président et les Présidents et Vice-Présidents des Commissions, et désigner également le Président et les membres du Groupe de travail de planification stratégique, de façon que ces derniers puissent entrer en contact avec le GT de planification stratégique du CA et avec le Bureau international, ce Groupe faisant partie de l'Intergroupe de planification stratégique.</p>

Calendrier	Organe	Activité
		Si les circonstances le permettent, allouer les tâches découlant des décisions du Congrès et incorporées dans le plan stratégique, ainsi que tous les autres OPPA inclus dans le plan, entre les diverses Commissions.
Octobre 1994– janvier 1995	Bureau international	<p>Reviser les OPPA et, si nécessaire, élaborer des recommandations relatives à l'attribution des tâches entre les Commissions du CA et du CEP, en concertation avec les Présidents du GT/PS/CA et du GT/PS/CEP.</p> <p>Etre attentif aux événements intervenant à la suite du Congrès et identifier les questions qui pourraient avoir une influence sur le plan stratégique, ses priorités et ses besoins de ressources, en particulier pour 1995.</p> <p>Poursuivre le travail d'adaptation du plan stratégique et du budget-programme pour 1995, à mettre en œuvre à titre d'essai.</p> <p>Continuer la préparation de la mise en œuvre du plan stratégique et du budget-programme pour 1995, en veillant à ce que le système informatisé de budgétisation, de comptabilité et d'information de gestion soit en place, afin de servir de support au budget-programme à introduire en 1995, à titre d'essai, en même temps que le système de budget actuel.</p>
Janvier 1995	GT/PS/CEP, CG et plénière du CEP; GT/PS/CA et CG/CA	<p>Examiner les recommandations de l'Intergroupe de PS concernant la répartition des OPPA entre les diverses Commissions, si nécessaire, et étudier d'autres propositions relatives à la mise à exécution du PS en 1995 ou à l'actualisation du PS pour 1996, notamment l'identification de nouvelles questions à traiter, les changements de priorités ou la réaffectation de ressources.</p> <p>Les Commissions détermineront la nécessité de créer des groupes de travail et de désigner des pays rapporteurs et de leur attribuer des OPPA, en tenant compte des recommandations émises par l'Intergroupe de PS.</p> <p>Les pays rapporteurs et les groupes de travail commencent à organiser la mise en œuvre du plan stratégique pour 1995.</p>

Calendrier	Organe	Activité
		<p>Etant donné que le budget-programme remplacera le budget traditionnel en 1996, le plan stratégique du CEP (PS) et les recommandations relatives au budget-programme (BP) pour 1996 doivent mentionner tous les programmes, projets et activités du CEP à exécuter dans le cadre du budget obligatoire, ainsi que les ressources budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de ces activités, et doivent identifier, de façon séparée, les autres activités éventuelles nécessitant des ressources supplémentaires provenant d'une source autre que le budget obligatoire et les sources éventuelles de leur financement.</p> <p>Le CEP donnera son approbation finale au sujet des propositions visant à actualiser le PS pour 1996, à soumettre à l'examen du CA.</p>
Février 1995– octobre 1995	Intergroupe PS	Suivre la mise en œuvre du PS par le CEP et par le Bureau international, conduire les études et rassembler les renseignements requis pour l'exécution des projets et activités du PS, se réunir, si nécessaire, et établir des rapports et des recommandations à l'intention du CA.
Février 1995– octobre 1995	Commissions et GT du CA et du CEP; Bureau international	<p>Mettre en œuvre le plan stratégique pour 1995.</p> <p>Identifier les questions pouvant avoir des incidences pratiques et au sujet desquelles il est nécessaire de recevoir des directives du CA et commencer les consultations avec les homologues des Commissions et des GT du CA qui auront peut-être été établis durant la réunion constitutive du CA, au Congrès; sinon, noter ces questions pour les soumettre à l'examen du CA d'octobre et les porter à l'attention du CG du CEP et de l'Intergroupe de PS.</p>
Octobre 1995	GT/PS/CA, CG et plénière du CA	<p>Etudier les recommandations de l'Intergroupe de PS afin de répartir les OPPA entre les diverses Commissions, si cela n'a pas été fait durant la réunion constitutive au Congrès, et examiner les autres propositions relatives à la mise à exécution et au financement du PS en 1996.</p> <p>Les Commissions détermineront le nombre de groupes de travail à créer et les pays rapporteurs à désigner et leur affecteront les OPPA, en tenant compte des recommandations de l'Intergroupe de PS.</p>

Calendrier	Organe	Activité
		<p>Les pays rapporteurs et les groupes de travail commencent à organiser la mise en œuvre du plan stratégique pour 1996.</p> <p>(Etant donné que le CA ne se réunira pas avant l'automne 1995, soit une année après le Congrès, l'idéal serait que le CA ait attribué son travail, désigné les pays rapporteurs et créé les groupes de travail, au moins pour superviser les questions importantes telles que les frais terminaux, la planification stratégique et la budgétisation par programme, éventuellement la sécurité et le développement postal, à sa réunion constitutive durant le Congrès, ou, au plus tard, lors d'une réunion du Comité de gestion du CA, pendant la session du CEP de janvier 1995.)</p> <p>Examiner les propositions du CEP concernant l'actualisation du PS et du BP pour 1996, notamment l'identification de nouvelles questions à traiter, les changements de priorité ou la réaffectation des ressources.</p> <p>Comme il a été dit précédemment, le budget-programme soumis à l'examen du CA remplacera le budget traditionnel en 1996, et les recommandations relatives au plan stratégique et au budget-programme pour 1996 devront donc identifier tous les programmes, projets et activités du CEP et du CA à exécuter dans le cadre du budget obligatoire, ainsi que les ressources budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de ces activités, et devront identifier séparément les autres activités éventuelles nécessitant des ressources supplémentaires tirées de sources autres que le budget obligatoire, et déterminer des sources possibles pour leur financement; en outre, tant le PS que le BP doivent aussi être élaborés de façon à identifier toutes les fonctions de base du Bureau international et à les inclure dans le cadre de travail des OPPA.</p> <p>Le plan stratégique et le budget-programme pour 1996 doivent aussi distinguer clairement les ressources à mettre à la disposition du CEP pour les activités dont il est chargé des ressources à mettre à la disposition du CA.</p>

Calendrier	Organe	Activité
		<p>Dans le cadre des ressources allouées au CEP pour 1996, le CEP devrait pouvoir être à même de réaffecter ces ressources en 1996 comme il lui semble bon, après consultation du Bureau international et du Président du CA, pour être certain que cette réaffectation ne risque pas de nuire aux activités qu'il doit effectuer en 1996.</p> <p>En ce qui concerne les activités qui pourraient être menées en 1996 au moyen des ressources obtenues des contributions volontaires ou de sources autres que le budget obligatoire, toutes ces ressources budgétaires non obligatoires, dont le montant sera connu au moment de la session du CA en octobre 1995, devront aussi être incluses dans le budget-programme pour 1996 et leur affectation à des activités spécifiques devra être approuvée par le CA.</p>
1996-1999	CA, CEP et BI	<p>Il est vrai que 1995 ne sera pas une année représentative des années comprises dans l'intervalle entre les Congrès, car ce sera la première année suivant un Congrès où la mise en œuvre du plan stratégique commencera tout juste à s'organiser et où les nouvelles Commissions et nouveaux Groupes de travail viendront à peine d'être désignés, mais il faudra suivre, chaque année suivante jusqu'au prochain Congrès, un processus semblable à celui décrit plus haut pour 1995.</p> <p>Pendant cette période, le projet de plan stratégique et de budget-programme pour la prochaine période quinquennale 2000-2004 devra être élaboré et approuvé afin de devenir une recommandation à soumettre au Congrès.</p>
Février/mars 1999	Dernier CEP	Approuver à la fois la recommandation au CA relative à l'actualisation annuelle du PS pour l'an 2000 et la recommandation au CA relative au prochain PS quinquennal à proposer au Congrès.
Février/mars 1999	Dernier CA	<p>Etudier et approuver aussi bien la recommandation du CEP relative à l'actualisation annuelle du PS pour l'an 2000 que la recommandation du CEP relative au prochain PS quinquennal et au prochain BP à proposer au Congrès.</p> <p>N.B.: Pendant une année où a lieu le Congrès, il est recommandé que le CA tienne au moins une brève session immédiatement après le dernier CEP afin d'examiner les propositions finales à soumettre au Congrès et d'approuver le projet de PS à soumettre également au Congrès.</p>

CONSEIL EXÉCUTIF

021/Rev 1

Résolution

Efficacité des services de traduction au sein de l'Union

Le Congrès,

prenant note

de l'examen de la question linguistique fait par le Groupe de travail GT 3/3 du Conseil exécutif ayant pour but d'améliorer l'efficacité de la gestion de l'Union,

se rendant compte

que n'importe quelle organisation internationale qui reçoit et produit des documents dans plusieurs langues doit accomplir une lourde tâche administrative et logistique pour veiller à ce que les traductions soient produites avec rapidité, exactitude et qualité, tout en faisant un emploi le plus économique possible des ressources disponibles,

charge

le Conseil d'administration, travaillant en collaboration avec le Bureau international, d'entreprendre une étude sur les méthodes de travail et les procédures des services de traduction et de dactylographie suivies tant au sein du Bureau international que par les groupes linguistiques, afin de déterminer les conséquences de ces procédures sur l'efficacité de la gestion du travail de l'Union et de faire des recommandations au sujet d'améliorations possibles, à appliquer le plus rapidement possible.

Motifs. – A sa session de 1994, le Conseil exécutif a conclu qu'il serait bénéfique de mener une étude générale sur les méthodes de travail et les procédures des différents services de traduction et de dactylographie de l'Union.

En outre, et sous réserve des décisions du Congrès au sujet des propositions connexes concernant l'adoption de l'anglais comme langue de travail supplémentaire du Bureau international (proposition 15. 106.91) et la création d'un groupe linguistique français (proposition 15. 107.2), l'étude susmentionnée pourrait également avoir pour fonction de permettre de formuler des recommandations concernant la mise en œuvre pratique de l'une ou l'autre de ces mesures ou des deux à la fois.

Voir Congrès – Doc 70/Add 1.

CONSEIL EXÉCUTIF

022

Résolution

Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul

Le Congrès,

vu
le rapport soumis par le Conseil exécutif au sujet de la gestion du travail de l'Union (Congrès – Doc 70),

notant
les améliorations introduites par le Conseil exécutif dans le cadre de ses compétences,

considérant
que le Congrès a approuvé des propositions de changements substantiels de l'organisation, des responsabilités et du mode de fonctionnement des organes de l'Union,

considérant aussi
que le Congrès a approuvé des propositions tendant à simplifier les Actes de l'Union (Congrès – Doc 60),

convaincu
de la nécessité de poursuivre ce processus de revision,

charge

le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international:

- 1° de continuer en priorité à chercher des possibilités d'améliorer tous les aspects de la gestion du travail de l'Union;
- 2° de poursuivre l'étude de l'Union et de ses activités, en ce qui concerne notamment:
 - a) sa mission;
 - b) la poursuite de la refonte des Actes;
 - c) le système de financement;
 - d) la structure organique du Bureau international;
 - e) l'établissement de systèmes de planification stratégique et de budgétisation par programme;
 - f) le fonctionnement des Conseils;
 - g) le suivi du statut des membres;
- 3° de formuler des propositions de réforme fondées sur les résultats des travaux décrits ci-dessus:
 - a) à appliquer avant le prochain Congrès, le cas échéant;
 - b) à soumettre au prochain Congrès pour approbation.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

CONSEIL EXÉCUTIF**023****Résolution****Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil d'administration (CA) et au Conseil d'exploitation postale (CEP)**

Le Congrès,

vu

que la tâche du Conseil d'administration (CA) et du Conseil d'exploitation postale (CEP) est d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès,

considérant

que la durée du mandat de ces deux organes correspond à l'intervalle entre deux Congrès,

constatant

qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes conclus à ce Congrès,

tenant compte

du fait qu'une nouvelle composition et de nouvelles attributions sont adoptées par le Congrès pour le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale,

estimant

que le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Le but de la résolution est, d'une part, de mettre immédiatement en pratique les conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union (voir Congrès – Doc 70) et, d'autre part, de permettre au Congrès de Séoul d'élire déjà les membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale sur la base de la nouvelle composition de ces organes.

CONSEIL EXÉCUTIF

024

Recommandation

Organisation de conférences et réunions de l'UPU

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union,

conscient

de la nécessité d'identifier les possibilités de rationalisation du travail pouvant aider à mettre en œuvre une gestion plus moderne du Bureau international,

rappelant

que les services de conférences et réunions font partie des principaux produits offerts par le Bureau international,

ayant à l'esprit

qu'une analyse approfondie des tâches confiées au Bureau international permettrait de dégager une partie des capacités de ses fonctionnaires afin de les utiliser pour des activités plus opérationnelles,

recommande

aux divers organes de l'Union d'examiner:

- 1° l'opportunité de limiter la tenue des réunions à celles vraiment essentielles en évaluant leur efficacité (coûts/bénéfices);
- 2° l'utilité de tenir de préférence des réunions restreintes, réservées exclusivement aux spécialistes, lorsque les sujets sont d'ordre technique;
- 3° l'opportunité de tenir le maximum de réunions au siège de l'UPU, pour réaliser des économies en ce qui concerne les frais de déplacement du secrétariat;
- 4° la nécessité d'éviter de modifier tardivement les calendriers des réunions, afin de ne pas devoir verser aux interprètes déjà engagés des sommes au titre d'annulation des contrats.

Motifs. – L'analyse des possibilités opérationnelles pouvant aider à mettre en œuvre une gestion plus moderne du Bureau international ne peut pas faire abstraction de la nécessité de rationaliser, autant que possible, les services de conférences et réunions qui font partie des principaux produits offerts par le Bureau international. Une telle rationalisation contribuerait à une meilleure définition des responsabilités des fonctionnaires et des coûts encourus.

Or, dans ce domaine, le Bureau international n'est pas seul en cause. Une responsabilité tout aussi grande, voire plus importante encore, doit être assumée par les Pays-membres et les participants aux travaux de l'Union qui doivent veiller à ce que leurs méthodes de travail soient aussi efficaces que possible et les moins coûteuses.

Voir également Congrès – Doc 70.

CONSEIL EXÉCUTIF

025/Rev 2

Résolution

Levée de l'interdiction de réadmission de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle

Le Congrès,

rappelant

que le Congrès de Hamburg 1984, par sa résolution C 7/1984:

- a réaffirmé la validité de la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979;
- a confirmé l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle jusqu'à la prise d'une décision contraire par un Congrès ultérieur de l'UPU;
- a décidé que la République d'Afrique du Sud ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid,

considérant

la résolution 48/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 8 octobre 1993, par laquelle celle-ci, constatant que le passage à la démocratie est désormais inscrit dans la législation sud-africaine, a levé les sanctions contre l'Afrique du Sud,

constatant

la mise en œuvre concrète du processus de démocratisation par les élections organisées en avril 1994,

décide

de lever l'interdiction faite à la République d'Afrique du Sud de se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir sa réadmission à l'Union.

Appuis. - Botswana, Centrafrique, Gabon, Gambie, Ghana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Sénégal, Seychelles, Swaziland, Togo, Tunisie, Zambie.

CONSEIL EXÉCUTIF

026

Décision

Admission des médias au Débat général

Le Congrès

décide

d'admettre la présence des médias lors du Débat général du XXI^e Congrès en qualité d'auditeurs et sans droit d'intervention.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Par sa décision CE 3/1994, le Conseil exécutif a décidé d'admettre la présence des médias lors du Débat général, sous réserve de l'approbation de cette décision par le Congrès de Séoul. Cette décision se fonde sur l'idée que le Débat général pourrait être l'occasion d'informer les médias des efforts déployés ou envisagés au sein de la communauté internationale en vue du développement des services postaux. Le Conseil exécutif considère que la présence de la presse écrite et audiovisuelle pourrait être admise sans que le déroulement du Congrès s'en ressente. Il s'agit pour le Congrès d'entériner la décision du Conseil exécutif.

**CONSEIL EXÉCUTIF
CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES**

027

Résolution

Politique et stratégie en matière de sécurité postale

Le Congrès,

rappelant

la résolution C 12/1989 du Congrès de Washington, appelant à prendre des mesures en vue de renforcer la sécurité et l'intégrité des dépêches internationales,

considérant

- la nécessité de sauvegarder la qualité des services postaux;
- que, pour rester compétitives sur les marchés postaux mondiaux, les postes doivent inclure la garantie de la sécurité dans l'exercice de leurs activités postales;
- la vulnérabilité du système postal international face aux délits commis par l'intermédiaire ou aux dépens de la poste (vols, fraudes, trafic de drogues, pornographie);

- la technicité des connaissances et des compétences requises pour empêcher que soient commis des actes délictueux aux dépens de la poste et les ressources limitées mises à disposition pour faire obstacle à ces délits,

conscient

- de l'importance sociale et commerciale que revêt le maintien de la confiance du public dans la sécurité des envois postaux;
- de ce que les problèmes de sécurité postale sont si importants et si complexes, aussi bien aux niveaux des politiques de gestion que des activités opérationnelles, que la sécurité devrait être considérée comme un domaine d'activité à part entière,

tenant compte

- des résultats des deux Colloques sur la sécurité postale organisés en avril 1990 et en mai 1991 et de la création du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP);
- des succès obtenus grâce aux nombreuses décisions et recommandations prises en matière de sécurité par le CE et le CCEP, à la suite des travaux du GASP, dont il est fait une description détaillée dans le Congrès - Doc 23, dans les domaines suivants:
 - qualité de service;
 - établissement de normes et de politiques en matière de sécurité;
 - constitution de réseaux de sécurité postale;
 - amélioration des mesures de sécurité aérienne;
 - organisation et promotion d'actions de formation et d'assistance technique;
 - protection et génération accrues de revenus;
 - amélioration des contacts avec les Unions restreintes, les organisations internationales et les autres organisations concernées en matière de sécurité,

notant

- que le Conseil exécutif a entériné l'étude sur la restructuration de l'Union, dont une des recommandations appelle en faveur de l'établissement d'une Commission consacrée aux questions de sécurité;
- que les activités relatives à la sécurité ont été incorporées dans la planification stratégique de l'UPU pour l'avenir;
- que les questions de sécurité ont été incluses dans le programme d'études futur de l'UPU,

invite instamment

les Administrations postales:

- à adopter une stratégie en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître leurs avantages concurrentiels sur le marché et d'améliorer leur image auprès du public;
- à organiser des cours de formation régionaux en matière de sécurité et à constituer des réseaux afin de donner aux messages concernant la sécurité une plus grande audience;
- à utiliser les instruments mis à disposition et préparés par le Bureau international de l'UPU (manuels, guides d'utilisation, répertoires, classeurs et recueils opérationnels, etc.) afin d'accroître la sécurité de la poste,

charge

le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, chacun dans son domaine respectif de compétence, de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises dans le domaine de la sécurité postale, en prévoyant les ressources humaines et financières suffisantes pour assurer la mise en œuvre des activités en la matière.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. - Voir Congrès - Doc 23.

**CONSEIL EXÉCUTIF
CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES**

028

Résolution

Exclusion des marchandises interdites et dangereuses du service postal

Le Congrès,

considérant

les dispositions des articles de la Convention traitant de l'interdiction de l'envoi par la poste de certaines matières et objets dangereux,

ayant pris note

des discussions du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) et du Groupe de travail paritaire IATA/GASP concernant les marchandises interdites et dangereuses, discussions qui, une fois de plus, ont souligné la gravité des dangers particuliers qui s'attachent au transport par avion des objets dangereux,

prenant note

des mesures préconisées par le GASP et le sous-groupe «Marchandises dangereuses» du GT IATA/GASP et entérinées par le Conseil exécutif, visant à éliminer l'insertion de marchandises interdites et dangereuses dans les envois postaux, en multipliant les efforts d'éducation et de sensibilisation dirigés vers le personnel postal et les usagers, à l'aide, entre autres, d'expositions, de projections de films et de publications, d'affiches et d'ouvrages traitant des marchandises dangereuses,

conscient

du travail qui reste à faire aux Administrations postales pour empêcher l'insertion dans le courrier de marchandises interdites et dangereuses,

sachant

que des objets interdits et dangereux continuent de circuler dans des envois postaux et que de graves accidents, mettant en danger les biens et la vie des personnes, continuent de se produire,

invite instamment

les Administrations postales, aidées par le Bureau international de l'UPU:

- a) à renforcer les mesures destinées à empêcher et à détecter l'insertion d'objets prohibés et dangereux dans les envois postaux;
- b) à prendre à cet effet des mesures éducatives adaptées à la situation locale et destinées aux usagers et au personnel de la poste;
- c) à assurer une vaste diffusion de ces mesures et une formation appropriée du personnel, à l'aide des moyens techniques modernes les plus efficaces.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 23.

CONSEIL EXÉCUTIF**029****Résolution****Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique**

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU,

conscient

de l'importance et de l'urgence pour les pays en développement de poursuivre les efforts de modernisation de leurs services postaux qui évoluent actuellement dans un contexte économique difficile,

convaincu

de la nécessité pour l'UPU:

- a) d'accroître son aide aux pays en développement en intensifiant ses actions d'assistance technique orientées vers les domaines jugés prioritaires, notamment pour favoriser la mise en œuvre des activités identifiées dans le Plan stratégique;
- b) de concentrer l'aide sur un nombre limité de pays pour lesquels l'aide est vitale et urgente,

soucieux

de garantir à l'assistance technique une efficacité encore plus grande grâce à des mesures contractuelles établies entre l'Union et les pays bénéficiaires,

convaincu

de la nécessité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la stratégie des Nations Unies et dans celui du Programme des Nations Unies pour le développement, tout en privilégiant la réalisation des objectifs du Plan stratégique de l'UPU,

décide

- 1° d'établir comme suit les groupes des pays bénéficiaires:
 - les pays les moins avancés: première priorité;
 - les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) selon le classement de la Banque mondiale: deuxième priorité;
- 2° de reconnaître comme prioritaires pour l'ensemble des pays en développement les objectifs visant à:
 - améliorer le système des comptes internationaux;
 - améliorer l'exploitation et la qualité de service;
 - identifier les marchés et les besoins de la clientèle afin de les satisfaire;
 - renforcer et moderniser les structures et les modes opératoires,

charge

l'organe concerné de l'UPU:

- 1° d'orienter les actions de l'UPU en matière d'assistance technique sur la base des priorités arrêtées en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les objectifs décrits ci-devant;
- 2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU en les intégrant dans des programmes de développement cohérents, mis en œuvre par les pays bénéficiaires;

3° de veiller à l'application des principes d'action suivants:

- sensibiliser les pays bénéficiaires de l'aide sur la nécessité d'assurer une relation étroite entre leur programme national et les objectifs du secteur postal;
- élaborer en faveur des pays les moins avancés un programme spécial auquel pourraient participer d'autres pays dans des cas bien définis;
- prendre des mesures en vue d'assurer une décentralisation réaliste et efficace des activités d'assistance technique;
- encourager les initiatives visant à accroître la coopération technique entre pays en développement;
- maintenir et améliorer le système de contrats de développement conclus sous la forme de projets intégrés pluriannuels financés dans le cadre des ressources propres de l'UPU;
- s'assurer que les partenaires de l'UPU en matière d'assistance technique contribuent à mettre en œuvre un mécanisme efficace de coordination et de mobilisation des ressources;
- continuer à renforcer l'évaluation et le suivi des projets ainsi que le contrôle de leur véritable impact sur le fonctionnement des services;
- accroître les relations de coopération existant entre l'UPU et les Unions restreintes dans l'esprit des accords conclus avec ces organisations régionales;
- maintenir et développer les relations avec les Commissions économiques régionales de l'ONU,

charge

le Directeur général du Bureau international de tout mettre en œuvre pour assurer dans de bonnes conditions la réalisation des activités identifiées dans le cadre des objectifs prioritaires et des principes d'action arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 51.

CONSEIL EXÉCUTIF

030

Résolution

Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant

la résolution 45/206 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 21 décembre 1990 portant sur la Déclaration de Paris et le «Programme d'action pour les années 1990 en faveur des pays les moins avancés»,

rappelant

les résolutions C 87 du Congrès de Lausanne 1974, C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, C 66 du Congrès de Hamburg 1984 et C 28 du Congrès de Washington 1989,

reconnaissant

l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant compte

de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

invite

- les pays les moins avancés à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal;
- les Unions restreintes à accroître l'assistance fournie aux PMA,

charge

le Conseil d'administration:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse continuer d'apporter une aide au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA;
- de proposer au Conseil d'administration un programme d'activité fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 52a.

CONSEIL EXÉCUTIF

031

Résolution

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

notant

la résolution 1992/41 adoptée par l'ECOSOC, par laquelle un appel est lancé à toutes les parties concernées afin qu'elles accordent à la CTPD la première considération lors du choix de la modalité d'exécution de leurs programmes,

considérant

la définition précise de la CTPD fournie par le Comité à haut niveau, soulignant le rôle primordial que les gouvernements et les institutions coopérantes des pays en développement eux-mêmes doivent jouer en la matière,

notant

que les Conseillers régionaux de l'UPU s'efforcent déjà de promouvoir la CTPD dans les pays de leur ressort,

convaincu

toutefois de la nécessité de prendre des initiatives encore plus significatives dans la promotion de cette forme de coopération Sud-Sud dans toutes les régions du monde,

notant

les activités y relatives figurant dans le Plan stratégique de l'UPU pour la prochaine période quinquennale,

invite

- les Administrations postales des pays en développement et les Unions restreintes à consentir des efforts supplémentaires dans la mobilisation des moyens nécessaires ainsi que dans la création d'un environnement propre à favoriser le recours généralisé à la CTPD;
- les Administrations des pays en développement à identifier les domaines dans lesquels l'application de la CTPD trouverait son application la plus appropriée;
- les Administrations des pays industrialisés à continuer de renforcer en particulier les institutions nationales et multinationales des pays en développement désireuses de jouer un rôle dans la mise en œuvre des activités au titre de la CTPD,

charge

les organes concernés de l'UPU de donner les orientations nécessaires et de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de généraliser la CTPD,

charge également

le Directeur général du Bureau international:

- d'entreprendre les activités prévues dans le Plan stratégique de l'UPU portant sur la CTPD, en collaboration avec les organismes concernés au sein du système des Nations Unies, dont le PNUD;
- d'effectuer, par l'intermédiaire des Conseillers régionaux et en collaboration étroite avec les Administrations postales et les Unions restreintes, une série d'études pilotes régionales en vue d'identifier les domaines, le personnel et les modalités d'exécution pour la mise en œuvre concrète et efficace de la CTPD;
- d'évaluer périodiquement l'impact de la CTPD sur l'ampleur et la qualité de l'ensemble des programmes de la coopération technique et d'en rendre compte aux organes concernés de l'Union.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 52b.

CONSEIL EXÉCUTIF

032

Résolution

Développement des ressources humaines et de la formation

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant le développement des ressources humaines (Congrès – Doc 53),

conscient

des changements structurels et technologiques importants intervenus dans le secteur et leurs effets sur l'organisation et la gestion des services postaux,

convaincu

que la formation et la qualification du personnel demeurent le meilleur moyen de rendre les Administrations postales plus compétitives,

considérant

les avantages économiques et pédagogiques que présente le système de formation modulaire et sa capacité à s'adapter aux besoins de chaque pays, et tenant compte de son efficacité prouvée dans d'autres institutions du système des Nations Unies,

notant

l'importance et l'urgence d'une aide en faveur des pays en développement dans les domaines des ressources humaines et de la formation pour faire face aux mutations du secteur postal,

charge

le Directeur général du Bureau international de:

- prendre les mesures nécessaires en vue d'aider les Pays-membres dans les domaines des ressources humaines et de la formation;
- rechercher les moyens propres à la mise en œuvre du système de formation modulaire,

charge également

les organes concernés de l'UPU de donner les orientations nécessaires et de prendre les initiatives qui s'imposent en vue de rendre l'assistance technique en matière de ressources humaines et de formation plus efficace, afin de promouvoir le développement des services postaux à l'échelle mondiale.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 53.

CORÉE (RÉP.)

033

Résolution

Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU

Le Congrès,

notant

que, sous l'égide de l'UPU, grâce au financement du PNUD et avec la collaboration des Unions restreintes, des écoles multinationales ont été créées dans la plupart des régions pour contribuer aux efforts de formation des cadres entrepris par les Administrations postales des pays en développement,

conscient

de la nécessité de disposer d'un personnel postal de haut niveau capable de faire face à l'évolution de l'environnement dans lequel la poste opère,

tenant compte

de l'intérêt d'harmoniser les systèmes de fonctionnement et de travail des services postaux en vue d'avoir une vision commune des nouveaux métiers de la poste pour atteindre une qualité de service international appropriée,

persuadé

de la nécessité de renforcer l'esprit de solidarité au sein de l'UPU, d'enseigner les nouvelles méthodes de gestion et de rendre les professionnels de la poste aptes à faire connaître les nobles buts de l'UPU,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'étudier, conjointement avec le Bureau international, la possibilité de créer un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Compte tenu de la nécessité de former des cadres postaux de haut niveau afin de leur inculquer l'esprit de solidarité au sein de l'UPU et d'enseigner les techniques modernes de gestion, il est nécessaire d'instaurer un système centralisé de perfectionnement, sous l'égide de l'UPU, à l'intention de toutes les Administrations postales, et en particulier de celles des pays en développement.

CONSEIL EXÉCUTIF

034

Résolution

Renforcement de la présence accrue de l'UPU sur le terrain

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif concernant la présence accrue de l'UPU sur le terrain en matière d'assistance technique (Congrès – Doc 54),

notant

que le Conseil exécutif 1993 a examiné le rapport sur l'évaluation des résultats de la mise en œuvre du système et a donné son accord pour la poursuite desdites activités,

considérant

que la grande majorité des pays en développement ayant participé à l'enquête conduite par le Bureau international considèrent que la présence d'un Conseiller régional de l'UPU sur le terrain leur offre la possibilité de discuter leurs problèmes avec un interlocuteur suffisamment compétent et facilement accessible,

conscient

des changements politiques importants intervenus dans les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que de l'importance et de l'urgence des besoins des Administrations postales de ces pays,

convaincu

que, outre les tâches qui leur sont déjà dévolues, les Conseillers régionaux devront à l'avenir également jouer un rôle dynamique en matière de promotion et de gestion du secteur postal comme une entreprise globale, notamment en aidant les pays en développement à mettre en œuvre les activités du Plan stratégique de l'UPU,

charge

le Directeur général du Bureau international de:

- porter à sept le nombre de postes de Conseiller régional en en créant un pour les pays d'Europe centrale et orientale;
- prendre les mesures nécessaires en vue du renforcement et de l'élargissement des bureaux des Conseillers régionaux, notamment grâce à l'intervention des experts associés ou des volontaires et des équipes opérationnelles,

charge également

les organes concernés de l'UPU:

- de donner les orientations nécessaires en vue de rendre la présence de l'UPU sur le terrain le plus efficace possible;
- de rechercher les moyens financiers supplémentaires appropriés.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 54.

CONSEIL EXÉCUTIF

035

Résolution

Financement des activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif relatif au financement des activités d'assistance technique,

conscient

du fait que, tout en étant une source essentielle de financement du programme d'assistance technique de l'UPU, le PNUD offre de moins en moins de possibilités au secteur postal, à la fois en raison de la diminution de la capacité financière de cette institution et du changement des rapports entre les postes nationales et les gouvernements du point de vue statutaire,

ayant à l'esprit

les besoins prioritaires et croissants des pays en développement,

soucieux

du fait que les ressources complémentaires disponibles au titre de l'UPU pour couvrir les besoins d'aide non satisfaits par le PNUD restent insuffisantes malgré les efforts consentis par certains pays donateurs,

tenant compte

de la nécessité d'aider les pays en développement à réaliser les objectifs, programmes et projets identifiés comme prioritaires dans le cadre du Plan stratégique de l'UPU et du document d'orientation issu du Débat général de Séoul,

décide

- 1° de concentrer les ressources au profit des pays pour lesquels l'aide s'avère nécessaire;
- 2° d'accorder la priorité à la réalisation des objectifs du Plan stratégique 1995-1999 et de fournir les moyens financiers adéquats à cet effet;
- 3° de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Washington 1989, en fixant à 2 290 000 francs suisses en 1996 le crédit budgétaire affecté à l'assistance technique; ce montant est à corriger annuellement selon le même taux d'inflation considéré dans la correction du budget de l'Union,

recommande

- 1° aux pays bénéficiaires de l'aide:
 - a) de prendre en charge, selon les moyens dont ils disposent, une partie des frais afférents aux activités d'assistance technique, selon la pratique du PNUD (partage des coûts);
 - b) de participer à hauteur de 25 à 50%, selon leurs ressources, au coût des projets intégrés pluriannuels financés en leur faveur au titre des ressources de l'UPU;
- 2° à tous les pays:
 - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait être augmenté pour faire face aux besoins croissants, notamment en matière de formation;
 - b) de redoubler d'effort pour convaincre leurs autorités gouvernementales d'augmenter les ressources allouées à l'assistance technique, afin de disposer des fonds pour aider à l'amélioration des services postaux des pays en développement, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;
 - c) de recourir au système de partenariat entre Administrations pour le transfert de technologie aux conditions de financement préétablies et faisant appel à la méthode dénommée «Build – Lease – Transfer»,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- 1° de recourir pleinement aux moyens offerts par la décentralisation pour accroître les actions de sensibilisation des donateurs et bailleurs de fonds sur les projets de modernisation des services postaux des pays en développement;
- 2° d'intervenir auprès des donateurs et bailleurs de fonds afin d'accroître les moyens de financement des activités d'assistance technique de l'UPU;
- 3° de concentrer les ressources budgétaires affectées à l'assistance technique sur les objectifs, programmes et projets favorisant la réalisation des activités prioritaires identifiées dans le Plan stratégique de l'UPU;
- 4° d'encourager les initiatives des Administrations désireuses de mettre en pratique le concept de partenariat dans le cadre du transfert de technologie dans le domaine postal.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 51 et 55.

**CONSEIL EXÉCUTIF
CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES**

036

Résolution

Programme de travail du GADP 1995–1999

Le Congrès,

tenant compte

de la résolution 34/1991 du Conseil exécutif, par laquelle cet organe a adopté un Plan d'action pour le développement, en complément du Programme général d'action de Washington, destiné à accroître l'interaction entre les Administrations postales et les banques de développement international et établi un Groupe d'action pour le développement postal,

ayant

examiné le rapport commun du Conseil exécutif sur les activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP) (Congrès – Doc 56),

conscient

du fait qu'en dépit des efforts consentis par les pays en développement et par la communauté internationale, les services postaux des pays concernés ne progressent pas suffisamment, ce qui se traduit dans certains cas par un déclin de la qualité des services et une baisse du trafic,

notant

que les Administrations postales ne peuvent mobiliser au niveau interne des fonds d'investissement suffisants pour améliorer de façon notable le niveau de fonctionnement de leurs services,

ayant constaté

que les investisseurs multilatéraux, dont la Banque mondiale, sont des sources possibles de financement des investissements dans le domaine postal,

approuve

- le travail accompli par le GADP depuis sa création dans le sens de la recherche d'une augmentation des fonds destinés à des projets postaux accordés par les banques d'investissement pour le développement, comme décrit dans le rapport du Conseil exécutif sur les activités du Groupe d'action pour le développement postal (GADP);
- la poursuite des efforts pour impliquer des investisseurs multilatéraux dans des projets de développement postal,

décide

d'adopter le programme de travail ci-annexé du Groupe d'action pour le développement postal pour 1995–1999.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 56.

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT POSTAL
1995-1999****PROJET 1 – Faire contribuer les gouvernements au développement postal***Description*

En règle générale, les services postaux ne figurent pas au premier rang des priorités dans les plans de développement national. Ce projet viserait à informer les gouvernements des contributions que les services postaux apportent au développement économique de leur pays et à leur démontrer, avec des statistiques à l'appui, les services que seule la poste peut fournir. Il renseignerait aussi sur le soutien que la poste apporte aux activités prioritaires de développement national telles que le développement rural, l'éducation, le développement des petites entreprises, etc. Enfin, il encouragerait les gouvernements à inclure les services postaux en bonne place dans les plans de développement national et à soutenir des projets postaux soumis à des investisseurs multilatéraux.

Activités

- Publier et diffuser des brochures promotionnelles et d'autres moyens d'information contenant des statistiques démontrant aux gouvernements les contributions apportées par les services postaux.
- Faire des démarches auprès des ministères responsables des plans de développement national et des contacts avec des investisseurs multilatéraux, afin de familiariser ces ministères avec le développement postal.
- Veiller à ce que le développement postal jouisse d'une promotion dans les réunions au niveau régional auxquelles assistent les ministres responsables des services postaux.
- Porter les projets de développement postal à l'attention des décideurs au niveau ministériel en conseillant et en aidant les Administrations postales.
- Obtenir une participation intergouvernementale au Colloque sur le développement postal de 1995.
- Etablir des contacts avec des ministres d'un certain nombre de pays pour promouvoir le développement postal.
- Encourager les gouvernements à mettre à la disposition des Administrations postales toutes les ressources nécessaires au développement postal, y compris celles issues de la compensation des frais terminaux.

PROJET 2 – Faire connaître aux investisseurs multilatéraux les services postaux*Description*

Les investisseurs multilatéraux ignorent la nature des services postaux et, bien souvent, ne possèdent pas les compétences techniques nécessaires à l'évaluation de projets postaux. Certaines de ces institutions, y compris la Banque mondiale, manifestent depuis quelque temps leur intérêt à accroître leur documentation sur le rôle et les contributions des secteurs postaux, tant au niveau national qu'au niveau mondial. Il conviendrait de stimuler et d'exploiter cet intérêt pour augmenter le soutien qu'accordent les investisseurs multilatéraux à des projets postaux.

Activités

- Diffuser des brochures promotionnelles et d'autres moyens d'information pour renseigner les investisseurs multilatéraux sur les contributions des services postaux et accroître le soutien qu'ils accordent à ce secteur.
- Donner aux investisseurs multilatéraux des informations sur le rôle et les activités du GADP, de façon qu'ils soient au courant de la progression du concept du développement postal.
- Participer avec des investisseurs multilatéraux à des études, des enquêtes et des sondages destinés à mieux les informer au sujet du secteur postal et à les encourager à mieux le soutenir.
- Concevoir des «modèles» sur la base de projets de développement postal réussis et veiller à ce que les investisseurs multilatéraux en prennent connaissance.
- Fournir une expertise technique, sur la demande des investisseurs multilatéraux, afin de compléter les projets nationaux en y incluant un chapitre postal.
- Participer activement à des conférences rassemblant des donateurs et à d'autres réunions d'institutions fournissant des appuis financiers.
- Surveiller les modifications qui se font jour dans les objectifs, les politiques et les procédures suivies par la communauté des investisseurs multilatéraux.
- Veiller à obtenir la participation des investisseurs multilatéraux au Colloque sur le développement de 1995.

PROJET 3 – Utiliser le développement postal pour moderniser les services postaux

Description

Afin de rester compétitives sur le marché postal d'aujourd'hui, les Administrations postales nationales doivent se transformer en entreprises capables d'agir selon un système viable commercialement. Ce type de transformation exige des ressources qui dépassent les moyens permis par l'autofinancement. La communauté des investisseurs multilatéraux est une excellente source de financement pour un développement de cet ordre, mais elle impose certaines conditions sur ce type de prêts, la condition la plus importante étant que leurs bénéficiaires doivent restructurer leur exploitation selon des principes financièrement rentables et rembourser les prêts d'investissement. Ce projet viserait à faire connaître aux Administrations postales les critères d'évaluation utilisés par ces investisseurs et les responsabilités qui découlent de l'acceptation de prêts pour le développement.

Activités

- Encourager les services postaux à faire appel aux investisseurs multilatéraux comme à une source de moyens nécessaires au développement postal.
- Actualiser et diffuser les documents du Congrès concernant le développement postal.
- Organiser des ateliers sur le thème du développement postal, en conjonction avec des réunions des Unions restreintes.
- Actualiser et diffuser le Modèle de conduite.
- Organiser et réunir un Colloque pour le développement postal en 1995.
- Conduire des missions de consultants, sous l'égide du GADP, auprès d'Administrations postales pour les aider à s'informer sur les moyens d'obtenir des ressources extérieures en faveur du développement postal.
- S'assurer la participation des Administrations postales au Colloque sur le développement de 1995.

PROJET 4 – Rechercher d'autres moyens d'obtenir des ressources extérieures en faveur du développement postal

Description

Afin de maintenir une croissance continue du nombre et de la portée des projets de développement postal, le GADP, conjointement avec le Bureau international, doit continuer de rechercher des ressources pour conduire des projets de développement. Dans le cadre du même projet, le Bureau international et le GADP devraient étendre le cercle de leurs relations de travail avec la communauté des investisseurs multilatéraux afin de connaître d'autres investisseurs que la Banque mondiale.

Activités

- Suivre et actualiser le plan de travail quinquennal.
- Tenir régulièrement des réunions du GADP où seront examinés les résultats des missions et l'avancement de l'application du Plan d'action.
- Rechercher activement à étendre le cercle de la communauté des investisseurs et faire participer des nouveaux investisseurs à des projets de développement postal.
- Identifier des ressources supplémentaires pour conduire des missions, sous l'égide du GADP.
- Eviter la répétition d'efforts et optimiser l'emploi des ressources allouées au développement postal en coordonnant les projets du GADP avec:
 - la Division pour le développement et la coopération, Bureau international;
 - les Conseillers régionaux;
 - les Unions restreintes;
 - le service d'appui sectoriel du PNUD.

PROJET 5 – Aider les Administrations postales à préparer un programme de développement ou de restructuration

Description

Une des raisons pour lesquelles les services postaux ne figurent pas à un rang suffisant de priorité dans les programmes de développement de leur pays semblent résulter du fait que les Administrations postales soit ne présentent aucun projet, soit proposent des programmes incomplets ou mal conçus.

En effet, diverses expériences démontrent qu'un projet correctement élaboré peut recevoir du gouvernement une priorité suffisante pour être financé par un ou plusieurs bailleurs de fonds.

Le GADP pourrait à nouveau proposer aux dirigeants des Administrations postales des pays en développement de les aider à concevoir des projets «bancables», c'est-à-dire susceptibles de recevoir un accueil favorable de la part des organes gouvernementaux de tutelle et ainsi d'être présentés aux bailleurs de fonds.

Activités

- Envoi d'une note personnalisée, signée du Président du GADP, offrant les services des experts ou consultants du GADP.
- Organisation d'un appui technique par correspondance.
- Missions d'experts.

CONSEIL EXÉCUTIF

037

Résolution

Programme «Qualité de service» pour 1995–1999

Le Congrès,

considérant

que l'amélioration de la qualité par la réduction des délais d'acheminement et des échanges internationaux, la sécurisation du réseau postal mondial et des envois postaux constitue un objectif primordial pour sauvegarder l'image de la poste auprès du public,

constatant

les résultats encourageants de la mise en œuvre du Projet permanent visant à sauvegarder et à renforcer la qualité du service postal international et à le moderniser (résolution C 22 du Congrès de Washington),

notant

la nécessité de poursuivre les travaux de l'Union concernant l'amélioration de la qualité,

décide

la mise en œuvre d'un programme «Qualité de service» pour la période 1995–1999 permettant d'atteindre une amélioration importante de la qualité du service postal international, notamment par les actions suivantes:

- sensibilisation des Administrations à la mise en œuvre des normes de qualité du service postal international, tout particulièrement les normes de bout en bout;
- contrôle permanent de la qualité du service postal international à l'échelle mondiale;
- mise en œuvre d'un contrôle complémentaire de la qualité du service postal international de bout en bout;
- missions des consultants «Qualité de service» sur le terrain;
- contrôle permanent de l'efficacité du réseau postal mondial;
- mise à jour permanente d'une base de données concernant les résultats de contrôle de la qualité à l'échelle mondiale;
- création d'un centre d'information et d'assistance sur l'acheminement international,

approuve

le plafond des crédits nécessaires pour l'exécution du plan ci-dessus, arrêté à 3 688 000 CHF pour la période 1995–1999,

charge

le Conseil exécutif, en collaboration avec le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international, de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à des résultats significatifs dans les différents domaines couverts par le programme «Qualité de service» et de présenter un rapport sur son exécution au prochain Congrès,

exhorte

- a) les Pays-membres de l'Union:
 - à tout mettre en œuvre pour améliorer la qualité des prestations postales offertes, notamment par l'application des normes de qualité déjà établies ou à établir;
 - à coopérer pleinement à tout projet destiné à stimuler leurs initiatives et à tirer le plus grand profit de la réalisation des actions entreprises;
- b) les Pays-membres et les Unions restreintes à apporter un appui actif aux opérations engagées dans le cadre du programme «Qualité de service».

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 64.

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

038

Résolution

Création d'une «Commission des intérêts des clients» au XXIIe Congrès postal universel (1994)

Le Congrès,

considérant

que la création d'une Commission appelée «Commission des intérêts des clients» au XXIIe Congrès postal universel semble être un facteur clé pour améliorer les services offerts aux clients de la poste et prendre en compte d'une manière plus efficace leurs droits et avantages sur lesquels repose la pérennité des activités des Administrations postales dans le monde entier,

convaincu

que cette Commission agira comme intermédiaire pour les décisions, recommandations et amendements formulés et adoptés par d'autres Commissions spécialisées,

décide

que les décisions prises par les Commissions spécialisées dans les domaines cités ci-après devront être présentées aussitôt à la Commission des intérêts des clients avant d'être soumises au Congrès pour adoption:

- taux et tarifs postaux;
- marketing;
- connaissance du marché;
- droits des clients (aussi bien ceux de l'expéditeur que ceux du destinataire);
- indemnités;
- qualité des services (contrôle de la qualité, bureaux de contact avec la clientèle, etc.);
- services nouveaux et supplémentaires;
- développement du service.

Motifs. – L'Union postale universelle et les Administrations postales de presque tous les Pays-membres sont confrontées à une situation et à un environnement nouveaux que leur imposent les concurrents. Aujourd'hui, on ne saurait considérer la poste comme étant simplement un service public limité. Bien au contraire, c'est le client qui détermine la nature du service, car il est roi sur le marché et en constitue le facteur déterminant. Par conséquent, il est vital pour les Administrations postales de s'ouvrir à un nouvel environnement dans lequel les exigences du client sont reconnues comme étant le fondement des questions économiques et commerciales. La création d'une Commission des intérêts des clients ainsi que d'autres Commissions spécialisées garantira que toute question concernant directement ou indirectement les clients (expéditeurs et destinataires) sera examinée par cette Commission avant d'être adoptée par le Congrès, qui est l'organe suprême de l'Union postale universelle.

Appuis. – Turquie.

CONSEIL EXÉCUTIF

039

Résolution

Etude permanente des frais terminaux

Le Congrès,

ayant pris connaissance des travaux effectués par le Conseil exécutif,

considérant

que les problèmes posés par la rémunération des services rendus par les pays destinataires font partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant

que les rapports financiers entre pays expéditeurs et pays destinataires doivent être fondés sur des critères économiques tenant compte non seulement des coûts et des services rendus, mais aussi de l'environnement dans lequel se situent les postes, en particulier vis-à-vis de la concurrence,

notant

que certaines Administrations ont pour cette raison introduit dans leurs relations réciproques un système de frais terminaux autre que celui prévu par la Convention et que ces Administrations, auxquelles se sont jointes d'autres Administrations faisant l'objet de pressions d'ordre commercial et réglementaire analogues, s'emploient à améliorer ce système afin qu'il reflète les coûts spécifiques à chaque pays de destination,

constatant

que ces systèmes, fondés sur le principe d'un calcul des frais terminaux comprenant deux éléments (un taux par kg et un taux par objet), permettent, en prenant en compte les coûts de distribution liés au nombre d'objets, à la fois aux pays de destination d'assurer une meilleure couverture de leurs coûts et aux pays expéditeurs d'assumer uniquement les coûts associés aux envois

qu'ils expédient, et que, par ailleurs, le principe sous-tendant ces systèmes a été affiné de façon à permettre l'établissement de taux encore plus proches des coûts en fonction des différents formats, lettres, grandes enveloppes et envois volumineux,

notant

que le travail du Conseil exécutif a compris des études préliminaires qui visaient à lier les coûts de distribution et la compensation des frais terminaux aux formats du courrier,

considérant

qu'il est de la plus haute importance d'adopter des dispositions visant à développer l'affectation de toutes les recettes issues des frais terminaux à la rémunération du traitement du courrier dans le pays d'arrivée et au remboursement, en particulier, des coûts imputables à la mise en œuvre de programmes de remplacement et d'amélioration des infrastructures postales, et d'utiliser ces mêmes recettes pour organiser et perfectionner les services postaux du régime international, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union,

considérant en outre

que les systèmes de frais terminaux adoptés par l'Union doivent protéger l'intégrité du réseau postal international tout entier, en préservant les intérêts financiers et économiques des pays en développement ainsi que des pays développés, soucieux de conserver leur part du marché postal intérieur dans un environnement commercial et concurrentiel,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale pour ce qui les concerne respectivement:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer aux Administrations de destination une rémunération équitable pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger, en tenant compte des éléments exposés dans les considérants ci-dessus;
- de continuer d'étudier la possibilité d'établir un lien spécifique entre les coûts et les formats de courrier et de déterminer comment ce lien peut être pris en compte dans la rémunération des frais terminaux, compte tenu des systèmes opérationnels des pays en développement;
- d'examiner le fonctionnement du processus comptable applicable au courrier en nombre et de recommander les modifications à y apporter entre les Congrès;
- de voir si le système comptable applicable au courrier en nombre continue d'être approprié, de manière à parer à l'exploitation abusive du système des frais terminaux;
- de suivre le fonctionnement des systèmes statistiques et comptables servant au calcul et à la facturation des frais terminaux et de décider des modifications à apporter entre les Congrès pour en améliorer les règles;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès, ses recommandations concernant les ajustements à faire au système de frais terminaux ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

BRÉSIL

040

Amendement à la proposition 018

Résolution

Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux

Le Congrès,

tenant compte

du fait que l'on assiste dans un nombre de plus en plus grand de pays à une séparation entre le pouvoir exercé par le gouvernement sur les services postaux et la gestion proprement commerciale et opérationnelle de ces services, le premier organe prenant souvent le nom de «régulateur» et le second celui d'«opérateur public»,

considérant

le cas où un Pays-membre déciderait de désigner plusieurs entités, publiques ou privées, pour jouer le rôle d'opérateur et s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements,

recommande

afin que le Bureau international puisse faire état des changements intervenus dans le statut juridique et l'organisation des membres de l'Union:

- 1° aux Pays-membres qui font la séparation entre les activités gouvernementales et réglementaires, d'une part, et les activités commerciales et opérationnelles, d'autre part, d'aviser le Bureau international, dans les six mois suivant la signature des Actes de l'Union, du nom et de l'adresse de l'organe public chargé de la supervision des affaires postales et d'indiquer également le nom et l'adresse de la ou des entités désignées pour remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements;
- 2° aux Pays-membres de communiquer tout changement éventuel concernant ces renseignements au Bureau international, au moins trois mois avant le jour où ces changements prennent effet,

décide

que, dans le cas où un gouvernement désignerait officiellement plus d'une entité pour leur confier la responsabilité de s'acquitter de ses obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, conformément à la législation nationale et à la politique gouvernementale du pays, chacune de ces entités peut être représentée aux réunions des organes de l'Union traitant des services dont elle est responsable,

déclare officiellement que:

- 1° le terme «Administration postale» figurant dans les Actes de l'Union doit être défini par chaque Pays-membre dans le cadre de la législation nationale;
- 2° les mentions d'ordre formel et institutionnel contenues dans la Constitution ou le Règlement général et visant les Administrations postales s'appliqueront aux opérateurs du service public et aux autorités gouvernementales, en fonction des législations nationales de chaque pays.

Motifs. –

1. L'UPU est une organisation intergouvernementale dont les Actes sont signés par les plénipotentiaires des gouvernements des Pays-membres et soumis à des procédures de ratification au niveau national.
2. Il appartient à chaque gouvernement de désigner la ou les entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements.
3. La définition du terme «Administration postale» doit avoir lieu au niveau national et il ne semble pas convenable que le Congrès intervienne dans cette question, étant donné les différentes structures organisationnelles adoptées par les Pays-membres.

**ALLEMAGNE, BULGARIE (RÉP.), FINLANDE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE, HONGRIE (RÉP.), NORVÈGE,
POLOGNE (RÉP.), PORTUGAL, ROUMANIE, SUÈDE,
TCHÈQUE (RÉP.)**

041/Rev 2

Amendement à la proposition 08

Résolution

Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union

Le Congrès,

vu

la résolution C 4 (Washington 1989) concernant le Comité de coordination des travaux des organes permanents de l'Union,

tenant compte

des travaux que le Comité de coordination a accomplis depuis le dernier Congrès,

/.../

reconnaissant

- a) que le Comité est un mécanisme de coordination au sein de l'Union, qui se compose du Président du Conseil exécutif, du Président du Conseil consultatif des études postales et du Secrétaire général;
- b) que le Comité est convoqué par le Président du Conseil exécutif et qu'il doit se réunir normalement à l'occasion des sessions annuelles des deux Conseils et en cas de besoin,

tenant compte

du fait que le Conseil exécutif a recommandé l'introduction d'un système de planification stratégique qui améliorera la coordination et la planification des activités de l'Union,

estimant

qu'il est nécessaire d'examiner le statut /.../, la fonction et la méthode de travail du Comité, en tenant compte du nouveau processus de planification stratégique,

décide

- 1° de déterminer la fonction du Comité de coordination des organes permanents de l'Union comme suit:
 - contribuer à la coordination des travaux des organes permanents de l'Union;
 - se réunir, en cas de besoin, pour discuter de questions importantes relatives à l'Union et au service postal international;
 - fournir aux organes de l'Union une évaluation concernant ces questions et les incidences sur leurs travaux;
 - assurer la bonne mise en œuvre du processus de planification stratégique, de façon que toutes les décisions concernant les activités de l'Union soient prises par les organes appropriés, conformément à leurs responsabilités telles qu'elles sont stipulées dans les Actes;
- 2° de charger le Conseil d'Administration d'examiner plus avant, en collaboration avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, dans le cadre de la future étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union (proposition 022), aussi bien le rôle et les fonctions du Comité de coordination que ses rapports avec le processus de planification stratégique.

Motifs. – La Grande-Bretagne appuie entièrement le principe de base de la proposition 08, lequel est de préciser que le Comité de coordination a un rôle de coordination, mais pas de pouvoir de décision formel, dès lors que la prise de décisions concernant les activités de l'Union entre les Congrès est la prérogative des deux Conseils.

Toutefois, il serait utile de mentionner également le rôle important qu'aura le processus de planification stratégique décrit dans la proposition 020. Ce processus a été conçu précisément dans le but d'aborder la question de l'amélioration de la coordination, qui a été à l'origine de la mise en place du Comité de coordination.

Les structures présentées dans la proposition 020 comprennent un Intergroupe de planification stratégique qui réunit les deux Groupes de travail chargés de la planification stratégique et le Bureau international. Cet Intergroupe discutera de nombreuses questions de coordination qui précédemment étaient traitées par le Comité de coordination.

Une fois que le nouveau processus de planification stratégique aura prouvé son efficacité pendant une ou deux années, il serait utile de procéder à l'examen des rôles et des fonctions du Comité de coordination ainsi que de ses rapports avec le processus de planification stratégique, afin de permettre à l'Union de mener ses travaux de la manière la plus efficace.

GRANDE-BRETAGNE

042

Amendement à la proposition 06

Résolution

Institutionnalisation d'une réunion à haut niveau entre les Congrès

Le Congrès,

vu

les résultats de la réunion extraordinaire à haut niveau tenue en 1992,

conscient

de la nécessité de faire face à la rapide évolution de l'environnement postal, de suivre l'application des stratégies postales adoptées au précédent Congrès et de réfléchir sur l'orientation à prendre pour rendre les services postaux internationaux performants,

/.../

invite

le Conseil d'administration à réfléchir, de concert avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, sur l'utilité de tenir une réunion à haut niveau dans la troisième année suivant le Congrès, à laquelle assisteraient les responsables postaux de haut niveau /.../.

Motifs. – La Grande-Bretagne est d'accord avec la Corée (Rép.) sur le fait que, dans un environnement postal qui évolue rapidement, on ne devrait pas être obligé d'attendre cinq ans jusqu'au prochain Congrès avant de pouvoir discuter, en cas de besoin, des grandes questions à caractère stratégique.

Cependant, pour ne pas limiter la liberté d'action des organes permanents de l'UPU, il serait peut-être préférable de laisser au Conseil d'administration le soin de décider, après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Bureau international, de l'opportunité, des dates et de la nature d'une telle réunion.

**BULGARIE (RÉP.), DANEMARK, ESPAGNE,
FINLANDE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
HONGRIE (RÉP.), IRLANDE, NORVÈGE,
PAYS-BAS, POLOGNE (RÉP.), PORTUGAL,
ROUMANIE, SUÈDE, TCHÈQUE (RÉP.)**

043/Rev 1

Amendement au projet de résolution 022

Résolution

Poursuite de l'étude concernant l'amélioration de la gestion du travail de l'Union après le Congrès de Séoul

Le Congrès,

vu
le rapport soumis par le Conseil exécutif au sujet de la gestion du travail de l'Union (Congrès – Doc 70),

notant
les améliorations introduites par le Conseil exécutif dans le cadre de ses compétences,

reconnaissant
les évolutions fondamentales que connaît actuellement le secteur postal international, telles que le développement de la concurrence, la libéralisation des échanges de services, et la nécessité croissante de prendre en considération les intérêts de l'ensemble des participants à l'activité postale,

considérant
que le Congrès a approuvé des propositions de changements substantiels de l'organisation, des responsabilités et du mode de fonctionnement des organes de l'Union,

considérant aussi
que le Congrès a approuvé des propositions de tendant à simplifier les Actes de l'Union (Congrès – Doc 60),

convaincu
de la nécessité de poursuivre ce processus de revision,

charge

le Conseil d'administration, en concertation avec le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international:

- 1° de continuer à rechercher prioritairement des possibilités d'améliorer tous les aspects de la structure et de la gestion du travail de l'Union;
- 2° de poursuivre l'étude de l'Union et de ses activités en ce qui concerne particulièrement:
 - a) la mission de l'Union, qui devrait faire l'objet d'un examen approfondi;
 - b) le système de financement des différents types d'activité de l'Union;
 - c) le fonctionnement des Conseils, en vue d'accroître leur efficacité;
 - d) le /.../ statut des membres, et notamment le possibilité d'une participation de représentants des parties concernées par l'activité postale internationale à certains travaux de l'Union;
 - e) la mise en œuvre de systèmes de planification stratégique et de budgétisation par programme;
 - f) la structure organique du Bureau international;
 - g) la poursuite de la refonte des Actes;

- 3° de formuler des propositions de réforme fondées sur les résultats des travaux décrits ci-dessus:
- a) à appliquer dès que possible et avant le prochain Congrès, le cas échéant;
 - b) à soumettre au prochain Congrès pour approbation;
- 4° de faire en sorte que tous les membres de l'UPU qui le souhaitent aient la possibilité de participer effectivement aux travaux décrits ci-dessus.

Motifs. – L'important travail de réflexion sur l'avenir de l'UPU conduit par le Conseil exécutif depuis le Congrès de Washington doit impérativement être poursuivi et approfondi postérieurement au Congrès de Séoul, afin de parvenir à une adaptation complète de l'Union aux nouvelles caractéristiques de l'activité postale internationale.

A cette fin, il paraît nécessaire d'accorder une importance particulière:

- à la définition des missions de l'Union;
- au statut des membres et aux conditions dans lesquelles d'autres acteurs (transporteurs privés, prestataires de services liés à l'activité postale, industriels, utilisateurs et consommateurs, salariés, organes de normalisation, douanes, etc.) pourraient être plus étroitement associés aux travaux de l'Union afin que celle-ci devienne un lieu d'expression et de débat pour l'ensemble des parties prenantes à l'activité postale;
- au financement des services dans des conditions conformes aux règles internationales applicables en la matière (GATS, Traité de Rome), sans déstabiliser le travail de l'Union ni mettre en péril sa stabilité budgétaire.

AUSTRALIE

044

Amendement à la proposition 018

Résolution

Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux

Le Congrès,

tenant compte

du fait que l'on assiste dans un nombre de plus en plus grand de pays à une séparation entre le pouvoir exercé par le gouvernement sur les services postaux et la gestion proprement commerciale et opérationnelle de ces services, le premier organe prenant souvent le nom de «régulateur» et le second celui d'«opérateur public»,

considérant

le cas où un Pays-membre déciderait de désigner plusieurs entités, publiques ou privées, pour jouer le rôle d'opérateur et s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements,

recommande

afin que le Bureau international puisse faire état des changements intervenus dans le statut juridique et l'organisation des membres de l'Union:

- 1° aux Pays-membres qui font la séparation entre les activités gouvernementales et réglementaires, d'une part, et les activités commerciales et opérationnelles, d'autre part, d'aviser le Bureau international, dans les six mois suivant la signature des Actes de l'Union, du nom et de l'adresse de l'organe public chargé de la supervision des affaires postales et d'indiquer également le nom et l'adresse de la ou des entités désignées pour remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements;
- 2° aux Pays-membres de communiquer tout changement éventuel concernant ces renseignements au Bureau international, au moins trois mois avant le jour où ces changements prennent effet,

décide

que, dans le cas où un gouvernement désignerait officiellement plus d'une entité pour leur octroyer les droits et la responsabilité de s'acquitter de ses obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, conformément à la législation nationale et à la politique gouvernementale du pays, chacune de ces entités peut être représentée aux réunions des organes de l'Union traitant des services dont elle est responsable,

déclare officiellement que:

- 1° le terme «Administration postale» figurant dans les Actes de l'Union doit être considéré comme s'appliquant à l'entité ou aux entités exerçant les droits et chargées de s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, sans préjudice ou limitation de l'autorité de l'organe gouvernemental responsable de superviser ladite ou lesdites entités;
- 2° les différents rôles et responsabilités de chacun des organes élus de l'Union, tels qu'ils sont énoncés dans les articles 102 et 104 du Règlement général, ne devraient pas être considérés comme excluant la participation de fonctionnaires de l'Administration postale ou de l'organe gouvernemental responsable de superviser celle-ci à l'un ou à l'autre de ces organes ou aux deux en même temps, au cas où il serait convenu au niveau national qu'une telle participation est nécessaire ou souhaitable;
- 3° dans les deux Conseils, la compétence serait reconnue aux responsables des Administrations postales, d'une part, et aux responsables représentant les autorités gouvernementales, d'autre part, de prendre des décisions sur les questions relevant de leurs compétences respectives; la compétence serait également reconnue aux autorités gouvernementales de veiller au respect des politiques qu'elles ont établies;
- 4° indépendamment de la formulation utilisée, les stipulations d'ordre formel et institutionnel contenues dans la Constitution ou le Règlement général et visant les Administrations postales s'appliqueront également aux autorités gouvernementales, en fonction des législations nationales de chaque pays.

Motifs. – Les Actes de l'UPU confèrent aux Pays-membres des droits aussi bien que des obligations et, sous réserve de l'application de la législation et des politiques nationales, l'exercice de ces droits et l'acquittement de ces obligations peuvent être confiés à différentes entités au sein d'un Pays-membre. Le présent amendement permettra aux Pays-membres de désigner ces entités en fonction de leurs responsabilités spécifiques.

Note. – Le présent amendement sera nul et non avenu si l'amendement 040 à la proposition 018 est adopté par la Commission.

GRANDE-BRETAGNE

045

Amendement à la proposition 033

Résolution

Création d'un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU

Le Congrès,

notant

que, sous l'égide de l'UPU, grâce au financement du PNUD et avec la collaboration des Unions restreintes, des écoles multinationales ont été créées dans la plupart des régions pour contribuer aux efforts de formation des cadres entrepris par les Administrations postales des pays en développement,

conscient

de la nécessité de disposer d'un personnel postal de haut niveau capable de faire face à l'évolution de l'environnement dans lequel la poste opère,

tenant compte

de l'intérêt d'harmoniser les systèmes de fonctionnement et de travail des services postaux en vue d'avoir une vision commune des nouveaux métiers de la poste pour atteindre une qualité de service international appropriée,

persuadé

de la nécessité de renforcer l'esprit de solidarité au sein de l'UPU, d'enseigner les nouvelles méthodes de gestion et de rendre les professionnels de la poste aptes à faire connaître les nobles buts de l'UPU,

charge

le Conseil d'exploitation postale d'étudier, conjointement avec le Bureau international, la possibilité de créer un institut des hautes études postales sous l'égide de l'UPU, en tenant compte des structures et du potentiel des écoles de gestion postale existantes et des écoles de gestion en général qui se trouvent dans le monde. L'étude de la question devrait comprendre une évaluation détaillée des conséquences financières de toute proposition à cet égard.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Compte tenu de la nécessité de former des cadres postaux de haut niveau afin de leur inculquer l'esprit de solidarité au sein de l'UPU et d'enseigner les techniques modernes de gestion, il est nécessaire d'instaurer un système centralisé de perfectionnement, sous l'égide de l'UPU, à l'intention de toutes les Administrations postales, et en particulier de celles des pays en développement.

**AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), COLOMBIE, COSTA-RICA,
ÉTHIOPIE, FINLANDE, GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE,
GUYANE, KENYA, LESOTHO, MEXIQUE, NOUVELLE-
ZÉLANDE, PAYS-BAS, PÉROU, SAINT-CHRISTOPHE-ET-
NEVIS, SAINTE-LUCIE, TANZANIE (RÉP. UNIE), URUGUAY,
ZAMBIE, ZIMBABWE**

Amendement à la proposition 027

Résolution

Politique et stratégie en matière de sécurité postale

Le Congrès,

rappelant

la résolution C 12/1989 du Congrès de Washington, appelant à prendre des mesures en vue de renforcer la sécurité et l'intégrité des dépêches internationales,

considérant

- la nécessité de sauvegarder la qualité des services postaux;
- que, pour rester compétitives sur les marchés postaux mondiaux, les postes doivent inclure la garantie de la sécurité dans l'exercice de leurs activités postales;
- la vulnérabilité du système postal international face aux délits commis par l'intermédiaire ou aux dépens de la poste (vols, fraudes, trafic de drogues, pornographie);
- la technicité des connaissances et des compétences requises pour empêcher que soient commis des actes délictueux aux dépens de la poste et les ressources limitées mises à disposition pour faire obstacle à ces délits,

conscient

- de l'importance sociale et commerciale que revêt le maintien de la confiance du public dans la sécurité des envois postaux;
- de ce que les problèmes de sécurité postale sont si importants et si complexes, aussi bien aux niveaux des politiques de gestion que des activités opérationnelles, que la sécurité devrait être considérée comme un domaine d'activité à part entière,

tenant compte

- des résultats des deux colloques sur la sécurité postale organisés en avril 1990 et en mai 1991 et de la création du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP);
- des succès obtenus grâce aux nombreuses décisions et recommandations prises en matière de sécurité par le CE et le CCEP, à la suite des travaux du GASP, dont il est fait une description détaillée dans le Congrès – Doc 23, dans les domaines suivants:
 - qualité de service;
 - établissement de normes et de politiques en matière de sécurité;
 - constitution de réseaux de sécurité postale;
 - amélioration des mesures de sécurité aérienne;
 - organisation et promotion d'actions de formation et d'assistance technique;
 - protection et génération accrues de revenus;
 - amélioration des contacts avec les Unions restreintes, les organisations internationales et les autres organisations concernées en matière de sécurité,

notant

- que le Conseil exécutif a entériné l'étude sur la restructuration de l'Union, dont une des recommandations appelle en faveur de l'établissement d'une Commission consacrée aux questions de sécurité;
- que les activités relatives à la sécurité ont été incorporées dans la planification stratégique de l'UPU pour l'avenir;
- que les questions de sécurité ont été incluses dans le programme d'études futur de l'UPU,

invite instamment

les Administrations postales:

- à adopter une stratégie en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître leurs avantages concurrentiels sur le marché et d'améliorer leur image auprès du public;
- à organiser des cours de formation régionaux en matière de sécurité et à constituer des réseaux afin de donner aux messages concernant la sécurité une plus grande audience;
- à utiliser les instruments mis à disposition et préparés par le Bureau international de l'UPU (manuels, guides d'utilisation, répertoires, classeurs et recueils opérationnels, etc.) afin d'accroître la sécurité de la poste,

tenant compte

du fait que les questions relatives à la sécurité postale englobent et couvrent tous les aspects, réglementaires et opérationnels, des activités postales et que leur étude et leur suivi devraient jouir de l'attention tant du Conseil d'administration que du Conseil d'exploitation postale, chacun agissant dans son domaine de compétence, et

notant

les progrès considérables déjà accomplis par le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale, pour ce qui touche à la sensibilisation et à l'importance de la sécurité au sein de l'Union,

conscient

de la nécessité urgente de prendre des mesures en faveur de la sécurité postale,

décide

de réinstituer au sein de l'UPU le Groupe d'action pour la sécurité postale, qui rendrait compte directement aux réunions plénières du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale,

charge

le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international, chacun dans son domaine de compétence, de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises en matière de sécurité postale, en prévoyant les ressources humaines et financières suffisantes pour assurer la mise en œuvre des activités en la matière.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 23.

Prise en compte du projet de résolution 20. 0.15.

COMMISSION 9 (COOPÉRATION TECHNIQUE)

047

Résolution

L'octroi de priorité à la coopération technique

Le Congrès,

informé

de la restructuration de l'Union et de la rationalisation de ses organes,

ayant pris note

de la portée des changements que cette restructuration apportera dans les fonctions des divers organes de l'Union,

conscient

de ce que le Bureau international de l'UPU continuera de jouer un rôle primordial dans l'aménagement des changements décidés et le soutien de tous les organes de l'Union,

notant

que la coopération technique est l'une des missions importantes de l'UPU, comme la Constitution le fait apparaître,

appelle

à faire passer au premier rang de ses priorités la coopération technique, compte tenu du grand nombre de Pays-membres de l'UPU qui ont un statut de pays en développement,

appelle

- le Conseil d'administration,
- le Conseil d'exploitation postale,
- le Directeur général du Bureau international

à accorder à la coopération technique la priorité qu'elle mérite et à faire en sorte que la Division de la coopération pour le développement conserve, et même, si nécessaire, rehausse son importance, dans le sillage de la restructuration en cours au sein de l'UPU.

Motifs. – Il y a 172 Pays-membres rangés dans la catégorie des pays en développement; bon nombre d'entre eux ont besoin d'une assistance technique (Congrès – Doc 90/Corr 1).

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), AUSTRALIE,
GRANDE-BRETAGNE

048

Amendement à la proposition 019

Résolution

Plan stratégique, plan opérationnel et plan financier de l'UPU

Le Congrès,

suivant

la décision du Conseil exécutif d'introduire un système de planification stratégique et de budgétisation par programme, dans le cadre des améliorations de caractère général à apporter à la gestion du travail de l'Union, en application de la résolution du Congrès de Washington C 8/1989,

reconnaissant

la nécessité, exprimée dans ladite décision, d'établir un système complet et parfaitement coordonné de planification de toutes les activités et dépenses de l'Union et de mettre une plus grande transparence dans les prises de décisions de tous les organes de l'Union concernant la gestion et les finances,

conscient

de la nécessité d'assurer une compatibilité et une cohérence parfaites entre la Stratégie postale de Séoul et le Plan stratégique de l'UPU,

adopte, en principe

- le Plan stratégique de l'UPU pour 1995–1999 comme le document contenant le programme des activités destiné à permettre aux organes de l'Union d'atteindre ses objectifs;
- le Plan opérationnel de l'UPU pour 1995–1999, avec les incidences financières reprises dans le plan financier, comme le document faisant état de toutes les activités de l'UPU et de ses organes, ainsi que des coûts et des ressources nécessaires à l'exécution de ces activités,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, en collaboration avec le Bureau international:

- a) de mettre en œuvre le Plan stratégique et le Plan opérationnel de la manière qu'ils jugeront la plus appropriée, en incorporant dans cette mise en œuvre des mesures des résultats pertinents;
- b) de prendre en compte la nécessité d'établir des procédures souples, adaptées aux nouvelles structures des deux Conseils;
- c) de modifier et d'actualiser le plan opérationnel et le plan financier chaque année, au vu de l'évolution des circonstances, tout en:
 - reconnaissant les objectifs mentionnés dans la Stratégie postale de Séoul;
 - tenant compte de l'orientation stratégique globale et des priorités indiquées par le Congrès dans le Plan stratégique;
 - tenant compte des résultats, à mesure qu'ils apparaissent, de la poursuite de l'étude sur l'amélioration de la gestion du travail de l'Union;
 - réaffectant les ressources, si nécessaire;
 - respectant les plafonds budgétaires fixés par le Congrès;

- d) de prendre connaissance de l'analyse et des chiffres financiers, de la classification des activités et de l'affectation des ressources contenus dans les Doc 74/Annexe 2 et Add 1, en admettant qu'ils ne sont donnés qu'à titre indicatif et d'illustration et ne limitent pas le pouvoir du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale de réaffecter au besoin les fonds et les ressources;
- e) d'approuver chaque année l'affectation de toutes les ressources financières supplémentaires venant s'ajouter éventuellement au budget ordinaire et pouvant être mises à la disposition de l'Union;
- f) de veiller à ce que toutes les activités et les dépenses de l'Union et de ses organes, y compris l'actualisation des plans, soient effectuées dans le respect des procédures établies par la résolution C XX/Séoul 1994 «Fonctions et responsabilités en matière de planification stratégique et de budgétisation par programme».

Motifs. – Ce texte révisé a été rédigé par le Noyau de gestion du projet du Groupe de travail du Conseil exécutif GT 3/3, s'occupant de l'amélioration de la gestion du travail de l'Union.

L'objet de cette révision est d'incorporer en une seule résolution toutes les décisions clés que le Congrès doit prendre en relation avec le Plan stratégique reproduit dans le Congrès – Doc 74, et dans ses annexes et additifs.

Il prend aussi en compte le fait que l'analyse et les chiffres financiers, la classification des activités et l'affectation des ressources contenus dans les Doc 74/Annexe 2 et Add 1 ne sont que des estimations préliminaires, qui n'ont pas encore été examinées par aucun des organes de l'Union. Il est certain que ces chiffres fournissent une base préliminaire très utile pour une analyse ultérieure qui devra être conduite dans les prochains mois par le CA, le CEP et le Bureau international, de façon que les deux Conseils pourront prendre des décisions sur ces questions en 1995. Toutefois, pour le moment, ils ne devraient être pris que comme des informations données à titre indicatif et d'illustration.

I

Constitution de l'Union postale universelle

Note. – Les propositions sont présentées sur la base de la Constitution de Vienne 1964 modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984 et de Washington 1989.

CONSTITUTION

Article 6

Langue officielle de l'Union

IRLANDE

10. 6.1

Ajouter le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Lorsque le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales se voient assigner des fonctions de caractère technique, scientifique ou commercial, une langue autre que la langue officielle est utilisée si cela est susceptible de rendre le fonctionnement de l'Union plus efficace et plus rentable.

Motifs. –

1. Cette proposition est destinée à rendre le texte des Actes plus conforme aux procédures et pratiques actuelles des deux Conseils, où l'on peut voir un Président de Commission décider de présider une séance en utilisant une langue autre que le français. D'autre part, il conviendrait que davantage de pays reconnaissent le fait que certains questionnaires et certains rapports sont rédigés et même mis définitivement au point par les pays rapporteurs, en concertation avec le personnel du Bureau international ou des spécialistes engagés par l'Union, dans une langue autre que la langue officielle.
2. Pour certains sujets d'étude, il existe souvent une mine d'ouvrages et de matériels de référence beaucoup plus importante dans une langue autre que la langue officielle. En pareils cas, l'emploi de la langue appropriée réduirait le risque de passer à côté de faits importants constatés dans le domaine concerné.
3. Cette modification facilitera la mise en œuvre du plan stratégique du Conseil exécutif pour 1995–1999, en particulier en ce qui concerne les objectifs des programmes relatifs à l'amélioration des méthodes internes de fonctionnement de l'Union. Elle permettra notamment de réduire considérablement le temps consacré à la conduite d'une étude puisque le Bureau international pourra diffuser immédiatement les questionnaires et les documents (qui sont parfois très longs et complexes) dans la langue dans laquelle ils ont été rédigés à l'origine par leurs auteurs. Les traductions des documents dans les autres langues officielles de l'Union (comme prescrites à l'article 107 du Règlement général) suivront dans les meilleurs délais.

Cette proposition ne porterait atteinte en aucune manière au pouvoir des deux Conseils de continuer d'offrir des services d'interprétation simultanée aux Pays-membres et d'inclure cette facilité dans leur Règlement intérieur. Ces Règlements intérieurs pourraient, par exemple, être modifiés par une simple clause stipulant qu'avant le commencement de la conduite d'une étude particulière ou de la gestion d'un projet le Président de la Commission demande aux Pays-membres quelle langue ils souhaitent adopter pour la conduite de cette tâche particulière, conformément à l'article 6, paragraphe 1bis, de la Constitution.

Voir aussi proposition 15. 107.3.

Article 8

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 8.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 13

Organes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 13.1/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

Motifs. – Au terme de son étude sur la gestion du travail de l'Union, le Conseil exécutif a considéré que les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale» reflétaient mieux les nouvelles attributions de ces deux organes.

Voir Congrès – Doc 70.

Propositions de conséquence: 10. 8.1, 10. 17.1, 10. 20.1, 10. 22.1, 10. 25.1, 15. 101.1, 15. 102.3, 15. 103.1, 15. 104.1, 15. 105.1, 15. 108.1, 15. 109.1, 15. 113.1, 15. 116.1, 15. 118.1, 15. 120.1, 15. 121.1, 15. 122.1, 15. 124.3, 15. 125.1, 19. 4.1, 19. 6.1, 19. 7.1, 19. 15.1, 19. 21.1, 19. 23.1, 19. 25.1, 20. 10.1, 20. 24.1, 20. 57.1, 25. RE 4128.2, 25. RE 5801.1, 30. 41.1, 35. RE 4201.1, 40. 13.1, 45. RE 1303.1, 50. 17.1, 55. RE 1702.1, 60. 9.1, 65. RE 903.1.

Article 17

Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 17.1

Le modifier comme suit:

Article 17

Conseil d'administration

1. Entre deux Congrès, le Conseil d'administration (CA) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union.
2. Les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Article 17

Conseil exécutif

ESPAGNE

10. 17.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Entre deux Congrès, le Conseil d'administration assure la continuité des travaux de l'Union, notamment au moyen d'une planification stratégique et d'un contrôle budgétaire, conformément aux dispositions des Actes de l'Union.

Motifs. – D'après notre expérience des organisations intergouvernementales, la planification stratégique et le contrôle du budget, qui sont des outils d'élaboration des politiques, sont les principales tâches qui relèvent des Administrations. Aussi estimons-nous que cet aspect mérite d'être pris en compte dans la Constitution de l'UPU et qu'il est nécessaire de spécifier que cette responsabilité incombe à l'organe chargé d'assurer la continuité des travaux de l'Union.

Article 18

Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 18.1

Le modifier comme suit:

Article 18

Conseil d'exploitation postale

Le Conseil d'exploitation postale (CEP) est chargé /.../ des questions d'exploitation, commerciales, techniques /.../ et économiques intéressant le service postal.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Les questions d'exploitation et surtout commerciales occuperont une place importante dans le nouveau Conseil d'exploitation postale, qu'il convient de mettre en évidence dans la définition de cet organe.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 20

Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF**10. 20.1**

Le modifier comme suit:

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil d'administration, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations postales.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 20

Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF**10. 20.2**

Le modifier comme suit:

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil exécutif, sert d'organe d'exécution, d'appui, de liaison, d'information et de consultation /.../.

Motifs. – Préciser que le Bureau international est aussi chargé d'exécuter toutes les tâches qui lui sont confiées ainsi que d'assumer les activités d'appui nécessaires.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 20

Bureau international

FRANCE

10. 20.3

Le modifier comme suit:

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil exécutif, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Pays-membres.

Motifs. – Selon les projets préparés par le Conseil exécutif, l'Administration postale serait définie par l'article 104 du Règlement général comme l'entité chargée d'exploiter les services postaux. Si cette proposition est adoptée, l'article 20 ne devra pas limiter aux seuls opérateurs l'accès aux services du Bureau international pour les pays pratiquant la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation.

Cette modification doit être également prévue dans l'article 113, paragraphes 1 et 3, du Règlement général (voir proposition 15. 113.2).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 22

Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 22.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'administration, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (proposition 10. 22.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 22

Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 22.2

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

Motifs. – Au terme de son étude sur la gestion du travail de l'Union, le Conseil exécutif a considéré que la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution devait être transférée au Conseil d'exploitation postale.

Voir Congrès – Doc 70.

Propositions de conséquence: 10. 25.2, 15. 102.4, 15. 104.2, 15. 109.2, 15. 120.2, 15. 121.2, 15. 122.2, 19. 15.2, 20. 24.2, 20. 57.2, 25. RE 5801.2, 30. 41.2, 35. RE 4201.2, 40. 13.2, 45. RE 1303.2, 50. 17.2, 55. RE 1702.2, 60. 9.2, 65. RE 903.2.

Article 25

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 25.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'administration.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 10. 25.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 25

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

10. 25.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Règlements d'exécution sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 29

Présentation des propositions

FRANCE

10. 29.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels il est partie.

Motifs. – Selon les projets préparés par le Conseil exécutif, l'Administration postale serait définie par l'article 104 du Règlement général comme l'entité chargée d'exploiter les services postaux. Si cette proposition est adoptée, l'article 29 ne doit pas limiter aux seuls opérateurs le droit de présenter des propositions pour les pays pratiquant la séparation des fonctions de réglementation et d'exploitation.

Cette modification doit être également prévue dans les articles 119, paragraphes 1 et 4, 120, paragraphes 1 et 2, et 121, paragraphes 1 et 3, du Règlement général (propositions 15. 119.1, 15. 120.3 et 15. 121.3).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 31

Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), BRÉSIL, CHINE (RÉP. POP.),
JAPON, PAKISTAN, POLOGNE (RÉP.), TUNISIE

10. 31.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Toutefois, les Pays-membres qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des Actes adoptés par le Congrès précédent et n'en ont pas déposé pour les nouveaux Actes à la date d'entrée en vigueur de ceux-ci peuvent appliquer les dispositions des nouveaux Actes pendant une période de deux ans, à partir de la date de leur entrée en vigueur.

Motifs. –

1. L'environnement postal évolue rapidement et il est impératif que nous perfectionnions les services postaux et répondions aux besoins de la clientèle. Il est par conséquent nécessaire de mettre les Actes en application aussitôt que possible après la date de signature.
2. L'expérience passée a montré que rares sont les pays qui effectuent réellement les démarches nécessaires à la ratification, etc., en raison du manque de concordance des périodes où se réunit l'organe d'approbation du gouvernement tel que le parlement national, etc. Cette situation a peu de chance de changer en ce qui concerne le motif invoqué ci-dessus sous le point 1. Dans le cas des Actes du Congrès de Hamburg, seulement quatre pays avaient déposé les instruments de ratification au moment où les Actes sont entrés en vigueur le 1er janvier 1986. Pour les Actes du Congrès de Washington, seulement sept pays l'avaient fait.
3. C'est un fait que les pays qui ne mènent pas à terme les procédures de ratification, etc., peuvent manquer d'une base juridique pour assurer la fourniture de services postaux internationaux, dans la mesure où, suivant l'usage traditionnel, les anciens Actes sont abrogés lorsque les nouveaux Actes entrent en vigueur. Cette situation met en difficulté certains Pays-membres qui ont besoin d'une base juridique solide pour assurer des services postaux internationaux, et en particulier pour fixer des tarifs.
4. Compte tenu de ce qui précède, il est souhaitable qu'une base juridique soit établie pour permettre aux pays qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas encore ratifié les nouveaux Actes lorsque ceux-ci entrent en vigueur, d'assurer une continuité des services postaux.
5. Même si les dispositions susmentionnées sont incorporées aux Actes de l'UPU, il est attendu des Pays-membres qu'ils ne repoussent pas à plus tard la mise en œuvre des procédures de ratification des nouveaux Actes.

Note du Bureau international. – La présente proposition est parvenue au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès. Elle ne peut être prise en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès (article 119, paragraphe 2, du Règlement général. Voir Congrès – Doc 37 (annexe 3).

Appuis. – Belgique, Corée (Rép.), Yougoslavie.

II

Règlement général de l'Union postale universelle

– Annexe: Règlement intérieur des Congrès

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 101.1

Paragrophes 4 et 6. Les modifier comme suit:

4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 102.1

Ajouter le paragraphe 6.12bis suivant:

6.12bis créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international;

Motifs. – Pour arrêter le montant maximal que peuvent atteindre annuellement les dépenses de l'Union, le Congrès se fonde notamment sur l'effectif du personnel envisagé. Cependant, il ne fixe pas lui-même le nombre maximal des postes de travail autorisés au Bureau international, mais il en arrête seulement le chiffre dont il accepte de tenir compte dans la fixation du plafond des dépenses. Dans la limite de ce plafond, il n'est pas interdit au Conseil exécutif de réaliser des économies dans un autre secteur afin de pouvoir augmenter les dépenses de personnel et, par voie de conséquence, le nombre des postes de travail.

Pour éviter toute incertitude, le Conseil exécutif propose de compléter l'article 102, paragraphe 6, du Règlement général afin que la compétence du Conseil exécutif de créer ou de supprimer des postes y soit bien reflétée.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 102.2

Paragraphe 10. Le compléter comme suit:

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le Conseil exécutif peut accorder le même droit au représentant de chacun des membres de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

Motifs. – Le CE a toujours admis que le droit au remboursement des frais de voyage s'appliquait aussi, sauf décision contraire, aux réunions de ses organes qui ont lieu en dehors des sessions du Conseil. C'est ainsi qu'il a accordé le remboursement pour des réunions du Comité de contact ou des Groupes de travail mixtes IATA/UPU, du Comité de contact CCD/UPU, des Groupes de travail des frais terminaux, des services financiers postaux, etc. Il a en revanche décidé que cette règle ne s'appliquait pas aux réunions du Comité directeur, du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE) et du Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP).

Pour éviter des doutes quant à la portée de l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général et pour confirmer la pratique suivie jusqu'ici, il paraît opportun de prévoir la compétence expresse du Conseil exécutif de désigner les réunions des organes pour lesquelles les frais de voyage sont remboursés.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF**15. 102.3**

Le modifier comme suit:

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration se compose d'un Président et de trente-neuf membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. (Deux premières phrases sans changement.) Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.
3. Les trente-neuf membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. (Le reste sans changement.)
4. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration est désigné par l'Administration postale de son pays. (Le reste sans changement.)
5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. (Le reste sans changement.)
6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:
 - 6.1 (sans changement);
 - 6.2 (Première phrase sans changement.) En cas d'urgente nécessité, le Conseil d'administration peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions;
 - 6.3 à 6.17 (sans changement);
 - 6.18 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international et communiquer le résultat de ces études à l'organe concerné ou aux Administrations postales, selon le cas. Il appartient au Conseil d'administration de décider s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;
 - 6.19 à 6.22 (sans changement);
 - 6.23 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
 - 6.24 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104, paragraphe 9.6;
 - 6.25 à 6.28 (sans changement).
7. Pour nommer les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil d'administration examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, (le reste sans changement).

8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.
9. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.
10. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, (le reste sans changement).
11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.
12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.
13. L'Administration postale du pays où le Conseil d'administration se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil d'administration.
14. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 15. 102.4), la partie de la présente proposition relative au paragraphe 6.2 devient sans objet.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 102.4

Supprimer le paragraphe 6.2.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF**15. 102.5/Rev 1**

Modifier les paragraphes 1, 3, 4, 12 et 14 comme suit et ajouter les paragraphes 9bis et 14bis suivants:

1. Le Conseil exécutif se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

3. Les quarante autres membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. /.../

4. Chaque membre du Conseil exécutif désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.

9bis. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil exécutif forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil exécutif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil consultatif des études postales peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. (Le reste sans changement.)

14bis. Les membres du Conseil exécutif participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil exécutif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des Pays-membres n'appartenant pas au Conseil exécutif s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Ad paragraphe 1: Il est proposé d'ajouter un siège au CE de façon que celui-ci comprenne 40 membres élus et un Président. Cela permettrait d'attribuer un siège supplémentaire au groupe géographique 2, dont le nombre de pays a récemment augmenté.

Ad paragraphe 3: Sous sa forme actuelle, ce paragraphe prive certains Pays-membres du droit de se présenter pour une troisième fois consécutive à l'élection au Conseil exécutif. Etant donné qu'une telle pratique ne semble pas exister dans d'autres organisations internationales du système des Nations Unies, tous les Pays-membres, aussi bien les pays en développement que les pays développés, qui souhaitent contribuer aux activités de l'Union devraient pouvoir se présenter à cette élection indépendamment du nombre de leurs mandatures au sein du CE. Le droit des Pays-membres de prendre une décision et de voter en faveur des pays qu'ils considèrent comme étant les plus appropriés ne sera en rien modifié. Le résultat de l'élection est une chose tout à fait différente.

En outre, dans le cadre de la restructuration de l'Union et pour lui permettre de mieux faire face à l'évolution de l'environnement des services postaux internationaux, une grande partie des fonctions de l'actuel CE doit être transférée au Conseil d'exploitation postale, ce qui se traduira par des changements très importants dans les fonctions des deux Conseils. Ainsi, il ne sera pas nécessaire de maintenir cette restriction uniquement pour le CE (CA). Dans ces conditions, l'Union doit pouvoir profiter de la possibilité de tirer avantage de la volonté ainsi que des ressources dans le domaine du personnel, des finances et de l'expérience des Pays-membres qui souhaitent les mettre à son profit.

Les candidats sont jugés sur la base de leurs contributions aux activités de l'Union. Par conséquent, la possibilité d'être élu en tant que membre du Conseil devrait être offerte d'une manière égale aux pays développés et aux pays en développement. Si des Pays-membres affichant une ferme intention de prendre part activement aux activités de l'Union sont élus, il sera possible d'éviter l'absence de certains membres lors des sessions annuelles du Conseil. Par ailleurs, la continuité du fonctionnement du Conseil sera mieux assurée dans le cadre du nouveau système. Il conviendrait de souligner que cette proposition ne vise pas à attribuer des sièges permanents à un certain nombre de Pays-membres, mais simplement à garantir à tous les Pays-membres la possibilité d'être candidat à l'élection au Conseil. Le résultat de l'élection est certainement une autre question et, par conséquent, la suppression de la restriction concernée ne devrait pas être mélangée avec la question concernant la possibilité pour un pays donné d'être élu ou non.

Ad paragraphe 4: Paragraphe modifié de manière à assouplir la disposition permettant aux membres du CE de désigner leur représentant.

Ad paragraphe 9bis: Ce nouveau paragraphe consacre dans le Règlement général la création du Comité de gestion, qui remplacera l'ancien Comité directeur du CE prévu actuellement à l'article 6 du Règlement intérieur du CE.

Ad paragraphe 12: Paragraphe modifié de manière à assouplir la disposition permettant au CCEP de désigner des représentants qui assisteraient aux réunions du CE en tant qu'observateurs.

Ad paragraphe 14: La modification proposée permet d'élargir l'éventail des entités qui peuvent être invitées aux réunions du CE.

Ad paragraphe 14bis: Cette nouvelle disposition, qui a été empruntée à l'article 104, paragraphe 10, du Règlement général relatif au CCEP, permet aux pays n'appartenant pas au CE, sous certaines conditions, de collaborer à ses travaux.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF**15. 102.6**

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Le Conseil exécutif a les attributions suivantes:
- 6.1 /.../ superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
- 6.2 (sans changement);
- 6.3 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 6.4 à 6.16 (sans changement);
- 6.17 décider, après consultation avec le Conseil consultatif des études postales, des contacts à prendre (le reste sans changement);
- 6.17bis arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil consultatif des études postales doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taxes de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil consultatif des études postales portant sur les mêmes sujets;
- 6.18 étudier, à la demande du Congrès, du CCEP ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international /.../. Il appartient au Conseil exécutif de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;
- 6.19 approuver les recommandations du Conseil consultatif des études postales concernant la modification, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, des taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;
- 6.20 (sans changement);
- 6.21 (supprimé);
- 6.22 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil consultatif des études postales concernant l'adoption, si nécessaire, /.../ d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 6.23 à 6.25 (sans changement);
- 6.26 déterminer, en temps utile et après consultation avec le Conseil consultatif des études postales, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.27 désigner /.../, après consultation avec le Conseil consultatif des études postales et sous réserve de l'approbation du Congrès, (le reste sans changement);
- 6.28 (sans changement);

6.28bis examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil consultatif des études postales avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les revisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommandations du Conseil consultatif des études postales et travailler en concertation avec le Conseil consultatif des études postales à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du plan.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

FRANCE

15. 102.7

Paragrophes 6, 7, 13 et 14. Les modifier comme suit:

- 6. Le Conseil exécutif a les attributions suivantes:
 - 6.1 à 6.15 (sans changement);
 - 6.16 décider des contacts à prendre avec les Pays-membres pour remplir ses fonctions;
 - 6.17 (sans changement);
 - 6.18 étudier, à la demande du Congrès, du CCEP ou des Pays-membres, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international et communiquer le résultat de ces études à l'organe concerné ou aux Pays-membres, selon le cas. Il appartient au Conseil exécutif de décider s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Pays-membres dans l'intervalle des Congrès;
 - 6.19 (sans changement);
 - 6.20 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Pays-membres conformément à l'article 121;
 - 6.21 examiner, à la demande /.../ d'un Pays-membre, toute proposition que ce pays transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation /.../ des Pays-membres;
 - 6.22 recommander, si nécessaire, et éventuellement après consultation de l'ensemble des Pays-membres, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
 - 6.23 à 6.28 (sans changement).

7. Pour nommer les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil exécutif examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les /.../ Pays-membres dont ils ont la nationalité, (le reste sans changement).

8 à 12. (Sans changement.)

13. /.../ Le pays où le Conseil exécutif se réunit est invité à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil exécutif.

14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions un ou plusieurs Pays-membres intéressés à des questions prévues à son ordre du jour.

Motifs. – Selon les projets préparés par le Conseil exécutif, l'Administration postale serait définie, par l'article 104 du Règlement général, comme l'entité chargée d'exploiter les services postaux. Si cette proposition est adoptée, l'article 102 ne devra pas préjuger la compétence de chaque Pays-membre d'organiser comme il l'entend sa participation aux organes de l'UPU, et notamment d'être représenté, pour les pays pratiquant la séparation régulateur/opérateur, par des membres de son gouvernement. Cette orientation est conforme au projet de résolution présenté par ailleurs par le Conseil exécutif.

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

ESPAGNE

15. 102.8/Rev 1

Paragraphe 6.1. Le modifier comme suit:

6.1 /.../ superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, notamment au moyen de la planification stratégique et du contrôle budgétaire, en prenant en considération les décisions du Congrès et en donnant des orientations sur la politique générale de l'Union, compte tenu des politiques internationales en matière de réglementation relative au commerce des services et à la concurrence.

Motifs. – Proposition allant dans le sens de la modification proposée à l'article 17 de la Constitution.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

PAYS-BAS

15. 102.9

Paragraphe 10. Le modifier comme suit:

10. Les frais de voyage et de séjour des représentants des membres du Conseil exécutif participant aux réunions de celui-ci sont à la charge de ces membres. Toutefois, un représentant de chacun des pays considérés comme étant défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies, lorsqu'il participe aux sessions du Conseil exécutif, à l'exception des réunions qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

Motifs. – Cette proposition vise à aligner la réglementation concernant le Conseil exécutif sur celle applicable au CCEP (article 104, paragraphe 4) et à réduire les dépenses de l'Union consacrées à la couverture des frais de voyage des membres du Conseil exécutif.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN,
DJIBOUTI, ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS,
IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE,
KUWAIT, LIBAN, MAROC, MAURITANIE, OMAN,
QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN

15. 102.10

Amendement à la proposition 15. 102.2

Paragraphe 10. Le modifier comme suit:

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer

en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

Motifs. – Pour affirmer le droit accordé au représentant de chaque membre dans les Commissions du Conseil ou dans les Groupes de travail, au même titre que celui dont dispose le représentant du membre au Conseil exécutif.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

JAPON

15. 102.11

Ajouter les paragraphes 6.9bis et 6.9ter suivants:

6.9bis arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;

6.9ter arrêter les règles régissant le Fonds spécial;

Motifs. – Le Conseil exécutif a décidé de mettre en place le Fonds volontaire et a adopté le règlement sur la gestion administrative et financière de ce Fonds. Quant au Fonds spécial, créé en 1964, celui-ci a également son propre règlement sur la gestion administrative et financière, lequel a été révisé lors du Conseil exécutif de 1992. Par conséquent, le pouvoir du Conseil exécutif d'arrêter les règles régissant le Fonds volontaire ainsi que celles régissant le Fonds spécial devrait être mentionné à l'article 102 du Règlement général.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

PAYS-BAS

15. 102.12

Amendement à la proposition 15. 102.1

Ajouter le paragraphe 6.12bis suivant:

6.12bis créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;

Motifs. – Nous appuyons le principe de la proposition 15. 102.1. Cependant, il nous semble approprié de mentionner explicitement les restrictions que suppose la fixation du plafond des dépenses. Dans la proposition 15. 102.1, ces restrictions sont mentionnées seulement dans les motifs.

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 103.1

Le modifier comme suit:

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:
 - a) un compte rendu analytique;
 - b) les «Documents du Conseil d'administration», contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil exécutif

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 103.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Après chaque session, le Conseil exécutif informe les Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.

Motifs. – La production des documents reste un problème primordial, compte tenu de leur volume et de l'exigence de les présenter sous une forme moderne qui en facilite la lecture. Le CE et le CCEP ont déjà entrepris des études à ce sujet, mais devront les poursuivre, d'une part, en relation avec la mise en œuvre d'une base de données documentaire télématique à la disposition des Pays-membres et, d'autre part, compte tenu de la nouvelle structure de l'Union. Il convient donc de laisser aux nouveaux organes une plus large liberté dans la manière d'informer les membres de l'Union sur leurs activités.

Une proposition semblable est présentée concernant la documentation sur les activités du CCEP (proposition 15. 105.2).

Voir Congrès – Doc 70.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 104.1

Le modifier comme suit:

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de trente-cinq membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible.
3. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'exploitation postale est désigné par l'Administration postale de son pays. (Le reste sans changement.)
4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. (Le reste sans changement.)
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président et les Présidents des Commissions.
6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.
7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale forment le Comité directeur. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier.
9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:
 - 9.1 à 9.4 (sans changement);
 - 9.5 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;
 - 9.6 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute Administration d'un Pays-membre;
 - 9.7 (sans changement).

10. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises.

11. Le Conseil d'exploitation postale formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil d'exploitation postale lui-même, après entente avec le Conseil d'administration lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.

12. Le Conseil d'exploitation postale établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail de base du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil d'administration et du Bureau international. (Le reste sans changement.)

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, les Vice-Présidents et les Présidents des Commissions du Conseil d'administration peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions sans droit de vote:

- a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
- b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 104.2

Ajouter le paragraphe 9.1bis suivant:

9.1bis procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil consultatif peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions;

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 104.3

Modifier les paragraphes 1, 2, 3, 5, 8, 10, 12, 13 et 14 comme suit et supprimer le paragraphe 11:

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès en fonction d'une répartition géographique spécifiée. La moitié au moins mais pas plus de 60% des sièges sont réservés aux pays en développement.
3. (Première phrase sans changement.) Il doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale. Le terme «Administration postale» désigne l'entité à laquelle le Pays-membre confère la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, sans préjudice ou limitation de l'autorité de l'organe gouvernemental responsable de superviser ladite entité. Si cette responsabilité est attribuée à plusieurs entités, chacune d'elles peut se faire représenter dans les réunions du Conseil consultatif traitant des services dont elle a la charge.
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.

8. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique du Conseil consultatif forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

10. (Première phrase sans changement.) Les Administrations postales n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Elles peuvent aussi être sollicitées pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient.

11. (Supprimé.)

12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail de base du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu du projet de plan stratégique, ainsi que des demandes des Pays-membres de l'Union, /.../ du Conseil exécutif et du Bureau international. (Le reste sans changement.)

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil exécutif peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil consultatif en qualité d'observateurs.

14. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote:

14.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

14.2 des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif;

14.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant son activité.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

15. 104.4

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les quarante Pays-membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique /.../ équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à chaque Congrès et aucun membre ne peut être élu par trois Congrès successifs.

Motifs. –

1. Comme nous le savons bien, l'Union postale universelle est le siège d'un territoire universel qui comprend tous les pays et presque le monde entier. Tout changement d'orientation en ce qui concerne les objectifs, les programmes et le fonctionnement du réseau international et, d'une manière générale, toute modification du principe de l'intégrité de l'Union devraient garantir les intérêts de tous les membres. Tout problème ou défaillance survenant éventuellement peuvent être nuisibles à tous les membres. Cela a été le cas lors de la création du joint-venture et des menaces qu'elle a fait peser sur l'Union et son intégrité. Se plaçant d'un point de vue purement matériel et commercial et désireuses de conclure une association avec le secteur privé, des Administrations de pays développés ont mis en cause l'intégrité du nouveau service EMS. Etant donné que ce genre de changement survenant dans une partie du monde peut influencer le réseau postal universel tout entier, il ne fait pas de doute que tous les pays ont le droit de participer et de contribuer à des études, des enquêtes et des décisions concernant le réseau, quel que soit leur degré de développement, et c'est ainsi que l'ordre du jour du Conseil peut inclure davantage de sujets d'ordre général. Le principal objet de la présente proposition est de considérer le monde postal avec une vision plus large, qui englobe les 187 Pays-membres, et de traiter les problèmes auxquels la plupart des pays sont confrontés.

2. A l'heure actuelle, le nombre de pays en développement et de pays sous-développés est quatre fois plus grand que le nombre de pays développés (selon la dernière estimation de l'Union postale universelle qui a établi la liste des pays développés – annexe 4 à la lettre-circulaire n° 3395(B)1938 datée du 21 décembre 1993). Selon les dispositions et règlements en vigueur concernant la composition du Conseil, il apparaît que les sièges sont répartis à parts égales entre ces deux groupes de pays. A l'évidence, cette pratique est injuste, car les sièges devraient être attribués en fonction d'une répartition géographique équitable. Bien entendu, mis à part la situation géographique, cet argument mérite aussi d'être invoqué, étant donné que la majorité absolue de la population mondiale, et donc de la clientèle postale, vit dans des pays en développement et est donc plus concernée par les questions postales d'ordre universel. Pour preuve, les statistiques révèlent que ces pays jouent un rôle important dans l'adoption des Règlements et de la Convention de l'Union postale universelle en vigueur.

3. Le fait qu'aucune restriction en ce qui concerne la durée des mandats des pays et l'attribution des sièges dans le Conseil mentionné n'a été prévue montre combien cette procédure est injuste. Par exemple, durant les sept derniers mandats, onze pays et, durant les six derniers mandats, six pays ont été admis en tant que membres du Conseil (ce qui laisse entendre que d'autres pays ont été privés de ce droit et n'ont donc pu avoir une participation active aux tâches prescrites dans l'article 104, paragraphe 9, du Règlement général). Grâce à l'approbation de la présente proposition, cette anomalie sera certainement éliminée.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF**15. 104.5**

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:
 - 9.1 organiser l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques /.../, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taxes de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
 - 9.2 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
 - 9.3 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
 - 9.4 réviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;
 - 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121; l'approbation du Conseil exécutif est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
 - 9.6 examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
 - 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil exécutif et consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
 - 9.8 (texte du paragraphe 9.7);
 - 9.9 élaborer, avec l'aide du Bureau international ainsi qu'en consultation avec le Conseil exécutif et avec son approbation, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès; réviser le plan approuvé par le Congrès, chaque année, également avec l'aide du Bureau international et l'approbation du Conseil exécutif;
 - 9.10 décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;
 - 9.11 (texte du paragraphe 9.2);
 - 9.12 (texte du paragraphe 9.3);
 - 9.13 (texte du paragraphe 9.4);
 - 9.14 (texte du paragraphe 9.5);
 - 9.15 (texte du paragraphe 9.6).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.
Proposition de conséquence: 20. 10.2.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

FRANCE

15. 104.6

Paragraphes 4, 9 et 14. Les modifier comme suit:

4. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Pays-membres participant au Conseil consultatif sont à la charge de ceux-ci. (Le reste sans changement.)

9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:

9.1 organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les /.../ Pays-membres de l'Union (le reste sans changement);

9.2 à 9.5 (sans changement);

9.6 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par tout Pays-membre;

10 à 13. (Sans changement.)

14. (Sans changement):

a) (sans changement);

b) des /.../ Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

Motifs. – Selon les projets préparés par le Conseil exécutif, l'Administration postale serait définie, par l'article 104 du Règlement général, comme l'entité chargée d'exploiter les services postaux. Si cette proposition est adoptée, l'article 104 ne devra pas préjuger la compétence de chaque Pays-membre d'organiser comme il l'entend sa participation aux organes de l'UPU, et notamment d'être représenté, pour les pays pratiquant la séparation régulateur/opérateur, par des membres de son gouvernement. Cette orientation est conforme au projet de résolution présenté par ailleurs par le Conseil exécutif.

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Dans la logique de la présente proposition, les nouveaux paragraphes 9.7, 9.8, 9.9 et 9.11 proposés par le Conseil exécutif devraient, s'ils étaient adoptés, être similairement modifiés.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

AUSTRALIE

15. 104.7

Amendement à la proposition 15. 104.2

Modifier le paragraphe 9.1bis comme suit:

9.1bis procéder à la revision des Règlements d'exécution de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement. En cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions. Dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

Motifs. – Pour veiller à ce que le Conseil d'exploitation postale tienne compte des directives du Conseil d'administration sur ces questions, comme il est indiqué dans le Congrès – Doc 70/Rev 1, paragraphe 18.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

COMMISSION 3

15. 104.8

Amendement à la proposition 15. 104.3

Modifier le paragraphe 2 comme suit:

2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès en fonction d'une répartition géographique spécifiée. 24 sièges sont réservés aux pays en développement et 16 sièges aux pays développés. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès.

Motifs. – Rechercher une solution de compromis entre les propositions 15. 104.4 et 15. 104.3, § 2.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales

BRÉSIL

15. 104.9

Amendement à la proposition 15. 104.5

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:

9.0bis superviser, dans l'intervalle des Congrès, les activités de l'Union développées dans le cadre des responsabilités du Conseil d'exploitation postale;

9.1 organiser l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taxes de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;

- 9.2 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;
- 9.3 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 9.4 réviser et modifier, dans l'intervalle entre deux Congrès et selon la procédure prescrite dans la Convention postale universelle, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, les taxes d'affranchissement des envois de la poste aux lettres;
- 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121; l'approbation du Conseil exécutif est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
- 9.6 examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil exécutif et consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 9.8 (texte du paragraphe 9.7);
- 9.9 élaborer, avec l'aide du Bureau international ainsi qu'en consultation avec le Conseil exécutif et avec son approbation, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès; réviser le plan approuvé par le Congrès, chaque année, également avec l'aide du Bureau international et l'approbation du Conseil exécutif;
- 9.9bis approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
- 9.11 (texte du paragraphe 9.2);
- 9.12 (texte du paragraphe 9.3);
- 9.13 (texte du paragraphe 9.4);
- 9.14 (texte du paragraphe 9.5);
- 9.15 (texte du paragraphe 9.6).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.

Voir Congrès – Doc 70.

Proposition de conséquence: 20. 10.2.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 105.1

Le modifier comme suit:

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:
 - a) un compte rendu analytique;
 - b) les «Documents du Conseil d'exploitation postale», contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique.
2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.
3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 105.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Après chaque session, le Conseil consultatif des études postales informe les Administrations postales des Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.

Motifs. – La production des documents reste un problème primordial, compte tenu de leur volume et de l'exigence de les présenter sous une forme moderne qui en facilite la lecture. Le CE et le CCEP ont déjà entrepris des études à ce sujet, mais devront les poursuivre, d'une part, en relation avec la mise en œuvre d'une base de données documentaire télématique à la disposition des Pays-membres et, d'autre part, compte tenu de la nouvelle structure de l'Union. Il convient donc de laisser aux nouveaux organes une plus large liberté dans la manière d'informer les membres de l'Union sur leurs activités.

Une proposition semblable est présentée concernant la documentation sur les activités du CE (proposition 15. 103.2).

Voir Congrès – Doc 70.

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 106.91/Rev 1

Créer l'article 106bis suivant:

Article 106bis

Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

Motifs. – Actuellement, les Actes de l'Union ne contiennent aucune disposition concernant la ou les langues de travail du Bureau international.

En vertu de la Convention, la langue officielle de l'Union, le français, est considérée comme étant la seule langue de travail. Cependant, depuis de nombreuses années, la tendance au sein de l'Union est de faciliter l'usage d'autres langues en dehors du français.

Depuis le Congrès de Bruxelles 1952, l'anglais, l'espagnol et le russe sont admis, en plus du français, comme langues de délibération aux réunions de l'Union. Le Congrès de Vienne 1964 avait réexaminé le système linguistique de l'UPU et établi le principe suivant lequel la documentation de l'Union pouvait, sous des conditions prescrites, être fournie en d'autres langues. A son tour, le Congrès de Lausanne 1974 avait admis l'arabe, l'anglais et l'espagnol comme langues à utiliser pour la documentation de l'UPU, et le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait autorisé la publication de la documentation de base de l'Union en chinois, allemand, portugais et russe, sous réserve du respect des plafonds des dépenses fixés par le Congrès. En outre, l'article 107 du Règlement général prévoit l'utilisation d'autres langues, à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union.

A sa session du mois de février 1994, le Conseil exécutif a décidé de proposer au Congrès d'adopter l'anglais comme autre langue de travail du Bureau international. Les incidences de la modification du système linguistique actuel de l'Union sont décrites en détail dans le Congrès – Doc 70/Add 1.

ESPAGNE

15. 106.92

Amendement à la proposition 15. 106.91/Rev 1

Créer l'article 106bis suivant:

Article 106bis

Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français, l'anglais et l'espagnol.

Motifs. – Etant donné que la grande majorité des institutions spécialisées des Nations Unies ont adopté comme langues officielles ou comme langues de travail, selon le cas, les trois langues susmentionnées, en raison du grand nombre de pays et de personnes qui s'en servent, et que l'extension de l'emploi de ces langues correspond au caractère universel de l'Union postale, il semble logique, à l'heure où nous essayons de régler la question de l'usage des langues au Bureau international, de résoudre le problème entièrement en adoptant également l'espagnol comme moyen d'expression de cette universalité.

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN,
DJIBOUTI, ÉGYPTTE, ÉMIRATS ARABES
UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE,
JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE,
SOUDAN, SYRIENNE (RÉP. ARABE),
TUNISIE, YÉMEN**

15. 106.93

Amendement à la proposition 15. 106.91/Rev 1

Créer l'article 106bis suivant:

Article 106bis

Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français, l'anglais et l'arabe.

Motifs. – La grande majorité des institutions spécialisées de l'ONU ont adopté les trois langues mentionnées en tant que langues officielles ou langues de travail, selon le cas, et l'arabe est la langue de l'ensemble des Administrations postales arabes. D'autre part, le Congrès de Lausanne 1974, pour sa part, a déjà adopté cette langue pour la documentation de l'Union. Actuellement, l'arabe est à valeur égale avec les langues anglaise et espagnole.

**ARGENTINE, ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE,
BAHRAIN, BOLIVIE, COLOMBIE, COSTA-
RICA, CUBA, CHILI, DJIBOUTI,
DOMINICAINE (RÉP.), ÉQUATEUR, ÉGYPTTE,
EL SALVADOR, ÉMIRATS ARABES UNIS,
ESPAGNE, GUINÉE ÉQUATORIALE,
HONDURAS (RÉP.), IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN,
MAROC, MAURITANIE, MEXIQUE, OMAN,
PANAMA (RÉP.), PARAGUAY, PÉROU,
QATAR, SOMALIE, SOUDAN, SYRIENNE
(RÉP. ARABE), TUNISIE, VÉNÉZUÉLA,
URUGUAY, YÉMEN**

15. 106.94

Amendement à la proposition 15. 106.91/Rev 1

Créer l'article 106bis suivant:

Article 106bis

Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont l'anglais, l'arabe, l'espagnol et le français.

Motifs. – Etant donné que la grande majorité des institutions spécialisées des Nations Unies ont adopté comme langues officielles ou comme langues de travail, selon le cas, les langues susmentionnées, en raison du grand nombre de pays et de personnes qui s'en servent, et que l'emploi de ces langues correspond au caractère universel de l'Union postale, il semble logique, maintenant que l'heure est venue d'adapter l'utilisation des langues du Bureau international à la conjoncture, de résoudre le problème entièrement en adoptant également l'arabe, l'espagnol et l'anglais comme moyen d'expression de cette universalité.

Note. – La présente proposition remplace les propositions 15. 106.92 et 15. 106.93 qui ont été retirées.

ANGOLA, BRÉSIL, CAP-VERT, MOZAMBIQUE,
PORTUGAL, SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

15. 106.95

Amendement à la proposition 15. 106.94

Créer l'article 106bis suivant:

Article 106bis

Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français et le portugais.

Motifs. – Etant donné que d'autres institutions spécialisées des Nations Unies ont adopté comme langues officielles ou comme langues de travail, selon le cas, les langues susmentionnées, en raison du grand nombre de pays et de personnes qui s'en servent, et que l'emploi de ces langues correspond au caractère universel de l'Union postale, il semble logique, maintenant que l'heure est venue d'adapter l'utilisation des langues du Bureau international à la conjoncture, de résoudre le problème entièrement en adoptant également l'arabe, l'espagnol, le portugais et l'anglais comme moyen d'expression de cette universalité.

Article 107

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 107.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

Motifs. – Le Congrès de Hamburg 1984 avait déjà introduit dans la disposition les termes «en principe»; mais ces termes s'appliquent essentiellement aux langues qui ne sont pas traduites à Berne. L'assouplissement ultérieur de cette disposition s'impose, car, à l'heure actuelle, son application oblige souvent le Bureau international à retarder artificiellement l'envoi de plusieurs documents lorsqu'ils ne sont pas prêts dans les différentes versions. D'une part, il est dans l'intérêt des Administrations postales de disposer des documents dès qu'ils sont prêts; d'autre part, le travail du Bureau international pourrait être allégé, compte tenu du fait que les exemplaires déjà imprimés occupent une place non négligeable dans les services d'expédition, ce qui oblige parfois ceux-ci à les transporter provisoirement dans les locaux du sous-sol, en attendant que toutes les versions soient prêtes.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 107

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 107.2/Rev 1

Paragraphe 1, 2, 3 et 6. Les modifier comme suit:

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition /.../ que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. Les Pays-membres utilisant la langue officielle constituent le groupe linguistique français.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des autres groupes linguistiques constitués (le reste sans changement).

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par le groupe linguistique français les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

Motifs. – L'établissement d'un groupe linguistique français placerait tous les Pays-membres sur un pied d'égalité en ce qui concerne les frais de traduction.

En vertu des dispositions actuelles, les Pays-membres qui choisissent de recevoir la documentation de l'Union dans la langue officielle, à savoir le français, n'appartiennent à aucun groupe linguistique à proprement parler. Cependant, avec la création du groupe linguistique français, chaque Pays-membre serait obligé d'opter pour le ou les groupes linguistiques de son choix. Un certain nombre de pays appartiennent déjà à plus d'un groupe linguistique.

Un groupe linguistique français fonctionnerait d'une manière semblable à celle dont opèrent les autres groupes linguistiques au sein de l'Union. Ses frais seraient assumés par les Pays-membres ayant choisi d'y adhérer, le mode de financement le plus probable consistant à répartir les coûts en proportion de la contribution de chaque pays aux frais généraux de l'Union.

Le mode de financement concret serait déterminé par les Pays-Membres du groupe linguistique français eux-mêmes. Les frais de traduction seraient ainsi entièrement supprimés dans le budget de l'Union, ce qui permettrait de réaffecter les fonds du budget principal à d'autres tâches prioritaires.

Les incidences de la modification du système linguistique actuel de l'Union sont décrites en détail dans le Congrès – Doc 70/Add 1.

Article 107

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

IRLANDE

15. 107.3

Paragraphe 4 et 6. Les modifier comme suit:

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est en principe distribuée simultanément dans les différentes langues demandées. Si le Conseil exécutif ou le Conseil consultatif des études postales demandent que les documents soient distribués sans tarder dans la langue dans laquelle ils ont été rédigés, le Bureau international les diffuse avant qu'ils aient été traduits dans les autres langues.

6. Les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par l'Union les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole, ainsi que tous les autres frais afférents à la fourniture des documents. L'Union supporte également, sur la demande spécifique du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales, les frais de rédaction des documents dans une langue autre que la langue officielle. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 6.1, donnant pouvoir au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales de conduire certaines de leurs activités dans des langues autres que la langue officielle de l'Union.

Article 107

Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN,
DJIBOUTI, ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES
UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA LIBYENNE,
JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE,
SOUDAN, SYRIENNE (RÉP. ARABE),
TUNISIE, YÉMEN**

15. 107.4

Amendement à la proposition 15.107.2/Rev 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Pour la documentation et les délibérations de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. (Le reste sans changement.)

Motifs. – La langue arabe est aussi importante que la langue anglaise ou la langue espagnole. D'ailleurs, le groupe linguistique arabe contribue pour une large part dans les dépenses de l'Union. Le moins est que la langue arabe soit admise dans les délibérations au même titre que la langue anglaise.

Article 108

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 108.1

Paragraphes 4 et 5. Les modifier comme suit:

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, (le reste sans changement).
5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.1

Le modifier comme suit:

1. (Quatre premières phrases sans changement.) Il informe le Conseil d'administration une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1.
2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
 - 2.1 (sans changement);
 - 2.2 notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil d'administration;

- 2.3 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration;
- 2.4 à 2.6 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 15. 109.2), la partie de la présente proposition relative au paragraphe 2.2 devient sans objet.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.2

Paragraphe 2.2. Le modifier comme suit:

- 2.2 notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Deux premières phrases sans changement.) Pour les nominations dans les grades P 1 à D 1, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres /.../ en tenant compte d'une équitable répartition géographique (le reste sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 1, il examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. Toutefois, dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Il informe le Conseil exécutif une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1.

Motifs. – Il est indispensable de recruter des personnes hautement qualifiées et motivées, à une époque où les attributions des emplois à l'UPU sont de plus en plus complexes et techniques. S'agissant des postes de spécialistes, le Bureau international a déjà publié dans certains cas les vacances dans les journaux, simultanément avec la diffusion aux Administrations postales et à l'intérieur du Bureau international. Cette possibilité pourrait être élargie, mais pas d'une manière systématique, étant donné que les fonctionnaires P et hors classe doivent avoir aussi une large expérience de la poste.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.5

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 1, il examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors d'une promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Il informe le Conseil exécutif une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1.

Motifs. – Le principe d'une large représentation géographique au sein du personnel de haut niveau peut entraver la sélection des candidats aux postes à pourvoir, les règlements constituant un obstacle à ce qu'il y ait plus d'une personne aux niveaux D 2, D 1 et P 5 venant du même pays. Il faudrait également veiller à ce que les exigences de représentation géographique passent après le mérite dans le processus de recrutement et de promotion.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 109

Fonctions du Directeur général

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 109.6

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
 - 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
 - 2.2 notifier à l'ensemble des Administrations les Règlements d'exécution arrêtés ou révisés par le Conseil exécutif;
 - 2.3 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil exécutif et l'exécuter;
 - 2.3bis exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
 - 2.3ter prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;
 - 2.3quater soumettre des suggestions et des propositions au Conseil exécutif ou au Conseil consultatif des études postales;
 - 2.3quinques préparer, à l'intention du Conseil consultatif des études postales et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de revision annuelle;
 - 2.3sexies assurer la représentation de l'Union;
 - 2.4 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
 - l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
 - l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;
 - 2.5 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
 - à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
 - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
 - 2.6 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Motifs. – Adapter la définition des fonctions du Directeur général aux activités déjà exercées en pratique par le Bureau international et aux nouvelles attributions que lui confère la restructuration des organes de l'Union.

Paragraphe 2.3sexies. Aux termes de l'article 7, paragraphe 2.9, du Règlement intérieur du Conseil exécutif, le Secrétaire général est déjà chargé d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil exécutif, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union. Il semble opportun de généraliser cette fonction de représentation de l'Union vis-à-vis de l'extérieur et de l'introduire dans le Règlement général de l'Union. A l'UIT, il est aussi stipulé que le Secrétaire général agit en qualité de représentant légal de l'Union (article 11 de la Constitution, Genève 1992). Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 112

Liste des Pays-membres

PORTUGAL

15. 112.1

Le modifier comme suit:

1. Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique, /.../ leur situation par rapport aux Actes de l'Union et l'entité ou les entités responsables des mesures à prendre pour exécuter les obligations découlant de l'adhésion aux Actes de l'Union.

2. Les Pays-membres notifient au Bureau international, conformément à leurs législations nationales et leurs politiques gouvernementales, le nom de l'entité ou des entités responsables des mesures à prendre pour exécuter les obligations découlant de l'adhésion aux Actes de l'Union, qui sont désignées dans ces Actes par le terme «Administration postale».

Motifs. –

1. L'UPU est une organisation intergouvernementale dont les signataires des Actes sont les plénipotentiaires des gouvernements des Pays-membres. Ces Actes sont soumis dans la plupart des cas à des procédures de ratification au niveau national où les pouvoirs de représentation de l'Etat doivent être respectés et des problèmes peuvent se poser si cette représentation est attribuée à des opérateurs ayant un statut de droit privé. La mise en œuvre des dispositions qui figurent dans ces Actes peut être effectuée de différentes façons en tenant compte des choix opérés par les Etats dans les différents domaines.

2. Il appartient aux Pays-membres de désigner un (ou plusieurs) opérateur(s) du service public et/ou une direction générale d'un ministère ou un organe régulateur (pour les pays pratiquant la séparation des fonctions de régulation et d'exploitation des services postaux) pour s'acquitter, dans leurs domaines de compétence, des obligations découlant de l'adhésion aux Actes de l'Union.

3. Il est nécessaire de définir, pour des raisons de clarté et de transparence, au niveau des Actes fondamentaux, le concept d'Administration postale qui apparaît dans plusieurs de ces dispositions.

4. Comme il ne semble pas approprié que la réglementation de l'UPU préjuge les choix opérés par les Etats, la définition doit être suffisamment souple pour leur permettre d'agir conformément aux compétences définies au niveau national.

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Appuis. – Espagne.

Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 113.1

Paragrophes 1 et 4. Les modifier comme suit:

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil d'exploitation postale des questions qui sont de la compétence de cet organe.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes.
Intervention dans la liquidation des comptes

FRANCE**15. 113.2**

Paragraphe 1 et 3. Les modifier comme suit:

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Pays-membres pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Pays-membres en vue de connaître l'opinion des autres Pays-membres sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

Motifs. – Conséquence de la modification de l'article 20 de la Constitution (proposition 10. 20.3).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes.
Intervention dans la liquidation des comptes

CHINE (RÉP. POP.)**15. 113.3**

Paragraphe 4. Le supprimer.

Motifs. – Introduite en 1957 lors de la création du CCEP, cette disposition a pour but d'éviter le chevauchement dans les travaux du BI et du CCEP. Elle est devenue sans objet parce que, en sa qualité de secrétariat du CCEP, le Bureau international doit exécuter les décisions du Conseil selon ses indications. A la suite de la réforme de la gestion du travail de l'Union, les fonctions des différents organes seront clairement définies et il sera donc superflu de garder cet article pour demander au Bureau international de transmettre au Président du CCEP des questions qui sont de sa compétence.

Article 115

Formules fournies par le Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 115.1

Le modifier comme suit:

Le Bureau international est chargé de faire confectionner /.../ les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

Motifs. – Conséquence de l'étude sur la rationalisation des formules de l'UPU, à la suite de laquelle il a été proposé de supprimer la formule C 25 «Carte d'identité postale» et le service auquel elle se rapporte (voir Congrès – Doc 59 et propositions 20. 56.1 et 25. RE 601.2).

Prière de se reporter aux motifs de la proposition 20. 6.2.

La présente proposition a pour objet de cesser la confection par le Bureau international de la carte d'identité postale. La possibilité d'assurer ou non ce service reste toujours du ressort des Administrations postales, eu égard à leurs propres besoins et à leur législation interne.

Article 116

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 116.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. (Première phrase sans changement.) Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Article 118

Rapport annuel sur les activités de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 118.1

Le modifier comme suit:

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux Administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Article 119

Procédure de présentation des propositions au Congrès

FRANCE

15. 119.1

Paragraphe 1 et 4. Les modifier comme suit:

1. Sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 5, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les /.../ Pays-membres:

- a) (sans changement);
- b) (sans changement);
- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Pays-membres;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Pays-membres. Les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
- e) (sans changement).

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Pays-membres qui les présentent (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la modification de l'article 29 de la Constitution (proposition 10. 29.1).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 120.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les propositions concernant les Règlements d'exécution n'ont pas besoin d'appui mais ne sont prises en considération par le Conseil d'administration que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 15. 120.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 120.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les propositions concernant les Règlements d'exécution n'ont pas besoin d'appui mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

FRANCE

15. 120.3

Paragrapes 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par un Pays-membre entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres pays. (Le reste sans changement.)
2. Ces propositions sont adressées aux autres Pays-membres par l'intermédiaire du Bureau international.

Motifs. – Conséquence de la modification de l'article 29 de la Constitution (proposition 10. 29.1).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 121.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil d'administration.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 15. 121.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 121.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les propositions de modification des Règlements d'exécution sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès

FRANCE

15. 121.3

Paragrophes 1 et 3. Les modifier comme suit:

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux /.../ Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour

faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Pays-membres avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Ceux qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérés comme s'abstenant. (Le reste sans changement.)

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seuls les /.../ Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Motifs. – Conséquence de la modification de l'article 29 de la Constitution (proposition 10. 29.1).

Note. – Cette proposition est liée à l'adoption par le Congrès de la réforme structurelle proposée par le Conseil exécutif.

Si le projet de résolution 018 est adopté par le Congrès, la présente proposition devient sans objet.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 122.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les modifications apportées par le Conseil d'administration aux Règlements d'exécution (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 15. 122.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 122.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements d'exécution (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 124.1

Ajouter le paragraphe 8bis suivant:

8bis. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil exécutif peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

Motifs. – Dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsqu'un pays a consenti des efforts particuliers en vue de régler ses dettes envers l'Union, une remise devrait pouvoir lui être accordée sur les intérêts arriérés dus. Une telle mesure pourrait inciter certains pays débiteurs à payer leurs arriérés de contributions dans un court délai. Elle faciliterait également les démarches auprès des autorités nationales compétentes.

Le Conseil exécutif pourrait aussi faire abandon de tout ou partie des intérêts dus par un pays qui aurait remboursé l'intégralité de sa dette sur la base d'un plan d'amortissement dûment arrêté avec le Bureau international.

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 124.2

Ajouter le paragraphe 8ter suivant:

8ter. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvés par le Conseil exécutif, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement.

Motifs. – Par sa résolution C 61/Washington 1989, le Congrès a décidé notamment, en vue de faciliter l'assainissement des comptes arriérés de toute nature, de transférer sur un compte spécial, non productif d'intérêts, les débiteurs qui feront l'objet d'un arrangement particulier, c'est-à-dire qui s'engagent à amortir leurs dettes envers l'Union selon un plan agréé par le Conseil exécutif.
Pour négocier efficacement de tels plans d'amortissement, il convient de disposer de moyens concrets. La remise de tout ou partie des intérêts passés constituerait assurément un moyen non négligeable. Cette remise doit cependant être soumise à la condition que le pays débiteur respecte intégralement les dispositions du plan et s'acquitte de ses obligations dans les délais fixés.

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 124.3

Paragraphe 3, 4, 5, 8 et 9. Les modifier comme suit:

- 3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser (le reste sans changement).
- 4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, (le reste sans changement).
- 5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser (le reste sans changement).

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. (Le reste sans changement.)

9. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

PAYS-BAS

15. 124.4

Amendement à la proposition 15. 124.1

Ajouter le paragraphe 8bis suivant:

8bis. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil exécutif peut libérer un Pays-membre, une fois seulement, de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées dans un délai convenu de cinq ans au maximum.

Motifs. – Nous appuyons pleinement le principe de la proposition 15. 124.1. Toutefois, pour éviter tout risque d'erreur d'interprétation quant aux conditions auxquelles un Pays-membre peut être libéré de tout ou partie des intérêts qu'il doit, celles-ci devraient être définies d'une manière plus précise.

Article 125

Classes de contribution

CONSEIL EXÉCUTIF

15. 125.1

Paragraphe 1 et 6. Les modifier comme suit:

1. (Début sans changement);
classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.
6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL, ANNEXE

Règlement intérieur des Congrès

Article 4

Ordre des places

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 4.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le Président du Conseil d'administration tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 5

Observateurs

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 5.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les observateurs des organisations /.../ intergouvernementales sont admis aux séances (le reste sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 6

Doyen du Congrès

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 6.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Première phrase sans changement.) Le Conseil d'administration procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 7

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 7.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil d'administration, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 10

Groupes de travail

CORÉE (RÉP.)

19. 10.1

Le modifier comme suit:

Le Congrès et chaque Commission peuvent constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

Motifs. – Le texte actuel laisse sous-entendre que seules les Commissions peuvent constituer des groupes de travail, à l'exclusion du Congrès lui-même. Pour éviter tout doute, il convient de prévoir expressément cette possibilité pour le Congrès aussi.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 15.1

Paragraphe 2, 3 et 10. Les modifier comme suit:

2. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci ne décide de leur renvoi au Conseil d'administration sur proposition de son Président ou d'une délégation. (Le reste sans changement.)

3. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil d'administration, à moins que la Commission ne décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. (Le reste sans changement.)

10. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent:

- 1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'administration pour examen;
- 2° les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'administration pour examen avec des directives du Congrès.

(Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 19. 15.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 15.2

Paragraphe 2, 3 et 10. Les modifier comme suit:

2. En principe, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui sont la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont traitées par la Commission concernée, à moins que celle-ci ne décide de leur renvoi au Conseil d'exploitation postale sur proposition de son Président ou d'une délégation. (Le reste sans changement.)

3. En revanche, les propositions de modification des Règlements d'exécution qui ne sont pas la conséquence de propositions de modification de la Convention et des Arrangements sont renvoyées au Conseil d'exploitation postale, à moins que la Commission ne décide de leur traitement en Congrès sur proposition de son Président ou d'une délégation. (Le reste sans changement.)

10. Au terme de leurs travaux, les Commissions établissent, au sujet des Règlements d'exécution qui les concernent, une résolution en deux parties qui comportent:

- 1° les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen;
- 2° les numéros des propositions renvoyées au Conseil d'exploitation postale pour examen avec des directives du Congrès.

(Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 21

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 21.1

Le modifier comme suit:

Article 21

Election des membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil d'administration ou du Conseil d'exploitation postale, le Président procède au tirage au sort.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 23

Procès-verbaux

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 23.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil d'administration en décide ainsi. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

CORÉE (RÉP.)

19. 24.1

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les projets des décisions autres que celles modifiant les Actes, présentés par la Commission de rédaction, sont en règle générale examinés globalement. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de ces décisions /.../.

Motifs. – Le texte actuel n'indique pas que les projets des décisions autres que celles modifiant les Actes sont aussi présentés au Congrès par la Commission de rédaction. Il convient de combler cette lacune et de préciser en même temps que ces projets sont en règle générale examinés globalement, conformément à la pratique suivie par les Congrès précédents.

Article 25

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 25.1

Le modifier comme suit:

Article 25

Attribution des études au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue, de la manière suivante, les études au Conseil d'administration et au Conseil d'exploitation postale, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes:

- a) en principe, au Conseil d'administration, lorsqu'elles concernent (le reste sans changement);
- b) au Conseil d'exploitation postale, lorsque ces études portent (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Article 25

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

CONSEIL EXÉCUTIF

19. 25.2

Le modifier comme suit:

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue /.../ les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, suivant la composition et les compétences respectives de ces deux organes, telles qu'elles sont décrites aux articles 102 et 104 du Règlement général.

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

III

Convention

- Propositions d'ordre général
- Convention
- Protocole final
- Règlement d'exécution
- Protocole final du Règlement
- – Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

CONVENTION, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 0.1

Résolution

Services de courrier électronique

Le Congrès,

notant avec satisfaction

- 1° le développement important des services de courrier électronique dans certains pays;
- 2° les travaux effectués pour le CCEP dans le domaine du courrier électronique,

conscient du fait

- que, sauf en ce qui concerne les services de type bureaufax, le nombre d'Administrations qui offrent des services de courrier électronique est encore relativement limité;
- qu'il existe une demande croissante de la part de la clientèle en ce qui concerne le développement de ces services au niveau international;
- que 70 pour cent des envois de la poste aux lettres dans certains pays sont générés par des ordinateurs;
- que les services de courrier électronique sont stratégiquement importants pour la poste,

charge

le CCEP:

- 1° d'élaborer et de présenter au CE pour approbation un ou plusieurs types d'accords cadres avec leurs règlements pour faciliter la conclusion des arrangements bilatéraux concernant les services de courrier électronique et ensuite d'élaborer les propositions nécessaires pour leurs mises à jour;
- 2° d'émettre en son propre nom et tenir à jour des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement des services de courrier électronique.

Motifs. – Par sa proposition 20. 39.91, le CCEP propose au Congrès d'insérer trois articles dans la Convention pour permettre aux Administrations de surmonter tout obstacle juridique qui pourrait s'opposer à la mise en place et au développement des services de courrier électronique. Il convient à ce stade d'exploiter les services sur la base de recommandations et de ne pas aller plus loin dans l'élaboration de la réglementation, car il s'agit d'une activité en pleine évolution qui est appelée à connaître des transformations substantielles au cours des prochaines années. Ce projet de résolution est inspiré de la résolution C 25/1989 concernant le service EMS. Un modèle d'accord entre Administrations postales relatif au service international de courrier électronique a, en 1983, été publié dans la plaquette 132.1 de la Collection d'études postales. Cependant, ce modèle est actuellement dépassé. De plus, du fait que les services de courrier électronique ne constituent pas un domaine homogène, plusieurs types d'accords seront probablement nécessaires pour couvrir les différents types de services.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 0.2

Résolution

Service EMS

Le Congrès,

notant avec satisfaction

les progrès accomplis depuis le Congrès de l'UPU de 1989 concernant le développement de l'EMS en tant que produit/service postal international de renommée mondiale,

notant ensuite

- l'augmentation importante du nombre de partenaires EMS et des dimensions des réseaux intérieurs et internationaux, et donc l'amélioration de l'accès au service EMS offert aux clients dans le monde entier;
- l'augmentation régulière du trafic EMS et des recettes issues de ce service ainsi que leur importance croissante pour la rentabilité des services postaux,

conscient

de la nécessité pour les Administrations postales de maintenir la compétitivité de l'EMS sur le marché et de satisfaire aux exigences et aux attentes de plus en plus importantes des clients,

convaincu

de la valeur que représente le développement continu du produit/service EMS au sein des Administrations et au niveau de l'UPU,

décide

d'approuver la poursuite des activités dans le domaine de l'EMS au sein du CCEP (ou du Conseil d'exploitation postale) avec la participation et l'appui du Bureau international,

entérine

les recommandations du CCEP existantes et l'Accord-cadre concernant les envois EMS et son Règlement d'exécution, ci-joints,

charge

le CCEP (ou le Conseil d'exploitation postale):

- de formuler d'autres recommandations concernant les questions relatives à l'EMS et d'amender, le cas échéant, les recommandations existantes;
- de contrôler, une fois par an, la qualité du service EMS, au moyen d'opérations organisées par le Bureau international et en ayant recours davantage aux systèmes de suivi et de localisation informatisés;
- d'organiser des réunions annuelles à l'intention de toutes les Administrations EMS,

charge

le Bureau international de donner tout son appui au développement du service EMS et de continuer à publier et à mettre à jour les publications concernant ce service.

Motifs. – Le mandat confié au CCEP par la résolution C 25 du Congrès de Washington consistait notamment à «poursuivre ses efforts en vue du développement rapide du service EMS» et à «émettre des recommandations de caractère technique concernant le fonctionnement du service EMS ou les recommandations existantes». Suite à ce mandat, le CCEP a élaboré et diffusé des recommandations opérationnelles et techniques concernant l'exploitation du service EMS, en vertu de l'article 104, paragraphe 9.7, du Règlement général. C'est le cas des recommandations 15 «Sacs EMS», 16 «Modèle d'accord bilatéral concernant la qualité du service EMS» et 17 «Assurance».

Les travaux du CCEP, par le biais de l'étude 721 et de l'organisation des colloques annuels, lui ont permis de promouvoir le service EMS dans le cadre de l'Union, notamment dans les domaines suivants:

La qualité du service: le CCEP a pu suivre la qualité du service EMS et examiner attentivement les résultats des contrôles de l'UPU, organisés par le Bureau international suite à la résolution C 22 du Congrès de Washington. Ces contrôles ont permis de suivre l'évolution du niveau de la qualité du service EMS en ce qui concerne les différentes étapes de l'acheminement et, ainsi, de déceler les éventuels problèmes affectant ce service. Les travaux ainsi effectués ont confirmé l'importance des contrôles de l'UPU, dont les opérations devraient continuer, une fois par an, en ayant recours davantage à la boîte aux lettres électronique. En effet, la mise en place des systèmes de suivi et de localisation informatisés devrait permettre de développer encore plus le contrôle des performances EMS.

La situation de l'EMS dans le monde: des questionnaires annuels émis par le Bureau international ont permis au CCEP de suivre l'évolution du service EMS dans le monde, en particulier en ce qui concerne l'expansion du réseau, du trafic et des recettes, qui continuent d'augmenter. En effet, le trafic EMS a connu en 1992, par rapport à 1991, une augmentation de 20% et, selon les estimations des Administrations, cette tendance devrait continuer.

Les publications EMS: le Bureau international a publié une nouvelle édition du supplément au Recueil opérationnel EMS, contenant des normes de distribution détaillées; par ailleurs, il a continué de publier «EMS Revue de presse», ainsi que de fréquentes mises à jour du Recueil opérationnel EMS. Ces publications permettent aux Administrations EMS de disposer, d'un côté, d'informations sur le marché express et, de l'autre, de renseignements actualisés sur les conditions de service offertes.

En outre, le CCEP s'est penché sur plusieurs autres aspects du service EMS, tels le dédouanement rapide des envois EMS, la compensation financière entre Administrations, le suivi des réclamations et des enquêtes des clients, l'image commune, les prestations additionnelles et la mise en œuvre des recommandations techniques et opérationnelles. Il incombe au Congrès, d'une part, de se prononcer sur les activités ainsi menées et, d'autre part, de définir les directives et orientations à donner à ces activités, en ayant en vue notamment le développement important et continu du service EMS.

Pour des raisons pratiques, il est indiqué ci-après la numérotation des recommandations annexées à ce projet de résolution, ainsi que la référence aux documents de base.

Recommandation	Documents et dispositions de référence
1	CCEP 3/1986
2	CCEP 4/1986 CCEP 2/1990 CCEP 3/1992
3	CCEP 10/1987 Règlement-cadre EMS, article 103
4	CCEP 9/1986 CCEP 2/1992
5	CCEP 2/1986
6	CCEP 2/1986
7	CCEP 10/1986
8	CCEP 4/1986
9	CCEP 8/1987
10	CCEP 2/1986
11	CCEP 9/1986 Accord-cadre EMS, article 12
12	CCEP 11/1986 Accord-cadre EMS, article 11
13	CCEP 4/1986 CCEP 9/1987 CCEP 2/1988
14	CCEP 6/1986 CCEP 2/1988
15	CCEP 1/1990
16	CCEP 1/1991 CCEP 1/1992
17	CCEP 3/1991

Accord-cadre concernant les envois EMS

Article premier

Définition

Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

Article 2

Service international EMS au sens du présent accord

Les Administrations contractantes peuvent exploiter les types suivants de service EMS:

- envois programmés;
- envois sur demande.

Article 3

Envois programmés

Les envois programmés sont acceptés sur la base d'un arrangement contractuel entre l'Administration de dépôt et l'expéditeur. Cet accord fixe l'horaire de dépôt et de transport des objets EMS ainsi que leur périodicité.

Article 4

Envois sur demande

Les envois sur demande sont acceptés sans arrangement contractuel et sans périodicité prévue d'avance.

Article 5

Marchandises

Sauf avis contraire, les envois EMS peuvent contenir des marchandises.

Article 6

Dédouanement

Chaque Administration prend toutes les mesures nécessaires pour dédouaner les envois EMS dans le délai le plus court.

Article 7

Limites de poids et de dimensions

Les envois EMS sont admis jusqu'au poids maximal de 20 kg. Ils ne doivent pas dépasser 1,50 m pour l'une quelconque des dimensions ni 3 m pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. Les Administrations peuvent fixer d'autres limites de poids et de dimensions.

Article 8

Taxes

Les taxes sont fixées et conservées par l'Administration de dépôt des envois EMS.

Article 9

Objets interdits

Les interdictions prévues dans la Convention de l'UPU sont applicables aux envois EMS, ainsi que les restrictions d'importation et de transit figurant dans la Liste des objets interdits publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle. Les objets précieux définis dans la Convention postale universelle ne sont pas admis.

Article 10

Acheminement

Les envois EMS sont transmis par les moyens de transport préétablis les plus rapides dès leur dépôt (éventuellement, dès la prise en charge chez l'expéditeur) jusqu'à la livraison. Les Administrations se consultent à ce sujet.

Article 11

Compensation lors du déséquilibre des échanges

Les frais terminaux définis dans la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux envois EMS. Chaque Administration fixe, en cas de déséquilibre des échanges, un taux de compensation unitaire par envoi correspondant aux coûts. Les Administrations fixent dans leurs relations réciproques le nombre d'envois en excédent à partir duquel le taux de compensation unitaire est perçu.

Article 12

Responsabilité

Lors de l'introduction du service, les Administrations s'entendent au sujet de la responsabilité.

Article 13

Envois non distribuables

Un envoi refusé par le destinataire ou un envoi non distribuable doit être renvoyé, sans frais supplémentaires, à l'expéditeur par le service EMS.

Article 14

Réacheminement des envois ou des sacs reçus en fausse direction

Tout envoi ou tout sac EMS reçu en fausse direction doit être réacheminé vers sa véritable destination par les moyens les plus directs utilisés pour le service EMS par l'Administration l'ayant reçu.

Article 15

Enquête

Chaque Administration répond dans le délai le plus bref aux demandes de renseignements se rapportant aux envois EMS. La réponse doit normalement être transmise par le même moyen que celui utilisé pour la demande de renseignement correspondante (c'est-à-dire par télex, par téléphone, par EMS, par courrier électronique, etc.).

Article 16

Suspension temporaire du service

Si des circonstances extraordinaires le justifient, une Administration peut suspendre temporairement le service. Les autres Administrations doivent être informées immédiatement de cette suspension et de la reprise du service, au besoin par télégramme, télex, courrier électronique ou téléphone.

Article 17

Application de la Convention postale universelle

La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution sont applicables par analogie dans tous les cas non expressément prévus par cet accord et son règlement-cadre.

Règlement-cadre concernant les envois EMS

Article 101

Communications et renseignements à transmettre au Bureau international

Les Administrations doivent communiquer au Bureau international:

- a) la dénomination du service dans leur pays;
- b) les types de service disponibles;
- c) si les marchandises sont acceptées;
- d) les limites maximales de poids et de dimensions;
- e) les taxes fixées;
- f) les pays avec lesquels elles échangent des envois EMS;
- g) les localités de leur pays où le service est assuré;
- h) les bureaux d'échange où les dépêches peuvent être expédiées et le territoire desservi par ces bureaux;
- i) les heures limites de réception d'un envoi à leurs bureaux d'échange pour qu'il soit distribué:
 - le jour même;
 - le lendemain;
 - le surlendemain;
- j) le temps nécessaire pour le dédouanement des objets:
 - soumis à des droits de douane;
 - non passibles de droits de douane;
- k) l'acceptation d'avis de réception ou d'un service équivalent;
- l) le montant demandé par envoi supplémentaire en cas de déséquilibre des échanges.

Article 102

Introduction du service des envois programmés

1. Avant la conclusion de tout contrat, l'Administration de destination est consultée sur ses possibilités d'assurer le service. L'Administration d'origine lui procure les informations suivantes au moins dix jours avant l'entrée en vigueur du service:

- a) les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire;
- b) les jours d'expédition et les conditions d'acheminement des envois;
- c) la date retenue pour l'expédition du premier envoi.

2. Toute modification intervenant dans le fonctionnement d'un échange ou sa cessation doit être communiquée aux Administrations intéressées.

Article 103
Etiquettes-adresse spéciales

Il est recommandé d'imprimer sur l'étiquette le logotype et l'identification unique de 13 caractères adoptés par le CCEP et d'y prévoir au moins, dans toute la mesure possible, les cases suivantes:

Case ¹	Description
1	Logotype, nom de l'Administration d'origine et nom national du service
2	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres
3	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie
4	Date du dépôt
5	Heure du dépôt
8	Nom et adresse de l'expéditeur
9	Code postal de l'expéditeur
12	Nom et adresse du destinataire
14	Code postal du destinataire
20	Taxe d'expédition
21	Description du contenu
22	Cadeau
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise

Article 104
Conditions générales d'expédition

1. Les envois sont inclus dans des sacs EMS de couleur bleu et orange.
2. Chaque sac porte une étiquette bleu et orange qui indique clairement le bureau d'échange de destination.
3. Un document spécial ou une formule C 12 complétée par la mention EMS accompagne chaque dépêche.
4. Chaque envoi ou sac direct EMS est inscrit séparément sur la formule.

Article 105
Bordereau de livraison

1. Un bordereau de livraison AV 7 ou C 18, selon qu'il s'agit de la voie aérienne ou de la voie de surface, accompagne chaque dépêche.
2. Le bordereau de livraison AV 7 ou C 18 doit signaler de manière claire que la dépêche contient des envois EMS.

Article 106
Vérification des dépêches

A la réception d'une dépêche du service EMS, l'Administration de destination vérifie si la dépêche est conforme aux indications du bordereau de livraison AV 7 ou C 18.

¹ Les numéros des cases correspondent à ceux figurant dans la recommandation 3 ci-après.

Article 107

Notification des irrégularités

Tout sac ou envoi manquant reçu en fausse direction ou endommagé doit être signalé sans délai à l'Administration d'origine par télex, téléphone, courrier électronique ou télégramme. L'irrégularité est confirmée par écrit.

Article 108

Renvoi des envois

Chaque Administration qui renvoie un envoi doit indiquer la raison de la non-livraison sur l'envoi par une inscription manuscrite, une empreinte de timbre ou une étiquette.

Article 109

Mise en compte et règlement des comptes

La procédure de mise en compte et de règlement des comptes pour le paiement d'une rémunération en cas de déséquilibre des échanges est la suivante:

- a) chaque Administration établit, selon une périodicité prévue d'avance, une récapitulation des envois reçus;
- b) l'Administration de destination informe l'Administration expéditrice du nombre des envois reçus. Les différences sont liquidées par voie de correspondance;
- c) le décompte se fait annuellement. La période annuelle commence à la date convenue d'un commun accord;
- d) l'Administration créancière établit un compte détaillé, qui indique:
 - le nombre total des envois reçus;
 - le nombre total des envois expédiés;
 - le déséquilibre;
 - la taxe due par envoi;
 - le montant total dû au titre de la compensation;
- e) les comptes doivent être établis dans les six mois qui suivent le dernier jour de la période considérée.

Recommandation 1

Logotype EMS

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'utiliser les spécifications techniques du logotype EMS figurant dans le Manuel EMS aux fins de commercialisation et d'exploitation de leur service EMS, y compris la mise au point éventuelle d'un système d'emballage uniformisé pour les envois EMS;
- 2° de prendre les mesures nécessaires afin de protéger, au niveau national, le nom et le logotype EMS.

Recommandation 2

Mode d'identification unique

Il est recommandé aux Administrations postales d'utiliser la spécification ci-après pour l'identification unique des envois EMS et des sacs, des conteneurs ou des récipients contenant des envois EMS.

Spécification concernant le mode d'identification unique EMS

Nombre de caractères: 13

Disposition à partir de la gauche:

- positions 1 et 2: soit les caractères «EE» (ou, si nécessaire, les caractères «EA», «EB», «EC», etc., jusqu'à «EM») pour indiquer les envois¹ EMS, soit les caractères «ES» pour indiquer un sac/conteneur/récepteur EMS;
- positions 3 à 10 y comprise: numéros d'ordre;
- position 11: chiffre de contrôle généré par ordinateur, conforme au «modulo 11 pondéré»²;
- positions 12 et 13: code ISO Alpha-2 pour désigner l'Administration d'origine (voir annexe 2).

¹ Dans sa recommandation initiale concernant les moyens d'identification unique (CCEP 1/1988), le CCEP de 1988 avait prévu des séries de préfixes à deux caractères allant de «EA» à «EM», lesquelles devaient être réservées à l'usage du service postal international dans l'avenir, après leur attribution par le CCEP. Le CCEP de 1992 a par conséquent décidé d'attribuer ces séries de préfixes en tant que préfixes devant être utilisés en plus du préfixe «EE» pour l'identification des envois EMS par les Administrations qui expédient des volumes de courrier EMS suffisamment importants pour justifier l'utilisation de préfixes supplémentaires. Les Administrations qui n'ont pas encore prévu dans leurs systèmes de suivi et de localisation l'éventualité de l'utilisation des préfixes réservés allant de «EA» à «EM» devraient dès maintenant procéder aux modifications nécessaires.

² La norme initiale permettait aux Administrations d'utiliser un caractère alphabétique «X» sans signification. Le CCEP est convenu que tous les codes à barres utilisés dans le service EMS doivent être conformes à cette norme révisée d'ici à la fin de 1992 (voir aussi formule du module 11 pondéré en annexe 1).

Exemple:

	E	E	4	7	3	1	2	4	8	2	9	G	B				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13				
Envoi EMS																	
Numéro																	
Chiffre de contrôle																	
«Grande-Bretagne»																	

Lorsqu'il est utilisé un code à barres pour représenter un moyen d'identification unique d'un envoi EMS international, le système de symboles à utiliser est le code 39 conforme à la norme européenne EN 800 et à la norme «Uniform Symbology Specification Code 39» de l'AIM. Ce code doit cependant correspondre aux paramètres cités ci-dessous. Le symbole du code à barres doit comprendre, dans la position 11 (à partir de la gauche), un chiffre de contrôle généré par ordinateur et conforme au «modulo 11 pondéré». Les lettres et les chiffres du code à barres doivent également être imprimés sous la forme habituelle, au-dessus ou au-dessous du symbole du code à barres.

Paramètres pour les symboles du code 39¹

Dimension X (largeur nominale de l'élément étroit): entre 0,25 mm et 0,43 mm.

Dimension N (rapport entre la largeur d'un élément large et d'un élément étroit): minimum 2,5 à 1; maximum 3,0 à 1. Partout où cela est possible, il est préférable de choisir le rapport 3,0 à 1.

Espace entre les caractères: minimum 1X; maximum 1,524 mm lorsque $X \geq 0,287$ mm ou 5,3X lorsque $X < 0,287$ mm.

Hauteur des barres: 15% de la largeur du symbole dans son ensemble ou 9,0 mm, la valeur la plus grande étant choisie.

La qualité de l'impression devra être jugée en fonction de la norme ANSI X3.182-1990 qui prévoit un diamètre du faisceau lumineux du lecteur de 0,127 mm et une longueur d'onde de ce faisceau de 630 ou de 660 nanomètres. Le niveau de qualité de l'impression minimal correspondra à la lettre «B» selon la notation de cette norme.

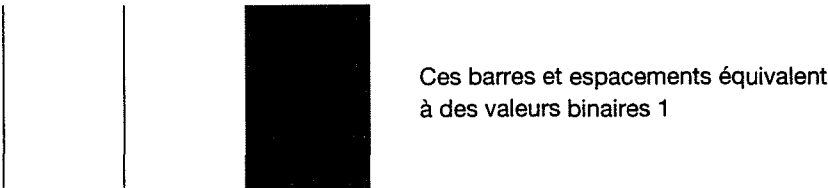
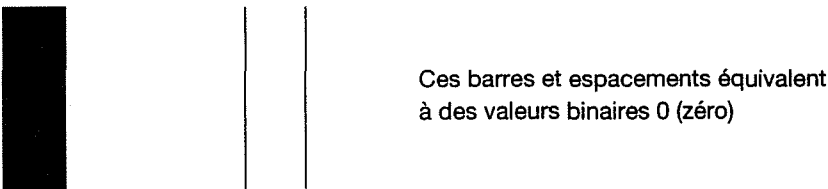
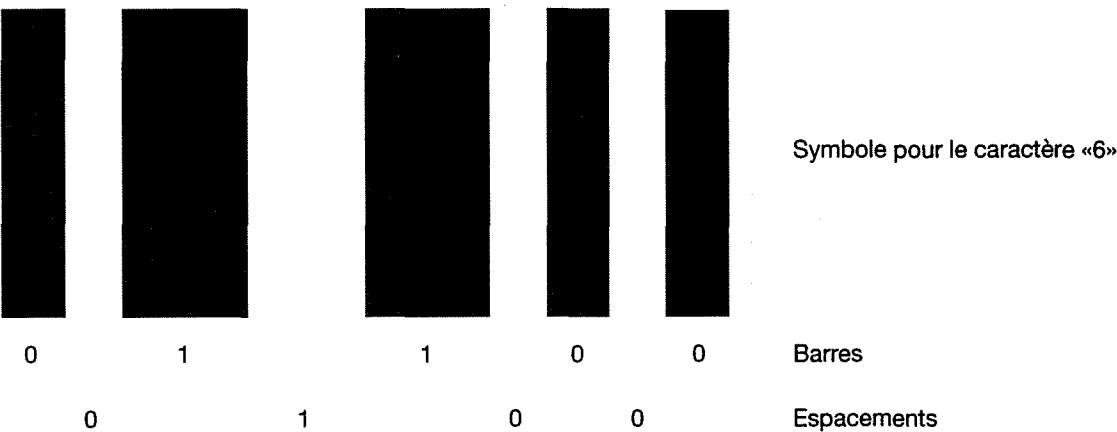
¹ Des exemples de dimensions pour ces paramètres sont donnés dans l'annexe 3 à la présente recommandation.

Annexe 1 à la recommandation 2

Caractéristiques du code 39

- 1. Dans le code 39, les barres et les espacements sont codés binairement en largeur: les barres/espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro) et les barres/espacements larges sont interprétés comme une valeur binaire 1.
- 2. Chaque caractère se compose de neuf éléments: cinq barres et quatre espacements. Trois de ces éléments sont larges et six sont étroits, d'où le nom de code 39 (3 de 9). La figure ci-dessous illustre la structure des caractères.
- 3. L'algorithme primaire est binaire; il s'applique à la fois aux barres et aux espacements du code. Les barres ou espacements étroits sont interprétés comme une valeur binaire 0 (zéro), les barres ou espacements larges comme une valeur binaire 1.

Code à barres 39



Formule du module 11 pondéré

La formule est la suivante:

- 1° appliquer les facteurs de pondération aux nombres de base en utilisant les chiffres suivants: 86423597;
- 2° calculer la somme de ces nombres;
- 3° diviser cette somme par 11 (onze);
- 4° si le reste est égal à 0 (zéro), utiliser 5 (cinq) comme chiffre de contrôle. Si le reste est 1 (un), utiliser 0 (zéro) comme chiffre de contrôle;
- 5° le cas échéant, soustraire le reste de 11. Le chiffre obtenu correspond au chiffre de contrôle.

Exemple:

Nombres	4	7	3	1	2	4	8	2								
Facteurs de pondération	× 8	× 6	× 4	× 2	× 3	× 5	× 9	× 7								
	32	+	42	+	12	+	2	+	6	+	20	+	72	+	14	= 200
	200 : 11 = 18		Reste 2													
	11 - 2 = 9		Chiffre de contrôle													

Numéro d'autocontrôle complet: 473124829

Annexe 2 à la recommandation 2

Code ISO Alpha-2 des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Afghanistan	AF	Chili	CL
Albanie	AL	Chine (Rép. pop.)	CN
Algérie	DZ	Chypre	CY
Allemagne	DE	Colombie	CO
Amérique (Etats-Unis)	US	Comores	KM
– Guam	GU	Congo (Rép.)	CG
– Porto-Rico	PR	Corée (Rép.)	KR
– Samoa	AS	Costa-Rica	CR
– Iles Vierges des Etats-Unis d'Amérique	VI	Côte d'Ivoire (Rép.)	CI
– Iles Palaos	PW	Croatie	HR
– Iles Mariannes (y compris Saipan et Tinian)	MP	Cuba	CU
– Iles Mineures éloignées	UM	Danemark	DK
Angola	AO	– Iles Féroé	FO
Antigua-et-Barbuda	AG	– Groenland	GL
Arabie saoudite	SA	Djibouti	DJ
Argentine	AR	Dominicaïne (Rép.)	DO
Arménie	AM	Dominique	DM
Australie	AU	Egypte	EG
– Christmas (île)	CX	El Salvador	SV
– Cocos (Keeling) (îles)	CC	Emirats arabes unis	AE
– Norfolk (île)	NF	Equateur	EC
Autriche	AT	Erythrée	ER
Azerbaïdjan	AZ	Espagne	ES
Bahamas	BS	Estonie	EE
Bahrain	BH	Ethiopie	ET
Bangladesh	BD	Fidji	FJ
Barbade	BB	Finlande (y compris les îles Åland)	FI
Belarus	BY	France	FR
Belgique	BE	Métropole	FX
Belize	BZ	– Départements français d'outre-mer:	
Bénin	BJ	– Guadeloupe	GP
Bhoutan	BT	(y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin)	
Bolivie	BO	– Guyane française	GF
Bosnie-Herzégovine	BA	– Martinique	MQ
Botswana	BW	– Réunion	RE
Brésil	BR	– Collectivité territoriale de Mayotte	–
Brunei Darussalam	BN	– Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon	PM
Bulgarie (Rép.)	BG	– Territoires français d'outre-mer:	
Burkina Faso	BF	– Nouvelle-Calédonie	NC
Burundi	BI	– Polynésie française	PF
Cambodge	KH	(y compris l'îlot de Clipperton)	
Cameroun	CM	– Wallis et Futuna	WF
Canada	CA	– Terres australes et antarctiques françaises	TF
Cap-Vert	CV		
Centrafrique	CF		

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
-- Iles éparses (Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses, Tromelin)	RE	Israël	IL
Gabon	GA	Italie	IT
Gambie	GM	Jamahiriya libyenne	LY
Géorgie	GE	Jamaïque	JM
Ghana	GH	Japon	JP
Grande-Bretagne:		Jordanie	JO
-- Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	GB	Kazakhstan	KZ
-- Guernesey	GB	Kenya	KE
-- Ile de Man	GB	Kirghizistan	KG
-- Jersey	GB	Kiribati	KI
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:		Kuwait	KW
-- Anguilla	AI	Lao (Rép. dém. pop.)	LA
-- Ascension	SH	Lesotho	LS
-- Bermudes	BM	Lettonie	LV
-- Cayman (îles)	KY	L'ex-République yougoslave de Macédoine	MK
-- Falkland (Malvinas) (îles) et dépendances (Géorgie du Sud et Sandwich du Sud)	FK	Liban	LB
-- Gibraltar	GI	Libéria	LR
-- Hong-Kong	HK	Liechtenstein	LI
-- Montserrat	MS	Lituanie	LT
-- Pitcairn (îles) (Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno)	PN	Luxembourg	LU
-- Sainte-Hélène	SH	Madagascar	MG
-- Territoire britannique de l'océan Indien	IO	Malaisie	MY
-- Tristan da Cunha	SH	Malawi	MW
-- Turques et Caïques	TC	Maldives	MV
-- Vierges (îles)	VG	Mali	ML
Grèce	GR	Malte	MT
Grenade	GD	Maroc	MA
Guatémala	GT	Maurice	MU
Guinée	GN	Mauritanie	MR
Guinée-Bissau	GW	Mexique	MX
Guinée équatoriale	GQ	Moldova	MD
Guyane	GY	Monaco	MC
Haïti	HT	Mongolie	MN
Honduras (Rép.)	HN	Mozambique	MZ
Hongrie (Rép.)	HU	Myanmar	MM
Inde	IN	Namibie	NA
Indonésie	ID	Nauru	NR
Iran (Rép. islamique)	IR	Népal	NP
Iraq	IQ	Nicaragua	NI
Irlande	IE	Niger	NE
Islande	IS	Nigéria	NG
		Norvège	NO
		Nouvelle-Zélande	NZ
		(y compris la dépendance de Ross)	
		-- Iles Cook	CK
		-- Niue (île)	NU
		-- Tokelau (île)	TK
		Oman	OM
		Ouganda	UG
		Ouzbékistan	UZ

Nom	Code Alpha-2	Nom	Code Alpha-2
Pakistan	PK	Somalie	SO
Panama (Rép.)	PA	Soudan	SD
Papouasie – Nouvelle-Guinée	PG	Sri Lanka	LK
Paraguay	PY	Suède	SE
Pays-Bas	NL	Suisse	CH
– Antilles néerlandaises	AN	Suriname	SR
– Aruba	AW	Swaziland	SZ
Pérou	PE	Syrienne (Rép. arabe)	SY
Philippines	PH	Tanzanie (Rép. unie)	TZ
Pologne (Rép.)	PL	Tchad	TD
Portugal ¹	PT	Tchèque (Rép.)	CZ
– Macao	MO	Thaïlande	TH
Qatar	QA	Togo	TG
Rép. pop. dém. de Corée	KP	Tonga (y compris Niuafo'ou)	TO
Roumanie	RO	Trinité-et-Tobago	TT
Russie (Fédération de)	RU	Tunisie	TN
Rwanda	RW	Turkménistan	TM
Saint-Christophe-et-Nevis	KN	Turquie	TR
Sainte-Lucie	LC	Tuvalu	TV
Saint-Marin	SM	Ukraine	UA
Saint-Vincent-et-Grenadines	VC	Uruguay	UY
Salomon (îles)	SB	Vanuatu	VU
Samoa occidentale	WS	Vatican	VA
Sao Tomé-et-Principe	ST	Vénézuéla	VE
Sénégal	SN	Viet Nam	VN
Seychelles	SC	Yémen	YE
Sierra Leone	SL	Yougoslavie	YU
Singapour	SG	Zaïre	ZR
Slovaquie	SK	Zambie	ZM
Slovénie	SI	Zimbabwe	ZW

Pays membres de l'ONU dont la situation vis-à-vis de l'UPU n'est pas encore réglée:

Andorre	AD
Marshall (îles)	MH
Micronésie (Etats fédérés)	FM
Tadjikistan	TJ

Territoire étant dans une situation particulière:

Timor oriental

¹ Y compris Madère et les Açores.

Annexe 3 à la recommandation 2

Exemples de dimensions pour les paramètres du code 39

Note: Dans les colonnes [3] à [7], les valeurs minimales sont imprimées en caractère ordinaire et les valeurs maximales en italique.

[1] Dimension X	[2] Dimension N	[3] Espace entre les caractères	[4] Largeur du caractère	[5] Nombre de caractères par pouce	[6] Largeur du symbole	[7] Hauteur minimale des barres	[8] Tolérance d'impression (+ ou -)
0.25	2.5	0.250	3.625	7.01	54.13	9.0	0.068
		1.325	4.700	5.40	69.18	10.4	
	3.0	0.250	4.000	6.35	59.75	9.0	0.086
		1.325	5.075	5.00	74.80	11.2	
0.30	2.5	0.300	4.350	5.84	64.95	9.8	0.082
		1.524	5.574	4.56	82.09	12.3	
	3.0	0.300	4.800	5.29	71.70	10.8	0.104
		1.524	6.024	4.22	88.84	13.3	
0.33	2.5	0.330	4.785	5.31	71.45	10.7	0.090
		1.524	5.979	4.25	88.16	13.2	
	3.0	0.330	5.280	4.81	78.87	11.8	0.114
		1.524	6.474	3.92	95.59	14.3	
0.43	2.5	0.430	5.805	4.38	86.65	13.0	0.117
		1.524	6.899	3.68	101.96	15.3	
	3.0	0.430	6.450	3.94	96.32	14.4	0.148
		1.524	7.544	3.37	111.64	16.7	

Notes:

Toutes les dimensions sont en millimètres.

La dimension X représente la largeur nominale de l'élément étroit.

La dimension N représente le rapport entre la largeur d'un élément large et celle d'un élément étroit.

La largeur du caractère indiquée comprend l'espace entre les caractères.

La largeur du symbole comprend 13 caractères plus les caractères initial et final, mais ne prend pas en compte les zones vierges qui devraient être de 5 mm au minimum de chaque côté du symbole.

La hauteur des barres est de 15% de la largeur du symbole ou de 9 mm, la valeur la plus grande étant choisie.

La «tolérance d'impression» se réfère à la tolérance de la largeur d'un élément et vise à permettre des variations en matière d'impression.

Recommandation 3

Etiquetage

En plus de ce qui est fixé à l'article 103 du Règlement-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de numéroté chaque case utilisée pour les étiquettes EMS selon le système indiqué ci-après;
- 2° de prendre note de l'emplacement des cases numérotées figurant sur la formule E 1 ci-annexée;
- 3° d'utiliser les étiquettes EMS «manifold» de façon à disposer de copies suffisantes pour satisfaire aux besoins de dédouanement, de suivi et de localisation et de confirmation et de preuve de la distribution.

Système de numérotation des cases pour les étiquettes EMS

Numéro	Désignation
1	<ul style="list-style-type: none">– Logotype EMS– Nom de l'Administration d'origine– Nom du service EMS national (au choix)
2	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères, sous forme de code à barres
3	Identification alphanumérique EMS à 13 caractères en caractères d'imprimerie
4	Date du dépôt
5	Heure du dépôt
6	Numéro de compte de l'expéditeur
7	Numéro de téléphone de l'expéditeur
8	Nom et adresse de l'expéditeur
9	Code postal de l'expéditeur
10	Numéro de compte du destinataire
11	Numéro de téléphone du destinataire
12	Nom et adresse du destinataire
13	Point d'échange (à utiliser seulement lorsqu'une Administration établit une distinction entre un numéro de compte et le numéro servant à identifier une liaison donnée)
14	Code postal du destinataire
15	Nombre de pièces dans l'envoi
16	Numéro de cette pièce
17	Genre de produit
18	Mode de paiement
19	Droits d'assurance
20	Taxe d'expédition
21	Description du contenu (l'utilisation du numéro de la douane est fortement recommandée)
22	Cadeau (ou)
23	Echantillon de marchandise
24	Valeur du contenu
25	Poids en kg. Chiffre arrondi au demi-kilogramme (par exemple 3,2 kg se lirait 3,5 kg)
26	Directives spéciales
27	Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi
28	Signature
29	Date de la remise
30	Heure de la remise
31	Nom du bureau d'origine
32	Distribué ou tentative de remise
33	Numéro du permis (port payé d'avance en espèces)
34	Numéro de série (port payé d'avance en espèces)
35	Droits de ramassage
36	Montant total des taxes
37	Signature de l'agent acceptant l'envoi
38	Numéro du bureau d'origine
39	Signature de l'expéditeur

Toute case additionnelle éventuellement retenue par le CCEP devra être numérotée suivant la séquence adoptée (c'est-à-dire 40, 41, etc.). Le numéro correspondant à une case ayant été éliminé deviendrait caduque et les autres conserveraient leur numéro.

Recommandation 4

Systèmes de suivi et de localisation informatisés

Il est recommandé aux Administrations de mettre en place, au niveau local, un système de suivi et de localisation EMS informatisé et de relier celui-ci au système de suivi et de localisation international (boîte aux lettres électronique) en tenant compte des spécifications ci-après¹.

Spécifications des systèmes de suivi et de localisation EMS

A. Objectifs

Par le biais de l'enregistrement des informations précises sur les événements survenus dans la transmission des envois EMS dès le dépôt jusqu'à la distribution, les systèmes de suivi et de localisation informatisés ont pour objectifs:

- 1° de permettre aux Administrations de répondre aux demandes d'information et aux réclamations concernant les envois EMS individuels formulées par les clients;
- 2° de signaler aux autres Administrations reliées les incidents pouvant porter sur les flux de trafic, par exemple grèves, fermeture d'aéroport pour cause d'intempéries, etc.;
- 3° de fournir, à des fins d'exploitation et de commercialisation du service EMS, des statistiques concernant la mesure de l'exécution du service ainsi que la composition du trafic et de la clientèle.

B. Caractéristiques générales

- 1. Les Administrations disposant de systèmes de suivi et de localisation EMS informatisés reliés à la boîte aux lettres électronique ne peuvent effectuer des recherches que pour les envois déposés ou distribués sur leur territoire.
- 2. La confidentialité des informations figurant dans ces systèmes est assurée par des mots de passe.
- 3. Ces systèmes doivent fonctionner 24 heures sur 24.

C. Format pour l'échange des données entre les Administrations reliées à la boîte aux lettres électronique

Ce format et la syntaxe des messages sont basés sur la norme EDIFACT (Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport) de l'ISO. Chaque message est constitué de segments qui contiennent des informations concernant les événements à transmettre. A l'intérieur d'un segment (descripteur d'un événement), trois parties différentes sont à distinguer:

- 1. Identification du type d'événement selon la liste ci-après an3
 - 2. Données obligatoires pour l'identification de l'événement:
 - a) code d'identification de l'envoi, y compris le nom du pays an13
 - b) pays de destination a2
 - c) date et heure de l'événement (YYMMDDHHMM) n10
 - 3. Données facultatives
- Pour chaque type d'événement, des informations supplémentaires, comme spécifiées dans la liste ci-après, peuvent être transmises.

Note: a = alpha; an = alphanumérique; n = numérique.

¹ Ces spécifications s'appliquent tant aux Administrations postales qu'aux partenaires extérieurs à la poste engagés sous contrat pour distribuer des envois EMS.

Convention, propositions d'ordre général

Type d'événement	Description de l'événement	Rubrique narrative	Format ¹
EMA	Dépôt/ramassage	Identité du bureau d'échange	an..9
		Numéro de compte du client	an..17
		Code postal de l'expéditeur	an..9
		Lieu d'origine (expéditeur)	a..6
		Code postal du destinataire	an..9
		Lieu de destination	a..6
EMB	Arrivée au bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange	a6
EMC	Départ du bureau d'échange de départ	Identité du bureau d'échange	an..6
		Numéro de la dépêche	an..4
		Adresse du destinataire de la dépêche ²	an..6
		Numéro du vol ³	an..6
		Date du départ/premier vol	n6
EMJ	Arrivée au bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit	an..6
		Identité du bureau d'échange d'origine	an..6
		Numéro de la dépêche	an..4
EMK	Départ du bureau d'échange de transit	Identité du bureau d'échange de transit	an..6
		Numéro de la dépêche attribuée par le bureau d'échange de transit	an..4
		Adresse du destinataire de la dépêche ²	an..6
		Numéro du vol ³	an..6
		Date du départ/premier vol	n6
EMD	Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange d'arrivée	an..6
		Identité du bureau d'échange d'origine ou de transit	an..6
		Numéro de la dépêche	an..4
EME	Remise à la douane	Identité du bureau d'échange	an..6
		Code de rétention lorsque la douane retient l'envoi ⁴	n2
EMF	Départ du bureau d'échange d'arrivée	Identité du bureau d'échange	an..6
		Passible de droits de douane/ non passible de droits de douane (D ou N)	a1
EMG	Arrivée au bureau distributeur	Identité du bureau distributeur	an..9
EMH	Vaine tentative de distribution	Identité du bureau distributeur	an..9
		Code de vaine tentative de distribution ⁵	an3
EMI	Remise finale	Identité du bureau distributeur	an..9
		Nom du destinataire ayant signé	a..17
EMX	Information sous une forme libre, alphanumérique		

¹ Le code de ce format est comme suit:
a = alpha;
an = alphanumérique;
n = numérique.
Note: les deux points signifient «jusqu'à»; par exemple an..9 signifie «jusqu'à 9 caractères alphanumériques».
² Bureau d'échange d'arrivée ou de transit.
³ Il s'agit d'un ensemble de données qui peut comprendre jusqu'à six numéros de vols.
⁴ Il peut s'agir d'un ensemble de données (voir annexe 1 à cette recommandation).
⁵ Voir annexe 2 à cette recommandation.

D. Fonctions du système de recherche

Les fonctions du système de recherche sont les suivantes:

- 1° commutation de messages pour les besoins de la gestion (information radiodiffusée ou urgente);
- 2° recherche sur la base de l'identification de l'envoi (pouvant spécifier soit un envoi, soit une liste d'envois classés par numéros d'identification);
- 3° recherches basées sur les caractéristiques de l'envoi ou de l'événement: ces recherches sont basées sur les valeurs désignées par les paramètres suivants:
 - numéro de la dépêche;
 - lieu d'origine;
 - lieu de livraison;
 - date de l'événement;
 - date et heure du message;
 - type de l'événement;
- 4° transmission de données en masse permettant un traitement local de celles-ci.

Annexe 1 à la recommandation 4

Code concernant la rétention des envois EMS par la douane

Code Raison

- | | |
|----|--|
| 19 | Objets interdits |
| 20 | Objets dont l'importation est soumise à restriction – Licence d'importation nécessaire |
| 50 | Facture manquante |
| 51 | Facture inappropriée |
| 52 | Certificat d'origine manquant |
| 53 | Certificat d'origine inapproprié |
| 54 | C 2/CP 3 manquant |
| 55 | C 2/CP 3 inapproprié |
| 56 | Marchandise de haute valeur – Déclaration en douane officielle nécessaire |
| 57 | Impossible de contacter le destinataire pour l'information concernant l'importation |
| 58 | Présentation du commissionnaire en douane attendue |
| 59 | Numéro de TVA ou d'importation nécessaire |
| 60 | Certificat des marchandises retournées nécessaire |
| 61 | Formule de virement demandée à la banque |
| 62 | Expédition incomplète |
| 99 | Autre |

Annexe 2 à la recommandation 4

Code concernant la non-distribution des envois EMS

1. Mesures prises

Code Mesure

- | | |
|---|---|
| A | Tentative de livraison effectuée aujourd'hui |
| B | Tentative de livraison sera effectuée le prochain jour ouvrable |
| C | Envoi retenu, notification du destinataire en cours |
| D | Expéditeur a été contacté, on attend la réponse |
| E | Envoi retourné à l'expéditeur |
| F | Envoi réexpédié |
| G | Envoi retenu pour inspection |
| H | Envoi saisi ou détruit à cause de la nature du contenu |

2. Raisons de la non-distribution

Code Raison

- 10 Adresse inexacte
- 11 Destinataire introuvable
- 12 Destinataire ne se trouve pas à l'adresse indiquée; bureau du destinataire fermé
- 13 Envoi refusé par le destinataire
- 14 L'expéditeur a demandé la livraison ultérieure
- 15 Destinataire en grève
- 16 Distribution manquée
- 17 Envoi mal dirigé
- 18 Avarie – Envoi non distribué
- 19 Objets interdits – Envoi non distribué
- 20 Importation soumise à restriction – Envoi non distribué
- 21 Paiement des taxes
- 99 Autre

3. Combinaisons possibles¹

Mesure	Raison												
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	99
A	●	●	●	●	●	●	●		●			●	●
B	●		●		●		●	●					
C	●	●	●			●			●	●	●	●	
D	●	●		●					●	●	●		
E	●	●		●					●		●		
F	●							●					
G									●				
H									●	●			

Annexe 3 à la recommandation 4

Normes relatives à la transmission d'informations à la boîte aux lettres électronique

1. Degré de réalisation des objectifs concernant la transmission d'informations

Événement	Pour la transmission à la boîte aux lettres électronique d'informations concernant ces événements, les Administrations sont priées de respecter les normes suivantes
Événement EMC Départ du bureau d'échange de départ	Informations pour 100% des envois
Événement EMD Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Informations pour 100% des envois
Événement EMH Vaine tentative de distribution	Objectif convenu et réalisable tenant compte de la zone de distribution selon qu'il s'agit d'une zone urbaine ou non urbaine
Événement EMI Remise finale	Objectif convenu et réalisable tenant compte de la zone de distribution selon qu'il s'agit d'une zone urbaine ou non urbaine

¹ Exemple: A13 signifie une tentative de livraison effectuée aujourd'hui, mais le destinataire a refusé l'envoi.

II. Délais limites pour la transmission des informations

Événement	Les Administrations de destination doivent transmettre à la boîte aux lettres électronique les informations concernant ces événements dans les délais suivants
Événement EMD Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Dans les 12 heures suivant l'événement
Événement EMH Vaine tentative de distribution	Dans les 24 heures suivant l'événement
Événement EMI Remise finale	Dans les 24 heures suivant l'événement

III. Heures de transmission des informations

Les Administrations doivent transmettre les informations à la boîte aux lettres électronique dans les tranches horaires suivantes

Tranche horaire	Événement
Entre 9 h 00 et 10 h 00	EMD (arrivée au bureau d'échange d'arrivée du trafic provenant d'un hub ou de vols commerciaux) EMH (vaine tentative de distribution le jour précédent) EMI (remise finale faite le jour précédent)
Entre 13 h 00 et 14 h 00	EMD (arrivée au bureau d'échange d'arrivée du trafic provenant de vols commerciaux) EMH (vaine tentative de distribution) EMI (remise finale des envois arrivés dans la matinée)
Entre 17 h 00 et 18 h 00	EMD (arrivée au bureau d'échange d'arrivée du trafic provenant de vols commerciaux) EMH (vaine tentative de distribution) EMI (remise finale des envois arrivés plus tôt dans la journée)
Entre 21 h 00 et 22 h 00	EMD (arrivée au bureau d'échange d'arrivée du trafic provenant de vols commerciaux) EMH (vaine tentative de distribution) EMI (remise finale des derniers envois distribués ce jour-là)

Recommandation 5

Notification des dépêches

Il est recommandé aux Administrations postales de notifier à l'Administration de destination l'arrivée des dépêches EMS par liaison informatisée, téléphone, télex, téléfax ou courrier électronique.

Recommandation 6

Contrôle du traitement par les compagnies aériennes

Il est recommandé aux Administrations postales de contrôler la qualité du traitement des envois EMS par les compagnies aériennes et de prendre, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires au niveau local.

Recommandation 7

Dédouanement

Les Administrations postales sont encouragées à accélérer le dédouanement des envois EMS par tous les moyens à leur disposition, notamment:

- 1° comités de contact nationaux;
- 2° études approfondies de l'organisation des services sur les aéroports, en liaison avec les services douaniers locaux, les compagnies aériennes et les autorités aéroportuaires;
- 3° transmission préalable, notamment sous forme électronique, des informations nécessaires aux autorités douanières pour réaliser le dédouanement des envois EMS sur manifeste et avant l'arrivée des envois.

Recommandation 8

Distribution des envois

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'effectuer la distribution des envois EMS par un réseau qui permet d'atteindre un niveau de rendement concurrentiel;
- 2° d'assurer la distribution des envois EMS entrants par messenger spécial ou régulier.

Recommandation 9

Mesure de l'exécution du service

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de mettre sur pied un système régulier de mesure de l'exécution du service EMS;
- 2° d'employer, pour ce système, la méthode qui convient le mieux, étant entendu que les Administrations devraient adopter de préférence un système de suivi et de localisation EMS informatisé.

Recommandation 10

Centres opérationnels

Il est recommandé aux Administrations postales de mettre au point un centre opérationnel auquel on peut faire appel, 24 heures sur 24, pour résoudre les problèmes, y compris les réclamations, liés au service EMS.

Recommandation 11

Responsabilité

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'assumer la responsabilité et de verser une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois EMS;
- 2° de fixer éventuellement, pour cette indemnité, une limite maximale, à condition que ce montant maximal ne soit pas inférieur à 30 DTS pour les envois ne contenant que des documents et à 130 DTS pour ceux qui contiennent d'autres objets;

- 3° de rembourser, en outre, la totalité des taxes postales payées, soit lorsqu'une indemnité est due pour perte, spoliation totale ou avarie totale, soit en cas de retard de distribution, le paiement de l'indemnité et le remboursement des taxes postales devant être promptement effectués par l'Administration d'origine après reconnaissance des irrégularités;
- 4° d'admettre que l'Administration responsable prend à sa charge l'indemnité à verser et les taxes postales à rembourser à l'expéditeur;
- 5° de déterminer les irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification spécial, conforme au modèle E 2 ci-annexé, et de donner suite aux réclamations selon les dispositions de l'article 15 de l'Accord-cadre;
- 6° de déterminer la responsabilité entre Administrations, le cas échéant par analogie avec les dispositions de la Convention ou de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Recommandation 12

Compensation des déséquilibres des échanges

En plus de ce qui est fixé dans l'article 11 de l'Accord-cadre EMS, il est recommandé aux Administrations postales de prévoir une compensation lorsque le déséquilibre annuel des échanges est de 100 envois ou plus.

Recommandation 13

Normes de service à la clientèle

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° de prendre les mesures suivantes représentant les éléments de service à la clientèle EMS considérés comme souhaitables pour adoption à court terme:

Information

- a) émettre un guide de service EMS;
- b) diffuser du matériel de promotion, tel que publipostage, dépliants et brochures;
- c) publier des numéros de téléphone comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- d) rendre les bureaux de poste acceptant l'EMS reconnaissables de l'extérieur;
- e) installer des guichets spéciaux EMS;
- f) offrir la prise en charge des envois dans les locaux des clients;
- g) mettre à disposition gratuitement du matériel d'expédition, tel qu'étiquettes et documents douaniers, à la demande du client;

Fiabilité

- h) développer un système rapide et fiable pour le traitement des réclamations et des plaintes;
- i) établir des normes de distribution garanties avec remboursement pour les envois retardés;
- j) confirmer la distribution sur demande;
- k) offrir sur demande une preuve de distribution (signature du destinataire);
- l) publier les modalités et conditions explicites en ce qui concerne le transport et la responsabilité;
- m) introduire un système de suivi et de localisation manuel;

Attitude envers les clients

- n) promouvoir des attitudes positives envers le service EMS parmi les guichetiers, les facteurs et les dirigeants;

- 2° de prendre, dans la mesure du possible, les mesures suivantes représentant les éléments de service EMS additionnels pour adoption à moyen terme:

Information

- o) utiliser des représentants commerciaux comme points de contact pour la vente et l'information;

Accessibilité

- p) tout en tenant compte des éléments de sécurité, aménager des guichets spéciaux EMS dans les aéroports pour le dépôt des envois EMS à la dernière minute;

Fiabilité

- q) introduire un système de suivi et de localisation informatisé;

3° de prendre note des mesures additionnelles possibles suivantes en vue d'examiner si ces éléments sont souhaitables et réalisables pour adoption dans leur service EMS national:

- r) offrir des tarifs spéciaux d'introduction;
- s) offrir la prise en charge dans les locaux de tous les clients;
- t) placer des boîtes aux lettres EMS spéciales sur la rue ou dans les immeubles des quartiers d'affaires;
- u) procéder au conditionnement du courrier EMS prêt à l'expédition à la demande du client, soit gratuitement, soit contre paiement;
- v) mettre en compte par facture, compte mensuel ou facture détaillée;
- w) offrir un service spécial au client pour les cas difficiles, tels que la distribution sur demande en dehors de la zone de desserte, admission de dimensions et poids hors norme et arrangements de prise en charge;

4° d'apporter une attention particulière aux éléments du service à la clientèle offert par les concurrents.

Recommandation 14

Information sur la clientèle

Il est recommandé aux Administrations postales:

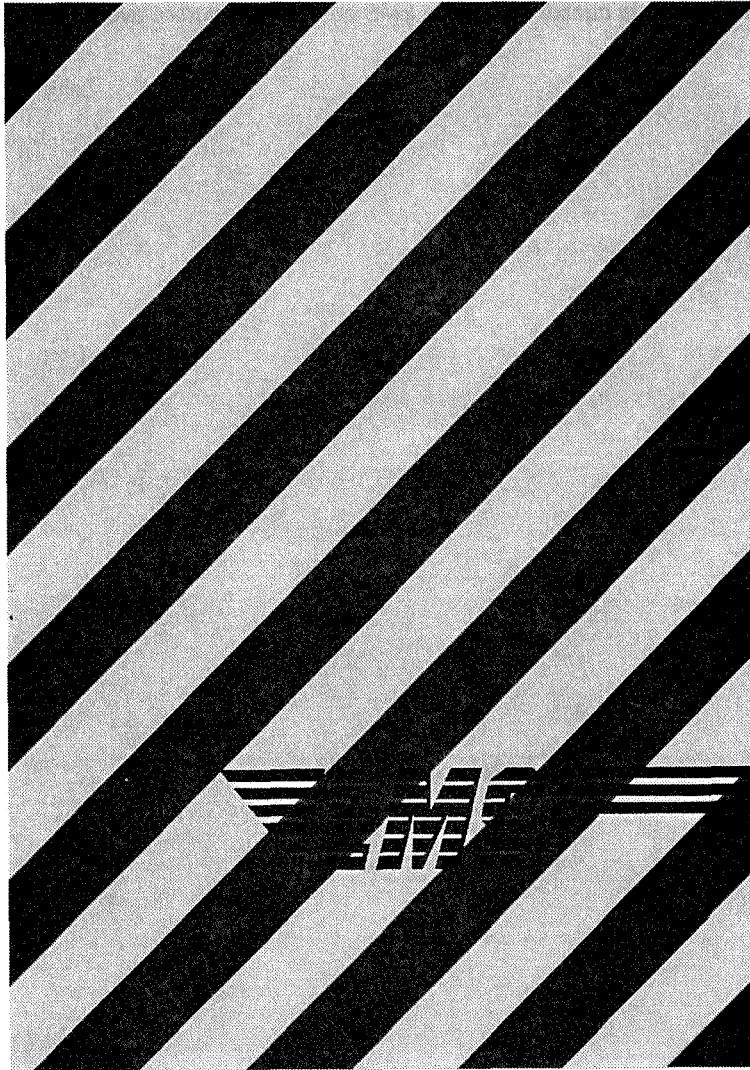
- 1° de créer et de tenir à jour, dans leur collecte d'informations nécessaires pour l'analyse de la concurrence et la planification des stratégies commerciales, des fichiers sur les clients EMS existants, tant les déposants que les destinataires, et les groupes cibles potentiels;
- 2° de classer les informations par type d'activité et par volume de trafic;
- 3° de mettre sur demande les renseignements pertinents à la disposition des Administrations cherchant à localiser la clientèle potentielle.

Recommandation 15

Sacs EMS

Il est recommandé aux Administrations postales d'adopter, pour leurs sacs EMS, les spécifications du «Modèle de sac EMS» ci-après.

Modèle de sac EMS



↑
Bleu
(PMS 286)

↑
Orange
(PMS 151)

Couleurs des bandes: Pantone Matching System 286 (bleu) et 151 (orange).

Les bandes verticales, horizontales ou diagonales sont admises.

Largeur des bandes: 5,5 cm.

Couleur du logo: blanc ou noir.

Le logo EMS peut être reproduit plusieurs fois sur les deux côtés du sac.

Le nom de l'Administration postale doit figurer sur le sac.

Recommandation 16

Modèle d'accord bilatéral concernant la qualité du service EMS

Il est recommandé aux Administrations postales de se servir des dispositions stipulées dans le modèle d'accord ci-joint comme référence pour le libellé des accords bilatéraux sur la qualité du service EMS qu'elles concluront avec d'autres Administrations.

Modèle d'accord bilatéral concernant la qualité du service EMS

Article 1

Objet de l'accord

Le présent accord établit les normes de service et les objectifs de qualité concernant les délais de transmission de bout en bout pour l'échange d'envois EMS entre une Administration A et une Administration B.

Article 2

Définitions

1. Une «norme de service» est le meilleur délai qui puisse être réalisé entre le dépôt et la distribution. Les normes de service sont exprimées en jours.
2. Un «objectif de qualité» est le niveau de performance qu'une Administration s'est engagée à observer pour répondre aux normes de service. Les objectifs de qualité sont exprimés en pourcentages.
3. «J» signifie jour de dépôt, «J+1» signifie un jour ouvrable après le dépôt, et ainsi de suite.
4. L'heure d'arrivée d'un avion, sur laquelle se basent les normes de service, est désignée comme le «moment de l'immobilisation complète de l'avion».
5. Chaque Administration établit les normes de service et les objectifs de qualité pour tous les stades de transmission pour lesquels elle est responsable.
6. «Le temps de transit aux soins d'une compagnie aérienne» correspond au temps écoulé entre le jour et l'heure de départ du bureau d'échange d'origine et l'heure du «moment de l'immobilisation complète de l'avion à l'aéroport de destination».
7. Une «norme de distribution», qui est fournie par l'Administration de destination, spécifie le jour de la distribution de l'envoi au destinataire. La norme de distribution est fondée sur l'«heure d'entrée critique» au bureau d'échange de destination.

Article 3

Dépêches et vols

1. Les envois de l'Administration A sont expédiés au(x) bureau(x) d'échange de [], sous forme de dépêches non triées à destination de l'Administration B.
2. Les envois de l'Administration B sont expédiés au(x) bureau(x) d'échange de [], sous forme de dépêches non triées à destination de l'Administration A.
3. Les vols de transport sont répertoriés dans le tableau 1 ci-après. Les deux Administrations échangeront tous les six mois les horaires de vols révisés avant leur entrée en vigueur.
4. Les envois arrivant par ces vols seront triés et transmis pour distribution au moyen de la liaison la plus rapide disponible sur place.
5. Chaque Administration contrôlera le temps que le transporteur (ou l'agent de traitement désigné) met pour livrer à l'Administration de destination les envois déchargés des vols arrivants. Si la performance du transporteur n'est pas satisfaisante, l'Administration de destination prendra contact par lettre avec ce dernier afin d'obtenir une meilleure performance et enverra une copie de sa correspondance à l'Administration d'origine.

Article 4

Normes de distribution

Les normes de distribution applicables par les bureaux d'échange sont fixées dans le supplément du Recueil opérationnel EMS.

Article 5

Normes de bout en bout

Les normes de bout en bout, depuis le dépôt jusqu'à la distribution des envois EMS échangés entre des Administrations A et B, sont fixées dans le tableau 2 ci-après.

Article 6
Priorité

A tous les stades de l'acheminement et de la distribution, toutes les Administrations traiteront les envois des autres Administrations avec le même degré d'urgence que leurs propres envois EMS intérieurs.

Article 7
Objectifs de qualité¹

1. De l'Administration A à l'Administration B

Type	Pourcentage ²
Envois expédiés par l'Administration A	100-a
Envois distribués par l'Administration B	100-b
Objectif de qualité global	(100-a) × (100-b)

2. De l'Administration B à l'Administration A

Type	Pourcentage ²
Envois expédiés par l'Administration B	100-c
Envois distribués par l'Administration A	100-d
Objectif de qualité global	(100-c) × (100-d)

¹ Les objectifs de qualité sont utilisés en premier lieu pour mesurer l'exécution et pour faciliter la planification logistique.
² «a» et «d» sont déterminés par l'Administration A; «b» et «c» sont déterminés par l'Administration B. Voici un exemple d'un article 7 hypothétique:

De l'Administration A à l'Administration B

Envois expédiés par l'Administration A	99%
Envois distribués au niveau de l'Administration B	97%
Objectif de qualité global	99% × 97% = 96%

De l'Administration B à l'Administration A

Envois expédiés par l'Administration B	99%
Envois distribués au niveau de l'Administration A	98%
Objectif de qualité global	99% × 98% = 97%

Ces objectifs de qualité pourraient être aussi exprimés de la manière suivante:

De l'Administration A à l'Administration B

J	100 envois déposés dans l'Administration A
J+1	99 sur 100 envois (99%) sont expédiés de l'Administration A et 99 sur 100 envois (99%) arrivent dans l'Administration B
J+2	96 sur 99 envois (97%) sont distribués dans l'Administration B

L'objectif de qualité global de l'Administration A à l'Administration B est 96% des envois distribués en J+2.

De l'Administration B à l'Administration A

J	100 envois déposés dans l'Administration B
J+1	99 sur 100 envois (99%) sont expédiés de l'Administration B et 99 sur 100 envois (99%) arrivent dans l'Administration A
J+2	97 sur 99 envois (98%) sont distribués dans l'Administration A

L'objectif de qualité global de l'Administration B à l'Administration A est 97% des envois distribués en J+2.

Article 8
Contrôle de qualité

- 1. Les deux Administrations organiseront des contrôles de qualité de bout en bout en utilisant les méthodes suivantes:
 - des évaluations de la qualité effectuées par les Administrations postales (par des moyens tels que les systèmes de suivi et de localisation informatisés ou les contrôles de la qualité du service organisés par l'UPU, par les Unions restreintes ou de façon bilatérale);
 - des évaluations de la qualité externes réalisées par des organisations non postales.
- 2. Chaque Administration mettra les résultats de ses évaluations de la qualité à la disposition de l'autre Administration.
- 3. Les pourcentages figurant à l'article 4 seront comparés avec les résultats des évaluations de la qualité dont disposent les deux Administrations.

Article 9
Réclamations

- 1. L'Administration à l'origine de la réclamation doit utiliser la formule E 3 «Réclamation concernant un envoi EMS» ci-jointe ou une formule contenant au minimum les éléments d'information cités dans le tableau 3 ci-après. Cette formule de réclamation doit être envoyée par télécopie.
- 2. Chaque Administration devra répondre par télécopie, dans un délai de six heures, aux réclamations formulées par l'autre Administration¹. Le cas échéant, la réponse devra indiquer la situation des événements EMD, EME, EMH et EMI. Ces informations doivent être mises à la disposition de l'autre Administration conformément aux normes énoncées ci-dessous. Pour les Administrations figurant dans la colonne [2], les informations doivent être disponibles au centre national des réclamations; pour les Administrations figurant dans la colonne [3], les informations doivent se trouver dans la boîte aux lettres électronique ou être disponibles dans des centres locaux des réclamations.

[1] Événement	[2] Administrations ne disposant pas d'un système EMS informatisé de suivi et de localisation	[3] Administrations disposant d'un système EMS informatisé de suivi et de localisation
Événement EMD Arrivée au bureau d'échange d'arrivée	Dans les 24 heures	Dans les 6 heures
Événement EME Remise à la douane	Dans les 24 heures	Dans les 6 heures
Événement EMH Vaine tentative de distribution	Dans les 24 heures	Dans les 24 heures
Événement EMI Remise finale	Dans les 48 heures	Dans les 24 heures

Article 10
Points de contact

Les numéros de téléphone, de télex et de téléfax qui pourraient être utilisés en cas de graves difficultés ou événements (tels que grèves, catastrophes naturelles, ou graves problèmes d'exploitation) pouvant affecter le service postal de l'une ou l'autre Administration sont les suivants:

Administration A	Administration B
Téléphone:	Téléphone:
Télex:	Télex:
Téléfax:	Téléfax:

¹ Dans tous les cas, la réponse devrait être envoyée à l'Administration à l'origine de la réclamation le même jour, avant la fin de la même journée de travail.

Article 11

Revision de l'accord

Le présent accord sera revu tous les six mois. Au cours de chaque revision, les résultats des évaluations de la qualité du service seront pris en compte avant l'adoption de toute modification de normes de service ou d'objectifs de qualité.

Article 12

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à partir de [].

Pour l'Administration A:

.....

Pour l'Administration B:

.....

Tableau 1

Vols utilisés pour le transport de dépêches EMS

Exemple:

Administration d'origine: Nouvelle-Zélande

Administration de destination: Danemark

Bureau d'échange d'origine (aéroport)	Jour d'expédition	Heure du vol	N° vol(s)	Bureau d'échange de destination (aéroport)	Jour d'arrivée	Heure d'arrivée	Durée du transport (jours)
Auckland (AKL)	1	1225	BA 12/BA 806	Copenhagen (CPH)	2	1650	1
	3	1400	SQ 286/SQ 328		4	0815	1
	4	2000	NZ 2/BA 810		5	1810	1
	6	1400	SQ 286/SQ 328		7	0815	1

Administration d'origine: Danemark

Administration de destination: Nouvelle-Zélande

Bureau d'échange d'origine (aéroport)	Jour d'expédition	Heure du vol	N° vol(s)	Bureau d'échange de destination (aéroport)	Jour d'arrivée	Heure d'arrivée	Durée du transport (jours)
Copenhagen (CPH)	1	1225	SK 931/NZ 55	Auckland (AKL)	3	0705	2
	2	1225	SK 931/NZ 5		4	0600	2
	3	1225	SK 931/NZ 19		5	0615	2
	4	1225	SK 931/NZ 1		6	0600	2
	5	1225	SK 931/NZ 1		7	0600	2
	6	1430	SK 633/NZ 19		1	0600	2
	7	1225	SK 931/NZ 1		2	0600	2

Tableau 2

Normes de bout en bout

Envois EMS contenant les documents

Note: 24 heures en plus peuvent être nécessaires pour le dédouanement des envois contenant des marchandises.

Exemple:

Bureau d'origine: Copenhague

Bureau de destination: Auckland

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jour du dépôt	Heure du dépôt	Zone de dépôt	Jour d'expédition	Heure du vol	N° vol(s)	Jour d'arrivée	Heure prévue d'arrivée	Zone de distribution	Jour de distribution	Norme de bout en bout
1	0001-1100	Copenhague	1	1225	SK 931/CO 00	3	0810	Auckland ville	3	J+2
	0001-0930	Reste du DK						Reste de NZ	4	J+3
	1101-2400	Copenhague	2	1225	SK 931/CO 00	4	0810	Auckland ville	4	J+3
	0931-2400	Reste du DK						Reste de NZ	5	J+4
2	0001-1100	Copenhague	2	1225	SK 931/CO 00	4	0810	Auckland ville	4	J+2
	0001-0930	Reste du DK						Reste de NZ	5	J+3
	1101-2400	Copenhague	3	1205	BA 805/011	5	0720	Auckland ville	5	J+3
	0931-2400	Reste du DK						Reste de NZ	6	J+4
3	0001-1100	Copenhague	3	1205	BA 805/011	5	0720	Auckland ville	5	J+2
	0001-0930	Reste du DK						Reste de NZ	6	J+3
	1101-2400	Copenhague	4	1205	BA 805/011	6	0615	Auckland ville	6	J+3
	0931-2400	Reste du DK						Reste de NZ	1	J+5
4	0001-1100	Copenhague	4	1205	BA 805/011	6	0615	Auckland ville	1	J+4
	0001-0930	Reste du DK						Reste de NZ	1	J+4
	1101-2400	Copenhague	5	1225	SK 931/CO 00	7	0810	Auckland ville	1	J+4
	0931-2400	Reste du DK						Reste de NZ	1	J+4
5	0001-1100	Copenhague	5	1225	SK 931/CO 00	7	0810	Auckland ville	1	J+3
	0001-0930	Reste du DK						Reste de NZ	1	J+3
	1101-2400	Copenhague	6	1205	BA 805/011	1	0720	Auckland ville	1	J+3
	0931-2400	Reste du DK						Reste de NZ	2	J+4
6	0001-1300	Copenhague	6	1205	BA 805/011	1	0720	Auckland ville	1	J+2
	0001-1100	Reste du DK						Reste de NZ	2	J+3
	1301-2400	Copenhague	7	1225	SK 931/CO 00	2	0810	Auckland ville	2	J+3
	1101-2400	Reste du DK						Reste de NZ	3	J+4
7*	0001-2400	Copenhague	1	1225	SK 931/CO 00	3	0810	Auckland ville	3	J+2
		Reste du DK						Reste de NZ	4	J+3

* Pas de dépôt

Tableau 3

Eléments d'information à inclure dans une formule de réclamation
(minimum requis)

- | | | |
|-----|--|---|
| 1. | Date de la réclamation | |
| 2. | Numéro de dossier | |
| 3. | Répondre à: nom, adresse, numéro(s) | |
| 4. | Expéditeur: nom, adresse complète, numéro(s) | |
| 5. | Destinataire: nom, adresse complète, numéro(s) | |
| 6. | Le numéro de l'envoi EMS | |
| 7. | Date de dépôt | |
| 8. | Bureau de dépôt | |
| 9. | Renseignements concernant la dépêche: | Date de la dépêche
Numéro de la dépêche, numéro du sac
Bureau d'échange de destination
Bureau d'échange de départ
Renseignements complets sur le vol/itinéraire |
| 10. | Description du contenu: | Document/marchandise/cadeau
Poids
Valeur |
| 11. | Motif de la réclamation | |
| 12. | Nom de la personne émettant la réclamation | |
| 13. | Réponse: | Envoi non reçu
Envoi distribué
Tentative de distribution effectuée
Envoi retourné à l'expéditeur
Envoi retenu en douane |
| 14. | Espace pour les explications/observations | |

RÉCLAMATION
Envoi EMS

E 3

1 N°

2 Date

Réponse

3 De (Administration d'origine et nom du pays)

8 A (Administration de destination)

4 Adresse

9 Adresse

5 Téléphone

6 Téléfax

10 Téléphone

11 Téléfax

7 Télex

12 Télex

13 N°

14 Date de dépôt

15 Bureau de dépôt

Adresse de l'expéditeur

16 Nom

19 Nom

Adresse

Adresse

Ville

Ville

17 Téléphone

18 Code postal

20 Téléphone

21 Code postal

Contenu

22

23

24

25 Poids

26 Valeur

☐ Cadeau

☐ Document

☐ Marchandise

Indications concernant la dépêche

27 Date de la dépêche

28 Dépêche n°

29 Bureau d'échange de destination

30 Sac n°

31 Vol n°

32 Premier transbordement, vol n°

33 Deuxième transbordement, vol n°

Motifs de la réclamation

34

35

☐ Pas arrivé

☐ Retourné

36

37

☐ En retard

☐ Autre

38 Signature de l'agent (bureau d'origine)

Indications concernant l'arrivée

39

40 Vol n°

41 Date

42 Heure

☐ Pas arrivé

Indications concernant la distribution

43

44 Date

45 Heure

46 Signature de la personne ayant reçu l'envoi

☐ Tentative de distribution

(destinataire averti)

Indications concernant la tentative de distribution

47

48 Date

49 Heure

50 Peut être retiré à (bureau distributeur)

☐ Tentative de distribution

(destinataire averti)

Douane

51

52

53

54 Motif du retard/de la détention

☐ Retenu à la douane

☐ Destinataire averti

☐ Retardé à la douane

Envoi

55

Date

56

57 Nouveau n° de l'envoi après réétiquetage

☐ Retourné

☐ Expédié

Observations

58

59 Signature de l'agent (bureau de destination)

Recommandation 17



Assurance

Il est recommandé aux Administrations postales:



- 1° d'adopter, comme élément de leur service EMS de base, une couverture d'assurance, si nécessaire en faisant appel à une compagnie d'assurance privée, qui garantisse à l'expéditeur:
 - a) un dédommagement à hauteur d'un montant limite spécifié, dans le cas de perte totale d'un envoi;
 - b) une indemnité à hauteur d'un montant limite spécifié, dans le cas de dommage indirect consécutif à la non-distribution ou au retard dans la distribution d'un envoi;
 - c) un dédommagement à hauteur d'un montant limite spécifié, dans le cas de l'avarie du contenu d'un envoi;
- 2° d'adopter, comme élément facultatif du service, une couverture d'assurance, si nécessaire en faisant appel à une compagnie d'assurance privée, qui garantisse à l'expéditeur, moyennant le paiement d'une prime supplémentaire, un dédommagement ou une indemnité pour des pertes ou des dommages non couverts par les dispositions a), b) et c).
- 3° de tenir compte des services d'assurance offerts par la concurrence, pour fixer les limites du dédommagement et des indemnités.

ÉTIQUETTE EMS

E 1

		1 Nom de l'Administration d'origine Nom national du service		2 	
31 Bureau d'origine	4 Date du dépôt Année Mois Jour		5 Heure du dépôt Heures Minutes		3 EE 473124829 CA
Expéditeur			Destinataire		
6 N° du compte		7 N° de téléphone		10 N° du compte	
8 Nom et adresse de l'expéditeur		12 Nom et adresse du destinataire		11 N° de téléphone	
		9 Code postal		13 Point d'échange	
				14 Code postal	
38 N° du bureau d'origine		39 Signature de l'expéditeur		33 N° du permis	
				34 N° de série	
15 Nombre de pièces dans l'envoi		16 N° de cette pièce		17 Genre de produit	
				18 Mode de paiement	
				1 2 3	
Déclaration en douane				27 Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi	
21 Description du contenu				28 Signature	
22 Cadeau		23 Echantillon de marchandise		24 Valeur	
				25 Poids en kg	
32 Distribué		37 Signature de l'agent acceptant l'envoi		26 Directives spéciales	
Tentative de remise				29 Date de la remise	
				Année Mois Jour	
				30 Heure de la remise	
				Heures Minutes	

Recommandation 3 concernant le service EMS – Dimensions: 140 x 254 mm; couleurs: cases 21 à 25 sur fond vert, logotype EMS bleu et orange

ÉTIQUETTE EMS										E 1 (variante)	
					<div>1</div> Nom de l'Administration d'origine Nom national du service					<div>2</div> 	
<div>4</div> Date du dépôt Année Mois Jour			<div>5</div> Heure du dépôt Heures Minutes		<div>20</div> Taxe d'expédition					<div>3</div> EE 473124829 CA	
Expéditeur					Destinataire						
<div>8</div> Nom et adresse de l'expéditeur					<div>12</div> Nom et adresse du destinataire						
<div>9</div> Code postal de l'expéditeur					<div>14</div> Code postal du destinataire						
Déclaration en douane					<div>27</div> Nom en caractères d'imprimerie de la personne recevant l'envoi						
<div>21</div> Description du contenu					<div>28</div> Signature						
<div>22</div> <input type="checkbox"/> Cadeau		<div>23</div> <input type="checkbox"/> Echantillon de marchandise		<div>24</div> Valeur		<div>25</div> Poids en kg		<div>29</div> Date de la remise Année Mois Jour		<div>30</div> Heure de la remise Heures Minutes	

BULLETIN DE VÉRIFICATION POUR LES ENVOIS EMS

Bureau d'origine du bulletin	Date du bulletin	N°	Dépêche n°
	Date d'expédition	Heure	
Bureau de destination du bulletin	N° du vol, etc.		Feuille d'avis n° (manifeste)
	Bureau d'échange de départ		
	Bureau d'échange de destination		
	Date d'arrivée de la dépêche	Date d'ouverture de la dépêche	

1. Envois manquants

N°		Bureau d'origine	Adresse (aussi complète qui possible)	Observations
courant	de l'envoi EMS			

2. Envois excédentaires

N°		Bureau d'origine	Adresse	
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire

3. Envois spoliés ou avariés

N°		Bureau d'origine	Adresse		Contenu
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire	
Description et cause apparente de la spoliation ou de l'avarie; autres observations					
Estimation du montant du dommage					

4. Envois arrivés tardivement

E 2 (verso)

N°		Bureau d'origine	Adresse		
courant	de l'envoi EMS		de l'expéditeur	du destinataire	

Description et cause apparente du retard

5. Irrégularités

Feuille d'avis EMS manquante, emballage ou système de fermeture insuffisant, etc.

6. Traitement ultérieur de l'envoi EMS

☐ Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination

Nouveau poids

☐ Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné

☐ L'emballage est conservé ici

☐ Le destinataire refuse l'envoi

☐ L'expéditeur refuse l'envoi

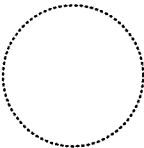
☐ Le destinataire a accepté l'envoi

☐ L'expéditeur a accepté l'envoi

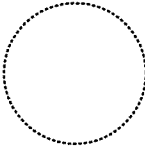
7. Représentant du ou des transporteurs

Nom et titre	Signature

Timbre du bureau ayant établi le bulletin et date
Signature de l'agent



Lu et accepté
Timbre du bureau de destination du bulletin et date
Signature de l'agent



SUÈDE

20. 0.3

Projet de résolution

Responsabilité

Le Congrès,

se référant

aux dispositions des articles 35 à 39 et 44 de la Convention concernant les questions de responsabilité d'espèce différente,

conscient du fait

que les opérateurs postaux fournissent des services aux clients en libre concurrence avec des opérateurs privés,

considérant

que la réglementation postale en matière de responsabilité doit être adaptée à celle du marché de distribution en général,

constatant

que toutes les procédures postales pour la détermination de la responsabilité doivent être simplifiées de manière considérable pour réduire aussi bien le travail administratif que les coûts y relatifs,

prie instamment

les opérateurs postaux de faire face aux attentes légitimes des clients et d'accélérer le règlement des réclamations des clients,

charge

l'organe approprié de l'UPU d'établir et de présenter des propositions pour l'approbation de l'organe compétent concernant tous les aspects de la responsabilité reconnue par les opérateurs postaux à l'égard des envois de courrier.

Motifs. – Les textes de la Convention concernant la responsabilité ont certainement été réduits dans la version remaniée après le transfert de certaines parties du texte au Règlement d'exécution. En tout cas, ils sont hors de proportion avec les autres parties de la Convention. En effet, les opérateurs postaux ont pour tâche d'acheminer de l'information et des marchandises, et n'ont pas pour fonction de s'occuper de procédures de réclamations excessivement compliquées.

La réglementation de la poste doit être adaptée à celle qui est normalement appliquée sur le marché, à savoir à ce qui est offert par les concurrents de la poste. Les clients s'attendent de nos jours à un règlement rapide de leurs réclamations et ne sont plus disposés à attendre des mois et des mois, ce qui est en effet possible selon les dispositions actuelles. Il sera certainement possible

de rationaliser le traitement entre entreprises postales des réclamations, lequel, aujourd'hui, dans beaucoup de cas, coûte plus cher que les montants éventuellement récupérés d'un ou de plusieurs autres opérateurs.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.).

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

20. 0.4

Résolution

Service des envois à livraison attestée

Le Congrès,

reconnaissant

que le Congrès de Washington 1989 a introduit un nouveau service facultatif «d'envois à livraison attestée» qui, dans la gamme des produits postaux, satisfait un besoin de la clientèle et se range entre les envois ordinaires et les envois recommandés,

notant

que la majorité des Administrations n'a pas adopté ce service facultatif et que cet échec rend difficile la fourniture de cette prestation pour les Administrations qui l'ont incluse dans la gamme des services qu'elles offrent,

invite instamment

toutes les Administrations à mettre en place ce service, le plus tôt possible,

recommande

au Conseil d'exploitation postale de déterminer les raisons pour lesquelles les Administrations n'offrent pas ce service d'envois à livraison attestée, d'examiner les moyens de l'étendre et d'élaborer des recommandations destinées à permettre à un plus grand nombre d'Administrations d'assurer ce service.

BRÉSIL

20. 0.5

Résolution

Etude concernant les coupons-réponse internationaux

Le Congrès,

considérant

que le service des coupons-réponse internationaux a une utilisation de plus en plus restreinte,

notant

que, l'échange des coupons-réponse étant obligatoire, toute Administration postale est tenue de mettre en place des systèmes de contrôle, de comptabilité et d'assurance qui sont onéreux lorsque nous considérons le volume des objets traités,

tenant compte

des frais encourus par le Bureau international de l'UPU au titre de la production des formules C 22, en sus de la prise en charge de toutes les étapes de l'acheminement, du contrôle et de la régularisation finale des comptes concernant le service,

charge

le Conseil exécutif:

- d'étudier la possibilité de supprimer les coupons-réponse ou de restreindre leur utilisation aux seuls pays qui désireraient garder ce service;
- de présenter au prochain Congrès les propositions ayant lieu d'être à cet effet.

Motifs. – La suppression du coupon-réponse réduira les frais occasionnés par la production de l'ensemble des formules y relatives et entraînera de surcroît l'élimination des contrôles comptables et de sécurité qui sont assurés à l'heure actuelle aussi bien par les Administrations postales que par le Bureau international de l'UPU. Il ne portera pas atteinte, pour autant, à l'image de marque et au bon fonctionnement des services postaux.

ÉGYPTE

20. 0.6

Amendement à la proposition 20. 0.2

Résolution

Service EMS

Modifier l'article 11 «Compensation lors du déséquilibre des échanges» de l'accord-cadre concernant les envois EMS, faisant l'objet de l'annexe à la proposition 20. 0.2, de la manière suivante:

Les frais terminaux définis dans la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux envois EMS. Chaque Administration fixe, en cas de déséquilibre des échanges, un taux de compensation unitaire par envoi correspondant aux coûts et selon des critères objectifs qui permettent de faire face à la concurrence. Ces taux restent en vigueur pendant deux ans au minimum, à moins que l'accord n'en dispose autrement. Les Administrations fixent, dans leurs relations réciproques, le nombre d'envois en excédent à partir duquel le taux de compensation unitaire est perçu.

Motifs. –

1. Eviter les abus dans la fixation des taux de compensation du déséquilibre.
2. Prendre pour base des critères objectifs pour fixer les taux de compensation des déséquilibres afin de pouvoir faire face à la concurrence.
3. Stabiliser les taux de compensation pour une durée raisonnable et, par là même, stabiliser les taxes des prestations au pays d'origine.

ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ,
JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT,
LIBAN, MAROC, MAURITANIE, OMAN, QATAR,
SOMALIE, SOUDAN, SYRIENNE (RÉP. ARABE),
TUNISIE, YÉMEN

20. 0.7

Amendement à la proposition 20. 0.2

Résolution

Service EMS

Modifier l'article 11 «Compensation lors du déséquilibre des échanges» de l'accord-cadre concernant les envois EMS, faisant l'objet de l'annexe à la proposition 20. 0.2, de la manière suivante:

Les frais terminaux définis dans la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux envois EMS. Chaque Administration fixe, en cas de déséquilibre des échanges, un taux de compensation unitaire par envoi correspondant aux coûts et selon des critères objectifs qui permettent de faire face à la concurrence. Ces taux restent en vigueur pendant deux ans au minimum, à moins que l'accord n'en dispose autrement. Les Administrations fixent, dans leurs relations réciproques, le nombre d'envois en excédent à partir duquel le taux de compensation unitaire est perçu.

Motifs. –

1. Eviter les abus dans la fixation des taux de compensation du déséquilibre.
2. Prendre pour base des critères objectifs pour fixer les taux de compensation des déséquilibres afin de pouvoir faire face à la concurrence.
3. Stabiliser les taux de compensation pour une durée raisonnable et, par là même, stabiliser les taxes des prestations au pays d'origine.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.8/Rev 1

Résolution

Etablissement et règlement des comptes. Contrôle du système de facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16

Le Congrès,
considérant le besoin de moderniser dans la mesure du possible l'établissement et le règlement des comptes entre les Administrations,

compte tenu
des résultats de l'étude 751 du CCEP «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlement des comptes» relatifs à la poste aux lettres et au service des colis postaux,

ayant adopté
la facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16,

charge

l'organe compétent de l'UPU de contrôler et d'évaluer la marche du nouveau système dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur des Actes de Séoul et, le cas échéant, d'adopter les actions qui s'avéreraient nécessaires pour la mise au point continue des systèmes de comptabilité en question.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.9/Rev 1

Résolution

Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international

Le Congrès,
tenant compte des résultats de l'étude 751 «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlement des comptes» du CCEP, élargie à toutes les Administrations par le CE 1993, et notamment de la forte majorité des Administrations favorisant le règlement des comptes AV 5 de la poste aérienne et CP 16 des colis postaux sur la base d'une facturation mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle,

convaincu
des avantages de la compensation multilatérale offerts par le décompte général de l'UPU en ce qui concerne l'efficacité, la rapidité et les coûts peu élevés du règlement des comptes,

charge

le Bureau international de faire connaître les avantages du décompte général et d'encourager les Administrations à en faire usage, et de faire de son mieux pour l'amélioration du système.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.10

Résolution

Etablissement et mise en œuvre de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU

Le Congrès,

prenant note
des travaux en cours visant à préparer et à mettre en œuvre une nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU se basant sur un nouveau modèle approuvé par le Congrès de Washington 1989,

convaincu
de la nécessité de mettre à la disposition des Administrations postales des Pays-membres de l'UPU cette nouvelle Liste afin de faciliter l'exécution des processus d'exploitation des services postaux internationaux,

conscient

de l'opportunité de l'informatisation de certaines publications de l'UPU, y compris celle de la Liste des objets interdits de l'UPU,

invite

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à:

- établir dans les meilleurs délais la liste de leurs objets interdits sur la base du modèle approuvé par le Congrès de Washington 1989 et avec le concours de leur administration douanière;
- communiquer leur propre liste au Bureau international afin de préparer et de rendre possible une nouvelle édition de la Liste des objets interdits au sein de l'UPU qui regroupe les données concernant le plus grand nombre de Pays-membres de l'Union,

charge

le Bureau international de l'UPU de continuer les travaux visant à l'établissement de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits,

charge

le nouvel organe de l'UPU, avec le concours du Bureau international:

- d'étudier les possibilités d'informatisation de la nouvelle présentation de la Liste des objets interdits;
- de réaliser, le cas échéant, les travaux d'informatisation de cette Liste.

Motifs. – Compte tenu des résultats des travaux sur l'établissement au sein de l'UPU de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits selon le nouveau modèle approuvé par le Congrès de Washington 1989, le CE 1994 s'est prononcé en faveur de la poursuite de ces travaux et a également accepté le principe de l'étude visant à informatiser cette nouvelle présentation de la Liste des objets interdits.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.11

Résolution

Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)

Le Congrès,

suite à la mise en place réussie du service CCRI, qui s'avère un service à valeur ajoutée utile à la clientèle d'affaires,

vu

le nombre croissant d'Administrations qui assurent ce service, soit intégralement, soit dans un seul sens, sur la base des dispositions inscrites dans la Convention et dans la décision C 90 du Congrès,

reconnaissant

- que de nombreuses Administrations savent que les concurrents offrent des prestations analogues au service CCRI;
- qu'il existe une demande de plus en plus forte de la part de la clientèle d'affaires pour ce type de service;
- que la meilleure manière de satisfaire cette demande est d'étendre ce service au plus grand nombre possible d'Administrations,

prie instamment

- toutes les Administrations d'envisager la possibilité d'adhérer au service CCRI, pour assurer cette prestation intégralement ou dans un seul sens, afin que la poste puisse conserver l'avantage compétitif dont elle dispose sur ses concurrents;
- les Unions restreintes d'encourager leurs membres à adhérer à ce service dans le but de favoriser l'augmentation du trafic entre eux,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de prendre les mesures nécessaires et de procéder à des études afin d'adapter les règles et les procédures opérationnelles du service CCRI aux besoins évolutifs de la clientèle.

Motifs. – Le service CCRI est une réussite, même s'il ne s'agit que d'un complément relativement modeste à la gamme des services de l'UPU offerts aux clients de la poste internationale. Le meilleur moyen d'encourager l'essor et le développement de ce service est d'y faire adhérer autant de pays que possible.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.12

Recommandation

Achèvement des travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU

Le Congrès,

ayant pris connaissance avec satisfaction
du résultat de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU,

relevant

l'importance des objectifs prescrits par la décision C 84 du Congrès de Washington 1989, visant à limiter le nombre des formules de l'UPU, à les simplifier et à les adapter aux nouvelles technologies,

reconnaissant

que les décisions finales des débats sur les problèmes généraux de l'exploitation postale, essentiellement sur la mise en place d'un nouveau système des frais terminaux, et d'autres propositions au Congrès pourraient entraîner de nombreuses modifications des formules,

considérant

qu'il est préférable, dans ces conditions, que l'adaptation des formules soit effectuée d'une façon cohérente immédiatement après le Congrès,

recommande

- que les travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU soient poursuivis après le Congrès jusqu'à la première session de l'organe de l'Union chargé de l'approbation des Règlements d'exécution des Actes de l'UPU, dans le but d'adapter les formules de l'UPU en fonction des décisions du Congrès;
- que cette tâche soit confiée au pays rapporteur de l'étude effectuée précédemment par le CE, assisté par le Bureau international.

Motifs. – Les décisions finales résultant de l'étude du CE sur les frais terminaux ainsi que d'autres propositions soumises au Congrès, pouvant aboutir à de nombreuses modifications des formules, ne seront connues qu'au moment du Congrès. Ainsi, au terme de l'étude du CE sur la rationalisation des formules de l'UPU, afin de procéder d'une façon cohérente à leurs modifications nécessaires immédiatement après le Congrès et au remaniement des formules, le CE a estimé opportun que l'étude en la matière soit poursuivie par le pays rapporteur (Suède), afin d'adapter les formules en fonction des décisions finales du Congrès (voir Congrès – Doc 59).

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.13

Résolution

Application d'un nouveau principe de numérotation des formules

Le Congrès,

prenant note

des résultats de l'étude du CE sur la rationalisation des formules de l'UPU (CE 1993/C 4 – Doc 4a),

considérant

que les impacts issus de la suppression de certaines dispositions de la Convention (Washington 1989), des propositions de fusion et de suppression de certaines formules et des travaux du CE sur la refonte des Actes remettront en cause ou même perturberont la numérotation successive des formules de l'UPU,

conscient

de la nécessité d'harmoniser dans la mesure du possible la présentation des textes refondus des Actes de l'Union,

charge

le nouvel organe de l'UPU chargé de l'approbation des Règlements d'exécution des Actes de l'UPU d'appliquer le nouveau principe de numérotation des formules de l'UPU, qui consiste à:

- 1° amalgamer les séries actuelles des formules «C», «AV» et «VD» de la Convention en une seule série avec la dénomination «CN 1 à CN XX» sans adjonctions de «bis», «ter» et «S», où les numéros «XX» correspondront à un numéro d'ordre spécifique indiquant l'ordre dans lequel les formules apparaîtront dans les futurs Actes de l'Union;
- 2° introduire une certaine flexibilité dans la nouvelle numérotation des formules; deux numéros libres par dizaine ont été réservés qui pourraient être ultérieurement utilisés, en cas d'introduction d'une nouvelle formule, sans changement aucun de la numérotation des formules existantes;
- 3° garder l'indication de l'ancien numéro au-dessous du nouveau numéro, en petits caractères et entre parenthèses, pour toutes les formules pendant une période transitoire jusqu'en 2001,

charge

en conséquence le Bureau international:

- d'adapter les textes des Actes refondus à la suite de l'application du nouveau principe de numérotation des formules;
- de procéder à la renumérotation des formules dans l'étape ultime du projet, lorsque le nouveau texte des Actes refondus aura été adopté par le Congrès.

Motifs. – Les raisons les plus importantes de cette recommandation ressortent des résultats de l'étude du CE sur la rationalisation des formules de l'UPU et des considérations ci-dessus.

Dans les textes de la Convention (Washington 1989), la partie «Transport aérien des envois de la poste aux lettres» a été supprimée et les dispositions concernant les lettres avec valeur déclarée sont aussi, depuis quelques années, intégrées dans la Convention. Certaines procédures pratiques sont insérées dans la partie de la Convention concernant les relations entre Administrations postales. Pourtant, dans le texte de la Convention, les formules figurent toujours comme formules des séries «C», «AV» et «VD».

Au cours des travaux sur la refonte des Actes, les textes ont été ordonnés logiquement, le but essentiel étant de regrouper les matières dans l'ordre du déroulement des opérations. Toutefois, de son mandat, l'étude sur la refonte des Actes n'a pas touché aux questions de présentation des formules, qui relèvent de l'étude du CE confiée au GT 4/1.

Suite aux résultats de cette étude, le CE a accepté la fusion et la suppression de certaines formules, ce qui entraînerait des inconvénients ou des confusions si la numérotation des formules ne changeait pas en même temps. Le principe de la nouvelle numérotation des formules a été accepté par la majorité des Administrations postales lors de la consultation effectuée à l'initiative du Groupe de travail des formules. Le CE 1993 s'est prononcé en faveur de cette nouvelle numérotation.

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 0.14

Japon, Rapporteur de la sous-étude 741.1

Résolution

Introduction d'un système de codes postaux internationaux

Le Congrès,

tenant compte

des conclusions de la sous-étude 741.1 «Tri et lecture optique» sur l'intérêt que présenterait un système de codification unique pour le courrier international en prenant en considération les évolutions technologiques dans les domaines de l'information et de la communication ainsi qu'en matière de reconnaissance optique des caractères (ROC),

conscient

de la nécessité d'établir un tel système aussitôt que possible et de façon coordonnée,

considérant

que cette sous-étude a fait apparaître que de nombreuses Administrations seraient favorables à l'introduction d'un système de codes postaux internationaux présentant les caractéristiques suivantes:

- le code postal international est composé de deux éléments, le code du pays et le numéro d'acheminement postal;
- le code du pays est représenté par le code international ISO Alpha-2 désignant le pays, le numéro d'acheminement postal étant celui adopté par chaque Administration;
- le code du pays et le numéro d'acheminement postal sont reliés par un trait d'union partout où cela est possible;
- le code postal international est inscrit à un endroit donné, par exemple à la dernière ligne de l'adresse du destinataire;
- dans la mesure du possible, il convient d'imprimer sur l'enveloppe des cases dans lesquelles sera inscrit le code et qui seront utiles pour la lecture par ROC des codes manuscrits. La couleur des cases devrait être, par exemple, rouge ou orange, et en tout cas aussi différente que possible de celle utilisée habituellement pour l'inscription de l'adresse,

charge

le Conseil d'exploitation postale de finaliser et de promulguer une norme relative à l'introduction d'un système de codes postaux internationaux découlant des résultats de la sous-étude 741.1 du CCEP.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Voir Congrès – Doc 81.

IRLANDE

20. 0.15

Résolution

Mise en application des mesures de prévention des délits

Le Congrès,

considérant

les dispositions de l'article 27 de la Convention (en particulier celles du paragraphe 5) concernant l'interdiction du transport de matières dangereuses,

ayant pris note

des inquiétudes exprimées par l'OACI, l'IATA, le CCD, INTERPOL et la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (IFALPA) quant aux efforts accrus à déployer en matière de prévention des délits postaux,

prenant note

de la récente nomination d'un spécialiste de la sécurité par le Bureau international et de la production de manuels de prévention des délits par le Groupe d'action pour la sécurité postale, contenant les recommandations des organisations susmentionnées,

conscient

de l'intérêt que portent les clients à l'égard de la sécurité et de l'intégrité du service postal,

prie instamment

les Administrations postales:

- d'organiser des cours de formation axés sur ce thème afin de centrer l'attention du personnel sur la prévention des délits et de choisir à cet effet les manuels pédagogiques produits par le GASP;
- de mettre en application les mesures recommandées dans les manuels afin de réduire les risques de délits,

charge

le Conseil exécutif de créer une Commission pour la sécurité, dont l'objet sera d'aider les Administrations postales à remplir les conditions de sécurité de plus en plus strictes des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales et de contrôler le respect de ces règlements et l'application des recommandations du GASP par les Administrations postales.

Séoul, le

Le Président du Congrès,

Motifs. – Bien que la sécurité ait été incluse comme thème d'étude dans le nouveau programme de travail du CCEP, la mise en pratique du précieux travail accompli par le GASP sera mieux suivie par le Conseil exécutif doté d'un rôle réglementaire. Les mesures de sécurité ne seront efficaces que si les gouvernements invitent les Administrations postales à appliquer et à observer systématiquement des normes communes, sur un plan multilatéral.

En outre, la libéralisation du commerce mondial résultant du récent accord du GATT et la création du Marché unique par les douze pays membres de l'Union européenne peuvent engendrer de nouveaux risques de délits du fait que les contrôles douaniers des mouvements internationaux de marchandises deviendront moins rigoureux.

PÉROU

20. 0.16

Résolution

Utilisation maximale de l'avion pour le transport du courrier non prioritaire

Le Congrès,

ayant à l'esprit

la résolution C 18 du XIXe Congrès postal universel, relative à l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier,

tenant compte

du fait que, vu le développement des services de la poste aérienne et l'augmentation de la capacité des compagnies aériennes, l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier joue actuellement un rôle primordial dans le développement des services postaux,

considérant

qu'en raison de la détérioration des services maritimes les envois transportés par ces moyens subissent des retards allant jusqu'à quatre-vingt-dix jours, ce qui dénature en fait le service postal, raison pour laquelle les Administrations se sont vues obligées de chercher des moyens de transport de remplacement pour le courrier non prioritaire,

tenant compte

du fait que le choix des acheminements contribuera à l'amélioration de la qualité du service postal,

charge

le Conseil exécutif de procéder à la réalisation d'une étude pour établir s'il est techniquement possible et économiquement viable de transporter exclusivement par voie aérienne (S.A.L.) le courrier expédié par voie maritime, en réduisant ainsi les délais de remise.

Motifs. – Les principes fondamentaux de la poste sont la régularité, la rapidité et la sécurité. C'est pour cela que, face à un développement excessif des messageries privées et, par conséquent, de la concurrence qu'elles exercent, il devient impératif de doter sans tarder le service postal des outils nécessaires pour pouvoir faire face à cette concurrence.

La présente résolution s'inscrit dans la vocation initiale du service postal, qui consiste à offrir des prestations de qualité. C'est la raison pour laquelle nous croyons que, face à l'évolution du marché des communications, nous, les Administrations membres de l'UPU, devons faire un effort pour abandonner le recours au service maritime, compte tenu de la détérioration manifeste de ce dernier.

Appuis. – Bolivie, Chili, Cuba, Mexique, Paraguay, Antilles néerlandaises et Aruba, Uruguay, Vénézuéla.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.17

Résolution

Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

de questions dont l'étude doit être poursuivie,

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

autorise

le Conseil exécutif à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

Motifs. – Créé en 1965, à la suite d'une résolution du Congrès de Vienne 1964, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué successivement après les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979, de Hamburg 1984 et celui de Washington 1989. Le résultat de ses travaux depuis ce dernier Congrès est concrétisé notamment:

- a) dans les propositions:
 - relatives à la Convention;
 - relatives à l'Arrangement concernant les colis postaux;
- b) dans la collaboration en vue du dédouanement rapide des envois EMS;
- c) dans la collaboration dans le domaine de la télématique et de la lutte contre la drogue.

Une collaboration étroite s'est ainsi instaurée entre l'UPU et le CCD pour la recherche de solutions aux problèmes communs qui se posent aux deux organisations et qu'il convient de poursuivre.

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 0.18

Recommandation

Elaboration de documents comptables transmis entre Administrations

Le Congrès,

conscient

des difficultés qui surviennent souvent en raison de l'illisibilité des documents comptables remplis à la main,

recommande

aux Administrations d'éviter dans la mesure du possible de remplir à la main les documents comptables qui doivent être transmis aux autres Administrations, mais d'utiliser dans ce but des machines à écrire ou imprimantes d'ordinateur afin d'assurer la lisibilité de ces documents.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

20. 0.19

Projet de résolution

Réexpédition et correction des adresses

Le Congrès,

se référant

aux dispositions de l'article 28 de la Convention traitant de la réexpédition et du réacheminement du courrier vers un destinataire qui a changé d'adresse,

conscient du fait

que les Administrations postales donnent aux éditeurs et aux autres expéditeurs de courrier commercial des moyens de promouvoir leurs services et de communiquer avec leurs abonnés et leurs clients qui sont en concurrence avec d'autres moyens de communication et de promotion,

connaissant

l'importance pour les gros expéditeurs de courrier de faire parvenir leurs envois aux destinataires qui ont déménagé et de recevoir des indications sur les changements d'adresse afin de tenir à jour leurs fichiers d'adresses et de promouvoir et d'étendre leurs services,

considérant

que des services de réexpédition et de notification de changements d'adresse devraient être offerts le plus largement possible et assurés le plus efficacement et le plus rentablement possible,

n'ignorant pas

que les réglementations et les conditions d'exercice internes peuvent influencer sur la portée de tels services au niveau national et peuvent aussi être étendues au niveau international,

invite instamment

les Administrations postales à introduire des services de réexpédition et de notification de changements d'adresse, si elles n'en assurent pas déjà, et de prendre des mesures visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité de ces services, si elles les assurent,

charge

l'organe approprié de l'UPU d'étudier les services et les procédures concernant la réexpédition du courrier et les notifications de changements d'adresse qui existent dans les Pays-membres, notamment les contraintes liées à la protection des libertés privées et d'autres conditions d'exercice, et d'élaborer des recommandations visant:

- à l'amélioration de ces services lorsqu'ils sont offerts au niveau national;
- à l'introduction de ces services lorsqu'ils ne sont pas encore assurés au niveau national;
- et à l'extension au niveau international, le cas échéant, des procédures de notification de changements d'adresse.

Motifs. – La Convention contient actuellement des dispositions relatives aux services de réexpédition et de réacheminement, conformes aux conditions prescrites en régime intérieur. En effet, il appartient à chaque pays de décider d'assurer des services de réexpédition, et jusqu'à quel point. Par ailleurs, la Convention ne contient aucune mention des procédures de notification de changements d'adresse, qui relèvent strictement des réglementations internes. Compte tenu de l'importance de ces services pour les gros expéditeurs de courrier, il est proposé de faire conduire une étude sur la portée de ces types de service offerts par des Pays-membres et de faire élaborer des recommandations concernant les possibilités de renfort de ces services, lorsqu'ils existent, et d'introduction lorsqu'ils ne sont pas assurés.

Appuis. – Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, France, Grande-Bretagne.

GRANDE-BRETAGNE

20. 0.20

Résolution

Correspondance commerciale-réponse internationale pour les marchandises

Le Congrès,

sachant

que le publipostage international est l'un des secteurs d'expansion des services postaux internationaux et qu'il a été stimulé par la croissance et le développement réussi du service de correspondance commerciale-réponse internationale depuis l'introduction de celui-ci au Congrès de Washington de 1989,

reconnaissant

que, vu l'expansion constante du commerce international par l'intermédiaire de la poste, il peut exister une demande incitant les entreprises à offrir des services qui permettent à leurs clients de retourner des marchandises par le service postal international dans des envois préaffranchis,

notant

que les Administrations postales de PostEurop étudient constamment différents types de services de réponse possibles pouvant correspondre à des besoins nouveaux de leurs clients, et qu'un certain nombre d'Administrations prévoient de mener des études de marché dans ce domaine,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de suivre l'évolution de la situation (telle qu'elle est décrite à l'annexe) en demandant aux Administrations qui examineront cette question de lui fournir des rapports;
- d'examiner en temps utile, en fonction des progrès accomplis, l'opportunité d'introduire un tel service en tant que nouveau service facultatif de l'UPU, en insérant, au besoin, des dispositions le concernant dans le Règlement d'exécution.

Motifs. – Il s'agit là de l'un des nouveaux services pouvant être lancés, qui font l'objet d'études en Europe, afin de répondre aux exigences de plus en plus pointues des clients. Il serait utile à l'UPU de suivre l'évolution de la situation dans ce domaine et d'adopter ce service, s'il a du succès.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Finlande France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Service de correspondance commerciale-réponse internationale pour les marchandises**I. Historique**

1.1 Le marketing direct international, principal champ d'action des services de réponse, s'est considérablement développé au cours des dix dernières années, le publipostage international étant son principal outil. Ce développement découle directement d'une conjugaison de facteurs comprenant la mondialisation croissante du marché et le perfectionnement de plus en plus important des techniques de marketing direct.

1.2 Les Administrations postales du monde entier devront favoriser cette croissance du courrier international provenant des secteurs de marketing direct, en adaptant les services de réponse aux exigences de ces secteurs. Etant donné que le service CCRI et le courrier publicitaire international joueront un rôle important dans l'offre d'une gamme de services de réponse, il faudra veiller en particulier à répondre aux besoins des sociétés de vente par correspondance (principaux usagers des services de publipostage et de réponse). Il est reconnu que le secteur des ventes par correspondance est appelé à se développer avec la suppression des barrières douanières et commerciales en Europe et l'extension attendue de l'Union européenne à plusieurs pays de l'AELE, notamment la Suisse, l'Autriche, la Norvège, la Suède, la Finlande et l'Islande.

1.3 On sait que le secteur des ventes par correspondance a besoin d'un service de réponse payée internationale pour les paquets et les marchandises. A plus long terme, il est prévu que les services de réponse devront offrir une *gamme complète* de produits de publipostage comprenant parmi ses nouvelles prestations le service international d'envoi contre remboursement, le service international de réponse payée et le service CCRI, assortis de prestations à valeur ajoutée telles que la recommandation, la déclaration de valeur et le traitement prioritaire.

II. Exemples concrets

2.1 Plusieurs clients résidant au Royaume-Uni se sont adressés à l'Administration postale de la Grande-Bretagne pour pouvoir bénéficier des services de réponse susmentionnés sous une forme combinée. Des laboratoires de développement de pellicules photographiques ont notamment demandé des limites de poids plus élevées pour les envois CCRI, de manière que ceux-ci puissent contenir un ou plusieurs rouleaux de pellicule. Le cas d'une société britannique de développement de pellicules photographiques qui utilise déjà le service CCRI pour le renvoi des pellicules en est un bon exemple. Un accord bilatéral a déjà été conclu avec une Administration pour assurer le retour de ces envois.

2.2 Parmi d'autres exemples, on pourrait citer le cas d'un prothésiste dentaire britannique qui a besoin de vignettes prépayées pour le renvoi des moules dentaires ou celui d'un client britannique nécessitant un service de retour payé de petites quantités de métaux précieux de l'étranger.

2.3 Le Conseil exécutif de 1994 a déjà décidé d'ajouter aux conditions d'exploitation du service CCRI la possibilité de retourner des envois sans valeur commerciale pesant jusqu'à 250 grammes, à partir du 1er janvier 1995. Toutefois, il convient d'effectuer un examen plus approfondi de la demande sur le marché et des différentes possibilités de service, afin d'imaginer la gamme complète des marchandises que les clients de toutes sortes peuvent souhaiter expédier par des services internationaux de réponse payée.

2.4 Il est bien évident que si les Administrations postales ne s'adaptent pas à cette demande du marché pour des services de réponse souples, les concurrents commerciaux tels que TNT ne pourront qu'en tirer avantage.

III. Etude de marché

3.1 Jusqu'à présent, des études de marché ont été entreprises dans ce domaine des services à valeur ajoutée. Il est toutefois évident qu'il existe sur le marché une demande réelle pour une gamme plus étendue de services de réponse.

3.2 La Grande-Bretagne propose de poursuivre les activités dans ce domaine par l'intermédiaire du Groupe de conception de nouveaux produits du SPMD (service postal de marketing direct) et d'inclure, dans un premier temps, la question des services de réponse dans le projet d'étude actuel du SPMD.

IV. Plan d'action

4.1 Par l'intermédiaire du sous-groupe de conception de produits nouveaux du SPMD, la Grande-Bretagne étudiera avec ses partenaires postaux la viabilité des services de réponse dans les conditions décrites ci-dessus.

4.2 Les difficultés douanières que l'on sait (à l'extérieur de l'Europe) et les frais entre Administrations afférents au traitement des marchandises de dimension non prédéterminée (comme dans le cas des envois avec des étiquettes prépayées) feront l'objet d'un examen.

4.3 La Grande-Bretagne aura le plaisir de soumettre à l'UPU des informations plus détaillées sur ces questions à mesure que les travaux avanceront.

GRANDE-BRETAGNE

20. 0.21

Résolution

Service international de distribution à domicile d'envois sans adresse

Le Congrès,

sachant

qu'un certain nombre d'Administrations postales de PostEurop ont mis en place, à titre d'essai, un service international de distribution d'envois de la poste aux lettres sans adresse, lequel est lié aux services nationaux équivalents de ces Administrations,

reconnaissant

que ce service a été conçu pour satisfaire les besoins des clients, en particulier ceux du secteur du publipostage international, qui recherchent un moyen peu coûteux pour distribuer du matériel publicitaire et enrichir leurs fichiers d'adresses,

prend note

de la description du service à l'essai faite à l'annexe 1,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de suivre l'évolution de ce service en demandant aux Administrations qui assurent cette prestation de lui fournir des rapports;
- d'examiner, une fois que le service mis à l'épreuve aura de bons résultats pendant une période suffisante, l'opportunité d'introduire cette prestation comme un nouveau service facultatif de l'UPU, en insérant, au besoin, des dispositions le concernant dans le Règlement d'exécution.

Motifs. – Il s'agit d'un des services exploités actuellement à titre d'essai en Europe pour répondre aux exigences de plus en plus pointues des clients. Il serait utile à l'UPU de suivre le développement de ce service et de l'adopter, s'il a du succès.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Espagne, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse.

GRANDE-BRETAGNE

Service international de distribution à domicile d'envois sans adresse

I. Historique

1.1 Le service de courrier international sans adresse, internationalement connu par les Administrations postales sous le nom de «Envois Sans Adresse» (ESA), a été conçu et lancé par l'Allemagne, la France, le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse. La Grande-Bretagne, après avoir procédé à plusieurs essais du service ESA avec la France et les Pays-Bas, a mis ce service à la disposition des clients du Royaume-Uni en août 1993. Cette prestation a ensuite été étendue en septembre 1993 au Portugal, qui est entré dans le groupe des Administrations assurant ce service.

II. Description du service

2.1 Un service de courrier international sans adresse consiste à faire distribuer par des porteurs des envois publicitaires, des prospectus et tout autre matériel promotionnel *sans adresse*, directement dans les boîtes aux lettres des particuliers et des sociétés, en même temps que le courrier ordinaire, dans une région donnée du pays. Il s'agit d'une forme de publicité pouvant être exploitée par les sociétés pour constituer des fichiers d'adresses et essayer de nouveaux marchés pour leurs produits.

2.2 Un service international de courrier sans adresse ne peut être offert qu'aux pays qui assurent un service de ce genre au niveau intérieur. Le service international de courrier sans adresse doit correspondre aux exigences et aux tarifs du service intérieur de chaque Administration.

2.3 Les principales spécifications convenues concernant ce service sont indiquées ci-après. Toutefois, il est possible d'autoriser des exceptions à ces règles par des accords bilatéraux.

- Poids maximal 100 g
- Longueur maximale 300 mm
- Largeur maximale 210 mm
- Epaisseur maximale 17 mm
- Longueur minimale 140 mm
- Largeur minimale 90 mm
- Nombre d'envois minimal 1000 envois

III. Fonctionnement du service

3.1 Un organisme central d'enregistrement dans un pays A traite la commande d'un client. Cela amène le pays A à prendre contact et à entrer en rapport avec le pays B afin de confirmer les dates de distribution, l'admissibilité des envois ainsi que d'obtenir des informations sur les codes postaux à choisir.

3.2 Pour chaque publipostage demandé par le pays A pour le compte d'un client, le pays B confirme au pays A ses normes de service concernant les jours de la semaine où s'effectue la distribution des envois sans adresse, le délai dans lequel tous les envois sont distribués et le tarif qui sera appliqué.

3.3 Le client enlisse et étiquette les envois à distribuer, précise la zone postale cible et la période de distribution souhaitée dans le pays B. Enfin, il paie à l'avance à l'Administration du pays A le service lui devant être fourni.

IV. Tarifs du service et règlement des comptes entre Administrations

4.1 Les tarifs incluent le paiement à l'Administration de destination des frais de traitement et de distribution, ainsi que le paiement des frais de ramassage, de traitement et d'acheminement des envois sans adresse dans le pays d'origine.

4.2 Le règlement des comptes entre Administrations est effectué bilatéralement par des centres comptables désignés à cet effet dans chaque pays.

4.3 Les opérations comptables entre Administrations s'effectuent au moyen d'une formule transmise avec les liasses de la dépêche. Le bureau d'échange de destination, après avoir vérifié qu'il a reçu le bon nombre d'envois notifiés, transmet une copie de cette formule à son centre comptable pour facturation.

4.4 Les frais que le pays A paie au pays B sont fondés principalement sur les tarifs que ce dernier pays fixe pour son service public intérieur de transmission d'envois sans adresse.

V. Situation actuelle

5.1 Le trafic des envois transmis par le service ESA, connu en Grande-Bretagne sous le nom de «International Household Delivery Service IHDS», se développe encore lentement.

5.2 Jusqu'à présent, il n'existe qu'un nombre restreint d'Administrations assurant ce service.

5.3 Le schéma de la répartition géographique de la population est une composante vitale de la viabilité de ce service. Il s'agit d'une technique de marketing grâce à laquelle une société tente d'identifier des secteurs particuliers d'une ville ou d'une région où se trouvent les particuliers ou les entreprises les plus prédisposées à acquérir ses produits. Le ciblage du service ESA se limite actuellement à un choix général des adresses de résidences privées ou de sociétés (boîtes postales) dans des zones désignées par des codes postaux particuliers dans le pays de destination.

VI. Concurrence

6.1 Il est établi que deux associations assurant des services internationaux d'envoi de matériel publicitaire sans adresse ont été créées par des sociétés indépendantes qui ont formé un réseau à travers l'Europe. Les seules sociétés connues pour assurer un service de transmission d'envois à partir de la Grande-Bretagne sont *Circle Distributors* représentant la *European Letterbox Marketing Association (ELMA)* et *MRM Distributors* agissant pour le compte de *European Household Delivery Association (EHDA)*. Il est possible d'exploiter le ciblage fait en fonction de la répartition géographique de la population là où il existe des moyens locaux, mais les clients doivent assurer eux-mêmes le transport des envois de la Grande-Bretagne vers les pays de destination et payer directement le transporteur en bout de chaîne.

6.2 Pour le moment, ces services ne sont pas largement exploités ni ne font l'objet d'une grande publicité. Ils ne font pas non plus appel aux Administrations postales. Aussi bien ELMA que EHDA jouent un rôle d'agent de coordination et offrent des prix «tout compris» ainsi qu'un centre de coordination de bout en bout. Les clients sont sûrs que les envois sont traités et distribués dans les mêmes conditions de fiabilité qu'offrent des réseaux postaux officiels.

VII. Etude de marché

7.1 Une vaste étude de marché réalisée par la Grande-Bretagne a montré qu'il existe une demande limitée, mais manifeste pour un service ESA international.

7.2 Le principal marché cible est constitué d'entreprises moyennes s'occupant du marketing de produits de grande consommation. Il s'agit en particulier de sociétés ne disposant pas de succursales dans le pays de destination. Les grosses sociétés internationales ont probablement des filiales ou des agents pouvant avoir accès aux services intérieurs de transmission d'envois sans adresse assurés par les PTT ou aux prestations offertes par des opérateurs locaux de services d'acheminement de porte-à-porte.

7.3 Le service ESA international a été reconnu comme particulièrement utile pour:

- *assurer la promotion de marchandises de faible valeur unitaire;*
- *aider des clients qui ne possèdent pas de fichiers d'adresses ou qui en ont de qualité médiocre, à constituer leur propre base de données en vue de mener de futures actions de publipostage avec adresse, en les combinant avec des cartes CCRI pour augmenter le pourcentage de réponses;*
- *réaliser une première évaluation de marchés étrangers ou des tests de marché.*

Ce service ESA peut être un point de départ rentable, dès lors qu'il n'exige pas l'acquisition de fichiers d'adresses particulières ni la location de fichiers extérieurs.

GRANDE-BRETAGNE

20. 0.22

Résolution

Courrier publicitaire international (correspondance commerciale-réponse internationale: réponse au niveau local)

Le Congrès,

constatant

que le publipostage international est l'un des secteurs d'expansion des services postaux internationaux et qu'il a été stimulé par la croissance et le développement réussi du service de correspondance commerciale-réponse internationale depuis l'introduction de celui-ci au Congrès de Washington de 1989,

sachant

qu'un certain nombre d'Administrations postales de PostEurop procèdent actuellement, à titre d'essai, à une extension de ce service grâce à laquelle les envois avec réponse payée sont d'abord distribués à une adresse locale dans le pays de destination,

reconnaissant

que ce service a été conçu pour répondre aux besoins des clients, en particulier ceux qui font du publipostage international et souhaitent disposer d'une gamme de services plus souple,

prend note

de la description du service à l'essai faite à l'annexe 1,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de suivre l'évolution de ce service en demandant aux Administrations qui assurent cette prestation de lui fournir des rapports;
- d'examiner une fois que le service mis à l'épreuve aura donné de bons résultats pendant une période suffisante, l'opportunité de l'introduire en tant que nouveau service facultatif de l'UPU, en insérant, au besoin, des dispositions le concernant dans le Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – Il s'agit là de l'un des nouveaux services pouvant être lancés, qui font l'objet d'études en Europe pour répondre aux exigences de plus en plus pointues des clients. Il serait utile à l'UPU de suivre l'évolution de ce service et de l'adopter, s'il a du succès.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

GRANDE-BRETAGNE

Courrier publicitaire international (correspondance commerciale-réponse internationale: réponse au niveau local)

I. Historique

1.1 Le service CCRI existant, équivalent international des services intérieurs de correspondance commerciale-réponse, se développe tant au niveau du volume (la Grande-Bretagne prévoit 500 000 envois arrivants pour 1993/1994) qu'au niveau du nombre d'Administrations postales participantes, soit 12 pays en 1987 et, à l'heure actuelle, plus de 40 pays et territoires dans le monde entier.

1.2 Le service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) offre à des sociétés de marketing étrangères un moyen commode d'obtenir des réponses de leurs clients. Grâce à une formule CCRI internationalement reconnue, les expéditeurs de courrier international peuvent placer dans l'envoi une formule de réponse qui permet à leurs clients de répondre gratuitement, en déposant simplement cette formule au bureau de poste local.

II. Description du service

2.1 Le service CCRI local est une extension de la prestation CCRI existante. Il est actuellement en train d'être mis au point par les pays membres du service postal de marketing direct (SPMD) et il sera commercialisé comme un service distinct, sous le nom de *International Admail (IA)* (courrier publicitaire international). Le service postal de marketing direct (SPMD) est une association européenne d'autorités postales qui a pour tâche de développer le marché et de promouvoir des produits liés au publipostage à l'intention du secteur international de marketing direct. Les pays faisant partie actuellement de cette association sont les suivants: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse).

2.2 Les Administrations du SPMD ont prévu de lancer ce service à la fin du mois d'avril 1994.

2.3 Le service proposé élargira ou complétera le service CCRI existant, en donnant la possibilité de transmettre des envois (jusqu'à 50 grammes) avec réponse préaffranchie qui seront d'abord distribués à une adresse dans un pays B pour être ensuite retransmis au pays d'origine (pays A). Cela permettra aux sociétés de publipostage du pays A d'avoir une présence perceptible dans le pays B lorsqu'elles effectueront des expéditions internationales en nombre.

III. Fonctionnement du service

3.1 Le meilleur moyen de décrire le fonctionnement du courrier publicitaire international consiste en un exemple simple comme celui d'un client britannique utilisant le service à destination de la France:

- La poste britannique fournit au client des informations au sujet de la texture d'une enveloppe ou d'une carte-réponse pour correspondance commerciale en usage en France. (Il faudra une formule différente pour chaque pays.)

- Le client britannique imprime des cartes/enveloppes conformes à la formule du service français, en y incorporant le nom de sa société.
- Le client expédie ses envois en nombre en France en plaçant dans chaque envoi des formules de réponse préimprimées et préaffranchies, valables dans le service intérieur de réponse français. Les destinataires de ce courrier réexpédient alors ces formules à l'adresse figurant sur les cartes-réponse laquelle est une boîte postale se trouvant à l'intérieur ou à proximité du bureau d'échange de Paris. Il y aurait pour ce genre de courrier une seule boîte postale.
- Chaque jour, le bureau d'échange de Paris transmet ces formules au bureau d'échange britannique (à Londres), par courrier-avion, avec les envois CCRI ordinaires, c'est-à-dire dans le sac final.
- Au bureau d'échange de Londres, les réponses sont triées suivant les différents clients, placées dans une enveloppe de 1re classe et transmises à ceux-ci.

IV. Tarifs du service et règlement des comptes entre Administrations

4.1 Les tarifs incluent le paiement à l'Administration (du pays B) des frais de traitement et d'acheminement intérieur des envois vers la boîte postale, plus les frais de réacheminement des réponses vers le pays d'origine. Les membres de SPMD sont convenus provisoirement de fonder les paiements entre Administrations sur les coûts.

4.2 L'estimation des coûts réalisée par la poste britannique indique que les paiements réclamés ne devraient pas dépasser 50 pour cent des tarifs intérieurs applicables aux envois de correspondance commerciale-réponse, car, dans le cas du service de courrier publicitaire international, les frais de distribution, qui représentent un élément important des coûts de la poste, ne sont pas encourus par le pays B.

4.3 Le règlement des comptes entre les Administrations sera effectué bilatéralement par des centres comptables désignés à cet effet dans chaque pays.

4.4 Les opérations comptables entre les Administrations s'effectuent au moyen d'une formule qui sera transmise (avec une copie de la formule C 12 sur laquelle seront enregistrés les envois de ce type de courrier) au centre comptable du pays expéditeur. Le bureau d'échange récepteur, après avoir vérifié que le nombre d'envois notifiés a bien été reçu, transmet une copie de la formule à son propre centre comptable pour vérification des factures et paiement.

V. Situation actuelle

5.1 Au moment où la présente proposition était élaborée, le service concerné était sur le point d'être mis en place. Pendant le Congrès, la Grande-Bretagne sera en mesure de présenter un rapport oral sur les premiers résultats de ce service.

VI. Concurrence

6.1 Plusieurs coursiers internationaux (et notamment TNT) assurent un service de réponse internationale et en font la publicité. Ils procèdent ainsi: le coursier prend en charge le contenu de la boîte postale pour le compte d'un client et retourne les réponses par le biais de son propre réseau international. Cette opération est comparable au service qui sera offert par les membres du SPMD.

6.2 Pour l'heure, les prestations offertes par les concurrents semblent onéreuses, mais il est probable qu'une bataille des prix se déclenchera une fois que les membres du SPMD auront lancé leur propre service international de courrier publicitaire.

VII. Etudes de marché

7.1 Une étude de marché dont la réalisation a été commandée par la poste britannique en décembre 1992, auprès de 428 sociétés engagées dans des activités de marketing international (entre quatre pays européens y compris la Grande-Bretagne), a montré clairement qu'il existe une demande de la part des clients pour une gamme de services internationaux de réponse comprenant en particulier le courrier publicitaire international (CCRI «local»).

7.2 L'étude de marché montre que les sociétés et les particuliers qui reçoivent des envois de publipostage sont beaucoup plus enclins à utiliser une formule de réponse si celle-ci porte l'adresse d'un lieu se trouvant sur le territoire national, plutôt qu'à l'étranger. Bien que le service CCRI de base ait enregistré des succès, le complément que représente cette possibilité de réponse au niveau local aidera à surmonter cette réticence de certains destinataires à répondre à un envoi international. L'étude de marché montre que la possibilité de répondre à une adresse locale contribuera à étendre davantage l'usage du service CCRI.

7.3 Sur l'ensemble des sociétés ayant déjà recours au service CCRI, 66 pour cent ont déclaré qu'elles adopteraient également un service de réponse locale. Le quart des usagers des services internationaux de publipostage estiment que le courrier est pris plus au sérieux s'il porte une adresse locale.

ARGENTINE

20. 0.23

Amendement à la proposition 20. 0.2

Résolution

Service EMS

Modifier le premier paragraphe de la résolution proprement dite de la manière suivante:

décide

d'approuver la poursuite des activités dans le domaine de l'EMS /.../ , menées à bien par le CCEP /.../ en application de la résolution C 25 du Congrès de Washington, dont sera chargé le Conseil d'exploitation postale, avec la participation et l'appui du Bureau international,

Motifs. – Il est jugé utile d'apporter cette précision, car le CCEP a maintenant mené à terme les tâches que lui avait confiées le Congrès de Washington. C'est pourquoi il n'est pas approprié de dire, au moment où se réunit le Congrès de Séoul, que ces activités se poursuivent «au sein du CCEP». De plus, au cas où cet organe changerait de nom et deviendrait le Conseil d'exploitation postale, le libellé de ce paragraphe ne serait également pas approprié, étant donné que ledit organe n'aurait pas encore commencé ses travaux.

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

20. 0.24

Amendement à la proposition 20. 0.2

Résolution

EMS

La modifier comme suit:

Recommandation 2

Mode d'identification unique

(Sans changement.)

Spécification concernant le mode d'identification unique

Disposition à partir de la gauche, modifier le texte concernant les positions 12 et 13 comme suit:

- positions 12 et 13: code ISO Alpha-2 pour désigner l'Administration d'origine /.../³.

Supprimer l'annexe 2 et renuméroter l'annexe 3 en conséquence.

Recommandation 11

Responsabilité

Il est recommandé aux Administrations postales:

- 1° d'assumer la responsabilité et de verser une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois EMS;
- 2° de fixer éventuellement, pour cette indemnité, une limite maximale, à condition que ce montant maximal ne soit pas inférieur à ___ DTS pour les envois ne contenant que des documents et à ___ DTS pour ceux qui contiennent d'autres objets;

(le reste sans changement).

(Les montants dont il est question dans le paragraphe 2° devraient être ceux adoptés par le Congrès pour l'article 35 de la Convention et pour l'article 25 de l'Arrangement concernant les colis postaux «Responsabilité des Administrations postales. Indemnités». Voir propositions 20. 35.1, 20. 35.2, 20. 35.4, 30. 25.1, 30. 25.4, 30. 25.5, 30. 25.6, 30. 25.7 et 30. 25.8.)

Motifs. –

Recommandation 2: Les codes Alpha-2 sont maintenant largement utilisés dans les programmes informatiques exploités dans les systèmes de suivi et de localisation des envois EMS. Le Bureau international met régulièrement à jour la liste de ces codes dans le Recueil opérationnel EMS. Il serait toutefois utile de publier ces codes dans ce Recueil aussi bien suivant l'ordre alphabétique des pays que celui des codes eux-mêmes (certains codes étant très différents des noms des pays). Les Administrations postales pourraient alors facilement transmettre ces codes au personnel approprié (programmeurs, employés des bureaux d'échange, etc.).

Recommandation 11: Le CCEP de 1987 avait adopté la version originale de cette recommandation sur la base des résultats d'une étude technique concernant la question de la responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie des envois EMS. Les montants maximaux de l'indemnité adoptés dans le cadre de cette recommandation (19,60 DTS pour les envois contenant uniquement des documents et 73,51 DTS pour ceux qui contiennent d'autres articles) ont été calculés d'après les montants maximaux de l'indemnité adoptés par le Congrès de Hambourg pour les envois recommandés et les colis. Par inadvertance, le Congrès de Washington avait omis de reviser les montants figurant dans la recommandation 11, alors qu'il les avait portés à 24,50 DTS et à 111,07 DTS respectivement. Il semble donc logique et conforme au but initial de cette recommandation de faire en sorte que les montants devant figurer dans la recommandation 11 correspondent à ceux adoptés par le Congrès de Séoul pour les envois recommandés et les colis.

³ Les codes Alpha-2 des pays et territoires étant du ressort de l'Union sont publiés dans le Recueil opérationnel EMS sous forme de deux listes; l'une suivant l'ordre alphabétique des pays et territoires, l'autre suivant l'ordre alphabétique des codes eux-mêmes.

ALLEMAGNE

20. 0.25

Amendement à la proposition 20. 0.1

Résolution

Services de courrier électronique

Le Congrès,

notant avec satisfaction

- 1° le développement important des services de courrier électronique dans certains pays;
- 2° les travaux effectués pour le CCEP dans le domaine du courrier électronique,

conscient du fait

- que, sauf en ce qui concerne les services de type bureaufax, le nombre d'Administrations qui offrent des services de courrier électronique est encore relativement limité;
- qu'il existe une demande croissante de la part de la clientèle en ce qui concerne le développement de ces services au niveau international;
- que 70 pour cent des envois de la poste aux lettres dans certains pays sont générés par des ordinateurs;
- que les services de courrier électronique sont stratégiquement importants pour la poste,

charge

le Conseil d'exploitation postale

- 1° d'émettre et tenir à jour /.../ un ou plusieurs types d'accords cadres avec leurs règlements pour faciliter la conclusion des arrangements bilatéraux concernant les services de courrier électronique /../;
- 2° d'émettre /../ et tenir à jour des recommandations /.../ concernant le fonctionnement des services de courrier électronique.

Motifs. – Cet amendement est une conséquence de l'adoption par la Commission 3 de la proposition 10. 22.2 qui donne au nouveau Conseil d'exploitation postale certains pouvoirs de l'actuel Conseil exécutif en sus de ceux de l'actuel Conseil consultatif des études postales (voir également la proposition 15. 104.5).

CONVENTION

Article premier

Liberté de transit

ZAMBIE

20. 1.1/Rev 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle emploie pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre Administration.

Motifs. – Il s'agit d'inclure dans le principe de la liberté de transit l'aspect relatif à la sécurité. Actuellement, seule la rapidité est prise en compte dans le principe de la liberté de transit. Le concept de la sécurité du courrier constitue l'une des préoccupations majeures de l'Union et fait l'objet des travaux du Groupe d'action pour la sécurité postale (GASP). Par ailleurs, de par son expérience, la Zambie s'est rendu compte que la plupart de ses envois avaient été violés lors de leur passage en transit par d'autres Administrations.

Appuis. – Swaziland, Zimbabwe.

Article premier

Liberté de transit

FRANCE

20. 1.2

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

1bis. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

2. (Sans changement.)

3. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne sont pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne peuvent être obligés de participer à l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

4. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les /.../ autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays.

Motifs. – A l'occasion de la refonte des Actes par le Conseil exécutif, ces dispositions, qui figuraient dans la Convention respectivement aux articles premier, paragraphe 2, et 41, paragraphe 9, ainsi qu'à l'article premier, paragraphe 5, pourraient être transférées vers le Règlement d'exécution de la Convention aux articles 101, paragraphes 1 et 3, ainsi qu'à l'article RE 2701, paragraphe 6.

Or ces dispositions ne sont pas de simples applications du principe de la liberté de transit, mais se présentent plutôt comme des limitations à la liberté de transit, qui est le principe essentiel de l'UPU. En conséquence, il est approprié de laisser ces dispositions dans la Convention.

S'agissant du paragraphe 4, la décision d'apporter une restriction à la liberté de transit constitue une compétence gouvernementale qui ne relève pas, dans les pays pratiquant la séparation régulateur/opérateur, de la seule entité en charge de l'exploitation postale (voir définition de l'Administration postale proposée par le Conseil exécutif à l'article 104 du Règlement général).

Article 5

Timbres-poste

ARGENTINE, SUÈDE

20. 5.1/Rev 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Seules les Administrations postales émettent les timbres-poste attestant le paiement de l'affranchissement selon les Actes de l'Union. Il en est de même des marques d'affranchissement postal des empreintes de machines à affranchir officiellement adoptées et des empreintes à la presse d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux dispositions du Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – La Suède accepte l'amendement suggéré par l'Argentine, sous réserve de la légère addition indiquée ci-dessus.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéque (Rép.).

Article 5

Timbres-poste

ARGENTINE

20. 5.2

Amendement à la proposition 20. 5.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Seules /.../ les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement /.../. Il en est de même des marques d'affranchissement postales, empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées, empreintes à la presse d'imprimerie ou autres procédés d'impression ou de timbrage selon la réglementation du Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – Pour assurer une uniformité sur les plans de la terminologie et de la technique législative, il est jugé opportun de conserver la dénomination «Administration postale» telle qu'elle figure dans les autres dispositions de la Convention et de ne pas introduire une dénomination différente, en l'occurrence «entités», compte tenu en particulier de ce que la proposition d'ordre général 018 du Conseil exécutif donne les précisions nécessaires quant à la portée du concept d'Administration postale.

De la sorte, il va de soi que, chaque fois que le terme d'Administrations postales est mentionné dans la Convention, il peut faire allusion aux entités dont il est question dans la proposition 20. 5.1.

Pour ces raisons et pour obtenir les résultats visés par la proposition 018, il serait bon, en ce qui concerne les entités dont il est question, d'introduire une note dans les manuels concernant les envois de la poste aux lettres et les colis postaux faisant référence à la résolution du Congrès approuvant la proposition 018 susmentionnée et reproduisant la partie s'y rattachant.

Article 6

Cartes d'identité postales

OMAN

20. 6.1

Le supprimer.

Motifs. – Les cartes d'identité, au niveau national, et les passeports, au niveau international, sont désormais suffisants pour l'exécution d'opérations auprès des bureaux de poste.

Article 6

Cartes d'identité postales

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 6.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude sur la rationalisation des formules de l'UPU, qui a tranché la question de la suppression possible de certaines formules à l'usage de la clientèle dont le coût est prohibitif eu égard aux résultats ou à la satisfaction de la clientèle, de même que les services auxquels elles se rapportent (voir Congrès – Doc 59). L'analyse de la pratique actuelle a montré le faible taux de participation des Administrations postales au service «carte d'identité postale». La plupart des Administrations qui assurent l'émission et la délivrance de ces cartes à la demande des requérants constatent que la demande est relativement faible, et elles s'interrogent sur la véritable utilité de maintenir ce service. Plus de 80 pour cent des Pays-membres de l'Union, y compris ceux qui fournissent actuellement ce service, sont d'avis qu'il ne présente plus guère d'intérêt pour les clients de la poste.

Le maintien du service et des dispositions dans les Actes de l'UPU ne s'impose plus et les Administrations postales se sont exprimées en faveur de la suppression de ce service et de l'annulation des dispositions correspondantes dans les Actes.

Il est à souligner que, si les Administrations postales le désirent, la possibilité d'assurer l'émission et la délivrance de ces cartes dans leurs services internes ou internationaux reste toujours valable, compte tenu de leurs propres besoins et de leur législation interne.

Propositions corrélatives: 15. 115.1, 20. 56.1 et 25. RE 601.2.

Article 7

Taxes

SUÈDE

20. 7.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans la Convention et les Arrangements.

Motifs. – Ce paragraphe a parfois été interprété comme couvrant également la compensation payée entre les Administrations.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Slovaquie, Tchéquie (Rép.).

Article 7

Taxes

SUÈDE

20. 7.2/Rev 1

Modifier les paragraphes 1 et 2 comme suit et supprimer le paragraphe 3:

1. Les taxes relatives aux /.../ services postaux internationaux sont fixées à titre indicatif dans la Convention et les Arrangements.

2. /.../ Les Administrations postales sont autorisées à dépasser les taxes indicatives si les taxes qu'elles appliquent dans leur service intérieur sont plus élevées que celles fixées par la Convention et les Arrangements pour les mêmes services, si cela est nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation de leurs services ou pour tout autre motif raisonnable. Les taxes appliquées ne peuvent pas être inférieures à celles appliquées, dans le régime intérieur, aux envois présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

Motifs. – L'article 7 de la Convention, après refonte, n'est plus tout à fait à jour après la décision du Congrès de Washington de transformer les taxes d'affranchissement en taxes indicatives seulement. Cette proposition cherche à moderniser le texte.
Commentaires aux différents paragraphes:

Ad 1

La notion de taxes indicatives est introduite déjà ici pour qu'elle couvre tous les types de taxes. En effet, il n'y a plus de limites fixes ni pour les taxes d'affranchissement (fixées à l'article 10 du texte après refonte), ni pour les taxes spéciales (maintenant à l'article 7, paragraphe 3, du texte après refonte, antérieurement à l'article III du Protocole final).

Ad 2

La notion de taxes indicatives implique par définition que la déviation de ces taxes constitue un procédé normal et doit avoir lieu dans tous les cas où les conditions du marché dans un pays déterminé l'exigent. Pour cette raison, les mots «à titre exceptionnel» ont été biffés.

Le texte proposé est une combinaison des paragraphes 2 et 3 du texte après refonte. Il a été complété pour montrer que les conditions mentionnées dans ces deux paragraphes sont des exemples de situations où les Administrations peuvent être amenées à fixer des taxes dépassant les montants indicatifs.

La dernière phrase du paragraphe 3 prévoit que les Administrations informent le Bureau international de leurs intentions. Ceci n'est bien entendu plus nécessaire, toutes les Administrations étant libres de fixer leurs taxes sur la base des taxes indicatives.

Pour mettre en évidence déjà dans le présent article que des pratiques de dumping ne sont pas admises, il est enfin suggéré d'introduire ici la disposition de l'article 10 concernant la limite minimale des taxes.

Appuis. – Autriche, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéque (Rép.).

Article 7

Taxes

ALLEMAGNE

20. 7.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux sont fixées dans la Convention et les Arrangements. Cette fixation des taxes doit se faire en principe en relation avec les coûts afférents à la fourniture de ces prestations.

Motifs. – Le changement de statut de nombreuses Administrations postales et la contrainte qui en découle d'agir selon des principes de rentabilité économique exigent l'application de taxes orientées sur les coûts. L'introduction du facteur coût n'a rien de neuf; à l'article 11, il est déjà demandé que les surtaxes applicables aux envois-avion doivent être en relation avec les frais du transport aérien. Lors du calcul des taxes, il convient également de tenir compte – en tant que facteur coût – des frais terminaux à payer aux termes de l'article 47.

Article 9

Envois de la poste aux lettres

OMAN

20. 9.1

Sous-paragraphe 1.2. Le modifier comme suit:

- 1.2 /.../ autres objets (AO): limites de poids: 2 kilogrammes pour les imprimés, /.../ 5 kilogrammes pour les imprimés contenant des livres ou des brochures, 7 kilogrammes pour les cécogrammes;

Motifs. – La séparation des objets de la poste aux lettres en deux catégories suffit, soit les «LC», avec priorité, et les «AO», sans priorité. – Facilité des opérations en intégrant les imprimés et les petits paquets dans une seule catégorie.

Note. – La modification proposée a pour conséquence:

- 1° la modification du paragraphe 2 de l'article 10 dans la Convention;
- 2° la modification des paragraphes 3 à 6 de l'article 4113 dans le Règlement d'exécution de la Convention;
- 3° la suppression de ce qui suit dans le Règlement d'exécution:
 - paragraphe 3 de l'article 1001;
 - paragraphe 3 de l'article 3201;
 - sous-paragraphes 1.1.2, 2.5.2 et 2.5.4 de l'article 4105.

Article 9

Envois de la poste aux lettres

JAPON

20. 9.2/Rev 1

Paragraphe 1.2. Le modifier comme suit:

- 1.2 les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets collectivement dénommés «AO»; limites de poids: 5 kilogrammes pour les imprimés, 2 kilogrammes pour les petits paquets, /.../ 7 kilogrammes pour les cécogrammes;

Motifs. – Beaucoup de clients demandent que les imprimés relativement pondéreux tels que les calendriers, les affiches, etc., soient envoyés avec les imprimés dans un même envoi; il convient donc d'élever les limites de poids de cette catégorie de courrier à 5 kilogrammes pour répondre à ces besoins spécifiques.

Article 9

Envois de la poste aux lettres

CANADA

20. 9.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
 - 1.1 (sans changement);
 - 1.2 (sans changement);
 - 1.3 les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M»; limite de poids minimale: 5 kilogrammes; maximale: 30 kilogrammes. Les Administrations de destination ont toutefois la possibilité de ne pas tenir compte de la limite minimale de 5 kilogrammes spécifiée ci-dessus.

Motifs. – Actuellement, il n'est pas fixé de poids minimal pour les sacs M. Ces dernières années, on a vu une nette augmentation du nombre de sacs M ou «sacs» de faible poids. Ces sacs M engendrent des difficultés d'ordre pratique et un surcroît de frais pour l'Administration distributrice.

Le service des sacs M est censé fournir aux clients un moyen pratique d'envoyer des envois AO en nombre au même destinataire, à la même adresse. Il est proposé de fixer une limite minimale de poids afin de veiller à ce que le service conserve la raison pour laquelle il a été mis en place.

D'autre part, il faut éviter d'être trop restrictif. D'après la formulation de cette proposition, les Administrations de destination auront donc la possibilité de ne pas tenir compte de cette limite minimale de poids de 5 kilogrammes pour les sacs M si elles en décident ainsi. Les Administrations utilisant cette faculté seront citées dans le Recueil de renseignements (Convention), en application de l'article RE 5401 – Renseignements à fournir par les Administrations (paragraphes 1, 1.1).

Article 9

Envois de la poste aux lettres

CHINE (RÉP. POP.)

20. 9.4

Paragraphe 1.3. Le modifier comme suit:

- 1.3 les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M»; limite de poids minimale: 5 kilogrammes, maximale: 30 kilogrammes.

Motifs. – Les imprimés, en particulier les livres et les brochures, dont le poids ne dépasse pas 5 kg doivent être déposés en une seule pièce. S'ils sont déposés en sacs M, l'Administration de destination va avoir des pertes considérables en frais terminaux, tandis que le travail effectué par l'Administration de destination pour traiter un sac M de moins de 5 kg est presque aussi important que pour traiter une pièce d'imprimés du même poids. En vue d'éviter la perte de revenus pour les Administrations postales, il faut prévoir une limite au poids minimal des sacs M.

Article 9

Envois de la poste aux lettres

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 9.5

Le modifier comme suit:

1. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon l'un des deux systèmes suivants. Chaque Administration postale est libre de choisir le système qu'elle applique à son trafic sortant.
2. Le premier système est fondé sur la vitesse de traitement des envois. Ils sont alors répartis en:
 - 2.1 envois prioritaires: envois transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité; limites de poids: 2 kilogrammes en général, 5 kilogrammes pour les objets contenant des livres et brochures (service facultatif), 7 kilogrammes pour les cécogrammes;
 - 2.2 envois non prioritaires: envois pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long; limites de poids: comme 2.1.
3. Le second système, applicable par les Administrations qui ne sont pas en mesure d'utiliser le premier système, est fondé sur le contenu des envois. Ils sont alors répartis en:
 - 3.1 /.../ lettres et /.../ cartes postales, collectivement dénommées «LC»; limite de poids: 2 kilogrammes;
 - 3.2 /.../ imprimés, /.../ cécogrammes et /.../ petits paquets, collectivement dénommés «AO»; limites de poids: 2 kilogrammes pour les imprimés et les petits paquets, 5 kilogrammes pour les livres, 7 kilogrammes pour les cécogrammes.
4. Les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres objets imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, sont dans les deux systèmes dénommés «sacs M»; limite de poids: 30 kilogrammes.
5. Dans le système de classification basé sur le contenu:
 - 5.1 les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «envois-avion»;
 - 5.2 les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés «envois S.A.L.».
6. Chaque Administration a la faculté d'admettre que les envois prioritaires et les lettres-avion soient constitués d'une feuille de papier, convenablement pliée et collée sur tous les côtés. De tels envois sont dénommés «aérogrammes».
7. Les limites de dimensions et les conditions d'acceptation, de même que les particularités relatives aux limites de poids, ressortent du Règlement.

Motifs. – A la suite des travaux de la Commission 5, le Congrès de Washington a approuvé une proposition – émanant du Conseil exécutif – qui ajoutait une nouvelle dimension à l'article 19 (maintenant 9), celle de la classification selon la vitesse et/ou le mode d'acheminement.

La présente proposition a pour but une harmonisation accrue de l'offre des produits postaux en privilégiant les facteurs qui sont davantage identifiables par les clients, particulièrement la vitesse d'acheminement.

Dans la situation concurrentielle où se trouvent actuellement les Administrations postales, il importe de vouer plus d'attention aux intérêts et exigences de la clientèle, d'où la définition d'une gamme de produits cohérente, d'identification facile par les clients, qui, répondant à leurs besoins en matière de vitesse d'acheminement, s'avère d'une extrême importance.

Quelques commentaires détaillés à la proposition

La nouvelle présentation suggérée ne modifie pas les définitions fondamentales existantes des envois de la poste aux lettres; elle met simplement l'accent en le mentionnant en premier sur le système priorité/non-priorité. Le nouveau paragraphe 1 proposé souligne que chaque Administration est libre de choisir le système qu'elle préfère, y compris de garder la classification traditionnelle.

Le paragraphe 2 reproduit dans une large mesure le paragraphe 5 actuel et inclut même certaines des limites de poids basées sur le contenu dans le but de faciliter la transition au système priorité/non-priorité.

Le paragraphe 3 reproduit le texte du paragraphe 1 actuel.

Les paragraphes 4 à 7 sont la conséquence des changements effectués dans les modifications des paragraphes précédents.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 9

Envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 9.6

Créer le paragraphe 5bis suivant:

5bis. Le courrier constitué par des envois de la poste aux lettres déposés en nombre par un même expéditeur, reçu dans la même dépêche ou dans des dépêches séparées, selon les conditions précisées dans le Règlement, est dénommé «courrier en nombre».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61). La notion de courrier en nombre, précisée dans le Règlement d'exécution, offre la possibilité aux Administrations de demander une rémunération spécifique pour ces envois.

Article 10

Taxes d'affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF**20. 10.1**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Le Conseil d'administration est autorisé à reviser et à modifier les taxes indicatives mentionnées sous 2 une fois dans l'intervalle entre deux Congrès. Les taxes revisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. Ces taxes entreront en vigueur à une date fixée par le Conseil d'administration.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence de reviser les taxes indicatives est transférée au Conseil d'exploitation postale, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration (propositions 15. 102.6, 15. 104.5 et 20. 10.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 10

Taxes d'affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF**20. 10.2**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Le Conseil consultatif des études postales est autorisé à reviser et à modifier, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, les taxes indicatives mentionnées sous 2 une fois dans l'intervalle entre deux Congrès. Les taxes revisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. Ces taxes entreront en vigueur à une date fixée par le Conseil consultatif des études postales.

Motifs. – Conséquence de la proposition 15. 104.5, visant à transférer au Conseil consultatif des études postales la compétence de reviser les taxes indicatives, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif.

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la proposition 10. 13.1 est acceptée, il convient, dans toutes les nouvelles dispositions, de remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Article 10

Taxes d'affranchissement

SUÈDE

20. 10.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Le Conseil exécutif* est autorisé à reviser et à modifier les taxes indicatives mentionnées sous 2 à n'importe quel moment entre deux Congrès. Les taxes revisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. /.../

Motifs. – Ce paragraphe était pleinement applicable à l'époque précédant le Congrès de Washington 1989, quand les montants maintenant mentionnés au paragraphe 2 constituaient un niveau maximal absolu (avec quelques exceptions). La décision de transformer ces taxes en taxes indicatives seulement a réduit de manière considérable le besoin d'apporter des modifications entre deux Congrès. Le Conseil exécutif, entre 1990 et 1994, n'a pas cru utile d'appliquer cette disposition.

Il sera éventuellement approprié, à plus long terme, de biffer complètement ce paragraphe. Toutefois, jusqu'au moment où la nouvelle structure de l'UPU aura été rodée, il pourrait être utile de maintenir cette disposition, mais elle a été légèrement modifiée pour tenir compte de la nouvelle situation.

Appuis. – Autriche, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie (Rép.).

* Sera remplacé par le Conseil d'exploitation postale dans la nouvelle structure de l'UPU.

Article 10

Taxes d'affranchissement

ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE

20. 10.4

Le modifier comme suit:

- 1. (Sans changement.)
- 2. Des taxes d'affranchissement indicatives sont mentionnées dans le tableau ci-après:

Objets	Echelons de poids	Taxes indicatives
1	2	3
		DTS
<u>2.1. Taxes dans le système fondé sur la vitesse:</u>		
<u>Envois prioritaires</u>	jusqu'à 20 g	0,37
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	1,76
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56
	<u>par échelon supplémentaire de 1000 g</u>	<u>4,78 (facultatif)</u>
<u>Envois non prioritaires</u>	jusqu'à 20 g	0,18
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09
	<u>par échelon supplémentaire de 1000 g</u>	<u>1,54 (facultatif)</u>
<u>2.2. Taxes dans le système basé sur le contenu:</u>		
Lettres	jusqu'à 20 g	0,37
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	1,76
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56
Cartes postales		0,26

Objets	Echelons de poids	Taxes indicatives
1	2	3
		DTS
Imprimés	jusqu'à 20 g	0,18
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09
	par échelon supplémentaire de 1000 g	1,54
Petits paquets	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09

3. (Sans changement.)
4. L'Administration d'origine a la faculté de concéder, pour les envois de la poste aux lettres contenant:
- 4.1 des journaux et écrits périodiques publiés dans son pays, une réduction qui ne peut dépasser 50 pour cent du tarif applicable à la catégorie d'envois utilisée;
- 4.2 des livres et brochures, /.../ partitions de musique et /.../ cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde de ces objets, la même réduction que celle prévue sous 4.1.
5. (Paragraphe 6 sans changement.)
6. (Paragraphe 7 sans changement.)
7. Dans le système basé sur le contenu, la réunion en un seul envoi des objets passibles de taxes est autorisée, à condition que le poids total ne soit pas supérieur au poids maximal de la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée. La taxe applicable à un tel envoi est, au gré de l'Administration d'origine, celle de la catégorie dont le tarif est le plus élevé ou la somme des différentes taxes applicables à chaque élément de l'envoi. Ces envois portent la mention «Envois mixtes».

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 11

Tarification selon le mode d'acheminement ou la vitesse

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 11.1

Le modifier comme suit:

1. Les taxes applicables aux envois prioritaires, qui sont toujours transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), comprennent les coûts supplémentaires éventuels de la transmission rapide.
2. Les Administrations qui appliquent le système basé sur le contenu sont autorisées à:
 - 2.1 percevoir des surtaxes pour les envois-avion. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé. Pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion, les Administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes;
 - 2.2 percevoir pour les envois S.A.L. des surtaxes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les envois-avion;
 - 2.3 fixer des taxes combinées pour l'affranchissement des envois-avion et du courrier S.A.L., en tenant compte /.../ du coût de leurs prestations postales et des frais à payer pour le transport aérien.
3. Les réductions des taxes selon l'article 10.4. 1 et 2 et 10.5 s'appliquent également aux envois transportés par avion, mais aucune réduction n'est accordée sur la partie de la taxe destinée à couvrir les frais de ce transport.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Le paragraphe 4 du texte révisé a été remplacé par le paragraphe 1 ci-dessus.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 12

Tarifs préférentiels

SUÈDE

20. 12.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée à l'article 7, paragraphe 2, les Administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal. /.../

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 7.2, qui vise à déplacer la disposition concernant la limite minimale des taxes à l'article de base relatif aux taxes, à savoir l'article 7.

Appuis. – Autriche, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie (Rép.).

Article 13

Taxes spéciales

GRANDE-BRETAGNE

20. 13.1

Paragraphe 1. Le supprimer.

Créer les nouveaux paragraphes 1bis et 1ter suivants:

1bis. Aucune taxe de remise ne peut être perçue du destinataire pour des petits paquets d'un poids inférieur à 500 grammes.

1ter. Lorsque les petits paquets de plus de 500 grammes sont frappés d'une taxe de remise, en régime intérieur, la même taxe peut être perçue pour les petits paquets provenant de l'étranger.

Motifs. – Les expéditeurs d'envois de la poste aux lettres comprenant des petits paquets s'attendent à bénéficier d'un service à domicile à un prix toutes taxes comprises. Ce principe est mis à mal lorsqu'il est demandé au destinataire de s'acquitter de diverses taxes.

Le client est en droit de présumer que la distribution d'un petit paquet est incluse dans le prix payé pour le service à l'Administration d'origine. Cette proposition vise par conséquent à supprimer la taxe de remise. Cependant, elle retient la possibilité de percevoir une taxe pour la distribution de petits paquets d'un poids supérieur à 500 grammes. Cette option n'est offerte qu'aux Administrations qui appliquent une taxe à la distribution d'envois semblables en régime intérieur.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Espagne, Finlande, France, Irlande, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article 16

Coupons-réponse internationaux

ALLEMAGNE

20. 16.1/Rev 1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal /.../ d'une lettre-avion ordinaire /.../ ou d'un envoi prioritaire ordinaire expédié à l'étranger. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Les coupons-réponse internationaux sont échangés, selon l'article 16, paragraphe 3, contre des timbres-poste à la valeur globale de la taxe minimale afférente à un envoi prioritaire ou à une lettre internationale ordinaire transportée par voie aérienne. Ce libellé ne dit pas clairement si la taxe minimale se réfère à un envoi prioritaire ordinaire ou bien également à un envoi prioritaire recommandé. Afin d'éclaircir l'état de fait, le mot «ordinaire» devrait figurer, en rapport avec l'envoi prioritaire également, aussi bien à l'article 16, paragraphe 3, qu'au verso des coupons-réponse.

Article 17

Envois recommandés

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 17.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. La taxe des envois recommandés doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement de l'envoi, selon son système de classification et de catégorie, et d'une taxe fixe de recommandation de 1,31 DTS au maximum. Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire.
- 3 et 4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 18

Envois à livraison attestée

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 18.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. La taxe des envois à livraison attestée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement de l'envoi, selon son système de classification et de catégorie, et de la taxe de livraison attestée fixée par l'Administration d'origine. Cette taxe doit être inférieure à la taxe de recommandation.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 19

Lettres avec valeur déclarée

CORÉE (RÉP.)

20. 19.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité. Chaque Administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 4000 DTS. Toutefois, la limite de valeur déclarée adoptée dans le service intérieur est applicable si elle est inférieure à ce montant.

Motifs. – Il s'agit d'élever le montant de la valeur déclarée de 3266,91 à 4000 DTS, compte tenu de l'inflation qu'il y a eu en cinq ans depuis le Congrès de Washington 1989, afin:

- d'accroître le volume des lettres avec valeur déclarée en satisfaisant les demandes des clients en matière de service;
- de conserver un avantage concurrentiel par rapport aux coursiers privés.

Article 19

Lettres avec valeur déclarée

ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PORTUGAL, SUÈDE

20. 19.2

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Envois avec valeur déclarée

1. Les envois prioritaires et non prioritaires et les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur sont dénommés «envois avec valeur déclarée» et peuvent être échangés avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur. Cet échange est limité aux relations entre les Administrations qui se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2. (Sans changement.)

3. La taxe des envois avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement ordinaire, de la taxe fixe de recommandation prévue à l'article 17.2 et d'une taxe d'assurance.

4 à 6. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 19

Lettres avec valeur déclarée

GRANDE-BRETAGNE

20. 19.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations postales offrent un service appelé «Lettres avec valeur déclarée», grâce auquel les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur /.../ peuvent être échangées avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur. /.../

Motifs. – Le but est de rendre le service des lettres avec valeur déclarée obligatoire pour tous les membres de l'UPU, afin d'offrir aux clients un service universel permettant d'expédier des envois contenant des objets de valeur.

L'absence d'un service universel permettant à la clientèle d'expédier des objets de valeur entrave le développement d'une prestation simple et efficace grâce à laquelle les Administrations postales peuvent rivaliser avec d'autres transporteurs de courrier en ce qui concerne ce type de trafic. A l'heure actuelle, les Administrations postales peuvent offrir aux clients le choix entre le courrier

recommandé pour des envois de faible valeur à toutes les destinations et le service des envois avec valeur déclarée, s'ils souhaitent expédier des objets de valeur. Le service des envois avec valeur déclarée de l'UPU n'est pas assuré à toutes les destinations. En général, il n'est pas permis aux clients d'insérer des objets de valeur dans les envois transmis par le service de courrier recommandé de l'UPU. Si l'on rendait obligatoire pour toutes les Administrations l'admission des envois de l'UPU avec valeur déclarée, celles-ci pourraient offrir un service de transmission d'objets de valeur à toutes les destinations.

Appuis. – Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Liechtenstein, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

Article 20

Envois exprès

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 20.1

Le modifier comme suit:

1. A la demande des expéditeurs, et à destination des pays dont les Administrations se chargent de ce service, les envois de la poste aux lettres sont distribués par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution. Toute Administration a le droit de limiter ce service aux envois prioritaires, aux envois-avion ou, s'il s'agit de la seule voie utilisée entre deux Administrations, aux LC de surface.

2. Ces envois, qualifiés «exprès», sont soumis, en sus de la taxe d'affranchissement, à une taxe s'élevant au minimum au montant de l'affranchissement d'un envoi prioritaire/non prioritaire, selon le cas, non recommandé ou d'une lettre ordinaire de port simple et au maximum à 1,63 DTS. Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. Cette taxe doit être acquittée complètement à l'avance.

3 et 4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 20

Envois exprès

GRANDE-BRETAGNE

20. 20.2

Créer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Si les envois arrivent au bureau de distribution après la dernière distribution habituelle du jour, ils sont distribués par porteur spécial le même jour et dans les mêmes conditions que celles appliquées au régime intérieur dans les pays qui offrent cette prestation.

Motifs. – L'objectif est de faire en sorte que, là où il existe des porteurs spéciaux, ceux-ci soient chargés de distribuer les envois exprès internationaux le jour même où ces envois sont reçus au bureau de distribution. Cette proposition ne vise pas à obliger les Administrations à fournir un service de distribution par porteur spécial là où elles n'offrent pas cette prestation pour leurs envois exprès intérieurs. Elle a cependant pour objet de garantir que les envois exprès internationaux bénéficient d'une distribution par porteur spécial, si les envois exprès intérieurs bénéficient de ce service. Le problème, à l'heure actuelle, est que toutes les Administrations ne fournissent pas pour les envois exprès internationaux le même service de distribution spécial que pour les envois exprès intérieurs.

Appuis. – Autriche, Croatie, Hongrie (Rép.), Islande, Liechtenstein, Norvège, Suède, Suisse.

Article 20

Envois exprès

GRANDE-BRETAGNE, ITALIE

20. 20.3

Modifier le paragraphe 1 comme suit et créer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1. A la demande des expéditeurs, et à destination des pays dont les Administrations se chargent de ce service, les envois de la poste aux lettres sont distribués par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution. Toute Administration a le droit de limiter ce service aux correspondances-avion, aux envois prioritaires ou, s'il s'agit de la seule voie utilisée entre deux Administrations, aux envois LC de surface. Les envois exprès peuvent être traités de manière différente tant que le niveau de qualité général du service offert au destinataire est au moins aussi élevé que celui obtenu en faisant appel à un porteur spécial.

1bis. Les Administrations qui ont plusieurs filières de transmission du courrier de la poste aux lettres doivent faire passer les envois exprès par la filière de transmission interne la plus rapide, à l'arrivée de ceux-ci au bureau d'échange du courrier arrivant, et traiter ensuite ces envois le plus rapidement possible.

Motifs. – L'objectif est d'améliorer la qualité du service fourni pour les envois exprès, en rendant plus précise la réglementation concernant leur traitement.

La dernière phrase ajoutée au paragraphe 1 figure à l'heure actuelle à l'article RE 2002 du Règlement d'exécution (version française du texte refondu; elle apparaît dans le texte de l'article à la page 29 de la version anglaise). Elle est jugée suffisamment importante pour être réinsérée dans la Convention.

L'objectif de la création du paragraphe 1bis est de garantir que les envois exprès bénéficient de la meilleure qualité de service possible tout au long de leur traitement par l'Administration de destination. Ils devraient passer par la même filière de transmission que n'importe quel envoi de la poste aux lettres intérieure qui bénéficie d'une priorité de traitement particulière.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie (Rép.).

Article 21

Avis de réception

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 21.1

Le modifier comme suit:

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, d'un envoi à livraison attestée ou d'un envoi avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en payant une taxe de 0,98 DTS au maximum. L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. (Supprimé.)

3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 22

Remise en main propre

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 22.1

Le modifier comme suit:

1. A la demande de l'expéditeur et dans les relations entre les Administrations qui ont donné leur consentement, les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les envois avec valeur déclarée sont remis en main propre. Les Administrations peuvent convenir de n'admettre cette faculté que pour les envois de l'espèce accompagnés d'un avis de réception. Dans tous les cas, l'expéditeur paie une taxe de remise en main propre de 0,16 DTS au maximum.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 23

Envois francs de taxes et de droits

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 23.1

Le modifier comme suit:

1 à 5. (Sans changement.)

6. Toute Administration a le droit de limiter le service des envois francs de taxes et de droits aux envois recommandés et aux envois avec valeur déclarée.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 24

Service correspondance commerciale-réponse internationale

CONSEIL EXÉCUTIF**20. 24.1**

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations qui assurent le service doivent respecter les dispositions définies par le Conseil d'administration.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 20. 24.2), les dispositions régissant le service correspondance commerciale-réponse internationale seront également définies par le Conseil d'exploitation postale et la présente proposition devient sans objet.

Article 24

Service correspondance commerciale-réponse internationale

CONSEIL EXÉCUTIF**20. 24.2**

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations qui assurent le service doivent respecter les dispositions définies par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution. Ce transfert de compétence vaut également pour les dispositions régissant le service correspondance commerciale-réponse internationale.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 24

Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI)

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 24.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations qui assurent le service doivent respecter les dispositions définies dans le Règlement d'exécution.

Motifs. – Les actuelles procédures d'exploitation du service CCRI figurent dans la décision C 90 du Congrès de Washington. Maintenant que le service est solidement implanté au sein de l'UPU, il serait plus commode et plus approprié d'incorporer ces procédures au Règlement d'exécution. Cela rendrait également plus facile la mise à jour périodique entre les Congrès de cette réglementation, au fur et à mesure du développement du service.

Des propositions seront soumises au nouvel organe compétent en 1995 au sujet de l'inclusion des actuelles procédures d'exploitation du service CCRI dans le Règlement d'exécution de la Convention.

Article 24

Service correspondance commerciale-réponse internationale

ITALIE

20. 24.4

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Les Administrations peuvent mettre en place un système de compensation qui tient compte des coûts supportés.

Motifs. – Le développement du service dont il s'agit et le déséquilibre souvent constaté concernant les flux de courrier échangés justifient l'introduction, sur la base d'accords bilatéraux, d'un système de compensation couvrant les coûts supportés par l'Administration de destination.

Appuis. – Allemagne, Grèce, Irlande, Pologne (Rép.), Portugal.

Article 25

Matières biologiques périssables. Matières radioactives

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 25.1

Le modifier comme suit:

1. Les matières biologiques périssables et les matières radioactives, conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement, sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation. Leur admission est limitée aux relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. De telles matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes.

2. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

ÉGYPTE

20. 26.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration intéressée a le droit /.../ d'imposer à ces envois le triple de ses taxes intérieures. Si l'expéditeur refuse de payer ces taxes, elle peut traiter ces envois comme rebuts.

Motifs. – Limiter autant que possible les opérations de repostage et en combattre les effets négatifs.

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 26.2

Le modifier comme suit:

1. Aucun Pays-membre n'est tenu d'accepter, ni d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs quelconques résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées. Il en est de même pour les envois de l'espèce déposés en grande quantité /.../.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays /.../ de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'Administration de distribution a le droit d'exiger de la part de l'expéditeur et, à défaut, de la part de l'Administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur, ni l'Administration de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'Administration de distribution, celle-ci peut renvoyer les envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi /.../.

4. Aucun Pays-membre n'est tenu d'accepter, ni d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs quelconques ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident, sans recevoir une rémunération adéquate. Les Administrations de distribution ont le droit d'exiger de la part de l'Administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés. Si l'Administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'Administration de distribution, celle-ci peut renvoyer de tels envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi /.../.

Motifs. – Conséquence de l'étude du Conseil exécutif sur le repostage (voir Congrès – Doc 58).

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), JAPON

20. 26.3/Rev 1

Amendement à la proposition 20. 26.2

Le modifier comme suit:

1. Aucun Pays-membre n'est tenu /.../ d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs /.../ résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées. /.../
2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.
3. L'Administration de destination a le droit d'exiger /.../ de l'expéditeur et, à défaut, /.../ de l'Administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur, ni l'Administration de dépôt n'acceptent de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'Administration de destination, celle-ci peut soit renvoyer les envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation interne.
4. Aucun Pays-membre n'est tenu /.../ d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident sans recevoir une rémunération adéquate. Les Administrations de destination ont le droit d'exiger /.../ de l'Administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80 pour cent du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kg. Si l'Administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'Administration de destination, celle-ci peut soit retourner les envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation intérieure.

Motifs. – Le paragraphe 1 de l'article 26 traite uniquement des responsabilités de l'Administration de destination concernant le courrier qu'elle reçoit des autres pays pour le compte de ses clients nationaux. Le terme «accepter» n'est donc pas approprié, car l'Administration de destination ne peut savoir, avant de prendre livraison du courrier remis par le transporteur, si une dépêche contient des envois ayant fait l'objet d'un repostage. La dernière phrase, qui, dans la proposition du Conseil exécutif, ne permet plus à l'Administration de destination d'invoquer l'article traitant du dépôt d'envois en grande quantité indépendamment de la taxe d'affranchissement payée, a été supprimée car elle est désormais inutile.

Dans les paragraphes 3 et 4 de l'article 26, l'expression «Administration de distribution» a été remplacée par «Administration de destination», car en fait il se peut que l'Administration ne distribue pas elle-même les envois en question. L'amendement de cet article consiste ensuite à réinsérer dans le paragraphe 3 et à rajouter dans le paragraphe 4 la disposition permettant à l'Administration de destination de traiter le courrier conformément à sa législation intérieure. Cela donne à cette Administration plus de liberté pour traiter le courrier en fonction de ses propres intérêts, de ceux du client et, le cas échéant, de ceux de l'Administration de dépôt. Dans les cas présentés dans les paragraphes 1 à 3, où l'expéditeur réside sur le territoire même du pays de l'Administration de destination, il est peut-être préférable de retourner le courrier directement à l'expéditeur plutôt que de le renvoyer à l'Administration de dépôt. Dans les cas dont traite le paragraphe 4, si l'expéditeur ne souhaite pas que le courrier lui soit retourné, il n'est pas dans l'intérêt de l'Administration de destination ni dans celui de l'Administration de dépôt d'assumer les frais d'administration et de transport afférents au renvoi de ce courrier.

Dans le paragraphe 4 de l'article 26, l'amendement limite la «rémunération adéquate» de l'Administration de destination aux montants spécifiés pour faire en sorte que l'Administration de destination puisse couvrir ses coûts de distribution sans réclamer un montant arbitraire.

Article 26

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

JAPON

20. 26.4

Amendement à la proposition 20. 26.2

Amender le paragraphe 4 comme suit:

4. Aucun Pays-membre n'est tenu d'accepter ou d'acheminer /.../ les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ne résidant pas sur son territoire /.../ déposent ou font déposer en grande quantité. Aucun Pays-membre n'est tenu de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs déposent ou font déposer dans un pays autre que celui où ils résident sans recevoir une rémunération adéquate. Ainsi, au sens du présent paragraphe, les Administrations de distribution ont le droit d'exiger /.../ de l'Administration de dépôt, en guise de rémunération adéquate, un paiement /.../ en rapport avec les coûts supportés calculé conformément aux dispositions de l'article correspondant du Règlement d'exécution. Si l'Administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'Administration de distribution, celle-ci peut renvoyer de tels envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi.

Motifs. –

1. Le point le plus important dans la proposition japonaise est l'adjonction de la mention «calculé conformément aux dispositions de l'article correspondant du Règlement d'exécution», après «les coûts supportés», que l'on trouve dans la proposition du Conseil exécutif. L'expression "les coûts supportés" que l'Administration de distribution peut faire valoir, que l'on trouve dans le libellé du paragraphe 4, est ambiguë en comparaison avec l'expression «tarifs intérieurs» que l'Administration peut faire valoir, que l'on trouve au paragraphe 3, et laisse le champ libre à des interprétations arbitraires. L'amendement proposé a pour but de lever cette ambiguïté.
2. La première phrase du paragraphe 4 est scindée en deux pour préciser les mesures qui peuvent être prises par l'Administration de dépôt et celles qui peuvent l'être par l'Administration de distribution. En fait, lors de l'introduction de ce paragraphe au Congrès de Rio de Janeiro, ses dispositions visaient notamment à donner aux Administrations de *dépôt* la faculté de refuser des envois en grand nombre destinés à des pays tiers que des expéditeurs ne résidant pas sur son territoire déposaient ou faisaient déposer. Le libellé a été aligné sur celui du paragraphe 1 pour éviter tout malentendu.
3. Les autres points sont plutôt de caractère rédactionnel:
 - l'adjonction des mots «ne résidant pas sur son territoire» est nécessaire pour bien faire comprendre que ce paragraphe 4 prévoit le cas de ce que l'on appelle le «repostage ABC»;
 - l'adjonction des mots «Ainsi, au sens du présent paragraphe» et «en guise de rémunération adéquate, un paiement» sert à faire plus clairement la relation entre «une rémunération adéquate», mentionnée dans la première phrase, et «les coûts supportés», figurant dans la deuxième phrase.

Article 27

Envois non admis. Interdictions

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 27.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Les envois autres que les envois avec valeur déclarée ne peuvent contenir des pièces de monnaie, des billets de banque ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux. Cependant, si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés dans des envois recommandés sous enveloppe close.
- 3 à 5. (Sans changement.)

6. (Sans changement.)
- 6.1 Sont toutefois admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:
 - 6.1.1 (sans changement);
 - 6.1.2 (sans changement).
7. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 29

Envois non distribuables

INDONÉSIE

20. 29.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les envois non distribuables doivent être renvoyés immédiatement au pays d'origine, sauf s'il s'agit d'envois ayant fait l'objet d'un repostage et admis à tort, auxquels il est fait référence à l'article 26.

Motifs. –

1. En général, les Administrations postales ont des difficultés à identifier des envois ayant fait l'objet d'un repostage, avant qu'ils ne soient considérés comme non distribuables.
2. La précision ajoutée au paragraphe ci-dessus est destinée à éviter toute contradiction entre l'article 29 et l'article RE 2902, paragraphe 3, qui donne aux Administrations postales l'obligation de renvoyer les imprimés non distribuables si l'expéditeur le demande.
3. Le retour à l'Administration d'origine ou à l'expéditeur d'envois ayant fait l'objet d'un repostage entraîne du travail supplémentaire et des pertes d'argent.

Article 29

Envois non distribuables

CHINE (RÉP. POP.)**20. 29.2**

Paragraphes 2 et 4. Les modifier comme suit:

2. Les envois non distribuables, à l'exception des cas mentionnés au Règlement, doivent être renvoyés immédiatement à l'expéditeur. Mais ceux qui ne portent pas l'adresse de l'expéditeur sont renvoyés au pays d'origine.

4. Aucun supplément de taxe n'est perçu pour les envois non distribuables renvoyés /.../, sauf les exceptions prévues au Règlement. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Il se peut très souvent que le pays d'origine d'un envoi ne soit pas le pays résident de l'expéditeur. Dans le cas où l'adresse de l'expéditeur que porte l'envoi non distribuable ne se trouve pas dans le pays d'origine, le renvoi à l'expéditeur doit être la règle. Les envois non distribuables ne doivent être renvoyés au pays d'origine que s'ils ne portent pas l'adresse de l'expéditeur. La proposition ajoute le renvoi au Règlement dans le but de rendre le texte plus clair et plus rationnel.

Article 29

Envois non distribuables

ITALIE**20. 29.3**

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

1. (Sans changement.)

2. Les envois non distribuables ayant été refusés par le destinataire doivent être renvoyés immédiatement au pays d'origine.

3. Le délai de garde des envois non distribuables pour toute autre raison, tenus en instance à disposition des destinataires, (le reste sans changement).

4. (Sans changement.)

Motifs. – Les modifications proposées visent à établir une distinction, à l'intérieur de la catégorie des envois non distribuables, entre les envois refusés par le destinataire, à renvoyer immédiatement à l'origine, et ceux qui n'ont pas pu être livrés pour d'autres raisons; ce qui justifie la garde, pendant une période à fixer par l'Administration concernée, avant leur renvoi au pays d'origine.

Sans cette distinction, il existe une contradiction entre le paragraphe 2, dans lequel on parle de restitution immédiate, et le paragraphe 3, où une période de garde d'un mois au maximum est prévue avant le renvoi.

Appuis. – Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Tchèque (Rép.), Turquie.

Article 29

Envois non distribuables

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

20. 29.4

Créer le nouveau paragraphe 4bis suivant:

4bis. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, les Administrations sont autorisées à percevoir de la part de l'expéditeur une taxe spéciale n'excédant pas 1 DTS par échelon de poids pour chaque envoi non distribuable leur étant renvoyé et qui a été déposé en nombre dans un autre pays.

Motifs. – En dépit des dispositions du paragraphe 9 de l'article RE 903, qui stipulent qu'une seule adresse de retour doit apparaître sur les envois de la poste aux lettres et que, dans le cas d'envois en nombre, cette adresse doit se situer dans le pays de dépôt des envois, un nombre considérable d'envois en nombre sont renvoyés dans des pays autres que celui où ils ont été déposés. Souvent, il est impossible de repérer ces envois avant qu'ils n'arrivent au bureau de distribution. Le traitement de ce courrier est coûteux. Il est injuste d'exiger d'une Administration d'assumer ces frais de traitement sans compensation. La présente proposition permettrait la perception d'une compensation de la part de la personne ayant occasionné ces dépenses en ne respectant pas les dispositions du Règlement d'exécution.

Appuis. – Allemagne, Grande-Bretagne, Norvège, Suède.

Article 31

Réclamations

OMAN

20. 31.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois (le reste sans changement).

Motifs. – Le délai actuel (d'une année) est relativement long. D'habitude, les réclamations sont présentées en un délai plus court.

La longueur du délai conduit à un entassement des registres, qui est très préjudiciable.

Article 31

Réclamations

INDONÉSIE

20. 31.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant les envois recommandés, avec valeur déclarée et à livraison attestée déposés dans les services d'une autre Administration.

Motifs. – Il est très difficile et presque impossible de traiter les réclamations concernant des envois ordinaires, tout simplement parce qu'il n'existe pas de traces de l'expédition de ces envois. Les seuls renseignements que l'on peut avoir à leur sujet ne peuvent venir que du «souvenir» des agents concernés, lesquels ont parfois été transférés à une autre division ou à un autre poste quand la réclamation est faite. De plus, les recherches prennent beaucoup de temps et leurs résultats sont peu satisfaisants.

Article 31

Réclamations

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 31.3

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

4. Lorsque la réclamation concerne plusieurs envois déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, la taxe n'est perçue qu'une seule fois. Cependant, s'il s'agit d'envois recommandés ou d'envois avec valeur déclarée qui ont dû, à la demande de l'expéditeur, être acheminés par différentes voies, il est perçu une taxe pour chacune des voies utilisées.

5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 31

Réclamations

GRANDE-BRETAGNE

20. 31.4

Le modifier comme suit:

1 et 2. (Sans changement.)

3. /.../ Le traitement des réclamations est gratuit. Si l'emploi de la voie des télécommunications ou du service EMS est demandé, les frais supplémentaires sont en principe à la charge du demandeur. Les dispositions y relatives ressortent du Règlement.

4 et 5. (Supprimés.)

Motifs. – Lorsqu'un client a payé pour un service devant lui être fourni, il n'est pas justifié de prétendre faire payer une taxe supplémentaire au titre d'une réclamation émise au sujet d'une éventuelle défaillance de ce service. Cela risque même d'aggraver la mauvaise impression que le client peut déjà avoir du service postal. Il conviendrait donc d'admettre toutes les réclamations gratuitement, par souci de travailler au service de la clientèle.

Appuis. – Danemark, Espagne, Irlande, Islande, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède.

Article 31

Réclamations

GRANDE-BRETAGNE

20. 31.5

Créer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Pendant cette période, les réclamations sont admises dès que le problème est signalé par l'expéditeur ou par le destinataire. Toutefois, lorsque la réclamation d'un expéditeur concerne un envoi non distribué et que le délai d'acheminement prévu n'a pas encore expiré, il convient d'informer l'expéditeur de ce délai.

Motifs. – La proposition vise à éviter des réclamations prématurées dans les cas de perte. Souvent, les clients présentent des réclamations trop tôt, avant même que le temps nécessaire pour que l'envoi arrive à destination se soit écoulé. Cela se produit particulièrement dans le cas des envois de surface, pour lesquels les clients ne tiennent pas compte des délais d'acheminement prévus entre les différents pays. Ces délais d'acheminement devraient être calculés par l'Administration d'origine et publiés automatiquement dans sa documentation destinée à la clientèle.

Les réclamations prématurées de ce genre empêchent les Administrations postales de traiter rapidement et efficacement les autres réclamations.

A un niveau plus important, l'application de cette proposition servirait à encourager les Administrations postales à publier les délais d'acheminement du courrier prévus pour leurs services, dans le souci d'améliorer le service à la clientèle. Cela obligerait également toutes les Administrations à tenir à jour les informations rassemblées dans le Recueil des normes de distribution publié par l'UPU.

Appuis. – Finlande, Hongrie (Rép.), Irlande, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède.

Article 31

Réclamations

ARGENTINE

20. 31.6

Amendement à la proposition 20. 31.4

Le modifier comme suit:

1 et 2. (Sans changement.)

3. A l'exception du cas prévu au paragraphe 4 qui suit, le traitement des réclamations est gratuit. Si l'emploi de la voie des télécommunications ou du service EMS est demandé (le reste sans changement).

4. Il est possible de percevoir une taxe spéciale de 0,65 DTS au maximum, lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée; cette taxe étant prélevée effectivement avant la remise du rapport au réclamant.

5. Lorsque la réclamation concerne plusieurs envois déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, la taxe indiquée au paragraphe 4 n'est perçue qu'une seule fois. Cependant, s'il s'agit d'envois recommandés ou de lettres avec valeur déclarée qui ont dû, à la demande de l'expéditeur, être acheminés par différentes voies, il est perçu une taxe pour chacune des voies utilisées.

Motifs. – Il n'est pas jugé approprié d'établir que le traitement des réclamations est gratuit dans tous les cas. On sait en effet que les démarches à entreprendre à la suite d'une réclamation donnent lieu à un travail considérable. C'est la raison pour laquelle, on considère que, dans le cas où la réclamation est injustifiée, c'est-à-dire lorsqu'il est établi que l'envoi a été remis de façon réglementaire ou traité conformément aux dispositions pertinentes de la Convention et de son Règlement d'exécution, il convient de percevoir une taxe spéciale. A cet égard, il faut souligner que si l'on ne perçoit pas cette taxe en cas de réclamations injustifiées, on risque de faciliter involontairement l'usage abusif de ce moyen gratuit pour recevoir une preuve écrite de la remise de l'envoi.

Article 33

Taxe de présentation à la douane

GRANDE-BRETAGNE**20. 33.1**

Paragraphe 1. Le supprimer.

Créer le nouveau paragraphe 1 suivant:

1. Cette taxe est perçue uniquement au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane.

Motifs. – De nombreux envois soumis aux autorités douanières pour dédouanement ne sont frappés d'aucun droit de douane. Dans ces cas-là, les Administrations postales devraient s'abstenir de percevoir des destinataires une taxe de présentation à la douane. Cette présentation initiale à la douane devrait être considérée comme faisant partie intégrante du service postal international. Toutefois, lorsqu'un envoi est frappé de droits de douane, l'Administration postale peut percevoir une taxe supplémentaire du destinataire. Cela se justifie par les frais supplémentaires afférents à la perception des droits de douane du destinataire et à la comptabilité s'y attachant.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Danemark, France, Irlande, Liechtenstein, Malte, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Suisse, Turquie.

Article 35

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

JAPON**20. 35.1**

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Envois recommandés

2.1 L'expéditeur d'un envoi recommandé a droit à une indemnité en cas de perte de son envoi.

2.1.1 L'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'élève à 40,43 DTS.

2.1.2 L'indemnité pour la perte d'un sac M recommandé peut être portée à 202,15 DTS.

Motifs. – Le nombre d'expéditions de marchandises de valeur par courrier recommandé augmente et beaucoup de clients ne sont pas satisfaits du régime d'indemnisation en vigueur. Les montants à verser devraient être augmentés afin de supprimer cette raison de mécontentement.

Article 35

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

BRÉSIL

20. 35.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Envois recommandés

2.1 (Sans changement.)

2.1.1 L'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'élève à 24,50 DTS, y inclus la valeur des taxes payées lors du dépôt de l'objet.

2.1.2 L'indemnité pour la perte d'un sac M recommandé peut être portée à 122,51 DTS, y inclus la valeur des taxes payées lors du dépôt de l'objet.

(Le reste sans changement.)

Motifs. – Le paiement d'indemnités a pour but de dédommager le client dont un objet s'est perdu. Les montants définis aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 couvrent, en outre, la valeur des taxes payées lors du dépôt de l'objet. Cependant, la rédaction actuelle n'est pas suffisamment claire sur ce point, ce qui provoque, parfois, des malentendus dans nos rapports avec les clients. La modification proposée rend le texte plus explicite, sans pour autant y apporter un changement de fond.

Article 35

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

BRÉSIL

20. 35.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Envois recommandés

2.1 (Sans changement.)

2.1.1 (Sans changement.)

2.1.2 L'indemnité pour la perte d'un sac M recommandé s'élève à 122,51 DTS.

(Le reste sans changement.)

Motifs. – Certaines Administrations postales posent des obstacles au paiement du montant maximal de l'indemnité, même lorsque le préjudice causé au client est supérieur au montant en question. Attendu la difficulté d'établir un coefficient de proportionnalité aux fins de calcul de l'indemnité, nous proposons que toutes les Administrations postales s'engagent à prendre en charge le paiement du montant intégral au titre de la perte du sac M recommandé.

Article 35

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

CORÉE (RÉP.)

20. 35.4

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Envois recommandés

2.1 L'expéditeur d'un envoi recommandé a droit à une indemnité en cas de perte de son envoi.

2.1.1 L'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'élève à 30 DTS.

2.1.2 L'indemnité pour la perte d'un sac M recommandé peut être portée à 150 DTS.

2.2 (Sans changement.)

2.2.1 (Sans changement.)

Motifs. – Augmenter d'environ 25% le montant des indemnités payables pour des envois recommandés, compte tenu de l'inflation qu'il y a eu en cinq ans depuis le Congrès de Washington 1989, afin:

- de répondre aux besoins des clients;
- de conserver un avantage concurrentiel par rapport aux coursiers privés.

Article 35

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 35.5

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
 - 1.1 (Sans changement):
 - 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée;
 - 1.1.2 (sans changement).
 - 1.2 (Sans changement.)
- 2 et 3. (Sans changement.)
4. Envois avec valeur déclarée
 - 4.1 En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.
 - 4.2 (Sans changement.)
 - 4.3 Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés. Toutefois, la taxe d'assurance n'est en aucun cas remboursée; elle reste acquise à l'Administration d'origine.
5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2.1 et 4.1, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.
6. (Sans changement.)
 - 6.1 (sans changement);
 - 6.2 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 36

Non-responsabilité des Administrations postales

HONGRIE (RÉP.)

20. 36.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée et des lettres avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

- 1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;
- 1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- 1.2bis lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et, lors de la procédure de réclamation, le destinataire déclare ne pas avoir reçu l'envoi;
- 1.3 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'une lettre avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage. Il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

Motifs. – La réglementation de certains pays permet (dans des cas bien déterminés) de distribuer les envois recommandés dans des boîtes aux lettres (c'est également le cas de notre Administration). Comme on ne dispose pas de signature dans ce cas pour attester la réception de l'envoi, la déclaration du destinataire est acceptée en cas de réclamation.

Cette proposition est en harmonie avec les dispositions de l'article 44, paragraphe 1, de la Convention.

Appuis. – Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, Irlande, Luxembourg, Norvège, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

Article 36

Non-responsabilité des Administrations postales

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 36.2

Le modifier comme suit:

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée et des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 (sans changement);

1.2 (sans changement);

1.3 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage. Il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 38

Paielement de l'indemnité

ISRAËL

20. 38.1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:

(le reste sans changement).

Motifs. – Dans l'environnement concurrentiel dans lequel se trouvent les services postaux, les clients exigent une réponse à leur demande d'enquête dans un délai raisonnable. Le Congrès de Washington a raccourci le délai de cinq à trois mois, mais ce délai est encore inacceptable pour les clients, en particulier vu le fait que les transmissions électroniques de messages sont devenues si courantes.

La période proposée de deux mois laisse, à notre avis, assez de temps aux Administrations pour enquêter et donner leur réponse, et permettrait d'indemniser les clients dans un délai de trois mois, qui est encore beaucoup plus long que celui pratiqué par nos concurrents.

Article 38

Paielement de l'indemnité

HONGRIE (RÉP.)

20. 38.2/Rev 1

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou en retournant la formule C 9 insuffisamment remplie avec les données qui manquaient ou qui étaient insuffisantes, conduisant ainsi à dépasser le délai de principe précisé au Règlement d'exécution pour payer l'indemnité à l'ayant droit, ou sans avoir signalé:

3.1 que le dommage paraissait dû à un cas de force majeure;

3.2 que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

Motifs. – Les Administration postales sont responsables de l'établissement correct des formules C 9, et les insuffisances dans ce domaine ne devraient pas avoir de conséquences désavantageuses pour les usagers, en retardant le paiement de l'indemnité.

Voir également notre proposition semblable concernant la modification de l'article 28, paragraphe 3, de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Allemagne, Croatie, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article 38

Palement de l'indemnité

NORVÈGE

20. 38.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:

(le reste sans changement).

Motifs. – Les clients attendent des réponses de plus en plus rapides à leurs réclamations. Il devrait être possible à toutes les Administrations de fournir une réponse dans un délai de deux mois. Il s'agit d'une proposition analogue à la proposition relative à l'article 28 de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article 39

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 39.1

Le modifier comme suit:

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas.

2. (Sans changement.)

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Deuxième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres: Offre de prestations

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 39.91

Créer le nouveau chapitre 6 suivant:

Chapitre 6

Courrier électronique

Article 39bis

Dispositions générales

1. Les Administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services de courrier électronique.

2. Le courrier électronique utilise les télécommunications pour transmettre, conformes à l'original et en quelques secondes, des messages reçus de l'expéditeur sous forme physique ou électronique et qui doivent être remis au destinataire sous forme physique ou électronique. Dans le cas de la remise sous forme physique, les informations sont en général transmises par voie électronique dans la plus grande mesure possible et reproduites sous forme physique le plus près possible du destinataire. Les messages sous forme physique sont remis sous pli au destinataire comme envoi de la poste aux lettres.

3. Les tarifs relatifs au courrier électronique sont fixés par les Administrations en considération des coûts et des exigences du marché.

Article 39ter

Service de télécopie

La gamme de services du type bureaufax permet de transmettre des textes et illustrations conformes à l'original, par télécopie, d'une personne à une autre.

Article 39quater

Service de téléimpression

La gamme de services permet la transmission de textes et d'illustrations engendrés par des installations de traitement de l'information (PC, ordinateur central).

Motifs. – A titre d'élargissement de leur offre de prestations dans le service de la poste aux lettres, plusieurs Administrations postales ont introduit le «courrier électronique» comme possibilité de transmission de correspondances.

Il existe deux alternatives techniques pour le dépôt, la transmission et la reproduction de messages à l'aide du courrier électronique: le codage sur la base de télécopies (points d'image) ou le codage sur la base de textes (alphanumérique).

La première est offerte dans le service de téléimpression par environ 70 Administrations postales et approximativement par le même nombre d'Administrations des télécommunications. Il est probable que d'autres Administrations postales introduiront ce service dans un proche avenir. Actuellement, l'organisation et le déroulement du service de télécopie sont réglés entre les Administrations individuelles par des arrangements bilatéraux – surtout sur la base des recommandations concernant le bureaufax F.160, F.170 et F.190 du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T). En raison de la diffusion croissante de la gamme de services et de l'état sophistiqué des recommandations susmentionnées de l'UIT-T qui a été atteint entre-temps, il paraît urgent de mettre ces règlements détaillés pour le service de télécopie à la disposition des Administrations postales.

Entre-temps, quelques Administrations postales offrent des prestations pour la communication hybride individuelle et/ou de masse dans le service électronique de téléimpression. Dans ce domaine aussi, des recommandations de l'UIT-T ont été élaborées entre-temps en coopération avec les télécommunications, qui doivent être portées à la connaissance des Administrations postales – bien qu'elles ne soient pas encore aussi stables que celles concernant les télécopies – pour donner de l'assistance aux Administrations postales intéressées en matière de planning et d'introduction de ce service.

Article 40

Objectifs en matière de qualité de service

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 40.1

Le modifier comme suit:

1. Les Administrations /.../ doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et envois-avion à destination de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.
2. Les Administrations /.../ doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des envois non prioritaires et des envois de surface à destination de leur pays.
3. Les Administrations d'origine doivent fixer des objectifs en matière de qualité de service pour les envois prioritaires et envois-avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations de destination.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 40

Objectifs en matière de qualité de service

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, SUÈDE

20. 40.2

Le modifier comme suit:

1. Les Administrations /.../ doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et par avion ainsi que pour celui des envois de surface et non prioritaires à destination ou en provenance de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.
2. (Supprimé.)
3. Le changer en paragraphe 2 et le modifier comme suit:
 2. Les Administrations d'origine doivent publier les objectifs en matière de qualité pour les envois prioritaires et par avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations d'origine et de destination et comprenant le temps de transport.

Créer les paragraphes suivants:

2bis. Les Administrations postales entreprennent de vérifier périodiquement le respect des délais établis soit dans le cadre des enquêtes organisées par le Bureau international ou par les Unions restreintes, soit sur la base d'accords bilatéraux.

2ter. Autant que possible, les Administrations appliquent des systèmes de contrôle de la qualité de service pour les dépêches de courrier international (aussi bien arrivant que partant); il s'agit d'une évaluation effectuée, dans la mesure du possible, à partir du dépôt jusqu'à la distribution (de bout en bout).

2quater. Tous les Pays-membres fournissent au Bureau international des informations actualisées sur les derniers délais d'admission (heures limites de dépôt), qui leur servent de référence dans l'exploitation de leur service postal international.

2quinquies. Autant que possible, des informations doivent être fournies séparément pour les flux de courrier prioritaire et non prioritaire.

Motifs. – La présente proposition a trois objectifs:

- encourager les Administrations à publier des normes de service de manière que les Administrations partenaires puissent informer leurs clients sur la qualité de service que l'on peut escompter pour des destinations particulières;
- encourager les Administrations à réaliser des contrôles de la qualité de service, de manière que les normes de service qu'elles auront publiées soient validées;
- exiger des Administrations qu'elles fournissent des informations concernant l'exploitation, telles que les derniers délais d'admission (heures limites de dépôt), de manière à permettre aux Administrations partenaires de prendre les décisions appropriées en matière d'expédition pour que la distribution dans le pays de destination puisse s'effectuer le plus rapidement possible.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 41

Echange des envois

OMAN

20. 41.1/Rev 1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, /.../ des dépêches closes ou des envois à découvert, suivant les besoins et les convenances du service.

Motifs. – L'expression actuelle «tant des dépêches que des envois à découvert» n'est pas suffisamment concise.

Article 41

Echange des envois

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

20. 41.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, aussi bien des dépêches closes que des envois à découvert, suivant les besoins et les convenances du service.

Motifs. – Modification d'ordre rédactionnel pour plus de clarté.

Article 41

Echange des envois

SUÈDE

20. 41.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Lorsque le transport en transit de courrier à travers un pays a lieu sans participation de l'Administration postale de ce pays, cette Administration doit en être informée d'avance. Cette forme de transit n'engage pas la responsabilité de l'Administration postale du pays de transit.

Motifs. – Comme conséquence de la libéralisation de plus en plus poussée des marchés des transports et de la poste, l'obstacle de devoir obtenir l'autorisation de l'Administration postale du pays de transit doit être enlevé. L'Administration d'origine doit être libre de choisir les moyens de transport qui offrent la meilleure combinaison de prix et de qualité pour être à même de soutenir la concurrence des opérateurs privés, qui ne sont pas liés par la Convention. Dans la Communauté européenne, le besoin de demander une autorisation est susceptible d'être considéré comme un obstacle à la concurrence.

Appuis. – Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 44

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 44.1

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

4. Les Administrations postales qui n'assurent pas le service des envois avec valeur déclarée assument, pour de tels envois transportés en dépêches closes, la responsabilité prévue pour les envois recommandés. Cette disposition s'applique également lorsque les Administrations postales n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent.

5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'assure pas le service des envois avec valeur déclarée, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire. La même règle est applicable si le montant du dommage est supérieur au maximum de valeur déclarée adopté par l'Administration intermédiaire.

6 et 7. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 44

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

PAKISTAN

20. 44.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation totale ou de l'avarie totale.

Motifs. – La notion de spoliation ou avarie totale a été introduite par le Congrès de Washington, pour les envois à livraison attestée, dans l'article 35.3.2 de la Convention (texte révisé). La présente proposition va donc dans le sens de cet article 35.3 de la Convention, qui assimile la spoliation ou l'avarie totale à la perte de l'envoi, pour autant que l'emballage soit reconnu suffisant.

Appuis. – Bangladesh, Turquie.

Article 45

Frais de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 45.1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les envois à découvert peuvent également être soumis à des frais de transit. Les modalités d'application ressortent du Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – Conséquence de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 59/1989 de Washington, relative à la rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert. Une rémunération adéquate pour l'acheminement des envois à découvert en transit par voie aérienne figure déjà dans les dispositions de l'article RE 5202.1.1.

Article 46

Barèmes des frais de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 46.1/Rev 1

Créer le paragraphe 2 suivant:

2. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier les barèmes mentionnés sous 1 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Suite aux délibérations de la Commission 4 à sa première séance.

GRANDE-BRETAGNE

20. 46.91

Créer l'article 46bis suivant:

Article 46bis

Frais de traitement des envois par avion en transit

1. L'Administration de transit pourra facturer à l'Administration d'origine un montant de 1,5 DTS par sac pour le coût du transit des dépêches closes traitées en tant que transits postaux.

Motifs. – Les Administrations chargées du traitement du courrier en transit ne sont pas rémunérées pour leur travail (bien que le coût de l'acheminement soit couvert; la formule AV 7 est donc nécessaire pour la portion suivante de l'acheminement). Le travail peut être considérable pour une Administration comme la Grande-Bretagne, qui, en raison de la présence de l'un des aéroports les plus importants au monde, est inévitablement un centre de transit essentiel. Le transit postal y représente plus de 30 000 sacs par an. Le tarif proposé couvrirait le coût des activités de documentation et de réorganisation des envois en transit ainsi que les tâches comptables pour facturer l'Administration d'origine.

Le tarif a été calculé en fonction des données suivantes:

- nombre d'heures de travail requises pour le traitement de sacs envoyés en transit postal;
- frais de photocopie des formules AV 7 qui accompagnent les transits postaux pour la portion suivante de l'acheminement;
- frais financiers et administratifs pour facturer les Administrations d'origine.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Finlande, France, Pays-Bas, Suède.

Article 47

Frais terminaux

SUÈDE

20. 47.1

Paragraphe 2.1 et 2.2. Les modifier comme suit:

- 2.1 Lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface (S.A.L. compris), un poids total de courrier LC/AO (les sacs M non compris) inférieur ou égal à 150 tonnes par an dans chaque sens, il est appliqué pour les envois LC/AO, à l'exclusion des sacs M, un taux combiné de 2,940 DTS par kilogramme.
- 2.2 Lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface (S.A.L. compris), un poids total de courrier LC/AO (les sacs M non compris) supérieur à 150 tonnes par an dans chaque sens, il est appliqué:

Motifs. – Le texte actuel n'explique pas clairement si le poids des sacs M doit être compris ou non en calculant le poids total annuel du courrier LC/AO. La taxe à appliquer aux sacs M – qui est indépendante du poids annuel du courrier – est nettement spécifiée dans le paragraphe 2.4. L'information ajoutée entre parenthèses peut rendre possible d'éviter des interprétations divergentes de cette disposition.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 47

Frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 47.2

Modifier l'article comme suit:

1. Sous réserve de l'article 49, chaque Administration qui reçoit /.../ d'une autre Administration /.../ des envois de la poste aux lettres /.../ a le droit de percevoir de l'Administration expéditrice une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu /.../.

Créer l'article 47.1bis suivant:

1bis. Rémunération

2. /.../ La rémunération /.../ pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de 3,427 DTS par kilogramme.

2.1 (Le supprimer.)

2.2 (Le supprimer.)

2.2.1 (Le supprimer.)

2.2.2 (Le supprimer.)

2.3 (Le supprimer.)

2.4 (Sans changement.)

Créer l'article 47.2bis suivant:

2bis. Mécanisme de revision

3. Lorsque, dans une relation donnée, une Administration /.../ expéditrice ou destinataire d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an (sacs M exclus) constate que le nombre moyen d'envois /.../ contenus dans un kilogramme de courrier expédié ou reçu /.../ s'écarte de la moyenne mondiale de /.../ 17,26 envois, elle peut obtenir la revision /.../ du taux /.../ si, par rapport à cette moyenne mondiale:

3.1 le nombre /.../ d'envois /.../ est supérieur /.../ à 21 ou

3.2 le nombre /.../ d'envois /.../ est /.../ inférieur à 14.

Créer l'article 47.3.3 suivant:

3.3 Dans le cas prévu sous 3.2, la revision n'est pas applicable si le flux en question est destiné à un pays en développement figurant dans la liste retenue à cet effet par le Congrès.

Créer l'article 47.3.4 suivant:

3.4 Lorsqu'une Administration demande l'application de la revision prévue sous 3, l'Administration correspondante peut également le faire, même si le flux dans l'autre sens est inférieur à 150 tonnes par an.

3.4.1 Les dispositions prévues sous 3.4 ne s'appliquent pas aux pays en développement figurant dans la liste retenue à cet effet par le Congrès.

4. /.../ La revision est effectuée selon les conditions précisées au Règlement d'exécution.

Créer l'article 47.4bis suivant:

4bis. Courrier en nombre

4bis.1 Pour le courrier en nombre, l'Administration de destination peut demander une rémunération spécifique selon l'une des formules suivantes:

4bis.1.1 application des taux moyens mondiaux de 0,14 DTS par envoi et de 1 DTS par kg:

4bis.1.2 application des taux par envoi et par kg reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination. Ces coûts doivent être en relation avec les tarifs intérieurs selon les conditions précisées au Règlement d'exécution.

4bis.2 Sous réserve des dispositions mentionnées sous 3.3, lorsqu'une Administration de destination demande la rémunération spécifique pour le courrier en nombre, l'Administration expéditrice est habilitée à demander que le reste du flux soit soumis à la revision prévue sous 3.

Créer l'article 47.4ter suivant:

4ter. Le Conseil exécutif est autorisé à modifier les rémunérations mentionnées sous 1bis et 4bis.1.1 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourrait être faite devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourrait être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil exécutif. Le Conseil exécutif est également autorisé à définir les modalités de mise en œuvre du système de rémunération mentionné sous 4bis.1.2.

5 et 6. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article 47

Frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 47.3

Modifier l'article 47.2.4 comme suit:

2.4 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kg. /.../

Créer l'article 47.2.4.1 suivant:

2.4.1 Les sacs M de moins de 5 kg sont considérés comme pesant 5 kg pour la rémunération des frais terminaux.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61). Aucune modification du taux des frais terminaux concernant les sacs M n'est apparue nécessaire. Cependant, pour éviter la prolifération abusive des sacs M de moins de 5 kg, il est proposé que ces sacs soient considérés comme ayant 5 kg pour la comptabilité des frais terminaux.

Article 47

Frais terminaux

CANADA

20. 47.4

Ajouter le nouveau paragraphe 2.4bis suivant:

2.4bis Les envois recommandés se rémunèrent à un taux de frais terminaux additionnel de 1,05 DTS, ou à 80 pour cent de la taxe appliquée par l'Administration réceptrice à ses envois recommandés expédiés à l'étranger, si cette dernière taxe est plus élevée. Néanmoins, les Administrations postales des pays les moins avancés, selon la liste établie par le Conseil exécutif, n'ont pas à payer ce taux additionnel pour leurs envois recommandés sortants.

Motifs. – Les Administrations de distribution reçoivent, à l'heure actuelle, la même rémunération pour les envois recommandés que pour les autres envois de la poste aux lettres présentant les mêmes caractéristiques physiques. Le traitement et la distribution des envois recommandés arrivants nécessite une série de mesures opérationnelles et administratives additionnelles spécifiques, ce qui occasionne des frais additionnels pour les Administrations de distribution. Il existe d'importants déséquilibres dans l'échange d'envois recommandés entre plusieurs pays. Les envois recommandés doivent faire partie des envois arrivants de la poste aux lettres pour lesquels existe dans la pratique le droit pour l'Administration de réception de recevoir une rémunération équitable de ses coûts de traitement et de distribution.

Des taux de frais terminaux par envoi recommandé peuvent facilement être mis en place et administrés. Le nombre précis de recommandés expédiés et reçus est déjà connu, ce qui permet de tenir compte de chacun de ces envois.

Le taux de frais terminaux additionnel de 1,05 DTS indiqué dans la présente proposition constitue 80 pour cent de la taxe de recommandation de 1,31 DTS fixée dans la Convention. La proposition se réfère également à 80 pour cent de la taxe appliquée par l'Administration de distribution à ses envois recommandés sortants. Cela provient du fait que les Administrations ont le droit de fixer des taxes plus élevées pour leurs envois recommandés sortants, afin de les rendre conformes à leur taxe de recommandation du régime intérieur. La meilleure façon de refléter les coûts en ce moment est de se fonder sur les taxes pratiquées par l'Administration de réception; cela est conforme aux nouvelles orientations prises pour ce qui est des systèmes de frais terminaux.

Il est important également de protéger les Administrations des pays les moins avancés (selon une liste dressée par le Conseil exécutif ou un autre organe de l'Union), de façon qu'elles ne soient pas désavantagées dans les cas où elles expédient plus d'envois qu'elles n'en reçoivent sur certaines de leurs liaisons.

La présente proposition est requise afin de corriger, dès la date de mise en œuvre des Actes de Séoul, une situation où les Administrations réceptrices reçoivent une compensation très inférieure à leurs coûts de traitement et de distribution.

Appuis. – Australie, Barbade, Belgique, Bulgarie (Rép.), Burkina Faso, Costa-Rica, Cameroun, Cap-Vert, Danemark, El Salvador, Jamaïque, Mexique, Turquie, Uruguay.

Article 47

Frais terminaux

**BAHAMAS, BARBADE, BRUNEI DARUSSALAM,
GRENAD, GUYANE, MALAISIE, ANTILLES
NÉERLANDAISES ET ARUBA, SAINTE-LUCIE,
SINGAPOUR, THAÏLANDE**

20. 47.5

Amendement à la proposition 20. 47.2

Modifier l'article comme suit:

4bis à 4bis.2. Les supprimer.

4ter. Le Conseil exécutif est autorisé à modifier les rémunérations mentionnées sous 1bis /.../ dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourrait être faite devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourrait être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil exécutif. /.../

Motifs. – La définition proposée pour le courrier en nombre supposant une prise en compte par jour et/ou d'une période de deux semaines est difficile à appliquer, et les coûts qui en résulteraient tant pour l'Administration destinataire que pour l'Administration expéditrice seraient très élevés. L'Administration destinataire devrait consacrer beaucoup de ressources humaines, de temps et d'argent au suivi des dépêches arrivantes au regard des petites quantités d'envois en nombre expédiés et les coûts seraient bien supérieurs aux bénéfices.

Pour l'Administration expéditrice, les procédures opérationnelles et comptables décrites dans les propositions soumises par le Conseil exécutif portent essentiellement sur le total des expéditions d'envois en nombre. La définition proposée aurait un effet sur les envois en nombre saisonniers normaux qui constituent une grande proportion du courrier traditionnel et des envois du public en général. Cela impliquerait aussi un traitement de ces envois dans une filière séparée, qui prendra un surcroît de temps et d'argent consacrés au tri, à la mise en liasse, à la mise en sac et à l'établissement des documents, pour traiter ce courrier dans un délai minimal.

Article 48

Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes

SUISSE

20. 48.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Lorsque des taux séparés pour les envois LC et les envois AO sont utilisés en vertu de l'article 47.2.2 et 3, /.../ les taux applicables aux envois prioritaires et aux envois non prioritaires sont fixés sur la base de la structure réelle du trafic. /.../

Motifs. – Pour les Administrations qui ont introduit un système de classification prioritaire/non prioritaire, les frais terminaux *doivent* être calculés sur la base de la structure réelle du trafic. Cette proposition est motivée par les considérations suivantes:

- Le taux LC de 8,115 DTS (article 47, paragraphe 2.2) est calculé sur la base de la moyenne mondiale de 48 envois «LC» par kg. Cette rémunération n'est pas équitable pour un courrier classé «prioritaire», dont la structure moyenne est largement inférieure à 48 envois par kg.
- Le taux AO de 2,058 DTS (article 47, paragraphe 2.3) est déterminé d'après la moyenne mondiale de 5,6 envois «AO» par kg. Cette rémunération n'est pas adaptée pour un courrier classé «non prioritaire», dont la structure moyenne est supérieure à 5,6 envois par kg.

- Il existe un écart considérable entre les moyennes mondiales de 48 envois «LC» et 5,6 envois «AO» par kg et les moyennes obtenues sur du courrier classé selon le système «prioritaire/non prioritaire».

Pour un courrier prioritaire/non prioritaire, une rémunération calculée sur la base de la structure réelle du trafic correspond mieux aux coûts réels du pays de destination.

Note. – Cette proposition deviendrait sans objet en cas d'acceptation de la proposition 20. 47.2.

Article 48

Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 48.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 20. 47.2.

Article 49

Exemption de frais de transit et de frais terminaux

JAPON

20. 49.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 8.2.2, les envois postaux non distribués retournés à l'origine dans des dépêches closes, les envois postaux non remis au destinataire en raison d'une demande de retrait ou d'une suspension temporaire des services et retournés à l'origine dans des dépêches closes, ainsi que les envois de sacs postaux vides.

Motifs. – Les envois postaux ajoutés dans ce paragraphe («non remis au destinataire en raison d'une demande de retrait ou d'une suspension temporaire des services et retournés à l'origine dans des dépêches closes») devraient être traités de la même manière que les autres envois non distribuables mentionnés précédemment et devraient être exemptés des frais de transit et des frais terminaux.

Article 50

Décompte des frais de transit et des frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 50.1

Le modifier comme suit:

1. Frais de transit
 - 1.1 Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi annuellement par l'Administration de transit pour chaque Administration d'origine. Il se fonde sur le poids des dépêches /.../ expédiées pendant l'année considérée reçues en transit /.../. Les barèmes fixés à l'article 46 sont appliqués.
 - 1.2 à 1.5 (Sans changement.)
2. Frais terminaux
 - 2.1 Pour les envois de la poste aux lettres, à l'exception des sacs M, le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids réel des dépêches /.../ reçues de l'année considérée. Les taux fixés à l'article 47 sont appliqués.
 - 2.1bis Pour les sacs M, le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids soumis aux frais terminaux selon les conditions fixées à l'article 47.
 - 2.2 Pour permettre de déterminer le poids annuel, les Administrations d'origine des dépêches doivent indiquer en permanence pour chaque dépêche /.../:
 - le poids du courrier (sacs M exclus);
 - le poids des sacs M de plus de 5 kilogrammes;
 - le nombre de sacs M de moins de 5 kilogrammes.
 - 2.3 (Supprimé.)
 - 2.3bis Lorsqu'il s'avère nécessaire de déterminer le nombre et le poids des envois en nombre, les modalités indiquées dans le Règlement d'exécution pour cette catégorie de courrier sont appliquées.
 - 2.4 Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter les frais terminaux dans leurs relations réciproques par des méthodes statistiques différentes. Elles peuvent également convenir d'une périodicité autre que /.../ celles prévues dans le Règlement pour la période de statistique.
 - 2.5 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et des propositions 20. 47.2 et 20. 47.3.

Article 51

Principes généraux

GRÈCE

20. 51.1

Paragraphe 4. Le supprimer.

Motifs. –

1. Le nouveau système de frais terminaux (nouvel article 47) est de nature à rémunérer plus équitablement l'Administration de destination pour le traitement du courrier international dans son territoire; les frais de transport aérien sont normalement inclus dans cette rémunération.
2. L'article 51, paragraphe 4, prévoit un remboursement supplémentaire pour le transport aérien du courrier dans le pays de destination.
De notre point de vue, ce remboursement n'est pas justifiable, étant donné que:
 - les frais terminaux doivent couvrir normalement le coût du traitement du courrier dès l'arrivée jusqu'à la remise au destinataire;
 - les Administrations expéditrices sont souvent obligées – et le seront encore plus dans l'avenir – de payer deux fois pour le même service (transport à l'intérieur du pays), ce qui rend le système postal mondial moins compétitif;
 - il n'est pas logique de payer des frais spéciaux (frais de transport aérien interne) pour un service normal (transport de lettres-avion), surtout quand le paiement se fait d'office, que le service (transport aérien) soit rendu ou pas;
 - un grand nombre d'Administrations postales, qui échangent entre elles un très large pourcentage du courrier mondial, envisagent d'appliquer un système qui sera basé sur le coût réel du courrier à la destination.
3. Etant convaincus qu'une suppression du paiement pour le transport aérien à l'intérieur du pays de destination établirait un meilleur équilibre entre rémunérations et coûts, nous proposons la suppression du paragraphe 4 de l'article 51 de la Convention.

Article 51

Principes généraux

ITALIE

20. 51.2

Paragraphe 3. Le supprimer.

Motifs. – Le paragraphe 3, dans lequel on affirme que les frais de transport doivent, pour un même parcours, être uniformes pour toutes les Administrations qui font usage de ce parcours, devrait être supprimé, étant en contradiction avec le principe de la négociation des tarifs pratiqués par les compagnies aériennes; ce principe est contenu, même si ce n'est que de façon implicite, dans l'article suivant (52), où, à propos du taux de base, l'expression «au maximum» est utilisée.

En fonction de différents accords particuliers en vigueur entre Administrations postales et compagnies aériennes, le prix pour un même parcours peut donc être différent.

Appuis. – Allemagne, Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article 51

Principes généraux

ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE

20. 51.3

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement):
 - 1.1 (sans changement);
 - 1.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'Administration qui remet les envois à une autre Administration.
2. Ces mêmes règles sont applicables aux dépêches-avion, aux envois prioritaires et aux envois-avion en transit à découvert exempts de frais de transit.
3. (Sans changement.)

4. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Article 51

Principes généraux

GRANDE-BRETAGNE

20. 51.4

Créer les nouveaux paragraphes 4bis et 4ter suivants:

4bis. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'Administration de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

4ter. L'Administration de destination exclut en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'Administration de destination.

Motifs. –

4bis. Cette proposition s'appliquera uniquement aux Administrations qui utilisent un système de compensation des frais terminaux fondé spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs. Elle permettra d'éviter le risque de voir ces Administrations facturer deux fois les frais de transport aérien intérieur à leurs partenaires.

Tout système de compensation de frais terminaux fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs comportera déjà un élément correspondant aux frais de transport à l'intérieur du pays de destination, qu'il s'agisse d'un transport par voie de surface ou par voie aérienne. Il n'est donc pas

normal que les Administrations exploitant ce système demandent le paiement de frais supplémentaires au titre du transport aérien intérieur, car cela reviendrait à faire payer deux fois le même service.

Les clients qui paient pour le courrier international arrivant au pays de destination ne devraient pas déboursier pour le transport et la distribution de leurs envois plus que les clients du service intérieur de la même Administration.

4ter. Les dépêches reçues dans le cadre d'un système de compensation des frais terminaux fondé spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs devront être exclues des calculs destinés à établir la distance moyenne pondérée. Il conviendrait de calculer cette distance en tenant compte uniquement des dépêches dont le transport aérien interne sera payé en plus des frais terminaux.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Slovaquie, Slovénie, Suisse.

Article 52

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 52.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil exécutif. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement d'exécution.

Motifs. – Conséquence des travaux menés par le Groupe de travail «Taux» du Comité de contact IATA/UPU, en conformité de la résolution C 73 du Congrès de Washington 1989.

Article 52

Taux de base et calcul des frais de transport aérien

**ALLEMAGNE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE,
PORTUGAL, SUÈDE**

20. 52.2

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert, de même que les modes de décomptes y relatifs, ressortent du Règlement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Irlande, Luxembourg, Pologne (Rép.), Suisse.

Troisième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres: Relations entre les Administrations postales

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

20. 52.91

Créer le nouveau chapitre 4bis suivant:

Chapitre 4bis

Liaisons télématiques

Article 52bis

Dispositions générales

1. Les Administrations postales peuvent convenir d'établir des liaisons télématiques avec d'autres Administrations postales et avec des partenaires extérieurs.

2. Les Administrations postales concernées sont libres de choisir les fournisseurs et les supports techniques (matériel et logiciel informatiques) servant à la réalisation des échanges de données.

3. En concertation avec le fournisseur de services de réseau, les Administrations postales conviennent bilatéralement du mode de paiement de ces services.

4. Les Administrations postales ne sont ni financièrement ni juridiquement responsables si une autre Administration ne s'acquitte pas des paiements dus au titre des services liés à l'exécution d'échanges télématiques.

Motifs. – Les services télématiques constituent des innovations au sein de la communauté postale.

Vu l'évolution récente de ce domaine et afin d'assurer une approche uniforme, il est devenu nécessaire de définir des règles générales et des procédures que les Administrations doivent suivre lorsqu'elles établissent des liaisons télématiques.

L'article ci-dessus suit dans les grandes lignes les règles déjà posées pour le courrier électronique dans l'article proposé sur ce sujet et déjà approuvé par le CCEP.

Article 55

EMS

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

20. 55.1

Ajouter les nouveaux paragraphes 3bis à 3quater suivants:

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. (Sans changement.)

3bis. Les taux de compensation de déséquilibre relatifs aux échanges des envois EMS sont fixés à 5 DTS au maximum dans les accords concernant ce service conclus entre les Administrations contractantes.

3ter. Le seuil annuel à partir duquel un taux de compensation est perçu en cas de déséquilibre des échanges est fixé à 300 envois, et les Administrations créancières peuvent uniquement percevoir la compensation pour le volume d'envois excédant ce seuil.

3quater. Dans le cas où il est prouvé qu'un envoi EMS est perdu dans les services de l'Administration de destination, celle-ci n'a pas le droit de réclamer de paiement au titre de compensation du déséquilibre pour ledit envoi. De plus, cette Administration est obligée de payer le double de la compensation pour cet envoi afin d'indemniser l'expéditeur. L'Administration d'origine procède au versement du montant de l'indemnité concernée à l'expéditeur dans le mois suivant le paiement effectué par l'Administration de destination.

Motifs. –

1. Les montants du taux de compensation fixés par plus de 130 Administrations montrent que la plupart des Administrations des pays développés perçoivent plus de 7 DTS pour couvrir leurs frais de distribution des envois EMS. Les Administrations de la plupart des autres pays appliquent des taux plus bas pour couvrir ces frais. Environ 24 pays ont adopté des taux différents, sur la base d'accords bilatéraux avec les Administrations partenaires; c'est-à-dire que les taux de compensation (qui devraient être déterminés en fonction du coût réel de distribution des envois EMS) sont différents pour les envois arrivant des différents pays! L'expérience montre que la pratique de percevoir des compensations suivant des taux différents pour les envois EMS reçus des différentes Administrations est peut-être équitable, car le tarif demandé aux clients pour les envois EMS est, pour la plupart du temps, déterminé en fonction des taux de compensation (ou des frais de distribution) dans les Administrations de destination. Par conséquent, certaines Administrations appliquent ce système pour couvrir la plupart de leurs coûts. Autrement, elles auraient été obligées de faire payer leurs clients davantage pour les envois EMS qu'elles acceptent de leur part. Evidemment, cela est contraire aux principes de l'économie et du marché.

Les autres motifs de cette proposition sont les suivants:

- fixer les tarifs pour l'EMS d'une manière logique et compétitive;
- satisfaire les clients et éviter qu'ils se tournent vers la concurrence;
- empêcher l'interruption de l'échange des envois EMS et préserver l'intégrité du service;
- aider les pays ayant des problèmes pour fixer les tarifs, dans l'espoir qu'ils n'augmentent pas leurs tarifs d'admission des envois;
- encourager les Administrations qui n'ont pas encore introduit le service à le faire et à se conformer aux normes en vigueur.

Il est également important de rappeler que le service EMS international n'est pas unilatéral. Sa qualité et son importance dépendent directement du *modus operandi* de tous les services concernés. C'est la raison pour laquelle les pays développés et les pays ayant des frais de distribution élevés devraient prendre les mesures nécessaires à cet égard, afin de préserver l'intégrité du service ainsi que leurs intérêts. Cela parce qu'une défaillance de ce service d'un côté se traduit par une défaillance de l'autre. Par conséquent, les pays qui demandent des taux de compensation élevés devraient oublier certains de leurs intérêts au profit des autres pays.

2. Concernant le taux de compensation des déséquilibres dans les échanges des envois EMS entre deux pays, qui s'applique à partir d'un «seuil», il convient de noter que presque toutes les Administrations ont fixé ce dernier à un chiffre allant de 100 à 200 envois. A la fin de l'année, l'Administration d'origine ne paiera pas à l'Administration contractante le taux de compensation jusqu'au seuil de 100 envois. Si ce seuil est porté à 300 envois et si l'Administration créancière ne bénéficie du taux de compensation que pour les envois excédentaires, les avantages seront les suivants:

- l'Administration d'origine tentera d'expédier plus d'envois EMS vers leurs destinations (plus de trafic signifie plus de clients);
- l'échange d'envois EMS sera florissant;
- le tarif d'expédition des envois EMS sera réduit à l'origine, et cela satisfera les clients et intensifiera l'échange des envois EMS par l'intermédiaire du réseau international.

3. a) Comme le pays de destination sera obligé de payer une compensation en cas de perte d'envois EMS dans les services de son Administration, il fera preuve de plus de responsabilité dans la réception et dans la distribution des envois dans les délais, et les réponses aux demandes de renseignements seront plus correctes et plus exactes.
- b) Le nombre d'irrégularités et, par voie de conséquence, de demandes de renseignements diminuera.
- c) Aucun paiement de taux de compensation au titre des déséquilibres ne sera effectué pour les envois perdus.
- d) Dès lors qu'il faudra verser au client l'équivalent du double du taux de compensation pour un envoi perdu, ce même client sera plus satisfait et la procédure de paiement sera plus facile.

Article 55

Service EMS

BANGLADESH

20. 55.2

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. (Sans changement.)

3bis. La liberté de transit des sacs EMS et des envois EMS à découvert est garantie sur tous les territoires de l'Union. Néanmoins, les Pays-membres qui n'ont pas adhéré au service EMS sont aussi tenus d'expédier les envois EMS par la voie la plus rapide qu'ils utilisent pour leurs propres dépêches.

Motifs. – Le service EMS prend de l'ampleur jour après jour. A ce jour, 171 Administrations postales environ ont introduit ce service. Mais la liberté de transit est encore limitée aux Administrations postales qui assurent ce service. Si la liberté de transit des sacs EMS et des envois EMS était autorisée entre toutes les Administrations postales, cette mesure contribuerait à lutter contre les activités des coursiers privés.

Article 55

Service EMS

BANGLADESH**20. 55.3**

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. (Sans changement.)

3bis. Sauf preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui a reçu l'envoi sans formuler d'observations et qui, en cas de réclamation, ne peut prouver que l'envoi a bien été remis au destinataire ou, le cas échéant, qu'il a été transféré à une autre Administration.

3ter. S'il n'est pas possible d'établir si la perte, le vol ou le dommage a eu lieu au cours de l'acheminement, les Administrations qui ont eu la charge de l'envoi concerné partagent également la responsabilité.

Motifs. – Selon les règles en vigueur, la responsabilité de la perte, du vol ou du dommage d'envois EMS ayant lieu pendant l'acheminement repose entièrement sur le pays d'origine, même si cette perte, ce vol ou ce dommage a eu lieu dans le pays de destination. Par ailleurs, il est demandé de compenser l'Administration de destination des frais de déséquilibre même pour les envois perdus dont la distribution n'a pas été assurée par le pays de destination. Sous l'angle juridique, cette pratique n'est pas justifiée, car une Administration ne peut être tenue pour responsable d'une faute commise par une autre Administration.

Article 55

Service EMS

ITALIE

20. 55.4

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

1bis. Le service EMS est réglementé sur la base d'accords bilatéraux. Les aspects qui ne sont pas expressément régis par ces derniers sont soumis aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.

2. (Sans changement.)

3. (Sans changement.)

Motifs. – Comme pour les autres services facultatifs mentionnés dans la Convention, une référence aux dispositions générales de la Convention et de son Règlement d'exécution semble souhaitable; cela, bien sûr, pour les aspects du service qui ne sont pas régis par des accords bilatéraux spécifiques.

L'adjonction de ce paragraphe pourrait servir à éliminer les controverses qui se produisent assez souvent concernant le régime réglementaire auquel sont soumis certains aspects opérationnels et comptables du service EMS.

Appuis. – Espagne, Irlande, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article 56

Engagements relatifs aux mesures pénales

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 56.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement);
- 1.1 pour punir la contrefaçon des timbres-poste, même retirés de la circulation, et des coupons-réponse internationaux /.../;
- 1.2 (sans changement);
- 1.2.1 (sans changement);
- 1.2.2 (sans changement);
- 1.2.3 (supprimé);
- 1.3 (supprimé);
- 1.4 et 1.5 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 6.2, relative à la suppression du service «carte d'identité postale».

Article 57

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 57.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'administration pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'administration.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 20. 57.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 57

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 57.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 57

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

20. 57.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention doivent réunir:

- 3.1 les deux tiers des suffrages s'il s'agit (le reste sans changement);
- 3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit (le reste sans changement);
- 3.3 (sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 57

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution

JAPON

20. 57.4

Amendement à la proposition 20. 57.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages s'il s'agit (le reste sans changement);

3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit (le reste sans changement);

3.3 (sans changement).

Ajouter le nouveau paragraphe 3bis suivant:

3bis. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre, dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée, a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les 90 jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Motifs. – Si des dispositions sont modifiées entre deux Congrès, il se pourrait qu'un Pays-membre refuse les dispositions modifiées, en vertu de l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution, et de l'article 122 du Règlement général. Toutefois, puisqu'il existe une disposition (l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès) qui prévoit clairement qu'un Pays-membre a la faculté de ne pas accepter d'appliquer des dispositions modifiées lors d'une session du Congrès, le Japon propose de formuler une disposition prévoyant clairement qu'un Pays-membre puisse déclarer refuser que la disposition modifiée entre deux Congrès soit ajoutée dans l'Acte pertinent.

CONVENTION, PROTOCOLE FINAL

CANADA

23. 1.91

Créer l'article Ibis suivant:

Article Ibis

Taxes

Par dérogation à l'article 7, paragraphe 4, l'Administration postale du Canada est autorisée à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans la Convention et les Arrangements, et qui sont admissibles selon la législation nationale de son pays.

Motifs. – Une telle mesure restrictive n'a plus sa place dans le monde concurrentiel d'aujourd'hui et de demain. Elle limite sérieusement et sans raison valable la capacité d'une poste d'innover, de s'adapter à un marché en évolution rapide et constante. Nous devons pouvoir ajuster nos stratégies de produits internationaux et de prix de ces produits selon le rythme du marché, pas celui de l'UPU. Il n'y a pas de vrai risque de voir notre poste imposer à nos clients des taxes excessives, parce qu'ils ont des alternatives (tant les produits physiques qu'électroniques offerts par des concurrents) à l'utilisation de nos services s'ils les trouvent trop chers ou pas adaptés à leurs besoins.

Cette réserve ne remet pas en cause des dispositions de la Convention telles le paragraphe 2 de l'article 7 (selon lequel les taxes des produits internationaux ne peuvent pas être plus basses que les taxes correspondantes du régime intérieur) et l'article 26 de la Convention.

CANADA

23. 3.91

Créer l'article IIbis suivant:

Article IIbis

Imprimés. Poids maximal

Par dérogation à l'article 9, paragraphe 1.2, l'Administration postale du Canada est autorisée à limiter à 2 kg le poids maximal des imprimés à l'arrivée et à l'expédition.

Motifs. – Notre société n'a pas noté de demande de sa clientèle visant à augmenter à 5 kg le poids des imprimés. Une telle mesure pourrait éventuellement être envisagée si cela devait plus tard s'avérer répondre à un besoin réel de notre clientèle. Entre-temps, le fait d'accepter cette modification pourrait bien déstabiliser notre marché des colis et des sacs M, et avoir des effets négatifs sur nos recettes dont nous n'avons pas encore pu mesurer l'ampleur de façon précise.

IRLANDE

23. 3.92

Créer l'article IIIbis suivant:

Imprimés. Poids maximal

Par dérogation à l'article 9, paragraphe 1.2, l'Administration postale de l'Irlande est autorisée à limiter à 2 kilogrammes le poids maximal des imprimés à l'arrivée et à l'expédition.

Article V

Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe

CUBA

23. 5.1

Paragraphe 1. Ajouter à son rang: «de Cuba».

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

GRÈCE

23. 7.1

L'Administration postale de la Grèce se réserve le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute Administration postale qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des envois qui n'ont pas à l'origine été expédiés comme envois postaux par l'Administration postale de la Grèce.

Motifs. – En vertu de l'article 26, § 4, d'importantes quantités de courrier pourraient être renvoyées au pays de la résidence de l'expéditeur. Il est justifiable que l'Administration postale de ce pays se fasse rembourser les frais qu'occasionne un tel courrier.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

23. 7.2

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis) se réserve le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute Administration postale qui, en vertu de l'article 26.4, lui renvoie des envois qui n'ont pas à l'origine été expédiés comme envois postaux par l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis).

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

CANADA**23. 7.3**

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation au paragraphe 4 de l'article 26, l'Administration postale du Canada se réserve le droit de percevoir de l'administration d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

Motifs. – Le paragraphe 4 de l'article 26 se doit d'être une mesure d'exception, réservée aux cas où la rémunération exigible en vertu des dispositions des Actes de l'UPU n'est pas adéquate pour une Administration donnée.

Nous ne sommes pas à même de prévoir de quelle façon le marché va s'adapter aux nouvelles «règles du jeu» de l'Union en matière de frais terminaux. Ayant eu à faire face – en ce qui a trait aux envois arrivants – à plusieurs cas majeurs d'exploitation des règles de la Convention en matière de frais terminaux, nous estimons qu'il nous est indispensable de déposer la présente réserve.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

GRANDE-BRETAGNE**23. 7.4**

Créer le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'article 26.4 autorise l'Administration de destination à réclamer à l'Administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. La Grande-Bretagne se réserve le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

**ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE, CHYPRE, ESPAGNE,
FINLANDE, FRANCE, GRÈCE, IRLANDE, ISLANDE, ITALIE,
JAPON, LUXEMBOURG, MONACO, NORVÈGE, PORTUGAL,
SUÈDE**

23. 7.5

Créer le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation au paragraphe 4 de l'article 26, les Administrations postales des pays suivants se réservent le droit, pour les envois visés par cette disposition, de percevoir sur les Administrations expéditrices une rémunération couvrant effectivement leurs coûts: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Portugal et Suède.

Motifs. – Le paragraphe 4 de l'article 26 resterait une mesure applicable exceptionnellement dans le cas où certaines dispositions de l'UPU donneraient lieu à des pratiques inadéquates.

Il est difficile de prévoir, dès à présent, de quelle façon le marché s'adaptera aux nouvelles dispositions en matière de frais terminaux. Les présentes réserves visent donc à faire face à une possible exploitation abusive du compromis obtenu par le Congrès sur les frais terminaux.

Note. – Au cas où l'appel destiné à remettre en cause les décisions de la Commission 4 sur l'article 26 serait rejeté en séance plénière, les pays susmentionnés retireraient les présentes réserves.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

23. 7.6

Ajouter le paragraphe 1ter suivant:

1ter. Nonobstant l'article VII, paragraphe 1bis, du Protocole final de la Convention, les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit d'appliquer les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu de tous les Pays-membres.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS), AUSTRALIE, BAHAMAS, BARBADE, BRUNEI DARUSSALAM, GRANDE-BRETAGNE, TERRITOIRES D'OUTRE-MER DÉPENDANT DU ROYAUME-UNI, GRENADÉ, GUYANE, INDE, MALAISIE, NÉPAL, NOUVELLE-ZÉLANDE, PAYS-BAS, ANTILLES NÉERLANDAISES ET ARUBA, SAINTE-LUCIE, SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES, SINGAPOUR, SRI LANKA, SURINAME, THAÏLANDE

23. 7.7

Créer le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'article 26.4 autorise l'Administration de destination à réclamer à l'Administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les pays suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans la Convention et le Règlement d'exécution pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Australie, Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Grande-Bretagne, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

ALLEMAGNE, ARGENTINE, BÉNIN, BRÉSIL, BURKINA FASO, CAMEROUN, CHYPRE, CÔTE D'IVOIRE (RÉP.), ÉGYPTÉ, FRANCE, GRÈCE, GUINÉE, ISRAËL, ITALIE, JAPON, JORDANIE, LIBAN, MALI, MAURITANIE, MONACO, PORTUGAL, SÉNÉGAL, SYRIENNE (RÉP. ARABE), TOGO

23. 7.8

Créer le paragraphe 1ter suivant:

1ter. Nonobstant l'article VII, paragraphe 1bis, du Protocole final de la Convention, les Pays-membres suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 26 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Argentine, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Mali, Mauritanie, Monaco, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

Article VIII

Interdictions

BRÉSIL

23. 8.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. A titre exceptionnel, les Administrations postales de la Bolivie, du Brésil, de la Chine (Rép. pop.), de l'Iraq et du Népal n'acceptent pas les lettres recommandées contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Motifs. – En vertu de sa législation intérieure, l'Administration postale brésilienne ne peut accepter l'importation des valeurs susmentionnées.

Article VIII

Interdictions

ÉTHIOPIE

23. 8.2

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. A titre exceptionnel, l'Administration postale de l'Ethiopie n'accepte pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent et des pierres précieuses.

Motifs. – En vertu de sa législation intérieure, l'Administration postale éthiopienne ne peut accepter l'importation des valeurs susmentionnées.

Article VIII

Interdictions

VIET NAM

23. 8.3

Paragraphe 2. Ajouter à son ordre: «Viet Nam».

Motifs. – En vertu de sa législation intérieure, l'Administration du Viet Nam ne peut assurer l'importation des valeurs susmentionnées.

Article VIII

Interdictions

MYANMAR

23. 8.4

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. L'Administration postale de Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les lettres avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 27.2, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

Article IX

Objets passibles de droits de douane

BRÉSIL

23. 9.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Par référence à l'article 27, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, /.../ Bulgarie (Rép.), Cambodge, Centrafrique, Chili, Colombie, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Géorgie, Italie, Kirghizistan, Moldova, Népal, Panama (Rép.), Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine, Vénézuéla.

Motifs. – L'Administration postale du Brésil n'éprouve plus le besoin de faire cette réserve.

Article IX

Objets passibles de droits de douane

CUBA **23. 9.2**

Paragraphe 2. Ajouter à son rang: «Cuba».

Article IX

Objets passibles de droits de douane

VIET NAM **23. 9.3**

Paragraphe 3. Ajouter à son ordre: «Viet Nam».

Motifs. – En vertu de sa législation intérieure, l'Administration du Viet Nam ne peut assurer la distribution normale des envois ordinaires.

TCHAD

23. 10.91

Créer l'article Xbis suivant:

Article Xbis

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la République du Tchad se réserve le droit de percevoir les taxes sur les réclamations déposées.

Motifs. – La gratuité du traitement des réclamations conduirait inévitablement à des abus de la part de la clientèle nationale. Or, ledit traitement coûte cher, sans compter les frais de transport aérien qu'occasionnerait la transmission des formules C 8 et C 9 et éventuellement les pièces jointes.

MONGOLIE

23. 10.92

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la Mongolie réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

GABON

23. 10.93

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale du Gabon réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur ses clients.

CAP-VERT

23. 10.94

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale du Cap-Vert réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur ses clients.

MYANMAR

23. 10.95

Créer l'article Xbis suivant:

Article Xbis

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de Myanmar se réserve le droit de percevoir les taxes sur les réclamations déposées.

SLOVAQUIE

23. 10.96

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la Slovaquie se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

Motifs. – Etant donné que l'Administration de la Slovaquie n'est pas en mesure d'intégrer les coûts élevés liés au traitement de telles réclamations dans les taxes d'affranchissement, une taxe spéciale sera perçue uniquement sur les clients ayant présenté des réclamations injustifiées.

TCHEQUE (RÉP.)**23. 10.97**

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la République tchèque se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

Motifs. – Etant donné que l'Administration de la Slovaquie n'est pas en mesure d'intégrer les coûts élevés liés au traitement de telles réclamations dans les taxes d'affranchissement, une taxe spéciale sera perçue uniquement sur les clients ayant présenté des réclamations injustifiées.

GABON**23. 10.98**

Créer l'article Xter suivant:

Taxe de présentation à la douane

L'Administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

ARABIE SAOUDITE**23. 10.99**

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de l'Arabie saoudite réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

ARGENTINE

23. 10.100

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de l'Argentine se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

ZAMBIE

23. 10.101

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la Zambie réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

SYRIENNE (RÉP. ARABE)

23. 10.102

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de la Syrienne (Rép. arabe) réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

23. 10.103

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration postale de l'Iran (Rép. islamique) réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER DÉPENDANT DU ROYAUME-UNI

23. 10.104

Créer l'article Xbis suivant:

Réclamations

Par dérogation à l'article 31, paragraphe 3, l'Administration des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

Article XI

Responsabilité des Administrations postales

BRÉSIL

23. 11.1

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – L'Administration postale du Brésil n'éprouve plus le besoin de faire cette réserve.

Article XI

Responsabilité des Administrations postales

ARABIE SAOUDITE

23. 11.2

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Par dérogation à l'article 35, l'Administration postale de l'Arabie saoudite n'assume aucune responsabilité en cas de perte ou d'avarie des envois contenant les objets visés à l'article 27.2.

Article XI

Responsabilité des Administrations postales

CONGO (RÉP.)

23. 11.3

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Le Congo (Rép.) réserve son droit de ne pas appliquer les dispositions de l'article 35.1.1.1 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés.

Article XIII

Paie ment de l'indemnité

CONGO (RÉP.)

23. 13.1

Paragraphe 2. Ajouter à son ordre: «du Congo (Rép.)».

Article XIIIbis

Barèmes des frais de transit

GRÈCE

23. 13.91

L'Administration postale de la Grèce, sans préjudice de la revision prévue au paragraphe 2 de l'article 46, se réserve le droit de majorer, d'une part de 30 pour cent les frais de transit territoriaux et, d'autre part, de 50 pour cent les frais de transit maritimes prévus au paragraphe 1 de l'article susmentionné.

Motifs. – Les frais de transit territoriaux et maritimes sont trop bas pour couvrir nos coûts d'exploitation. En effet, le coût d'exploitation en Grèce a beaucoup augmenté depuis le dernier Congrès de 1989, ce qui justifie une augmentation de 30 % environ. En ce qui concerne le transit maritime, les compagnies utilisant des conteneurs demandent pour chaque transit un montant très élevé et fixe (1300–1600 USD par conteneur) indépendamment du volume de courrier transporté, ce qui entraîne une augmentation importante du taux par kg payé.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

MONGOLIE

23. 19.1

Le modifier comme suit:

1. Par dérogation à l'article 51.4, les Administrations postales de la Dominique (Rép.), d'El Salvador, du Guatemala, de la Mongolie, de la Papouasie – Nouvelle-Guinée et de Vanuatu se réservent le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

Motifs. – La Mongolie a un territoire très vaste. Le transport aérien du courrier international à l'intérieur du pays occasionne des frais importants.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

GUYANE

23. 19.2

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Guyane».

Motifs. – Le territoire de la Guyane couvre une vaste superficie et un certain nombre de localités ne sont accessibles que par avion. Le transport aérien du courrier international à l'intérieur du pays entraîne des frais considérables.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

CAP-VERT

23. 19.3

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Cap-Vert».

Motifs. – Dispersion géographique du pays (9 îles) et localités d'accès difficile.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

BAHAMAS

23. 19.4

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Bahamas».

Motifs. – Le Commonwealth des Bahamas est composé de plus de 700 îles dispersées sur une très large superficie et la desserte de ces îles par la voie aérienne coûte très cher.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

CANADA

23. 19.5

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation aux paragraphes 4bis et 4ter de l'article 51 – Principes généraux – l'Administration postale du Canada est autorisée à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des Administrations postales en cause, ses frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute Administration pour laquelle la Société applique la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

Motifs. – Durant le débat sur cette question, notre délégation a bien précisé que nos taxes intérieures ne tiennent pas en compte les coûts du transport aérien intérieur des envois internationaux reçus. Les frais de transport aérien intérieur servent spécifiquement à compenser les coûts de transport aérien intérieur. Ils n'ont jamais été pris en compte dans les calculs des frais terminaux et ne le sont pas plus dans le nouveau système adopté.

Comparés au prix que nous paie un client du service intérieur pour le même envoi, le système des frais terminaux lié aux coûts ou aux taxes intérieures adopté récemment (courrier en nombre basé sur les taxes intérieures) implique des réductions importantes de la compensation qui nous revient à titre d'agent de distribution. Nous priver en plus du remboursement de nos frais de transport aérien intérieur est tout à fait injuste et pourrait bien poser des problèmes en termes de la qualité de service des envois internationaux arrivants.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

GABON

23. 19.6

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Gabon».

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

GRÈCE

23. 19.7

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Grèce».

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

SALOMON (ÎLES)

23. 19.8

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Salomon (îles)».

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

TURQUIE

23. 19.9

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation aux paragraphes 4bis et 4ter de l'article 51 – Principes généraux – l'Administration postale de la Turquie est autorisée à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des Administrations postales en cause, ses frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute Administration pour laquelle elle applique la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

ARABIE SAOUDITE

23. 19.10

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

Ajouter à son ordre: «Arabie saoudite».

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

CUBA

23. 19.11

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'Administration postale de Cuba est autorisée à percevoir le paiement dû au titre de l'acheminement par voie aérienne, à l'intérieur de son pays, des dépêches internationales venant de l'extérieur.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

ÉQUATEUR

23. 19.12

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'Administration postale de l'Equateur est autorisée à percevoir le paiement dû au titre de l'acheminement par voie aérienne, à l'intérieur de son pays, des dépêches internationales venant de l'extérieur.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

HONDURAS (RÉP.)

23. 19.13

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. L'Administration postale du Honduras (Rép.) est autorisée à percevoir le paiement dû au titre de l'acheminement par voie aérienne, à l'intérieur de son pays, des dépêches internationales venant de l'extérieur.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

23. 19.14

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation aux paragraphes 4bis et 4ter de l'article 51 – Principes généraux – l'Administration postale de l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des Administrations postales en cause, ses frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute Administration pour laquelle elle applique la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

MYANMAR

23. 19.15

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation à l'article 51.4, l'Administration postale de Myanmar se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches-avion internationales à l'intérieur du pays, qu'elles soient ou non réacheminées par avion.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

23. 19.16

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation aux paragraphes 4bis et 4ter de l'article 51 – Principes généraux – l'Administration postale de l'Iran (Rép. islamique) est autorisée à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des Administrations postales en cause, ses frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute Administration pour laquelle elle applique la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

Article XIX

Frais de transport aérien intérieur

CONGO (RÉP.)

23. 19.17

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Par dérogation à l'article 51.4, le Congo (Rép.) réserve son droit de percevoir le paiement des frais de transport dus à l'acheminement par voie aérienne des dépêches internationales en provenance de l'étranger.

CONVENTION, RÈGLEMENT, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 0.1

Recommandation

Amélioration de la qualité de service des envois expédiés en transit à découvert

Le Congrès,

conscient
de l'importance de réduire les délais de transmission de tous les envois de courrier-avion pour
améliorer la qualité de service,

notant
que les envois envoyés en vrac en transit à découvert risquent d'être retardés, en raison des
opérations de manutention effectuées dans les bureaux intermédiaires,

considérant
que les opérations de manutention et les retards en résultant sont moins importants lorsque les
envois à découvert sont insérés dans des liasses distinctes pour chaque pays de destination et
que ces liasses sont étiquetées et placées dans un ou plusieurs sacs de transit, eux-mêmes munis
d'étiquettes faisant apparaître clairement la mention «Transit»,

prie instamment

les Administrations d'origine de rassembler toujours les envois de courrier-avion dans des liasses
étiquetées et de les placer dans un sac de transit, conformément aux dispositions de l'article
RE 4103 du Règlement d'exécution de la Convention,

recommande

aux Administrations qui concluent des accords bilatéraux concernant les objectifs en matière de
qualité de service (voir recommandation C 33/1989 du Congrès de Washington) d'inclure dans
ces accords les références appropriées aux objectifs concernant les délais de manutention et de
transmission des envois expédiés en transit à découvert.

Motifs. – Certaines Administrations, dans les pays desservis par de grands aéroports inter-
nationaux, traitent de considérables volumes d'envois en transit à découvert. Bien que les envois
pour chaque destination ne soient pas très nombreux, cumulés, ils ont un effet considérable sur
les opérations de traitement, en particulier si les bureaux d'échange d'expédition et de réception
se trouvent à des endroits différents. La confection par l'Administration d'origine de liasses de
courrier à découvert et leur insertion dans des sacs de transit permettent d'accélérer et de rendre
moins coûteux leur acheminement dans l'Administration intermédiaire.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 0.2

Résolution

Revision des barèmes et étude permanente des frais de transit

Le Congrès,

ayant pris connaissance
des travaux effectués par le Conseil exécutif pour la détermination des barèmes des frais de transit,

considérant
que le problème de la rémunération équitable des frais de transit fait partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant
que les calculs à entreprendre doivent être fondés sur les méthodes les mieux adaptées aux buts recherchés,

charge

le Conseil d'exploitation postale:

- de recalculer pour chaque Congrès, selon la méthode acceptée par le précédent Congrès, les barèmes des frais de transit fixés à l'article 46 de la Convention;
- de poursuivre l'étude pour l'amélioration de la méthodologie utilisée, en vue d'assurer une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès, des barèmes tenant compte des adaptations à apporter au système de calcul découlant de l'étude indiquée ci-devant ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des Actes correspondants.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais de transit (voir Congrès – Doc 57). L'indication de la date du calcul des barèmes a été supprimée; il appartiendra au Bureau international de fixer une date permettant le plus grand nombre de réponses possible et le meilleur contrôle des données reçues.

PÉROU

25. RE 0.3

Recommandation

Envois exprès

Le Congrès,

ayant à l'esprit
les articles RE 2001 et 2002 du Règlement d'exécution de la Convention relatifs au traitement des envois exprès,

notant
que la majorité des Administrations postales n'utilisent pas d'emballage particulier pour ce type d'envois lorsqu'elles confectionnent les dépêches, ce qui expose ces envois au risque de spoliation ou d'avarie pendant le transport et les rend difficilement reconnaissables,

considérant
que le traitement prioritaire du courrier exprès contribuera à améliorer la qualité de service,

recommande

à toutes les Administrations postales de mettre leurs envois par exprès en liasse et de les placer à l'intérieur d'une enveloppe spéciale plastifiée, afin de préserver leur intégrité et les rendre facilement reconnaissables.

Motifs. – Le service des envois exprès, régi par la Convention postale universelle, a un caractère particulier et doit être traité en tant que tel par les Administrations qui assurent cette prestation. Pourtant, nous pouvons constater que, souvent, ces envois n'ont pas d'emballage particulier, ce qui provoque leur détérioration durant le transport et rend difficile leur identification. Le présent projet de recommandation vise à remédier à de telles irrégularités et à recommander aux Administrations membres de l'Union d'utiliser des enveloppes plastifiées pour le conditionnement de ces envois.

Appuis. – Bolivie, Costa-Rica, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Guatémala, Panama (Rép.), Paraguay, Uruguay.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 0.4

Décision

Etablissement et règlement des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux. Rédaction d'un Recueil opérationnel de la comptabilité

Le Congrès,

considérant

que la comptabilité de la poste aux lettres et du service des colis postaux pourrait être facilitée par la revision des textes y relatifs figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que par la publication d'un Recueil opérationnel,

charge

le Bureau international:

- d'examiner le libellé des articles concernant la comptabilité figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux, dans le but d'en faciliter la compréhension et de soumettre des propositions à l'organe compétent d'ici à 1997;
- d'élaborer un Recueil opérationnel de la comptabilité qui reprendrait une partie du Guide opérationnel des frais terminaux et des frais de transit et s'appuierait sur des exemples concrets, permettant ainsi aux services comptables de disposer d'un document de référence unique.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62.

CONVENTION, RÈGLEMENT

Article RE 101

Application de la liberté de transit

PORTUGAL

25. RE 101.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Pays-membres qui n'assurent pas le service des envois avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 601

Etablissement et validité des cartes d'identité postales

OMAN

25. RE 601.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition tendant à supprimer l'article 6 de la Convention.

Article RE 601

Etablissement et validité des cartes d'identité postales

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 601.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 6.2.

Article RE 901

Particularités relatives aux limites de poids des envois de la poste aux lettres

PORTUGAL

25. RE 901.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. La limite de poids des envois de la poste aux lettres contenant des livres ou des brochures peut aller jusqu'à 10 kilogrammes après entente entre les Administrations intéressées.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 902

Limites de dimensions des envois de la poste aux lettres

PORTUGAL

25. RE 902.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les limites de dimensions des envois de la poste aux lettres autres que les cartes postales et les aérogrammes sont mentionnées ci-après:

- 1.1 (sans changement);
- 1.2 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 903

Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

25. RE 903.1

Sous-paragraphe 2.3. Ajouter la phrase suivante après le texte actuel:

Le nom du pays de destination sera écrit dans la langue du pays d'origine, mais aussi, et à la suite de cette première mention, dans une langue internationalement connue.

Motifs. – Par sa décision 15/1992, le CCEP a chargé la Belgique de mener l'étude «Indication du nom du pays de destination dans la langue du pays de départ».

Une relative majorité de pays ayant participé à l'étude a estimé qu'il serait souhaitable de recommander aux expéditeurs d'envois postaux de faire figurer sur ceux-ci le nom du pays de destination dans la langue du pays de départ, et ce parce que le tri de base se passe dans le pays d'origine.

A cet égard, il a aussi été suggéré par bon nombre de pays que cette mention – dans la langue du pays de départ – soit suivie par une autre, rédigée, elle, dans une langue internationalement connue. Selon ces pays, cet élément pourrait être placé sur les envois sous forme d'ajout (par exemple entre parenthèses).

Le CCEP 1993 a analysé les résultats de l'étude dont il s'agit et approuvé le projet de recommandation susmentionné, qui vise à inclure dans l'article 903 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle (sous-paragraphe 2.3) un complément au texte actuel.

Article RE 903

Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres

JAPON

25. RE 903.2/Rev 1

Ajouter le paragraphe 2.6bis suivant:

2.6bis Lorsque des catalogues publicitaires de même format, de même poids, nécessitant le même traitement et provenant du même expéditeur (sociétés de vente par correspondance) doivent être admis en nombre, à certaines périodes de l'année, ces envois sont triés et mis en liasse en fonction du numéro de code postal ou de la zone de distribution avant d'être déposés, de façon qu'ils puissent être expédiés le plus rapidement possible dans le pays de destination.

Motifs. – L'augmentation croissante des importations de particuliers par le biais d'achats par correspondance à l'étranger a entraîné une augmentation des dépôts de catalogues publicitaires en nombre, provenant du même expéditeur (sociétés de vente par correspondance), expédiés régulièrement par S.A.L. au bureau d'échange.

Le tri et la mise en liasse de ces envois augmentent momentanément la charge de travail du bureau d'échange du pays de destination, ce qui allonge les délais de réexpédition. L'Administration d'origine devrait recommander aux usagers importants de la poste de son pays (sociétés de vente par correspondance) de trier et de mettre en liasse ces envois, par numéro de code postal ou numéro de zone de distribution du pays de destination, avant de déposer ces envois, de manière que leur traitement s'effectue sans problème dans le pays de destination.

Article RE 903

Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 903.3

Sous-paragraphe 2.2. Ajouter la phrase suivante après le texte actuel:

Pour les envois dont les dimensions dépassent les limites des envois normalisés définies à l'article RE 1002 du Règlement d'exécution de la Convention, l'adresse peut être apposée parallèlement à la largeur de l'envoi.

Motifs. – Cette précision permettrait d'inscrire l'adresse parallèlement au côté le plus court, par exemple lorsqu'il s'agit de catalogues et de magazines. Cette facilité est autorisée par beaucoup d'Administrations postales. Elle sera commode pour beaucoup de gros expéditeurs qui, ainsi, ne devront pas préparer les envois de cette nature différemment selon qu'ils ont des destinations intérieures ou internationales.

Article RE 903

Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres

SUÈDE

25. RE 903.4

Amendement à la proposition 25. RE 903.1

Sous-paragraphe 2.3. Ajouter la phrase suivante après le texte actuel:

Lorsque ce nom est écrit dans un alphabet ou dans une langue difficilement compréhensible dans le pays d'origine ou dans les pays de transit, il doit également, et à la suite de cette première mention, être écrit dans une langue internationalement connue.

Motifs. – La Suède est d'accord sur le fond avec la proposition du CCEP, mais pense que la recommandation suggérée a été libellée de telle sorte qu'elle obligerait les clients à écrire deux fois le nom du pays de destination, même s'il n'y a qu'une différence mineure entre le nom tel qu'il existe dans la langue du pays de destination et celui qui lui correspond «dans une langue internationalement connue». A notre avis, il serait impossible d'expliquer aux clients pourquoi ils doivent le faire et, par ailleurs, la double mention du nom du pays poserait des problèmes, lorsque l'espace réservé à la mention de l'adresse est limité.

Le texte suggéré dans le présent amendement a pour but de restreindre l'application de cette recommandation aux cas où le traitement du courrier s'en trouverait réellement facilité.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 904.1

Paragraphe 7.2. Le modifier comme suit:

- 7.2 Chaque sac M doit être muni d'une étiquette-adresse rectangulaire fournie par l'expéditeur et indiquant tous les renseignements concernant le destinataire. L'étiquette-adresse doit être en toile suffisamment rigide, carton fort, matière plastique, parchemin ou en papier collé sur une planchette et être pourvue d'un œillet. Ses dimensions ne doivent pas être inférieures à 90 x 140 mm, ni supérieures à 105 x 148 mm, avec une tolérance de 2 mm.

Motifs. – L'étiquette-adresse du sac M ne doit pas être trop petite ni trop grande, sinon elle gênera dans le traitement du courrier. Par conséquent, il faut prévoir aussi une limite pour la dimension maximale de l'étiquette-adresse des sacs M.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

PORTUGAL

25. RE 904.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

- 1. Envois prioritaires/non prioritaires et lettres
- 1.1 Sous réserve des dispositions relatives aux envois normalisés et à l'emballage des envois, aucune condition de forme ou de fermeture n'est exigée pour les envois prioritaires/non prioritaires ou pour les lettres. Toutefois, de tels envois sous enveloppe doivent être rectangulaires afin de ne pas provoquer de difficultés au cours de leur traitement. Doivent également être placés sous enveloppes rectangulaires de tels envois ayant la consistance d'une carte postale mais n'en ayant pas la forme. Il est recommandé d'ajouter le mot «Prioritaire» ou «Lettre» du côté de l'adresse des envois qui, en raison de leur volume ou de leur conditionnement, pourraient être confondus avec des envois affranchis à une taxe réduite.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 904.3

Paragraphe 4.5. Le modifier comme suit:

4.5 Il est permis de joindre à tous les imprimés une carte, une enveloppe ou une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire /.../; celles-ci peuvent être affranchies pour le retour au moyen de timbres-poste ou de marques d'affranchissement postales de /.../ l'endroit où elles seront postées.

Motifs. – Beaucoup de sociétés multinationales ont une base dans un pays, dont le but est de servir les besoins des clients des pays voisins. Si elles envoient leur courrier de leur maison mère, c'est sans doute qu'elles n'ont pas de bureau dans le pays de destination de l'envoi original. Et pourtant elles peuvent souhaiter faire adresser leur carte-réponse à un pays voisin tiers qui s'occupe de traiter la demande du client.

Les Administrations postales devraient s'efforcer de faciliter dans toute la mesure possible les communications de leurs clients et ne pas créer d'obstacles à l'utilisation de la poste.

Les paiements devraient pouvoir s'effectuer à l'Administration dans laquelle l'envoi est posté, étant donné qu'il n'est pas possible de savoir si un envoi sera déposé dans le pays où l'envoi original sera distribué.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 904.4

Ajouter l'article RE 904.8 comme suit:

8. Courrier en nombre

8.1 Le courrier en nombre est caractérisé par:

8.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou dans un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 500 envois ou plus déposés par un même expéditeur;

8.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 1500 envois ou plus déposés par un même expéditeur.

8.2 Aux termes de cet article, est considéré l'expéditeur des envois en nombre la personne ou l'organisation qui effectivement dépose les envois.

8.3 En cas de besoin, l'expéditeur peut être identifié par toute particularité commune des envois ou indication portée sur les envois (par exemple adresse de retour, nom, marque ou griffe de l'expéditeur, numéro d'autorisation postale, etc.).

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 20. 9.6.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

ALLEMAGNE

25. RE 904.5

Paragraphe 5.5. Le modifier comme suit:

- 5.5 Les Administrations postales recommandent à leurs clients de munir les cécogrammes, du côté de l'adresse du destinataire, d'une étiquette blanche portant le symbole suivant: (le reste sans changement).

Motifs. – A présent, la formulation du paragraphe prévoit qu'il est obligatoire que les cécogrammes soient munis d'un symbole particulier nouveau. A notre avis, la réglementation devrait être rédigée sous forme de recommandation à la clientèle. Ainsi, on pourrait éviter des coûts et des travaux supplémentaires pour les aveugles, qui doivent se procurer des étiquettes spéciales ou des enveloppes appropriées. En outre, qu'est-ce qui va se passer pour les cécogrammes qui ne portent pas ces étiquettes? Est-ce que le pays de destination pourrait refuser des cécogrammes qui sont seulement marqués avec l'indication «Cécogrammes» (comme prévu à l'article RE 802)? A notre avis, la modification proposée aide à éviter des malentendus potentiels en cas d'absence de la mention supplémentaire.

Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Lettonie, Norvège, Suède.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 904.6

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Imprimés
- 4.1 Peuvent être expédiées comme imprimés les reproductions obtenues sur papier, sur carton ou autres matières d'un emploi habituel dans l'imprimerie, en plusieurs exemplaires identiques, au moyen d'un procédé autorisé par l'Administration d'origine. Les imprimés qui ne répondent pas à cette définition peuvent également être admis en service international si tel est le cas dans le service intérieur du pays d'origine.

- 4.2 Les imprimés doivent porter en caractères très apparents, du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, la mention «Imprimé» ou «Imprimé à taxe réduite» selon le cas, ou son équivalent dans une langue connue dans le pays de destination. Ces mentions indiquent que les envois ne contiennent que des imprimés et du matériel bénéficiant d'un agrément.
- 4.3 Les imprimés répondant à la fois aux conditions générales applicables aux imprimés et aux cartes postales sont admis à découvert au tarif des imprimés, même s'ils portent le titre «Carte postale» ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque.
- 4.4 Plusieurs imprimés peuvent être réunis dans un envoi, à la condition de ne pas porter d'adresses de différents destinataires. Les Administrations d'origine ont la faculté de limiter les imprimés ainsi réunis à ceux émanant d'un seul expéditeur.
- 4.5 Il est permis de joindre à tous les imprimés une carte, une enveloppe ou une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire dans le pays de dépôt ou de destination du premier envoi; celles-ci peuvent être affranchies pour le retour au moyen de timbres-poste ou de marques d'affranchissement postales du pays de destination du premier envoi.
- 4.6 L'Administration d'origine peut autoriser des annotations ou des annexes en se fondant sur sa législation intérieure.
- 4.7 Les imprimés doivent être conditionnés de manière que leur contenu soit suffisamment protégé sans qu'une vérification prompte et facile en soit entravée. Les conditions sont définies par l'Administration d'origine.
- 4.8 Les Administrations peuvent autoriser la fermeture des imprimés déposés en nombre en délivrant à cet effet un permis aux usagers qui en font la demande. Dans de tels cas, le numéro du permis doit être indiqué au-dessous de la mention «Imprimé» ou «Imprimé à taxe réduite». /.../
- 4.8bis Les Administrations d'origine sont aussi autorisées à permettre la fermeture de tous les imprimés sans qu'il y ait besoin d'un permis pour cela si, dans leur service intérieur, aucune condition spéciale de fermeture n'est requise.
- 4.8ter Les imprimés peuvent être insérés sous emballage en matière plastique clos, soit transparent, soit opaque, aux conditions fixées par l'Administration d'origine.
- 4.8quater Il est permis d'ouvrir des imprimés scellés pour en vérifier le contenu.

Motifs. – Autoriser ainsi la fermeture de tous les imprimés (en nombre ou individuels), si les règles de service de l'Administration d'origine l'admettent. Les expéditeurs d'envois en nombre peuvent actuellement fermer les envois pour lesquels un permis a été délivré et les livres et brochures insérés dans des enveloppes transparentes scellées sont admis. Il serait très avantageux pour les clients que tous les imprimés, qu'ils soient déposés en nombre ou en petites quantités, puissent être fermés. La réglementation actuelle en matière de conditionnement des imprimés est archaïque et inutilement compliquée. L'amendement proposé permettrait aux Administrations d'offrir une gamme de services simples et faciles à utiliser. Il est plus facile et plus commode aussi bien pour les entreprises que pour les particuliers de sceller un envoi plutôt que d'utiliser de la ficelle, des rubans adhésifs ou tout autre moyen de fermeture.

Appuis. – Albanie, Espagne, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

**ANTIGUA-ET-BARBUDA, BAHAMAS, BELIZE,
BOTSWANA, BRUNEI DARUSSALAM, FIDJI,
GUYANE, INDE, JAMAÏQUE, LESOTHO,
MALAWI, NAMIBIE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
OUGANDA, PAKISTAN, PHILIPPINES, SAINT-
CHRISTOPHE-ET-NEVIS, SAINTE-LUCIE,
SALOMON (ÎLES), SAMOA OCCIDENTAL,
SEYCHELLES, SURINAME, SWAZILAND,
TANZANIE (RÉP. UNIE), THAÏLANDE, TONGA,
VANUATU**

25. RE 904.7

Amendement à la proposition 25. RE 904.4

Ajouter l'article RE 904.8 comme suit:

8. Courrier en nombre

8.1 Le courrier en nombre est caractérisé par:

8.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou dans un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 1500 envois ou plus déposés par un même expéditeur;

8.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 5000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.

8.2 Aux termes de cet article, est considéré l'expéditeur des envois en nombre la personne ou l'organisation qui effectivement dépose les envois.

8.3 En cas de besoin, l'expéditeur peut être identifié par toute particularité commune des envois ou indication portée sur les envois (par exemple adresse de retour, nom, marque ou griffe de l'expéditeur, numéro d'autorisation postale, etc.).

Motifs. – Les caractéristiques numériques du courrier en nombre sont redéfinies en fonction de critères plus pratiques. La définition proposée pour le courrier en nombre supposant une prise en compte par jour et/ou d'une période de deux semaines est difficile à appliquer, et les coûts qui en résulteraient tant pour l'Administration destinataire que pour l'Administration expéditrice seraient très élevés. L'Administration destinataire devrait consacrer beaucoup de ressources humaines, de temps et d'argent au suivi des dépêches arrivantes au regard des petites quantités d'envois en nombre expédiés et les coûts seraient bien supérieurs aux bénéfices.

Pour l'Administration expéditrice, les procédures opérationnelles et comptables décrites dans les propositions 25. RE 4112 et 25. RE 5003.91, visent essentiellement à ce que le total de l'expédition des envois en nombre fasse l'objet de dépêches séparées (dans ce cas, il est plus que probable que l'on recevrait des dépêches d'envois en nombre provenant de plusieurs opérateurs). Dans la pratique, cela impliquerait un traitement de ces envois dans une filière séparée qui prendrait un surcroît de temps et d'argent à consacrer au tri, à la mise en liasses, à la mise en sacs et à l'établissement des documents pour traiter ce courrier dans un délai minimal. Un autre problème que poserait cette procédure à l'Administration expéditrice est que la définition proposée perturberait le traitement des envois en nombre saisonniers ordinaires qui constituent une grande proportion du courrier traditionnel et des envois du public en général (comme les versements de dividendes d'actions, relevés bancaires, les cartes de vœux pour Noël).

En optant pour 1500 envois par jour et/ou 5000 envois sur une période de deux semaines, on obtiendrait un seuil plus réaliste, tenant compte des facteurs d'exploitation et financiers. Cela permettrait également de donner à la définition du courrier en nombre la même portée que celle qu'elle a dans les régimes intérieurs de la plupart des Administrations.

Article RE 904

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

**AFRIQUE DU SUD, BAHAMAS, BANGLADESH,
BRUNEI DARUSSALAM, INDE, INDONÉSIE,
ISRAËL, KENYA, MALAISIE, PAKISTAN,
SINGAPOUR**

25. RE 904.8

Amendement à la proposition 25. RE 904.4

Ajouter l'article RE 904.8 comme suit:

8. Courrier en nombre
- 8.1 Le courrier en nombre est caractérisé par:
 - 8.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou dans un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 5000 envois ou plus déposés par un même expéditeur;
 - 8.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 15 000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.
- 8.2 Aux termes de cet article, est considéré l'expéditeur des envois en nombre la personne ou l'organisation qui effectivement dépose les envois.
- 8.3 En cas de besoin, l'expéditeur peut être identifié par toute particularité commune des envois ou indication portée sur les envois (par exemple adresse de retour, nom, marque ou griffe de l'expéditeur, numéro d'autorisation postale, etc.).

Motifs. – La définition proposée supposant la prise en compte de 500 envois par jour et/ou de 1500 envois sur une période de deux semaines est difficile à appliquer, et les coûts qui en résulteraient tant pour l'Administration destinataire que pour l'Administration expéditrice seraient très élevés et affecteraient le courrier commercial normal.

En augmentant les caractéristiques numériques à 5000 envois par jour et/ou à 15000 envois sur une période de deux semaines, on obtiendrait un seuil plus réaliste, tenant compte des facteurs d'exploitation. Cela permettrait également de donner à la définition du courrier en nombre la même portée que celle qu'elle a dans les régimes intérieurs de la plupart des Administrations.

Article RE 905

Signalisation du mode d'acheminement ou de la priorité

PORTUGAL

25. RE 905.1

Le modifier comme suit:

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les envois à traiter comme envois prioritaires ou envois-avion dans les Administrations de transit et de destination doivent porter une étiquette spéciale de couleur bleue ou une empreinte de même couleur comportant les mots «Prioritaire» ou «Par avion». A la rigueur, ces deux mots en gros caractères peuvent être écrits à la main ou à la machine, avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Prioritaire» ou «Par avion» doit être apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. /.../
2. La mention «Prioritaire» ou «Par avion» et toute annotation relative au transport prio-ritaire ou aérien doivent être barrées au moyen de deux forts traits transversaux lorsque l'acheminement n'a pas lieu par la voie la plus rapide.
3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 907

Envois sous enveloppe à panneau

ALLEMAGNE

25. RE 907.1/Rev 1

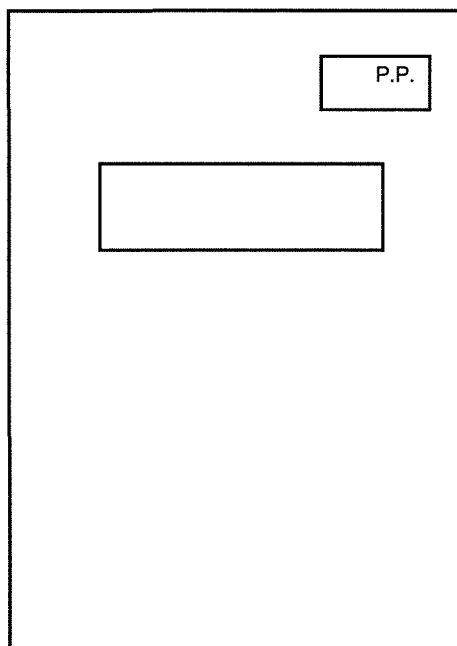
Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 1.3:

Toutefois, pour les envois de format C 4, ou formats similaires, les Administrations peuvent admettre que le panneau transparent soit disposé transversalement, de telle façon que sa plus grande dimension soit parallèle à la largeur de l'enveloppe.

Motifs. – Dans leur service national, nombre d'Administrations ont mis en place avec succès une réglementation relative aux enveloppes de lettres à panneau transparent de format C 4, dont le panneau peut être disposé transversalement, de telle façon que sa longueur soit parallèle à la largeur de l'enveloppe. Cela comporte l'avantage que la zone adresse se trouvant sur des feuilles de papier à lettres à l'intérieur des envois peut également être utilisée, grâce au panneau transparent, comme adresse de l'envoi.

Les Administrations ne sont pas obligées d'admettre la disposition du panneau transparent telle qu'indiquée dans cette nouvelle phrase ajoutée au paragraphe 1.3.

Un exemple de l'alternative du paragraphe 1.3:



Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Lettonie, Norvège, Suède.

Article RE 1401

Modalités d'affranchissement

SUÈDE

25. RE 1401.1

Paragraphe 1.1. Le modifier comme suit:

- 1.1 timbres-poste émis selon l'article 5, paragraphe 1, de la Convention et imprimés ou collés sur les envois. /.../

Motifs. – Pour préciser que les timbres-poste auxquels on fait référence dans ce paragraphe sont les timbres-poste émis par l'opérateur ou les opérateurs postaux chargés par le gouvernement du Pays-membre concerné de traiter le courrier international selon cette Convention.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie (Rép.).

Article RE 1403

Emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 1403.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
 - 1.1 Lorsque, au départ, l'affranchissement sur un envoi quelconque laisse soupçonner un emploi frauduleux (présomption de contrefaçon ou de réemploi) et que l'expéditeur n'est pas connu, la figurine n'est altérée d'aucune façon. L'envoi, accompagné d'un avis /.../, est adressé sous enveloppe recommandée d'office au bureau de destination. Un exemplaire de cet avis est transmis, pour information, aux Administrations des pays d'origine et de destination. Toute Administration peut demander, par notification adressée au Bureau international, que ces avis /.../ qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.
 - 1.2 Le destinataire est convoqué pour constater le fait. L'envoi ne lui est remis que s'il paie le port dû, fait connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur et met à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, le corps du délit présumé. Il peut s'agir soit de l'envoi entier s'il est inséparable du corps du délit, soit de la partie de l'envoi (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et l'empreinte ou le timbre signalé comme douteux. Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal /.../, signé par l'agent des postes et par le destinataire. Le refus éventuel de ce dernier est constaté sur ce document.
- 2 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer les formules qui sont très peu utilisées, notamment les formules C 10 et C 11. La consultation au sujet de la suppression de ces formules faite dans le cadre de l'étude en question a permis de déduire que la majorité des Administrations postales était favorable à la suppression de ces formules et à la modification en conséquence des dispositions de l'article correspondant. En effet, l'information nécessaire peut tout aussi bien être communiquée par une lettre.

Proposition corrélatrice: 29. O.1.

Article RE 1405

Envois non ou insuffisamment affranchis

SUÈDE

25. RE 1405.1

Paragraphe 2. Ajouter la phrase suivante:

Toutefois, cette Administration doit transmettre par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) les envois indiqués par l'expéditeur comme devant être acheminés en tant qu'envois prioritaires ou correspondances-avion.

Motifs. – Il est peu satisfaisant de transmettre par la voie de surface des lettres indiquées «Par avion» ou «Prioritaire» par l'expéditeur. En procédant à cette indication, l'expéditeur a exprimé sa volonté explicite concernant le moyen de transport. Dans la pratique, il est également difficile pour le personnel de toujours savoir quelles sont les taxes applicables et de calculer si les taxes acquittées représentent 75 ou 50 pour cent respectivement de ces montants.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 1405

Envois non ou insuffisamment affranchis

PORTUGAL

25. RE 1405.2

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les envois recommandés et les envois avec valeur déclarée sont considérés à l'arrivée comme dûment affranchis.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 1601

Coupons-réponse internationaux

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 1601.1

Paragrophes 7.1, 8 et 8.2. Les modifier comme suit:

- 7.1 au débit de chaque Administration, la valeur des coupons-réponse fournis ainsi que le montant de la bonification accordée à l'Administration au titre de la période annuelle précédente;
8. Le Bureau international établit un décompte général annuel.
- 8.2 Il comprend les bonifications accordées aux Administrations par répartition de l'excédent global de la valeur des coupons-réponse fournis sur la valeur des coupons-réponse échangés pendant la période annuelle. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Les accords comptables obligent les Administrations à comptabiliser les coupons-réponse internationaux d'une manière suivie. Selon le système actuel, les Administrations n'obtiennent des données que tous les deux ans, ce qui permet difficilement d'établir des estimations en l'absence de chiffres sur les ventes/remboursements. Un exercice comptable de deux ans est dépassé et il conviendrait d'adopter une approche plus commerciale en matière de règlement des comptes. Il est suggéré de procéder aux règlements des comptes annuellement pour atténuer le problème des estimations inexactes qui ont de mauvaises répercussions sur les objectifs budgétaires et financiers des Pays-membres.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.), Turquie.

Article RE 1901

Admission des lettres avec valeur déclarée

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

25. RE 1901.1

Paragraphe 2.1. Le modifier comme suit:

- 2.1 Elles doivent être scellées par des cachets identiques à la cire, par des plombs /.../ ou par un autre moyen efficace, avec une empreinte ou marque spéciale uniforme (le reste sans changement).

Motifs. – L'utilisation du ruban adhésif peut conduire à des problèmes, car le contenu des envois serait exposé aux spoliations sans que celles-ci laissent parfois des traces.

Article RE 1901

Admission des lettres avec valeur déclarée

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 1901.2

Paragraphe 2.1. Le modifier comme suit:

- 2.1 Elles doivent être scellées par des cachets identiques à la cire, par des plombs /.../ ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur; pour celles qui sont scellées par du ruban adhésif, l'empreinte ou la marque spéciale uniforme de l'expéditeur doit être appliquée directement sur la fermeture de l'enveloppe avant l'apposition du ruban adhésif. Les Administrations peuvent (le reste sans changement).

Motifs. – L'utilisation du ruban adhésif comme fermeture de l'enveloppe présente des facilités pratiques. Cependant, à cause de sa nature physique, l'empreinte ou la marque apposée dessus disparaît assez facilement lors du traitement du courrier. C'est pourquoi il faut que l'empreinte ou la marque de l'expéditeur soit apposée avant l'apposition du ruban adhésif, ce qui fait que l'on ne pourra pas endommager la fermeture sans laisser de trace évidente. Pour assurer la sécurité du courrier postal, il faut prévoir des dispositions explicites sur la façon de sceller les lettres avec valeur déclarée au moyen de ruban adhésif.

Article RE 1901

Admission des lettres avec valeur déclarée

PORTUGAL

25. RE 1901.3

Le modifier comme suit:

Article RE 1901

Admission des envois avec valeur déclarée

1. Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des envois avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur pays.

2. Les envois avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admis à l'expédition.

2.1 à 2.3 (Sans changement.)

2.4 Les scellés, les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal et autres services officiels doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe ou de l'emballage. Les timbres-poste et les étiquettes ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'enveloppe ou de l'emballage de manière à couvrir une bordure. Il est interdit d'apposer sur les envois avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent soit au service postal, soit à des services officiels dont l'intervention pourrait être requise en vertu de la législation nationale du pays d'origine.

2.5 Si les envois avec valeur déclarée sont entourés d'un croisé de ficelle et scellés de la manière indiquée sous 2.1, il n'est pas nécessaire de sceller la ficelle elle-même.

3. Les envois avec valeur déclarée qui se présentent extérieurement sous forme de boîtes doivent remplir les conditions supplémentaires suivantes.

3.1 à 3.3 (Sans changement.)

4. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée.

5 et 6. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 1902

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 1902.1

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

2. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur. Le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte. Le bureau de dépôt doit veiller à ce que ces dispositions soient respectées par l'expéditeur.

Motifs. – Dans la pratique, certaines Administrations d'origine n'exécutent aucun contrôle sur la valeur déclarée par l'expéditeur. Cependant, pour l'application des dispositions du paragraphe 3 de cet article, visant à faire traiter les cas de la déclaration frauduleuse conformément à la législation intérieure du pays d'origine, l'Administration d'origine ne doit pas compter seulement sur l'avis des autres Administrations; c'est avant tout elle-même qui doit exercer la vérification sur la déclaration de valeur faite par l'expéditeur.

Article RE 1902

Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

PORTUGAL

25. RE 1902.2

Le modifier comme suit:

Article RE 1902

Envois avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

1 à 5. (Sans changement.)

6. Lorsque des circonstances quelconques ou les déclarations des intéressés permettent de constater l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans un envoi, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai. Le cas échéant, les pièces de l'enquête à l'appui sont jointes à l'avis. Si l'envoi n'a pas encore été livré au destinataire, l'Administration d'origine a la possibilité de demander qu'il lui soit renvoyé.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 1902

Lettres avec valeur déclarée

NORVÈGE

25. RE 1902.3

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Le montant de la valeur déclarée doit être converti en DTS par l'expéditeur ou par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure, doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine. /.../ La conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

Motifs. – L'obligation de souligner le montant avec un crayon de couleur tend à être considérée par de nombreux clients et employés comme une autre curieuse pratique de la poste. Par ailleurs, comme les montants sont vérifiés au moment du dépôt et indiqués également sur la formule CP 2, toute signalisation particulière du montant en DTS semble inutile.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 1903

Désignation et traitement des lettres avec valeur déclarée

PORTUGAL

25. RE 1903.1

Le modifier comme suit:

Article RE 1903

Désignation et traitement des envois avec valeur déclarée

1. Les envois avec valeur déclarée doivent être revêtus d'une étiquette rose VD 2 et portant, en caractères latins, la lettre «V», le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre de l'envoi.

2 à 5. (Sans changement.)

6. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

7. Le bureau de destination applique, au verso de chaque envoi avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 2001

Désignation des envois exprès

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 2001.1

Le modifier comme suit:

1. Les envois à remettre par exprès sont pourvus soit d'une étiquette spéciale imprimée de couleur rouge clair, soit d'une empreinte de timbre de la même couleur portant, en caractères très apparents, la mention «Exprès». A défaut d'étiquette ou d'empreinte de timbre, le mot «Exprès» doit être inscrit de façon très apparente, en lettres majuscules, à l'encre rouge ou au crayon de couleur rouge. L'étiquette ou l'empreinte de timbre doit, autant que possible, correspondre au modèle reproduit ci-dessous. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Exprès» doit être placée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.



Motifs. – L'objectif est d'encourager les Administrations postales à produire des étiquettes ou des empreintes de timbre «Exprès» normalisées. La couleur et la forme caractéristiques de cette étiquette donnent une identité commune aux envois exprès, facilitent ainsi leur identification lors du traitement du courrier et, de ce fait, améliorent la qualité de service qui les concerne.

Plusieurs Administrations qui utilisent déjà cette étiquette trouvent que cette nouvelle forme permet de mieux distinguer les envois exprès des envois du courrier-avion ordinaire. L'étiquette exprès traditionnelle de format rectangulaire, qui est la même que celle de l'étiquette du courrier-avion, n'est pas aussi facile à distinguer, en particulier dans des bureaux avec un éclairage artificiel.

La nouvelle étiquette est utilisée par plusieurs Administrations, à savoir: l'Australie, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Norvège, le Portugal et la Suède. Elle a été conçue après une concertation entre les Administrations et une agence d'arts graphiques industriels et a été approuvée par la CEPT en 1990.

Un exemplaire de l'étiquette britannique est montré ci-dessus pour information. Les autres pays cités utilisent également des étiquettes d'une conception très semblable. Les Administrations peuvent certainement adapter ce modèle si elles le souhaitent, mais aux fins de l'article RE 2001, il est estimé suffisant de proposer aux Administrations d'utiliser simplement les étiquettes de la même forme et de la même couleur – rouge clair. Il n'est pas indispensable que les Administrations adoptent tous les éléments du graphisme.

Le but de la suppression du mot «Exprès» placé entre parenthèses dans les première, deuxième et quatrième phrases du texte anglais est d'éviter tout risque de confusion avec le service EMS.

Appuis. – France, Irlande, Luxembourg, Malte, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède.

Article RE 2002

Traitement des envois exprès

PORTUGAL

25. RE 2002.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Lorsque sa réglementation le prévoit, l'Administration de destination a la faculté de faire remettre par exprès un avis d'arrivée d'un envoi avec valeur déclarée, et non l'envoi lui-même.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 2102

Traitement des avis de réception

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 2102.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Le bureau de destination renvoie par le premier courrier la formule C 5, dûment complétée, directement à l'expéditeur. Cette formule est transmise à découvert et en franchise postale par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si l'avis de réception est renvoyé sans avoir été dûment complété, l'irrégularité est signalée au moyen de la formule C 8/C 9 prévue à l'article RE 3101.1 et à laquelle est joint l'avis de réception en question.
3. A la demande de l'expéditeur, un avis de réception qui n'a pas été renvoyé dans des délais normaux est réclamé gratuitement au moyen de la formule C 8/C 9. Un duplicata de l'avis de réception, portant au recto en caractères très apparents la mention «Duplicata», est joint à la réclamation C 8/C 9. Cette dernière est traitée selon l'article RE 3101. La formule C 5 reste attachée à la réclamation C 8/C 9 pour remise ultérieure au réclamant.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer ou de fusionner certaines formules. La consultation au sujet de la fusion de ces formules a permis de déduire que la majorité des Administrations postales était favorable à cette fusion et à la modification en conséquence des dispositions des articles appropriés.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2, 25. RE 3802.2 et 25. RE 5407.1.

Article RE 2303

Décompte avec l'Administration de dépôt des envois francs de taxes et de droits

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 2303.1

Paragraphe 1, 2e ligne. Remplacer la mention «C 26» par «C 26/CP 19».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 26 et CP 19. Un nouveau modèle de cette formule combinée a été accepté par le CE.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 2701

Traitement des envois admis à tort

SUÈDE

25. RE 2701.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Première phrase sans changement.) Toutefois, les envois qui ont été admis à tort et ne remplissent pas les conditions de l'article 9 de la Convention et de l'article RE 902 concernant le contenu, le poids ou les dimensions doivent autant que possible être remis aux destinataires sans

supplément de taxe. Les envois admis à tort contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives et ne remplissant pas les dispositions de l'article 25 de la Convention peuvent aussi être remis aux destinataires, si les dispositions appliquées dans le pays de destination le permettent. /.../

Motifs. – La présente disposition est contraire à l'idée de servir la clientèle. Elle punit aussi le destinataire, qui n'a pas la responsabilité de l'erreur commise.

Pour ce qui est de la procédure postale interne, l'exigence de vérifier les envois et d'y appliquer une taxe supplémentaire entraîne un travail additionnel aux services d'exécution qui n'est pas compensé par les recettes supplémentaires éventuellement perçues.

On doit faire confiance au jugement fait dans le pays d'origine.

Appuis. – Allemagne, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Italie, Norvège, Turquie.

Article RE 2902

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 2902.1

Le modifier comme suit:

Article RE 2902

Envois non distribuables. Renvoi à l'expéditeur ou au pays d'origine

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. Le renvoi /.../ des imprimés non distribuables n'est pas obligatoire, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi en une langue connue dans le pays de destination. Les Administrations s'efforcent néanmoins d'effectuer ce retour à l'expéditeur, ou de l'en informer comme il convient, lorsqu'il s'agit de la répétition de tentatives infructueuses de remises ou d'envois en nombre. Les imprimés recommandés et les livres doivent toujours être renvoyés.
4. (Sans changement.)

5. Les lettres-avion, les cartes postales-avion et les envois prioritaires à renvoyer /.../ le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
6. Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées /.../ par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées (surface, S.A.L. compris), sauf:
 - 6.1 en cas d'interruption de ces moyens de transport;
 - 6.2 si l'Administration de destination a choisi de façon systématique la voie aérienne pour le renvoi de ces correspondances.
7. Pour le renvoi des correspondances /.../ par la voie aérienne ou prioritaire à la demande de l'expéditeur, l'article RE 2801.2.2 et 3 est applicable par analogie.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 29.2.

Article RE 2902

Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur

CANADA

25. RE 2902.2

Le modifier comme suit:

1 à 4. (Sans changement.)

5. Les correspondances-avion /.../ et les envois prioritaires à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). L'Administration effectuant ce renvoi a la faculté de se faire rembourser les frais de transport y afférant par l'Administration d'origine.

6. (Supprimé.)

7. (Supprimé.)

Motifs. – Les clients qui achètent des produits par avion de la poste aux lettres s'attendent à un service rapide. Ce prix devrait automatiquement inclure le renvoi, par la voie la plus rapide, des envois non distribuables. L'expéditeur a souvent besoin de savoir rapidement si son envoi par avion expédié à l'étranger a été distribué, et de le récupérer. En d'autres mots, le renvoi par la voie la plus rapide constituerait une caractéristique de base des correspondances-avion internationales (les taxes étant modifiées, si nécessaire, afin de permettre cette modification).

La clientèle verrait cette modification d'un très bon œil. Cela éviterait les contradictions et l'aspect bureaucratique des dispositions actuelles (certaines correspondances-avion sont renvoyées par la voie la plus rapide, d'autres pas; certaines Administrations renvoient toutes les correspondances-avion par la voie la plus rapide, d'autres pas). En définitive, il s'agit d'accorder aux correspondances-avion le même statut que les envois prioritaires. Ces derniers font tous l'objet d'un renvoi par la voie la plus rapide.

Par ailleurs, l'Administration qui effectue le renvoi des envois non distribuables ne reçoit aucun dédommagement financier. Il s'agit là d'une anomalie à corriger.

Appuis. – Irlande, Norvège.

Article RE 2903

Traitement des envois non distribuables

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 2903.1/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Avant de renvoyer /.../ les envois non distribués pour un motif quelconque, le bureau de destination doit indiquer, en langue française, la cause de la non-remise. (Le reste sans changement.)
2. (Sans changement.)
3. (Sans changement.)
4. Les envois non distribuables sont renvoyés /.../, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée «Envois non distribuables», comme s'il s'agissait d'envois à diriger sur ce pays. /.../
5. (Sans changement.)
6. (Sans changement.)
7. Les envois non distribuables renvoyés /.../ sont traités d'après l'article RE 2801.3.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 29.2.

Article RE 3001

Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse

CORÉE (RÉP.)

25. RE 3001.1

Paragraphe 3.4. Le modifier comme suit:

- 3.4 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être informé par voie des télécommunications des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande. Il doit payer la taxe y relative. En cas d'utilisation de télégrammes, il doit acquitter la taxe d'un télégramme /.../ calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.

Motifs. – L'objet de cette proposition est d'adapter la réglementation à la réalité. L'Assemblée plénière du CCITT, à sa réunion d'octobre 1984, a accepté la proposition de son Groupe d'étude I concernant la suppression du télégramme facultatif «RPX réponse payée». Ce service a cessé le 1er octobre 1985. Les Administrations postales ne peuvent donc plus appliquer la disposition actuelle, qui prévoit la perception de la taxe d'un télégramme avec réponse payée.

Article RE 3001

Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 3001.2

Paragraphe 2.4. Le modifier comme suit:

- 2.4 La suite donnée par le bureau de destination à toute demande de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse est communiquée immédiatement au bureau d'origine, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au moyen d'une copie /.../ de la formule C 7 dûment remplie dans la partie «Réponse du bureau de destination». Le bureau d'origine prévient le réclamant. Il en est de même dans les cas ci-après:
- 2.4.1 à 2.4.3 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 7, plus simple et plus facile à utiliser. Le CE a accepté le nouveau modèle de cette formule.

Proposition corrélative: 29. 0.1.

Article RE 3001

Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 3001.3

Amendement à la proposition 25. RE 3001.1

Paragraphe 3.4. Le modifier comme suit:

- 3.4 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être informé par voie des télécommunications des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande. Il doit payer la taxe y relative. En cas d'utilisation de télégrammes, il doit acquitter la taxe d'un télégramme-réponse /.../ calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex. Les Administrations intéressées s'entendent sur les modalités du règlement des frais des réponses par voie des télécommunications.

Motifs. – L'objet de cette proposition est d'adapter la réglementation à la réalité. L'Assemblée plénière du CCITT, à sa réunion d'octobre 1984, a accepté la proposition de son Groupe d'étude I concernant la suppression du télégramme facultatif «RPX réponse payée». Ce service a cessé le 1er octobre 1985. Les Administrations postales ne peuvent donc plus appliquer la disposition actuelle, qui prévoit la perception de la taxe d'un télégramme avec réponse payée. Comme la proposition originale de la Corée (Rép.) n'a pas précisé comment l'Administration de destination récupère les frais des réponses par voie des télécommunications, nous y avons ajouté la dernière phrase.

Article RE 3001

Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse

ARGENTINE

25. RE 3001.4

Amendement à la proposition 25. RE 3001.1

Paragraphe 3.4. Le modifier comme suit:

- 3.4 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être informé par voie des télécommunications des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande. Il doit payer la taxe y relative. En cas d'utilisation de télégrammes, il doit acquitter la taxe d'un télégramme /.../ laquelle correspond à ce service. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.

Motifs. – La partie de la phrase (calculée sur la base de 15 mots) supprimée par cet amendement était applicable à la réponse payée par télégramme, raison pour laquelle elle devient maintenant inutile. De plus, on a effectué la modification rédactionnelle nécessaire à la suite de cette suppression.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

JAPON

25. RE 3101.1/Rev 1

Paragraphe 1.6 et 3.7. Les modifier comme suit:

- 1.6 Les formules C 8 ou C 9 et les pièces qui y sont jointes doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé dans le plus bref délai, au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date de la réclamation originale. Elles seront accompagnées de la déclaration du destinataire, établie sur une formule C 32 et certifiant la non-réception de l'envoi recherché. Une fois ladite période écoulée, une réponse est adressée, sous une quelconque forme, à l'Administration d'origine, aux frais de l'Administration de destination, par télégramme, télex ou tout autre moyen de télécommunication.

- 3.7 Si une réclamation n'est pas parvenue en retour dans un délai d'un mois, un duplicata de la formule C 9, muni des données d'acheminement, est adressé à l'Administration centrale du pays de destination. Le duplicata doit porter bien visiblement la mention «Duplicata» et mentionner également la date d'expédition de la réclamation originale.

Motifs. – Actuellement, il faut attendre très longtemps pour recevoir une réponse à une réclamation. Il conviendrait de réduire cette durée afin de gagner la confiance des clients.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

ISRAËL

25. RE 3101.2

Paragraphe 1.6. Le modifier comme suit:

- 1.6 Les formules C 8 ou C 9 et les pièces qui y sont jointes doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé dans le plus bref délai, au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date de la réclamation originale. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Voir proposition 20. 38.1.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

BRÉSIL

25. RE 3101.3

Créer le paragraphe 1.4bis suivant:

1.4bis L'Administration postale de destination, dès l'arrivée dans ses services d'une réclamation transmise sur une formule C 9, est tenue d'en accuser réception auprès de l'Administration d'origine. Elle fournit en outre à cette dernière son code de contrôle, dont l'indication devra être rappelée à l'occasion des futures communications.

Motifs. – Faciliter la recherche des réclamations dans les archives postales, aussi bien au sein de l'Administration d'origine que de l'Administration de destination. Réglementer la procédure en vigueur au sein de certaines Administrations, procédure qui s'est d'ailleurs avérée très utile. L'introduction de cette mesure faciliterait non seulement la recherche des dossiers concernant les réclamations – aussi bien au sein de l'Administration d'origine que de l'Administration de destination – mais permettrait également à l'Administration d'origine de savoir que la formule de réclamation est bien parvenue à destination.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 3101.4/Rev 1

Paragrophes 3.3 et 3.4. Les modifier comme suit:

- 3.3 Si, lors de la réception de la réclamation, le bureau de destination ou, suivant le cas, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule au tableau 4. En cas de livraison retardée, de mise en instance, /.../ de renvoi /.../ ou de réexpédition, le motif est indiqué succinctement sur la formule C 9. Quand il s'agit d'un cas de renvoi ou de réexpédition, les renseignements utiles doivent être fournis au tableau 3.
- 3.4 L'Administration qui ne peut établir ni la remise au destinataire ni la transmission régulière à une autre Administration ordonne immédiatement l'enquête nécessaire. Elle consigne obligatoirement sa décision concernant la responsabilité au tableau 5 de la formule C 9.

Motifs. – La suppression des mots «à l'origine» est la conséquence de la proposition 20. 29.2, afin de comprendre les cas du renvoi au pays résident de l'expéditeur. L'ajout de la dernière phrase au paragraphe 3.3 est destiné à combler la lacune du texte actuel. Enfin, il est proposé de remplacer respectivement les tableaux 3 et 4 par 4 et 5 aux paragraphes 3.3 et 3.4, parce que le texte actuel *ne correspond pas* à la formule C 9 en vigueur.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

CORÉE (RÉP.)

25. RE 3101.5

Paragraphe 4.3. Le modifier comme suit:

- 4.3 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être avisé par télégramme de la suite donnée à sa réclamation. Dans ce cas, il doit acquitter la taxe d'un télégramme /.../ calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens des télécommunications ou par le service EMS.

Motifs. – L'objet de cette proposition est d'adapter la réglementation à la réalité. L'Assemblée plénière du CCITT, à sa réunion d'octobre 1984, a accepté la proposition de son Groupe d'étude I concernant la suppression du télégramme facultatif «RPX réponse payée». Ce service a cessé le 1er octobre 1985. Les Administrations postales ne peuvent donc plus appliquer la disposition actuelle, qui prévoit la perception de la taxe d'un télégramme avec réponse payée.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

CANADA

25. RE 3101.6

Le modifier comme suit:

1. Généralités
- 1.1 à 1.4 (Sans changement.)
- 1.5 /.../ Les réclamations /.../ sont transmises à l'Administration centrale ou à un ou plus d'un bureau spécialement désigné /.../.
- 1.6 et 1.7 (Sans changement.)

2. Réclamations concernant les envois ordinaires ou les envois à livraison attestée
2.1 et 2.2 (Sans changement.)
3. Réclamations concernant les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée
 - 3.1 /.../ Pour la recherche des envois recommandés (le reste sans changement).
 - 3.2 (Supprimé.)
 - 3.3 Si, lors de la réception de la réclamation, /.../ l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné en cause (le reste sans changement).
 - 3.4 à 3.7 (Sans changement.)
4. Demandes à transmettre par voie des télécommunications ou par le service EMS
 - 4.1 Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule C 8 ou C 9 /.../ soit à l'Administration centrale du pays de destination, soit au bureau spécialement désigné en cause (le reste sans changement).
 - 4.2 à 4.4 (Sans changement.)

Motifs. – En ce moment, il y a manque de normalisation et confusion quant à l'endroit où envoyer une réclamation. Bien sûr, 70 pour cent des Administrations demandent l'envoi des réclamations à l'Administration centrale du pays de destination ou à un bureau spécialement désigné (ou à un nombre limité de tels bureaux).

Lorsqu'il existe toute une gamme d'adresses où envoyer les formules C 8 ou C 9 dans un pays donné, il est souvent difficile de choisir le bon bureau d'échange ou le bon bureau de destination. L'envoi de réclamations au mauvais bureau d'échange ou au mauvais bureau de destination cause des délais et a, par le fait même, un impact négatif sur le service à la clientèle.

Préciser une seule adresse (ou un nombre limité d'adresses de bureaux spécialement désignés, sur la base du code postal ou d'un autre système facile à suivre correctement) élimine ce problème. L'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné en cause aurait la responsabilité d'assurer que les réclamations suivent la bonne voie à l'intérieur de son pays. Ce système permettrait aussi de contrôler le processus des réclamations. Cela permettrait plus de professionnalisme et un service à la clientèle plus uniforme.

Cette proposition entraînerait une réduction importante du nombre des enveloppes contenant des réclamations devant être envoyées à d'autres Administrations.

Appuis. – Irlande, Norvège, Pays-Bas, Suède, Tchèque (Rép.).

Article RE 3101

Traitement des réclamations

NORVÈGE

25. RE 3101.7

Paragrophes 1.6 et 3.7. Les modifier comme suit:

- 1.6 Les formules C 8 ou C 9 et les pièces qui y sont jointes doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé dans le plus bref délai, au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date de la réclamation originale. Elles seront accompagnées de (le reste sans changement).
- 3.7 Si une réclamation n'est pas parvenue en retour dans un délai d'un mois, un duplicata de la formule C 9, muni des données d'acheminement, est adressé à l'Administration centrale du pays de destination. Le duplicata doit porter bien visiblement la mention (le reste sans changement).

Motifs. – Compte tenu de la concurrence, il convient d'accorder la priorité au traitement des réclamations. La longueur du délai d'attente d'une réponse à une réclamation est très préjudiciable à l'image de marque des Administrations postales.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 3101.8

Le modifier comme suit:

1. Généralités
 - 1.1 Toute réclamation donne lieu à l'établissement d'une formule C 8/C 9 s'il s'agit d'un envoi ordinaire, d'un envoi à livraison attestée, d'un envoi recommandé ou d'une lettre avec valeur déclarée.
 - 1.1.1 et 1.1.2 (supprimés).
 - 1.2 à 1.4 (Sans changement.)

- 1.5 Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. S'il s'agit d'une réclamation relative à un envoi recommandé ou à une lettre avec valeur déclarée, la formule C 8/C 9 sera pourvue des données d'acheminement.
 - 1.6 La formule C 8/C 9 et les pièces qui y sont jointes doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé dans le plus bref délai, au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la date de la réclamation originale. Elles seront accompagnées de la déclaration du destinataire établie sur une formule C 32 et certifiant la non-réception de l'envoi recherché.
 - 1.7 (Sans changement.)
- 2 à 2.2 (Sans changement.)
3. (Sans changement.)
 - 3.1 La réclamation, pourvue des données d'acheminement, est transmise de bureau à bureau, en suivant la même voie que l'envoi. Pour la recherche des envois recommandés échangés selon le système de l'inscription globale, le numéro et la date d'expédition probables de la dépêche doivent être portés sur la formule de réclamation C 8/C 9 ou être fournis selon une modalité convenue entre l'Administration d'origine et celle de destination. La transmission a lieu d'office, sans lettre d'envoi et sous recommandation, toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
 - 3.2 (Sans changement.)
 - 3.3 Si, lors de la réception de la réclamation, le bureau de destination ou, suivant le cas, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule à la partie «Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination». En cas de livraison retardée, de mise en instance ou de renvoi à l'origine, le motif est indiqué succinctement sur la formule C 8/C 9.
 - 3.4 L'Administration qui ne peut établir ni la remise au destinataire ni la transmission régulière à une autre Administration ordonne immédiatement l'enquête nécessaire. Elle consigne obligatoirement sa décision concernant la responsabilité au tableau «Renseignements à fournir par le service de destination» de la formule C 8/C 9.
 - 3.5 La formule, dûment complétée dans les conditions prévues sous 3.3 et 3.4, est renvoyée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous recommandation à l'adresse /.../ du bureau qui l'a établie.
 - 3.6 Toute Administration intermédiaire qui transmet une formule C 8/C 9 à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule C 9bis. Si, dans un délai d'un mois, l'Administration d'origine n'a pas reçu la formule C 9bis, elle adresse à l'Administration concernée un rappel appuyé d'une copie de la formule C 8/C 9.
 - 3.7 Si une réclamation n'est pas parvenue en retour dans un délai de deux mois, un duplicata de la formule C 8/C 9, muni des données d'acheminement, est adressé à l'Administration centrale du pays de destination. Le duplicata doit porter bien visiblement la mention «Duplicata» et mentionner également la date d'expédition de la réclamation originale.
4. (Sans changement.)
 - 4.1 Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule C 8/C 9, directement au bureau de destination. Le cas échéant, le télégramme est adressé soit à l'Administration centrale du bureau de destination, soit à un bureau spécialement désigné. La taxe télégraphique est perçue en sus de la taxe de réclamation.
 - 4.2 et 4.3 (Sans changement.)
 - 4.4 Si la réclamation par voie des télécommunications ne permet pas de déterminer le sort d'un envoi recommandé ou d'une lettre avec valeur déclarée, la réclamation doit être reprise par voie postale avant d'examiner le droit à l'indemnité. Il est alors établi une formule C 8/C 9 à traiter selon 3.1 à 3.7.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer ou de fusionner certaines formules. La consultation au sujet de la fusion des formules C 8 et C 9 a permis de déduire que la majorité des Administrations postales était favorable à cette fusion et à la modification en conséquence des dispositions des articles appropriés.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 3102.2, 25. RE 3802.2 et 25. RE 5407.1.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 3101.9

Paragraphe 3.1. Le modifier comme suit:

- 3.1 La réclamation, pourvue des données d'acheminement, est transmise de bureau à bureau, en suivant la même voie que l'envoi. Pour la recherche des envois recommandés échangés selon le système de l'inscription globale, le numéro et la date d'expédition /.../ de la dépêche ne doivent pas nécessairement être portés sur la formule de réclamation C 9 /.../. Les Administrations peuvent convenir entre elles de la façon de fournir ces indications, sur la formule ou par un autre moyen. La transmission a lieu d'office, sans lettre d'envoi et sous recommandation, toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

Motifs. – Dans le cas d'envois faisant l'objet d'une inscription globale, les indications concernant l'acheminement et l'expédition sont tout au plus estimées, à moins qu'elles n'aient été fournies à titre de preuve par des moyens informatiques. Il est utile à l'Administration de destination de savoir quel bureau est susceptible d'avoir expédié l'envoi et lequel est censé l'avoir reçu, mais il est possible de gagner du temps lors de l'établissement de la formule C 9 en ne donnant pas d'autres indications.

L'Administration d'arrivée peut alors vérifier les données concernant la distribution ou demander au destinataire s'il a reçu l'envoi et donner une réponse correcte dans les délais qui lui sont impartis.

Il y a eu des cas où des Administrations de destination ont décliné toute responsabilité et négligé de faire les recherches qui s'imposaient sous prétexte qu'elles avaient envoyé un bulletin de vérification (C 14) concernant la «prétendue» dépêche. Cette attitude est contraire au principe énoncé dans la note 8 de l'article 63 de la Convention de Washington.

Il est préférable d'introduire cette souplesse dans les dispositions régissant l'utilisation de la formule C 9 plutôt que d'en faire l'objet d'accords bilatéraux particuliers, comme cela était le cas ces dernières années.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 3101

Traitement des réclamations

CHINE (RÉP. POP.)

25. RE 3101.10

Amendement à la proposition 25. RE 3101.5

Paragraphe 4.3. Le modifier comme suit:

- 4.3 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être avisé par télégramme de la suite donnée à sa réclamation. Dans ce cas, il doit acquitter la taxe d'un télégramme-réponse /.../ calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. Les Administrations s'entendent sur les modalités de règlement des frais des réponses par voie télégraphique ou de télex. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens des télécommunications ou par le service EMS.

Motifs. – L'objet de cette proposition est d'adapter la réglementation à la réalité. L'Assemblée plénière du CCITT, à sa réunion d'octobre 1984, a accepté la proposition de son Groupe d'étude I concernant la suppression du télégramme facultatif «RPX réponse payée». Ce service a cessé le 1er octobre 1985. Les Administrations postales ne peuvent donc plus appliquer la disposition actuelle, qui prévoit la perception de la taxe d'un télégramme avec réponse payée. Comme la proposition originale de la Corée (Rép.) n'a pas précisé la façon de la récupération des coûts des réponses par voie télégraphique ou de télex, nous y avons ajouté l'avant-dernière phrase.

Article RE 3101

Traitement des réclamations

ARGENTINE

25. RE 3101.11

Amendement à la proposition 25. RE 3101.5

Paragraphe 4.3. Le modifier comme suit:

- 4.3 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être avisé par télégramme de la suite donnée à sa réclamation. Dans ce cas, il doit acquitter la taxe d'un télégramme /.../ laquelle correspond à ce service. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens des télécommunications ou par le service EMS.

Motifs. – La partie de la phrase (calculée sur la base de 15 mots) supprimée par cet amendement était applicable à la réponse payée par télégramme, raison pour laquelle elle devient maintenant inutile. De plus, on a effectué la modification rédactionnelle nécessaire à la suite de cette suppression.

Article RE 3102

Réclamations concernant des envois déposés dans un autre pays

CANADA

25. RE 3102.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Si la réclamation concerne un envoi déposé dans un autre pays, la formule C 8 ou C 9 est transmise /.../ à l'Administration centrale ou au bureau spécialement désigné en cause (le reste sans changement).

Motifs. – En ce moment, il y a manque de normalisation et confusion quant à l'endroit où envoyer une réclamation. Bien sûr, 70 pour cent des Administrations demandent l'envoi des réclamations à l'Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné (ou à un nombre limité de tels bureaux).

Lorsqu'il existe toute une gamme d'adresses où envoyer les formules C 8 ou C 9 dans un pays donné, il est souvent difficile de choisir le bon bureau d'échange ou le bon bureau de destination. L'envoi de réclamations au mauvais bureau d'échange ou au mauvais bureau de destination cause des délais et a, par le fait même, un impact négatif sur le service à la clientèle.

Préciser une seule adresse (ou un nombre limité d'adresses de bureaux spécialement désignés, sur la base du code postal ou d'un autre système facile à suivre correctement) élimine ce problème. L'Administration centrale ou le bureau spécialement désigné en cause aurait la responsabilité d'assurer que les réclamations suivent la bonne voie à l'intérieur de son pays. Ce système permettrait aussi de contrôler le processus des réclamations. Cela permettrait plus de professionnalisme et un service à la clientèle plus uniforme.

Cette proposition entraînerait une réduction importante du nombre des enveloppes contenant des réclamations devant être envoyées à d'autres Administrations.

Appuis. – Belgique, Bulgarie (Rép.), Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Suède, Tchèque (Rép.).

Article RE 3102

Réclamations concernant des envois déposés dans un autre pays

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 3102.2

Le modifier comme suit:

1. Si la réclamation concerne un envoi déposé dans un autre pays, la formule C 8/C 9 est transmise au bureau d'origine de l'envoi, à moins que l'Administration intéressée n'ait demandé que cette formule soit adressée à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. Le récépissé de dépôt doit être produit, mais n'est pas joint à la formule C 8/C 9. Celle-ci doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt n° ... délivré le ... par le bureau de ...».

2. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer ou de fusionner certaines formules. Dans cet ordre d'idée, le CE a accepté la fusion des formules C 8 et C 9. D'après les résultats de la consultation lors de cette étude, la majorité des Administrations postales était favorable à cette fusion et à la modification en conséquence des dispositions des articles appropriés.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 3101.8, 25. RE 3802.2 et 25. RE 5407.1.

Article RE 3201

Envois soumis au contrôle douanier

SUÈDE

25. RE 3201.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les déclarations en douane C 2/CP 3 sont attachées à l'envoi extérieurement et d'une manière solide, de préférence insérées dans une enveloppe transparente adhésive. /.../ A titre exceptionnel, ces déclarations peuvent, si l'expéditeur le préfère, être également insérées dans les lettres recommandées sous enveloppe close contenant les valeurs visées à l'article 27.2 de la Convention ou dans les lettres avec valeur déclarée.

Motifs. – Pour faciliter le maniement des envois soumis au contrôle douanier aussi bien dans le pays d'origine que dans celui de destination, la règle générale doit être d'attacher la déclaration en douane C 2/CP 3 à l'envoi extérieurement. L'option actuelle du pays de destination de demander l'application d'une autre procédure complique souvent le dépôt et elle n'est pas toujours appliquée.

L'ouverture des envois de la poste aux lettres pour le contrôle douanier prend beaucoup de temps à cause de la nécessité d'observer la législation concernant le secret des lettres et de tels cas doivent être réduits au minimum.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovénie, Suisse, Tchéque (Rép.).

Article RE 3601

Livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée

PORTUGAL

25. RE 3601.1

Le modifier comme suit:

Article RE 3601

Livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié

1. Le bureau effectuant la livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié établit un procès-verbal VD 4 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. Une copie du procès-verbal est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi ou de réexpédition, annexée à celui-ci. Une copie est conservée par l'Administration qui a établi le procès-verbal.

2 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 3601

Livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 3601.2

Paragraphes 1, 2 et 3. Remplacer la mention «VD 4» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE a accepté la nouvelle formule fusionnée.

Propositions corrélatives: 29. 0.1 et 25. RE 4121.1.

Article RE 3801

Délai de paiement de l'indemnité

ISRAËL

25. RE 3801.1

Paragraphes 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. Le règlement de l'indemnité peut être différé pour une nouvelle période de deux mois:
(le reste sans changement).

Motifs. – Voir proposition 20. 38.1.

Article RE 3801

Délai de paiement de l'indemnité

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

25. RE 3801.2

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation, mais, si le cas est signalé par écrit par voie des télécommunications, au plus tard dans les quarante-cinq jours à compter de la date de transmission du document.

Motifs. –

- Il s'agit d'aider le client.
- Le délai de paiement de l'indemnité devrait être réduit en fonction de la rapidité du moyen de télécommunication utilisé.

Article RE 3801

Délai de paiement de l'indemnité

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

25. RE 3801.3

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

2. Le règlement de l'indemnité peut être différé pour une nouvelle période de trois mois ou de trente jours au plus, en cas de transmission par écrit par voie des télécommunications.

Motifs. –

- Il s'agit d'aider le client.
- Le délai de paiement de l'indemnité devrait être réduit en fonction de la rapidité du moyen de télécommunication utilisé.

Article RE 3801

Délai de paiement de l'indemnité

NORVÈGE

25. RE 3801.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Motifs. – Quatre mois est un délai excessivement long pour qu'on l'impose aux clients qui attendent le paiement. Les Administrations devraient faire tout leur possible pour raccourcir le délai de règlement des indemnités demandées.
La même modification est proposée dans le paragraphe 1 de l'article RE 2801 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 3801

Délai de paiement de l'indemnité

NORVÈGE

25. RE 3801.5

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Il ne devrait pas être nécessaire de retarder le paiement de trois mois pour déterminer s'il y a ou non cas de force majeure. Cette décision devrait être prise au cours du tout premier examen de la réclamation. Il n'est pas raisonnable d'imposer ce retard aux clients.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 3802

Palement d'office de l'indemnité

BRÉSIL

25. RE 3802.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations postales qui ont formulé des réserves au Protocole final de la Convention concernant l'application de l'article 38.3 de la Convention doivent communiquer un délai, qui ne pourra pas être supérieur à six mois, dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

Motifs. – Le Congrès de Washington a introduit ce paragraphe dans le but d'obliger les Administrations en question à fixer un délai durant lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire. Malheureusement, cette consigne n'est pas respectée et l'article XIII du Protocole final de la Convention ne mentionne pas de délai.

Le marché concurrentiel dans lequel la poste s'insère nous oblige à répondre à la clientèle le plus rapidement possible.

Article RE 3802

Palement d'office de l'indemnité

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 3802.2

Le modifier comme suit:

1. Le renvoi de la formule C 8/C 9, dont les tableaux «Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination», «Renseignements à fournir par le service de destination» et «Réponse définitive» n'ont pas été complétés, ne peut être considéré comme une réponse définitive au sens de l'article 38.3 de la Convention.

2. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer ou de fusionner certaines formules. La consultation au sujet de la fusion des formules C 8 et C 9 a permis de déduire que la majorité des Administrations postales était favorable à cette fusion et à la modification en conséquence des dispositions des articles appropriés.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2 et 25. RE 5407.1.

Article RE 4001

Priorité de traitement des correspondances-avion et des envois prioritaires

PORTUGAL

25. RE 4001.1

Le modifier comme suit:

Article RE 4001

Priorité de traitement des envois prioritaires et des envois-avion

1. Les Administrations sont tenues d'acheminer par les communications aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs propres envois prioritaires ou envois-avion les envois de l'espèce qui leur parviennent des autres Administrations.

2. Les Administrations /.../ qui ne disposent pas d'un service aérien acheminent les envois prioritaires et les envois-avion par les voies les plus rapides utilisées par la poste. Il en est de même si, pour une raison quelconque, l'acheminement par voie de surface offre des avantages sur l'utilisation des lignes aériennes.

3. Les Administrations prennent toutes les mesures utiles pour:

- 3.1 assurer dans les meilleures conditions la réception et le réacheminement des dépêches contenant des envois prioritaires et des envois-avion;
- 3.2 veiller au respect des accords conclus avec les transporteurs concernant la priorité due à de telles dépêches;
- 3.3 accélérer les opérations relatives au contrôle douanier des envois prioritaires et des envois-avion à destination de leur pays;
- 3.4 réduire au strict minimum les délais nécessaires pour acheminer vers les pays de destination les envois prioritaires et les envois-avion déposés dans leur pays et pour faire distribuer aux destinataires les envois prioritaires et les envois-avion arrivant de l'étranger.

4. Les Administrations de transit et de destination doivent traiter de façon égale les envois prioritaires et les envois-avion; les Administrations doivent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est à la disposition de l'expéditeur. De la même manière, aucune différence en ce qui concerne la vitesse de traitement n'est faite entre les envois non prioritaires, /.../ les envois AO de surface et les envois S.A.L.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Motifs pour le paragraphe 4. – La plupart des modifications sont nécessaires pour reconnaître que les deux systèmes de classification fonctionnent en parallèle et qu'ainsi l'un ne dépend pas de l'autre. Quelques modifications de caractère rédactionnel ont aussi été apportées.

La seule modification de fond se trouve dans la seconde partie de la première phrase, où le mot «peuvent» a été changé en «doivent». En effet, si l'Administration d'origine n'offre pas de service aérien à l'expédition, mais seulement un service de surface, l'Administration de destination doit être obligée de traiter les envois comme des envois prioritaires ou des envois-avion sans accord bilatéral avec l'Administration d'origine.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4101

Dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4101.1

Créer l'article RE 4101.2 suivant:

2. Les dépêches transportées par la voie aérienne et par la voie de surface contenant exclusivement des envois déposés en nombre sont dénommées «dépêches de courrier en nombre».
- 2.1 Les dispositions du présent Règlement applicables aux dépêches sous 1.1 à 1.4 s'appliquent également aux dépêches de courrier en nombre de même voie ou mode d'acheminement, sauf si des dispositions spécifiques sont expressément prévues.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4102

Echange en dépêches closes

ERYTHRÉE

25. RE 4102.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Il est obligatoire de créer des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires ou l'Administration de destination le demande en se fondant sur le fait que le nombre /.../ des envois à découvert justifie la confection de dépêches closes. /.../

Motifs. –

1. Si l'on tient compte en particulier de l'expansion actuelle de la concurrence, il convient aujourd'hui de considérer comme obsolète le principe établi lors du Congrès de Londres 1929, selon lequel «le droit de demander la formation de dépêches closes n'existe en principe que pour les Administrations intermédiaires».
2. Les envois de la poste aérienne en transit à découvert subissent de graves retards qui pénalisent l'Administration postale en donnant une mauvaise image aux yeux de ses clients. Celle-ci devrait donc avoir son mot à dire et être entendue lorsqu'il s'agit d'améliorer le service traditionnel et d'exercer une double responsabilité en matière de service à la clientèle.

Article RE 4102

Echange en dépêches closes

ERYTHRÉE

25. RE 4102.2

Paragraphe 1. Le diviser et le modifier comme suit:

1. Il est obligatoire de créer des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires ou des Administrations de destination le demandent en se fondant sur le fait que le nombre des envois à découvert justifie la confection de dépêches closes.

1bis. Les dépêches par avion d'envois à découvert ayant un poids moyen supérieur à 1 kilogramme justifient la confection de dépêches closes.

Motifs. –

1. Compte tenu de l'expansion actuelle de la concurrence, le principe du Congrès de Londres 1929, selon lequel «le droit de demander la formation de dépêches closes n'existe en principe que pour les Administrations intermédiaires», est désormais obsolète.
2. Les envois par avion expédiés en transit à découvert subissent de gros retards, ce qui pénalise davantage les Administrations de destination en ternissant l'image qu'elles ont auprès de leur clientèle postale. Les Administrations de destination devraient donc avoir voix au chapitre lorsqu'il leur faut assumer la double responsabilité d'améliorer le service traditionnel et de bien servir leurs clients.
3. Il est habituel que les envois de la poste aux lettres dont le poids est inférieur à 3 kilogrammes subissent des retards qui peuvent aller jusqu'à trois mois, tandis que les retards des dépêches closes ne sont tout au plus que de trois ou quatre jours.
4. Un kilogramme de courrier par avion représente une centaine d'envois, lesquels ne doivent pas être ignorés, en particulier dans le cas des pays les moins avancés.
5. La confection de dépêches closes pour un kilogramme de courrier permet un acheminement rapide et favorise donc une reprise rapide du trafic, en particulier au profit des pays les moins avancés, sans lesquels la poste ne saurait être universelle. Le fait de ne pas confectionner de dépêches closes pour les expéditions de moins de 3 kilogrammes est, pour la poste, un point faible dont nos concurrents se servent pour attirer chez eux nos clients, y compris les organismes d'aide internationale, qui travaillent beaucoup dans les pays les moins avancés.

Voir proposition 25. RE 4102.1.

Article RE 4102

Echange en dépêches closes

CONSEIL EXÉCUTIF**25. RE 4102.3**

Créer le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les envois à découvert acheminés par voie de surface sont soumis au paiement de frais de transit lorsque le poids total des envois expédiés à un pays de destination particulier excède 3 kilogrammes, que ces envois soient compris dans une même dépêche ou par jour, lorsque plusieurs expéditions sont reçues dans la journée. Dans ce cas, les barèmes figurant à l'article 46 de la Convention, majorés de 10%, sont appliqués.

Motifs. – Conséquence de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 59/1989 de Washington, relative à la rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert. Les envois à découvert comprennent aussi les envois mal acheminés. Le Manuel de la Convention devra comporter une annotation à cet effet. L'article RE 4102.1 prévoit une limite de 3 kg pour les dépêches à découvert. Pour les cas où ces dispositions ne seraient pas respectées, il est apparu nécessaire d'introduire les modalités qui figurent sous 1bis. La majoration de 10% a pour but de compenser le travail supplémentaire de tri et de manutention.

Article RE 4104

Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée

SUÈDE

25. RE 4104.1

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Il n'y a pas besoin de maintenir ce paragraphe, puisqu'il reflète simplement la pratique ordinaire dans toutes sortes d'échanges entre deux pays, qu'ils soient limitrophes ou non.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 4104

Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée

PORTUGAL

25. RE 4104.2

Le modifier comme suit:

Article RE 4104

Voies et modes de transmission des envois avec valeur déclarée

1. Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.
2. La transmission des envois avec valeur déclarée entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime ou aérien direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux Administrations intéressées désignent d'un commun accord.
3. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où la transmission par la voie la plus directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

4. Suivant les convenances du service, les envois avec valeur déclarée peuvent être expédiés dans des dépêches closes. Ils peuvent aussi être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions prévues par les tableaux VD 1.

5. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre entre elles pour échanger les envois avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non au service des envois avec valeur déclarée. Les Administrations intermédiaires doivent être prévenues un mois au moins avant le début du service.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4105

Confection des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4105.1

Paragraphe 1.1. Le modifier comme suit:

- 1.1 Tous les envois ordinaires qui peuvent être enliassés sont classés d'après leur format (envois normalisés, grandes enveloppes et autres envois) et disposés dans le sens de l'adresse. (Le reste sans changement.)

Motifs. – L'enliassage des grandes enveloppes, ou même de n'importe quels envois pouvant être mis en liasse, évite à l'Administration de départ d'avoir à effectuer l'opération de redressement lors du tri et améliorera de ce fait la qualité en accélérant le traitement dans les bureaux d'arrivée.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article RE 4105

Confection des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4105.2

Créer le nouveau paragraphe 2.3bis suivant:

2.3bis Les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'utiliser des sacs-avion spéciaux ou des récipients, tels que des bacs, etc., en y inscrivant des marques indiquant qu'ils ne contiennent que des envois exprès.

Motifs. – Les sacs portant des marques spéciales réservées exclusivement aux envois exprès les distinguant des autres sacs peuvent être mis de côté dès le début du traitement et bénéficier d'un traitement prioritaire. La sélection et le traitement de ces sacs au début des opérations entraîneront des améliorations de la qualité de service. L'emploi d'un logo ou d'un dessin commun garantirait l'identification universelle de ces sacs sur tout le réseau international.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Espagne, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Article RE 4105

Confection des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4105.3

Créer le nouveau paragraphe 2.6bis suivant:

2.6bis Les Administrations peuvent convenir bilatéralement de ne pas utiliser d'étiquettes rouges ni la marque «F» pour désigner les sacs contenant des envois recommandés et des envois à valeur déclarée ou des sacs finals.

Motifs. – Le nombre de violations de sacs de courrier portant des étiquettes rouges et des marques «F» sur des étiquettes C 28 ou AV 7 va en grandissant. L'emploi des étiquettes rouges et des marques «F» a pour objet de permettre aux employés des postes de reconnaître les sacs contenant des «feuilles d'avis» et éventuellement du courrier recommandé et avec valeur déclarée. Normalement, ces sacs ne constituent qu'un très petit pourcentage de l'ensemble du courrier. Toutefois, les étiquettes rouges et les marques «F» rendent ces sacs très repérables et en font une cible facile pour les malfaiteurs. Ils pourraient être protégés contre les violations, sur certaines voies d'acheminement peu sûres, s'ils n'étaient pas identifiables. La Grande-Bretagne a déjà utilisé ce moyen avec succès pour certains de ces échanges bilatéraux. Comme méthode d'étiquetage de remplacement, il est suggéré soit d'abandonner complètement l'usage des étiquettes rouges et des marques «F», soit d'insérer les sacs portant des étiquettes rouges et des marques «F» dans un sac extérieur portant une étiquette ordinaire. Il est aussi proposé de faire le même amendement à l'article RE 4113, paragraphe 2bis.

Appuis. – Albanie, Belgique, Danemark, Finlande, Hongrie (Rép.), Irlande, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovénie, Suède.

Article RE 4105

Confection des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4105.4

Créer le nouveau paragraphe 2.6bis suivant:

2.6bis Les Administrations peuvent convenir bilatéralement de ne pas insérer de courrier ordinaire dans le sac final, mais de réserver exclusivement ce sac final aux envois recommandés, avec valeur déclarée et exprès.

Motifs. – La présente proposition permettra aux Administrations destinataires d'identifier les sacs de courrier et de les diriger vers les zones de vérification appropriées. Ainsi, les sacs contenant des envois recommandés, avec valeur déclarée et exprès pourront être ouverts et vérifiés dans un environnement sûr et traités d'une manière appropriée.

La séparation des filières des sacs permettra de ne pas mélanger les envois recommandés, avec valeur déclarée et exprès avec du courrier ordinaire.

En outre, le courrier canalisé vers des filières distinctes pourra être dirigé vers les postes de tri appropriés plus rapidement que selon la procédure habituelle, ce qui aura pour effet d'améliorer la qualité aussi bien du traitement du courrier ordinaire que de celui des envois à traiter dans un lieu sûr.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Islande, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Article RE 4105

Confection des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4105.5

Insérer le paragraphe 4.3bis suivant:

4.3bis Les Administrations peuvent convenir, bilatéralement, d'échanger des dépêches dans des récipients autres que des sacs (par exemple des bacs, des palettes, etc.) lorsqu'il est établi que cela facilitera les opérations de traitement et préservera l'état du courrier.

Motifs. – Certaines Administrations ont organisé leurs services intérieurs en prévoyant l'usage de bacs ou de conteneurs et la qualité du courrier international se trouverait donc renforcée si ce courrier était présenté de la manière la plus compatible avec les méthodes de traitement du pays destinataire.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4106

Feuille d'avis

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4106.1

Insérer un nouveau paragraphe 4bis:

4bis. Dans le cas d'envois à découvert par voie de surface d'un poids supérieur à 3 kilogrammes par dépêche ou par jour expédiés à un pays de destination particulier, l'Administration de transit est habilitée à établir une feuille d'avis C 12 à destination de chaque pays, dont elle expédie une copie à l'Administration d'origine.

Motifs. – Conséquence de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 59/1989 de Washington, relative à la rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert.

Article RE 4106

Feuille d'avis

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4106.2

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

- 3.1 En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L./.../ le courrier-avion ou courrier prioritaire, non prioritaire. Chaque dépêche doit ainsi porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dernière dépêche, la mention «Dernière dépêche».

- 3.2** Tableau 1: le nombre de sacs utilisés par l'Administration expéditrice, d'une part, et le nombre de sacs renvoyés à l'Administration destinataire, d'autre part, sont indiqués dans ce tableau. Le cas échéant, le nombre de sacs vides appartenant à une Administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément, avec indication de cette Administration. Lorsque deux Administrations se sont mises d'accord pour la seule inscription des sacs munis d'étiquettes rouges (**3.3**), le nombre des sacs employés pour la confection de la dépêche et le nombre des sacs vides appartenant à l'Administration de destination ne doivent pas être indiqués au tableau 1.
- 3.3.** Tableau 2: les Administrations peuvent s'entendre pour que seuls les sacs munis d'étiquettes rouges soient inscrits au tableau 2 des feuilles d'avis.

4 et 5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12, plus simple et plus facile à utiliser. La consultation au sujet d'un nouveau modèle de cette formule a permis de déduire que la majorité des Administrations postales y était favorable.

Propositions corrélatives: 29. O.1, 25. RE 4107.1, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4127.5 et 25. RE 5202.1.

Article RE 4106

Feuille d'avis

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4106.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Une feuille d'avis C 12 accompagne chaque dépêche, sauf les dépêches de courrier en nombre, lesquelles sont accompagnées d'une feuille d'avis C 15 comme prévu à l'article RE 4112bis. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4106

Feuille d'avis

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4106.4

Créer le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Lorsqu'une dépêche ne contient pas de courrier recommandé ou avec valeur déclarée, les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'attacher la feuille d'avis C 12 (C 18, C 18bis ou AV 7, selon le cas) au sac «final» extérieur, dans une pochette imperméable solide pouvant résister aux rudesses du transport.

Motifs. – Certaines dépêches de courrier ne comportent que des types de produits spécifiques, tels que des imprimés en nombre. Ces dépêches ne contiennent pas d'envois recommandés ou avec valeur déclarée. La feuille d'avis C 12 concernant ces dépêches n'a pas besoin d'être insérée dans le sac final. Le fait d'attacher la formule C 12 à l'extérieur du sac «final» facilitera les tâches opérationnelles et améliorera la qualité de service. Il facilitera la vérification des dépêches par les Administrations destinataires, qui détacheront facilement la feuille d'avis et en prendront rapidement connaissance.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Croatie, Espagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Article RE 4106

Feuille d'avis

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4106.5

Ajouter le nouveau paragraphe 3.2bis suivant:

3.2bis Lorsque des Administrations sont convenues bilatéralement d'échanger des dépêches dans des récipients autres que des sacs, elles doivent inscrire sur la feuille d'avis C 12 le nombre et le poids de chaque type de récipient. La formule C 12 doit donc être aménagée de manière à recevoir cette information.

Motifs. – Beaucoup d'Administrations échangent des dépêches dans des récipients autres que des sacs. Cet échange se fait au moyen de conteneurs de divers types, c'est-à-dire des bacs, de grandes caisses, etc. La feuille d'avis C 12, telle qu'elle se présente, n'indique que le nombre de sacs utilisés comme récipients, et l'enregistrement de tous autres types de conteneurs se fait à la main.

Des dispositions devraient être prises pour qu'il soit possible de noter automatiquement sur la feuille d'avis C 12 les renseignements concernant les conteneurs correspondants.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.), Turquie.

Article RE 4107

Transmission des envois recommandés

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4107.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les envois recommandés sont transmis inscrits individuellement au verso de la feuille d'avis. Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales C 13, soit pour remplacer le verso de la feuille d'avis, soit comme supplément à cette feuille. L'emploi de listes spéciales est obligatoire si l'Administration de destination en fait la demande. Les listes dont il s'agit doivent indiquer le même numéro de dépêche que celui qui est mentionné sur la feuille d'avis de la dépêche correspondante. Lorsque plusieurs listes spéciales sont employées, elles doivent en outre être numérotées d'après une série propre à chaque dépêche. Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste spéciale ou au verso de la feuille d'avis est limité au nombre que comporte la texture de la formule respective.

Paragraphe 2. Remplacer les mentions «tableau III» et «tableau VI» par «tableau 3» et «tableau 6», respectivement.

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Un sac M recommandé est inscrit comme un seul envoi au tableau 6 ou au verso de la feuille d'avis C 12, ou encore sur une liste spéciale C 13. La lettre M doit être portée dans la colonne «Observations».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12, plus simple et plus facile à utiliser.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4127.5 et 25. RE 5202.1.

Article RE 4109

Transmission des lettres avec valeur déclarée

PORTUGAL

25. RE 4109.1

Le modifier comme suit:

Article RE 4109

Transmission des envois avec valeur déclarée

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les envois avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi VD 3 avec tous les détails que comportent ces formules. La feuille d'envoi VD 3 est revêtue, dans son en-tête, de l'étiquette «Prioritaire» ou «Par avion» ou d'une empreinte de couleur bleue comportant les mots «Par avion» si elle concerne une dépêche-avion.

2. Les envois avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux. Ceux-ci sont enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent la mention «Valeurs déclarées».

3. Au lieu d'être réunis en un paquet, les envois avec valeur déclarée peuvent être insérés dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets de cire.

4. Les paquets ou enveloppes des envois avec valeur déclarée peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage. Cette fermeture n'est pas utilisable si l'Administration de destination de la dépêche exige le cachetage à la cire ou le plombage des paquets ou enveloppes des envois avec valeur déclarée.

5. Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent être insérés dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. Le paquet ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les envois recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits envois. Lorsque les envois recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

7. Le sac extérieur contenant des envois avec valeur déclarée doit être en parfait état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4109

Transmission des lettres avec valeur déclarée

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4109.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les lettres avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi VD 3 avec tous les détails que comportent ces formules. /.../

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle contexture de la formule VD 3. Le CE a accepté le nouveau modèle de cette formule, complété par l'indication de la voie d'acheminement, selon le modèle de la formule C 12 actuelle. De cette manière, le texte du paragraphe 1 de cet article où l'on se réfère aux mentions «Par avion» pourrait être supprimé.
Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 4111

Transmission des envois exprès

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4111.1

Le modifier comme suit:

1. La présence d'envois exprès est signalée par une croix (X) dans la case correspondante du tableau 4 de la feuille d'avis C 12.

2 et 3. (Sans changement.)

4. Les envois exprès recommandés sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés. La mention «Exprès» est portée dans la colonne «Observations» au verso de la feuille d'avis ou des listes spéciales C 13, en regard de l'inscription de chacun d'eux. En cas d'inscription globale, la présence de ces envois recommandés est également signalée par une croix dans la case correspondante du tableau 4 de la feuille d'avis. Une mention analogue est portée dans la colonne «Observations» des feuilles d'envoi VD 3, en regard de l'inscription des lettres avec valeur déclarée à remettre par exprès.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12, plus simple et plus facile à utiliser.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4117.3, 25. RE 4127.5 et 25. RE 5202.1.

Article RE 4111

Transmission des envois exprès

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4111.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. La présence d'envois exprès est signalée par une croix (X) dans la case correspondante du tableau I de la feuille d'avis C 12 ou C 15.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4112.91

Créer l'article RE 4112bis comme suit:

Article RE 4112bis

Transmission des envois en nombre

1. Sur demande de l'Administration de destination, les envois en nombre sont expédiés dans des dépêches spécifiques, accompagnées de feuille d'avis C 15.
2. La feuille d'avis C 15 comporte nombre et poids des envois.
 - 2.1 Pour les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les indications du nombre et du poids des envois peuvent être données selon le format.
3. Les dispositions de l'article RE 4106 s'appliquent par analogie aux feuilles d'avis C 15.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 20. 9.6.

Article RE 4113

Etiquetage des dépêches

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

25. RE 4113.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Toutefois, les Administrations ont la faculté de décider de ne pas utiliser, dans leurs relations bilatérales, les étiquettes rouges et d'opter, pour des raisons de sécurité, pour une autre méthode, convenue entre elles.

Motifs. – Les conclusions de la sous-étude 731.2 du CCEP, animée par l'Australie et les Etats-Unis d'Amérique, ont souligné la nécessité de prêter une plus grande attention aux sacs postaux munis d'étiquettes rouges C 28 ou AV 8, qui constituent la principale cible de violations. Les compagnies aériennes appuient fortement la prise de mesures par les Administrations postales pour assurer la sécurité des envois de valeur en les identifiant autrement que par une étiquette rouge.

Le Groupe d'action de l'UPU pour la sécurité postale (GASP) a examiné les problèmes posés par l'utilisation de l'étiquette rouge et a appuyé les recommandations très pragmatiques émanant de la sous-étude 731.2. Celles-ci préconisent des mesures immédiates et d'autres à plus long terme. Il a été notamment recommandé de:

- a) conclure des arrangements bilatéraux par lesquels les Administrations renoncent à l'utilisation de l'étiquette rouge, pour des raisons de sécurité, et optent pour une autre méthode, convenue entre elles;
- b) prendre d'un commun accord entre Administrations des mesures correctives spécifiques sur des liaisons ou itinéraires à problèmes;
- c) établir et entretenir des rapports de travail étroits avec les aéroports et les compagnies aériennes;
- d) suivre le travail du Groupe normatif des transmissions électroniques (GNTE) concernant l'utilité des codes à barres et d'autres moyens de messagerie électronique pour la transmission rapide des messages et formulaires concernant l'état des dépêches.

Article RE 4113

Etiquetage des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4113.2

Le modifier comme suit:

1 à 6. (Sans changement.)

6bis. Une étiquette violette est utilisée pour les sacs contenant exclusivement des envois en nombre ordinaires.

7 à 10. (Sans changement.)

11. Une étiquette blanche peut être également utilisée conjointement avec une fiche de 5 x 3 cm de l'une des couleurs visées sous 2 à 6 et 7. Une étiquette bleue ou violette peut être également utilisée conjointement avec une fiche analogue rouge.

12 à 15. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4113

Etiquetage des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4113.3

Créer le nouveau paragraphe 2bis suivant:

2bis. Les Administrations peuvent convenir bilatéralement de ne pas utiliser d'étiquettes rouges ni de marques «F» pour désigner les sacs contenant des envois recommandés et avec valeur déclarée ou des sacs «finals».

Motifs. – Le nombre de violations de sacs de courrier portant des étiquettes rouges et des marques «F» sur des étiquettes C 28 ou AV 7 va en grandissant. L'emploi des étiquettes rouges et des marques «F» a pour objet de permettre aux employés des postes de reconnaître les sacs contenant des «feuilles d'avis» et éventuellement du courrier recommandé et avec valeur déclarée. Normalement, ces sacs ne constituent qu'un très petit pourcentage de l'ensemble du courrier. Toutefois, les étiquettes rouges et les marques «F» rendent ces sacs très repérables et en font une cible facile pour les malfaiteurs. Ils pourraient être protégés contre les violations, sur certaines voies d'acheminement peu sûres, s'ils n'étaient pas identifiables. La Grande-Bretagne a déjà utilisé ce moyen avec succès pour certains de ces échanges bilatéraux. Comme méthode d'étiquetage de remplacement, il est suggéré soit d'abandonner complètement l'usage des étiquettes rouges et des marques «F», soit d'insérer les sacs portant des étiquettes rouges et des marques «F» dans un sac extérieur portant une étiquette ordinaire. Il est aussi proposé de faire le même amendement à l'article RE 4105, paragraphe 2.6bis.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie (Rép.), Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Lettonie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovénie, Suède.

Article RE 4113

Etiquetage des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4113.4

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 10:

Lorsque la fiche ou la mention «exprès» vient se superposer à un code à barres ou à un texte quel qu'il soit inscrit sur l'étiquette AV 8, il est permis de fixer sur le sac une autre étiquette de renfort, plus grande, portant la mention «Exprès».

Motifs. – Les fiches ou les mentions «Exprès» sont apposées sur les étiquettes de sacs AV 8 pour indiquer la présence d'envois de courrier «exprès».

L'impression de codes à barres a réduit l'espace disponible pour l'apposition des fiches. C'est ainsi que ces fiches risquent souvent de se superposer aux codes à barres ou aux indications de l'étiquette de sac AV 8.

La présence d'une plus grande étiquette de renfort portant la mention «Exprès» avertira de la présence de dépêches «exprès» et permettra la lecture de toutes les indications de l'étiquette de sac AV 8.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Article RE 4114

Acheminement des dépêches

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4114.1

Créer le nouveau paragraphe Obis suivant:

Obis. Les Administrations confectionnent des dépêches directes et les acheminent par des transbordements directs dans toute la mesure possible.

Motifs. – Le but de cette proposition est d'encourager les Administrations à confectionner autant que possible des dépêches directes, dans l'intérêt de la qualité de service.

Les transbordements postaux doivent être soumis à des opérations de traitement supplémentaires aux bureaux des Administrations de transit. Ces manipulations supplémentaires entraînent automatiquement des retards. La confection de dépêches directes en transit closes et leur acheminement comme s'il s'agissait de transbordements directs auront pour effet d'améliorer la qualité de service de ces dépêches et de réduire les coûts de traitement.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 4115

Transbordement des dépêches-avion et des dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.)

CANADA

25. RE 4115.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. (Sans changement.)

2bis. Dans le cas mentionné sous le point 2, et lorsque les Administrations d'origine, de destination et la compagnie aérienne concernée se sont entendues à l'avance, la compagnie aérienne qui effectue le transbordement a la faculté d'établir un bordereau de livraison spécial (AV 7/ C 18bis) qui remplacera l'AV 7 ou le C 18bis original. Les parties concernées s'entendent réciproquement sur les procédures à suivre et la formule à employer.

3. (Sans changement.)

3bis. Dans le cas mentionné sous le point 3, et lorsque les Administrations d'origine, de destination et les compagnies aériennes concernées se sont entendues à l'avance, les compagnies aériennes qui effectuent le transbordement ont la faculté d'établir, si nécessaire, des bordereaux de livraison spéciaux (AV 7/C 18bis) qui remplaceront les bordereaux originaux AV 7 ou C 18bis. Les parties concernées s'entendent réciproquement sur les procédures à suivre et la formule à employer.

4. (Sans changement.)
5. (Sans changement.)

Motifs. – Le transbordement direct de courrier par avion et de courrier S.A.L. devient de plus en plus pratique courante. Les Administrations postales souhaitent améliorer, de façon rentable, le contrôle des dépêches postales nécessitant un transbordement. La procédure proposée renforce le contrôle par les compagnies aériennes des envois postaux sous leur garde, et ce d'une manière parfaitement compatible avec leurs procédures et leurs systèmes.

La méthode suggérée est très différente de l'emploi d'une formule de substitution AV 7/C 18bis, qui est destinée à corriger un problème – comme l'absence de formules AV 7 ou C 18bis – et qui donne lieu à l'établissement de bulletins de vérification C 14. Cette méthode proposée ne s'applique que lorsque toutes les parties concernées se sont entendues à l'avance et ont aménagé les détails pratiques de son utilisation, à leur satisfaction commune. Il convient de faire remarquer que la pratique dont il est question est déjà effective sur certaines grandes liaisons aériennes, en vertu d'un accord entre les compagnies aériennes et les Administrations concernées, et fonctionne très bien.

Les raisons d'être de cette proposition sont les suivantes:

- a) établir cette pratique en tant qu'option admise;
- b) encourager d'autres Administrations à l'adopter, si possible en coopération avec les compagnies aériennes.

Une telle mesure ouvre la voie à l'envoi par les compagnies aériennes de messages EDI portant sur le transbordement direct de courrier et aura donc un effet positif sur le service donné au courrier par avion et au courrier S.A.L.

Article RE 4117

Etablissement des bulletins d'essai

ERYTHRÉE

25. RE 4117.1

Ajouter le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Toutes les fois que l'Administration de destination constate de graves retards et découvre une voie d'acheminement plus rapide, elle peut établir un bulletin C 27 et suggérer l'itinéraire le plus favorable pour les dépêches closes ainsi que pour les envois expédiés à découvert via une Administration intermédiaire. Le pays d'origine accède à la demande du bureau de destination, à condition que l'utilisation de cette voie n'engendre pas de coûts supplémentaires pour son Administration et l'Administration intermédiaire.

Motifs. – Renforcer la position de l'Administration de destination en lui permettant d'être plus active dans ses efforts d'amélioration de la qualité de service.

Article RE 4117

Etablissement des bulletins d'essai

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 4117.2

Le modifier comme suit:

1. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission d'une dépêche, le bureau d'échange d'origine peut adresser au bureau de destination de cette dépêche un bulletin d'essai C 27. /.../ Lorsque l'acheminement est direct ou lorsque la dépêche subit un transbordement, le bulletin C 27 est attaché au bordereau de livraison C 18 ou à l'AV 7 qui accompagne le courrier. Lorsque l'acheminement se fait vers un pays intermédiaire, le bulletin C 27 est joint à la feuille d'avis C 12, sur laquelle sa présence est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau V. Les Administrations ont aussi la possibilité d'insérer le bulletin C 27 dans une enveloppe qu'elles attacheront fermement au sac final. Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule C 27 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai dûment complété par le bureau de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.

2. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission des envois à découvert par l'intermédiaire d'une Administration, le bureau d'échange d'origine peut adresser à l'Administration de destination de ces envois un bulletin d'essai C 27. Ce bulletin doit être inséré dans une enveloppe sur laquelle est portée la mention «C 27» à l'angle supérieur droit du recto. Cette enveloppe doit ensuite être introduite dans la dépêche adressée à l'Administration intermédiaire concernée à laquelle les envois à découvert en question sont envoyés et attachée à la feuille d'avis C 12. La présence du bulletin C 27 est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau V de la feuille d'avis C 12. A son tour, l'Administration intermédiaire expédie l'enveloppe contenant le bulletin d'essai et les envois à découvert à l'Administration de destination ou joint le bulletin d'essai à la feuille d'avis C 12 qu'elle a établie à l'intention du bureau de destination de la dépêche. Le bulletin d'essai dûment complété par l'Administration de destination est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), soit à l'adresse indiquée, soit, en l'absence d'adresse, au bureau qui l'a établi.

Motifs. – Etant donné que les renseignements détaillés requis concernent le mode de transport et l'heure réelle de réception et qu'ils sont censés fournir des informations exactes et en temps voulu sur ces envois, il est nécessaire de prendre connaissance du bulletin C 27 dès le premier point de réception. Après ce premier point de réception, il est souvent difficile de déterminer précisément le mode de transport et l'heure réelle de réception.

Article RE 4117

Etablissement des bulletins d'essai

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4117.3

Paragraphe 1. Remplacer la mention «du tableau V» par «du tableau 4».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12, plus simple et plus facile à utiliser.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4111.1, 25. RE 4127.5 et 25. RE 5202.1.

Article RE 4118

Remise des dépêches

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4118.1

Le modifier comme suit:

1. Dépêches-surface
- 1.1 Sauf entente spéciale entre les Administration intéressées, la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue au moyen des bordereaux de livraison C 18 ou C 18ter. Ces bordereaux sont établis en deux exemplaires. (Le reste sans changement.)
- 1.2 et 1.3 (Sans changement.)
- 1.4 Le bordereau de livraison C 18 est établi pour les dépêches de la poste aux lettres et le bordereau de livraison C 18ter est établi pour les dépêches des colis postaux.
- 1.5 Lorsque la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants a lieu par l'entremise d'un service maritime, le bureau d'échange cédant peut établir un quatrième exemplaire que lui renvoie le bureau d'échange réceptionnaire après l'avoir approuvé. Dans ce cas, les troisième et quatrième exemplaires accompagnent les dépêches. Sauf entente spéciale entre les Administrations d'expédition et de réception des dépêches maritimes, une copie du bordereau C 18 ou C 18ter est transmise par avion soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale.
- 2 et 3. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2 visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

Article RE 4118

Remise des dépêches

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 4118.2

Paragraphe 1.5. Le modifier comme suit:

- 1.5 Lorsque la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants a lieu par l'entremise d'un service maritime, le bureau d'échange cédant peut établir un quatrième exemplaire que lui renvoie le bureau d'échange réceptionnaire après l'avoir approuvé. Dans ce cas, les troisième et quatrième exemplaires accompagnent les dépêches. Sauf entente spéciale entre les Administrations d'expédition et de réception des dépêches maritimes, une copie du bordereau C 18 doit être transmise par avion (ou, pour les Administrations qui possèdent des appareils de télécopie, cette formule C 18 peut être envoyée par télécopie) soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale.

Motifs. – L'adjonction du terme «doit» clarifie et renforce le caractère obligatoire de l'envoi au préalable d'un exemplaire de la formule C 18 par avion. C'est aussi une occasion d'améliorer la transmission des documents et des informations au moyen des télécommunications.

Article RE 4118

Remise des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4118.3

Créer l'article RE 4118.4 comme suit:

4. Les dispositions prévues sous 1 à 3 s'appliquent également aux dépêches de courrier en nombre.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4119

Etablissement et vérification des bordereaux de livraison C 18, AV 7 ou C 18bis

CANADA

25. RE 4119.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les bordereaux de livraison sont remplis selon leur contexture sur la base des indications figurant sur les étiquettes de sacs ou sur les suscriptions. Le nombre total et le poids total des sacs et plis de chaque dépêche sont inscrits globalement /.../. Les Administrations d'origine peuvent, si elles le désirent, opter pour l'inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part; ils sont signalés par un «R» dans la colonne «Observations» du bordereau de livraison. Si les poids inscrits sur le bordereau C 18 incluent ceux du courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux, la colonne «Observations» est également utilisée pour signaler, par catégorie LC/AO et sacs M, le poids à déduire.

Motifs. – Le Congrès de Washington a adopté le système qui suppose l'établissement des indications servant au calcul des frais terminaux sur la feuille d'avis C 12. Les bordereaux de livraison (C 18, AV 7 et C 18bis) n'ont plus besoin des colonnes où apparaissent les distinctions entre les sacs LC/AO et les sacs M. Le maintien de ces colonnes dans ce type de document de transport n'est qu'une survivance du système précédent. La suppression des colonnes superflues clarifiera la situation et simplifiera les formules en question.

Propositions ayant un lien avec celle-ci: 29. 18.1, 29. 18.2 et 29. 7.1.

Article RE 4119

Etablissement et vérification des bordereaux de livraison C 18, AV 7 ou C 18bis

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4119.2

Modifier le titre et le texte comme suit:

Etablissement et vérification des bordereaux de livraison C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter

1. Les bordereaux de livraison sont remplis selon leur contexture sur la base des indications figurant sur les étiquettes de sacs ou sur les suscriptions. Le nombre total et le poids des plis et des sacs munis d'étiquettes rouges, blancs, des sacs M et des sacs du courrier exempt de frais de

transit et de frais terminaux doivent être indiqués sur le bordereau de livraison C 18; les sacs M et les sacs exempts munis d'étiquettes rouges doivent être signalés par un «R» dans la colonne «Observations» de ce bordereau. Le nombre total et le poids des sacs avec les colis ordinaires, les colis avec valeur déclarée et le nombre et le poids des colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée expédiés hors sacs doivent être indiqués sur les bordereaux C 18ter.

2 à 4. (Sans changement.)

5. Quand les dépêches expédiées sont insérées dans des conteneurs scellés par le service postal, le numéro d'ordre et le numéro du scellé de chaque conteneur sont inscrits dans la colonne «Observations» du bordereau C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter.

Motifs. – Cette proposition vise à modifier le bordereau de livraison C 18 seulement pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches de colis postaux. La formule actuelle, commune pour toutes les dépêches, prête à confusion. Il n'y a pas d'espace suffisant pour tous les enregistrements nécessaires. Les formules qui sont proposées simplifieraient et rendraient plus clair le remplissage des données par l'enregistrement séparé des sacs (sacs rouges, sacs blancs, sacs avec les colis postaux ordinaires, sacs avec les colis avec valeur déclarée, etc.). La colonne isolée existe pour le courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux. Le but poursuivi est de faciliter et d'accélérer la remise et la vérification des dépêches entre les Administrations, ainsi qu'entre les Administrations et les services transporteurs.

Article RE 4119

Etablissement et vérification des bordereaux de livraison C 18, AV 7 ou C 18bis

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4119.3

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Quand les dépêches expédiées sont insérées dans des conteneurs scellés par le service postal, le numéro d'ordre et le numéro du scellé de chaque conteneur sont inscrits dans le cadre de la rubrique du bordereau C 18, AV 7 ou C 18bis réservée à cet effet.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de modifier la texture des formules C 18, AV 7 et C 18bis. Les nouveaux modèles de ces formules ont été acceptés par le CE 1994.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 4119

Etablissement et vérification des bordereaux de livraison C 18, AV 7 ou C 18bis

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4119.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les bordereaux de livraison sont remplis selon leur contexture sur la base des indications figurant sur les étiquettes de sacs ou sur les suscriptions. Le nombre total et le poids total des sacs et plis de chaque dépêche sont inscrits globalement par catégorie LC/AO, sacs M. Sur la formule C 18, le nombre total et le poids total des sacs vides sont aussi inscrits comme s'il s'agissait d'une catégorie à part. Les Administrations d'origine peuvent, si elles le désirent, opter pour l'inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part; ils sont signalés par un «R» dans la colonne «Observations» du bordereau de livraison. Si les poids inscrits sur le bordereau C 18 incluent ceux du courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux, la colonne «Observations» est également utilisée pour signaler, par catégorie LC/AO, /.../ sacs M et sacs vides, le poids à déduire.

Motifs. – Dans la plupart des cas, les sacs vides sont retournés avec une dépêche de courrier, afin de réduire les frais et les opérations au minimum. L'insertion d'une colonne distincte pour les sacs vides sur le bordereau C 18 simplifiera les opérations des agents d'exploitation des deux pays, car ceux-ci pourront déterminer immédiatement le nombre de sacs contenant réellement du courrier.

Cette modification faciliterait aussi les procédures comptables pour les Administrations à qui les compagnies maritimes et les transporteurs routiers facturent le transport des sacs vides, suivant un calcul différent de celui du prix du transport des envois LC/AO et des sacs M.

Voir aussi la proposition 29. 18.4, visant à modifier la formule C 18.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Islande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovaquie.

Article RE 4120

Absence du bordereau de livraison C 18, AV 7 ou C 18bis

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4120.1

Modifier le titre et le texte comme suit:

Absence du bordereau de livraison C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter

1. En cas d'absence du bordereau C 18 ou C 18ter, le bureau réceptionnaire doit en établir un, en trois exemplaires, d'après le chargement reçu. (Le reste sans changement.)

2 à 6. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches de colis postaux.

Article RE 4121

Vérification des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4121.1

Paragrophes 8 et 9.2. Remplacer les mentions «VD 4» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le nouveau modèle de formule fusionnée a été accepté par le CE.

Propositions corrélatives: 29. 0.1 et 25. RE 3601.2.

Article RE 4121

Vérification des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4121.2

Le modifier comme suit:

1 à 1.3 (Sans changement.)

2. (Sans changement):

2.1 (sans changement);

2.2 de 100 grammes ou moins s'il s'agit de sacs de dépêches-avion ou de dépêches de courrier en nombre.

3. (Sans changement.)

3bis. Si un bureau de destination constate que le poids réel d'un des sacs appartenant à une dépêche de courrier en nombre diffère de plus de 100 grammes du poids annoncé, il rectifie l'étiquette et le bordereau de livraison. Il signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur.

4 à 5.7 (Sans changement.)

5bis. Particularités additionnelles concernant les dépêches de courrier en nombre

5bis.1 Un bulletin de vérification C 14 est adressé à l'Administration d'origine, accompagné d'une feuille d'avis C 15 de substitution qui comporte les caractéristiques des envois en nombre reçus dans les cas suivants:

5bis.1.1 l'Administration de destination a demandé la confection de dépêches de courrier en nombre et reçoit des envois en nombre dans d'autres dépêches;

5bis.1.2 les dépêches de courrier en nombre ne sont pas accompagnées de feuille d'avis C 15 ;

5bis.1.3 l'Administration de destination reçoit des envois en nombre non signalés pour lesquels la rémunération spécifique est appliquée avec effet immédiat. Dans ce cas, l'Administration de destination transmet les formules C 14 et C 15 par la voie des télécommunications à l'Administration d'origine des dépêches.

5bis.2 Dans les cas prévus sous 5bis.1.1 et 5bis.1.3, la feuille d'avis C 12 de la dépêche qui contenait les envois en nombre est rectifiée en conséquence et transmise jointe au bulletin de vérification C 14.

6 à 10. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4122

Bulletins de vérification

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4122.1

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

4. Lorsque la transmission des dépêches a lieu par l'entremise d'un transporteur, le bordereau de livraison C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter sur lequel sont mentionnées les irrégularités constatées à la prise en charge des dépêches par l'Administration intermédiaire ou de destination doit être autant que possible contresigné par le transporteur ou son représentant. Les exemplaires du bordereau C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter doivent obligatoirement comporter la mention des réserves prises à l'encontre du service transporteur. (Le reste sans changement.)

5 à 11. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches de colis postaux.

Article RE 4122

Bulletins de vérification

SUÈDE

25. RE 4122.2

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les bulletins de vérification et les pièces annexées sont transmis /.../ par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Lorsque l'Administration (le reste sans changement).

Motifs. – Pour simplifier le procédé et pour réduire les coûts de manient, il est proposé de transmettre les bulletins de vérification comme des envois ordinaires.

La procédure actuelle d'inscrire globalement les envois recommandés n'augmente pas suffisamment la sécurité des envois pour justifier la transmission en recommandé.

Appuis. – Albanie, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovénie, Suisse.

Article RE 4122

Bulletins de vérification

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 4122.3

Paragraphe 9. Le modifier comme suit:

9. Les bulletins de vérification et les pièces annexées sont transmis sous pli /.../ par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Lorsque l'Administration d'origine a demandé d'obtenir les objets visés sous 3, ceux-ci, accompagnés d'une copie du bulletin de vérification, peuvent être envoyés sous pli recommandé par voie de surface, si les deux Administrations intéressées n'ont pas convenu de les transmettre par voie aérienne.

Motifs. – La recommandation du courrier sert à fournir une protection et constitue un élément de sécurité. Les bulletins de vérification ne sont pas considérés comme des articles de valeur et n'ont besoin ni de protection ni de sécurité. Recommander des bulletins de vérification pourrait retarder leur transmission du fait du traitement supplémentaire que cette opération exige. Si toute autre preuve d'irrégularité est jointe au bulletin de vérification, le bulletin de vérification peut alors être recommandé.

Article RE 4124

Mesures à prendre en cas d'accident

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4124.1

Le modifier comme suit:

1 et 2. (Sans changement.)

3. Les Administrations d'origine dont le courrier se trouvait dans le moyen de transport accidenté doivent envoyer une copie des bordereaux de livraison C 18, AV 7, C 18bis ou C 18ter à l'Administration du pays où l'accident s'est produit.

4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches de colis postaux.

Article RE 4126

Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.)

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 4126.1

Le modifier comme suit:

1 à 1.2 (Sans changement.)

1.3 L'Administration du pays de transit établit un nouveau bordereau de livraison (C 18, C 18bis, AV 7 ou C 18ter, selon le cas) et réexpédie le courrier selon les instructions reçues de l'Administration d'origine.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches de colis postaux.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

JAPON

25. RE 4127.1

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant des envois de la poste aux lettres. Dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs scellés /.../ et étiquetés au nom des bureaux d'échange. Toutefois, les sacs vides peuvent ne pas être scellés avec des plombs si les Administrations concernées se sont mises d'accord à ce sujet, si les sacs sont transportés dans un conteneur scellé et à acheminement direct, ou s'ils sont expédiés par un pays d'embarquement qui les place dans un conteneur de ce type adressé au pays de destination. Les étiquettes doivent porter la mention «Sacs vides».

Motifs. – Simplification du travail.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

ISRAËL

25. RE 4127.2

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Les sacs vides doivent être roulés en paquets convenables. Le cas échéant, les planchettes à étiquettes ainsi que les étiquettes en toile, parchemin ou autre matière solide doivent être placées à l'intérieur des sacs. /.../

Motifs. – Au moment du renvoi des sacs vides, il n'est généralement plus possible de savoir de quel bureau d'échange les sacs ont été reçus, vu que les divers bureaux d'échange d'un même pays utilisent les mêmes sacs.

Le contrôle du renvoi des sacs vides doit être effectué par l'Administration, et non par le bureau d'échange, et il n'est donc pas important de mentionner le nom du bureau d'échange qui a envoyé les sacs.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

ESPAGNE

25. RE 4127.3

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant des envois de la poste aux lettres. Dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs /.../ étiquetés au nom des bureaux d'échange. A la demande de l'Administration de destination, ces sacs pourraient être scellés. Les étiquettes doivent porter la mention «Sacs vides».

Motifs. – Il ne semble pas qu'il soit nécessaire, en principe, que les sacs contenant des sacs vides soient transmis scellés. Dans le cas où cela serait nécessaire, les Administrations pourraient se concerter à cet effet.

La proposition supposerait une simplification du travail non négligeable.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Pologne (Rép.), Portugal, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 4127.4

Modifier le titre et le paragraphe 1 comme suit:

Renvoi des sacs et des conteneurs vides

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, /.../ les récipients vides doivent être renvoyés /.../, par le prochain courrier, si possible dans une dépêche directe pour le pays auquel /.../ ils appartiennent /.../. L'arrangement du transport de ces récipients vides relève de la responsabilité de l'Administration renvoyant ces récipients quel que soit le mode de transport emprunté par les dépêches à l'aller ou employé par l'Administration qui effectue ce renvoi pour le

transport de ses dépêches. Tous frais encourus du fait de l'emploi d'un mode de transport par l'Administration qui effectue le renvoi sont imputables à cette dernière. Le nombre et les types de récipients vides renvoyés par chaque dépêche doivent être inscrits au tableau V de la feuille d'avis. /.../

Motifs. – Tandis que les récipients de courrier par avion vides sont actuellement transportés gratuitement par les compagnies aériennes, les compagnies maritimes, elles, facturent ce transport soit en fonction du poids, soit en fonction du conteneur, quel qu'en soit le contenu. Ces frais doivent être payés par l'Administration qui effectue le renvoi, étant donné que c'est elle qui est responsable du retour de ces récipients, comme l'indique le paragraphe 7 du présent article. L'Administration qui effectue le retour est aussi la seule Administration qui est en mesure de contrôler les coûts afférents au retour de ces sacs.

De plus, étant donné que les frais terminaux tiennent compte du poids brut du courrier, l'Administration qui effectue le retour reçoit une compensation pour les frais qu'elle a encourus pour le traitement et le retour des récipients vides.

Les Administrations qui choisissent de transporter par avion la totalité de leur courrier de surface ne peuvent pas placer l'Administration qui a utilisé les récipients à l'origine dans cette même obligation. Dans le choix entre transporter par avion ou non tout le courrier de surface, le retour des récipients vides devrait être pris en considération.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4127.5

Paragraphe 1. Remplacer la mention «au tableau V de la feuille d'avis» par «au tableau 1 de la feuille d'avis».

Paragraphe 2 et 3. Remplacer les mentions «C 18 S» et «AV 7 S» par «C 18 S/AV 7 S».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12, plus simple et plus facile à utiliser, et une fusion des formules C 18 S et AV 7 S.

Propositions corrélatives: 29. O.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3 et 25. RE 5202.1.

Article RE 4127

Renvoi des sacs vides

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 4127.6

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les Administrations d'origine peuvent former des dépêches spéciales pour le renvoi des sacs vides. Toutefois, la formation de dépêches spéciales est obligatoire lorsque les Administrations de transit ou de destination le demandent. Les dépêches spéciales sont décrites sur des bordereaux C 18 S. Si des dépêches spéciales ne sont pas formées, le nombre et le poids des pochées de sacs vides sont indiqués dans la colonne /.../ appropriée du bordereau C 18 ou dans la colonne «Observations» du bordereau C 18bis.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.4.
Voir aussi la proposition 29. 18.4.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Islande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Norvège, Portugal, Roumanie, Slovaquie.

Article RE 4128

Utilisation de codes à barres

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

25. RE 4128.1

Ajouter le paragraphe 1bis suivant:

1bis. Les Administrations qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international doivent respecter les spécifications techniques définies par le Conseil consultatif des études postales.

Motifs. – De plus en plus d'Administrations utilisent des codes à barres. Compte tenu des dernières innovations dans le domaine de la télématique, il est devenu indispensable d'assurer une compatibilité entre les systèmes et d'imposer aux Administrations l'utilisation de codes à barres conformes aux normes.

Il est donc proposé de renforcer la teneur de l'article RE 4128.

Le texte de cet article ne fait aucune allusion aux spécifications techniques des codes à barres. Les Administrations sont donc libres d'utiliser un code à barres statique ou dynamique, du moment qu'elles se conforment aux spécifications décrites par le CCEP. Mais il est de la plus haute importance que toutes utilisent des codes à barres normalisés.

Note technique. –

La situation actuelle pour ce qui concerne les normes applicables aux codes à barres, adoptées par le CCEP, se présente comme suit:

- Une norme de code à barres statique à 13 caractères, utilisant la symbolique 39, a été adoptée en 1989 pour les envois, récipients et documents (recommandation CCEP/1/1988/Rev 1990). Depuis, de nouvelles possibilités sont apparues et sont offertes aux Administrations.
- Il est désormais admis que les Administrations choisissent la symbolique 128 pour le code à barres statique à 13 caractères.
- Récemment, le GNTE a soumis au CCEP une nouvelle norme proposée prescrivant pour l'identification des récipients un code à barres dynamique à 29 caractères, suivant la symbolique 128. Cette norme proposée figure au statut 1 dans la procédure d'évaluation des normes. Elle est actuellement au stade de l'expérimentation.

La revision proposée de l'article RE 4128 donnerait encore la possibilité aux Administrations de choisir entre ces différents codes, à condition qu'ils aient été approuvés par le CCEP.

Article RE 4128

Utilisation de codes à barres

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4128.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Première phrase sans changement.) Les spécifications sont définies par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Article RE 4401

Modalités pour déterminer la responsabilité des Administrations postales

PORTUGAL

25. RE 4401.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement):
1.1 à 1.3 (sans changement).
2. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration expéditrice d'un envoi avec valeur déclarée est dégagée de toute responsabilité si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.
3. Si la spoliation ou l'avarie d'un envoi avec valeur déclarée a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de le prouver:
3.1 et 3.2 (sans changement).
4. (Sans changement.)
5. Lorsqu'un envoi recommandé ou /.../ avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans les services de laquelle le dommage s'est produit en est responsable envers l'Administration d'origine seulement si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 9.5.

Appuis. – Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Italie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 4401

Modalités pour déterminer la responsabilité des Administrations postales

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4401.2

Paragraphe 1.3. Le modifier comme suit:

- 1.3 lorsque, en cas d'inscription individuelle des envois recommandés, la remise régulière de l'envoi recherché ne peut être établie parce que l'Administration d'origine n'a pas inscrit en détail les envois recommandés dans la feuille d'avis C 12 ou C 15 ou dans les listes spéciales C 13.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4403

Remboursement de l'indemnité à l'Administration payeuse

NORVÈGE

25. RE 4403.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué doit rembourser à l'Administration payeuse le montant de l'indemnité versée à l'ayant droit. Ce remboursement doit avoir lieu dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du paiement.

Motifs. – Comme la responsabilité a déjà été établie, la procédure de règlement de la facture de remboursement ne devrait pas prendre davantage de temps, puisqu'il n'est pas nécessaire de poursuivre les discussions.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 4405

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4405.1/Rev 2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En principe, ces comptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour qu'ils soient réglés avec les comptes particuliers AV 5 ou avec les comptes généraux AV 11, ou éventuellement avec les comptes /.../ CP 16 ou CP 18 des colis postaux.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62 et proposition 25. RE 5205.1/Rev 2.

Article RE 4405

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres

HONGRIE (RÉP.)

25. RE 4405.2

Paragraphes 3 et 4. Les modifier comme suit:

3. Après vérification et acceptation, un exemplaire du compte C 31 est renvoyé à l'Administration créancière, au plus tard à l'expiration du délai de /.../ trois mois à partir du jour de l'envoi. Si l'Administration créancière n'a reçu aucune notification rectificative dans le délai imparti, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

4. En principe, ces comptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour qu'ils soient réglés avec les comptes particuliers AV 5 ou avec les comptes généraux AV 11, ou éventuellement soit avec les comptes récapitulatifs CP 16, soit avec les comptes généraux CP 18 des colis postaux.

Motifs. – Le but de la proposition est d'harmoniser les dispositions concernant le décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour les envois de la poste aux lettres avec celles qui sont en vigueur concernant le décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour les colis postaux (voir l'article RE 3604, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis

postaux en ce qui concerne le délai de trois mois, et l'article RE 3205, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux en ce qui concerne l'utilisation du compte CP 16 pour le décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour les colis).

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Espagne, Grèce, Pologne (Rép.), Roumanie, Suisse, Turquie.

Article RE 4405

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4405.3

Paragraphe 1 à 3. Remplacer les mentions «C 31» par «C 31/CP 22».

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. En principe, ces comptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour qu'ils soient réglés avec les comptes particuliers AV 5 ou avec les comptes généraux AV 11 /CP 18 /.../.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 31 et CP 22 ainsi qu'AV 11 et CP 18. Propositions corrélatives: 29. O.1, 25. RE 5205.2, 25. RE 5206.2 et 25. RE 5301.2.

Article RE 4501

Application des frais de transit

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

25. RE 4501.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le transit maritime commence au moment où les dépêches cessent d'être sous le contrôle d'une Administration postale et prend fin lorsque /.../ le bureau d'échange de destination ou le bureau désigné par l'Administration est informé par la compagnie maritime que les dépêches sont à disposition. Si l'Administration de destination doit payer des frais supplémentaires au titre des services fournis avant la notification, tels que des taxes portuaires, des péages de canaux, des frais de traitement au terminal ou sur les quais pour le service en question et tous autres frais analogues pour le traitement de dépêches en conteneur ou en vrac, l'Administration de destination peut obtenir de l'Administration expéditrice un remboursement de ces frais supplémentaires.

Motifs. – Le fait d'adresser la notification au bureau d'échange de destination ou à un bureau désigné par l'Administration facilitera la prise en charge du courrier sur le quai. Il réduira aussi le risque que cette prise en charge ait lieu après l'expiration du temps de tolérance à partir de laquelle les frais de surestarie commencent à courir.

L'Administration qui reçoit les dépêches empruntant la voie maritime n'est pas en mesure d'exercer quelque pression que ce soit sur le transporteur, en ce qui concerne le contrôle des taxes décrites au paragraphe 2. L'Administration d'origine qui paie le transporteur est mieux placée pour exercer cette pression et doit donc être responsable et pouvoir rendre des comptes en ce qui concerne l'exécution de ces services.

Article RE 4501

Application des frais de transit

PAYS-BAS

25. RE 4501.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Le transit maritime commence au moment où les dépêches cessent d'être sous le contrôle d'une Administration postale et prend fin lorsque /.../ les dépêches sont remises à l'Administration de destination. Les frais de transit maritime incluent tous les coûts encourus par la compagnie maritime au port d'arrivée. Cependant, tous les frais de magasinage encourus après que la compagnie maritime a fait savoir que les dépêches sont à disposition et peuvent être prises en charge physiquement sont assumés par l'Administration de destination.

Motifs. – Il est noté que les compagnies maritimes estiment être en droit de demander le paiement de frais supplémentaires pour le magasinage, etc., aux Administrations expédiant des dépêches par voie maritime si, après avoir fait savoir que les dépêches sont à disposition, l'Administration de destination n'est pas venue en prendre livraison au bout d'un certain délai. Par ailleurs, les compagnies maritimes demandent parfois aux Administrations de destination le paiement de frais supplémentaires de magasinage, de déchargement, etc., pour la période allant de la notification de l'arrivée du navire jusqu'au moment du déchargement du courrier.

Lorsque la compagnie maritime informe l'Administration de destination que le courrier est à disposition, il est essentiel que cette compagnie maritime rende le courrier facilement et physiquement accessible à l'Administration de destination pour que celle-ci puisse en prendre livraison. Par exemple, le courrier peut être déchargé du navire et placé sur le quai à un endroit où l'Administration peut venir le chercher. L'Administration d'origine, donc, devrait encourager la compagnie maritime ou ses agents dans le pays de destination à fixer les modalités de remise du courrier et à répondre aux critères d'accessibilité.

L'objet de cette proposition est de lever toute ambiguïté sur la question et d'établir en tant que règle que, dans des conditions normales de transport maritime, aucun paiement de frais de magasinage, etc., ne peut être réclamé ni à l'Administration d'origine ni à celle de destination.

Note. – Il serait utile d'inclure les principaux points de ces motifs dans le texte du nouveau Manuel de la Convention.

Appuis. – Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép.), Italie, Malte, Suède.

Article RE 4501

Frais de transit

TURQUIE

25. RE 4501.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

4. Le transit maritime commence au moment où les dépêches /.../ sont déposées sur le quai maritime desservant le navire dans le port de départ et prend fin /.../ lorsqu'elles sont remises sur le quai maritime du port de destination.

Motifs. – Le temps qui s'écoule entre la notification de l'arrivée de la dépêche jusqu'à son débarquement est souvent très long du fait des encombrements portuaires qui obligent les bateaux à mouiller l'ancre en pleine mer. En outre, le conteneur qui contient les dépêches étant souvent derrière ou au milieu du bateau, son débarquement ne se fait qu'après celui des autres conteneurs, ce qui peut parfois prendre encore quelques jours.

Or, la longue attente à bord des dépêches occasionne des frais considérables (paquebot, entrepôt) pour l'Administration de destination.

A la suite de la modification proposée, l'Administration de destination ne serait pas tenue responsable des dépêches à bord et qu'elle n'a pas reçues effectivement. Elle ne devrait donc pas payer des sommes parfois très élevées pour les attentes inutiles et les débarquements tardifs qui ne dépendent pas du tout de sa volonté.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Pakistan.

Article RE 4602

Bulletin de transit pour les dépêches du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4602.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle le CE a approuvé les propositions de supprimer les formules qui sont très peu utilisées, y compris la formule C 19. Cette formule ne trouverait qu'un emploi limité puisque la collecte statistique a été réformée et que la formule ne sert plus à rien dans ce contexte. Propositions corrélatives: 29. 0.1 et 25. RE 5008.1.

Article RE 4602

Bulletin de transit pour les dépêches du courrier de surface

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4602.2

Paragraphe 3.1. Le modifier comme suit:

3.1 en tête de la feuille d'avis C 12 ou C 15;

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 4112.91.

Article RE 4604

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

HONGRIE (RÉP.)

25. RE 4604.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les Administrations postales de transit font tout leur possible pour acheminer les dépêches sur les voies déterminées par l'Administration expéditrice. Si les dépêches sont pourtant déviées ou mal acheminées, les frais de transit sont dus aux Administrations participant au transport en transit desdites dépêches, mais l'Administration d'origine pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement.

Motifs. – Le texte actuel de l'article RE 4604 était justifié seulement à l'époque où la comptabilité était faite sur la base des statistiques annuelles. Actuellement, tous les sacs sont pesés tous les jours et leurs poids figurent sur les formules C 18. Dans ces circonstances, le calcul et la liquidation des frais de transit ne peuvent pas poser de problèmes.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Pologne (Rép.), Roumanie, Suisse, Turquie.

Article RE 4604

Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

TURQUIE

25. RE 4604.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale. Les Administrations participant au transport desdites dépêches n'ont dès lors, en principe, aucun droit de percevoir, de ce chef, des bonifications des Administrations expéditrices. Ces dernières restent cependant redevables des frais de transit y relatifs aux Administrations postales dont elles empruntent régulièrement l'intermédiaire. Toutefois, les Administrations réexpédiant des dépêches déviées ou mal

acheminées peuvent, si elles le désirent, réclamer le paiement des frais de transit auprès de l'Administration d'origine sans que l'article 50.1.5 soit applicable. Celle-ci pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement.

Motifs. – En cas de réexpédition par voie de surface d'un volume important de dépêches déviées ou mal acheminées, l'Administration réexpéditrice est responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des dépêches en question, d'une part, et doit payer les frais supplémentaires aux transporteurs pour le transport territorial, d'autre part.

Afin de couvrir les dépenses de l'Administration ayant participé au transport territorial et, le cas échéant, le montant des indemnités à payer à l'ayant droit, l'article 50.1.5 ne s'applique pas aux dépêches déviées ou mal acheminées en transit.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Pakistan.

Article RE 4701

Période de statistique pour le calcul des proportions en poids des envois LC et des envois AO

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4701.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour faire application des taux distincts LC et AO prévus à l'article 47.2.2 et 3 de la Convention, le poids annuel du courrier LC/AO doit être supérieur à 150 tonnes. Pour constater si ce seuil est atteint, les Administrations se réfèrent au courrier total reçu au cours des quatre derniers trimestres pour lesquels les relevés C 12ter /AV 5bis ont été établis par l'Administration de destination.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 12ter et AV 5bis (l'issue de l'étude 751 du CCEP). Le modèle de la formule fusionnée a été adopté par les Administrations lors de la consultation effectuée dans le cadre de l'étude sur la rationalisation des formules et a été approuvé par le CE.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1 et 25. RE 5205.2.

Article RE 4701

Période de statistique pour le calcul des proportions en poids des envois LC et des envois AO

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4701.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article 4702

Bordereau de poids des LC et des AO dans les dépêches de la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4702.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article 4703

Etiquetage des dépêches pendant la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4703.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 4704

Vérification des dépêches de la période de statistique

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4704.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article 4705

Etablissement des relevés statistiques pour le calcul des proportions des LC et des AO

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4705.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 4706

Revision des proportions résultant de la statistique annuelle

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4706.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 4707

Revision des taux des frais terminaux pour les envois LC et AO. Mécanisme de correction

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4707.1

Le modifier comme suit:

Revision des taux des frais terminaux /.../. Mécanisme de correction

1. Si l'Administration expéditrice ou destinataire d'un trafic supérieur à /.../ 150 tonnes de /.../ courrier par an (sacs M exclus) constate que le nombre moyen d'envois /.../ expédié ou reçu est supérieur au nombre cité à l'article /.../ 47.3.1 ou inférieur à celui cité à l'article 47.3.2 de la Convention, sous réserve des exceptions prévues à l'article 47, elle peut demander /.../ à l'Administration correspondante l'application du mécanisme de correction décrit ci-après et visant à déterminer /.../ le nouveau taux de frais terminaux /.../ adapté à leur trafic. Cette demande peut intervenir à tout moment de l'année.

1bis. Le mécanisme de correction consiste à réaliser une statistique spéciale destinée à calculer le nombre moyen d'envois par kilogramme, conformément aux modalités pratiques précisées à l'article RE 4708.

1ter. L'Administration ayant l'intention d'appliquer le mécanisme de correction doit en avertir, au moins trois mois à l'avance, l'Administration correspondante.

1quater. La demande doit être appuyée par des données statistiques montrant que le nombre d'envois par kilogramme du flux en question s'écarte de la moyenne mondiale. Les données requises en 1ter doivent être obtenues d'après un échantillonnage d'au moins six jours d'observation sur une période d'un mois.

2 à 2.2 (Supprimés.)

3. /.../ Dans le respect du délai prévu sous 1ter, la période statistique commence au début d'une période comptable trimestrielle. Le nouveau taux prend effet à partir de ce moment et reste en vigueur au moins pendant une année et jusqu'à une nouvelle demande de revision qui peut être faite par l'une des Administrations concernées aux termes de l'article 47 de la Convention. /.../

3bis. Si les résultats de la statistique confirment la constatation de l'Administration demandant le mécanisme de correction, celle-ci a le droit d'appliquer au trafic en question le nouveau taux de frais terminaux, calculé en DTS de la manière suivante: $\text{taux} = (\text{Nombre moyen d'envois par kg} \times 0,14) + 1$.

3ter. Au cas où le nombre d'envois par kilogramme résultant de cette revision est compris entre 14 et 21 envois, le taux prévu à l'article 47.2 de la Convention s'applique au trafic en question.

4. (Supprimé.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61). Le texte de l'article RE 4707.2 amendé a été scindé et transféré aux articles RE 4707.1bis et RE 4707.3bis. La dernière phrase de l'article RE 4707.3 aménagée constitue l'article RE 4707.3ter. Le texte de l'article RE 4707.4 a été transféré à l'article RE 4708.6ter (voir proposition 25. RE 4708.1).

Article RE 4708

Statistique spéciale pour l'application du mécanisme de correction

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4708.1/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Pour l'application du mécanisme de correction, sauf entente spéciale, /.../ une statistique est réalisée d'après un échantillonnage du flux en question.

1.1 L'échantillonnage doit refléter la composition du courrier. Elle doit comporter au minimum vingt-quatre jours d'observation dans la période de douze mois à laquelle elle se réfère.

1.2 Les jours d'observation sont choisis sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle, comme suit. Ne sont pris en considération que les jours ouvrables pour le bureau d'échange en question:

1.2.1 base mensuelle: vingt-quatre jours d'observation dans un mois ou, à défaut, l'ensemble des jours ouvrables pour ce mois. Elle a lieu pendant le mois de mai les années impaires et le mois d'octobre les années paires;

1.2.2 base trimestrielle: au moins six jours d'observation dans le trimestre. Chaque jour ouvrable de la semaine doit être observé au moins une fois, le même processus étant répété à l'identique les trois trimestres suivants;

1.2.3 base annuelle: au moins vingt-quatre jours d'observation dans la période de douze mois. Chaque jour ouvrable de la semaine doit être observé au moins une fois par trimestre.

1bis. L'Administration qui demande l'application du mécanisme de correction choisit le système statistique à appliquer et en informe l'Administration correspondante pour que celle-ci puisse prendre d'éventuelles mesures de contrôle.

1ter. L'Administration qui demande l'application du mécanisme de correction n'est pas tenue d'informer à l'avance des jours d'observation qu'elle a choisis.

2. (Supprimé.)

3. Pendant les jours d'observation, le bureau d'échange /.../ de l'Administration qui demande l'application du mécanisme de correction inscrit, /.../ pour chaque dépêche échantillonnée, le nombre et le poids des envois sur un bordereau C 17. /.../

4. A l'aide des bordereaux C 17, l'Administration ayant demandé la statistique spéciale établit un relevé C 17bis qui consolide les données relatives aux dépêches /.../ échantillonnées. A l'aide /.../ du relevé C 17bis, l'Administration qui a demandé la statistique /.../ calcule /.../ le nombre moyen d'envois /.../ par kilogramme et /.../ le nouveau taux de frais terminaux par application /.../ de la formule décrite à l'article RE 4707.3bis.

5. /.../ Le relevé C 17bis, accompagné des formules C 17, /.../ est transmis à l'autre Administration intéressée après chaque trimestre et/ou à la fin de la période d'échantillonnage au plus tard dans le délai /.../ d'un mois qui suit l'expédition ou la réception de la dernière dépêche soumise à la statistique.

6. Si l'autre Administration intéressée n'a pas fait d'observation dans un délai de trois mois à compter de la date de transmission du relevé C 17bis, /.../ il est considéré comme admis de plein droit.

6bis. Au cas où l'autre Administration intéressée a réalisé une statistique de contrôle, les données établies par l'Administration ayant demandé l'application du mécanisme de correction seront considérées valables si elles ne diffèrent pas de plus de 10 pour cent de celles établies par l'autre Administration.

6bis.1 En cas de différence supérieure à 10 pour cent, les Administrations en question s'entendent sur les valeurs à utiliser pour le règlement des frais terminaux en prenant en considération la précision des systèmes statistiques utilisés par chaque Administration.

6ter. En cas de désaccord entre les deux parties à propos de l'application du mécanisme de correction, les Administrations peuvent recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 50.3 de la Convention.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4708.91

Créer l'article RE 4708bis suivant:

Article RE 4708bis

Rémunération du courrier en nombre en relation avec les tarifs intérieurs

1. Les Administrations qui optent pour la rémunération prévue à l'article 47.4bis.1.2 communiquent au Bureau international, au plus tard le 1er septembre, la taxe exprimée en monnaie locale pour une lettre de 20 g du régime intérieur.

1.1 Dans le respect des proportions entre les taux de l'article 47.4bis.1.1, le Bureau international transforme la valeur communiquée en taux par envoi et en taux par kg, exprimés en DTS au dernier cours disponible.

1.1.1 Pour 1996, les taux par envoi et par kg ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 60 pour cent de la taxe d'une lettre de 20 g du régime intérieur, ni dépasser 0,175 DTS par envoi et 1,25 DTS par kg.

1.1.2 Pour les années 1997 à 2000, le Conseil exécutif déterminera les augmentations à appliquer en fonction de facteurs économiques et commerciaux. A la fin de la période, les taux par envoi et par kg ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 80 pour cent de la taxe d'une lettre de 20 g du régime intérieur, ni dépasser 0,28 DTS par envoi et 2 DTS par kg.

2. Les taux qui en découlent sont communiqués par voie de circulaire au plus tard le 1er octobre. Ils prennent effet au 1er janvier de l'année suivante et restent en vigueur pendant une année civile au minimum. Pour les années suivantes, sauf nouvelle notification, le Bureau international reconduira l'option choisie et recalculera les taux selon la procédure prévue sous 1.1.

3. Ces taux s'appliquent au courrier en nombre reçu de toutes les Administrations vis-à-vis desquelles l'option courrier en nombre a été demandée.

4. Si une Administration appliquant au courrier en nombre un taux fondé sur les tarifs intérieurs a adhéré à un système de règlement des frais terminaux multilatéral fondé spécifiquement sur les coûts ou fondé sur les tarifs intérieurs, cette Administration doit offrir pour le courrier reçu de toutes les autres Administrations des conditions au moins aussi favorables que celles qu'elle offre aux participants au système auquel elle a adhéré.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 20. 47.2.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 4708.92

Créer le nouvel article suivant:

Article RE 4708ter

Demande de la rémunération spécifique au courrier en nombre

1. Cas général

1.1 Lorsque l'Administration de destination constate que, sur une période de trente jours, elle reçoit d'une façon répétée des envois en nombre d'une même Administration, elle est habilitée à demander que ces envois soient expédiés dans des dépêches ne contenant que du courrier en nombre et d'appliquer la rémunération spécifique pour ce type de courrier. La demande doit être appuyée par des pièces justificatives.

1.2 La rémunération spécifique pour le courrier en nombre devient applicable trois mois après la demande formulée par l'Administration de destination. A partir de cette date, l'Administration d'origine doit commencer la confection des dépêches de courrier en nombre.

2. Cas exceptionnel

2.1 L'Administration de destination est habilitée à appliquer, avec effet immédiat, la rémunération spécifique au courrier en nombre lorsqu'elle constate:

2.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou dans un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 5000 envois ou plus déposés par un même expéditeur;

2.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 15 000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5001

Relevé de poids des dépêches de surface, y compris des dépêches S.A.L.

TCHÈQUE (RÉP.)

25. RE 5001.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

2. Pour chaque Administration d'origine des dépêches, ainsi que pour chaque Administration de transit, l'Administration de destination établit trimestriellement, d'après les relevés C 12bis, par bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé de poids des dépêches reçues C 12ter.

3. Les relevés C 12bis sont fournis à l'appui du relevé C 12ter à l'Administration d'origine. Celle-ci, après leur acceptation, répartit les relevés C 12ter entre les Administrations de transit et renvoie un exemplaire à l'Administration de destination des dépêches.

4. Dans les cas de disproportions éventuelles, l'Administration de transit peut reporter les poids indiqués sur le bordereau de livraison C 18, comme il est stipulé sous 1 à 3. /.../

Motifs. – La transmission obligatoire des relevés C 12ter aux Administrations de transit faciliterait le décompte des frais de transit. Les dépêches ne sont pas toujours transportées complètes, les sacs pouvant être transportés durant plusieurs jours; ils sont donc inscrits sur plusieurs bordereaux de livraison C 18. La recherche des données pour le décompte est ensuite très difficile. De plus, les enregistrements sur les bordereaux de livraison C 18 sont souvent illisibles. Les modifications faites dans cet article tiennent aussi compte du fait que les Administrations d'origine ou les Administrations de destination des dépêches ne réagissent pas, dans leur grande majorité, aux demandes d'une copie du relevé C 12ter formulées par l'Administration de transit.

Article RE 5001

Relevé de poids des dépêches de surface, y compris des dépêches S.A.L.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5001.2

Paragraphe 1, 2, 3 et 4. Remplacer les mentions «C 12bis» et «C 12ter» par «C 12bis/AV 3bis» et «C 12ter/AV 5 bis», respectivement.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 12bis et AV 3bis ainsi que C 12ter et AV 5bis (l'issue de l'étude 751 du CCEP). Les modèles des formules fusionnées ont été adoptés par les Administrations lors de la consultation effectuée dans le cadre de l'étude sur la rationalisation des formules et ont été approuvés par le CE.
Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5206.2.

Article RE 5002

Relevé de poids des dépêches-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5002.1

Paragraphe 1, 2 et 3. Remplacer les mentions «AV 3bis» et «AV 5bis» par «C 12bis/AV 3bis» et «C 12ter/AV 5 bis», respectivement.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 12bis et AV 3bis ainsi que C 12ter et AV 5bis (l'issue de l'étude 751 du CCEP). Les modèles des formules fusionnées ont été adoptés par les Administrations lors de la consultation effectuée dans le cadre de l'étude sur la rationalisation des formules et ont été approuvés par le CE.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5206.2.

Article RE 5003

Transmission et acceptation des relevés de poids des dépêches

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5003.1

Le modifier comme suit:

1. Le relevé C 12ter/AV 5bis est transmis en double exemplaire aux Administrations d'origine des dépêches dans le délai maximal de six mois après la fin du trimestre auquel il se rapporte.
2. Après son acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui l'a établi. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle le considère comme admis de plein droit. Si les vérifications font apparaître des divergences, le relevé C 12bis/AV 3bis rectifié doit être joint à l'appui de l'état C 12ter/AV 5bis dûment modifié et accepté. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ce relevé C 12bis/AV 3bis, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules C 12 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses.
3. Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que les relevés C 12bis/AV 3bis et C 12 ter/AV 5bis /.../ soient établis par l'Administration d'origine des dépêches. Dans ce cas, la procédure d'acceptation prévue sous 1 et 2 est adaptée en conséquence.

Motifs. – Voir propositions 29. 0.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5206.2.

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5003.91

Créer le nouvel article suivant:

Article RE 5003bis

Comptabilité relative au courrier en nombre

1. Cas général

- 1.1 Lorsque l'Administration de destination a demandé la confection de dépêches de courrier en nombre, les relevés de poids C 12bis et AV 3bis établis par le bureau d'échange de destination comprennent aussi le courrier en nombre, d'après les données des feuilles d'avis C 15.
- 1.2 Les données concernant le courrier en nombre sont utilisées pour l'établissement trimestriel des relevés de poids C 12ter et des états de poids AV 5bis.
- 1.3 En cas de divergence concernant les données relatives au courrier en nombre sur les relevés C 12bis ou AV 3bis, l'Administration d'origine transmet des photocopies des feuilles d'avis C 15 concernant les dépêches litigieuses.

2. Cas exceptionnel

- 2.1 Lorsque l'Administration de destination a appliqué la rémunération spécifique pour le courrier en nombre avec effet immédiat selon l'article RE 4708ter.2, les procédures sous 1.1 à 1.3 sont applicables.
- 2.2 Lors de l'établissement des relevés C 12ter et des états AV 5bis, l'Administration de destination établit un compte C 15bis d'après les feuilles d'avis C 15 transmises à l'Administration d'origine des dépêches conformément à l'article RE 4121.5bis.1.3.
- 2.3 Le compte C 15bis doit être réglé par l'Administration d'origine dans les six semaines qui suivent son établissement.
- 2.4 Les comptes C 15bis réglés par l'Administration d'origine des dépêches font l'objet d'un récapitulatif C 15ter. Le montant du récapitulatif C 15ter est déduit du compte C 20bis. Une copie de la formule C 15ter est jointe au compte C 20bis.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5006

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5006.1

Paragraphe 2.1. Le modifier comme suit:

- 2.1 Frais de transit. Sur une formule C 20 et d'après le poids total des catégories (LC/AO, sacs M et envois à découvert par voie de surface) tel qu'il ressort des relevés trimestriels C 12ter.

Motifs. – Conséquence de l'étude entreprise par le CE à la suite de la résolution C 59/1989 de Washington, relative à la rémunération éventuelle au profit de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de réacheminement du courrier de surface en transit à découvert.

Article RE 5006

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5006.2

Paragrophes 2.1 et 2.2. Remplacer les mentions «C 12ter» et «AV 5bis» par «C 12ter/AV 5bis».

Motifs. – Voir propositions 29. 0.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5008.1 et 25. RE 5205.2.

Article RE 5006

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5006.3

Le modifier comme suit:

Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux /.../

1 et 2. (Sans changement.)

- 2.1 Frais de transit. Sur une formule C 20 et d'après le poids total des catégories /.../ de courrier tel qu'il ressort des relevés trimestriels C 12ter.

2.2 Frais terminaux. Sur une formule C 20bis et d'après la différence /.../ des montants à comptabiliser basés sur les poids de courrier reçu et expédié pour chaque catégorie de courrier /.../ tels qu'ils ressortent des relevés C 12ter et AV 5bis. /.../

3 à 6. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5007

Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.) et du courrier-avion

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5007.1

Le modifier comme suit:

Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux /.../

1. (Les deux premières phrases sans changement.) Les paiements provisoires au titre d'une année interviennent au plus tard avant la fin du mois de /.../ juillet de cette année. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5008

Adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5008.1

Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration notifie aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, l'adresse spéciale à laquelle doivent être transmises toutes les formules entrant en ligne de compte pour le règlement des frais de transit et des frais terminaux (C 12ter/AV 5bis, C 14, C 15ter, C 16, C 17ter, /.../ C 20, C 20bis /.../).

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 12bis et AV 3bis ainsi que C 12ter et AV 5bis (l'issue de l'étude 751 du CCEP), de même que de supprimer la formule C 19. Les modèles des formules fusionnées et la proposition de suppression de la formule C 19 ont été adoptés par les Administrations lors de la consultation effectuée dans le cadre de l'étude sur la rationalisation des formules et ont été approuvés par le CE.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4602.1, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2 et 25. RE 5205.2.

Article RE 5008

Adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5008.2

Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration notifie aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, l'adresse spéciale à laquelle doivent être transmises toutes les formules entrant en ligne de compte pour le règlement des frais de transit et des frais terminaux (C 12ter, C 14, C 15bis, C 15ter, /.../ C 17bis, C 19, C 20, C 20bis et AV 5bis).

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5009

Décompte général. Intervention du Bureau international

BANGLADESH

25. RE 5009.1

Ajouter le nouveau paragraphe 5.1 suivant:

5.1 L'Administration créancière qui rencontre des difficultés pour obtenir de l'Administration débitrice le paiement auquel elle peut prétendre au titre du décompte général accepté peut demander au Bureau international de prendre en compte le montant qu'elle réclame dans le décompte général. A cet effet, l'Administration créancière fournit un bref relevé au Bureau international, auquel elle joint une copie du décompte général accepté soumis à l'Administration débitrice pour règlement.

Motifs. – Il arrive trop fréquemment qu'une Administration débitrice ne règle pas ses dettes à l'Administration créancière, alors que trois ou cinq ans peuvent s'être écoulés depuis l'acceptation du décompte général.

Article RE 5009

Décompte général. Intervention du Bureau international

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5009.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les relevés C 21 ou C 21bis concernant les paiements provisoires, fixés à l'article RE 5007, sont adressés par l'Administration créancière à l'Administration débitrice le /.../ deuxième trimestre de l'année civile correspondante.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 5007.1.

Article RE 5201

Calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5201.1/Rev 1

Modifier le titre de cet article comme suit:

Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

Ajouter, avant 1, le nouveau texte suivant, et renuméroter en conséquence:

1. Le taux de base maximal applicable au titre des transports aériens est établi d'après la formule ci-dessous, dont les éléments sont tirés des renseignements financiers sur les entreprises de transport aérien international établis par l'OACI. Ce taux est fixé en millièmes de DTS par kilogramme de poids brut et par kilomètre; il s'applique proportionnellement aux fractions de kilogramme.

$T = (A - B - C + D + E + F)$, où

T = Taux de base par t/km (la priorité est garantie au courrier-avion transporté moyennant ce taux).

A = Dépenses d'exploitation moyennes par t/km.

B = Coût des services «passagers» par t/km.

C = Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (fondé sur le nombre de passagers par rapport au volume de trafic).

D = Dépenses afférentes au transport par t/km effectué des envois hors exploitation.

E = 10% de $(A - B - C + D)$ au titre des bénéfices.

F = Impôts sur le revenu correspondant au transport d'une t/km.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 52.1.

Article RE 5201

Calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5201.2

Modifier le titre de cet article comme suit:

Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

Ajouter, avant 1, le nouveau texte suivant, et renuméroter en conséquence:

1. Le taux de base maximal applicable au titre des transports aériens est établi d'après la formule ci-dessous, dont les éléments sont tirés des renseignements financiers sur les entreprises de transport aérien international établis par l'OACI. Ce taux est fixé en millièmes de DTS par kilogramme de poids brut et par kilomètre; il s'applique proportionnellement aux fractions de kilogramme.

$T = (A - B - C_1 + D + E + F)$, où

T = Taux de base par t/km (la priorité est garantie au courrier-avion transporté moyennant ce taux).

A = Dépenses d'exploitation moyennes non pondérées par t/km.

B = Coût des services «passagers» par t/km.

C_1 = Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (proportionnel au volume du trafic par t/km effectué par la poste).

D = Dépenses afférentes au transport par t/km effectué des envois hors exploitation.

E = 10% de $(A - B - C_1 + D)$ au titre des bénéfices.

F = Impôts sur le revenu correspondant au transport d'une t/km.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 52.1.

Article RE 5201

Calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

GRANDE-BRETAGNE

25. RE 5201.3

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 2:

Le Bureau international exclut de ce calcul le poids brut de toutes les dépêches par avion pour lesquelles le calcul des frais terminaux a été fondé spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'Administration de destination.

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 51.3.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Slovaquie, Slovénie, Suisse.

Article RE 5201

Calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

INDONÉSIE

25. RE 5201.4

Amendement à la proposition 25. RE 5201.2

Modifier le titre de cet article comme suit:

Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

Ajouter, avant 1, le nouveau texte suivant, et renuméroter en conséquence:

1. Le taux de base maximal applicable au titre des transports aériens est établi d'après la formule ci-dessous, dont les éléments sont tirés des renseignements financiers sur les entreprises

de transport aérien international établis par l'OACI. Ce taux est fixé en millièmes de DTS par kilogramme de poids brut et par kilomètre; il s'applique proportionnellement aux fractions de kilogramme.

$$T = (A - B - C_1 + D + E + F), \text{ où}$$

T = Taux de base par t/km (la priorité est garantie au courrier-avion transporté moyennant ce taux).

A = Dépenses d'exploitation moyennes non pondérées par t/km.

B = Coût des services «passagers» par t/km.

C₁ = Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (proportionnel au volume total du trafic par t/km effectué, à l'exclusion du courrier).

D = Dépenses afférentes au transport par t/km effectué des envois hors exploitation.

E = 10% de (A - B - C₁ + D) au titre des bénéfices.

F = Impôts sur le revenu correspondant au transport d'une t/km.

Motifs. – L'annotation précédente concernant l'élément C₁ de la proposition 25 RE 5201.2, à savoir "C₁= Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (proportionnel au volume du trafic par t/km effectué par la poste", pourrait donner lieu à une interprétation différente de celle souhaitée.

En fait, l'élément C₁ de la formule est destiné à déduire du taux de base (T) tous les frais afférents à la billetterie, aux ventes et à la promotion autres que ceux imputables à la poste.

Pour éviter le malentendu susmentionné, il conviendrait de modifier l'annotation concernant l'élément C₁ comme suit: C₁= Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (proportionnel au volume total du trafic par t/km effectué, à l'exclusion du courrier).

Article RE 5202

Calcul et décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion et des envois prioritaires en transit à découvert

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5202.1

Paragraphe 3.1, 4e ligne. Remplacer l'indication «du tableau III de la feuille d'avis C 12» par «du tableau 4 de la feuille d'avis C 12» .

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule C 12.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4106.2, 25. RE 4107.1, 25. RE 4111.1, 25. RE 4117.3 et 25. RE 4127.5.

Article RE 5202

Calcul et décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion et des envois prioritaires en transit à découvert

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5202.2

Paragraphe 2.1. Le modifier comme suit:

- 2.1 Les opérations de statistique sont effectuées annuellement et alternativement pendant le mois de mai les années impaires et le mois d'octobre les années paires /.../.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4701.2.

Article RE 5204

Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

CANADA

25. RE 5204.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration créancière établit, mensuellement ou trimestriellement à son choix, et d'après les indications relatives aux dépêches-avion portées sur les bordereaux AV 7, un relevé AV 3. Les dépêches transportées sur un même parcours aérien sont décrites sur ce relevé par bureau d'origine, puis par pays et bureau de destination et pour chaque bureau de destination, dans l'ordre chronologique des dépêches. Lorsque les duplicata du relevé AV 3bis sont utilisés pour le règlement des frais du transport aérien à l'intérieur du pays de destination selon l'article 51.4 de la Convention, il est fait usage de relevés de poids AV 3bis /.../. Ceux-ci sont établis sur la base des feuilles d'avis C 12 pour la poste aux lettres et sur la base des feuilles de route-avion CP 20 pour les colis.

Motifs. – Cette proposition vise à corriger une anomalie qui figure dans le texte actuel. La formule CP 20 est la formule appropriée qui contient les indications relatives aux frais du transport aérien intérieur des colis.

Le texte du Congrès de Washington se réfère à l'AV 7 comme au document de base pour les frais du transport aérien des colis. Cela est en contradiction avec l'orientation prise par ce Congrès, c'est-à-dire l'utilisation comme base des règlements interadministrations de documents postaux au lieu de documents de transport.

Nous formulons une proposition dans le même sens visant à modifier la feuille de route CP 20 pour les colis en ajoutant une case où figurera le poids de la dépêche. Cela permettra l'application pratique du changement mentionné ci-dessus. Le nouveau système sera ainsi tout à fait cohérent et permettra effectivement de prendre pour base pour la comptabilité interadministrations un seul message EDI.

Proposition ayant un lien avec celle-ci: 39. 20.1.

Article RE 5204

Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5204.2

Paragraphe 1 et 4. Remplacer les mentions «AV 3bis» par «C 12bis/AV 3bis».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule combinée C 12bis/AV 3bis.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5206.2.

Article RE 5204

Etablissement des relevés de poids AV 3 et AV 4

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5204.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Les deux premières phrases sans changement.) Lorsque les duplicata du relevé AV 3bis sont utilisés pour le règlement des frais du transport aérien à l'intérieur du pays de destination selon l'article 51.4 de la Convention, il est fait usage de relevés de poids AV 3bis établis sur la base des feuilles d'avis C 12 et C 15.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61) et de la proposition 25. RE 5003.91.

Article RE 5205

Etablissement des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5205.1/Rev 2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. /.../ Le compte AV 5 est établi à un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel par l'Administration créancière, selon entente entre les Administrations intéressées.

Motifs. – Conformément à la résolution C 19 du Congrès de Washington 1989, le CCEP a mené une étude (n° 751) sur la modernisation des systèmes de facturation et de règlement des comptes. Le CE, dans le cadre des études émanant des résolutions C 68/1989 et C 70/1989 et des décisions C 52/1989 et C 87/1989 (qui prévoyaient également un examen approfondi de la comptabilité postale), a élargi l'étude 751 à toutes les Administrations de l'Union, dont 117 ont fourni des réponses.

Les suggestions principales émanant de cette étude ont été notamment les suivantes:

- permettre, dans une relation donnée, de considérer chacun des comptes de frais de transport aérien ou des colis postaux comme une facture à régler et laisser aux Administrations créancières la liberté de choisir comme bon leur semble la fréquence des facturations;
- étendre, à titre facultatif, le système de compensation actuel de l'UPU, ce qui contribuerait grandement à l'amélioration et à la modernisation des règlements;
- continuer de permettre une compensation bilatérale sur la base du déséquilibre des comptes, tout en bénéficiant des aménagements souhaités par la majorité des Administrations dans le cadre de l'étude 751 du CCEP.

Le détail de l'étude fait l'objet du Congrès – Doc 62. La liste des propositions en découlant à soumettre au Congrès est la suivante: 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18, 25 RE 0.4, 25. RE 4405.1/Rev 2, 25. RE 5205.1/Rev 2, 25. RE 5206.1/Rev 2, 25. RE 5301.1/Rev 2, 35. RE 1503.1/Rev 2, 35. RE 3604.1/Rev 2 et 35. RE 3605.1/Rev 2.

Dans le tableau ci-après figurent, en résumé, les conclusions de l'étude ainsi que les articles des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux qui devraient être modifiés en conséquence:

Conclusions	Règlement d'exécution de la Convention	Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux
Règlement des comptes sur la base des comptes AV 5 et CP 16 établis à un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel, selon le souhait des Administrations créancières	RE 4405 RE 5205 RE 5206 RE 5301	RE 3604 RE 3605
Utilisation des comptes généraux AV 11 et CP 18 établis mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, uniquement pour le cas où certaines Administrations souhaiteraient une facturation sur la base du déséquilibre des comptes	RE 4405 RE 5205 RE 5206	RE 3604 RE 3605
Suppression de l'état des différences CP 17	–	RE 3604
Suppression du retour par l'Administration débitrice des états CP 15 et CP 15bis, sauf en cas de divergences	–	RE 3604
Non-établissement des comptes AV 5, AV 11, CP 16 et CP 18 pour des montants inférieurs à 163,35 DTS, avec report du montant au compte suivant. Toutefois, cette disposition ne s'appliquerait pas dans les cas d'utilisation du décompte général	RE 5206	RE 3604
Délai de six mois pour la transmission des comptes aux Administrations débitrices, au-delà duquel elles sont en droit de les refuser	RE 5206	RE 3604 RE 3605
Réduction du délai normal de vérification et de l'acceptation des comptes AV 5 et CP 16 de trois à deux mois	RE 5206	RE 3604 RE 3605
Etablissement des comptes particuliers CP 19 (frais de douane, exonérations, etc.) et CP 22 (indemnités) seulement quand une circonstance le justifie, mais au plus tard dans les deux mois suivant la période à laquelle ils se rapportent. Les totaux de ces comptes devraient être reportés sur les AV 5 ou CP 16 sans y être incorporés	–	RE 1503
Proposition d'ordre général concernant l'élargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international, le contrôle du système de facturation directe, des textes traitant de la comptabilité et de l'élaboration de documents comptables	–	–

Article RE 5205

Etablissement des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5205.2

Titre de l'article. Le modifier comme suit:

Etablissement des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11/CP 18

Paragrophes 1, 2.1, 3 et 5. Remplacer les mentions «AV 3bis», «AV 5bis» et «AV 11» par «C 12bis/AV 3bis», «C 12ter/AV 5bis» et «AV 11/CP 18», respectivement.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture des formules combinées C 12bis/AV 3bis, C 12ter/AV 5bis et AV 11/CP 18.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4405.3, 25. RE 4701.1, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5006.2, 25. RE 5008.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5206.2 et 25. RE 5301.2.

Article RE 5206

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4, des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5206.1/Rev 2

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)

2. Après avoir vérifié les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 et accepté le /.../ compte /.../ particulier /.../ AV 5 correspondant /.../, /.../ un exemplaire des comptes AV 5 n'est renvoyé à l'Administration créancière que dans le cas d'une rectification. Dans un tel cas, il est dûment modifié et accompagné des relevés AV 3, AV 3bis et AV 4. Si l'Administration créancière conteste les modifications portées sur ces relevés AV 3, AV 3bis ou AV 4, l'Administration débitrice

confirmera les données réelles en transmettant des photocopies des formules AV 7 ou AV 2 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses. L'Administration créancière qui n'a reçu aucune observation rectificative dans un délai de deux mois à compter du jour de l'envoi considère les comptes comme admis de plein droit.

2bis. Les Administrations qui étaient créditrices pendant l'année précédente peuvent choisir soit le système de comptabilité fondé sur la facturation directe, soit celui fondé sur la compensation bilatérale. L'option choisie reste en vigueur pendant une année civile à partir du 1er janvier.

3. (Sans changement.)

4. Dans le cadre du système de facturation directe, les AV 5 servent de facture à régler directement. /.../ L'Administration débitrice doit effectuer le paiement dans le délai de six semaines prévu à l'article RE 5303.9. Elle peut refuser de vérifier et d'accepter tout AV 5 qui n'a pas été présenté par l'Administration créancière dans le délai de six mois qui s'écoule après la période à laquelle il se réfère. Toute différence dépassant 9.80 DTS qui pourrait être relevée par l'Administration débitrice est indiquée sur l'AV 5. Les relevés AV 3, AV 3bis et AV 4 sont joints à l'AV 5, qui est renvoyé à l'Administration créancière. La différence constatée sera incorporée dans le prochain compte AV 5 soumis à l'Administration débitrice ou devra faire l'objet d'une contestation. Si cela n'est pas fait, l'Administration ayant signalé la différence la considérera comme acceptée de plein droit et la fera apparaître en tant que telle dans son prochain compte AV 5, modifié en conséquence.

4bis. Dans le cadre du système de compensation bilatérale, les comptes généraux AV 11 sont établis mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, dès que les comptes AV 5 relatifs à la période considérée sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit. Le compte AV 11 est réglé dans le délai de six semaines prévu à l'article RE 5303.9.

5. Par dérogation à la règle prévue sous 4bis, l'établissement et l'envoi du compte général AV 11 peuvent intervenir, sans attendre /.../ une rectification éventuelle de l'AV 5, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte AV 11 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de deux mois après la réception du compte général.

6 et 7. (Sans changement.)

8. /.../ Si le solde d'un compte AV 5 ou AV 11 ne dépasse pas 163,35 DTS, celui-ci est reporté sur le compte AV 5 ou AV 11 suivant, lorsque les Administrations intéressées ne participent pas au décompte général. /.../

9. (Sans changement.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62 et proposition 25. RE 5205.1/Rev 2.

Article RE 5206

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, AV 3bis et AV 4, des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5206.2

Titre de l'article. Le modifier comme suit:

Transmission et acceptation des relevés de poids AV 3, C 12bis/AV 3bis et AV 4, des comptes particuliers AV 5 et des comptes généraux AV 11/CP 18

Paragrophes 1, 2, 4, 5, 8 et 9. Remplacer les mentions «AV 3bis» et «AV 11» par «C 12bis/AV 3bis» et «AV 11/CP 18», respectivement.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture des formules combinées C 12bis/AV 3bis et AV 11/CP 18.

Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4405.3, 25. RE 5001.2, 25. RE 5002.1, 25. RE 5003.1, 25. RE 5204.2, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5301.2.

Article RE 5208

Paiement des frais de transport aérien

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5208.1

Paragrophes 1 et 2. Les modifier comme suit:

1. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont payables à la compagnie aérienne qui en assure le transport pour une partie ou la totalité du parcours.

2. Par dérogation à cette règle, les frais de transport peuvent être payés à l'Administration du pays dont relève la compagnie aérienne qui a assuré le transport des dépêches-avion, sous réserve d'un accord entre la compagnie aérienne intéressée et l'Administration concernée.

2.2 (supprimé).

Motifs. – Conséquence des travaux menés par le Groupe de travail «Taux» du Comité de contact IATA/UPU dans la recherche, à la demande de l'IATA, d'une solution aux retards dans les règlements de comptes relatifs au transport aérien du courrier, préjudiciables aux compagnies aériennes.

Article RE 5208

Paielement des frais de transport aérien

ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI, 25. RE 5208.2/Rev 1
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ,
JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT,
LIBAN, MAROC, MAURITANIE, OMAN, QATAR,
SOMALIE, SOUDAN, SYRIENNE (RÉP. ARABE),
TUNISIE, YÉMEN

Paragrapes 2.1 et 4. Les modifier comme suit:

2.1 les frais de transport des dépêches-avion peuvent être payés directement à l'Administration du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les dépêches /.../ ont été remises à l'entreprise de transport aérien, sous réserve d'un accord entre /.../ l'Administration d'origine, l'Adminis-tration du pays dont relève le service aérien intéressé et la compagnie transportant les dépêches.

4. A moins que d'autres dispositions n'aient été prises, les frais de transport des dépêches-avion transbordées directement entre deux compagnies aériennes différentes sont réglés par l'Administration d'origine. Ce règlement a lieu directement avec le premier transporteur, qui est chargé de rémunérer chacun des transporteurs suivants.

4.1 et 4.2 (supprimés).

Motifs. –

1. Faciliter les opérations de comptabilité et de règlement aussi bien entre les Administrations qu'entre les transporteurs.
2. Limiter autant que possible les retards dans les opérations comptables.

Troisième partie

Dispositions concernant la poste aux lettres: Relations entre les Administrations postales

CONSEIL CONSULTATIF DES ÉTUDES POSTALES

25. RE 5210.91

Créer le nouveau chapitre 4bis suivant:

Chapitre 4bis
Liaisons télématiques

Article RE 5210bis

Généralités concernant les liaisons télématiques

1. Les Administrations postales sont tenues d'observer les normes agréées au niveau international pour assurer la compatibilité des systèmes.
2. Le Bureau international publie, tient à jour et actualise un Guide de conception des messages de l'UPU et un Manuel de l'utilisateur de l'UPU, à l'intention des Administrations postales.
3. Dans leurs échanges de données avec d'autres Administrations postales et des partenaires extérieurs, les Administrations postales utilisent des messages mis au point dans le cadre de l'UPU et publiés par le Bureau international dans le Guide de conception des messages de l'UPU. Les messages élaborés par d'autres organisations pourront également être utilisés, après avoir été approuvés par l'UPU et publiés dans le Guide de conception des messages.
4. Les Administrations postales sont tenues de se conformer aux spécifications opérationnelles et techniques décrites dans le Manuel de l'utilisateur de l'UPU, qui définit les procédures d'échanges de données.
5. Le Bureau international publie régulièrement une liste de documents et de guides traitant des liaisons télématiques et les met sur demande à la disposition des Administrations assurant des services télématiques.

Article RE 5210ter

Règles de paiement des liaisons télématiques

1. Les Administrations postales décident du mode de paiement des services de réseau en choisissant l'une des trois procédures décrites ci-après:
 - 1.1 l'Administration émettrice ne paie que pour les messages qu'elle envoie;
 - 1.2 l'Administration réceptrice paie pour les messages qu'elle reçoit;
 - 1.3 les Administrations émettrices et réceptrices s'accordent pour partager de façon égale le coût de transmission et de réception des messages.

2. Au cas où deux Administrations ne pourraient convenir d'un mode de paiement pour les services de réseau, c'est le mode décrit sous 1.1 qui s'applique automatiquement, à moins que ces deux Administrations puissent parvenir à un accord bilatéral concernant un tout autre mode de paiement.

Motifs. – Les services télématiques constituent des innovations au sein de la communauté postale. Vu l'évolution récente de ce domaine et afin d'assurer une approche uniforme, il est devenu nécessaire de définir des règles générales et des procédures que les Administrations doivent suivre lorsqu'elles établissent des liaisons télématiques.

Les articles ci-dessus suivent dans les grandes lignes les règles déjà posées pour le courrier électronique et déjà approuvées par le CCEP.

Le Manuel de l'utilisateur de l'UPU auquel il est fait référence dans cet article n'existe pas encore. Mais la nécessité d'un tel document est reconnue par tous. Il est essentiel, pour assurer un fonctionnement harmonieux des liaisons télématiques, que soient énoncées des règles opérationnelles et techniques dans un manuel de ce type, et ce dans les plus brefs délais.

Article RE 5301

Etablissement et liquidation des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5301.1/Rev 2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf pour le cas des comptes AV 5 et AV 11, qui sont établis selon l'article RE 5206, chaque Administration (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 5206.1/Rev 2.

Article RE 5301

Etablissement et liquidation des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5301.2

Paragraphe 2. Remplacer la mention «AV 11» par «AV 11/CP 18».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé une nouvelle texture de la formule combinée AV 11/CP 18.
Propositions corrélatives: 29. 0.1, 25. RE 4405.3, 25. RE 5205.2 et 25. RE 5206.2.

Article RE 5301

Etablissement et liquidation des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5301.3

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Dans le montant de chaque compte établi en DTS sur les formules C 15bis, C 20, C 20bis, C 21, C 21bis, C 23, C 24, C 31, AV 5 et AV 11, il est fait abandon des décimales dans le total ou le solde. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE sur les frais terminaux (voir Congrès – Doc 61).

Article RE 5303

Règles de paiement

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5303.1

Ajouter le nouveau paragraphe suivant:

3.3 Dans le cas de paiements provisoires au titre des frais terminaux dont l'échéance est le 31 juillet d'une année donnée, les procédures décrites sous les points 3.1 et 3.2 ci-dessus diffèrent. Ainsi, lorsqu'il s'agit de monnaies dont le cours par rapport au DTS est publié par le Fonds monétaire international, il est appliqué le cours en vigueur le 30 juin de cette année ou le jour ouvrable suivant si le 30 juin est un jour férié; dans le cas prévu sous 3.2, la conversion dans une monnaie intermédiaire s'effectue au dernier cours publié au mois de juin de cette année.

Motifs. – Conséquence de l'étude du Conseil exécutif sur les frais terminaux.
(Voir Congrès – Doc 61.)

Article RE 5401

Renseignements à fournir par les Administrations

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, SUÈDE

25. RE 5401.1

Paragraphe 1.4. Le modifier comme suit:

1.4 conformément à l'article 40 de la Convention:

- les objectifs en matière de qualité de service fixés pour la distribution dans leur pays des envois prioritaires, /.../ des envois par avion et /.../ des envois non prioritaires et de surface; /.../
- les heures limites d'acceptation du courrier international arrivant, assorties de l'indication de l'heure d'atterrissage des avions (le cas échéant);
- l'heure réelle d'arrivée au bureau d'échange d'arrivée;
- le niveau de service à fournir (par exemple distribution le lendemain dans la capitale ou le surlendemain dans le reste du pays);

Motifs. – L'objet de cette proposition est:

- d'encourager les Administrations à publier des normes de service de façon que les clients puissent en être informés;
- de permettre aux Administrations de prendre des décisions quant aux voies d'acheminement des dépêches en meilleure connaissance de cause.

Conséquence de la proposition 20. 40.2.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article RE 5406

Formules

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5406.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les textes, couleurs et dimensions des formules ainsi que d'autres caractéristiques telles que l'emplacement réservé pour l'inscription du code à barres doivent être ceux que prescrit le présent Règlement.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle la texture d'un certain nombre de formules a été adaptée pour l'inscription du code à barres. Les précisions concernant l'utilisation, dans les relations réciproques entre Administrations, de formules portant des codes à barres font l'objet d'un commentaire du Bureau international dans le Manuel de la Convention postale universelle. Ce même commentaire pourra être repris dans le Manuel des colis postaux.

Article RE 5407

Formules à l'usage du public

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5407.1

Le modifier comme suit:

1. En vue de l'application de l'article 5406.2, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules:

- C 1 (Etiquette de douane);
- C 2/CP 3 (Déclaration en douane);
- C 3/CP 4 (Bulletin d'affranchissement);
- C 5 (Avis de réception/de livraison);
- C 6 (Enveloppe de réexpédition);
- C 7 (Demande de retrait, de modification d'adresse, d'annulation ou de modification du montant du remboursement);
- C 8/C 9 (Réclamation concernant un envoi ordinaire, recommandé, etc.);
- /.../
- C 22 (Coupon-réponse international);
- /.../

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, ayant abouti à l'acceptation d'une nouvelle texture de la formule C 8/C 9, à la suppression de la formule C 25 et à l'introduction d'un nouvel intitulé de la formule C 5.
Propositions corrélatives: 20. 6.2, 29. 0.1, 25. RE 2102.1, 25. RE 3101.8, 25. RE 3102.2 et 25. RE 3802.2.

Article RE 5408

Correspondance courante entre Administrations

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5408.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle le CE a approuvé les propositions de supprimer les formules qui sont très peu utilisées, y compris la formule C 29. L'information pourrait tout aussi bien être communiquée par une lettre.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 5501

Exploitation du service EMS

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ,
JAMAHIRIYA LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN,
MAROC, MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE,
SOUDAN, SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

25. RE 5501.1

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. En vue de préserver le réseau EMS, et si les circonstances l'exigent, une Administration a la possibilité d'assurer le service EMS avec le concours de sociétés privées opérant dans un autre pays, sous réserve du respect de la législation interne de ce pays. L'accord conclu avec ces sociétés fixe alors toutes les conditions d'exécution du service en question.

Motifs. – Préciser de quelle manière le service sera confié aux sociétés privées.

Article RE 5501

Exploitation du service EMS

ÉGYPTE

25. RE 5501.2

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. En vue de préserver le réseau EMS, et si les circonstances l'exigent, une Administration a la possibilité d'assurer le service EMS avec le concours de sociétés privées opérant dans un autre pays, sous réserve du respect de la législation interne de ce pays. L'accord conclu avec ces sociétés fixe alors toutes les conditions d'exécution du service en question.

Motifs. – Préciser de quelle manière le service sera confié aux sociétés privées.

Article RE 5501

Exploitation du service EMS

BANGLADESH

25. RE 5501.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. En vue de préserver le réseau EMS, la conclusion d'accords concernant l'introduction du service EMS ne peut se faire qu'entre Administrations postales, et non entre une Administration postale, d'un côté, et, de l'autre, un coursier privé ou tout autre organisme opérant dans le pays de destination. Toutefois, les Administrations postales ont la faculté de conclure des accords avec des sociétés privées pour la réception ou la distribution des envois, dans le cadre de leur juridiction.

Motifs. – Les Administrations postales connaissent l'intégrité et les activités des coursiers privés opérant sur leur territoire; aussi sont-elles mieux placées pour contrôler, superviser et faire respecter l'exécution des accords conclus avec les coursiers privés et d'autres organismes.

Article RE 5801

Mise à exécution et durée du Règlement

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5801.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cette Convention, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 25. RE 5801.2), la présente proposition devient sans objet.

Article RE 5801

Mise à exécution et durée du Règlement

CONSEIL EXÉCUTIF

25. RE 5801.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cette Convention, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

CONVENTION, RÈGLEMENT, PROTOCOLE FINAL

Article 0

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

GRÈCE

27. RE 0.91

L'Administration postale de la Grèce se réserve le droit de considérer comme «courrier en nombre» la réception dans une même dépêche, ou dans un jour, lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 150 envois ou plus déposés par un même expéditeur ainsi que la réception, dans la période de deux semaines, de 1000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.

Motifs. – Les chiffres de 1500 et 5000 envois prévus à l'article RE 904.8 sont convenables pour les pays à fort trafic. Toutefois, pour la Grèce, pays à faible trafic, ces chiffres n'offrent pas une protection suffisante contre les abus.

Article RE IV

Envois admis à tort

BRÉSIL

27. RE 4.1

Le supprimer.

Motifs. – L'Administration postale du Brésil n'éprouve plus le besoin de faire cette réserve.

Article RE V

Saisie des envois

VIET NAM

27. RE 5.1

Paragraphe 2. Ajouter à son ordre: «Viet Nam».

Motifs. – En vertu de sa législation intérieure.

Article RE VII

Acheminement des dépêches-avion closes

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

27. RE 7.1

Paragraphe 1. Ajouter à son ordre: «Amérique (Etats-Unis)».

CONVENTION, FORMULES, PROPOSITION D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

29. 0.1

I. Rationalisation générale des formules de l'UPU

1. Par sa décision C 84, complétée par la décision C 83, le Congrès de Washington 1989 a confié au Conseil exécutif:

- 1° l'étude des propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1;
- 2° l'étude de la proposition 2564.2, résultant de la proposition 4907.1/Rev 1;
- 3° une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU, avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre;
 - leur simplification;
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette rationalisation, le Conseil exécutif de 1991 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Brésil, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Maroc, Suède (rapporteur), Tunisie, ainsi que la France et les Pays-Bas (observateurs, membres du CCEP, mais pas du CE) et l'UPAEP. Le Canada, le Japon et le Pakistan ont adhéré ultérieurement aux travaux du Groupe.

3. L'étude a été effectuée en deux phases, dont la première était de dresser une liste des principes généraux régissant l'élaboration des formules à l'usage de la poste et à l'usage de la clientèle et la deuxième de procéder à l'examen de chaque formule rédigée sur la base de ces mêmes principes. Les formules EMS et celles relatives aux Arrangements financiers ont été exclues du champ de l'étude.

4. Le Groupe a tenu sept réunions présidées par M. Kjell Jonsson, Manager, International Relations, Sweden Post International.

5. Dans la première phase de l'étude, le Conseil exécutif a approuvé la liste des normes ISO applicables aux nouvelles formules et les principes généraux régissant la contexture des nouvelles formules à l'usage de la poste recommandés par le Groupe comme base normative visant à servir de cadre pour la revision ultérieure de chaque formule de l'UPU.

6. Dans une deuxième étape, le GT a élaboré les modèles de formules à l'usage de la poste et ceux à l'usage de la clientèle d'après les principes généraux approuvés par le CE.

7. Au fur et à mesure, tous les nouveaux modèles de formules ont été soumis, par voie de questionnaires, aux Administrations, qui ont eu tout loisir de formuler des remarques et des suggestions en ce qui concerne la nouvelle contexture des formules. En outre, certains de ces nouveaux modèles de formules ont été également soumis pour avis aux différents Comités et GT du Conseil exécutif.

8. Les travaux de l'étude sur la refonte des Actes de l'UPU, la suppression et la fusion de certaines formules ayant rendu obsolète la numérotation actuelle des formules de l'UPU, le CE a adopté la proposition d'une nouvelle numérotation des formules (voir proposition 20. 0.13).

9. S'agissant des suggestions et remarques, elles ont fait l'objet d'un examen dans le cadre des travaux du Groupe de travail et certaines ont été retenues pour être incorporées dans le projet définitif des nouveaux modèles de formules de l'UPU.

10. Visant l'adaptation des formules aux nouvelles technologies, le CE a approuvé la texture des formules conçues pour l'inscription des codes à barres (formules C 4, C 28, C 28bis, VD 2, AV 8, AV 8bis, CP 2-C 2/CP 3, CP 7, CP 8, CP 23, CP 24 et CP 24bis). En l'absence de normes précisément définies sur l'emplacement et le type de code à barres à prévoir sur les formules, le Groupe a établi en son sein, par défaut, certaines directives prescrivant l'endroit, la disposition et les dimensions des cases ou champs à réserver sur la formule pour l'inscription du code à barres. Ces données seront incorporées dans le Manuel de la Convention, dont l'établissement est prévu à partir de 1995 et qui fera l'objet de mises à jour ultérieures.

11. La nouvelle présentation des formules ainsi que les modifications y relatives et les propositions de fusion ou de suppression des formules ont été adoptées par les Commissions 4 et 7 et entérinées par le CE 1994 pour être soumises à l'approbation du Congrès de Séoul.

II. Convention – Nouveaux modèles de formules

12. Les nouveaux modèles de formules de l'UPU concernant la Convention et son Règlement d'exécution font l'objet de la présente proposition d'ordre général 29. 0.1.

13. Les travaux du Congrès pouvant aboutir à de nombreuses nouvelles modifications des formules, à leur suppression ou à la création de nouvelles formules, le CE a proposé de poursuivre les travaux sur la rationalisation des formules afin de les adapter aux décisions finales du Congrès (voir proposition 20. 0.12).

Motifs. – Résultats de l'étude du Conseil exécutif sur la rationalisation des formules de l'UPU. Voir Congrès – Doc 59.

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des nouveaux modèles de formules approuvés par le CE (29. 0.1 pour la Convention et son Règlement d'exécution; 39. 0.1 pour l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution). En outre, une référence à l'objet de la modification est donnée dans le tableau récapitulatif joint, qui comporte à la suite les formules modifiées.

Projets des formules de l'UPU remaniées (Convention et son Règlement d'exécution)

Description des modifications

1. Nouvelle présentation des formules

Les travaux du Conseil exécutif 1990–1994 dans le cadre de l'étude sur la «Rationalisation des formules de l'UPU» ont abouti à la présentation d'un ensemble de formules de l'UPU révisées ainsi qu'aux modifications à apporter dans les dispositions pertinentes des Actes et aux propositions à soumettre au Congrès.

La nouvelle présentation des formules reflète en général:

- une réduction du nombre des formules actuelles (la majorité des formules a été remaniée entièrement ou en partie, certaines d'entre elles ont été fusionnées et d'autres supprimées, vu leur utilisation réduite);
- une clarification et une simplification de la texture des formules rendant leur utilisation plus aisée, une adaptation de la texture des formules aux exigences des normes ISO;
- la révision des formules, eu égard aux incidences de l'étude «Structure des Actes» et aux autres observations faites par les différents Groupes et Comités du CE et du CCEP et par les Pays-membres de l'Union;
- l'adaptation des formules aux nouvelles techniques, vu leur production à l'aide du programme informatique «FormsDesigner», ce qui donne la possibilité (avec l'équipement adéquat) de les remplir à l'ordinateur;
- l'adaptation de la texture de certaines formules pour l'inscription du code à barres, conforme aux recommandations CCEP 1/1988/Rev 1990 et CCEP 2/1992.

2. Modifications générales

En fonction de l'application des principes généraux (entérinés par le CE 1992) régissant la texture graphique des nouvelles formules de l'UPU, certaines modifications d'ordre général¹ sont apportées aux formules, notamment:

- augmentation du corps des caractères;
- suppression de l'encadrement des données de référence et des signatures;
- modification des dispositions d'emplacement de la signature sur les formules où celle-ci est exigée;
- suppression de la mention d'emplacement pour les empreintes de timbre à date (une place pour effectuer au besoin le timbrage a toutefois été maintenue);
- suppression de l'indication de l'heure dans les formules où cette mention figure;
- remplacement des mentions «N° courant» par «N° d'ordre» et «Numéro de la dépêche» par «Dépêche n°» dans les formules où ces mentions figurent;
- introduction de l'abréviation «kg» en caractères bas de casse et de l'abréviation «g» à gauche des cases appropriées sur les formules concernées.

¹ Les caractéristiques techniques telles que taille, corps, police de caractères, formats, espace interlinéaire, dimensions des marges et autres données de typographie, composition, grammage de papier, etc., sont disponibles, sur demande, au Bureau international.

3. Tableau récapitulatif (modifications particulières)

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes ¹
Nature des modifications			
C 1	Etiquette «Douane»	art. RE 3201.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Modification de fond: adjonction au recto de l'engagement de l'expéditeur «que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale» et de la mention «Signature». Les rubriques «Poids net» et «Valeur totale» ont été déplacées. Un filet vertical au milieu a été ajouté pour séparer l'indication «Valeur» dans la rubrique «Désignation détaillée du contenu». Les mots «en douane» ont été rajoutés en regard de la mention «Valeur», les cases et les textes appropriés encadrés. Les mentions «Cadeau» et «Marchandise» figurent en regard des cases à cocher respectives. Au paragraphe 2 du verso, le membre de phrase «même s'il s'agit d'un cadeau ou d'un échantillon» a été mis en caractères gras. 		–
C 2/CP 3	Déclaration en douane	art. RE 3201.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Une nouvelle formule combinée CP 2-C 2/CP 3 (formule-liasse) ayant été conçue exclusivement pour les colis postaux (voir proposition 39. 0.1), il est devenu évident que l'ancienne version de la formule C 2/CP 3 continuera de servir principalement pour les services de la poste aux lettres. La texture de la version actuelle de la déclaration en douane a été modifiée afin d'être utilisée exclusivement dans les services de la poste aux lettres. Certaines rubriques, cases et données ont été regroupées et déplacées. Les indications «kg» et «g» dans le champ «Poids net» ont été supprimées et la mention «kg» a été maintenue dans la rubrique «Poids brut total». Les rubriques «Lieu et date» et «Signature» ont été amalgamées dans un seul champ. Adjonctions: d'une nouvelle colonne «Pays d'origine des marchandises» dans le champ «Désignation du contenu...»; des termes «(si connu)» après «N° tarifaire» et du qualificatif «(en douane)» après «Valeur». Remplacement des intitulés des cases «d'échantillons de marchandises sans valeur commerciale» et «de documents sans valeur commerciale» par «d'un échantillon commercial» et «de documents». Modification des noms et de la numérotation des rubriques de la formule. Instructions au verso adaptées aux changements. 		–
C 3/CP 4	Bulletin d'affranchissement	art. RE 2301.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle présentation de la formule actuelle. Le format et les principales rubriques ont été maintenus afin de ne pas en perturber le traitement dans les services financiers postaux. Adjonction d'un bandeau avec l'intitulé de la formule et son numéro. Suppression d'un champ «Signature de l'agent qui a converti le montant». Création des zones permettant de renseigner l'agent sur les parties à remplir à chaque étape. Remplacement de la mention «Coupon» par «Récépissé». Remplacement des mentions «Administration» par «pays» dans les rubriques donnant des instructions concernant le remplissage des parties de la formule. 		–
C 4	Etiquette «R», combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi	art. RE 1702.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Deux dimensions proposées: 37 x 13 mm (actuelle); 74 x 37 mm (pour les étiquettes portant le code à barres). En cas d'utilisation des étiquettes portant le code à barres, le numéro de série comprend 13 caractères (p. ex. «RR 06 361 076 8SE»). Champ blanc pour le nom du bureau de dépôt et le code à barres. Le cadre autour de l'étiquette a été supprimé. 		–

¹ Faisant suite aux modifications de la texture des formules, certains changements des textes des articles correspondants de la Convention et de son Règlement d'exécution font l'objet de propositions au Congrès.

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 4bis	Livraison attestée	art. RE 1802.1	–
<ul style="list-style-type: none">Nouveau format proposé: 52 x 26 mm ou 74 x 26 mm. Le cadre autour de l'étiquette a été supprimé.			
C 5	Avis de réception/de livraison	art. RE 2101.2	25. RE 5407.1
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. Intitulé modifié. Toutes les informations figurent sur une seule face – recto. Une zone prévue en bas à gauche est réservée à un éventuel postmarquage au guichet. Le verso de la formule ne comporte aucune zone à remplir et la mention «AR» en rouge figurera sur toute la hauteur du verso.La formule est conçue pour être utilisable aussi comme avis de paiement pour les mandats de poste.Les mentions «Bureau de dépôt» et «Date» ont été placées en haut à gauche au-dessous de l'intitulé de la formule. Dans la rubrique «Nature de l'envoi» ont été ajoutées les cases «Livraison attestée» et l'abréviation du chèque postal «CCP».La mention «Par avion/Prioritaire» a été ajoutée au-dessus de «Renvoyer à». Un champ «Destinataire de l'envoi» est placé en haut à gauche au-dessus de «Nature de l'envoi».Les indications concernant la distribution de l'envoi ont été transférées dans l'angle inférieur gauche, sous le champ «Nature de l'envoi».Le format de la formule a été changé (dimensions 210 x 105 mm) pour correspondre au format des enveloppes les plus couramment utilisées dans les correspondances commerciales (220 x 110 mm) et pour pouvoir être à la fois postmarquée sur des imprimantes de guichet et remplie par des moyens informatiques par les expéditeurs.			
C 6	Enveloppe collectrice pour la réexpédition d'envois de la poste aux lettres	art. RE 2802.1	–
<ul style="list-style-type: none">Le texte «A présenter ouverte au bureau de poste réexpéditeur» est ajouté sur la patte de fermeture de cette enveloppe. Encadrement de la rubrique «Adresse complète du destinataire» supprimé. Format de l'enveloppe 250 x 176 mm (dimensions maximales: longueur, largeur et épaisseur additionnées 900 mm; la plus grande dimension ne peut dépasser 600 mm).			
C 7	Demande <ul style="list-style-type: none">– de retrait,– de modification d'adresse,– d'annulation ou de modification du montant du remboursement	art. RE 3001.1.1	25. RE 3001.2
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule, simplifiée et adaptée aux besoins des demandes par voie de poste et de téléfax. Toutes les indications figurent au recto. Le corps de la formule a été entièrement remanié.Les différentes sections de la formule actuelle ont été groupées dans un seul tableau, les données sont rassemblées. La contexture du nouveau modèle de formule a été conçue pour éliminer toute inscription multiple de la même information figurant dans la formule actuelle.Simplification de la contexture de la section «Réponse du bureau de destination» et suppression des champs «I. Demande de retrait», «II. Demande de modification ou de correction d'adresse» et «III. Demande d'annulation ou de modification du montant du remboursement» qui figurent dans la formule actuelle.Changements des noms de certaines rubriques.			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 8/C 9	Réclamation concernant un envoi ordinaire, un envoi recommandé, une lettre avec valeur déclarée ou un colis postal	art. RE 3101.1.1 art. RE 3101.1.2	
<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle formule fusionnée C 8/C 9. Modification de l'intitulé. La nouvelle présentation en est simple pour une utilisation aisée. La formule fusionnée combine les renseignements anciennement contenus sur les formules C 8 et C 9: les renseignements relatifs à l'acheminement, à compléter uniquement pour les envois recommandés et en valeur déclarée, figurent sur la nouvelle formule C 8/C 9; un texte explicatif en italique précise que les rubriques ne doivent pas être remplies pour les envois ordinaires. Toutes les autres rubriques, de même que la présentation générale des informations sur la formule, sont identiques à celles des deux formules antérieures. L'en-tête a été modifié. Pas d'encadrement des rubriques «Date de la réclamation» et «Date du duplicata». Les cases à cocher sont déplacées. Adjonctions: après «Bureau d'origine» de l'indication «(où la formule est renvoyée)»; des cases à cocher en haut avec une case «Livraison attestée». Dans le champ «Dépôt», seules trois rubriques ont été maintenues. Dans le champ «Contenu (description exacte)», la case à cocher «Copie de la facture annexée» a été supprimée. Ont été ajoutés: un bandeau avec intitulé et numéro de la formule et d'autres avec noms des différentes parties de la formule. Le corps de la formule, le texte informatif et les noms des rubriques ont été légèrement modifiés et déplacés. 			25. RE 2102.1 25. RE 3101.8 25. RE 3102.2 25. RE 3802.2 25. RE 5407.1 35. RE 2101.1 35. RE 2802.1
C 9	Réclamation concernant un envoi recommandé, une lettre avec valeur déclarée ou un colis postal	art. RE 3101.1.2	
<ul style="list-style-type: none"> Fusionnée avec C 8 (cf. la nature des modifications relatives à la C 8/C 9). 			(cf. C 8/C 9)
C 9bis	Avis de réexpédition d'une formule C 9	art. RE 3101.3.6	
<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle présentation de la formule. Les rubriques «Bureau ou service expéditeur de l'avis» et «Administration d'origine de la réclamation» ont été regroupées et déplacées au-dessous des données de référence. Dans le champ «Nature de l'envoi», deux cases à cocher sans texte ont été ajoutées. Le texte informatif «Indications» figurant sur la formule actuelle au bas de page au-dessus de la «Signature» a été reporté en haut de la partie «Renseignements sur le réacheminement de l'envoi concerné». 			—
C 10	Avis concernant l'emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement	art. RE 1403.1.1	
<ul style="list-style-type: none"> Supprimée (décision du CE 1993). 			25. RE 1403.1
C 11	Procès-verbal concernant l'emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement	art. RE 1403.1.2	
<ul style="list-style-type: none"> Supprimée (décision du CE 1993). 			25. RE 1403.1

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 12	Feuille d'avis pour l'échange des dépêches	art. RE 4106.1	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. L'en-tête a été modifié. Le corps de la formule a été entièrement remanié. Les divers champs sont individualisés. Les chiffres romains ont été remplacés par des chiffres arabes. La formule comporte des rubriques latérales – les données se rapportant aux rubriques respectives étant rassemblées. Les noms des rubriques ont été légèrement modifiés. La mention «Train n°» a été ajoutée à la rubrique «Nom du paquebot...».Une rubrique dans le champ «Renseignements sur les sacs» a été complétée par le texte «Prioritaire/Non prioritaire».Dans le champ «Sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux», il a été introduit une rubrique «Poids». Une ligne supplémentaire a été ajoutée dans la section «Dépêches closes insérées dans la dépêche». Des renvois ont été ajoutés aux sections 3 et 6.L'espace pour l'inscription individuelle a été déplacé au verso de la formule et le nombre de lignes au verso a été réduit à 60. L'emplacement pour le numéro de l'envoi a été élargi.Cette formule doit être adaptée pour tenir compte des choix faits en matière de frais terminaux.			25. RE 4106.2 25. RE 4107.1 25. RE 4111.1 25. RE 4117.3 25. RE 4127.5 25. RE 5202.1
C 12bis/ AV 3bis	Relevé mensuel de poids des dépêches (frais terminaux)	art. RE 5001.1 art. RE 5002.1	
<ul style="list-style-type: none">Les formules C 12bis et AV 3bis ont été fusionnées (cf. résultats de l'étude 751 du CCEP).La dénomination de la C 12bis a été retenue pour la formule fusionnée. Les données de l'en-tête ont changé de place. Adjonction d'une case à cocher «Par avion» dans l'en-tête et suppression du champ «Dépêches acheminées» (AV 3bis). La récapitulation des feuilles d'avis C 12 qui suit les données de l'en-tête est reprise de la formule AV 3bis. Les colonnes 1 et 2 ont été élargies aux dépens de la colonne 7. Indication de la date également dans l'en-tête.			25. RE 5001.2 25. RE 5002.1 25. RE 5003.1 25. RE 5204.2 25. RE 5205.2 25. RE 5206.2
C 12ter/ AV 5bis	Relevé trimestriel de poids des dépêches	art. RE 5001.2 art. RE 5002.2	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle formule fusionnée regroupant le contenu des formules actuelles C 12ter et AV 5bis (cf. résultats de l'étude 751 du CCEP).La dénomination de la C 12ter a été retenue pour la formule fusionnée. Les données de l'en-tête ont changé de place. Adjonction d'une case à cocher «Par avion».Remplacement du champ «Administration de destination des dépêches-avion» (AV 5bis) par «Administration qui établit la formule». Suppression d'une rubrique «Administration d'origine des dépêches-avion».Un emplacement pour la date d'établissement du relevé a été ajouté. L'ordre des cases à cocher a été changé, ainsi que la place pour l'inscription du trimestre et de l'année.L'indication au-dessus du champ d'inscription «Récapitulation des relevés C 12bis» a été remplacée par «Récapitulation des relevés C 12bis/AV 3bis».			25. RE 4701.1 25. RE 5001.2 25. RE 5002.1 25. RE 5003.1 25. RE 5006.2 25. RE 5008.1 25. RE 5205.2
C 13	Liste spéciale, envois recommandés	art. RE 4107.1	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. L'en-tête a été modifié. Des cases à cocher ont été ajoutées pour les données «Prioritaire», «Non prioritaire», «Par avion», «Par S.A.L.» et «Par voie de surface».L'espace prévu pour les rubriques «Bureau d'échange de destination», «Nom du paquebot» et «N° de la ligne aérienne» a été diminué. Les rubriques «Nom du paquebot» et «N° de la ligne aérienne» ont été groupées dans un seul champ. La mention «Train n°» a été ajoutée. L'indication de l'heure de départ a été supprimée, de même que la mention «Via». L'inscription globale se fait sur toute la largeur de la formule et précède les inscriptions individuelles. L'inscription individuelle se fait sur deux colonnes comportant le même nombre de lignes. La place pour l'inscription du numéro de l'envoi a été élargie.			–

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 14	Bulletin de vérification concernant l'échange des dépêches	art. RE 4122.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle présentation de la formule. L'en-tête a été modifié. Les données sous l'intitulé ont changé de place. Les rubriques «Nom du paquebot», «Train n°, vol n°, etc.» ont été groupées dans un seul champ. L'indication de l'heure d'expédition a été supprimée. L'indication «A transmettre sous recommandation» a été déplacée du bas de la formule au-dessus de la section 1 «Irrégularités concernant des sacs ou des plis». Certaines rubriques et des cases à cocher ont été regroupées et déplacées. Des renvois ont été ajoutés aux colonnes «LC» et «AO». Introduction dans le champ «Les sacs et plis décrits ci-dessus» d'une case sans définition. Dans la section 2, les mentions «Feuille d'avis» et «Liste spéciale» ont été complétées par «C 12» et «C 13», respectivement. 		–
C 15	Bordereau statistique de poids des LC et des AO	art. RE 4702.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Adjonction des cases à cocher «Prioritaire», «Non prioritaire» et «Par S.A.L.». Le champ «Période de statistique» a été remanié. Pas de modification de fond. La place de la date, non encadrée, a été ajoutée à l'en-tête. Les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» ont été ajoutées dans l'intitulé des colonnes «Sacs LC» et «Sacs AO», respectivement. 		–
C 15bis	Relevé statistique des dépêches reçues	art. RE 4705.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Adjonction des cases à cocher «Prioritaire», «Non prioritaire» et «Par S.A.L.». Le champ «Période de statistique» a été remanié. Pas de modification de fond. Les mentions «des dépêches» ont été supprimées des noms des rubriques situées dans l'en-tête. La place de la date, non encadrée, se trouve dans l'en-tête. Les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» ont été ajoutées dans l'intitulé des colonnes «Sacs LC» et «Sacs AO», respectivement. La colonne 1 a été élargie. 		–
C 15ter	Relevé statistique récapitulatif des dépêches reçues	art. RE 4705.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Des cases à cocher ont été ajoutées pour les indications «Prioritaire» et «Non prioritaire». L'indication d'une case à cocher «par voie de surface (y compris S.A.L.)» a été remplacée par «Par voie de surface/S.A.L.». Le champ des références a été complété par l'indication de la date d'établissement du relevé. Le champ «Période de statistique» a été remanié. Les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» ont été ajoutées dans l'intitulé des colonnes «Sacs LC» et «Sacs AO», respectivement. Des renvois ont été ajoutés dans les champs «Poids LC» et «Poids AO» et dans le champ prévu pour le calcul dans les rubriques «LC» et «AO». Les colonnes 1, 2 et 7 sont élargies. Les champs pour l'addition des poids ont été remaniés. Le poids total est indiqué dans un champ distinct. Le mot «Observations» a été ajouté dans l'espace vide après le calcul du pourcentage. 		–
C 16	Bulletin de vérification concernant les données statistiques	art. RE 4704.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Le champ des références a été complété par l'indication de la date d'établissement du bulletin. Les champs de l'en-tête et des rubriques respectives ont été regroupés et déplacés. Les mentions «Prioritaire» et «Non prioritaire» ont été ajoutées dans l'intitulé des colonnes «Sacs LC» et «Sacs AO», respectivement. L'indication «A transmettre sous recommandation» a été rajoutée au-dessus de la section «Constatations et différences». 		–

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 17	Bordereau des envois (statistique spéciale)	art. RE 4708.3	
<ul style="list-style-type: none">Adjonction des cases à cocher «Prioritaire» et «Non prioritaire» dans l'en-tête. Une case à cocher distincte a été ajoutée pour les envois S.A.L. Le texte des indications particulières a été transféré dans l'en-tête. Le champ «Période de statistique» a été remanié. La date d'établissement de la formule a été ajoutée dans le champ des références.Les textes «Nombre d'envois» et «Poids total» ont été réduits à «Nombre» et «Poids» (colonnes 3, 4, 5 et 6).			–
C 17bis	Relevé des envois (statistique spéciale)	art. RE 4708.4	
<ul style="list-style-type: none">Adjonction des cases à cocher «Prioritaire» et «Non prioritaire» dans l'en-tête. Une case à cocher distincte a été ajoutée pour les envois S.A.L. La mention «Mois» a été ajoutée dans le champ «Période de statistique». Les rubriques des colonnes 1 et 2 ont été interverties. Indication de la date également dans l'en-tête.			–
C 17ter	Relevé récapitulatif des envois (statistique spéciale)	art. RE 4708.4	
<ul style="list-style-type: none">L'intitulé a été modifié. Adjonction des cases à cocher «Prioritaire», «Non prioritaire», «Par avion» et «Par voie de surface/S.A.L.» dans l'en-tête. La mention «Mois» a été ajoutée dans le champ «Période de statistique».Le texte «Nombre d'envois et poids» au-dessus des colonnes 3, 4, 5 et 6 a été supprimé.Indication de la date également dans l'en-tête. L'ordre des données au verso a été remanié. Les données concernant les LC – Prioritaire et les AO – Non prioritaire sont à inscrire dans des sections distinctes. Colonnes 1, 2 et 7 élargies; 3 et 5 rétrécies.			–
C 18	Bordereau de livraison. Dépêches-surface	art. RE 4118.1	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. L'indication de la date a été transférée au champ des références. La mention «N° de série» a été ajoutée dans l'en-tête (référence en cas d'utilisation d'ordinateur). Trois cases à cocher «Par le train», «Par bateau» et sans définition ont été ajoutées dans l'en-tête.Les champs et les rubriques concernant la voie d'acheminement ont été regroupés et déplacés. Introduction des cases à cocher «Prioritaire» et «Non prioritaire» et d'une rubrique «En cas d'utilisation de conteneur» (déplacé de la colonne «Observations») avec élargissement de l'espace disponible.Les indications «A remplir si le chargement est remis à un bureau ou à un train», «A remplir si le chargement est remis à un service maritime» et la mention «Le soussigné reconnaît avoir reçu en bon état les dépêches mentionnées ci-dessus» ont été supprimées. Un renvoi concernant les colis «A utiliser en cas de nécessité» a été supprimé. Mentions «g» des colonnes 7, 8 et 9 supprimées. Les colonnes 4, 5 et 6 sont élargies.Un espace pour la signature de l'agent du transporteur a été introduit en bas dans le champ des signatures. Les renvois ont été reportés dans la marge à gauche de la formule.			25. RE 4119.3
C 18bis	Bordereau de livraison des dépêches-surface transportées par voie aérienne	art. RE 4118.2.1.2	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. L'indication de la date a été transférée au champ des références. La mention «N° de série» a été ajoutée (référence en cas d'utilisation d'ordinateur). Une rubrique distincte à remplir en cas d'utilisation de conteneur (déplacé de la colonne «Observations») a été ajoutée dans la section des données d'acheminement. Les champs «Aéroport de transbordement direct» et «Aéroport de déchargement» sont supprimés.L'indication «Inscription» a été introduite au-dessus des tableaux respectifs. La mention «Non prioritaire» a été rajoutée dans l'intitulé des colonnes 4 et 7. Mentions «g» des colonnes 7, 8 et 9 supprimées. Colonnes 4, 5 et 6 élargies. Les renvois ont été reportés dans la marge à gauche de la formule.			25. RE 4119.3

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 18 S/ AV 7 S	Bordereau de livraison. Dépêches de sacs vides	art. RE 4127.2 art. RE 4127.3	25. RE 4127.5 35. RE 3118.2
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle formule fusionnée C 18 S/AV 7 S (deux formules antérieures se rapportant au transport de sacs vides). L'en-tête a été modifié. L'indication de la date a été transférée au champ des références. La mention «N° de série» a été ajoutée (référence en cas d'utilisation d'ordinateur). Des cases à cocher «Par avion», «Par S.A.L.» et «Par voie de surface» ont été ajoutées dans l'en-tête.Les données de la section concernant le mode de transport et l'acheminement ont été regroupées et déplacées. Les indications «A remplir si le chargement est remis à un bureau ou à un train» et «A remplir si le chargement est remis à un service maritime» ont été supprimées. Les cases à cocher concernant le mode d'acheminement «Par avion», «Par le train», «Par bateau» et sans indication ont été ajoutées dans les champs respectifs. Les cases à cocher «Avion/Prioritaire», «Surface/Non prioritaire» et «EMS» ont été également rajoutées. Une rubrique distincte «En cas d'utilisation de conteneur» (déplacé de la colonne «Observations») a été introduite dans la section des données d'acheminement.L'indication «Inscription» a été introduite au-dessus du tableau respectif. Les renvois ont été reportés dans la marge à gauche de la formule.			
C 19	Bulletin de transit concernant la statistique des dépêches	art. RE 4602.1	25. RE 4602.1 25. RE 5008.1
<ul style="list-style-type: none">Supprimée (décision du CE 1993).			
C 20	Compte particulier des frais de transit	art. RE 5006.2.1	—
<ul style="list-style-type: none">Les indications concernant l'Administration créancière, la date et l'année d'établissement du compte ont été groupées dans l'en-tête, sans encadrement. L'indication de l'Administration débitrice se trouve dans le champ de l'adresse.L'intitulé «Récapitulation des relevés C 12ter» a été remplacé par «Récapitulation des relevés C 12ter/AV 5bis».Les colonnes 4 et 5 ont été élargies aux dépens de la colonne 3. La mention «kg» dans la colonne «Parcours de l'acheminement» a été supprimée. Dans le champ «Montant total à recevoir», le texte «Frais de transit» a été supprimé, l'intitulé de la formule étant suffisamment explicite.			
C 20bis	Compte particulier des frais terminaux	art. RE 5006.2.2	—
<ul style="list-style-type: none">Les indications concernant l'Administration créancière, la date et l'année d'établissement du compte se trouvent dans l'en-tête, sans encadrement. L'indication de l'Administration débitrice se trouve dans le champ de l'adresse.Afin de faciliter la distinction des différents champs (courrier reçu, courrier expédié, etc.), les premiers mots de chaque rubrique sont en lettres majuscules. Les mentions «C 12ter» et «AV 5bis» dans l'intitulé des deux premières sections de la formule ont été remplacées par «C 12ter/AV 5bis». Au bas du verso, un champ «Observations» a été ajouté.			
C 21	Relevé des frais de transit	art. RE 5009.1	—
<ul style="list-style-type: none">La formule a été remaniée. Les indications ont été reportées dans l'en-tête, à gauche, sans encadrement. Les rubriques ont été déplacées et l'intitulé des champs figure dans la partie gauche.L'intitulé de la rubrique «Observations éventuelles» a été remplacé par «Informations supplémentaires».			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 21bis	Relevé des frais terminaux	art. RE 5009.1	—
<ul style="list-style-type: none">La formule a été remaniée. La composition de cette formule ressemble à la contexture de la formule C 21. Les formules C 21 et C 21bis sont de couleurs différentes. Les rubriques ont été déplacées et l'intitulé des champs figure dans la partie gauche.L'intitulé de la rubrique «Observations éventuelles» a été remplacé par «Informations supplémentaires».			
C 22	Coupon-réponse international	art. RE 1601.1	—
<ul style="list-style-type: none">Aucune modification de fond n'est proposée.			
C 23	Relevé particulier des coupons-réponse échangés	art. RE 1601.4	—
<ul style="list-style-type: none">L'adresse de l'UPU a été indiquée dans le champ de l'adresse. Les indications ont été déplacées. Les chiffres dans le texte «Coupons-réponse à 0,74 DTS échangés contre des timbres-poste et transmis au Bureau international» ont été omis.			
C 24	Relevé particulier des coupons-réponse délivrés	art. RE 1601.1	—
<ul style="list-style-type: none">Le nom de l'Administration qui a reçu les coupons-réponse se trouve dans le champ de l'adresse. Les indications ont été déplacées. Les chiffres dans le texte «Coupons-réponse à 0,74 DTS délivrés par le Bureau international» ont été omis.			
C 25	Carte d'identité postale	art. RE 601.2	20. 6.2 25. RE 5407.1
<ul style="list-style-type: none">Supprimée (décision du CE 1994).			
C 26/CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art. RE 2303.1	25. RE 2303.1
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules C 26 et CP 19.Regroupement des données de l'en-tête.La colonne 2 a été élargie aux dépens de la colonne 3.Dans la colonne 5, le texte «En monnaie nationale» a été rajouté.			
C 27	Bulletin d'essai pour déterminer le parcours le plus favorable d'une dépêche de lettres ou de colis ou pour déterminer le parcours le plus favorable des envois transmis à découvert	art. RE 4117.1	—
<ul style="list-style-type: none">Les cases à cocher dans l'intitulé ont été déplacées vers la gauche. L'indication «A renvoyer à» a été transférée dans le champ de l'adresse. La largeur des rubriques latérales a été réduite.Deux cases à cocher ont été ajoutées pour les dépêches S.A.L. (dans le champ «Dépêche»). Les noms des rubriques en regard des cases à cocher ont été modifiés.Deux cases à cocher ont été ajoutées avec l'indication «Par le train» en ce qui concerne les «Mode d'acheminement» et «Mode d'arrivée».			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 28	Etiquette de dépêche	art. RE 4113.1.1	—
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour les étiquettes portant le code à barres).Les différentes données (date, numéro, poids) ont changé de place.La mention «Prioritaire/Non prioritaire» figurant anciennement dans la case «LC/AO» a été reportée dans l'en-tête du champ de l'adresse (étiquettes de couleur rouge vermillon et blanche). La définition des étiquettes d'après la couleur n'a pas été changée.			
C 28bis	Etiquette statistique	art. RE 4703.1	—
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 105 x 74 mm (série A); 105 x 90 mm (pour les étiquettes portant le code à barres).Les différentes données (date, numéro, poids) ont changé de place (cf. les autres étiquettes de sacs). Les mentions «Poids» ont été supprimées des cases appropriées.			
C 29	Correspondance courante	art. RE 5408.1	25. RE 5408.1
<ul style="list-style-type: none">Supprimée (décision du CE 1993).			
C 30	Etiquettes de liasses	art. RE 4105.1.2.2	—
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 105 x 74 mm (minimales); 148 x 105 mm (maximales).La définition des étiquettes de liasses d'après la couleur n'a pas été changée.			
C 31/CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité (envois de la poste aux lettres et colis postaux)	art. RE 4405.1	25. RE 4405.3
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules C 31 et CP 22. Changement de l'intitulé et de l'en-tête.Deux cases à cocher sous l'intitulé ont été ajoutées pour indiquer si le relevé concerne des envois de la poste aux lettres ou des colis.Une place pour l'indication du bureau d'échange a été aménagée dans l'en-tête.Le texte informatif (Indications) figurant sur la formule actuelle en bas de page, presque comme un renvoi, a été déplacé au-dessous de l'en-tête. Ce texte a été adapté à la fusion des deux formules. La mention «DTS» a été reportée dans l'intitulé de la colonne 5.Le texte «Colis postaux» dans la colonne 2 (CP 22) a été supprimé.			
C 32	Déclaration concernant la non-réception (ou la réception) d'un envoi postal	art. RE 3101.1.6	—
<ul style="list-style-type: none">Sous la rubrique «Mentions spéciales», la place pour l'indication du montant du remboursement a été changée.Sous «Dépôt», le texte entre parenthèses après le mot «Poids» a été supprimé et la mention «(colis)» a été ajoutée. L'espace pour la «Déclaration» a été isolé du reste du corps de la formule et remanié et le texte «Dans mes relations avec...» ainsi que deux cases à cocher «l'expéditeur» et «le destinataire» ont été supprimés.			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
C 33/CP 10	Etiquette indiquant la cause de la non-remise	art. RE 2903.2	
<ul style="list-style-type: none">Dimensions proposées: 52 x 52 mm. Suppression de l'instruction «Cocher la mention utile». Le regroupement des données conduit à éliminer des cases qui n'étaient que rarement utilisées ou qui semblaient ne plus se justifier dans la logique actuelle du traitement des envois. Une seule case à cocher sans mention respective a été maintenue.			—
C 33/CP 10bis	Information en cas de saisie d'un envoi postal	art. RE 2701.5	
<ul style="list-style-type: none">Texte «A l'Administration d» déplacé dans le champ de l'adresse. La formule comporte des rubriques latérales – les données se rapportant aux rubriques respectives étant rassemblées. La colonne «Observations» (champ «Description de l'envoi saisi») a été omise.La mention «N°» au-dessous de la case à cocher «Colis» est reportée sur la ligne se trouvant au-dessous des cases à cocher. Dans le cadre expliquant les raisons de la saisie, le texte «Autres» de l'une des cases à cocher a été supprimé (case sans définition). Le texte indiquant «En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal...» a été placé à gauche, comme rubrique latérale.			—
VD 1	Tableau VD 1	art. RE 5401.4	
<ul style="list-style-type: none">Les indications ont été transférées à gauche. Colonnes 2 réduite, 3 et 5 élargies.			—
VD 2	Etiquette «V» combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi	art. RE 1903.1	
<ul style="list-style-type: none">Deux dimensions proposées: 37 x 13 mm (actuelles) et 74 x 37 mm (pour les étiquettes portant le code à barres). En cas d'utilisation des étiquettes portant le code à barres, le numéro de série comprend 13 caractères (p. ex. «VV 04 261 848 8SE»). Champ blanc pour le nom du bureau de dépôt et le code à barres. Cadre autour de l'étiquette supprimé.			—
VD 3	Feuille d'envoi des lettres avec valeur déclarée	art. RE 4109.1	
<ul style="list-style-type: none">L'en-tête a été modifié. Des cases à cocher ont été ajoutées pour les données «Prioritaire», «Non prioritaire», «Par avion», «Par S.A.L.» et «Par voie de surface». L'indication de l'heure a été supprimée. Le mot «Inscription» a été ajouté en tant que rubrique. Une plus grande place est disponible pour inscrire le numéro de l'envoi.			25. RE 4109.2
VD 4/CP 14	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou des irrégularités (lettre avec valeur déclarée ou colis)	art. RE 4121.8	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle formule fusionnée VD 4/CP 14. Nouvel intitulé. L'ensemble du texte a été adapté pour convenir tant aux lettres qu'aux colis. Adjonctions/modifications: de deux cases à cocher sous l'intitulé pour indiquer si le procès-verbal concerne une lettre ou un colis avec valeur déclarée; d'une case à cocher sans texte dans le champ «Motif du procès-verbal»; de la rubrique «Poids» dans le champ «Mentions spéciales»; du mode de réception (à découvert ou en sac) dans le champ «Mode d'acheminement».Le champ «Contenu» a été placé au recto. Dans le champ «Emballage», le texte des deux formules actuelles a été amalgamé. Le champ «Avarie/Spoliation» remplace les champs «Cause» et «Description détaillée des faits» (CP 14). Le champ «Estimation du dommage» a été placé après «Avarie/Spoliation». Dans les champs «Dépêche de transmission de l'envoi», «Mode d'acheminement» et «Traitement ultérieur de l'envoi», les cases à cocher ont été déplacées. L'attestation est isolée du reste du texte.			25. RE 3601.2 25. RE 4121.1

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
AV 1	Liste générale des services aéropostaux, Liste AV 1	art. RE 5402.2.11	
	<ul style="list-style-type: none"> Aucune modification n'est proposée. 		–
AV 2	Bordereau des poids des correspondances-avion à découvert	art. RE 5202.2.2	
	<ul style="list-style-type: none"> L'en-tête a été remanié. La date est indiquée avec les autres données de référence. Une case à cocher «Statistique» a été introduite. Le champ «Dépêche» et les cases à cocher «Surface» et «Avion» ont été supprimés. La dernière phrase des «Indications», «Pendant la période de statistique, porter en tête de cette formule...» a été supprimée. L'indication de l'heure a été supprimée. La mention «ou prioritaires» a été ajoutée dans l'intitulé de la colonne 2. 		–
AV 3	Relevé de poids des dépêches-avion	art. RE 5204.1	
	<ul style="list-style-type: none"> L'intitulé a été modifié (adjonction du texte «et S.A.L.»). Des cases à cocher ont été ajoutées pour les données «Prioritaires-avion» et «S.A.L.». L'indication de la date, du mois et du trimestre figure dans l'en-tête. Les colonnes 1 et 2 ont été élargies. La colonne «Observations» a été supprimée au recto (voir «Indications»). 		–
AV 3bis	Relevé de poids (frais terminaux): dépêches-avion	art. RE 5002.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Fusionnée avec C 12bis (cf. la nature des modifications relatives à la C 12bis/AV 3bis). 		(cf. C 12bis/AV 3bis)
AV 4	Relevé de poids des correspondances-avion à découvert	art. RE 5204.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Le texte informatif (Indications) a changé de place. L'en-tête de la formule a été modifié. Les données relatives à la statistique ont été transférées dans l'en-tête. Les cases à cocher «Dépêches-surface» et «Dépêches-avion» ont été supprimées. 		–
AV 5	Compte particulier concernant le courrier-avion	art. RE 5205.1	
	<ul style="list-style-type: none"> L'en-tête a été modifié. Une place pour la date d'établissement a été aménagée dans le champ des références. Les mentions relatives à la période concernée ont été placées dans l'en-tête. Une ligne supplémentaire a été ajoutée pour chaque groupe (pour l'indication S.A.L., etc.). Les colonnes 7 et 8 ont été élargies. Un renvoi concernant les rubriques «LC/AO» a été ajouté. 		–
AV 5bis	Etat des poids des dépêches-avion reçues: frais terminaux du courrier-avion	art. RE 5002.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Fusionnée avec C 12ter (cf. la nature des modifications relatives à la C 12ter/AV 5bis). 		(cf. C 12ter/AV 5bis)
AV 6	Enveloppe de transmission des bordereaux AV 7 et C 18 S/AV 7 S	art. RE 4118.2.2.3	
	<ul style="list-style-type: none"> Aucune modification de l'enveloppe actuelle n'est proposée. En outre, il est proposé d'utiliser pour cette enveloppe une pochette en plastique. 		–

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
AV 7	Bordereau de livraison des dépêches-avion	art. RE 4118.2.1.1	25. RE 4119.3
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule. L'indication de la date a été transférée au champ des références. La mention «N° de série» a été ajoutée dans l'en-tête (référence en cas d'utilisation d'ordinateur).Les champs et les rubriques pour le remplissage des données concernant la voie d'acheminement ont été regroupés et déplacés. Les cases à cocher «Prioritaire», «EMS» et sans définition ont été ajoutées dans cette section. Une rubrique distincte à remplir en cas d'utilisation de conteneur (déplacé de la colonne «Observations») a été ajoutée dans la section des données d'acheminement avec élargissement de l'espace disponible.Des renvois ont été placés comme rubriques latérales et ont été reportés dans la marge à gauche de la formule. Le renvoi concernant «La présence des plis LC/AO doit être signalée dans la colonne «Observations» a été supprimé. Mentions «g» des colonnes 7, 8 et 9 supprimées. Colonnes 4, 5 et 6 élargies. La mention «Prioritaire» a été ajoutée dans le texte des colonnes 4 et 7. La mention «Inscription» a été ajoutée au-dessus de la section appropriée.			
AV 7/C 18bis	Bordereau de livraison de substitution	art. RE 4120.1	—
<ul style="list-style-type: none">Aucune modification de fond n'a été faite. L'en-tête a été modifié, les données regroupées et déplacées. Les données concernant les dépêches trouvées et le nom de l'Administration d'origine des dépêches ont été séparées de la rubrique prévue pour la description des dépêches. Mention «g» dans la colonne «Poids brut» supprimée (cf. renvoi dans la marge). Les «Principes directeurs» figurent au verso sans modification.			
AV 7 S	Bordereau de livraison des dépêches-avion de sacs vides	art. RE 4127.3	(cf. C 18 S/AV 7 S)
<ul style="list-style-type: none">Fusionnée avec C 18 S (cf. la nature des modifications relatives à la C 18 S/AV 7 S).			
AV 8	Étiquettes de sacs-avion	art. RE 4113.1.2	—
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour les étiquettes portant le code à barres).Les différentes données (date, numéro, poids) ont changé de place.La définition des étiquettes d'après la couleur n'a pas été changée.Suppression de l'encadrement de la mention «Par avion».			
AV 8bis	Étiquettes de dépêches-surface transportées par voie aérienne	art. RE 4113.1.3	—
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour les étiquettes portant le code à barres).Les différentes données (date, numéro, poids) ont changé de place.La couleur des étiquettes n'a pas été changée.Suppression de l'encadrement de la mention «S.A.L. surface par avion».			
AV 8ter	Étiquette d'identification	art. RE 4115.4	—
<ul style="list-style-type: none">Format changé en 148 x 90 mm.			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
AV 9	Enveloppe pour la confection de dépêches-avion	art. RE 4105.3.4	
<ul style="list-style-type: none">La case à cocher intitulée «Sans feuille» a été supprimée. Suppression de l'encadrement des données. Mention «Prioritaire» et mot «gramme» ajoutés dans le champ «Poids LC/AO». Les champs «Aéroport de transbordement» et «Ligne n°» ont été inversés.			
AV 10	Etiquettes de liasses	art. RE 4105.1.2.1	–
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 105 x 74 mm (minimales); 148 x 105 mm (maximales).La définition des étiquettes de liasses d'après la couleur n'a pas été changée.			
AV 11/CP 18	Compte général (courrier-avion; colis)	art. RE 5202.5	
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules AV 11 et CP 18.Regroupement des données de l'en-tête.Dans les colonnes 3 et 4, la mention «AV 5» a été remplacée par «AV 5/CP 16».Dans le champ des signatures, la mention «AV 11» a été remplacée par «AV 11/CP 18».			
			25. RE 4405.3 25. RE 5205.2 25. RE 5206.2 25. RE 5301.2

Rappel. – Les formules ci-après ont été supprimées:

- C 10 Avis concernant l'emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement;
- C 11 Procès-verbal concernant l'emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement;
- C 19 Bulletin de transit concernant la statistique des dépêches;
- C 25 Carte d'identité postale;
- C 29 Correspondance courante.

DOUANE

Peut être ouvert d'office

Partie à détacher si l'envoi est accompagné d'une déclaration en douane. Sinon, à remplir.

Voir instructions au verso

Désignation détaillée du contenu

Valeur en douane
(préciser la monnaie)

Poids net

Valeur totale

☐ Cadeau

☐ Marchandise

Je certifie que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. Signature

Instructions

Quand la valeur du contenu excède 300 DTS ou l'équivalent en monnaie du pays expéditeur, coller sur l'envoi la partie supérieure de cette étiquette seulement et remplir la déclaration en douane C 2/CP 3.

Le contenu de votre envoi, **même s'il s'agit d'un cadeau ou d'un échantillon**, doit être décrit d'une manière exacte et complète. L'inobservation de cette condition pourrait occasionner un retard de l'envoi et des inconvénients au destinataire, ou même entraîner la saisie de l'envoi par les autorités douanières à l'étranger.

Votre envoi ne doit contenir aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale.

Dimensions: 52 x 74 mm, couleur verte

(1) Nom et adresse de l'expéditeur	(2) Référence de l'expéditeur (éventuellement)			
(3) Nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination	(4) Faire une croix s'il s'agit <input type="checkbox"/> d'un cadeau <input type="checkbox"/> d'un échantillon commercial <input type="checkbox"/> de documents			
	(5) Le soussigné certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale			
(6) Observations	Lieu et date. Signature			
	(7) Pays de destination		(8) Poids brut total, kg	
(9) Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois) (10) Pays d'origine des marchandises (11) N° tarifaire (si connu) (12) Poids net (13) Valeur (en douane)				

Instructions

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fausse, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquérir des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, factures, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration

- Case (4) L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination:
- par «échantillon commercial», on entend les articles considérés par la douane comme étant de valeur négligeable et qui ne sont utilisés que pour rechercher des commandes de marchandises du genre de celles qu'ils représentent
 - par «documents», on entend tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données qui, de par leur qualité ou leur nature, sont considérées par la douane comme étant de valeur négligeable
- Case (6) Donner ici, le cas échéant, toute autre indication utile («marchandise en retour», «admission temporaire», par exemple)
- Case (9) Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.
- Case (11) Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination
- Case (12) Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise
- Case (13) Indiquer la valeur de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée

C 3/CP 4		
Coupon à remettre à l'expéditeur		
Partie A <i>A remplir par le pays de destination</i>		
DÉTAIL DES FRAIS DUS (en monnaie du pays de destination de l'envoi)		TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS
Taxe pour franchise à la livraison ¹		Montant (en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi)
Droits de douane		
Taxe de présentation à la douane		
Autres frais		Bureau qui a fait l'avance
Total		N° du registre Date Signature
Total (après conversion)		<i>A remplir par le pays d'origine (au retour)</i>
Timbre du bureau qui a recouvré les frais		Montant (en chiffres après la conversion)
		Registre d'arrivée n°
		Timbre du bureau qui a recouvré les frais
¹ Appelée aussi «Taxe de commission»		
BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT C 3/CP 4		
Partie B <i>A remplir par le pays d'expédition</i>		
Nature de l'envoi		Poids
N°		Valeur déclarée
Bureau de dépôt		
Expéditeur (nom et adresse complète)		
Destinataire (nom et adresse complète)		
L'envoi doit être remis franc de taxes et de droits que je m'engage à payer		Timbre du bureau d'origine
Signature de l'expéditeur		

			Partie B <i>A remplir par le pays de destination</i>		
DÉTAIL DES FRAIS DUS (en monnaie du pays de destination de l'envoi)			TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS		
Taxe pour franchise à la livraison ¹			Montant (en chiffres et monnaie du pays de destination de l'envoi) <div></div> <div></div>	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais	
Droits de douane					
Taxe de présentation à la douane					
Autres frais					
Total			Bureau qui a fait l'avance		
			N° du registre	Date	Signature

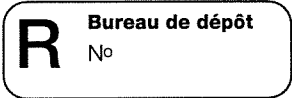
¹ Appelée aussi «Taxe de commission»

Pays d'origine		BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT		C 3/CP 4	
Récépissé		Partie A <i>A remplir par le pays d'expédition</i>			
Nature de l'envoi	Poids	Nature de l'envoi		Poids	
N°	Valeur déclarée	N°		Valeur déclarée	
Bureau de dépôt		Bureau de dépôt			
Destinataire (nom et adresse complète)		Expéditeur (nom et adresse complète)			
L'expéditeur a payé les taxes et droits indiqués au verso		Destinataire (nom et adresse complète)			
Timbre du bureau d'origine		L'envoi doit être remis franc de taxes et de droits que je m'engage à payer		Timbre du bureau d'origine	
		Signature de l'expéditeur			
		A renvoyer au bureau d			



C 4
Dimensions: 74 x 37 mm
Lettre majuscule R et trait sous le numéro de
dépôt en couleur rouge

Champ blanc pour indication du bureau de dépôt
et du code à barres



C 4
Dimensions: 37 x 13 mm
Lettre majuscule R en couleur rouge

Livraison attestée

A 123456

C 4bis

Dimensions: 52 x 26 mm

Livraison attestée

A 123456

C 4bis

Dimensions: 74 x 26 mm couleur jaune

Pays d'origine		AVIS DE RÉCEPTION/de livraison		C 5
Bureau de dépôt	Date	<div style="text-align: right;">Service des postes</div> <div style="text-align: right;">Timbre du bureau renvoyant l'avis</div>		
Destinataire de l'envoi		<div style="margin-bottom: 10px;">Par avion/ Prioritaire</div> <div style="display: flex;"> <div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-weight: bold; margin-right: 5px;">A remplir par l'expéditeur</div> <div> <div style="margin-bottom: 5px;">Renvoyer à</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin-bottom: 2px;">Nom ou raison sociale</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin-bottom: 2px;">Rue et n°</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; margin-bottom: 2px;">Localité et pays</div> <div style="border: 1px solid black; height: 30px; margin-top: 2px;"></div> </div> </div>		
Nature de l'envoi				
<input type="checkbox"/> Lettre/Imprimé <input type="checkbox"/> Colis <input type="checkbox"/> Recommandé <input type="checkbox"/> Livraison attestée <input type="checkbox"/> Valeur déclarée <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> Numéro de l'envoi Montant </div>				
<input type="checkbox"/> Mandat de poste <input type="checkbox"/> CCP <div style="text-align: right; font-size: small;">Montant</div>				
A compléter à destination L'envoi mentionné ci-dessus a été dûment <input type="checkbox"/> remis <input type="checkbox"/> payé <input type="checkbox"/> inscrit en CCP Date et signature (du destinataire ou de l'agent)				

Dimensions: 210 x 105 mm, couleur rouge clair

Administration des postes d'origine

C 6

Service des postes

Timbre à date

ENVELOPPE COLLECTRICE
Réexpédition d'envois de la poste aux lettres

Indications

Cette enveloppe peut être ouverte par le bureau distributeur.

Il ne peut y être inséré aucun envoi à soumettre au contrôle douanier ou de nature à occasionner des déchirures.

S'il y a des taxes à percevoir, appliquer le timbre T au milieu de la partie supérieure de l'enveloppe collectrice.

Si les envois sont destinés aux marins ou passagers embarqués sur un même navire, ou à des personnes prenant part en commun à un voyage, l'enveloppe collectrice est munie de l'adresse du navire ou de l'agence à qui les envois doivent être remis.

Adresse complète du destinataire

Nom du destinataire
Aux bons soins de (éventuellement)
Rue et n°
Localité ou bureau de destination
Pays de destination

Date

	<input type="checkbox"/> de retrait	<input type="checkbox"/> de modification d'adresse	<input type="checkbox"/> d'annulation ou de modification du montant du remboursement
Bureau d'origine	Bureau de destination		
Notre n° de télécopie	Télécopie n°		

Désignation de l'envoi	Nature de l'envoi	N° de l'envoi	Date d'expédition
	Bureau d'origine	<input type="checkbox"/> Télécopie annexée	
	Description (format, couleur de l'envoi, etc.)		
	Expéditeur (nom et adresse complète)		
	Destinataire (nom et adresse complète)		
Montant du remboursement initial en chiffres (le cas échéant)			
Retrait	Prière de renvoyer l'envoi		
	<input type="checkbox"/> Par voie de surface	<input type="checkbox"/> Par voie aérienne	
Modification d'adresse	Prière de réexpédier l'envoi		
	<input type="checkbox"/> Par voie de surface	<input type="checkbox"/> Par voie aérienne	
Modification/annulation du montant du remboursement	Nouvelle adresse		
Signature	<input type="checkbox"/> Prière d'annuler le remboursement		
	<input type="checkbox"/> Prière de modifier le montant du remboursement		
Nouveau montant du remboursement (en lettres et en chiffres)			

Réponse du bureau de destination

<input type="checkbox"/> L'envoi en question a déjà été remis au destinataire	<input type="checkbox"/> La demande n'étant pas assez explicite, prière de communiquer des détails complémentaires
<input type="checkbox"/> L'envoi en question a été saisi en vertu de la législation interne du pays	<input type="checkbox"/> La recherche a été infructueuse
Informations supplémentaires	

Lieu, date et signature

A fournir uniquement pour les colis et les envois recommandés et avec valeur déclarée

Pays d'origine		RÉCLAMATION		C 8/C 9	
Bureau d'origine (où la formule est renvoyée)		<input type="checkbox"/> Ordinaire <input type="checkbox"/> Recommandé		<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	<input type="checkbox"/> Livraison attestée
		Date de la réclamation		Timbre du bureau d'origine	
		<input type="checkbox"/> Date du duplicata			
		<input type="checkbox"/> Références			
Renseignements à fournir par le service d'origine					
Motif de la réclamation	<input type="checkbox"/> Envoi non parvenu	<input type="checkbox"/> Contenu manquant	<input type="checkbox"/> Avarie	<input type="checkbox"/> Retard	<input type="checkbox"/> Jour d'arrivée
Envoi réclamé	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Avis de réception non complétée
	<input type="checkbox"/> Colis		Poids		N° de l'envoi
	Valeur déclarée		Poids	Montant	N° de l'envoi
	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Colis			
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/> Express	<input type="checkbox"/> Avis de réception	
	<input type="checkbox"/> Remboursement		Montant et monnaie		
Dépôt	Date		Bureau		
<input type="checkbox"/> Vu récépissé, signature					
Expéditeur	Nom et adresse complète				
Destinataire	Nom et adresse complète				
Contenu (description exacte)					
Description extérieure					Télécopie de l'envoi
					<input type="checkbox"/> Annexé <input type="checkbox"/> Non annexé
Envoi retrouvé	A remettre <input type="checkbox"/> A l'expéditeur <input type="checkbox"/> Au destinataire				
Renseignements à fournir par le bureau d'origine et le bureau d'échange					
Dépêche de transmission dans le service intérieur du pays	<input type="checkbox"/> Avion/Prioritaire	<input type="checkbox"/> Surface/Non prioritaire		De	
	Date			Pour	
Dépêche de transmission pour l'étranger (à remplir par le bureau d'échange)	<input type="checkbox"/> Avion/Prioritaire	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/> Surface/Non prioritaire	Bureau d'échange expéditeur	
	N°	Date		Bureau d'échange de destination	
Timbre du bureau	N° de la feuille		<input type="checkbox"/> Tableau 6 et verso de la feuille d'avis (C 12)		<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)
	N° d'ordre		<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)		<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)
			Signature		
	<input type="checkbox"/> Inscription globale				

Renseignements à fournir uniquement pour tous les colis et pour les envois recommandés et avec valeur déclarée

Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination

Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Avion/ Prioritaire N°	<input type="checkbox"/> S.A.L. Date	<input type="checkbox"/> Surface/ Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Bureau d'échange expéditeur
				<input type="checkbox"/> Bureau d'échange de destination
	N° de la feuille	<input type="checkbox"/> Tableau 6 et verso de la feuille d'avis (C 12)		<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)
	N° d'ordre	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)		<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)
	<input type="checkbox"/> Signature			
<input type="checkbox"/> Inscription globale				
Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Avion/ Prioritaire N°	<input type="checkbox"/> S.A.L. Date	<input type="checkbox"/> Surface/ Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Bureau d'échange expéditeur
				<input type="checkbox"/> Bureau d'échange de destination
	N° de la feuille	<input type="checkbox"/> Tableau 6 et verso de la feuille d'avis (C 12)		<input type="checkbox"/> Liste spéciale (C 13)
	N° d'ordre	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (VD 3)		<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 11 ou CP 20)
	<input type="checkbox"/> Signature			
<input type="checkbox"/> Inscription globale				

Renseignements à fournir par le service de destination

En cas de distribution (En cas d'avarie ou de retard, indiquer le motif dans la rubrique «Réponse définitive» sous «autres communications éventuelles»)	<input type="checkbox"/> L'envoi a été dûment livré à l'ayant droit	<input type="checkbox"/> Date de livraison	
	Transmission du montant du remboursement	<input type="checkbox"/> Date	<input type="checkbox"/> N° du mandat
	Le montant a été transmis		
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur de l'envoi au bureau de chèques postaux	<input type="checkbox"/> Nom du bureau de chèques postaux	
	<input type="checkbox"/> Le montant a été inscrit au compte courant postal	<input type="checkbox"/> N°	
En cas de non-distribution	L'envoi	<input type="checkbox"/> Nom du bureau	<input type="checkbox"/> Motif
	<input type="checkbox"/> est en instance	<input type="checkbox"/> Date	<input type="checkbox"/> Motif
	<input type="checkbox"/> a été renvoyé au bureau d'origine	<input type="checkbox"/> Nouvelle adresse complète	
Timbre du bureau distributeur	<input type="checkbox"/> a été réexpédié	<input type="checkbox"/> Date	
	<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas parvenu à destination. La déclaration du destinataire est ci-jointe (C 32)		
	<input type="checkbox"/> Signature		

Réponse définitive

Réponse	Nos recherches sont demeurées infructueuses. Si l'envoi n'est par parvenu en retour à l'expéditeur, nous vous autorisons à dédommager le réclamant dans les limites réglementaires et à nous débiter dans un compte récapitulatif CP 16 ou C 31, selon le cas.		
	<input type="checkbox"/> Références		
	<input type="checkbox"/> Le montant entier payé		
	<input type="checkbox"/> La moitié du montant payé (inscription globale)		
	<input type="checkbox"/> Conformément à l'accord entre nos deux pays, il vous incombe de dédommager le réclamant		
Timbre du bureau	Autres communications éventuelles		
	<input type="checkbox"/> Signature		

A donner par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Administration suivante

Votre date

Votre référence

Bureau ou service expéditeur de l'avis	Administration d'origine de la réclamation
--	--

Envoi concerné

Nature de l'envoi	<input type="checkbox"/> Envoi recommandé			<input type="checkbox"/> Lettre avec valeur déclarée		<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/> Colis ordinaire			<input type="checkbox"/> Colis avec valeur déclarée		<input type="checkbox"/>
Dépôt	Date	Bureau				Nº
Mentions spéciales	Valeur déclarée					
	Montant du remboursement					
Expéditeur						
Destinataire						
Réexpédition de la formule C 9 ce jour à	Nom du bureau					

Renseignements sur le réacheminement de l'envoi concerné

Indications	Le bureau d'échange destinataire a reçu l'envoi sans faire d'observations.				
	Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service auquel nous avons réexpédié la réclamation, en y indiquant les renseignements ci-dessous. L'affaire peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre service.				
Dépêche	De		Pour		
	Nº de la dépêche		Date		
Inscription	<input type="checkbox"/> Inscription globale	Nº	Nº d'inscription		
	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis	Nº	Nº d'inscription		
	<input type="checkbox"/> Liste spéciale	Nº	Nº d'inscription		
	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi	Nº	Nº d'inscription		
	<input type="checkbox"/> Feuille de route	Nº	Nº d'inscription		
Autres renseignements					

Signature

☐ Prioritaire
☐ Non prioritaire

☐ Par avion
☐ Par S.A.L.
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange de destination	Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne/Train n°
	Administration(s) de transit

1 Renseignements sur les sacs	Nombre et poids des sacs soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux						Sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux		
	LC/AO/Prioritaire/Non prioritaire						Sacs M		
	Nombre	Poids kg	lg	Nombre	Poids kg	lg	Nombre	Poids kg	lg
	Sacs de l'Administration expéditrice						Nombre		
	Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination						Nombre		

2 Nombre de sacs	Etiquettes rouges	Etiquettes blanches et bleues	Pochées de sacs vides (SV)	Total
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre

3 Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche	Nombre de sacs contenant des envois	Nombre de paquets contenant des envois	Nombre de	Nombre total des envois compris dans la dépêche
	Recommandés 1	Recommandés 1	C 13 1	Recommandés 1
	Avec valeur déclarée 1	Avec valeur déclarée 1	VD 3 1	Avec valeur déclarée 1

4 Indications de service	Présence d'envois ordinaires		Présence d'envois recommandés	
	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion
	<input type="checkbox"/> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche		Nombre de bordereaux AV 2	
	Autres indications (p.ex. nombre d'envois CCRI)			

5 Dépêches closes insérées dans la dépêche	Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre de sacs ou paquets

6 Envois recommandés 1	Inscription globale	
	En lettres	En chiffres
	Inscription individuelle	
Inscrire les envois recommandés au verso de la formule		

1 Apporter la mention «Néant» en cas d'absence d'envois recommandés ou avec valeur déclarée

Numéro				Numéro			
d'ordre	de l'envoi	Bureau d'origine	Observations	d'ordre	de l'envoi	Bureau d'origine	Observations
1				31			
2				32			
3				33			
4				34			
5				35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

Dépêches

Date _____

<input type="checkbox"/>	Prioritaire
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire

<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

Administration expéditrice	Mois	Année
Bureau d'échange expéditeur	Administration de destination	
Administration(s) de transit	Bureau d'échange de destination	

Récapitulation des feuilles d'avis C 12

Date d'expédition	Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Poids des LC/AO- Prioritaire/ Non prioritaire		Poids des sacs M		Observations
1	2	3	4	5		6		7
				kg	g	kg	g	
Totaux								

Le bureau de destination
Lieu, date et signature

Date _____

<input type="checkbox"/>	Prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
		<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

Administration expéditrice	Administration(s) de transit
Administration de destination	Année <input type="checkbox"/> Premier trimestre <input type="checkbox"/> Troisième trimestre <input type="checkbox"/> Deuxième trimestre <input type="checkbox"/> Quatrième trimestre

Bureau d'origine	Bureau de destination	Poids des sacs LC/AO-Prioritaire/ Non prioritaire		Poids des sacs M		Observations
1	2	3		4		5
		kg	g	kg	g	
Total des poids, à porter au compte particulier C 20bis et, le cas échéant, au compte particulier C 20						

Vu et accepté par l'Administration d'origine
Lieu, date et signature

☐ Prioritaire
☐ Non prioritaire

☐ Par avion
☐ Par S.A.L.
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange de destination

Nom du paquebot/ N° de la ligne aérienne/Train n°

Inscription globale

Nombre (en lettres)

Nombre (en chiffres)

Inscription individuelle

Numéro				Numéro			
d'ordre	de l'envoi	Bureau d'origine	Observations	d'ordre	de l'envoi	Bureau d'origine	Observations
1				21			
2				22			
3				23			
4				24			
5				25			
6				26			
7				27			
8				28			
9				29			
10				30			
11				31			
12				32			
13				33			
14				34			
15				35			
16				36			
17				37			
18				38			
19				39			
20				40			

Bureau d'échange expéditeur
Signature

Bureau d'échange de destination
Signature

Bureau de destination du bulletin	Date d'expédition	N°
	Nom du paquebot/Train n°, vol n°, etc.	
Bureau d'échange de destination	Bureau d'échange expéditeur	

Indications
A transmettre sous recommandation

1. Irrégularités concernant des sacs ou des plis

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des récipients litigieux							
			sacs				pis			
			rouges	blancs	bleus	LC 1	AO 2	CP		

Les sacs et plis décrits ci-dessus

☐ ne sont pas parvenus ici

☐ sont parvenus en mauvais état

☐ sont mal dirigés

☐ ont été réparés ici

☐ sont parvenus en excédent

☐ sont-ils parvenus à votre bureau?

☐ sont parvenus sans étiquette

☐

2. Irrégularités concernant des documents

Documents manquants (prière d'accepter la formule de substitution ci-jointe)				Nombre des envois recommandés reçus	
<input type="checkbox"/> Bordereau de livraison	<input type="checkbox"/> C 18	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis C 12	N°		
	<input type="checkbox"/> C 18bis	<input type="checkbox"/> Liste spéciale C 13			
<input type="checkbox"/> Bordereau AV 2	<input type="checkbox"/> AV 7				
<input type="checkbox"/> Le bordereau de livraison a été corrigé ainsi d'après les indications de poids de l'étiquette (éventuellement corrigées)	LC/AO - Prioritaire/ Non prioritaire	Sacs M	CP	Le poids total a été contrôlé ici	
<input type="checkbox"/> En raison d'une erreur de calcul, les totaux du bordereau de livraison ont été corrigés ainsi	Inscrit	Reçu	Observations		
Irrégularités concernant la feuille d'avis sous les tableaux	<input type="checkbox"/> Nombre de sacs				
	<input type="checkbox"/> Poids des sacs (voir la partie 3 au verso)				
	<input type="checkbox"/> (3) Total des envois recommandés				
	<input type="checkbox"/> Listes spéciales				
	<input type="checkbox"/> Feuilles d'envois				
	<input type="checkbox"/> Total des envois avec valeur déclarée				
<input type="checkbox"/> (1) Sacs en retour, etc. (nombre)					

1 Le cas échéant, Prioritaire (LC)
2 Le cas échéant, Non prioritaire (AO)

4. Autres irrégularités

Bureau qui établit le bulletin
Signature

Vu et accepté

Vu et noté

☐ Copie(s) ci-jointe(s)

Bureau de destination du bulletin

Lieu, date et signature du chef

☐ Prioritaire
☐ Non prioritaire

☐ Par avion
☐ Par S.A.L.
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur	Période de statistique Mois Année
Bureau d'échange de destination	<input type="checkbox"/> Première dépêche <input type="checkbox"/> Dernière dépêche

Indication du poids des sacs LC et des sacs AO soumis aux frais terminaux (à porter au relevé C 15bis)

Date	N° de la dé- pêche	Sacs LC/Prioritaire			Sacs AO/Non prioritaire			Observations
		Nombre	Poids		Nombre	Poids		
1	2	3	4		5	6		7
			kg	g		kg	g	

Bureau d'échange expéditeur

Date _____

<input type="checkbox"/>	Prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
		<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur	Période de statistique Mois Année
Bureau d'échange de destination	Administration expéditrice

Dépêche n°	Sacs LC/Prioritaire		Sacs AO/Non prioritaire		Observations
	Nombre	Poids	Nombre	Poids	
1	2	3	4	5	6
		kg g		kg g	
Totaux à porter au relevé C 15ter		kg g		kg g	

Le bureau d'échange de destination
Lieu, date et signature

Date _____

<input type="checkbox"/>	Prioritaire
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire

☐ Par avion
☐ Par voie de surface/S.A.L.

Administration expéditrice	Période de statistique	
	Mois	Année
Administration de destination		

Bureau expéditeur	Bureau de destination	Nombre et poids des sacs pendant la période de statistique						Observations
		Sacs LC/Prioritaire		Sacs AO/Non prioritaire				
		Nombre	Poids	Nombre	Poids			
1	2	3	4		5	6		7
			kg	g		kg	g	
		Poids LC 1	a		Poids AO 1	b		
			kg					kg
Poids total				c				kg
Proportion des LC 1 et des AO 1 à porter au C 20bis (LC = $\frac{a \times 100}{c}$) et (AO = $\frac{b \times 100}{c}$)			LC 1	AO 1		Observations		
			%	%				

Vu et accepté par l'Administration d'origine
Lieu, date et signature

Bureau de destination du bulletin	Date d'expédition	N°
Bureau d'échange de destination	Bureau d'échange expéditeur	

Indication
A transmettre sous recommandation

Constatations et différences	Sacs LC - Prioritaire		Sacs AO - Non prioritaire	
	Nombre	Poids	Nombre	Poids
D'après la déclaration du bureau expéditeur		kg		kg
D'après les constatations du bureau de destination				
Différence				

Observations

La présente formule doit être renvoyée sous recommandation à

Bureau qui établit le bulletin
Signature

Vu et accepté
Bureau de destination du bulletin
Lieu, date et signature du chef

Date _____

Indications

Si le bureau d'échange de destination constate des différences du poids et/ou du nombre d'envois, il envoie, par avion, une copie corrigée du présent bordereau au bureau d'échange expéditeur

<input type="checkbox"/>	Prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
		<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

Bureau d'échange expéditeur	Période de statistique	
	Mois	Année
Bureau d'échange de destination		
	<input type="checkbox"/> Première dépêche	<input type="checkbox"/> Dernière dépêche

Indication du nombre et du poids des envois soumis aux frais terminaux

Date	N° de la dépêche	Envois LC - Prioritaire		Envois AO - Non prioritaire		Observations	
		Nombre	Poids	Nombre	Poids		
1	2	3	4	5	6	7	
			kg	g		kg	g

Bureau d'échange expéditeur

Le bureau qui a constaté les différences
Signature de l'agent

Bureau d'échange expéditeur des dépêches	Période de statistique	
	Mois	Année
Bureau d'échange de destination des dépêches	Administration d'origine des dépêches	
	Administration de destination des dépêches	

[illegible]

Le bureau d'échange
Lieu, date et signature

☐ Par avion

☐ Par voie de surface/S.A.L.

Administration expéditrice des dépêches	Période de statistique Mois Année
Administration de destination des dépêches	

Bureau expéditeur	Bureau de destination	Envois LC - Prioritaire			Envois AO - Non prioritaire			Observations
		Nombre	Poids		Nombre	Poids		
1	2	3	4		5	6		7
			kg	g		kg	g	
Nombre et poids total des envois par catégorie		a	b kg		c	d kg		
Nombre d'envois par kg à porter au verso (LC = $\frac{a}{b}$) et (AO = $\frac{c}{d}$)		LC			AO			

Vu et accepté par l'Administration correspondante
Lieu, date et signature

Calcul des taux

LC - Prioritaire			Nombre d'envois par kg
x frais par envoi	Frais unitaires par kg	+ frais fixes par kg	Frais totaux par kg
DTS	DTS	DTS	DTS

AO - Non prioritaire			Nombre d'envois par kg
x frais par envoi	Frais unitaires par kg	+ frais fixes par kg	Frais totaux par kg
DTS	DTS	DTS	DTS

Bureau de destination

Date _____

No de série

C 18

<input type="checkbox"/>	Par le train
<input type="checkbox"/>	Par bateau
<input type="checkbox"/>	

<input type="checkbox"/> Prioritaire <input type="checkbox"/> Non prioritaire		Date du départ	Heure
Train n°	Voie d'acheminement		
Nom du paquebot	Port de débarquement	Compagnie	
En cas d'utilisation de conteneur	N° du conteneur	N° du scellé	

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs LC/AO – Prioritaire/ Non prioritaire	sacs M	sacs CP et colis hors sac ¹	Poids brut des sacs, etc. LC/AO – Prioritaire/ Non prioritaire	M	CP	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
						kg ²	kg ²	kg ²	
Totaux									

Bureau d'échange expéditeur
Signature

L'agent du transporteur
Date et signature

Bureau d'échange de destination
Date et signature

1 La présence de colis hors sac doit être signalée dans la colonne «Observations»
2 Kg avec une décimale

BORDEREAU DE LIVRAISON

Dépêches-surface transportées

par voie aérienne

Date _____

No de série

C 18bis

Bureau de destination

	Ligne n°	Date du départ	Heure
En cas d'utilisation de conteneur	N° du conteneur	N° du scellé	

Inscription

[illegible]

Bureau d'échange expéditeur
Signature

L'agent du transporteur/l'agent de l'aéroport
Date et signature

Bureau d'échange de destination
Date et signature

¹ La présence de colis hors sac doit être signalée dans la colonne «Observations»
2 Kg avec une décimale

Bureau de destination

No de série

AV 7S

<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

		Par voie de surface		Par voie aérienne	
		Avion/ Prioritaire	Surface/ Non prioritaire	EMS	
Mode d'acheminement		Ligne n°	Aéroport de transbordement direct		Aéroport de déchargement
<input type="checkbox"/>	Par avion	Train n°	Voie d'acheminement		
<input type="checkbox"/>	Par le train	Nom du paquebot	Port de débarquement	Compagnie	
<input type="checkbox"/>	Par bateau	N° du conteneur		N° du scellé	
<input type="checkbox"/>		En cas d'utilisation de conteneur			

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre de pochées de sacs vides	Poids brut ¹	Observations
1	2	3	4	5	6
				kg ²	
Totaux					

Bureau d'échange de destination
Date et signature

1 A remplir lorsque le transporteur a besoin de cette information
2 Kg avec une décimale

Administration débitrice

Récapitulation des relevés C 12ter/AV 5bis

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches LC/AO - Prioritaire/Non prioritaire + M	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg 1 ^{er}		DTS	DTS
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
			Total	
			+ report du verso	
			Montant total à recevoir	

L'Administration créancière
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

Récapitulation des relevés C 12ter/AV 5bis (suite)

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches LC/AO - Prioritaire/Non prioritaire + M	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg		DTS	DTS
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
	1 ^{er}			
	2 ^e			
	3 ^e			
	4 ^e			
Total pour l'année				
		A reporter au recto		

COURRIER REÇU (données à reprendre des formules C 12ter/AV 5bis – Indiquer les poids en kg seulement)

Sacs LC/AO				Sacs M			
Trimestre	Surface/S.A.L. Non prioritaire	Par avion - Prioritaire	Total	Trimestre	Surface/S.A.L. Non prioritaire	Par avion - Prioritaire	Total
	kg	kg	kg		kg	kg	kg
1 ^{er}				1 ^{er}			
2 ^e				2 ^e			
3 ^e				3 ^e			
4 ^e				4 ^e			
Total				Total			

COURRIER EXPÉDIÉ (données à reprendre des formules C 12ter/AV 5bis – Indiquer les poids en kg seulement)

Sacs LC/AO				Sacs M			
Trimestre	Surface/S.A.L. Non prioritaire	Par avion - Prioritaire	Total	Trimestre	Surface/S.A.L. Non prioritaire	Par avion - Prioritaire	Total
	kg	kg	kg		kg	kg	kg
1 ^{er}				1 ^{er}			
2 ^e				2 ^e			
3 ^e				3 ^e			
4 ^e				4 ^e			
Total				Total			

FRAIS TERMINAUX pour les échanges où un taux commun LC/AO est utilisé dans les deux sens (pour d'autres échanges, voir au verso)

	Poids des sacs LC/AO - Prioritaire/Non prioritaire	Poids des sacs M	Observations
Courrier reçu	kg	kg	
Courrier expédié			
Différence			
x taux frais terminaux	DTS	DTS	
Totaux			
Montant à payer			

L'Administration créancière
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

DÉTERMINATION du poids du courrier LC et AO reçu

	Poids	Pourcentage de LC selon C 15ter	Poids des LC	Pourcentage d'AO selon C 15ter	Poids des AO
	kg		kg		kg
Courrier LC/AO reçu par voie de surface/S.A.L					
Courrier LC/AO reçu par avion					
Total					

DÉTERMINATION du poids du courrier LC et AO expédié

	Poids	Pourcentage de LC selon C 15ter	Poids des LC	Pourcentage d'AO selon C 15ter	Poids des AO
	kg		kg		kg
Courrier LC/AO reçu par voie de surface/S.A.L					
Courrier LC/AO expédié par avion					
Total					

FRAIS TERMINAUX pour les échanges où les mêmes taux séparés LC, AO et sacs M sont utilisés dans les deux sens

	Poids des LC - Prioritaire	Poids des AO - Non prioritaire	Poids des sacs M	Observations
	kg	kg	kg	
Courrier reçu				
Courrier expédié				
Différence				
x taux frais terminaux	DTS			
Totaux				
Montant à payer				

FRAIS TERMINAUX pour les échanges où des taux ou des systèmes différents sont utilisés pour chaque sens

Frais du courrier reçu				Frais du courrier expédié			
Catégorie	Poids	Taux	Totaux	Catégorie	Poids	Taux	Totaux
Total							
Frais du courrier reçu		DTS		Observations			
Frais du courrier expédié							
Différence à payer							

Indications

Relevé indiquant les montants totaux des comptes
particuliers réciproques entre Administrations

Sommes dues	Année pour laquelle les sommes sont dues	
	<input type="checkbox"/> à titre provisoire	<input type="checkbox"/> à titre définitif

Report des comptes particuliers C 20	Administration qui établit le relevé	Administration correspondante
	DTS	DTS
Païement provisoire effectué		
Administration ayant payé		
Totaux		
Déduction		
Administration créditrice		
Solde		
Informations supplémentaires		

L'Administration qui établit le relevé
Signature

Indications

Relevé indiquant le solde du compte
particulier C 20bis

Sommes dues	Année pour laquelle les sommes sont dues	
	<input type="checkbox"/> à titre provisoire	<input type="checkbox"/> à titre définitif

Report des comptes particuliers C 20bis	Administration qui établit le relevé	Administration correspondante
	DTS	DTS
Paiement provisoire effectué		
Administration ayant payé	_____	_____
Totaux Dédution Administration créditrice		
	_____	_____
Solde		
Informations supplémentaires		

L'Administration qui établit le relevé
Signature

Bureau international de l'UPU
Case postale
CH-3000 BERNE 15
SUISSE

Indications

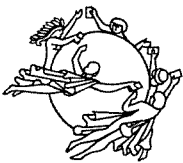
Les envois de coupons-réponse ne
doivent pas comporter de fraction de
centaine

Coupons-réponse à _____ DTS échangés contre des timbres-poste et transmis au Bureau international	Nombre	Montant
		DTS

L'Administration qui établit le relevé
Lieu, date et signature

Vu et accepté par le Bureau international de l'UPU
Lieu, date et signature

Berne, le _____



UNION POSTALE UNIVERSELLE
Bureau international

RELEVÉ PARTICULIER
Coupons-réponse délivrés
Date

C 24

Administration qui a reçu les coupons-réponse

Indications

Les envois de coupons-réponse ne
doivent pas comporter de fraction de
centaine

Coupons-réponse à par le Bureau international	DTS délivrés	Nombre	Montant
			DTS

Le Bureau international de l'UPU
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

Berne, le _____

Administration débitrice	Mois
	Année

No d'ordre	Date de l'avance	No du bulletin d'affran- chisse- ment	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchisse- ment (en monnaie nationale)		Observations
1	2	3	4	5		6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
Total						

L'Administration créancière
Lieu, date et signature

Date

Détermination du parcours le plus favorable

- ☐ d'une dépêche de lettres ou de colis
- ☐ des envois transmis à découvert

Administration de destination	A renvoyer à
<div></div>	<div></div>

Indications

A renvoyer dûment complété, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)

A remplir par le bureau expéditeur

Dépêche	<input type="checkbox"/> Lettres - surface	<input type="checkbox"/> Lettres - avion	<input type="checkbox"/> Lettres - S.A.L.
	<input type="checkbox"/> Colis - surface	<input type="checkbox"/> Colis - avion	<input type="checkbox"/> Colis - S.A.L.
	N° Bureau expéditeur		
	Date d'expédition Bureau de destination		
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> Par le train	N°	
	<input type="checkbox"/> Par le paquebot	Nom du paquebot	
	<input type="checkbox"/> Par la ligne aérienne	N°	
	<input type="checkbox"/> Par		

Signature

A remplir par le bureau de destination

Arrivée	Bureau qui a reçu la dépêche	
	Date d'arrivée	Heure
Mode d'arrivée	<input type="checkbox"/> Par le train	N°
	<input type="checkbox"/> Par le paquebot	Nom du paquebot
	<input type="checkbox"/> Par la ligne aérienne	N°
	<input type="checkbox"/> Par	
Autres renseignements		

Signature

○ Postes	de	(Prioritaire/Non prioritaire)	C 28
	Dépêche n°	pour	
	Date d'expédition		
	LC/AO*		
	kg	Via	
	Exempt	Paquebot	
kg	Port de débarquement		

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche ou bleue

○ Postes	de	pour	(Prioritaire/Non prioritaire)	C 28
	Dépêche n°			
	Date d'expédition			
	LC/AO*		Via	
	kg	Paquebot		
		Port de débarquement		
Exempt				
kg				Code à barres

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche ou bleue

* Sur les étiquettes rouge vermillon ou blanches: LC/AO; la mention Prioritaire/Non prioritaire figure dans l'en-tête.
Sur les étiquettes bleues: AO – Non prioritaire.

Postes

de		C 28
Dépêche n°	pour	
Date d'expédition		
SV (Exempt)	Via	
kg	Paquebot	
	Fort de débarquement	

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur verte

Postes

de		C 28
Dépêche n°	pour	
Date d'expédition		
SV (Exempt)	Via	
	Paquebot	
kg	Port de débarquement	
	Code à barres	

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur verte

C 28bis

Dépêche n°

Date d'expédition

LC

Kg

lg

AO

Kg

lg

☐ Sac exempt

Statistique

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur brun clair

C 28bis

Dépêche n°

Date d'expédition

LC

kg

lg

AO

kg

lg

☐ Sac exempt

Code à barres

Dimensions: 105 x 90 mm, couleur brun clair

LC – Prioritaire

C 30

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur blanche

LC – Prioritaire

C 30

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur blanche

AO – Non prioritaire

C 30

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur bleu clair

AO – Non prioritaire

C 30

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur bleu clair

R	<input type="checkbox"/> LC – Prioritaire	Nombre des recommandés _____	C 30
	<input type="checkbox"/> AO – Non prioritaire		
Administration expéditrice _____			
Bureau expéditeur _____			
Agent expéditeur _____			
Bureau de destination _____			

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification			

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur rose

R	<input type="checkbox"/> LC – Prioritaire	Nombre des recommandés _____	C 30
	<input type="checkbox"/> AO – Non prioritaire		
Administration expéditrice _____			
Bureau expéditeur _____			
Agent expéditeur _____			
Bureau de destination _____			

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification			

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur rose

Date

☐ LC/AO

☐ CP

Administration débitrice	Mois	Trimestre
	Année	

Indications
Dédommagement pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.
Les observations éventuelles peuvent être indiquées au verso de la formule

No d'ordre	No de l'envoi et bureau d'origine	Destination	Lettres autorisant les reprises (n° de l'état, nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant en DTS
1	2	3	4	5
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
Total				

L'Administration créditrice
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

DÉCLARATION
concernant la non-réception
(ou la réception) d'un envoi postal

Nature de l'envoi	Envoi recommandé
	<input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/>
	Envoi avec valeur déclarée
	<input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Colis
	<input type="checkbox"/> Colis ordinaire
Mentions spéciales	Montant de la valeur déclarée
	<input type="checkbox"/> Par avion <input type="checkbox"/> Exprès <input type="checkbox"/> Avis de réception
	<input type="checkbox"/> Remboursement
	Montant du remboursement et monnaie
	Autres renseignements
Dépôt	Poids (colis)
	Date du dépôt Bureau de dépôt
	N° de l'envoi
Expéditeur	Nom et adresse complète
Destinataire	Nom et adresse complète
Contenu	Description exacte du contenu

Déclaration	Date
	<input type="checkbox"/> Cet envoi m'a été livré le
	<input type="checkbox"/> Cet envoi ne m'est parvenu ni par la poste ni par une autre voie
	Lieu et date
	Signature

C 33/CP 10	
RETOUR	
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé
<input type="checkbox"/> Déménagé	<input type="checkbox"/> Non réclamé
<input type="checkbox"/> Adresse insuffisante	
<input type="checkbox"/>	

C 33/CP 10
Dimensions: 52 x 52 mm, couleur rose

A l'Administration d

Indications

Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés
simultanément par le même expéditeur et pour le même
destinataire
A transmettre sous recommandation à l'Administration
d'origine de l'envoi

Description de l'envoi saisi	Nature de l'envoi		
	<input type="checkbox"/> LC - Prioritaire	<input type="checkbox"/> AO - Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Colis
	<input type="checkbox"/> Envoi recommandé	<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	
	N° de l'envoi	Poids de l'envoi	
	Information concernant l'acheminement		
	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.
Dépôt de l'envoi	Bureau d'origine		Date de dépôt
	Bureau d'échange expéditeur		Date
	Bureau d'échange de destination		Dépêche n°
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		

Renseignements concernant la saisie	Motif de la saisie			
	<input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Envoi contrevenant à la réglementation sur les importations		
	<input type="checkbox"/> Stupéfiants	<input type="checkbox"/> Envoi en violation des préceptes publics/moraux/religieux		
	<input type="checkbox"/> Objets obscènes	<input type="checkbox"/>		
	Réglementation applicable		Article	Paragraphe
	<input type="checkbox"/> Convention UPU	<input type="checkbox"/> Arrangement UPU concernant les colis postaux		
	<input type="checkbox"/> Législation nationale (préciser)			
	En conséquence, nous avons saisi			
	<input type="checkbox"/> tout le contenu			
	<input type="checkbox"/> la partie ci-dessous de l'envoi contrevenant à la réglementation en vigueur:			

En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, en double expédition, pour qu'il y soit donné suite conformément à la Convention	Fonctionnaire des douanes	1 Chef du bureau où a lieu la saisie
	Lieu et signature	Lieu et signature

Réservé au bureau d'origine de l'envoi	Observations éventuelles	
	Signature de l'expéditeur ou de son fondé de pouvoir (le cas échéant)	Bureau d'origine de l'envoi Date et signature

Indications

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les lettres avec valeur déclarée aux conditions indiquées ci-dessous

No d'ordre	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Observations
1	2	3	4	5	6

V	Bureau de dépôt
w	04 261 848 8 SE
Code à barres	

VD 2
Dimensions: 74 x 37 mm, couleur rose

Champ blanc pour indication du bureau de dépôt
et du code à barres

V	Bureau de dépôt
No	

VD 2
Dimensions: 37 x 13 mm, couleur rose

☐ Prioritaire
☐ Non prioritaire

☐ Par avion
☐ Par S.A.L.
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange de destination

N° de la feuille d'envoi

Inscription

Numéro d'ordre de l'envoi		Bureau d'origine	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations
1	2	3	4	5	6
1				DTS	
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					

Bureau d'échange expéditeur
Signature

Bureau d'échange de destination
Signature

Bureau qui dresse le procès-verbal

Date

Référence

Indications

A transmettre sous recommandation

☐ Lettre avec valeur déclarée ☐ Colis postal

Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids <input type="checkbox"/> Irrégularités <input type="checkbox"/>		
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
Dépôt de l'envoi	Bureau de dépôt	Date	N° de dépôt
Mentions spéciales	Valeur déclarée	Montant de remboursement et monnaie	Poids indiqué Poids constaté
	Autres mentions		
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Description détaillée		
	Le contenu a été examiné en présence <input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur		
	Contenu constaté à l'examen		
	Contenu avarié		
	Contenu manquant		
Emballage	Emballage extérieur		
	Emballage intérieur		
	L'envoi est scellé par <input type="checkbox"/> cachets de cire <input type="checkbox"/> rubans de sécurité <input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas scellé		
	Nombre de scellés	Signe particulier des scellés	
L'emballage doit être considéré comme réglementaire <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Avarie/Spoliation	Description		
	Le dommage est attribuable à		
Estimation du dommage	Montant et monnaie		
	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire	<input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur	
Dépêche de transmission de l'envoi	Date d'expédition	Bureau expéditeur	Nº
	Date d'arrivée	Bureau de destination	
	L'envoi était renfermé dans un sac		
	La fermeture (plombage) du sac était		
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> intérieur <input type="checkbox"/> extérieur <input type="checkbox"/> intacte <input type="checkbox"/> non intacte		
	<input type="checkbox"/> Ambulant <input type="checkbox"/> Fourgon <input type="checkbox"/> Paquebot <input type="checkbox"/> Ligne aérienne		
	Nom ou nº		
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac		
	Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination		Nouveau poids
	Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné		<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi		<input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi		<input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi
	Montant de l'indemnité demandée		
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			

Attestation	En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous
	Organe auquel le procès-verbal doit être transmis

Bureau qui dresse le procès-verbal
Signature des agents postaux

Signature de l'agent des douanes (le cas échéant)

Bureau d'échange expéditeur

Poids des correspondances-avion à découvrir

No

AV 2

Bureau d'échange de destination	Envois prioritaires	
	<input type="checkbox"/>	Recommandés
	<input type="checkbox"/>	Non recommandés
Administration de destination	<input type="checkbox"/> Statistique (pendant la période de statistique)	
	Date d'expédition	Dépêche n°

Le poids des envois à découvert et, le cas échéant, à destination d'une zone déterminée est arrondi au décagramme supérieur ou inférieur selon que la fraction du décagramme excède ou non 5 grammes

[illegible]

Bureau d'échange de destination
Signature

Date _____

<input type="checkbox"/>	Prioritaires-avion
<input type="checkbox"/>	S.A.L.

Administration expéditrice des dépêches	Mois	Trimestre	Année
	Dépêches acheminées		
	de		
	à		

Indications

A expédier en double exemplaire. Les observations éventuelles peuvent être indiquées au verso de la formule

[illegible]

Indications

Administration de destination	Mois	Trimestre
	Période de statistique	Année
Bureau d'échange de destination des dépêches	Bureau d'échange expéditeur des dépêches	
Administration expéditrice des dépêches		

Indications

A expédier en double exemplaire

[illegible]

¹ Dans le cas des AV 4 établis pour les correspondances transmises pendant les périodes de statistique

Administration débitrice	Mois	Trimestre	Année
	<input type="checkbox"/> Dépêches-avion closes		
	<input type="checkbox"/> Correspondances-avion à découvert		

Parcours Pays de destination ou groupes de pays	Caté- gories d'envois	Poids transporté au cours du ou des mois de						Poids total		Prix du transport par kg		Total des frais de transport à payer	
		3		4		5		6		7		8	
1	2	kg	g	kg	g	kg	g	kg	g	DTS		DTS	
	LC/AO ¹												
	CP												
	LC/AO ¹												
	CP												
	LC/AO ¹												
	CP												
	LC/AO ¹												
	CP												
	LC/AO ¹												
	CP												
Majoration de 5% sur le montant total du transit à découvert													
Total général													—

¹ Le cas échéant, Prioritaire

L'Administration créancière
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

Bureau de destination

Date _____

No de série

AV 7

<input type="checkbox"/>	Prioritaire		Ligne n°		Date du départ		Heure
<input type="checkbox"/>	EMS						
<input type="checkbox"/>	Aéroport de transbordement direct				Aéroport de déchargement		
	En cas d'utilisation de conteneur		N° du conteneur		N° du scellé		

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des sacs			Poids brut des sacs, etc.			Observations
			sacs LC/AO – Prioritaire	sacs M	sacs CP et colis hors sac ¹	LC/AO – Prioritaire	M	CP	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
						kg ²	kg ²	kg ²	
Totaux									

Bureau d'échange de destination
Date et signature

1 La présence de colis hors sac doit être signalée dans la colonne «Observations»
2 Kg avec une décimale

Compagnie aérienne d'origine du bordereau de substitution
Aéroport d'origine du bordereau de substitution

BORDEREAU DE LIVRAISON
DE SUBSTITUTION
Date

AV 7/
C 18bis

☐

AV 7

☐

C 18bis

Observations concernant les dépêches trouvées	Administration d'origine des dépêches
---	---------------------------------------

Description des dépêches trouvées (à partir des étiquettes AV 8 ou AV 8bis)

De	Pour	Vol n°	Aéroport		Dé- pêche n°	Date de la dépêche	Nombre de sacs			Poids brut
			de trans- borde- ment	de déchar- gement			LC/AO- Prio- ritaire/ Non prio- ritaire	M	CP	
										kg 1
Totaux										

Acheminement des dépêches

Aéroport de chargement	Vol n°	Date du départ
Aéroport de déchargement	Bureau de destination des dépêches	

La compagnie aérienne à l'aéroport
de chargement
Signature

La compagnie aérienne à l'aéroport
de déchargement
Signature

L'Administration postale destina-
taire des dépêches
Date et signature

Principes directeurs de l'utilisation du bordereau de livraison de substitution AV 7/C 18bis

Les directives ci-après sont destinées à être observées par les Administrations postales et les compagnies aériennes dans les cas où une dépêche devant faire l'objet d'un transbordement direct entre transporteurs aériens serait parvenue à l'aéroport de transbordement non accompagnée des bordereaux AV 7 ou C 18bis originaux:

- 1 Quand une dépêche-avion, ou S.A.L., arrive à un aéroport, dépourvue du bordereau d'accompagnement AV 7 ou C 18bis, la compagnie aérienne à laquelle est remise la dépêche établit, à l'aide des étiquettes AV 8, AV 8bis, CP 24 et/ou CP 24bis, un bordereau de substitution conforme au modèle conçu conjointement par l'UPU et l'IATA
- 2 Le nombre d'exemplaires à établir varie selon les circonstances. Outre les exemplaires requis par la compagnie aérienne établissant les documents pour ses besoins internes d'archivage et de comptabilité, les copies suivantes sont à prévoir:
 - une copie pour l'Administration d'origine
 - deux copies pour l'Administration de destination ou, si le courrier est transmis à une Administration intermédiaire, pour cette dernière
 - si le courrier faisant l'objet d'un transbordement direct est confié à une autre, ou plusieurs autres compagnies aériennes, trois copies pour chacune d'elles
- 3 Il incombe à l'Administration recevant la dépêche accompagnée d'un bordereau de substitution d'en fournir la copie à l'Administration d'origine, en annexe à un bulletin de vérification C 14 faisant état de l'arrivée du courrier sans les documents originaux
- 4 Il incombe aux compagnies aériennes d'imprimer le bordereau de substitution et de lui donner une présentation conforme au modèle agréé. L'original et les copies doivent être de couleur blanche
- 5 Les Administrations postales doivent accepter le bordereau de livraison de substitution, dûment signé par le bureau d'échange d'arrivée, pour le règlement des comptes en faveur des compagnies aériennes

<div>Postes</div>	de	Par avion		AV 8
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition			
	LC/AO – Prioritaire*	Ligne n°		
	kg	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement	

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair ou verte

<div>Postes</div>	de	Par avion		AV 8
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition			
	LC/AO – Prioritaire*	Ligne n°		
	kg	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement	
Code à barres				

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair ou verte

* Sur les étiquettes rouges: LC/AO – Prioritaire
Sur les étiquettes blanches: LC/AO – Prioritaire
Sur les étiquettes bleues: AO
Sur les étiquettes vertes: SV

de

Dépêche n°

Date d'expédition

LC/AO – Non prioritaire*

kg

S.A.L.
surface par avion

pour

Ligne n°

Aéroport de transbordement

Aéroport de déchargement

AV 8bis

Postes

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche ou bleu clair

de

Dépêche n°

Date d'expédition

LC/AO – Non prioritaire*

kg

S.A.L.
surface par avion

pour

Ligne n°

Aéroport de transbordement

Aéroport de déchargement

AV 8bis

Postes

Code à barres

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche ou bleu clair

* Sur les étiquettes rouges: LC/AO – Non prioritaire
Sur les étiquettes blanches: LC/AO
Sur les étiquettes bleues: AO – Non prioritaire



Dimensions: 148 x 90 mm, couleur orange

AV 9

Administration expéditrice de la dépêche

Timbre à date

Bureau expéditeur

Dépêche - Avion

☐ N° _____

Poids LC/AO/Prioritaire
gramme

Aéroport de transbordement

Ligne n°

Dépêche - Avion

pour

LC – Prioritaire

Par avion **AV 10**

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur blanche

LC – Prioritaire

Par avion **AV 10**

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur blanche

AO

Par avion

AV 10

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur bleu clair

AO

Par avion

AV 10

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur bleu clair

R	<input type="checkbox"/> LC – Prioritaire	Nombre des recommandés	AV 10
	<input type="checkbox"/> AO	_____	Par avion

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

R	<input type="checkbox"/> LC – Prioritaire <input type="checkbox"/> AO	Nombre des recommandés _____ _____	AV 10 Par avion
Administration expéditrice			
Bureau expéditeur			
Agent expéditeur			
_____ Bureau de destination			

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification			

LC – Prioritaire Par avion **AV 10**
Correspondances à découvrir

Par avion **AV 10**
 d'activités à découvrir

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

Nº du groupe de pays de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur blanche

LC – Prioritaire

Par avion AV 10
Correspondances à découvrir

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

No du groupe de pays de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur blanche

AO

Correspondances à découvert

Par avion

AV 10

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 105 x 74 mm, couleur bleu clair

AO

Correspondances à découvert

Par avion

AV 10

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

Agent expéditeur

Bureau de destination

N° du groupe de pays de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Dimensions: 148 x 105 mm, couleur bleu clair

Administration correspondante	Trimestre	Année
	Semestre	Année

Echange	Période	Solde des comptes AV 5/CP 16 en faveur de l'Administration qui établit le compte		Observations
1	2	3	4	5
Réception par l'Administra- tion qui établit le compte		DTS	DTS	
Expédition par l'Administra- tion qui établit le compte				
Totaux				
A déduire				
Solde créditeur				
Nom de l'Administration créancière				

CONVENTION, FORMULES

Formule VD 3

CHINE (RÉP. POP.)

29. 3.1

Insérer une colonne supplémentaire 5bis intitulée «Poids».

Motifs. – La non-inscription du poids des lettres avec valeur déclarée sur la feuille d'envoi VD 3 donne souvent lieu à des divergences entre les bureaux de transit/de destination et d'origine. En cas de différences de poids notées par le bureau de transit/de destination au moyen du bulletin de vérification, le bureau d'origine se trouve dépourvu de toute preuve. D'ailleurs, en imposant l'inscription du poids pour les lettres avec valeur déclarée, les agents postaux pourront veiller à ce que le poids des lettres avec valeur déclarée soit conforme à l'inscription sur la feuille d'envoi VD 3, ceci dans l'intérêt d'un traitement plus sûr des lettres.

Formule AV 7

CANADA

29. 7.1

La modifier comme suit:

Supprimer la colonne 5 (Nombre des sacs M) et la colonne 8 (Poids brut des sacs, etc., M).

Motifs. – Les indications servant aux frais terminaux sont maintenant inscrites sur la feuille d'avis C 12, et les colonnes faisant une mention séparée des sacs M sur ce document de transport sont superflues et prêtent à confusion. Leur suppression simplifierait cette formule. La même remarque s'applique aux formules C 18 et C 18bis.

Propositions ayant un lien avec celle-ci: 25. RE 4119.1, 29. 18.1 et 29. 18.2.

Formule C 9

CANADA

29. 9.1

La modifier comme suit:

Partie 1. Renseignements à fournir par le requérant. Dans la section portant sur le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, ajouter la case «Numéro de téléphone».

Motifs. – Il est souvent nécessaire de communiquer rapidement avec l'expéditeur ou le destinataire (selon le cas) afin d'obtenir des renseignements supplémentaires ou de discuter de données portant sur la réclamation en cause. Indiquer le numéro de téléphone de l'expéditeur et du destinataire faciliterait la tâche des Administrations impliquées.

La personne formulant la réclamation est en mesure d'indiquer un numéro de téléphone où elle peut être jointe. Cette même personne est souvent en mesure d'indiquer le numéro de l'autre personne en cause. Cette information est de nature à accélérer le service à la clientèle, et a donc un effet positif. Lorsqu'un numéro de téléphone n'est pas connu ou qu'aucun téléphone n'est disponible, cette information ne paraîtrait tout simplement pas.

Appuis. – Belgique, Bulgarie (Rép.), Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Suède, Tchèque (Rép.).

Formule C 12

CONSEIL EXÉCUTIF

29. 12.1

Modifier l'en-tête comme suit:

Administration expéditrice

FEUILLE D'AVIS

Echange des dépêches

par avion

par S.A.L.

par voie de surface

C 12

Bureau d'échange expéditeur						Date d'expédition				Dépêche n°			
Bureau d'échange de destination						Nom du paquebot/N° de la ligne aérienne							
						Administration(s) de transit							
Nombre et poids des sacs soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux						V. Indications de service							
Sacs LC/AO			Sacs M de plus de 5 kg		Sacs M de moins de 5 kg		Sacs exempts de frais de transit et de frais terminaux		Sacs de l'Administration expéditrice			Nombre	
Nombre		Poids		Nombre		Poids		Nombre		Sacs en retour appartenant à l'Administration de destination			Nombre
	kg		g		kg		g		Nombre		<div><div></div> Un bulletin C 27 est joint à la dépêche</div>		
I. La dépêche contient des envois ordinaires						<div><div></div> exprès</div>		<div><div></div> avion</div>		Autres indications (p. ex. nombre d'envois CCRt)			

Motifs. – Conséquence de la proposition 20. 47.3.

Formule C 14

TCHÈQUE (RÉP.)

29. 14.1

La modifier comme suit:

Partie 2. Irrégularités concernant les documents. Dans le premier module, sous la case «AV 7», ajouter la case «C 18ter».

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à modifier le bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à créer un bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

Formule C 18

CANADA

29. 18.1

La modifier comme suit:

Supprimer la colonne 5 (Nombre des sacs M) et la colonne 8 (Poids brut des sacs, etc., M).

Motifs. – Les indications servant aux frais terminaux sont maintenant inscrites sur la feuille d'avis C 12, et les colonnes faisant une mention séparée des sacs M sur ce document de transport sont superflues et prêtent à confusion. Leur suppression simplifierait cette formule. La même remarque s'applique aux formules C 18bis et AV 7.

Propositions ayant un lien avec celle-ci: 25. RE 4119.1, 29. 18.1 et 29. 7.1.

Formule C 18bis

CANADA

29. 18.2

La modifier comme suit:

Supprimer la colonne 5 (Nombre des sacs M) et la colonne 8 (Poids brut des sacs, etc., M).

Motifs. – Les indications servant aux frais terminaux sont maintenant inscrites sur la feuille d'avis C 12, et les colonnes faisant une mention séparée des sacs M sur ce document de transport sont superflues et prêtent à confusion. Leur suppression simplifierait cette formule. La même remarque s'applique aux formules C 18 et AV 7.
Propositions ayant un lien avec celle-ci: 25. RE 4119.1, 29. 18.1 et 29. 7.1.

Formule C 18

TCHÈQUE (RÉP.)

29. 18.3

La remplacer par le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à modifier le bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à créer un bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

Formule C 18

GRANDE-BRETAGNE

29. 18.4

La modifier comme suit:

Ajouter les éléments suivants:

- une colonne pour le nombre de sacs vides, entre la colonne 5 et la colonne 6;
- une colonne pour le poids brut des sacs vides, entre la colonne 8 et la colonne 9.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.4.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie.

Formule C 18ter

TCHÈQUE (RÉP.)

29. 18.91

Créer la formule C 18ter selon le modèle ci-après.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à modifier le bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à créer un bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

BORDEREAU DE LIVRAISON
Dépêche-surface

Bureau d'origine du C 18							Date de la remise								
A remplir si le chargement est remis à un bureau ou un train							A remplir si le chargement est remis à un service maritime								
Nom du bureau, No du train ou voie d'acheminement							Compagnie								
							Nom du paquebot						Date du départ		
							Port de débarquement								
Mode la dépêche	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre des				Poids brut des sacs, etc.						Observations ou en cas d'utilisation de conteneurs indication du No du conte- neur		
			sacs CP (ordi- naires)	sacs CP (valeur déclai- rée)	CP hors sac (ord)	CP hors sac (VD)	sacs CP (ordinaires)	sacs CP (valeur déclarée)	colis hors sac (ordinaire)		colis hors sac (valeur déclarée)				
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10		11		12
							kg	g	kg	g	kg	g	kg	g	
Totaux															
Timbre du bureau expéditeur du chargement Date et signature							Le soussigné reconnaît avoir reçu en bon état les dépêches mentionnées ci-dessus Date et signature								

IV

Arrangement concernant les colis postaux

- Protocole final
- Règlement d'exécution
- Protocole final du Règlement
- - Formules

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

COLIS, ARRANGEMENT, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 0.1/Rev 1

Résolution

Introduction et extension du service des colis postaux

Le Congrès,

prenant acte
des résultats de l'étude effectuée par le Conseil exécutif en exécution de la résolution C 16 du Congrès de Washington 1989,

notant

que, d'après les résultats de ladite étude, 21 des 188* Pays-membres de l'Union n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux,

convaincu

de la nécessité de créer un service universel des colis postaux pour mieux servir la clientèle postale et faire face à la concurrence,

renouvelle

son invitation aux Administrations des Pays-membres n'adhérant pas encore à l'Arrangement à introduire ce service dans leurs échanges postaux internationaux,

charge

le Bureau international de continuer les activités entreprises suite à la résolution C 16 du Congrès de Washington 1989 en encourageant les Pays-membres non signataires de l'Arrangement concernant les colis postaux à y adhérer.

Motifs. – Emanant de la résolution C 16/Washington 1989, l'étude «Introduction et extension du service des colis postaux» visait, d'une part, à examiner les difficultés empêchant certains Pays-membres d'adhérer à l'Arrangement concernant les colis postaux et à concevoir des moyens leur permettant de le faire, et, d'autre part, à étudier la possibilité de rendre obligatoire le service des colis postaux au sein de l'Union.

Compte tenu du fait que 21 des 27 Pays-membres visés n'avaient pas encore signé l'Arrangement, le CE 1994 a conclu qu'il serait prématuré de rendre l'Arrangement obligatoire. Il a par conséquent adopté la présente résolution, visant à la continuation de l'étude.

* Au 1er juillet 1994.

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 0.2

Recommandation

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

Le Congrès,

ayant adopté

le principe du taux universel prévu dans la résolution C 17 du Congrès de Washington 1989 en ce qui concerne les quotes-parts territoriales de transit,

compte tenu

de ce que ces quotes-parts seront calculées dorénavant par kilogramme, et non selon les échelons de poids prévus à l'article 48 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989),

prie

les Administrations des Pays-membres de l'Union ayant fait une réserve à l'article II du Protocole final de l'Arrangement précité en matière de quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles de retirer lesdites réserves en raison de leur libellé devenu inadapté.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 34.1, les échelons de poids habituels ayant été abandonnés en raison de l'adoption du «taux universel».

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 0.3

Résolution

Revision des quotes-parts territoriales et maritimes

Le Congrès,

ayant adopté

les nouvelles quotes-parts territoriales et maritimes proposées par le Conseil exécutif en conclusion des études découlant des résolutions C 17 et C 18 du Congrès de Washington 1989,

étant donné

- que le système des quotes-parts territoriales et maritimes fixées selon des taux par colis et par kg de poids brut de la dépêche permet de mieux refléter la réalité des coûts, tout en simplifiant le calcul desdites quotes-parts;
- que les taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ont été établis de manière que les quotes-parts permettent aux Administrations de couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée tout en veillant à ce que le service des colis postaux reste compétitif;
- que les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes ont été fixées par référence aux frais de transit de la poste aux lettres selon la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452),

charge

l'organe compétent de l'Union:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des taux indicatifs applicables aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 33 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Séoul 1994);
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 34 et 35 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

Motifs. – Ajuster les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée à l'évolution des prix de revient et maintenir le rapport existant entre les quotes-parts afférentes au transport territorial et maritime et les frais de transit de la poste aux lettres.

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 0.4/Rev 1

Décision

Etablissement et règlement des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux. Rédaction d'un Recueil opérationnel de la comptabilité

Le Congrès,

considérant

que la comptabilité de la poste aux lettres et du service des colis postaux pourrait être facilitée par la revision des textes y relatifs figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que par la publication d'un Recueil opérationnel,

charge

le Bureau international:

- d'examiner le libellé des articles concernant la comptabilité figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux, dans le but d'en faciliter la compréhension et de soumettre des propositions à l'organe compétent d'ici à 1997;
- d'élaborer un Recueil opérationnel de la comptabilité qui reprendrait une partie du Guide opérationnel des frais terminaux et des frais de transit et s'appuierait sur des exemples concrets, permettant ainsi aux services comptables de disposer d'un document de référence unique.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62.

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 0.5

Recommandation

Elaboration de documents comptables transmis entre Administrations

Le Congrès,

conscient

des difficultés qui surviennent souvent en raison de l'illisibilité des documents comptables remplis à la main,

recommande

aux Administrations d'éviter dans la mesure du possible de remplir à la main les documents comptables qui doivent être transmis aux autres Administrations, mais d'utiliser dans ce but des machines à écrire ou imprimantes d'ordinateur afin d'assurer la lisibilité de ces documents.

Motifs. – Conformément à la résolution C 19 du Congrès de Washington 1989, le CCEP a mené une étude (n° 751) sur la modernisation des systèmes de facturation et de règlement des comptes. Le CE, dans le cadre des études émanant des résolutions C 68 et C 70/1989 et des décisions C 52 et C 87/1989, a élargi cette étude à toutes les Administrations de l'Union, dont 117 ont fourni des réponses.

Les idées principales émanant de cette étude ont été notamment les suivantes:

- permettre, dans une relation donnée, de considérer chacun des comptes de la poste aérienne ou des colis postaux comme une facture à régler et laisser aux Administrations créancières la liberté de choisir comme bon leur semble la fréquence des facturations;
- étendre, à titre facultatif, le système de compensation actuel de l'UPU, ce qui contribuerait grandement à l'amélioration et à la modernisation des règlements.

L'idée d'encourager l'élaboration de documents comptables au moyen de machines à écrire ou d'imprimantes d'ordinateur a été soutenue par une majorité d'Administrations et faciliterait beaucoup le travail des services comptables.

Voir également les propositions 20. 0.8, 20. 0.9, 25. RE 4405, 25. RE 5205.1, 25. RE 5206.1, 25. RE 5301.1, 30. 0.4, 35. RE 1503.1, 35. RE 3604.1 et 35. RE 3605.1.

Voir Congrès – Doc 62.

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

30. 0.6

Recommandation

Dédouanement des colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs

Le Congrès,

conscient

des avantages pouvant découler de l'application aux colis postaux des procédures de dédouanement accordées aux bagages des voyageurs,

recommande

à toutes les Administrations des Pays-membres d'intervenir auprès de leur autorité douanière nationale en vue de l'extension aux colis postaux contenant des cadeaux ou des souvenirs les procédures de dédouanement appliquées aux bagages des voyageurs.

Motifs. – Cette recommandation vise à faciliter la réalisation des objectifs du Programme général d'action de Washington, dans le sens où un meilleur service sera fourni à la clientèle du fait de l'accélération du dédouanement des envois postaux.

COLIS, ARRANGEMENT

Article 2

Exploitation du service par les entreprises de transport

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

30. 2.1

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. Tout pays dont l'Administration postale ne se charge pas du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises. L'Administration postale demeure responsable de l'exécution de l'Arrangement.

Motifs. – Réaffirmer la responsabilité de l'Administration postale lorsque la mise en œuvre de l'Arrangement est confiée à d'autres entreprises.

Voir aussi la proposition 35. RE 201.1.

Article 3

Principes

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

30. 3.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. L'échange des colis dont le poids unitaire dépasse 10 kilogrammes est facultatif, avec un maximum de poids unitaire ne dépassant pas 20 kilogrammes, en vertu du présent Arrangement. Sur la base d'accords bilatéraux, les Administrations peuvent cependant échanger des colis excédant 20 kilogrammes. /.../

Motifs. – Modification d'ordre rédactionnel.

Article 3

Principes

FRANCE

30. 3.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis peuvent être échangés soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays. Le poids unitaire ne peut dépasser 31,5 kilogrammes. /.../ L'échange des colis postaux excédant 10 kilogrammes est facultatif.

Motifs. – Il s'agit de favoriser le développement des échanges internationaux de colis postaux. La fixation de la limite de poids s'appuie sur le résultat de l'étude de la Commission 1 du CCEP, de la Commission 7 du CE et adopté par celui-ci.
Proposition de conséquence: 35. RE 301.1.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 4

Coupures de poids

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 4.1

Le modifier comme suit:

Article 4

Système de poids

Le poids des colis s'exprime en kilogrammes.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 33.1, par laquelle les coupures de poids des colis prévus au présent article deviendront caduques.

Article 7

Taxes spéciales

ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE

30. 7.1

Le modifier comme suit:

1 à 1.2 (Sans changement.)

1.3 (Supprimé.)

1.4 et 1.5 (Sans changement.)

1bis. Là où un colis est normalement livré au domicile du destinataire, aucune taxe de livraison ne peut être perçue sur ce dernier. Là où la livraison au domicile du destinataire n'est d'ordinaire pas assurée, l'avis d'arrivée du colis doit être remis gratuitement. Dans ce cas, si la livraison au domicile du destinataire est offerte à titre optionnel en réponse à l'avis d'arrivée, une taxe de livraison peut être perçue sur le destinataire. Cette taxe doit être la même que celle appliquée au service intérieur.

2 et 3. (Supprimés.)

4. (Sans changement.)

Motifs. – Les expéditeurs de colis postaux s'attendent à bénéficier d'un service de bout en bout à un prix toutes taxes comprises. La perception de différentes taxes sur les destinataires n'est pas conforme à cette attente. (Il est admis que certaines taxes peuvent être justifiées par les frais supplémentaires encourus obligatoirement par des Administrations postales, par exemple les frais de magasinage.)

Cependant, les clients peuvent raisonnablement assumer que la remise du colis ou de l'avis de l'arrivée de celui-ci (lorsque la distribution n'est pas assurée habituellement) entre dans le prix du service payé à l'Administration d'origine. La présente proposition vise donc à supprimer les taxes en question tout en conservant la possibilité de percevoir une taxe de livraison là où ce service est assuré à la demande du destinataire en réponse à l'avis de l'arrivée du colis, dans le cas où cette dernière prestation est disponible.

La taxe de remballage (paragraphe 3), qui s'applique uniquement à une minorité d'envois, devrait également être supprimée dans le but de réduire le travail administratif et de fournir un service orienté vers la clientèle.

Suppression de la taxe de livraison:

Appuis. – Allemagne, Danemark, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Suppression de la taxe d'avis d'arrivée:

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Suppression de la taxe de remballage:

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 10

Colis exprès

ÉGYPTE

30. 10.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les colis exprès sont passibles d'une taxe supplémentaire de 1,63 DTS au maximum. Cette taxe est perçue sur le destinataire au profit du pays de destination. Elle est due lorsque le colis est lui-même distribué par exprès ou bien lorsque l'avis d'arrivée est envoyé au destinataire par exprès.

Motifs. – La charge de la distribution par exprès incombe au pays de destination. Par conséquent, c'est à lui que revient la perception de la taxe de distribution par exprès.

Article 11

Colis avec valeur déclarée

CORÉE (RÉP.)

30. 11.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Chaque Administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 4000 DTS. Toutefois, la limite de valeur déclarée adoptée dans le service intérieur peut être appliquée, si elle est inférieure à ce montant.

Motifs. – Il s'agit d'élever le montant de la valeur déclarée de 3266,91 à 4000 DTS, compte tenu de l'inflation qu'il y a eu en cinq ans depuis le Congrès de Washington 1989, afin:

- d'accroître le volume des colis avec valeur déclarée en satisfaisant les demandes des clients en matière de service;
- de conserver un avantage concurrentiel par rapport aux coursiers privés.

Article 13bisConsignation**ALLEMAGNE****30. 13.91/Rev 2**

Créer le nouvel article 13bis suivant:

1. «Consignation» est la dénomination utilisée pour les envois groupés destinés à l'étranger.
2. Dans la mesure du possible, ce service est identifié par un logo composé des éléments suivants:
 - les lettres CONSIGNMENT en bleu;
 - trois bandes horizontales (une rouge, une bleue et une verte).
3. Les détails de ce service seront fixés bilatéralement entre l'Administration d'origine et l'Administration de destination.

Motifs. – Un nombre croissant d'Administrations postales assure un service de consignation d'envois groupés. Etant donné que l'on recourt à la consignation pour l'expédition groupée de colis internationaux, le chapitre 2 de l'Arrangement concernant les colis postaux devrait être complété par la prestation supplémentaire de la consignation. Actuellement, le logo «Consignment» qui est décrit au paragraphe 2 est utilisé par la plupart des Administrations postales qui participent au trafic de consignation. Un spécimen du logo se trouve à l'annexe 1. Les principes directeurs pour le développement du service d'envois groupés (proposition pour l'Assemblée plénière de POSTEUROP, du 12 au 14 avril 1994, à Lisbonne) sont joints à l'annexe 2.

1re ligne rouge: PMS 179 (XX00)
2e ligne et texte bleus: PMS 294 (07X0)
3e ligne verte: PMS 356 (9190)



pd93218
POSTEUROP TASKFORCE IV.1

Principes directeurs pour le développement du service de consignation d'envois groupés

Le service de consignation est en principe un produit international que l'on peut définir comme l'expédition d'articles en plusieurs colis d'un pays participant à un autre pays.

Une consignation peut comprendre des articles pouvant être envoyés:

- d'un expéditeur à plusieurs destinataires (marchandises en vrac);
- d'un expéditeur à un destinataire (marchandises en détail).

Les principes directeurs ci-dessous devraient être respectés lors de la préparation d'accords bilatéraux entre pays participants:

1. Le service de consignation est un produit uniforme conçu pour générer de nouveaux volumes postaux. Il allie des caractéristiques spécifiques au service postal, par exemple une distribution à l'échelle du territoire, un accent sur les coûts, une documentation simplifiée, l'extension possible aux produits «lettres», l'accès à des services complémentaires optionnels (par exemple envois contre remboursement) et la mise en évidence de la présence locale de l'expéditeur, lorsque cela est judicieux.
2. Partant du principe que l'Administration postale d'origine est traitée comme un grand client national dans le pays de destination, les options du niveau de service et les ristournes appropriées sur le tarif national respectif devraient faire l'objet d'un accord bilatéral.
3. Les rapports avec le client (l'expéditeur) devraient être réglés par l'Administration postale d'origine.
4. Les niveaux de prix et de responsabilité garantis aux clients devraient être déterminés en fonction des conditions régnant sur le marché du pays d'origine.
5. Un logo commun a été attribué au service de consignation et devrait être utilisé pour promouvoir une image commune.
6. Les procédures opérationnelles de base sont fixées dans le «**Nordic Consignment Agreement**». Les éléments suivants revêtent une importance cruciale:
 - **Utilisation d'une feuille de route pour envois consignés** fournissant des informations opérationnelles, annonçant l'expédition vers le pays de destination et suivant des normes d'établissement des factures entre les pays.
 - **Utilisation d'un numéro individuel d'article/d'identification** pour faciliter les demandes de renseignements subséquentes et pour préparer les papiers de douane, le cas échéant.
7. Les articles expédiés en consignation devraient bénéficier de l'égalité de traitement par rapport à la catégorie équivalente des produits intérieurs.
8. Le dédouanement, lorsque cela est requis, devrait s'effectuer sur la base de l'ensemble de la consignation, plutôt que sur celle des objets isolés. L'Administration postale destinataire est responsable de la notification des conditions de dédouanement, de la réalisation de ce dernier, ainsi que du versement de tout droit de douane ou de TVA devant être payé. Dans les rapports entre pays de la Communauté, l'organisation postale destinataire peut aussi souhaiter fournir une aide statistique (Intrastat) à l'intention du client.
9. Une augmentation des volumes d'envois groupés donnerait la possibilité de mettre au point, entre les Administrations postales partenaires, des réseaux de moyens de transport compétitifs et efficaces sur le plan des coûts.
10. Il convient de recommander une facturation entre les Administrations postales selon le système nordique, calculée sur la base du poids moyen des articles dans chaque consignation et une facturation directe mensuelle jointe aux feuilles de route. (Lorsque des Administrations souhaitent instaurer des procédures de facturation différentes, ceci devrait faire l'objet d'un accord bilatéral.)

Note générale. – Le plus grand nombre possible de pays devrait être encouragé à participer au développement du produit «consignation» (même sur la base d'un seul sens), de façon à offrir le plus grand choix possible au client et à encourager la croissance des volumes de trafic.

COURRIER INTERNATIONAL

CLIENTÈLE
POSTDIENST
déposant plus
de 1500 envois
par an

PROCÉDURE DE CONSIGNATION

Colis préparé
en tant qu'envois
en régime
intérieur

Formalités
de présentation
à la douane*

Remise
à l'entreprise
postale
étrangère

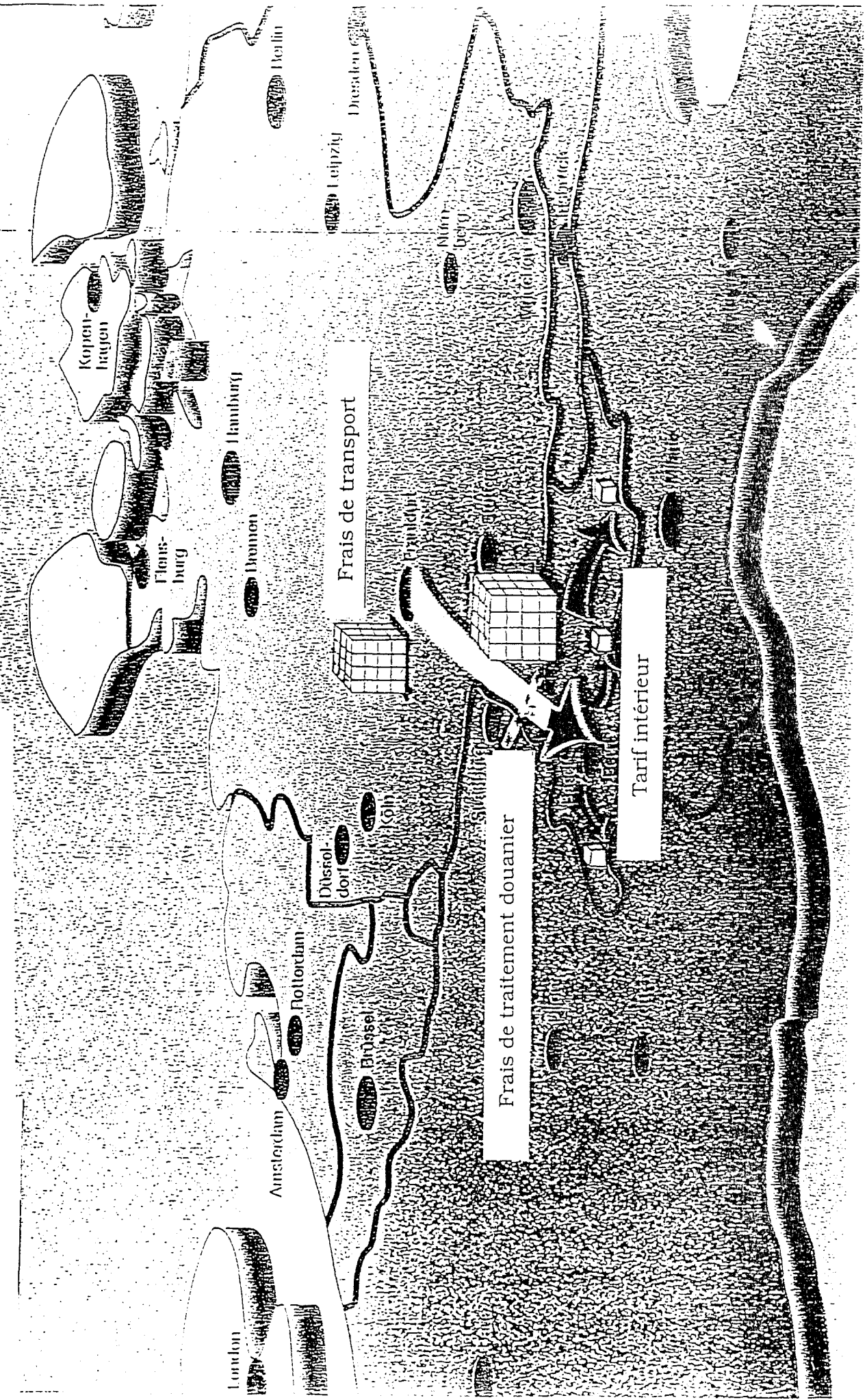
PAYS DE DESTINATION
Envois isolés
affranchis

* S'il y a lieu

Postdienst
Deutsche Bundespost

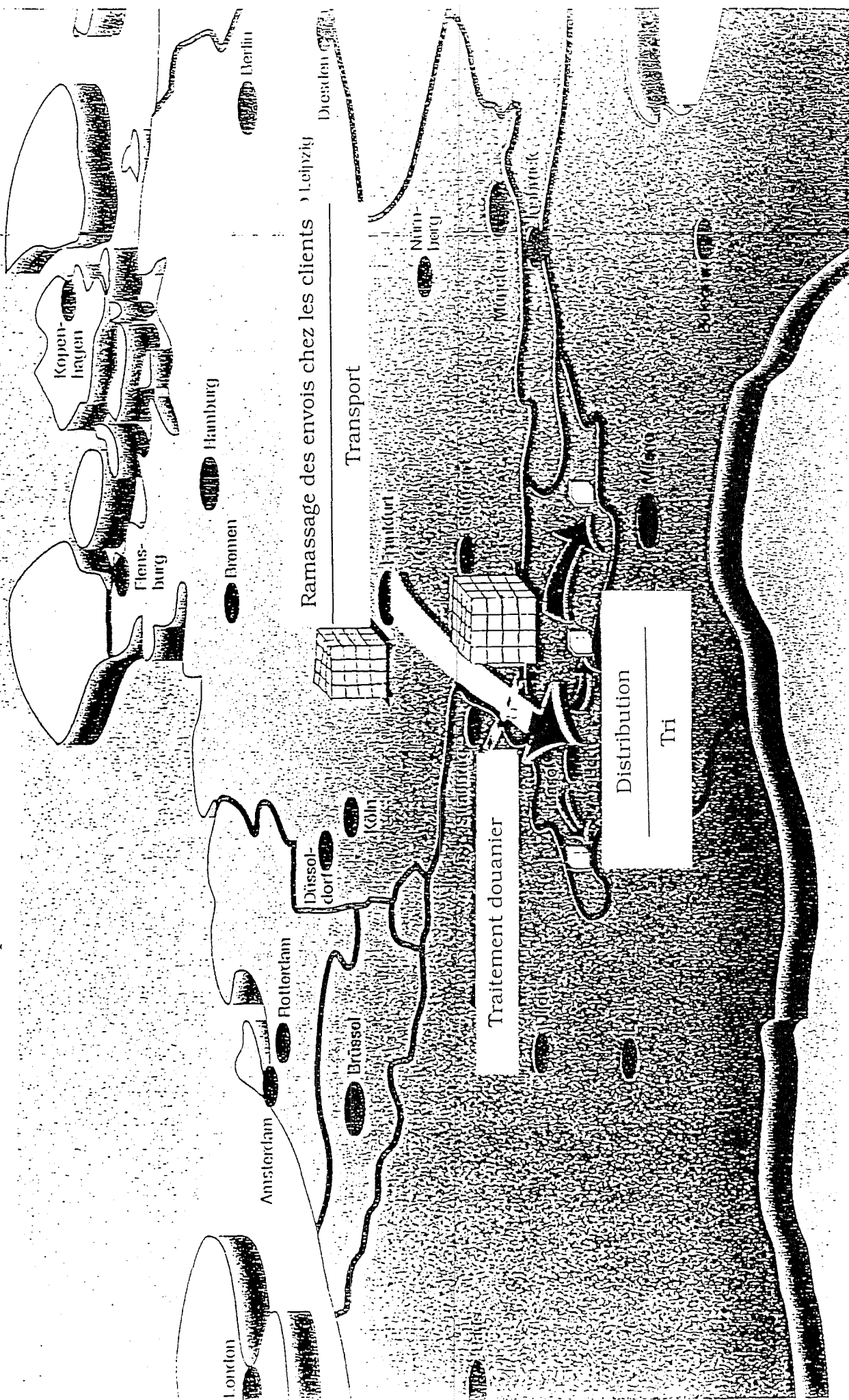
CONSIGNATION/PRIX

Pays n'appartenant pas à l'Union européenne

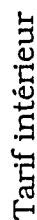


CONSIGNATION/PROCÉDURE

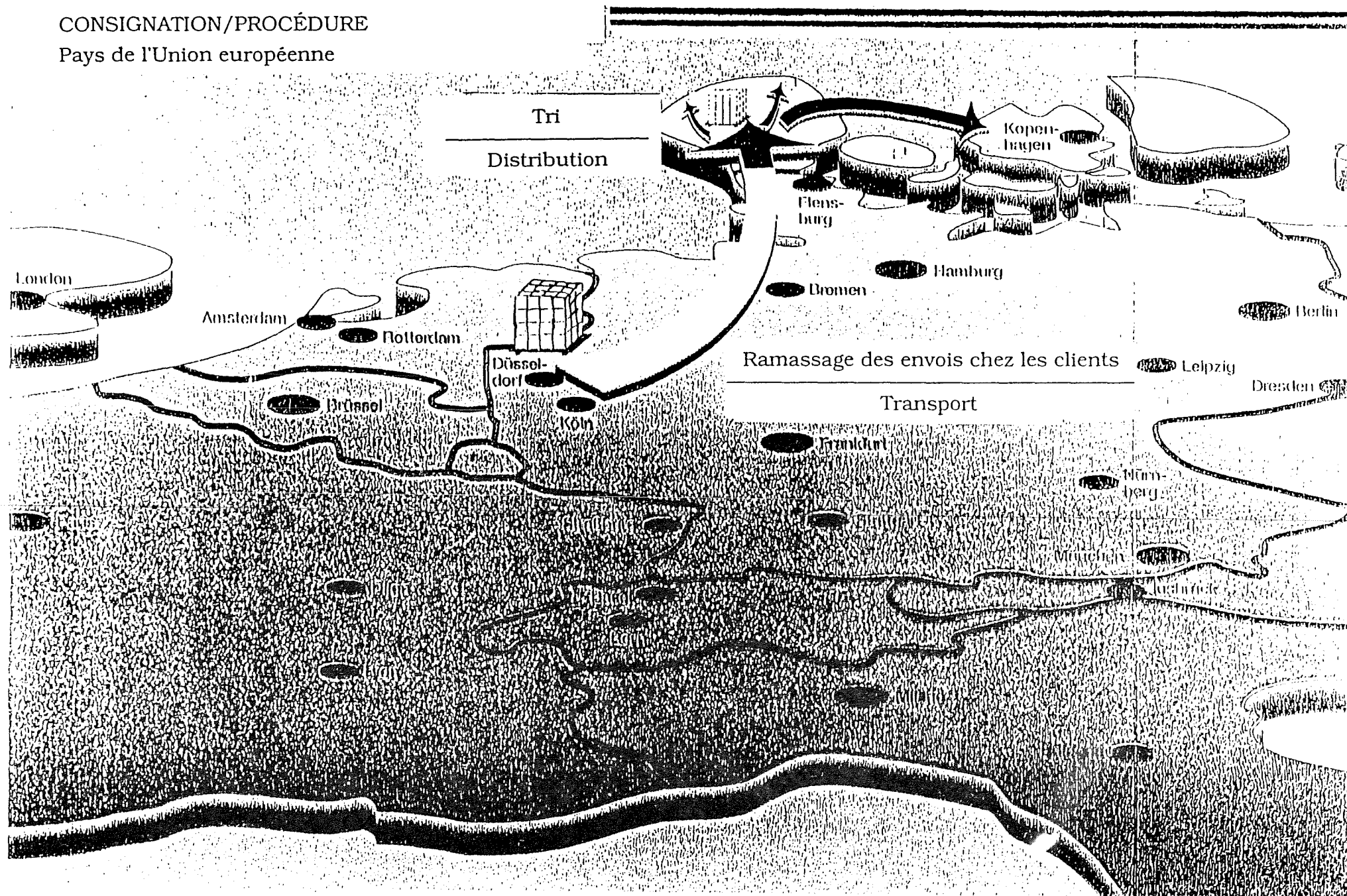
Pays n'appartenant pas à l'Union européenne



Pays de l'Union européenne



CONSIGNATION/PROCÉDURE
Pays de l'Union européenne



Article 14

Avis de réception

BANGLADESH**30. 14.1**

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'expéditeur d'un colis peut demander un avis de réception dans les conditions fixées dans la Convention. Toutefois, les Administrations peuvent /.../ imposer des restrictions en invoquant leur législation et leur réglementation intérieures.

Motifs. – La modification proposée permettra d'étendre la portée du service fourni à la clientèle. De plus, certains pays peuvent autoriser la remise d'un avis de réception aussi bien dans le cas des colis recommandés que dans celui des colis avec valeur déclarée.

Article 15

Colis francs de taxes et de droits

SUÈDE**30. 15.1**

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Dans les relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau d'origine, la totalité des taxes et des droits dont un colis est grevé à la livraison. Il s'agit d'un «colis franc de taxes et de droits». /.../

Motifs. – La possibilité de demander que les colis soit distribués francs de taxes et de droits postérieurement au dépôt est un service très coûteux et aussi très rarement utilisé.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie (Rép.).

Article 21

Réclamations

OMAN

30. 21.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois (le reste sans changement).

Motifs. – Le délai actuel (d'une année) est relativement long. D'habitude, les réclamations sont présentées en un délai plus court.

La longueur du délai conduit à un entassement des registres, qui est très préjudiciable.

Article 21

Réclamations

ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE

30. 21.2

Le modifier comme suit:

1. Les réclamations sont admises dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt d'un colis. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, si, à la demande du client, les réclamations sont transmises par des moyens de télécommunication ou par EMS, elles peuvent donner lieu à la perception d'une taxe d'un montant équivalant au prix du service demandé.

2. (Sans changement.)

3. (Supprimé.)

4. (Sans changement.)

5. (Supprimé.)

Motifs. – Lorsqu'un client a payé pour un service devant lui être fourni, il est injustifié d'attendre le paiement d'une taxe supplémentaire pour l'acceptation d'une réclamation concernant un éventuel défaut de prestation de ce service. En effet, cela risque d'accentuer la mauvaise impression que le client pourrait déjà avoir du service postal. Toutes les réclamations devraient donc être acceptées gratuitement, par souci d'assurer un service orienté vers la clientèle.

Appuis. – Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 21

Réclamations

ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE

30. 21.3

Ajouter le nouveau paragraphe 1bis suivant:

1bis. Pendant cette période, les réclamations sont acceptées dès que le problème est signalé par l'expéditeur ou par le destinataire. Cependant, lorsque la réclamation d'un expéditeur concerne un colis non distribué et que le délai d'acheminement publié n'est pas encore expiré, il convient d'informer l'expéditeur de ce délai.

Motifs. – La proposition vise à éviter des réclamations prématurées dans les cas de perte, en prenant en compte les délais de transmission du courrier prévus entre les différents pays. Ces délais de transmission devraient être calculés par l'Administration d'origine et publiés automatiquement dans sa documentation destinée à la clientèle. (Le destinataire n'est pas nécessairement censé connaître ces délais. Dans ces conditions, il est donc fait en particulier référence à l'expéditeur.) Ce genre de réclamations prématurées affaiblissent la capacité de l'Administration postale à traiter rapidement et efficacement les autres réclamations.

A un niveau plus important, l'application de cette proposition servirait à encourager les Administrations postales à publier les délais de transmission de courrier prévus pour leurs services, dans le souci d'améliorer le service à la clientèle. Cela obligerait également toutes les Administrations à tenir à jour les informations rassemblées dans le Recueil des normes de distribution publié par l'UPU.

Appuis. – Allemagne, Hongrie (Rép.), Italie, Pays-Bas.

Article 21

Réclamations

ARGENTINE

30. 21.4

Amendement à la proposition 30. 21.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les réclamations sont admises dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt d'un colis. A l'exception du cas prévu au paragraphe 1bis, le traitement (le reste sans changement).

1bis. Il est possible de percevoir une taxe spéciale de 0,65 DTS au maximum, lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée; cette taxe étant prélevée effectivement avant la remise du rapport au réclamant.

Motifs. – Il n'est pas jugé approprié d'établir que le traitement des réclamations est gratuit dans tous les cas. On sait en effet que les démarches à entreprendre à la suite d'une réclamation donnent lieu à un travail considérable. C'est la raison pour laquelle on considère que, dans le cas où la réclamation est injustifiée, c'est-à-dire lorsqu'il est établi que l'envoi a été remis de façon réglementaire ou traité conformément aux dispositions pertinentes de l'Arrangement et de son Règlement d'exécution, il convient de percevoir une taxe spéciale. A cet égard, il faut souligner que si l'on ne perçoit pas cette taxe en cas de réclamations injustifiées, on risque de faciliter involontairement l'usage abusif de ce moyen gratuit pour recevoir une preuve écrite de la remise de l'envoi.

Article 23

Taxe de présentation à la douane

ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE

30. 23.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Les colis soumis au contrôle douanier dans le pays de destination peuvent être frappés d'une taxe de 3,27 DTS par colis au maximum. /.../ Cette taxe est perçue uniquement dans les cas où les colis sont grevés de droits de douane au cours du dédouanement. Sauf entente spéciale, (le reste sans changement).

Motifs. – De nombreux colis soumis aux autorités douanières pour dédouanement ne sont frappés d'aucun droit de douane. Dans ces cas-là, les Administrations postales devraient s'abstenir de percevoir de la part des destinataires une taxe de présentation à la douane. Cette première opération de présentation à la douane devrait être considérée comme faisant partie intégrante du service international des colis postaux tel qu'il a été payé par l'expéditeur. Cependant, lorsqu'un colis est frappé de droits de douane, l'Administration postale peut percevoir une taxe supplémentaire de la part du destinataire. Cela se justifie par les frais supplémentaires encourus en raison de la perception des droits de douane de la part du destinataire et en raison de la comptabilité s'y attachant.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Danemark, France, Grèce, Irlande, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

JAPON

30. 25.1

Paragrophes 3.2 et 4. Les modifier comme suit:

3.2 pour les autres colis, les montants ci-après:

66,15 DTS par colis jusqu'à 5 kilogrammes;

98,01 DTS par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;

132,32 DTS par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;

166,61 DTS par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;

au-dessus de 20 kilogrammes, 34,31 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.

4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant de 166,61 DTS par colis, sans égard à son poids.

Motifs. – On note une augmentation du nombre des expéditions de marchandises de valeur par colis international et beaucoup de clients s'estiment insatisfaits des montants des indemnités en vigueur. L'élévation des montants des indemnités éliminerait les raisons de mécontentement.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

30. 25.2

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

3.2 pour les autres colis, les montants ci-après:

20 DTS par colis jusqu'à 1 kilogramme;
30 DTS par colis jusqu'à 3 kilogrammes;
45 DTS par colis /.../ jusqu'à 5 kilogrammes;
65 DTS par colis /.../ jusqu'à 10 kilogrammes;
90 DTS par colis /.../ jusqu'à 15 kilogrammes;
110 DTS par colis /.../ jusqu'à 20 kilogrammes;
au-dessus de 20 kilogrammes, 25 DTS par /.../ coupure ou fraction de 5 kilogrammes.

Motifs. –

1. Echelonner les classes d'indemnité selon les coupures de poids.
2. Arrondir les fractions à des nombres entiers pour se conformer au système comptable de la poste internationale.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

30. 25.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant de 110 DTS par colis, sans égard à son poids.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 25.2.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

CORÉE (RÉP.)

30. 25.4

Paragrophes 3.2 et 4. Les modifier comme suit:

3.2 pour les autres colis, les montants ci-après:
60 DTS par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
80 DTS par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
110 DTS par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
140 DTS par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;
 au-dessus de 20 kilogrammes, 30 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.

4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant de 140 DTS par colis, sans égard à son poids.

Motifs. – Augmenter d'environ 25% le montant des indemnités payables pour des colis ordinaires, compte tenu de l'inflation qu'il y a eu en cinq ans depuis le Congrès de Washington 1989, afin:

- de répondre aux besoins des clients;
- de conserver un avantage concurrentiel par rapport aux coursiers privés.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

INDONÉSIE

30. 25.5

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

- 3.2 pour les autres colis, les montants ci-après:
50,72 DTS par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
75,14 DTS par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
101,44 DTS par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
127,72 DTS par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;
au-dessus de 20 kilogrammes, 26,30 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.

Motifs. – Le montant de l'indemnité est très bas par rapport à l'augmentation du prix des envois. Cette augmentation est probablement due au fait que le service des colis postaux est entré dans une période de concurrence acharnée avec les coursiers privés durant les cinq années qui ont suivi le Congrès de Washington 1989. Si on analyse les chiffres cités plus haut, on s'aperçoit que les montants ont été élevés de 15%.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

GRANDE-BRETAGNE, JAPON, NORVÈGE

30. 25.6

Paragraphe 3.2 et 4. Les modifier comme suit:

- 3.2 pour les autres colis, les montants ci-après:
66 DTS par colis jusqu'à 5 kilogrammes;
98 DTS par colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes;
132 DTS par colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kilogrammes;
167 DTS par colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kilogrammes;
au-dessus de 20 kilogrammes, 34 DTS par colis et par coupure ou fraction de 5 kilogrammes.
4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques /.../ un montant /.../ fixe par colis sans égard à son poids, mais pas inférieur à 167 DTS.

Motifs. – La dernière modification des limites existantes remonte au Congrès de Washington. Entre-temps, le niveau des prix et des exigences des clients a augmenté.

Le texte révisé du paragraphe 4 offrirait aux Administrations la possibilité de convenir bilatéralement de tout montant de l'indemnité sans égard au poids, à condition que ce montant soit plus favorable au client que l'indemnité payée pour un colis de 20 kilogrammes, conformément au paragraphe 3.2.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 25.7

Paragrapes 3.2 et 4. Les modifier comme suit:

3.2 pour les autres colis, /.../ des montants calculés en combinant le taux de 40 DTS par colis et le taux par kilogramme de 4,50 DTS.

4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant de 130 DTS par colis, sans égard à son poids.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 33.1.

L'adoption du principe du taux universel entraîne nécessairement l'abandon des échelons de poids ayant servi jusqu'ici comme base de calcul des quotes-parts territoriales et maritimes. Vu que l'article 25.3.2 de l'Arrangement (texte refondu) prévoit actuellement des indemnités présentées en fonction des échelons de poids précités pour les colis ordinaires perdus, spoliés ou avariés, il y a lieu d'adopter une présentation plus conforme à celle du taux universel (taux par colis et/ou taux par kilogramme).

Lors de l'élaboration de la présente proposition, il a été tenu compte de la nécessité primordiale de déboucher sur des indemnités *au moins égales* aux indemnités actuelles, mais qui ne seraient pas excessives pour autant.

Cela étant, l'adoption d'un montant d'indemnité unique par colis n'a pas été retenue, étant donné la hausse irréaliste qu'impliquerait celui-ci pour les colis de poids bas.

Dans le même ordre d'idée, un taux par kilogramme serait inadapté en raison des augmentations exagérées impliquées pour les colis de poids élevé.

Par conséquent, une solution prévoyant un «taux universel» combinant un taux fixe par colis et un taux variable par kilogramme s'imposait. Les taux optimaux dégagés – de 40 DTS par colis et de 4,50 DTS par kilogramme – donnent lieu à des indemnités au moins égales ou supérieures aux indemnités actuelles (augmentation médiane de 9,95 pour cent) pour ne pas diminuer l'indemnité maximale offerte aux clients.

Le paragraphe 4 de l'article 25 devra être modifié en conséquence de la nouvelle indemnité prévue pour les colis de 20 kilogrammes.

Voir Congrès – Doc 77.

Article 25

Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE

30. 25.8

Amendement à la proposition 30. 25.7

Paragraphe 3.2 et 4. Les modifier comme suit:

3.2 pour les autres colis, /.../ des montants calculés en combinant le taux de 40 DTS par colis et le taux par kilogramme de 6 DTS.

4. Les Administrations peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques un montant d'au moins 167 DTS par colis, sans égard à son poids.

Motifs. – Le Conseil exécutif a proposé d'apporter un amendement à l'article 25 à la suite de l'adoption du principe d'un taux universel et a suggéré des taux d'indemnisation aussi proches que possible de ceux qui existent déjà.

Ne connaissant pas la proposition que le CE allait formuler, la Norvège, la Grande-Bretagne et le Japon ont présenté la proposition 30. 25.6 visant à augmenter les indemnités de 50 pour cent et qui a été appuyée par 16 Administrations de Posteurop. L'objet de l'amendement ci-dessus, qu'il est suggéré d'apporter à la proposition 30. 25.7, est d'intégrer une augmentation de 50 pour cent dans le calcul de l'indemnité effectué suivant le principe d'un taux universel.

Appuis. – Japon.

Article 28

Paiement de l'indemnité

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE**30. 28.1**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:

3.1 (sans changement);

3.2 (sans changement).

Motifs. – L'attente des clients en matière de rapidité des réponses à leurs demandes de renseignements se fait de plus en plus exigeante. Il devrait être possible à toutes les Administrations de fournir une réponse dans un délai de deux mois.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.).

Article 28

Paiement de l'indemnité

HONGRIE (RÉP.)**30. 28.2/Rev 2**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou a dû retourner la formule C 9 insuffisamment remplie avec les données qui manquaient ou qui étaient insuffisantes, et a ainsi dépassé le délai de principe précisé au Règlement d'exécution pour payer l'indemnité à l'ayant droit ou n'a pas signalé; (le reste sans changement).

Motifs. – Les Administrations postales sont responsables de l'établissement correct des formules C 9 et les insuffisances dans ce domaine ne devraient pas avoir de conséquences désavantageuses pour les usagers, en retardant le paiement de l'indemnité.
Voir également notre proposition concernant la modification de l'article 38.3 de la Convention.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Croatie, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.).

Article 28

Paieement de l'indemnité

ISRAËL

30. 28.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:
(le reste sans changement).

Motifs. – Dans l'environnement concurrentiel dans lequel se trouvent les services postaux, les clients exigent une réponse à leur demande d'enquête dans un délai raisonnable. Le Congrès de Washington a raccourci le délai de cinq à trois mois, mais ce délai est encore inacceptable pour les clients, en particulier vu le fait que les transmissions électroniques de messages sont devenues si courantes.

La période proposée de deux mois laisse, à notre avis, assez de temps aux Administrations pour enquêter et donner leur réponse, et permettrait d'indemniser les clients dans un délai de trois mois, qui est encore beaucoup plus long que celui pratiqué par nos concurrents.
La proposition 20. 38.1 prévoit une modification analogue à l'article 38 de la Convention.

Article 28

Paielement de l'indemnité

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)**30. 28.4**

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois ou trente jours, si le cas est signalé par télécopie, par télex ou par tout autre moyen de télécommunication, sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:
(le reste sans changement).

Motifs. –

- Il s'agit d'aider les clients.
- En cas d'utilisation de moyens de télécommunication, la durée du suivi de l'affaire devrait être raccourcie.

CANADA**30. 29.91/Rev 1**

Créer le nouvel article suivant:

Article 29bisRémunération spéciale pour la réparation de colis endommagés

1. Lorsqu'une Administration de destination reçoit une grande quantité de colis endommagés dans une ou plusieurs dépêches en provenance d'une Administration d'origine, l'Administration de destination a la faculté de percevoir de l'Administration d'origine les coûts supplémentaires de documentation et de réparation occasionnés par ces colis endommagés. La taxe visée doit refléter les coûts réels de la réparation des colis endommagés effectuée par l'Administration de destination, sans toutefois dépasser 5 DTS par colis. Dans les cas où le contenu s'est séparé de l'emballage correspondant et que les deux ne peuvent pas être reconstitués avec certitude, l'Administration de destination devra soit renvoyer les contenus et les emballages en cause à l'Administration d'origine et se faire rembourser les frais de transport applicables, soit disposer des contenus et des emballages vides en cause selon sa législation intérieure.

2. La disposition du paragraphe 1 ne peut être appliquée par l'Administration de destination:
 - 2.1 que lorsqu'elle a informé l'Administration d'origine, par voie des télécommunications, du nombre très élevé de colis endommagés reçus;
 - 2.2 que dans les cas où la confection des dépêches additionnelles en cause a eu lieu au moins quinze jours civils après l'envoi d'un tel avis à l'Administration d'origine, lorsqu'il s'agit de colis-avion, et de soixante jours civils lorsqu'il s'agit de colis de surface.
3. L'Administration de destination indique sur le bulletin de vérification CP 13 le nombre de colis dans chaque dépêche ayant dû être réparés et précise les coûts additionnels occasionnés par ces réparations devant être remboursés. Les frais en cause seront portés à la colonne 12 «Observations» de l'état des sommes dues (colis-surface) CP 15 et à la colonne 14 «Observations» de l'état des sommes dues (colis-avion) CP 15bis dans le cas des colis-avion.

Motifs. – Une règle fondamentale du service fait que les colis doivent être emballés correctement et résister aux opérations normales de manutention et de tri au sein des systèmes postaux et de transport. L'Administration d'origine (de dépôt) des colis a la responsabilité de s'en assurer.

Il arrive bien sûr que, pour diverses raisons, un nombre limité de colis subit des dommages entre le dépôt dans le système postal et la distribution (y compris entre l'expédition par le bureau d'échange d'origine et la réception par le bureau d'échange de destination). L'Arrangement concernant les colis postaux contient des dispositions détaillées pour traiter de tels cas. Ces dispositions partent du principe que les colis endommagés constituent l'exception plutôt que la règle. La situation se modifie de façon radicale lorsqu'une Administration de destination reçoit des dépêches où les colis endommagés constituent une proportion élevée de tous les colis reçus.

La réparation des colis est une opération longue et onéreuse. Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que l'Administration de destination répare, sans compensation adéquate, des quantités élevées de colis endommagés. Il est donc juste, dans de telles circonstances, que l'Administration de destination ait la faculté de se faire rembourser, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 5 DTS par colis, les coûts additionnels occasionnés par la réparation des nombreux colis en cause. L'Administration de destination devra déterminer les coûts moyens par colis lorsqu'il s'agit d'opérations normales de réception et les coûts additionnels qu'impliquent la documentation et la réparation des colis endommagés.

Ces dommages peuvent, bien sûr, se produire au cours du transport ou à tout autre moment entre l'expédition par le bureau d'échange d'origine et la réception par le bureau d'échange de destination. L'Administration d'origine demeure responsable des colis expédiés jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par l'Administration de destination. L'Administration d'origine est responsable de donner suite à l'affaire auprès des sociétés de transport et des Administrations de transit en cause, dans le but de déterminer la responsabilité de celles-ci.

La réception de dépêches contenant un nombre très élevé de colis endommagés n'a rien d'hypothétique. Notre service a dû subir cette situation pour un certain nombre de dépêches reçues et considère que cela doit changer. Un objectif clé de cette proposition est la réduction radicale du nombre de colis endommagés, dans l'intérêt des clients dans le pays d'origine et de destination, ainsi que de celui des autres parties en cause. Il ne nous est pas possible de continuer à faire les frais de la situation actuelle en assumant les coûts élevés de réparation. Il y a un besoin évident de mettre en place un mécanisme permettant de compenser l'Administration de destination de ses coûts élevés de réparation. Une telle mesure devrait également inciter les Administrations d'origine en cause à apporter les correctifs nécessaires.

Appuis. – Bulgarie (Rép.), Irlande, Suède.

Article 30

Objectifs en matière de qualité de service

GRANDE-BRETAGNE**30. 30.1**

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

3bis. Les Administrations vérifient les résultats effectifs par rapport aux objectifs qu'elles ont fixés en matière de qualité de service.

Motifs. – Les clients recherchent un niveau de service de bout en bout qui soit aussi bien prévisible que fiable. Les Administrations doivent contrôler leurs propres résultats pour s'assurer que les objectifs convenus sont bien réalisés. Etant donné que la fiabilité et la prévisibilité sont les principaux facteurs d'achat intervenant dans le choix du transporteur de colis, les Administrations concluant des accords bilatéraux en matière de service devraient également envisager des pénalités financières pour défaut de réalisation des objectifs convenus.

Appuis. – Allemagne, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.).

Article 32

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)**30. 32.1**

Créer le paragraphe 2bis suivant:

2bis. Dans le cas des colis postaux de surface, si la disparition du contenu, l'endommagement, le remplacement ou la perte de l'envoi sont constatés par le bureau de destination lors de la réception et de l'ouverture du sac ou des sacs de la dépêche concernée, alors que les récipients et leurs fermetures paraissent intacts, et si le bureau de poste de destination a émis à temps un bulletin de vérification CP 13 suivant les dispositions réglementaires et a avisé de la situation les bureaux concernés, la responsabilité est assumée par le bureau d'origine, et le bureau de destination est dégagé de toute responsabilité.

Motifs. – Il s'agit:

- d'améliorer la qualité de service;
- de responsabiliser davantage les bureaux de poste d'origine;
- d'obtenir le consentement des clients;
- d'assurer une programmation correcte des dépêches de courrier de surface;
- d'utiliser davantage le service S.A.L. et les conteneurs fermés, en particulier pour les longs parcours.

Article 32

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 32.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas le montant fixé à l'article 25.3.2, pour un colis de 1 kilogramme, cette somme est supportée, à parts égales, par les Administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des Administrations intermédiaires.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 25.7.

Compte tenu de la revision proposée de l'article 25.3.2, il a paru indiqué d'adopter comme somme maximale l'indemnité relative à un colis de 1 kilogramme (44,50 DTS), plutôt que de prévoir toujours celle d'un colis de 5 kilogrammes, qui, selon la proposition 30. 25.7, serait de 62,50 DTS, représentant une augmentation de 42 pour cent par rapport à la somme maximale de 44,10 DTS appliquée actuellement.

Article 33

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 33.1

Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis calculées en combinant le taux indicatif par colis et le taux indicatif par kilogramme ci-après:

<u>Taux indicatif:</u>	<u>DTS</u>
a) <u>par colis:</u>	<u>2,85</u>
b) <u>par kg de poids brut de la dépêche:</u>	<u>0,28</u>

2. (Supprimé.)
3. (Sans changement.)
4. Les quotes-parts visées sous 1 et 2 (le reste sans changement).
5. (Sans changement.)

Motifs. – La résolution C 17 du Congrès de Washington 1989 a chargé le Conseil exécutif d'examiner la possibilité d'introduire un taux universel combinant un taux par colis et un taux par kilogramme de poids brut de la dépêche en s'appuyant sur deux éléments: frais fixes et frais variables. De même, la résolution C 18 a demandé de procéder à une étude sur le montant des taux indicatifs des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée.

Les taux fixe et variables proposés ont été calculés à partir des éléments suivants:

- la recette théorique des quotes-parts territoriales d'arrivée en DTS établie sur les bases suivantes:
 - la répartition par échelons de poids du trafic à l'arrivée à partir des renseignements fournis par 26 Administrations pour les années 1986 à 1990 (consultation effectuée en 1991 et 1992);
 - les montants des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée figurant à l'article 47 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989) augmentées de 8,25%, taux retenu comme taux de croissance des quotes-parts territoriales d'arrivée pratiquées par les Administrations entre 1988 et 1993;
- le poids moyen des colis de 6,04 kg dégagé par la consultation précitée.

Ayant adopté le principe du taux universel et d'une comptabilité uniformisée sur cette base, le CE a approuvé en conséquence la proposition 30. 36.2, qui prévoit la suppression de comptabilités, convenues éventuellement entre les Administrations d'origine et de destination, sur la base soit de quotes-parts attribuées globalement par coupures de poids, soit d'une somme par colis, soit d'une somme par kilogramme de poids brut de la dépêche. La suppression du paragraphe 2 de l'article 33 faisant l'objet de la présente proposition en est la conséquence.

La possibilité d'une rémunération sur base bilatérale est néanmoins reprise dans l'accord-cadre relatif à une nouvelle gamme de produits et de services de colis postaux qui a été entériné par le CE 1993 et diffusé aux Administrations par la lettre-circulaire n° 4415-714(N)1712.

Voir Congrès – Doc 77.

Article 33

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN

30. 33.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
	Taux indicatif
1	2
	DTS
Jusqu'à 1 kg	<u>3</u>
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	<u>3.5</u>
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	<u>4</u>
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	<u>5</u>
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	<u>6</u>
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	<u>7</u>
Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg	<u>1</u>

Motifs. -

1. Supprimer les fractions de DTS pour faciliter les opérations comptables entre les Administrations postales.
2. Limiter les erreurs dues aux fractions de DTS sur les feuilles de route CP 20 et CP 11.
3. Il est d'usage, en matière de comptabilité, d'arrondir les fractions de DTS au chiffre entier inférieur ou supérieur le plus proche.

Article 33

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

GRANDE-BRETAGNE

30. 33.3

Modifier le titre et le texte de cet article comme suit:

Quote-part territoriale /.../ d'arrivée

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales /.../ d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupure de poids	Quote-part territoriale /.../ d'arrivée
	Taux indicatif
1	2
	DTS
Jusqu'à 1 kg	2,61
Au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,53
Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg	0,65

2. En cas d'attribution des quotes-parts conformément à l'article 36.3, les taux indicatifs suivants sont recommandés:
- 2.1 quote-part territoriale d'arrivée /.../ par colis: 4 DTS;
- 2.2 quote-part territoriale d'arrivée /.../ par kilogramme de poids brut des dépêches: 0,40 DTS.
3. Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les Administrations fixent leurs quotes-parts territoriales /.../ d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service. /.../
4. (Sans changement.)
5. Les quotes-parts territoriales /.../ d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

Motifs. – Les quotes-parts territoriales de départ ont été introduites en tant que mécanisme de contrôle des quotes-parts territoriales d'arrivée. Cependant, elles sont, dans une large mesure, inefficaces à cet égard et généralement mal comprises. Il est donc proposé de les abandonner. Les conditions de concurrence sur le marché des colis postaux devraient obliger les Administrations à contrôler leurs coûts et à fixer des tarifs réalistes. A défaut de quoi, elles perdront inévitablement des parts de marché au profit des opérateurs privés.

Propositions de conséquence: 33. 8.2 et 35. RE 3801.1.

Appuis. – Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article 33

Quote-part territoriale de départ et d'arrivée

GRÈCE

30. 33.4

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations sont soumis aux quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis selon les taux indicatifs ci-après:

Coupures de poids	Quote-part territoriale de départ et d'arrivée
1	Taux indicatif 2
	DTS
/.../	/.../
Jusqu'à 3 kg	3,27
Au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	3,92
Au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	4,90
Au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	5,88
Au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg	6,53
Au-dessus de 20 kg, pour chaque coupure ou fraction de 5 kg	0,65

Motifs. – Nous proposons la suppression du premier échelon de poids (jusqu'à 1 kg) et de la quote-part correspondante (2,61 DTS), étant donné que la totalité des pays échange des petits paquets jusqu'à 1 kg ou certains jusqu'à 2 kg; les tarifs d'expédition des petits paquets étant sensiblement moins chers que les colis du même poids, le trafic de colis jusqu'à 1 kg est inexistant.

En plus, cette modification simplifiera les tarifs des colis postaux et les procédures de décompte des quotes-parts.

L'adoption de cette proposition aura comme conséquence la modification des formules CP 11, CP 12, CP 13, CP 15, CP 20.

Article 34

Quote-part territoriale de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 34.1

Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres Administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit, calculées en combinant le taux par colis et le taux par kilogramme ci-après, selon l'échelon de distance qui s'applique:

<u>Echelons de distance exprimés en km</u>				<u>Taux par colis</u>	<u>Taux par kg de poids brut de la dépêche</u>
<u>1</u>				<u>2</u>	<u>3</u>
				<u>DTS</u>	<u>DTS</u>
Jusqu'à	50 km			<u>1.30</u>	<u>0.02</u>
De	50 km	jusqu'à	100 km	<u>1.30</u>	<u>0.05</u>
De	100 km	jusqu'à	200 km	<u>1.30</u>	<u>0.08</u>
De	200 km	jusqu'à	300 km	<u>1.30</u>	<u>0.12</u>
De	300 km	jusqu'à	400 km	<u>1.30</u>	<u>0.15</u>
De	400 km	jusqu'à	500 km	<u>1.30</u>	<u>0.18</u>
De	500 km	jusqu'à	600 km	<u>1.30</u>	<u>0.21</u>
De	600 km	jusqu'à	700 km	<u>1.30</u>	<u>0.23</u>
De	700 km	jusqu'à	800 km	<u>1.30</u>	<u>0.26</u>
De	800 km	jusqu'à	900 km	<u>1.30</u>	<u>0.28</u>
De	900 km	jusqu'à	1 000 km	<u>1.30</u>	<u>0.30</u>
De	1 000 km	jusqu'à	1 100 km	<u>1.30</u>	<u>0.33</u>
De	1 100 km	jusqu'à	1 200 km	<u>1.30</u>	<u>0.35</u>
De	1 200 km	jusqu'à	1 300 km	<u>1.30</u>	<u>0.37</u>
De	1 300 km	jusqu'à	1 400 km	<u>1.30</u>	<u>0.39</u>
De	1 400 km	jusqu'à	1 500 km	<u>1.30</u>	<u>0.41</u>
De	1 500 km	jusqu'à	1 600 km	<u>1.30</u>	<u>0.43</u>
De	1 600 km	jusqu'à	1 700 km	<u>1.30</u>	<u>0.45</u>
De	1 700 km	jusqu'à	1 800 km	<u>1.30</u>	<u>0.47</u>
De	1 800 km	jusqu'à	1 900 km	<u>1.30</u>	<u>0.49</u>
De	1 900 km	jusqu'à	2 000 km	<u>1.30</u>	<u>0.50</u>
De	2 000 km	jusqu'à	2 500 km	<u>1.30</u>	<u>0.56</u>
De	2 500 km	jusqu'à	3 000 km	<u>1.30</u>	<u>0.64</u>
De	3 000 km	jusqu'à	4 000 km	<u>1.30</u>	<u>0.76</u>

<u>Echelons de distance exprimés en km</u>				<u>Taux par colis</u>	<u>Taux par kg de poids brut de la dépêche</u>
1				2	3
				<u>DTS</u>	<u>DTS</u>
De	4 000 km	jusqu'à	5 000 km	<u>1.30</u>	<u>0.91</u>
De	5 000 km	jusqu'à	6 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.05</u>
De	6 000 km	jusqu'à	7 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.18</u>
De	7 000 km	jusqu'à	8 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.31</u>
De	8 000 km	jusqu'à	9 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.43</u>
De	9 000 km	jusqu'à	10 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.55</u>
De	10 000 km	jusqu'à	15 000 km	<u>1.30</u>	<u>1.88</u>

- 2. (Supprimé.)
- 3. (Sans changement.)
- 4. Les quotes-parts visées sous 1 et 2 (le reste sans changement).

Motifs. – Par sa résolution C 18, le Congrès de Washington 1989 a chargé le Conseil exécutif de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres. Pour effectuer cette revision, le CE 1990 a marqué son accord pour utiliser la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969 (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452). D'ailleurs, le CE a, conformément à la résolution C 17 du Congrès de Washington, effectué une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant un taux par colis et un taux par kg de poids brut de la dépêche qui s'appuierait sur deux éléments: frais fixes et frais variables. Ayant adopté le principe de ce taux en ce qui concerne les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée (voir proposition 30. 33.1), le CE a chargé le Bureau international d'en tenir compte lors de l'élaboration des propositions de modification des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes.

Le CE 1992 avait également chargé son Groupe de travail GT 7/1 de prendre en compte, le moment venu, la conclusion émanant de son étude «Ajustement de la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» et échelonnement des barèmes des colis postaux», selon laquelle la tarification des colis postaux de transit devrait se faire avec un échelonnement des distances identique à celui de la poste aux lettres.

Le calcul des taux fixe et variables faisant l'objet de la présente proposition a été effectué compte tenu de cette conclusion et selon la «méthode comparative» précitée, en se basant sur les éléments suivants:

- le poids moyen des colis de 6,04 kg (résultat de l'étude sur le taux universel effectuée en 1992 par le Maroc);
- les frais postaux et les frais de transport de la poste aux lettres;
- l'échelonnement des distances proposé pour la poste aux lettres.

Ayant adopté le principe du taux universel et d'une comptabilité uniformisée sur cette base, le CE a approuvé en conséquence la proposition 30. 36.2, qui prévoit la suppression de comptabilités, convenues éventuellement entre les Administrations d'origine et de destination, sur la base soit

de quotes-parts attribuées globalement par coupure, de poids, soit d'une somme par colis, soit d'une somme par kilogramme de poids brut de la dépêche. La suppression du paragraphe 2 de l'article 34 faisant l'objet de la présente proposition en est la conséquence.

La possibilité d'une rémunération sur base bilatérale est néanmoins reprise dans l'accord-cadre relatif à une nouvelle gamme de produits et de services de colis postaux qui a été entériné par le CE 1993 et diffusé aux Administrations par la lettre-circulaire n° 4415-714(N)1712.

Voir Congrès – Doc 77.

Article 34

Quote-part territoriale de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 34.2

Le modifier comme suit:

1 et 2. (Sans changement.)

3. Pour les colis /.../ en transit à découvert, les Administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer une quote-part forfaitaire de 0,40 DTS par envoi.

4. (Sans changement.)

Motifs. – Le CE 1992 a chargé le Bureau international de mener une enquête sur l'application de la «méthode comparative» aux dépêches à découvert.

La plupart des 59 Administrations qui ont participé à cette étude se sont prononcées en faveur d'une rémunération pour le travail supplémentaire occasionné par les colis transmis à découvert. Le CE 1993 a adopté le principe de cette rémunération et a chargé sa Commission 7 d'examiner la question de la forme qu'elle devrait prendre, en tenant compte, d'une part, du principe du taux universel qu'il avait adopté et, d'autre part, de la grande différence entre les taux unitaires proposés par le Bureau international et la quote-part forfaitaire de 0,33 DTS percevable pour les colis-avion en transit à découvert.

A la suite de son étude, le Bureau international a proposé une rémunération sous forme de quote-part forfaitaire de 0,75 DTS.

Le CE 1994, conscient du besoin absolu de maintenir la compétitivité du service postal, a adopté un montant de 0,40 DTS.

Proposition de conséquence: 35. RE 3401.2.

Article 34

Quote-part territoriale de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 34.3

Amendement à la proposition 30. 34.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les colis échangés entre deux Administrations (le reste sans changement):

Echelons de distance /.../	Taux par colis	Taux par kg de poids brut de la dépêche
1	2	3
	DTS	DTS
Jusqu'à 600 km	0.77	0.10
Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0.77	0.19
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	0.77	0.29
Au-delà de 2000 km	0.77	0.08 par 1000 km en sus

Motifs. – Conséquence de la décision de la Commission 4, lors de sa première séance, de retenir les frais de transit adoptés à Washington 1989.

Article 34

Quote-part territoriale de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 34.4

Créer le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier les tableaux mentionnés sous 1 et 2 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Proposition analogue à la proposition 20. 46.1/Rev 1, élaborée suite aux délibérations de la Commission 4 à sa première séance.

Article 35

Quote-part maritime

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 35.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est calculée /.../ en combinant le taux par colis et le taux par kilogramme ci-après, selon l'échelon de distance qui s'applique:

Echelons de distance

a) exprimés en milles marins	b) exprimés en km après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	Taux par colis	Taux par kg de poids brut de la dépêche
		DTS	DTS
Jusqu'à 50 milles marins	Jusqu'à 93 km	0.85	0.07
Au-delà de 50 jusqu'à 100	Au-delà de 93 jusqu'à 185	0.85	0.08
Au-delà de 100 jusqu'à 500	Au-delà de 185 jusqu'à 926	0.85	0.11
Au-delà de 500 jusqu'à 750	Au-delà de 926 jusqu'à 1 389	0.85	0.13
Au-delà de 750 jusqu'à 1 000	Au-delà de 1389 jusqu'à 1 852	0.85	0.14
Au-delà de 1 000 jusqu'à 1 500	Au-delà de 1852 jusqu'à 2 778	0.85	0.15
Au-delà de 1 500 jusqu'à 2 000	Au-delà de 2 778 jusqu'à 3 704	0.85	0.16
Au-delà de 2 000 jusqu'à 2 500	Au-delà de 3 704 jusqu'à 4 630	0.85	0.17
Au-delà de 2 500 jusqu'à 3 000	Au-delà de 4 630 jusqu'à 5 556	0.85	0.18
Au-delà de 3 000 jusqu'à 3 500	Au-delà de 5 556 jusqu'à 6 482	0.85	0.19
Au-delà de 3 500 jusqu'à 4 000	Au-delà de 6 482 jusqu'à 7 408	0.85	0.19
Au-delà de 4 000 jusqu'à 4 500	Au-delà de 7408 jusqu'à 8 334	0.85	0.20
Au-delà de 4 500 jusqu'à 5 000	Au-delà de 8 334 jusqu'à 9 260	0.85	0.20
Au-delà de 5 000 jusqu'à 5 500	Au-delà de 9 260 jusqu'à 10 186	0.85	0.20
Au-delà de 5 500 jusqu'à 6 000	Au-delà de 10 186 jusqu'à 11 112	0.85	0.21
Au-delà de 6 000 jusqu'à 6 500	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 038	0.85	0.21
Au-delà de 6 500 jusqu'à 7 000	Au-delà de 12 038 jusqu'à 12 964	0.85	0.22
Au-delà de 7 000 jusqu'à 8 000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0.85	0.22
Au-delà de 8 000 jusqu'à 9 000	Au-delà de 14 816 jusqu'à 16 668	0.85	0.23
Au-delà de 9 000 jusqu'à 10 000	Au-delà de 16 668 jusqu'à 18 520	0.85	0.23
Au-delà de 10 000 jusqu'à 11 000	Au-delà de 18 520 jusqu'à 20 372	0.85	0.24
Au-delà de 11 000 jusqu'à 15 000	Au-delà de 20 372 jusqu'à 27 780	0.85	0.25

3. (Supprimé.)
4. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée sous 2 /.../. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Par sa résolution C 18, le Congrès de Washington 1989 a chargé le Conseil exécutif de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres. Pour effectuer cette revision, le CE 1990 a marqué son accord pour utiliser la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» décrite dans le Congrès – Doc 13 de Tokyo 1969, (Documents de Tokyo 1969, tome II, pages 449 à 452). D'ailleurs, le CE a, conformément à la résolution C 17 du Congrès de Washington, effectué une étude sur la possibilité d'introduire un taux universel combinant un taux par colis et un taux par kg de poids brut de la dépêche qui s'appuyerait sur deux éléments: frais fixes et frais variables.

Ayant adopté le principe de ce taux, en ce qui concerne les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée (voir proposition 30. 33.1), le CE a chargé le Bureau international d'en tenir compte lors de l'élaboration des propositions de modification des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes.

Le CE 1992 avait également chargé son Groupe de travail GT 7/1 de prendre en compte, le moment venu, la conclusion émanant de son étude «Ajustement de la «méthode comparative poste aux lettres – colis postaux» et échelonnement des barèmes des colis postaux», selon laquelle la tarification des colis postaux de transit devrait se faire avec un échelonnement des distances identique à celui de la poste aux lettres.

Le calcul des taux fixe et variables faisant l'objet de la présente proposition a été effectué compte tenu de cette conclusion et selon la «méthode comparative» précitée, en se basant sur les éléments suivants:

- le poids moyen des colis de 6,04 kg (résultat de l'étude sur le taux universel effectuée en 1992 par le Maroc);
- les frais postaux et les frais de transport de la poste aux lettres;
- l'échelonnement des distances proposé pour la poste aux lettres;
- le taux d'augmentation de 10% des frais de transit de la poste aux lettres prévu à l'annotation 2, lettre b), au titre IV de l'Arrangement, Code annoté, 3e fascicule.

Les taux proposés sont des taux de base, c'est-à-dire des taux qui, une fois combinés et majorés des 50% prévus à l'article 35.4 (texte refondu), correspondront aux frais de transit de la poste aux lettres majorés de 10%.

Ayant adopté le principe du taux universel et d'une comptabilité uniformisée sur cette base, le CE a approuvé en conséquence la proposition 30. 36.2, qui prévoit la suppression de comptabilités, convenues éventuellement entre les Administrations d'origine et de destination, sur la base soit de quotes-parts attribuées globalement par coupures de poids, soit d'une somme par colis, soit d'une somme par kilogramme de poids brut de la dépêche. La suppression du paragraphe 3 de l'article 35 faisant l'objet de la présente proposition en est la conséquence.

La possibilité d'une rémunération sur base bilatérale est néanmoins reprise dans l'accord-cadre relatif à une nouvelle gamme de produits et de services de colis postaux qui a été entériné par le CE 1993 et diffusé aux Administrations par la lettre-circulaire n° 4415-714(N)1712.

Voir Congrès – Doc 77.

Article 35

Quote-part maritime

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 35.2

Amendement à la proposition 30. 35.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour chaque service maritime (le reste sans changement):

Echelons de distance			
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en km après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	Taux par colis	Taux par kg de poids brut de la dépêche
		DTS	DTS
Jusqu'à 500 milles marins	Jusqu'à 926 km	0.58	0.06
Au-delà de 500 jusqu'à 1 000	Au-delà de 926 jusqu'à 1 852	0.58	0.09
Au-delà de 1 000 jusqu'à 2 000	Au-delà de 1 852 jusqu'à 3 704	0.58	0.12
Au-delà de 2 000 jusqu'à 3 000	Au-delà de 3 704 jusqu'à 5 556	0.58	0.14
Au-delà de 3 000 jusqu'à 4 000	Au-delà de 5 556 jusqu'à 7 408	0.58	0.16
Au-delà de 4 000 jusqu'à 5 000	Au-delà de 7 408 jusqu'à 9 260	0.58	0.17
Au-delà de 5 000 jusqu'à 6 000	Au-delà de 9 260 jusqu'à 11 112	0.58	0.19
Au-delà de 6 000 jusqu'à 7 000	Au-delà de 11 112 jusqu'à 12 964	0.58	0.20
Au-delà de 7 000 jusqu'à 8 000	Au-delà de 12 964 jusqu'à 14 816	0.58	0.21
Au-delà de 8 000	Au-delà de 14 816	0.58	0.01 par 1000 milles marins (1852 km) en sus

Motifs. – Conséquence de la décision de la Commission 4, lors de sa première séance, de retenir les frais de transit adoptés à Washington 1989.

Article 35

Quote-part maritime

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 35.3

Créer le paragraphe 4bis suivant:

4bis. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier les tableaux mentionnés sous 2 et 3 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Motifs. – Proposition analogue à la proposition 20. 46.1/Rev 1, élaborée suite aux délibérations de la Commission 4 à sa première séance.

Article 36

Attribution des quotes-parts

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 36.2

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
- 2 et 3. (Supprimés.)
4. (Sans changement.)

Motifs. – Ayant adopté le principe du taux universel (proposition 30. 33.1), le CE 1994 a approuvé la présente proposition, qui prévoit la suppression des comptabilités convenues éventuellement entre les Administrations d'origine et de destination sur la base:

- soit de quotes-parts attribuées globalement par coupures de poids;
- soit d'une somme par colis;
- soit d'une somme par kilogramme de poids brut de la dépêche.

La possibilité d'une rémunération sur base bilatérale est néanmoins reprise dans l'accord-cadre relatif à une nouvelle gamme de produits et de services de colis postaux qui a été entériné par le CE 1993 et diffusé aux Administrations par la lettre-circulaire n° 4415-714(N)1712.

Voir Congrès – Doc 77.

Propositions de conséquence: 30. 34.1, 30. 35.1, 35. RE 3601.1 et 35. 3603.1.

Article 37

Frais de transport aérien

OMAN

30. 37.1

Transférer le paragraphe 4 à l'article 34, paragraphe 5.

Motifs. – L'article 37 traite des frais de transport aérien, alors que le paragraphe 4 du même article parle des quotes-parts territoriales de transit pour les dépêches-avion. Il serait préférable de transférer et d'ajouter ce paragraphe à l'article 34, qui traite justement des quotes-parts territo-riales de transit.

Article 37

Frais de transport aérien

GRANDE-BRETAGNE

30. 37.2

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Le paiement des frais de transport aérien des colis postaux à l'intérieur du pays de destination devrait être supprimé. Les colis postaux internationaux devraient bénéficier du même traitement que les colis postaux de catégorie équivalente transmis par le service intérieur dans le pays de destination. On peut raisonnablement considérer que les frais à payer pour ce genre d'en-vois doivent faire partie d'une taxe unique. Des suppléments, tels que la taxe de transport aérien interne, occasionnent des frais d'administration supplémentaires qu'il est possible d'éviter.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Bulgarie (Rép.), Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article 41

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 41.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'administration pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'administration qui sont parties à cet Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 30. 41.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 41

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 41.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à cet Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 41

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

30. 41.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet (le reste sans changement);

3.2 (sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 41

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

JAPON

30. 41.4

Amendement à la proposition 30. 41.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet (le reste sans changement);

3.2 (sans changement).

Ajouter le nouveau paragraphe 3bis suivant:

3bis. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre, dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification ou l'adjonction proposée, a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification ou cette adjonction, dans les 90 jours à compter de la date de notification de ladite modification ou adjonction.

Motifs. – Si des dispositions sont modifiées entre deux Congrès, il se pourrait qu'un Pays-membre refuse les dispositions modifiées, en vertu de l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution, et de l'article 122 du Règlement général. Toutefois, puisqu'il existe une disposition (l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès) qui prévoit clairement qu'un Pays-membre a la faculté de ne pas accepter d'appliquer des dispositions modifiées lors d'une session du Congrès, le Japon propose de formuler une disposition prévoyant clairement qu'un Pays-membre puisse déclarer refuser que la disposition modifiée entre deux Congrès soit ajoutée dans l'Acte pertinent.

COLIS, ARRANGEMENT, PROTOCOLE FINAL, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

33. 0.1/Rev 1

Recommandation

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

Le Congrès,

ayant adopté

le principe du taux universel prévu dans la résolution C 17 du Congrès de Washington 1989 en ce qui concerne les quotes-parts territoriales de transit,

compte tenu

de ce que ces quotes-parts seront calculées dorénavant par kilogramme, et non selon les échelons de poids prévus à l'article 48 de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989),

prie

les Administrations des Pays-membres de l'Union ayant fait une réserve à l'article IX du Protocole final de l'Arrangement précité en matière de quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles de retirer lesdites réserves en raison de leur libellé devenu inadapté.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 34.1, les échelons de poids habituels ayant été abandonnés en raison de l'adoption du «taux universel».

ITALIE

33. 0.2

Amendement à la proposition 33. 0.1/Rev 1

Résolution

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

Le Congrès,

ayant adopté

la proposition 30. 34.1 qui préconise des quotes-parts territoriales calculées en combinant un taux par colis et un taux par kilogramme,

estimant

que les réserves figurant aux articles IX et XI, paragraphe 2, du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux fondés sur les échelons de poids prévus à l'article 34, paragraphe 1, de l'Arrangement (Congrès – Doc 60/Add 3) sont devenus inadaptés,

décide

de supprimer ces réserves tout en invitant les Administrations des Pays-membres de l'Union, qui ont vraiment besoin de quotes-parts supplémentaires pour couvrir leurs coûts, de présenter de nouvelles réserves sur la base du système actualisé.

Motifs. – Cet amendement vise à introduire plus de clarté.

Etant donné que les réserves actuelles sont fondées sur le système et le niveau des quotes-parts territoriales de transit actuels, elles perdent leur base si la proposition 30. 34.1 est adoptée. Les Administrations qui souhaitent des quotes-parts supplémentaires également à l'avenir devront donc présenter de nouvelles réserves fondées sur les quotes-parts territoriales figurant à la proposition 30. 34.1.

Par ailleurs, il semble judicieux de se référer à la fois à la proposition 30. 34.1, qui préconise un taux par colis et un taux par kilogramme, et au Congrès – Doc 60/Add 3, qui sert de base aux délibérations de la Commission 7.

COLIS, ARRANGEMENT, PROTOCOLE FINAL

Article I

Avis de réception

CANADA

33. 1.1

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article 14, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article II

Interdictions

BRÉSIL

33. 2.1

Créer le nouveau paragraphe 2bis suivant:

2bis. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

Motifs. – La législation intérieure brésilienne s'oppose à l'importation de pièces de monnaie, de billets de monnaie ou de toute valeur au porteur.

Article II

Interdictions

GHANA

33. 2.2

Créer le nouveau paragraphe 2bis suivant:

2bis. Etant donné que la législation interne l'interdit, l'Administration postale du Ghana ne peut pas accepter des colis postaux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets.

Motifs. – La législation interne du Ghana ne permet pas l'importation des pièces de monnaie et des billets.

Article II

Interdictions

CANADA

33. 2.3

L'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 17.2, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

Article II

Interdictions

MYANMAR

33. 2.4

L'Administration postale de Myanmar est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 17.2, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

Article II

Interdictions

ARABIE SAOUDITE

33. 2.5

Outre les objets cités à l'article 17, l'Administration de l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant:

- 1° des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;
- 2° des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;
- 3° des objets contraires aux principes de la religion islamique.

Article II

Interdictions

ZAMBIE

33. 2.6

L'Administration postale de la Zambie est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 17.2, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

Article IV

Dédommagement

CUBA

33. 4.1

Par dérogation à l'article 25.8, Cuba est autorisé à maintenir le droit de l'expéditeur à un dédommagement pour les colis avec valeur déclarée après livraison au destinataire, sauf si l'expéditeur renonce à son droit en faveur du destinataire.

Article IV

Dédommagement

GRÈCE

33. 4.2

Créer un nouveau paragraphe 1bis:

1bis. Par dérogation à l'article 25, l'Administration de la Grèce a la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans son service aux pays qui ne paient pas de telle indemnité conformément au premier paragraphe du présent article.

Article IV

Dédommagement

CANADA

33. 4.3

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale du Canada est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article IV

Dédommagement

BAHAMAS

33. 4.4

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale des Bahamas est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article IV

Dédommagement

SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS

33. 4.5

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale de Saint-Christophe-et-Nevis est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article IV

Dédommagement

SAINTE-LUCIE

33. 4.6

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale de Sainte-Lucie est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article IV

Dédommagement

ZAMBIE

33. 4.7

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale de la Zambie est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

Article IV

Dédommagement

AUSTRALIE

33. 4.8

Par dérogation à l'article 25, l'Administration postale de l'Australie est autorisée à ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans son service.

Article V

Responsabilité

ARABIE SAOUDITE

33. 5.1

Par dérogation à l'article 25, l'Administration de l'Arabie saoudite a la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis contenant des liquides, des matières liquéfiables, fragiles et périssables ou contenant des objets interdits prescrits aux articles 27 de la Convention et 17 de l'Arrangement des colis.

Article VIII

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

TUNISIE

33. 8.1

Par dérogation à l'article 33.3, l'Administration de la Tunisie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais de traitement des colis à l'arrivée, qui sont nettement supérieurs à ceux concernant les colis au départ.

Article VIII

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

GRANDE-BRETAGNE

33. 8.2

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 33.3.

Appuis. – Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article VIII

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

TCHAD

33. 8.3

Par dérogation à l'article 33.3, l'Administration du Tchad se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Les coûts de traitement des colis à l'arrivée sont nettement supérieurs à ceux des colis au départ.

Article VIII

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

MONGOLIE

33. 8.4

Par dérogation à l'article 33.3, l'Administration de la Mongolie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Motifs. – Pour couvrir les frais.

Article VIII

Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

TUNISIE

33. 8.5

Par dérogation à l'article 33.3, l'Administration de la Tunisie se réserve le droit de fixer ses quotes-parts territoriales d'arrivée à un niveau dépassant de plus de 30 pour cent ses quotes-parts territoriales de départ.

Article VIII

Quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle

AFGHANISTAN

33. 8.6

Par dérogation à l'article 33, l'Administration de l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle par colis.

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

THAÏLANDE

33. 9.1

A titre provisoire, l'Administration de la Thaïlande est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,58 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,14 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

MALAISIE

33. 9.2

A titre provisoire, l'Administration de la Malaisie est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,39 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,05 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

GRÈCE

33. 9.3

A titre provisoire, l'Administration de la Grèce est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 1,16 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,29 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

SINGAPOUR

33. 9.4

A titre provisoire, l'Administration de Singapour est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,39 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,05 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

INDE

33. 9.5

A titre provisoire, l'Administration de l'Inde est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,40 DTS Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,51 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

RUSSIE (FÉDÉRATION DE)

33. 9.6

A titre provisoire, l'Administration de la Russie (Fédération de) est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,77 DTS Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche:
2 fois les DTS indiqués

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

AFGHANISTAN

33. 9.7

A titre provisoire, l'Administration de l'Afghanistan est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,48 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,45 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

SOUDAN

33. 9.8

A titre provisoire, l'Administration du Soudan est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34. 1:

Taux par colis: 1,61 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,65 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

CHILI

33. 9.9

A titre provisoire, l'Administration du Chili est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,21 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

FRANCE

33. 9.10

A titre provisoire, l'Administration de la France est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 1 DTS Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,20 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

33. 9.11

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

1. A titre provisoire, les Administrations figurant au tableau ci-après, sont autorisées à percevoir les quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles indiquées dans ce tableau et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1 et 2:

Administration autorisée	Montant de la quote-part territoriale de transit exceptionnelle	
	Echelons de distance	Taux par kg de poids brut de la dépêche (DTS)
Amérique (Etats-Unis)	Jusqu'à 600 km	0,10
	Au-delà de 600 jusqu'à 1000 km	0,18
	Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km	0,25
	Au-delà de 2000 km	0,10 par 1000 km en sus

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

BAHRAIN

33. 9.12

A titre provisoire, l'Administration de Bahrain est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 0,85 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,55 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

SYRIENNE (RÉP. ARABE)

33. 9.13

A titre provisoire, l'Administration de la Syrienne (Rép. arabe) est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,65 DTS

Article IX

Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles

ÉGYPTE

33. 9.14

A titre provisoire, l'Administration de l'Égypte est autorisée à percevoir les quotes-parts territoriales exceptionnelles indiquées ci-après et qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 34.1:

Taux par colis: 1 DTS

Taux par kilogramme de poids brut de la dépêche: 0,25 DTS

Article X

Quotes-parts maritimes

CANADA

33. 10.1

L'Administration postale du Canada se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues à l'article 35.

Article X

Quotes-parts maritimes

PORTUGAL

33. 10.2

L'Administration postale du Portugal se réserve le droit de majorer de 50 pour cent au maximum les quotes-parts maritimes prévues à l'article 35.

Article Xbis

Frais de transport aérien

MONGOLIE

33. 10.91

La Mongolie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

INDONÉSIE

33. 10.92

L'Indonésie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

NOUVELLE-ZÉLANDE

33. 10.93

La Nouvelle-Zélande a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

INDE

33. 10.94

L'Inde a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

TCHAD

33. 10.95

Le Tchad a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

SOUDAN

33. 10.96

Le Soudan a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

RUSSIE (FÉDÉRATION DE)

33. 10.97

La Russie (Fédération de) a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

KAZAKHSTAN

33. 10.98

Le Kazakhstan a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

TURQUIE

33. 10.99

La Turquie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CHINE (RÉP. POP.)

33. 10.100

La Chine (Rép. pop.) a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CANADA

33. 10.101

Le Canada a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

AFGHANISTAN

33. 10.102

L'Afghanistan a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

BRÉSIL

33. 10.103

Le Brésil a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

VIET NAM

33. 10.104

Le Viet Nam a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

BAHAMAS

33. 10.105

Les Bahamas ont droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de leur pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CUBA

33. 10.106

Cuba a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

HONDURAS (RÉP.)

33. 10.107

Le Honduras (Rép.) a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

BOLIVIE

33. 10.108

La Bolivie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CHILI

33. 10.109

Le Chili a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

PARAGUAY

33. 10.110

Le Paraguay a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

MEXIQUE

33. 10.111

Le Mexique a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

COLOMBIE

33. 10.112

La Colombie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

EL SALVADOR

33. 10.113

El Salvador a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

VÉNÉZUÉLA

33. 10.114

Le Vénézuéla a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

ÉQUATEUR

33. 10.115

L'Equateur a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

GUYANE

33. 10.116

La Guyane a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

MYANMAR

33. 10.117

Myanmar a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

PAKISTAN

33. 10.118

Le Pakistan a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

PÉROU

33. 10.119

Le Pérou a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

YÉMEN

33. 10.120

Le Yémen a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CAP-VERT

33. 10.121

Le Cap-Vert a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

GABON

33. 10.122

Le Gabon a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

ZAMBIE

33. 10.123

La Zambie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

ARABIE SAOUDITE

33. 10.124

L'Arabie saoudite a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

ESPAGNE

33. 10.125

L'Espagne a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

AUSTRALIE

33. 10.126

L'Australie a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

ARGENTINE

33. 10.127

L'Argentine a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

33. 10.128

L'Iran (Rép. islamique) a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article Xbis

Frais de transport aérien

CONGO (RÉP.)

33. 10.129

Le Congo (Rép.) a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés pour le transport aérien des colis-avion provenant de l'étranger à l'intérieur de son pays. Ces frais de transport aérien doivent être uniformes pour toutes les dépêches provenant de l'étranger, que les colis-avion soient réacheminés ou non par voie aérienne.

Article XI

Quotes-parts supplémentaires

DANEMARK

33. 11.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Tout colis acheminé en transit entre le Danemark et les îles Féroé ou entre le Danemark et le Groenland donne lieu à la perception des quotes-parts supplémentaires suivantes:

4.1 colis «voie de surface»

4.1.1 la quote-part territoriale de transit danoise;

4.1.2 la quote-part maritime danoise correspondant à l'échelon de distance séparant le Danemark et les îles Féroé ou le Danemark et le Groenland, respectivement;

4.2 colis-avion

4.2.1 les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant le Danemark et les îles Féroé ou le Danemark et le Groenland, respectivement.

Motifs. – Pour couvrir les frais de transport.

Article XI

Quotes-parts supplémentaires

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

33. 11.2

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les Administrations postales de l'Égypte et du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 1 DTS (le reste sans changement).

Motifs. – Les colis de surface sont transportés entre les deux pays (Égypte et Soudan) par des compagnies de navigation fluviales sur le Nil. Le taux actuel de 0,65 DTS est sensiblement inférieur au coût réel du service de transport.

Article XI

Quotes-parts supplémentaires

DANEMARK

33. 11.3

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Tout colis acheminé en transit entre le Danemark et les îles Féroé ou entre le Danemark et le Groenland donne lieu à la perception des quotes-parts supplémentaires suivantes:
- 4.1 colis «voie de surface»
- 4.1.1 la quote-part territoriale de transit danoise;
- 4.1.2 la quote-part maritime danoise correspondant à l'échelon de distance séparant le Danemark et les îles Féroé ou le Danemark et le Groenland, respectivement;
- 4.2 colis-avion
- 4.2.1 les frais de transport aérien correspondant à la distance aéro postale séparant le Danemark et les îles Féroé ou le Danemark et le Groenland, respectivement.

Motifs. – Pour couvrir les frais de transport.

Article XI

Quotes-parts supplémentaires

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

33. 11.4

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Les Administrations postales de l'Egypte et du Soudan sont autorisées à percevoir une quote-part supplémentaire de 1 DTS (le reste sans changement).

Motifs. – Les colis de surface sont transportés entre les deux pays (Egypte et Soudan) par des compagnies de navigation fluviales sur le Nil. Le taux actuel de 0,65 DTS est sensiblement inférieur au coût réel du service de transport.

Article XI

Quotes-parts supplémentaires

FRANCE

33. 11.5

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Tout colis acheminé par voie de surface ou par voie aérienne à destination /.../ des départements français d'outre-mer, des territoires français d'outre-mer et des Collectivités de Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon est assujéti à une quote-part territoriale d'arrivée égale, au maximum, à la quote-part française correspondante. Lorsqu'un tel colis est acheminé en transit par la France continentale, il donne lieu, en outre, à la perception des quotes-parts et frais supplémentaires suivants:

1.1 colis «voie de surface»

1.1.1 la quote-part territoriale de transit française;

1.1.2 la quote-part maritime française correspondant à l'échelon de distance séparant la France continentale de chacun des départements, territoires et Collectivités en cause;

1.2 colis-avion

1.2.1 la quote-part territoriale de transit française pour les colis en transit à découvert;

1.2.2 les frais de transport aérien correspondant à la distance aéropostale séparant la France continentale de chacun des départements, territoires et Collectivités en cause.

Motifs. – Pour couvrir les frais de transport.

Article XII

Tarifs spéciaux

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

33. 12.1

1. L'Administration des Etats-Unis d'Amérique a la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

Article XIIbis

Colis avec valeur déclarée

SUÈDE**33. 12.91**

Ajouter la réserve suivante:

L'Administration postale de la Suède se réserve le droit de fournir aux clients le service de colis avec valeur déclarée décrit à l'article 11, conformément à d'autres spécifications que celles définies dans cet article et dans les articles pertinents du Règlement d'exécution.

Motifs. – La Suède et d'autres pays ont décidé d'améliorer le service à la clientèle en introduisant un nouveau service d'envois avec valeur déclarée, dont les principales caractéristiques sont les suivantes:

- tous les risques sont couverts par un contrat d'assurance passé avec une société d'assurance privée;
- le montant maximal de l'assurance est le même pour tous les pays de destination;
- les envois de cette nature sont expédiés sans être munis d'une quelconque marque particulière les identifiant comme des colis avec valeur déclarée conformément à l'article RE 1103 et aux autres articles pertinents du Règlement d'exécution et peuvent être, en conséquence, envoyés à destination de tous les pays du monde;
- la responsabilité des Administrations postales de destination se limite à celle engagée dans le cas des colis ordinaires;
- la Suède continuera d'accepter les colis avec valeur déclarée arrivant des autres pays et ceux en transit, conformément aux conditions fixées dans la Convention.

MONGOLIE**33. 12.92**

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de la Mongolie réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

CANADA

33. 12.93

Créer l'article XIIquater suivant:

Principes

Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, l'Administration postale du Canada est autorisée à limiter à 30 kg le poids maximal des colis à l'arrivée et à l'expédition.

MYANMAR

33. 12.94

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de Myanmar réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

TCHÈQUE (RÉP.)

33. 12.95/Rev 1

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de la Tchèque (Rép.) se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale quand, après l'enquête effectuée à la suite d'une réclamation, on constate que celle-ci est injustifiée.

SLOVAQUIE

33. 12.96/Rev 1

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de la Slovaquie se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale quand, après l'enquête effectuée à la suite d'une réclamation, on constate que celle-ci est injustifiée.

CAP-VERT

33. 12.97

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration du Cap-Vert réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

GABON

33. 12.98

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration du Gabon réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

GABON

33. 12.99

Créer l'article XIIquinqies suivant:

Taxe de présentation à la douane
L'Administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

ZAMBIE

33. 12.100

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations
L'Administration de la Zambie réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

AFGHANISTAN

33. 12.101

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations
L'Administration de l'Afghanistan réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

SURINAME

33. 12.102

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration du Suriname réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

ZAMBIE

33. 12.103

Créer l'article XIIquinqies suivant:

Taxes de présentation à la douane

L'Administration postale de la Zambie se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

ARABIE SAOUDITE

33. 12.104/Rev 1

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration postale de l'Arabie saoudite réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

ARGENTINE

33. 12.105

Créer le nouvel article XIIsexies suivant:

Réclamations

L'Administration postale de l'Argentine se réserve le droit de percevoir une taxe spéciale quand, après l'enquête effectuée à la suite d'une réclamation, on constate que celle-ci est injustifiée.

CONGO (RÉP.)

33. 12.106

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration du Congo (Rép.) réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

CONGO (RÉP.)

33. 12.107

Créer l'article XIIquinqies suivant:

Taxe de présentation à la douane

L'Administration postale du Congo (Rép.) se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

SYRIENNE (RÉP. ARABE)

33. 12.108

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de la Syrienne (Rép. arabe) réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

33. 12.109

Créer l'article XIIter suivant:

Réclamations

L'Administration de l'Iran (Rép. islamique) réserve son droit de percevoir une taxe de réclamation sur les clients.

COLIS, RÈGLEMENT

Article RE 201

Exécution du service par les entreprises de transport

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTE, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

35. RE 201.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'Administration postale qui fait exécuter le service par des entreprises de transport doit s'entendre avec celles-ci pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement et de son Règlement, spécialement pour organiser le service d'échange. Elle sera responsable de toutes leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 2.1.

Article RE 301

Particularités relatives aux limites de poids des colis

FRANCE

35. RE 301.1

Le modifier comme suit:

1. Les pays qui fixent un poids inférieur à 31,5 kilogrammes admettent toutefois les colis qui transitent en sacs ou autres récipients clos jusqu'au poids de 31,5 kilogrammes. /.../

2. Les colis relatifs au service postal et visés à l'article 9.1 de l'Arrangement peuvent atteindre le poids maximal de 31,5 kilogrammes.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 3.2.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Hongrie (Rép.), Italie, Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Suisse.

Article RE 306

Formalités à remplir par l'expéditeur

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 306.1

Le modifier comme suit:

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition CP 2, soit comme formule unique en carton résistant de couleur blanche, soit comme partie d'une formule-liasse CP 2-C 2/CP 3.

2. Une déclaration en douane C 2/CP 3 est jointe à chaque colis, soit comme formule unique, soit comme partie d'une formule-liasse CP 2-C 2/CP 3. Le contenu du colis doit y être indiqué en détail et des mentions de caractère général ne sont pas admises. La déclaration en douane doit être établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition.

3 à 5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules CP 2 et C 2/CP 3. Un nouveau modèle de la formule combinée CP 2-C 2/CP 3 a été accepté par le CE 1994.

Propositions corrélatives: 39. 0.1, 35. RE 307.3 et 35. RE 3803.1.

Article RE 306

Formalités à remplir par l'expéditeur

ALLEMAGNE

35. RE 306.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Une déclaration en douane C 2/CP 3 est jointe à chaque colis. Le contenu du colis doit y être indiqué en détail et des mentions de caractère général ne sont pas admises. La déclaration en douane doit être /.../ solidement attachée au bulletin d'expédition.

Motifs. – Les modes opératoires en rapport avec le traitement douanier dans le pays de destination n'exigent en règle générale qu'une seule déclaration en douane. Ceci facilite l'acceptation des colis et correspond mieux aux désirs des usagers.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 306

Formalités à remplir par l'expéditeur

GRANDE-BRETAGNE

35. RE 306.3

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition CP 2 /.../.

Motifs. – Cette proposition tend à supprimer la référence au matériau du bulletin d'expédition «en carton résistant de couleur blanche». Avec les innovations modernes, cette exigence est devenue dépassée et est aujourd'hui largement ignorée. Compte tenu des contraintes financières auxquelles doivent faire face les Administrations postales dans un environnement concurrentiel, cette

exigence semble inutile. De plus, certaines Administrations adoptent désormais des jeux de documents à plusieurs feuillets afin de simplifier pour le client la procédure d'expédition. Elles ne peuvent donc pas se conformer à cette exigence relative à la production des documents en question.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 306

Formalités à remplir par l'expéditeur

GRANDE-BRETAGNE

35. RE 306.4

Ajouter le nouveau paragraphe 4bis suivant:

4bis. Les Administrations ont la faculté d'associer les formules dont il est question sous 1 et 2 en un jeu à plusieurs feuillets, dans le but d'accélérer et de simplifier les procédures d'expédition dans l'intérêt du client.

Motifs. – Certaines Administrations ont mis en service ce type de jeux de documents au cours des dernières années et les ont trouvés très commodes, tant sur le plan opérationnel que commercial. L'adoption de cette proposition entraînerait la reconnaissance officielle de l'existence de cette pratique.

Ces documents, attachés fermement à l'extérieur du colis auquel ils se rapportent, permettent aussi d'accélérer les formalités douanières lorsqu'un examen du colis accompagné de ses documents est requis.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

NORVÈGE

35. RE 307.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est invité à indiquer le traitement à appliquer en cas de non-livraison.

Motifs. – S'il n'est donné aucune instruction, les colis peuvent être renvoyés aux frais de l'expéditeur. Dans la plupart des cas, cela pourrait être la procédure normale.

L'instruction d'un expéditeur est nécessaire uniquement si celui-ci veut que son colis fasse l'objet d'un traitement spécial.

Par conséquent, l'expéditeur devrait être invité à indiquer le traitement à appliquer à un colis non livré, plutôt que d'être tenu de le faire.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

NORVÈGE

35. RE 307.2

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. En général, les colis sont renvoyés sans avis si l'expéditeur n'a pas donné d'instructions ou si celles-ci sont contradictoires.

Motifs. – Le texte modifié a pour objet d'écarter toute incertitude quant à la procédure standard à suivre, si l'expéditeur décide de ne donner aucune instruction ou si les instructions fournies sont contradictoires.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 307.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. A cet effet, il coche au recto du bulletin d'expédition la case correspondante. Il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au recto du bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. L'instruction indiquée sur le bulletin d'expédition doit être reproduite sur le colis lui-même. Elle doit être rédigée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination. /.../

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules CP 2 et C 2/CP 3. Un nouveau modèle de la formule combinée CP 2-C 2/CP 3 a été accepté par le CE 1994. En conséquence de l'introduction du tableau pour l'inscription des instructions de l'expéditeur au recto du nouveau modèle de la formule, le CE a adopté la proposition de supprimer la formule CP 2bis.
Propositions corrélatives: 39. 0.1, 35. RE 306.1 et 35. RE 3803.1.

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

ALLEMAGNE

35. RE 307.4

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. A cet effet, il coche /.../ la case correspondante du bulletin d'expédition. Il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer /.../ sur le bulletin d'expédition qu'une seule des instructions autorisées. (Le reste sans changement.)

Motifs. – La nouvelle formule combinée CP 2-C 2/CP 3 facilite l'établissement et le traitement des documents d'accompagnement tout en supprimant la formule CP 2bis et permet l'intégration d'autres formules (étiquette-adresse, récépissé de dépôt, pièce de contrôle).

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède.

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

ALLEMAGNE, SUÈDE, SUISSE

35. RE 307.5

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Les Administrations ont la faculté de ne pas admettre l'instruction visée sous 2.1 /.../ lorsque leur législation ou leur réglementation ne le permet pas.

Motifs. – Conséquence de la proposition 35. RE 307.6.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchèque (Rép.).

Article RE 307

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

ALLEMAGNE, SUÈDE, SUISSE

35. RE 307.6

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

- 2. (Sans changement):
 - 2.1 (sans changement);
 - 2.2 (supprimé);
 - 2.3 renvoi immédiat à l'expéditeur, par la voie la plus économique ou par voie aérienne;
 - 2.4 à 2.6 (supprimés);
 - 2.7 (sans changement).

Motifs. – Le nombre d'instructions de l'expéditeur à donner en cas de non-livraison doit être réduit pour des raisons pratiques et financières. Les frais d'administration sont considérables et l'application des instructions données varie entre différents pays.

L'acheminement par voie de surface est de plus en plus souvent remplacé par le transport par S.A.L. Il s'agit de tenir compte de cette évolution dans l'instruction 2.3 afin d'éviter des contestations avec les expéditeurs en cas de renvoi.

L'instruction mentionnée sous 2.6 est imprécise et prête à confusion.

L'adoption de la présente proposition aura pour conséquence la modification des formules suivantes:

CP 2	Bulletin d'expédition (verso)
CP 2bis	Instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison
CP 9	Avis de non-livraison (verso)

Appuis. – Autriche, Danemark, Hongrie (Rép.), Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.).

Article RE 401

Livre avoirdupoids

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 401.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent pas adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux /.../ poids exprimés en kilogrammes les équivalents en livres avoirdupoids.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 33.1, par laquelle les coupures de poids des colis prévus à l'article 4 de l'Arrangement et qui sont exprimés en kilogrammes ou livres avoirdupoids (article RE 401 du Règlement d'exécution de l'Arrangement) deviendront caduques. Il y a toutefois lieu de maintenir pour les pays qui ne sont pas en mesure d'adopter le système de poids métrique dans leur régime intérieur la possibilité de substituer aux poids exprimés en kilogrammes les équivalents en livres avoirdupoids.

Par contre, l'adoption d'une comptabilité basée sur le «taux universel», qui utilise un taux par kilogramme, entraîne la nécessité que chaque pays exprime son «taux universel» territorial ou maritime selon un seul système de poids.

Article RE 1102

Colis avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

NORVÈGE

35. RE 1102.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Le montant de la valeur déclarée doit être converti en DTS par l'expéditeur ou par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion, arrondi le cas échéant à l'unité supérieure, doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine. /.../ La conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

Motifs. – L'obligation de souligner le montant avec un crayon de couleur tend à être considérée par de nombreux clients et employés comme une autre curieuse pratique de la poste. Par ailleurs, comme les montants sont vérifiés au moment du dépôt et indiqués également sur la formule CP 2, toute signalisation particulière du montant en DTS semble inutile.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 1503

Décompte avec l'Administration de dépôt des colis francs de taxes et de droits

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 1503.1/Rev 2

Le modifier comme suit et ajouter les nouveaux paragraphes 3bis et 3ter ci-après:

1. Le décompte relatif aux taxes, droits de douane et autres frais déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre est effectué au moyen des comptes particuliers /.../ CP 19, établis trimestriellement par l'Administration créancière /.../. Les données des parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné. Il n'est pas établi de compte négatif.

2. Le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du deuxième mois suivant le trimestre /.../ auquel il se rapporte. /.../

3. Les décomptes se font par l'intermédiaire du compte CP 16. /.../

3bis. A moins que les Administrations intéressées n'en aient convenu autrement, le montant de la dernière ligne du CP 19 devra être inclus par l'Administration créditrice dans le prochain CP 16 envoyé par cette même Administration, avec justification dans la colonne «Observations».

3ter. Pour le cas où l'Administration n'utiliserait pas de CP 16 dans ses relations avec l'Administration débitrice, le compte AV 5 pourra être, à titre d'exception, utilisé d'une façon similaire.

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62 et proposition 35. RE 3604.1/Rev 2.

Article RE 1503

Décompte avec l'Administration de dépôt des colis francs de taxes et de droits

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 1503.2

Paragraphe 1. Remplacer la mention «CP 19» par «C 26/CP 19».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 26 et CP 19. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Proposition corrélative: 39. 01.

Article RE 1601

Désignation et traitement des colis faisant l'objet d'une demande d'avis d'embarquement

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 1601.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU selon laquelle il a été proposé de supprimer certaines formules (services) d'utilité limitée. Le CE 1993 s'est prononcé pour la suppression de la formule CP 6, les Administrations pouvant toujours choisir d'assurer ou non ce service. Les précisions concernant l'utilisation éventuelle dans les relations réciproques entre Administrations du service en question feront l'objet d'un commentaire du Bureau international dans le Manuel des Colis postaux.

Propositions corrélatives: 35. RE 3107.1 et 35. RE 3803.1.

Article RE 1902

Avis de non-livraison

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 1902.1

Paragraphe 4, 4e ligne. Remplacer la mention «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39.01, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1 et 35. RE 3116.1.

Article RE 1902

Avis de non-livraison

ALLEMAGNE, SUÈDE, SUISSE

35. RE 1902.2

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. /.../ L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition. (Le reste sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 35. RE 307.6.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 1903

Non-livraison. Nouvelles instructions de l'intéressé

ALLEMAGNE, SUÈDE, SUISSE

35. RE 1903.1

Le modifier comme suit:

1. Après réception d'un avis de non-livraison, il incombe à l'expéditeur /.../ de donner ses instructions. Il ne peut s'agir que /.../ des instructions prévues ci-après:

1.1 (sans changement);

1.1bis renvoi immédiat à l'expéditeur, par la voie la plus économique ou par voie aérienne:

1.1ter abandon du colis par l'expéditeur;

1.2 à 1.5 (sans changement).

2. L'avis de non-livraison doit être renvoyé sous pli recommandé et par la voie la plus rapide au bureau qui l'a établi. Il est complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur /.../ et accompagné le cas échéant du bulletin d'expédition. (Le reste sans changement.)

3. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur /.../, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné. (Le reste sans changement.)

4. Dans ces cas, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau de son domicile. /.../ S'il s'agit d'un colis remboursement (le reste sans changement).

5. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 35. RE 307.6.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 1904

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

35. RE 1904.1

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. Tout colis renvoyé à l'expéditeur est soumis aux quotes-parts que comporte la nouvelle transmission. Il est soumis aussi aux taxes et droits non annulés qui sont dus à l'Administration de destination au moment du renvoi à l'expéditeur.

Motifs. – Modification d'ordre rédactionnel.

Article RE 1904

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

**ALGÉRIE, ARABIE SAOUDITE, BAHRAIN, DJIBOUTI,
ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, IRAQ, JAMAHIRIYA
LIBYENNE, JORDANIE, KUWAIT, LIBAN, MAROC,
MAURITANIE, OMAN, QATAR, SOMALIE, SOUDAN,
SYRIENNE (RÉP. ARABE), TUNISIE, YÉMEN**

35. RE 1904.3

Paragraphe 3. Le modifier comme suit:

3. Tout colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches. Il est renvoyé par avion seulement si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes ou si la voie aérienne est la seule voie disponible.

Motifs. – Il n'y a plus de service postal ou de colis de surface dans beaucoup de pays; la voie aérienne est devenue la seule voie disponible.

Article RE 1904

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

CORÉE (RÉP.)

35. RE 1904.4

Paragraphe 3, 9 et 10. Les modifier comme suit:

3. Tout colis est renvoyé par la voie utilisée normalement pour l'expédition des dépêches. Il est renvoyé par avion seulement si l'expéditeur a garanti le paiement des surtaxes aériennes ou si, malgré l'instruction donnée par l'expéditeur au moment du dépôt de renvoyer le colis par voie de surface, le destinataire demande qu'il soit renvoyé par avion, à condition qu'il paie les surtaxes aériennes.

9. L'attribution et la reprise des quotes-parts, taxes et droits dont le colis est grevé sont effectuées comme il est mentionné à l'article RE 3602. Elles doivent être indiquées en détail sur un bordereau de taxes CP 25. Si le colis est renvoyé par avion sur la demande du destinataire, l'indication «Taxe de renvoi-avion perçue» doit être portée sur le bordereau CP 25. Le bordereau est collé par un bord sur le bulletin d'expédition.

10. Sauf dans le cas où le colis est renvoyé par avion sur la demande du destinataire, les quotes-parts, taxes et droits prévus sous 8 sont perçus sur l'expéditeur.

Motifs. – L'objet de cette proposition est de rendre possible le retour de colis non distribuables par avion sur la demande du destinataire, si ce dernier paie les surtaxes aériennes, les taxes et droits qui s'y rapportent, même si l'expéditeur a demandé, au moment du dépôt, que ce retour se fasse par voie de surface.

Dans certains cas, le destinataire ne peut recevoir le colis pour diverses raisons associées à la législation nationale de certains pays, telles qu'une interdiction d'importation, des droits de douane excessifs, etc. Dans ces circonstances, il souhaite renvoyer le colis à l'expéditeur par la voie la plus rapide, à ses propres frais, afin de prendre les mesures nécessaires du fait de la nature périssable du contenu, du déménagement prévu de l'expéditeur, etc. Nos clients ont du mal à comprendre pourquoi cette procédure permettant d'accélérer le retour du colis ne devrait pas être autorisée.

Par ailleurs, il ne s'agit pas ici de la propriété des envois postaux (article 2 de la Convention) et cette mesure ne risque pas de causer du tort à l'expéditeur.

Cela étant, ce serait une modification utile pour répondre aux besoins de la clientèle à satisfaire sa demande en matière de service.

Article RE 1904

Renvoi à l'expéditeur des colis non livrés

ALLEMAGNE, SUÈDE, SUISSE

35. RE 1904.5

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. (Sans changement):
 - 1.1 (sans changement);
 - 1.2 l'expéditeur /.../ a formulé une demande non autorisée;
 - 1.3 l'expéditeur /.../ refuse d'acquitter la taxe autorisée par l'article 19.3 de l'Arrangement;
 - 1.4 les instructions de l'expéditeur /.../ n'ont pas atteint le résultat voulu, (le reste sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 35. RE 307.6.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchéquie (Rép.).

Article RE 2101

Traitement des réclamations

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 2101.1

Paragraphe 2. Remplacer la mention «C 9» par «C 8/C 9».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 8 et C 9. Le CE 1994 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 2601

Livraison de colis spoliés ou avariés

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 2601.1

Remplacer les mentions «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39.01, 35. RE 1902.1, 35. RE 2602.2, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1 et 35. RE 3116.1.

Article RE 2602

Règlement des cas de livraison de colis spoliés ou avariés

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 2602.1

Paragraphe 1. Remplacer la mention «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39.01, 35. RE 1902.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 3114.1, 35. RE 3115.1 et 35 RE 3116.1.

Article RE 2801

Délai de paiement de l'indemnité

ISRAËL

35. RE 2801.1

Le modifier comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. Le règlement de l'indemnité peut être différé pour une nouvelle période de deux mois: (le reste sans changement).

Motifs. – Voir également la proposition 30. 28.3.
Dans l'environnement concurrentiel dans lequel se trouvent les services postaux, les clients exigent une réponse à leur demande d'enquête dans un délai raisonnable. Le Congrès de Washington a raccourci les délais en question, mais ces derniers sont encore inacceptables pour les clients, en particulier vu le fait que les transmissions électroniques de messages sont devenues si courantes.
Le délai de deux mois d'attente d'une réponse, prévu à la proposition 30. 28.3, laisse, à notre avis, assez de temps aux Administrations pour enquêter et donner leur réponse, et permettrait d'indemniser les clients dans un délai de trois mois, qui est encore beaucoup plus long que celui pratiqué par nos concurrents.

Article RE 2801

Délai de paiement de l'indemnité

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE

35. RE 2801.2

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Motifs. – Quatre mois est un délai excessivement long pour qu'on l'impose aux clients qui attendent le paiement. Les Administrations devraient faire tout leur possible pour raccourcir le délai de règlement des indemnités demandées.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 2801

Délai de paiement de l'indemnité

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE

35. RE 2801.3

Paragraphe 2. Le supprimer.

Motifs. – Il ne devrait pas être nécessaire de retarder le paiement de trois mois pour déterminer s'il y a ou non cas de force majeure. Cette décision devrait être prise au cours du tout premier examen de la réclamation. Il n'est pas raisonnable d'imposer ce retard aux clients.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 2801

Délai de paiement de l'indemnité

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

35. RE 2801.4

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation, mais, si le cas est signalé par écrit par voie des télécommunications, au plus tard dans les quarante-cinq jours à compter de la date de transmission du document.

Motifs. –

- Il s'agit d'aider le client.
- Le délai de paiement de l'indemnité devrait être réduit en fonction de la rapidité du moyen de télécommunication utilisé.

Article RE 2801

Délai de paiement de l'indemnité

IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)

35. RE 2801.5

Paragraphe 2. Le compléter comme suit:

2. Le règlement de l'indemnité peut être différé pour une nouvelle période de trois mois ou de trente jours au plus en cas de transmission par écrit par voie des télécommunications.

Motifs. –

- Il s'agit d'aider le client.
- Le délai de paiement de l'indemnité devrait être réduit en fonction de la rapidité du moyen de télécommunication utilisé.

Article RE 2802

Paieement d'office de l'indemnité

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 2802.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Le renvoi de la formule C 8/C 9 dont les tableaux «Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination», «Renseignements à fournir par le service de destination» et «Réponse définitive» n'ont pas été complétés ne peut être considéré comme une réponse définitive au sens de l'article 28.3 de l'Arrangement.

Motifs. – L'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU a abouti à la suppression et à la fusion de certaines formules. Les formules C 8 et C 9 sont ainsi fusionnées. La consultation dans le cadre de l'étude a permis de déduire que les Administrations postales étaient en faveur de cette fusion.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 3103

Transmission en dépêches closes

ALLEMAGNE

35. RE 3103.1

Paragraphe 10. Le modifier comme suit:

10. En règle générale, les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 32 kilogrammes.

Motifs. – Les clients de quelques Administrations postales ont la faculté d'expédier des colis nationaux d'un poids jusqu'à 31,5 kilogrammes, étant donné les exigences du marché des petites marchandises. Il conviendrait d'offrir cette faculté aux clients commerciaux également dans le service international de messagerie.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède.

Article RE 3106

Transmission des documents d'accompagnement des colis

ALLEMAGNE, SUISSE

35. RE 3106.1

Le modifier comme suit:

1. Les documents d'accompagnement mentionnés à l'article RE 306.1 et 2 /.../ doivent en principe être fixés au colis correspondant.

1.1 et 1.2 (supprimés).

1bis. Les documents d'accompagnement doivent être placés dans une enveloppe autocollante transparente CP 5 ou CP 5bis. Celle-ci est apposée sur le colis.

2. (Sans changement.)

3 et 4. (Supprimés.)

4bis. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour annexer les documents d'accompagnement à la feuille de route.

5. Dans le cas prévu sous 4bis, les Administrations intéressées peuvent convenir de transmettre la feuille de route et les documents d'accompagnement par avion au bureau d'échange de destination.

6. (Supprimé.)

7 à 9. (Sans changement.)

Motifs. – Les documents d'accompagnement devraient, en principe, être fixés au colis et de préférence au moyen d'une enveloppe autocollante transparente. Le système de transmission séparée des documents d'accompagnement et des colis est très onéreux au niveau opérationnel. Ce système complique le traitement des envois, peut provoquer des retards et contribue à accroître le risque de perte des documents.

Appuis. – Autriche, Bulgarie (Rép.), Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Tchéque (Rép.)

Article RE 3107

Traitement des colis avec avis d'embarquement

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3107.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de supprimer la formule CP 6. Prière de se reporter aux motifs de la proposition 35. RE 1601.1.

Proposition corrélatrice: 35. RE 3803.1.

Article RE 3110

Remise des dépêches

TCHÈQUE (RÉP.)

35. RE 3110.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18ter visé au Règlement d'exécution de la Convention.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

Article RE 3111

Vérification des dépêches

TCHÈQUE (RÉP.)

35. RE 3111.1

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Lorsque les constatations faites par un bureau d'échange sont susceptibles de mettre en cause la responsabilité d'une entreprise de transport, elles doivent autant que possible être contresignées par le représentant de ladite entreprise. Ce visa peut figurer soit sur le bulletin de vérification CP 13, dont un exemplaire est remis à l'entreprise, soit, selon le cas, sur les bordereaux C 18ter, C 18bis ou AV 7 qui accompagnent la dépêche.

Motifs. – Conséquence de la proposition 25. RE 4119.2, visant à la nouvelle modification du bordereau de livraison C 18 pour les dépêches de la poste aux lettres et à la création du bordereau séparé C 18ter pour les dépêches des colis postaux.

Article RE 3112

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification

AMÉRIQUE (ÉTATS-UNIS)

35. RE 3112.1

Paragraphe 7. Le modifier comme suit:

7. Les bulletins de vérification sont transmis /.../, par la voie la plus rapide, dans l'enveloppe spéciale décrite au Règlement d'exécution de la Convention. Les irrégularités concernant les colis avec valeur déclarée qui engagent la responsabilité des Administrations sont en outre immédiatement signalées par voie des télécommunications.

Motifs. – La recommandation du courrier sert à fournir une protection et constitue un élément de sécurité. Les bulletins de vérification ne sont pas considérés comme des articles de valeur et n'ont besoin ni de protection ni de sécurité. Recommander des bulletins de vérification pourrait retarder leur transmission du fait du traitement supplémentaire que cette opération exige. Si toute autre preuve d'irrégularité est jointe au bulletin de vérification, le bulletin de vérification peut alors être recommandé.

Article RE 3112

Constatation des irrégularités et traitement des bulletins de vérification

ALLEMAGNE

35. RE 3112.2

Paragraphe 6. Le modifier comme suit:

6. Le bureau d'échange de destination a la faculté de renoncer à opérer des rectifications et à établir un bulletin CP 13 si les erreurs ou les omissions concernant les quotes-parts dues ne dépassent pas 10 DTS par feuille de route.

Motifs. – Réduction du travail nécessaire et de la correspondance.

Appuis. – Autriche, Danemark, France, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède.

Article RE 3114

Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3114.1

Paragraphe 2. Remplacer la mention «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39. 0.1, 35. RE 1902.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 3115.1 et 35. RE 3116.1.

Article RE 3115

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3115.1

Paragraphe 1.1. Remplacer la mention «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39. 0.1, 35. RE 1902.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 3114.1 et 35. RE 3116.1.

Article RE 3116

Vérification des dépêches de colis transmis en nombre

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3116.1

Paragraphe 2. Remplacer la mention «CP 14» par «VD 4/CP 14».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules VD 4 et CP 14. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39. O.1, 35. RE 1902.1, 35. RE 2601.1, 35. RE 2602.1, 35. RE 3114.1 et 35. RE 3115.1.

Article RE 3117

Réexpédition d'un colis parvenu en fausse direction

JAPON

35. RE 3117.1/Rev 1

Le modifier comme suit:

1. Tout colis parvenu en fausse direction est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. (Supprimé.)

3 à 5. (Sans changement.)

Motifs. – Etant donné que les erreurs d'acheminement de colis sont imputables à l'Administration d'expédition, il convient de réexpédier les colis vers leur pays de destination correcte, le plus tôt possible, afin d'améliorer le service à la clientèle.

Article RE 3118

Renvoi des récipients vides

ISRAËL

35. RE 3118.1

Le modifier comme suit:

1. /.../ Le règlement d'exécution de la Convention est applicable au renvoi des sacs de colis.

2 à 7. (Supprimés.)

Motifs. – Les dispositions de cet article sont semblables à celles de l'article RE 4127 du Règlement de la Convention. Dans un souci de simplification, il y a lieu de fixer des règles identiques pour le renvoi des sacs vides de toutes catégories.

Article RE 3118

Renvoi des récipients vides

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3118.2

Paragraphe 6. Remplacer la mention «AV 7 S» par «C 18 S/AV 7 S».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 18 S et AV 7 S. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Proposition corrélatrice: 29. 0.1.

Article RE 3203

Remboursement de l'indemnité à l'Administration payeuse

NORVÈGE

35. RE 3203.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement a été effectué doit rembourser à l'Administration payeuse le montant de l'indemnité versée à l'ayant droit. Ce remboursement doit avoir lieu dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du paiement.

Motifs. – Comme la responsabilité a déjà été établie, la procédure de règlement de la facture de remboursement ne devrait pas prendre davantage de temps, puisqu'il n'est pas nécessaire de poursuivre les discussions.

Appuis. – Danemark, Suède.

Article RE 3205

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour les colis

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3205.1

Paragraphe 1. Remplacer la mention «CP 22» par «C 31/CP 22».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules C 31 et CP 22. Le CE 1994 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Proposition corrélative: 39. 0.1.

Article RE 3401

Application des quotes-parts territoriales de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3401.1

Le modifier comme suit:

1. Chacun des pays participant au transport est autorisé à réclamer, pour chaque colis, les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance entrant en ligne de compte. /.../

2 à 4. (Sans changement.)

Motifs. – L'adoption par la Commission 7 du CE 1994 des échelons de distance de la poste aux lettres comme base du barème des quotes-parts territoriales de transit des colis postaux permettra de calculer une rémunération plus réaliste pour le transport territorial des colis. Dans cet ordre d'idée, il ne semble plus réaliste d'employer le concept d'une distance moyenne pondérée afférente au territoire de chaque pays, comme prévu à l'article 48, paragraphe 2, de l'Arrangement concernant les colis postaux (Washington 1989).

Article RE 3401

Application des quotes-parts territoriales de transit

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3401.2

Le modifier comme suit:

1. Chacun des pays participant au transport est autorisé à réclamer, pour chaque colis, les quotes-parts territoriales de transit afférentes à l'échelon de distance entrant en ligne de compte. Cette distance correspond à la distance moyenne pondérée de transport des colis dont un pays assure le transit. Elle est calculée par le Bureau international. En l'absence de parcours territorial, seule la quote-part forfaitaire mentionnée à l'article 34.3 s'applique.

2. Le réacheminement, le cas échéant après entreposage, par les services d'un pays intermédiaire des dépêches /.../ arrivant et repartant par un même port ou aéroport (transit sans parcours territorial) est assujéti à la quote-part forfaitaire par colis mentionnée à l'article 34.3, à l'exclusion des quotes-parts territoriales de transit.

3. (Supprimé.)

4. (Sans changement.)

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 34.2.

Le CE 1992 a chargé le Bureau international de mener une enquête sur l'application de la «méthode comparative» aux dépêches à découvert.

La plupart des 59 Administrations qui ont participé à cette étude se sont prononcées en faveur d'une rémunération pour le travail supplémentaire occasionné par les colis transmis à découvert. Le CE 1993 a adopté le principe de cette rémunération et a chargé sa Commission 7 d'examiner la question de la forme qu'elle devrait prendre, en tenant compte, d'une part, du principe du taux universel qu'il avait adopté et, d'autre part, de la grande différence entre les taux unitaires proposés par le Bureau international et la quote-part forfaitaire de 0,33 DTS percevable pour les colis-avion en transit à découvert.

A la suite de son étude, le Bureau international a proposé une rémunération, sous forme de quote-part forfaitaire, de 0,75 DTS.

Le CE 1994, conscient du besoin absolu de maintenir la compétitivité du service postal, a adopté un montant de 0,40 DTS.

Article RE 3601

Quotes-parts et frais portés au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine de la dépêche

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3601.1

Paragraphe 3. Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 36.2.

Voir Congrès – Doc 77.

Article RE 3603

Détermination des rémunérations moyennes par colis ou par kilogramme

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3603.1

Le supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 36.2.
Voir Congrès – Doc 77.

Article RE 3604

Etablissement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3604.1/Rev 2

Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration fait établir /.../ immédiatement à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration, par bureau expéditeur et par dépêche:
(le reste sans changement).

2. (Sans changement.)

3. Les états CP 15 et CP 15bis sont récapitulés dans un compte CP 16 /.../.

3bis. Les Administrations qui étaient créditrices pendant l'année précédente pourraient choisir soit le système de comptabilité fondé sur la facturation directe, soit celui fondé sur la compensation bilatérale. L'option choisie reste en vigueur pendant une année civile à partir du 1er janvier.

4. Dans le cadre du système de facturation directe, les CP 16 serviraient de factures à régler directement. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15 et CP 15bis mais sans les feuilles de route, est envoyé par la voie la plus rapide à l'Administration intéressée pour /.../ acceptation et paiement à un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel. Cet envoi doit avoir lieu dans les deux mois suivant l'arrivée de la dernière feuille de route de la période à laquelle il se rapporte.
/.../

5. Après vérification et acceptation, /.../ le /.../ compte /.../ CP 16 /.../ n'est renvoyé à l'Administration qui /.../ l'a établi que dans le cas d'une rectification. /.../ Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative /.../ dans le délai de deux mois, le compte est considéré comme accepté de plein droit. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter les /.../ CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de six mois qui s'écoule après /.../ la période à laquelle ils se réfèrent.

6. Dans le cadre du système de compensation bilatérale, aussitôt que les comptes CP 16 entre deux Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, ils sont résumés dans un compte général /.../ CP 18 établi mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement par l'Administration créancière. Le compte CP 18 est transmis à l'Administration débitrice par la voie la plus rapide. Si, dans un délai d'un mois à compter du jour de l'envoi du compte CP 18, l'Administration débitrice ne soulève pas d'objections, le paiement doit être effectué en faveur de l'Administration créancière.

6bis. Toute différence dépassant 9,80 DTS qui pourrait être relevée par l'Administration débitrice est indiquée dans la colonne «Observations» du CP 16. Les états CP 15 et CP 15bis en cause sont joints au CP 16, qui est renvoyé à l'Administration créancière. La différence constatée sera incorporée dans le prochain compte CP 16 soumis à l'Administration débitrice ou devra faire l'objet d'une contestation. Si cela n'est pas fait, l'Administration ayant signalé la différence la considérera comme acceptée de plein droit et la fera apparaître en tant que telle dans son prochain compte CP 16, modifié en conséquence.

7. Lorsque le solde d'un compte CP 16 ou CP 18 n'excède pas 163,35 DTS, il est repris dans le compte CP 16 ou CP 18 suivant lorsque les Administrations intéressées ne participent pas au décompte général. /.../

8. (Supprimé.)

Motifs. – Conformément à la résolution C 19 du Congrès de Washington 1989, le CCEP a mené une étude (n° 751) sur la modernisation des systèmes de facturation et de règlement des comptes. Le CE, dans le cadre des études émanant des résolutions C 68/1989 et C 70/1989 et des décisions C 52/1989 et C 87/1989 (qui prévoyaient également un examen approfondi de la comptabilité postale), a élargi l'étude 751 à toutes les Administrations de l'Union, dont 117 ont fourni des réponses.

Les suggestions principales émanant de cette étude ont été notamment les suivantes:

- permettre, dans une relation donnée, de considérer chacun des comptes de frais de transport aérien ou des colis postaux comme une facture à régler et laisser aux Administrations créancières la liberté de choisir comme bon leur semble la fréquence des facturations;
- étendre, à titre facultatif, le système de compensation actuel de l'UPU, ce qui contribuerait grandement à l'amélioration et à la modernisation des règlements;
- continuer de permettre une compensation bilatérale sur la base du déséquilibre des comptes, tout en bénéficiant des aménagements souhaités par la majorité des Administrations dans le cadre de l'étude 751 du CCEP.

Le détail de l'étude fait l'objet du Congrès – Doc 62. La liste des propositions en découlant à soumettre au Congrès est la suivante: 20. 0.8/Rev 1, 20. 0.9/Rev 1, 20. 0.18, 25. RE 0.4, 25. RE 4405.1/Rev 2, 25. RE 5205.1/Rev 2, 25. RE 5206.1/Rev 2, 25. RE 5301.1/Rev 2, 35. RE 1503.1/Rev 2, 35. RE 3604.1/Rev 2 et 35. RE 3605.1/Rev 2.

Dans le tableau ci-après figurent, en résumé, les conclusions de l'étude ainsi que les articles des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux qui devraient être modifiés en conséquence:

Conclusions	Règlement d'exécution de la Convention	Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux
Règlement des comptes sur la base des comptes AV 5 et CP 16 établis à un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel, selon le souhait des Administrations créancières	RE 4405 RE 5205 RE 5206 RE 5301	RE 3604 RE 3605
Utilisation des comptes généraux AV 11 et CP 18 établis mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, uniquement pour le cas où certaines Administrations souhaiteraient une facturation sur la base du déséquilibre des comptes	RE 4405 RE 5205 RE 5206	RE 3604 RE 3605
Suppression de l'état des différences CP 17	–	RE 3604
Suppression du retour par l'Administration débitrice des états CP 15 et CP 15bis, sauf en cas de divergences	–	RE 3604
Non-établissement des comptes AV 5, AV 11, CP 16 et CP 18 pour des montants inférieurs à 163,35 DTS, avec report du montant au compte suivant. Toutefois, cette disposition ne s'appliquerait pas dans les cas d'utilisation du décompte général	RE 5206	RE 3604
Délai de six mois pour la transmission des comptes aux Administrations débitrices, au-delà duquel elles sont en droit de les refuser	RE 5206	RE 3604 RE 3605
Réduction du délai normal de vérification et de l'acceptation des comptes AV 5 et CP 16 de trois à deux mois	RE 5206	RE 3604 RE 3605
Etablissement des comptes particuliers CP 19 (frais de douane, exonérations, etc.) et CP 22 (indemnités) seulement quand une circonstance le justifie, mais au plus tard dans les deux mois suivant la période à laquelle ils se rapportent. Les totaux de ces comptes devraient être reportés sur les AV 5 ou CP 16 sans y être incorporés	–	RE 1503
Proposition d'ordre général concernant l'élargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international, le contrôle du système de facturation directe, des textes traitant de la comptabilité et de l'élaboration de documents comptables	–	–

Paragraphe 1 de la présente proposition:

La décision C 52/1989 a chargé le Conseil exécutif, dans le cadre de son étude «Etablissement et règlement des comptes», de tenir compte, entre autres, de la proposition 5550.4. Celle-ci visait notamment à préciser que les états CP 15 et CP 15bis devraient être établis à la fin de chaque mois ou trimestre, le cas échéant. Comme cette précision paraît être fort utile, elle a été incorporée dans le premier paragraphe de la présente proposition.

Article RE 3604

Etablissement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3604.2

Paragraphe 6 et 7. Remplacer la mention «CP 18» par «AV 11/CP 18».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules AV 11 et CP 18. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39. 0.1 et 35. RE 3605.2.

Article RE 3604

Etablissement des comptes

GRANDE-BRETAGNE

35. RE 3604.3

Paragraphe 5. Le modifier comme suit:

5. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 et CP 15bis sont renvoyés à l'Administration qui les a établis. Ce renvoi doit avoir lieu au plus tard à l'expiration du troisième mois à partir du jour de l'envoi. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ce délai, le compte est considéré comme accepté de plein droit. Les Administrations débitrices peuvent refuser de vérifier et d'accepter les comptes CP 16 qui n'ont pas été présentés par les Administrations créancières au cours du délai de douze mois qui s'écoule après la date de réception des feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20 par les bureaux d'échange.

Motifs. – Cette modification aura pour effet d'accélérer le règlement final des comptes. Les faits générateurs des montants dus aux autres Administrations porteront ainsi sur une période plus courte que les dix-huit mois accordés actuellement. Cela aura un effet positif sur l'établissement des comptes annuels.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

Article RE 3605

Règlement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3605.1/Rev 2

Le modifier comme suit:

1. Le solde de /.../ chaque CP 16 établi par l'Administration créancière lui est payé par l'Administration débitrice /.../ selon les dispositions de la Convention.
2. Dans le cas d'une compensation bilatérale et d'une facturation sur la base du déséquilibre;
 - 2.1 L'établissement et l'envoi d'un compte général peuvent intervenir, sans attendre /.../ une rectification éventuelle du CP 16 /.../, dès qu'une Administration, en possession de tous les comptes relatifs à la période considérée, se trouve être créancière. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le paiement du solde doivent être effectués dans le délai de deux mois après la réception du compte général. L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de six mois suivant l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent.
 - 2.2 (Texte sans changement du paragraphe 3.)

Motifs. – Voir Congrès – Doc 62 et proposition 35. RE 3604.1/Rev 2.

Article RE 3605

Règlement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3605.2

Paragraphe 2. Remplacer la mention «CP 18» par «AV 11/CP 18».

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle il a été proposé de fusionner les formules AV 11 et CP 18. Le CE 1993 a accepté le modèle de cette formule combinée.

Propositions corrélatives: 39. 0.1 et 35. RE 3604.2.

Article RE 3701

Calcul des frais de transport aérien

GRANDE-BRETAGNE

35. RE 3701.1

Paragraphe 3 et 4. Les supprimer.

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 37.2.

Appuis. – Albanie, Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Pologne (Rép.), Slovaquie, Suède, Suisse.

Article RE 3801

Renseignements à fournir par les Administrations

GRANDE-BRETAGNE

35. RE 3801.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. Chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- 1.1 les quotes-parts /.../ d'arrivée et, le cas échéant, les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes qu'elle perçoit;
- 1.2 (sans changement).

Motifs. – Conséquence de la proposition 30. 33.3.

Appuis. – Autriche, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Roumanie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.).

Article RE 3803

Formules

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 3803.1

Le modifier comme suit:

1. (Sans changement.)
2. Les textes, couleurs et dimensions des formules ainsi que d'autres caractéristiques telles que l'emplacement réservé pour l'inscription du code à barres doivent être ceux que prescrit le présent Règlement.
3. (Sans changement.)
4. Les formules ci-après sont considérées comme formules à l'usage du public:

CP 2	(Bulletin d'expédition);
/.../	
C 2/CP 3	(Déclaration en douane);
<u>CP 2-C 2/CP 3 (formule-liasse)</u>	<u>(Bulletin d'expédition/Déclaration en douane);</u>
C 3/CP 4	(Bulletin d'affranchissement).
/.../	

Motifs. – Conséquence de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU, selon laquelle la contexture d'un certain nombre de formules a été adaptée pour l'inscription du code à barres, les formules CP 2bis et CP 6 ont été supprimées et les formules CP 2 et C 2/CP 3 fusionnées. Les précisions concernant l'utilisation, dans les relations réciproques entre Administrations, de formules portant des codes à barres font l'objet d'un commentaire du Bureau international dans le Manuel de la Convention postale universelle. Ce même commentaire pourra être repris dans le Manuel des colis postaux. Le CE 1994 a accepté le modèle de la formule combinée CP 2-C 2/CP 3.

Propositions corrélatives: 39. 0.1, 35. RE 306.1, 35. RE 307.3, 35. RE 1601.1 et 35. RE 3107.1.

Article RE 4201

Mise à exécution et durée du Règlement

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 4201.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 35. RE 4201.2), la présente proposition devient sans objet.

Article RE 4201

Mise à exécution et durée du Règlement

CONSEIL EXÉCUTIF

35. RE 4201.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

COLIS, RÈGLEMENT, PROTOCOLE FINAL

Article RE I

Traitement des colis admis à tort

VIET NAM

37. RE 1.1

Le Viet Nam se réserve le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un colis ou d'une partie de son contenu que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon leur législation intérieure.

CANADA

37. RE 3.91

Créer l'article RE IIIbis suivant:

Transmission en dépêches closes

Par dérogation à l'article RE 3103, paragraphe 10, l'Administration postale du Canada est autorisée à limiter à 30 kg à l'arrivée et à l'expédition le poids des sacs et des autres récipients contenant des colis.

BAHAMAS

37. RE 3.92

Créer l'article RE IIIbis suivant:

Transmission en dépêches closes

Par dérogation à l'article RE 3103, paragraphe 10, l'Administration postale des Bahamas est autorisée à limiter à 30 kg à l'arrivée et à l'expédition le poids des sacs et des autres récipients contenant des colis.

BARBADE

37. RE 3.93

Créer l'article RE IIIbis suivant:

Transmission en dépêches closes

Par dérogation à l'article RE 3103, paragraphe 10, l'Administration postale de la Barbade est autorisée à limiter à 30 kg à l'arrivée et à l'expédition le poids des sacs et des autres récipients contenant des colis.

COLIS, FORMULES, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

39. 0.1

I. Rationalisation générale des formules de l'UPU

1. Par sa décision C 84, complétée par la décision C 83, le Congrès de Washington 1989 a confié au Conseil exécutif:

- 1° l'étude des propositions 4903.1, 4903.2, 4907.1/Rev 1, 4617.1, 4624.1, 4625.1;
- 2° l'étude de la proposition 2564.2, résultant de la proposition 4907.1/Rev 1;
- 3° une étude générale visant à la rationalisation des formules de l'UPU, avec pour objectifs:
 - la limitation de leur nombre;
 - leur simplification;
 - leur adaptation aux nouvelles technologies.

2. Pour conduire l'ensemble des travaux résultant de cette rationalisation, le Conseil exécutif de 1991 a créé un Groupe de travail composé des pays suivants: Brésil, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Indonésie, Maroc, Suède (rapporteur), Tunisie, ainsi que la France et les Pays-Bas (observateurs, membres du CCEP, mais pas du CE) et l'UPAEP. Le Canada, le Japon et le Pakistan ont adhéré ultérieurement aux travaux du Groupe.

3. L'étude a été effectuée en deux phases, dont la première était de dresser une liste des principes généraux régissant l'élaboration des formules à l'usage de la poste et à l'usage de la clientèle et la deuxième de procéder à l'examen de chaque formule rédigée sur la base de ces mêmes principes. Les formules EMS et celles relatives aux Arrangements financiers ont été exclues du champ de l'étude.

4. Le Groupe a tenu sept réunions présidées par M. Kjell Jonsson, Manager, International Relations, Sweden Post International.

5. Dans la première phase de l'étude, le Conseil exécutif a approuvé la liste des normes ISO applicables aux nouvelles formules et les principes généraux régissant la contexture des nouvelles formules à l'usage de la poste recommandés par le Groupe comme base normative visant à servir de cadre pour la révision ultérieure de chaque formule de l'UPU.

6. Dans une deuxième étape, le GT a élaboré les modèles de formules à l'usage de la poste et ceux à l'usage de la clientèle d'après les principes généraux approuvés par le CE.

7. Au fur et à mesure, tous les nouveaux modèles de formules ont été soumis, par voie de questionnaires, aux Administrations, qui ont eu tout loisir de formuler des remarques et des suggestions en ce qui concerne la nouvelle contexture des formules. En outre, certains de ces nouveaux modèles de formules ont été également soumis pour avis aux différents Comités et GT du Conseil exécutif.

8. Les travaux de l'étude sur la refonte des Actes de l'UPU, la suppression et la fusion de certaines formules ayant rendu obsolète la numérotation actuelle des formules de l'UPU, le CE a adopté la proposition d'une nouvelle numérotation des formules (voir proposition 20. 0.13).

9. S'agissant des suggestions et remarques, elles ont fait l'objet d'un examen dans le cadre des travaux du Groupe de travail et certaines ont été retenues pour être incorporées dans le projet définitif des nouveaux modèles de formules de l'UPU.

10. Visant l'adaptation des formules aux nouvelles technologies, le CE a approuvé la contexture des formules conçues pour l'inscription des codes à barres (formules C 4, C 28, C 28bis, VD 2, AV 8, AV 8bis, CP 2-C 2/CP 3, CP 7, CP 8, CP 23, CP 24 et CP 24bis). En l'absence de normes précisément définies sur l'emplacement et le type de code à barres à prévoir sur les formules, le Groupe a établi en son sein, par défaut, certaines directives prescrivant l'endroit, la disposition et les dimensions des cases ou champs à réserver sur la formule pour l'inscription du code à barres. Ces données seront incorporées dans le Manuel des colis postaux, dont l'établissement est prévu à partir de 1995 et qui fera l'objet de mises à jour ultérieures.

11. La nouvelle présentation des formules ainsi que les modifications y relatives et les propositions de fusion ou de suppression des formules ont été adoptées par les Commissions 4 et 7 et entérinées par le CE 1994 pour être soumises à l'approbation du Congrès de Séoul.

II. Arrangement concernant les colis postaux; nouveaux modèles de formules

12. Les nouveaux modèles de formules de l'UPU concernant les colis postaux font l'objet de la présente proposition d'ordre général 39. 0.1.

13. Les travaux du Congrès pouvant aboutir à de nombreuses nouvelles modifications des formules, à leur suppression ou à la création de nouvelles formules, le CE a proposé de poursuivre les travaux sur la rationalisation des formules afin de les adapter aux décisions finales du Congrès (voir proposition 20. 0.12).

Motifs. – Résultats de l'étude du Conseil exécutif sur la rationalisation des formules de l'UPU. Voir Congrès – Doc 59.

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des nouveaux modèles de formules approuvés par le CE (39. 0.1 pour l'Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution; 29. 0.1 pour la Convention et son Règlement d'exécution). En outre, une référence à l'objet de la modification est donnée dans le tableau récapitulatif joint, qui comporte à la suite les formules modifiées.

Projets des formules de l'UPU remaniées (Arrangement concernant les colis postaux et son Règlement d'exécution)

Description des modifications

1. Nouvelle présentation des formules

Les travaux du Conseil exécutif 1990–1994 dans le cadre de l'étude sur la «Rationalisation des formules de l'UPU» ont abouti à la présentation d'un ensemble de formules de l'UPU révisées ainsi qu'aux modifications à apporter dans les dispositions pertinentes des Actes et aux propositions à soumettre au Congrès.

La nouvelle présentation des formules reflète en général:

- une réduction du nombre des formules actuelles (la majorité des formules a été remaniée entièrement ou en partie, certaines d'entre elles ont été fusionnées et d'autres supprimées, vu leur utilisation réduite);
- une clarification et une simplification de la contexture des formules rendant leur utilisation plus aisée, une adaptation de la contexture des formules aux exigences des normes ISO;
- la révision des formules, eu égard aux incidences de l'étude «Structure des Actes» et aux autres observations faites par les différents Groupes et Comités du CE et du CCEP et par les Pays-membres de l'Union;
- l'adaptation des formules aux nouvelles techniques, vu leur production à l'aide du programme informatique «FormsDesigner», ce qui donne la possibilité (avec l'équipement adéquat) de les remplir à l'ordinateur;
- l'adaptation de la contexture de certaines formules pour l'inscription du code à barres, conforme aux recommandations CCEP 1/1988/Rev 1990 et CCEP 2/1992.

2. Modifications générales

En fonction de l'application des principes généraux (entérinés par le CE 1992) régissant la contexture graphique des nouvelles formules de l'UPU, certaines modifications d'ordre général¹ sont apportées aux formules, notamment:

- augmentation du corps des caractères;
- suppression de l'encadrement des données de référence et des signatures;
- modification des dispositions d'emplacement de la signature sur les formules où celle-ci est exigée;
- suppression de la mention d'emplacement pour les empreintes de timbre à date (une place pour effectuer au besoin le timbrage a toutefois été maintenue);
- suppression de l'indication de l'heure dans les formules où cette mention figure;
- remplacement des mentions «N° courant» par «N° d'ordre» et «Numéro de la dépêche» par «Dépêche n°» dans les formules où ces mentions figurent;
- introduction de l'abréviation «kg» en caractères bas de casse et de l'abréviation «g» à gauche des cases appropriées sur les formules concernées.

¹ Les caractéristiques techniques telles que taille, corps, police de caractères, formats, espace interlinéaire, dimensions des marges et autres données de typographie, composition, grammage de papier, etc., sont disponibles, sur demande, au Bureau international.

3. Tableau récapitulatif (modifications particulières)

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes ¹
Nature des modifications			
CP 1	Tableau CP 1	art. RE 3101.1	-
<ul style="list-style-type: none">Emplacement de la colonne 1 (sans numéro) en marge et déplacement de la colonne «Observations» à l'horizontale au bas de page.Adjonction des colonnes 6g et 6h pour des colis de 25 et 30 kg.			
CP 2- C 2/CP 3	Déclaration en douane/Bulletin d'expédition		35. RE 306.1 35. RE 307.3 35. RE 3803.1
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle formule fusionnée (formule-liasse) conçue exclusivement pour l'utilisation dans le service des colis postaux.Le regroupement des données conduit à éliminer toute inscription répétée de la même information sur la formule de même que celle des cases qui n'étaient que rarement utilisées ou qui semblaient ne plus se justifier dans la logique actuelle du traitement des colis.Adjonctions: d'une nouvelle colonne «Pays d'origine des marchandises» dans le champ «Contenu»; des termes «(si connu)» après «N° tarifaire» et du qualificatif «en douane» après «Valeur».Remplacement des intitulés des cases «Echantillon sans valeur commerciale» et «Documents sans valeur commerciale» par «Echantillon commercial» et «Documents».Les instructions de l'expéditeur du verso de la formule CP 2 ont été reportées au recto de la formule fusionnée. Modification des noms de certaines rubriques de la formule.Les renseignements ayant une importance pour le dédouanement sont rassemblés dans un endroit fixé de la formule pour permettre l'utilisation d'un papier carboné ou autocopiant afin de reproduire les données pertinentes uniquement sur la déclaration en douane.Un espace en haut à droite de la formule est réservé pour l'inscription, le cas échéant, du code à barres.L'engagement donné par l'expéditeur que le colis ne contient pas de marchandises dangereuses a été complété par une déclaration de celui-ci s'engageant à payer les frais résultant de la non-livraison éventuelle du colis (instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison). Les instructions de l'expéditeur (au verso de la formule) ont été adaptées à la nouvelle texture de la formule et à la nature des rubriques.			
CP 2	Bulletin d'expédition	art. RE 306.1	35. RE 306.1 35. RE 307.3
<ul style="list-style-type: none">Nouvelle présentation de la formule, dont la texture se conforme à celle de la nouvelle formule-liasse CP 2-C 2/CP 3, permettant son utilisation soit comme partie de la formule-liasse, soit comme formule unique.Les instructions de l'expéditeur (en cas de non-livraison) du verso de l'ancienne formule CP 2, les rubriques «Date et signature du destinataire» et «Signature de l'expéditeur» ont été reportées au recto de la nouvelle formule CP 2.Le regroupement des données conduit à éliminer toute inscription répétée de la même information sur la formule et des cases qui n'étaient que rarement utilisées ou qui semblaient ne plus se justifier dans la logique actuelle du traitement des colis.Un espace en haut à droite de la formule est réservé pour l'inscription, le cas échéant, du code à barres.L'engagement donné par l'expéditeur que le colis ne contient pas de marchandises dangereuses a été complété par une déclaration de celui-ci s'engageant à payer les frais résultant de la non-livraison éventuelle du colis (instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison).			

¹ Faisant suite aux modifications de la texture des formules, certains changements des textes des articles correspondants de l'Arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution font l'objet de propositions au Congrès.

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
CP 2bis	Instructions de l'expéditeur	art. RE 307.3	
	<ul style="list-style-type: none"> Supprimée (décision du CE 1994). Les informations de cette formule sont incorporées au recto de la formule combinée CP 2-C 2/CP 3 (ainsi qu'au recto de la CP 2). 		35. RE 307.3 35. RE 3803.1
C 2/CP 3	Déclaration en douane	art. RE 306.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle présentation de la formule, dont la texture se conforme à celle de la nouvelle formule-liasse CP 2-C 2/CP 3, permettant son utilisation soit comme partie de la formule-liasse, soit comme formule unique. Le regroupement des données conduit à éliminer toute inscription répétée de la même information sur la formule (formules, en cas de formule-liasse) et des cases qui n'étaient que rarement utilisées ou qui semblaient ne plus se justifier dans la logique actuelle du traitement des colis. Un espace en haut à droite de la formule est réservé pour l'inscription, le cas échéant, du code à barres. Les instructions pour l'expéditeur (au verso de la formule) ont été adaptées à la nouvelle texture de la formule et à la nature des rubriques. 		35. RE 306.1
C 3/CP 4	Bulletin d'affranchissement	art. RE 1501.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle présentation de la formule actuelle. Le format et les principales rubriques ont été maintenus afin de ne pas perturber le traitement comptable. Adjonction d'un bandeau avec l'intitulé de la formule et son numéro. Suppression d'un champ «Signature de l'agent qui a converti le montant». Création des zones permettant de renseigner l'agent sur les parties à remplir à chaque étape. Remplacement de la mention «Coupon» par «Récépissé». Remplacement des mentions «Administration» par celles de «pays» dans les rubriques donnant des instructions concernant le remplissage des parties de la formule. 		-
CP 5	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc.	art. RE 3106.6	
	<ul style="list-style-type: none"> Aucune modification de fond n'est proposée. 		-
CP 5bis	Enveloppe de transmission du bulletin d'expédition, des documents de douane, etc.	art. RE 3106.6	
	<ul style="list-style-type: none"> Aucune modification de fond n'est proposée. 		-
CP 6	Avis d'embarquement	art. RE 1601.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Supprimée (décision du CE 1993). 		35. RE 1601.1 35. RE 3107.1 35. RE 3803.1
CP 7	Étiquette «V» pour colis postaux avec valeur déclarée combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. RE 1103.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Le nom du bureau d'origine figure au-dessus du numéro de série. Deux dimensions proposées: 52 x 37 mm (actuelle); 74 x 37 mm (pour les étiquettes portant le code à barres) et même configuration que la C 4. 		-

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
CP 8	Etiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine	art. RE 308.1	
	<ul style="list-style-type: none">Le nom du bureau d'origine figure au-dessus du numéro de série.Deux dimensions proposées: 52 x 37 mm (actuelle); 74 x 37 mm (pour les étiquettes portant le code à barres) et même configuration que la C 4.		-
CP 9	Avis de non-livraison	art. RE 1902.1	
	<ul style="list-style-type: none">Emplacement du texte «Bureau ou service de destination de l'avis CP 9» dans le champ de l'adresse avec l'indication à gauche du service auquel l'avis doit être renvoyé.Déplacement des indications à gauche.Au verso: le champ de l'adresse a été transféré à droite; les cases à cocher ont été déplacées; introduction dans le champ inférieur d'une case à cocher pour marquer que le colis doit être renvoyé à l'expéditeur. Texte «au verso du bulletin d'expédition» remplacé par celui «au recto du bulletin...». Remplacement de l'expression «à l'expiration d'un délai de...» par le mot «après» et du texte «Timbré du bureau...» par «Lieu, date et signature».		-
C 33/CP 10	Etiquette indiquant la cause de la non-remise	art. RE 1904.4	
	<ul style="list-style-type: none">Dimensions proposées: 52 x 52 mm. Suppression de l'instruction «Cocher la mention utile».Le regroupement des données conduit à éliminer des cases qui n'étaient que rarement utilisées ou qui semblaient ne plus se justifier dans la logique actuelle du traitement des envois. Une seule case à cocher sans mention respective a été maintenue.		-
C 33/CP 10bis	Information en cas de saisie d'un envoi postal	art. RE 1702.6	
	<ul style="list-style-type: none">Texte «A l'Administration d» déplacé dans le champ de l'adresse.La formule comporte des rubriques latérales – les données se rapportant aux rubriques respectives étant rassemblées. Aucune modification de fond n'a été faite.La colonne «Observations» (champ «Description de l'envoi saisi») a été omise.La mention «N°» au-dessous de la case à cocher «Colis» est reportée sur la ligne se trouvant au-dessous des cases à cocher. Dans le cadre expliquant les raisons de la saisie, le texte «Autres» de l'une des cases à cocher a été supprimé (case sans définition). Le texte indiquant «En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal...» a été placé à gauche comme rubrique latérale.		-
CP 11	Feuille de route	art. RE 3104.1	
	<ul style="list-style-type: none">Colonne 2 élargie, colonne 3 rétrécie.Adjonction dans le champ «Inscription globale» de deux colonnes pour les échelons de poids de 20 à 25 kg et de 25 à 30 kg. Le nombre de lignes au verso a été réduit à 30.		-
CP 12	Feuille de route spéciale	art. RE 3104.11	
	<ul style="list-style-type: none">Le champ du «Bureau de destination de la dépêche» a été déplacé vers la droite.Dans le champ «Inscription globale», deux colonnes ont été ajoutées pour les échelons de poids de 20 à 25 kg et de 25 à 30 kg, respectivement.		-

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
	Nature des modifications		
CP 13	Bulletin de vérification	art. RE 3111.4	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle configuration de la formule et modifications de fond de sa texture. Pour des colis mal dirigés, colis manquants, colis en trop, colis spoliés ou avariés et pour l'inscription détaillée de ces colis, l'information nécessaire est regroupée dans un seul tableau général «Colis irrégularités», avec cases à cocher pour chacun des cas. Les rubriques pour l'inscription globale des colis sont regroupées dans un seul tableau, avec deux lignes «Colis inscrit» et «Colis reçu». Les rubriques de l'ancienne formule ont été regroupées et celles du verso ont été reportées au recto. Les cases à cocher concernant les documents manquants ou des irrégularités ont été introduites dans la formule. 		–
VD 4/CP 14	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids (colis ou lettres avec valeur déclarée)	art. RE 1902.4	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle formule fusionnée VD 4/CP 14. Nouvel intitulé. L'ensemble du texte a été adapté pour convenir tant aux lettres qu'aux colis. Adjonctions/modifications: de deux cases à cocher sous l'intitulé pour indiquer si le procès-verbal concerne une lettre ou un colis avec valeur déclarée; d'une case à cocher sans texte dans le champ «Motif du procès-verbal»; de la rubrique «Poids» dans le champ «Mentions spéciales»; du mode de réception (à découvert ou en sac) dans le champ «Mode d'acheminement». Le champ «Contenu» a été placé au recto. Dans le champ «Emballage», le texte des deux formules actuelles a été amalgamé. Le champ «Avarie/Spoliation» remplace les champs «Cause» et «Description détaillée des faits» (CP 14). Le champ «Estimation du dommage» a été placé après «Avarie/Spoliation». Dans les champs «Dépêche de transmission de l'envoi», «Mode d'acheminement» et «Traitement ultérieur de l'envoi», les cases à cocher ont été déplacées. L'attestation est isolée du reste du texte. 		35. RE 1902.1 35. RE 2601.1 35. RE 2602.1 35. RE 3114.1 35. RE 3115.1 35. RE 3116.1
CP 15	Etat mensuel/trimestriel des sommes dues pour les colis expédiés par voie de surface	art. RE 3604.1.1	
	<ul style="list-style-type: none"> Deux colonnes ont été ajoutées pour les échelons de poids de 20 à 25 kg et de 25 à 30 kg, respectivement. Dans la colonne «Observations», il a été indiqué que le verso de la formule pourrait, au besoin, être utilisé. A la fin des colonnes 2 à 11, il a été ajouté la mention «DTS» (montant par colonne). 		–
CP 15bis	Etat mensuel/trimestriel des sommes dues pour les colis expédiés par voie aérienne	art. RE 3604.1.2	
	<ul style="list-style-type: none"> Adjonction de la rubrique «Bureau qui établit l'état» et remplacement du texte «Administration de destination des colis» par «Administration des postes d». Deux colonnes ont été ajoutées pour les échelons de poids de 20 à 25 kg et de 25 à 30 kg, respectivement. Dans la colonne «Observations», il a été indiqué que le verso de la formule pourrait, au besoin, être utilisé. A la fin des colonnes 2 à 11, il a été ajouté la mention «DTS» (montant par colonne). 		–
CP 16	Compte récapitulatif	art. RE 3604.3	
	<ul style="list-style-type: none"> Une rubrique pour l'indication de référence dans le champ de l'adresse a été ajoutée. 		–

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
CP 17	Etat des différences constatées dans le compte récapitulatif	art. RE 3604.4	-
<ul style="list-style-type: none">L'indication «A transmettre en double expédition» a été transférée de l'intitulé vers la gauche.Dimensions proposées: 210 x 297 mm. Un champ pour l'addition des montants a été créé et l'indication de l'Administration créancière a été ajoutée.Les rubriques «Totaux», «A déduire» et «Différence au crédit» ont été rajoutées au bas du tableau principal de la formule.			
AV 11/CP 18	Compte général	art. RE 3604.6	35. RE 3604.2 35. RE 3605.2
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules AV 11 et CP 18.Regroupement des données de l'en-tête.Dans les colonnes 3 et 4, la mention «AV 5» a été remplacée par «AV 5/CP 16».Dans le champ des signatures, la mention «AV 11» a été remplacée par «AV 11/CP 18».			
C 26/CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.	art. RE 1503.1	35. RE 1503.2
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules C 26 et CP 19.Regroupement des données de l'en-tête.La colonne 2 a été élargie aux dépens de la colonne 3.Dans la colonne 5, le texte «En monnaie nationale» a été rajouté et la mention «DTS» a été supprimée.			
CP 20	Feuille de route-avion	art. RE 3104.1	-
<ul style="list-style-type: none">Le n° courant a été placé dans la marge et les colonnes 1, 2 et 7 ont été élargies.Dans le champ «Inscription globale», deux colonnes ont été ajoutées pour les échelons de poids de 20 à 25 kg et de 25 à 30 kg, respectivement.Dans la colonne c) du tableau «Inscription globale», la mention «en kg» a été remplacée par «kg» et déplacée dans le champ d'inscription.			
CP 21	Tableau CP 21	art. RE 3101.1	-
<ul style="list-style-type: none">Le format de la formule a été changé de A4 «vertical» en A4 «horizontal», pour élargir les colonnes trop étroites du verso.Les données de la formule actuelle ont été en conséquence regroupées, vu la nouvelle présentation de la formule.Les indications au verso sont disposées autrement.			
C 31/CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité	art. RE 3205.1	35. RE 3205.1
<ul style="list-style-type: none">Fusion des formules C 31 et CP 22.Changement de l'intitulé et de l'en-tête.Deux cases à cocher sous l'intitulé ont été ajoutées pour indiquer si le relevé concerne des envois de la poste aux lettres ou des colis.Une place pour l'indication du bureau d'échange a été aménagée dans l'en-tête.Le texte informatif (Indications) figurant sur la formule actuelle en bas de page, presque comme un renvoi, a été déplacé au-dessous de l'en-tête. Ce texte a été adapté à la fusion des deux formules. La mention «DTS» (col. 5) a été reportée dans le champ de rubrique.Le texte «Colis postaux» dans la colonne 2 a été supprimé.			

N°	Dénomination ou nature de la formule	Références	Références aux propositions corrélatives des textes
Nature des modifications			
CP 23	Etiquette de dépêche de colis	art. RE 3103.2	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour étiquettes portant le code à barres).Adjonction de la mention «Postes».			–
CP 24	Etiquette de dépêche de colis-avion	art. RE 3103.2	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour étiquettes portant le code à barres).Adjonction de la mention «Postes».Suppression de l'encadrement de la mention «Par avion».			–
CP 24bis	Etiquette de dépêche de colis S.A.L.	art. RE 3103.2	
<ul style="list-style-type: none">Nouvelles dimensions: 148 x 74 mm; 148 x 90 mm (pour étiquettes portant le code à barres).Adjonction de la mention «Postes».Suppression de l'encadrement de la mention «S.A.L. surface par avion».			–
CP 25	Bordereau de taxes	art. RE 1904.9	
<ul style="list-style-type: none">Adjonction d'une case à cocher sans indication dans le champ «Raison du renvoi».			–

Note. – Les formules ci-après ont été supprimées:
CP 2bis Instructions de l'expéditeur;
CP 6 Avis d'embarquement.

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les colis postaux aux conditions indiquées ci-dessous

No d'ordre	Pays de destination	Voies de transmission	Limite de la déclaration de valeur	Cou-pures de poids	Quotes-parts à attribuer à l'Administration d	Quotes-parts									Pays et services maritimes auxquels elles sont dues	Nombre de déclarations en douane
						Décomposition des montants de la colonne 5 (en DTS)										
						1 kg	3 kg	5 kg	10 kg	15 kg	20 kg	25 kg	30 kg			
	1	2	3	4	5	6 a	6 b	6 c	6 d	6 e	6 f	6 g	6 h	7	8	
				kg	DTS											
Observations																

DÉCLARATION EN DOUANE
BULLETIN D'EXPÉDITION

C 2/CP 3
CP 2

(Logotype. Administration des postes)

De

Références
de l'expéditeur

No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)

A

Valeur déclarée – en lettres

en chiffres

Montant du remboursement – en lettres

en chiffres

N° du compte de chèque et centre de chèques

Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois)

Pays d'origine des marchandises

N° tarifaire
(si connu)

Poids net

Valeur (en douane)

☐ Cadeau

☐ Echantillon commercial

☐ Documents

Instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison

☐ Avis de non-livraison à l'expéditeur ou à l'adresse ci-dessous

☐ Renvoyer immédiatement à l'expéditeur

☐ Renvoyer à l'expéditeur après

☐ Livrer/Réexpédier à l'adresse ci-dessous

☐ Traiter comme abandonné

Jours

par

voie de surface

par

voie de surface

par

voie de surface

avion

avion

avion

Nom et adresse

colis

certificats et factures

Poids brut

Taxes

Nom-
bre de

Date de dépôt

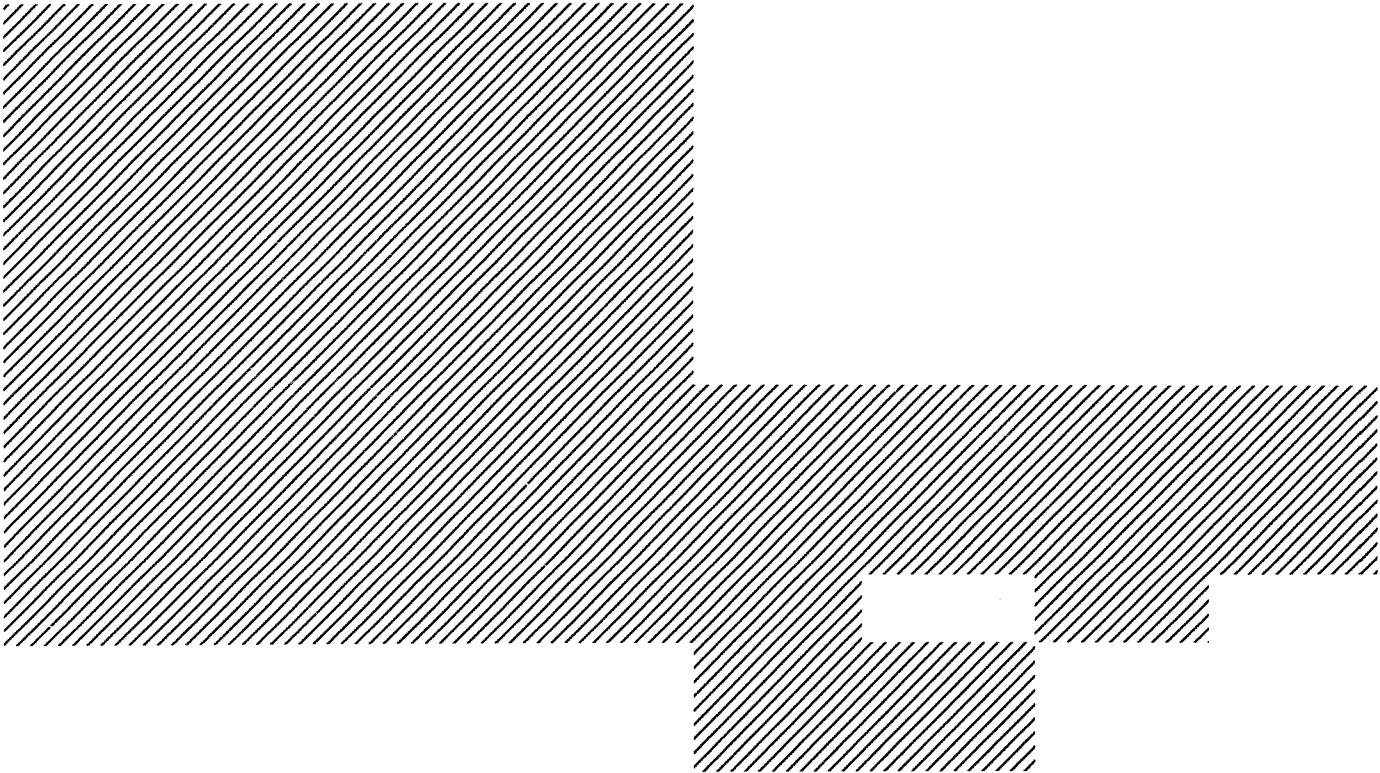
Valeur déclarée DTS

Bureau d'origine

Bureau d'échange

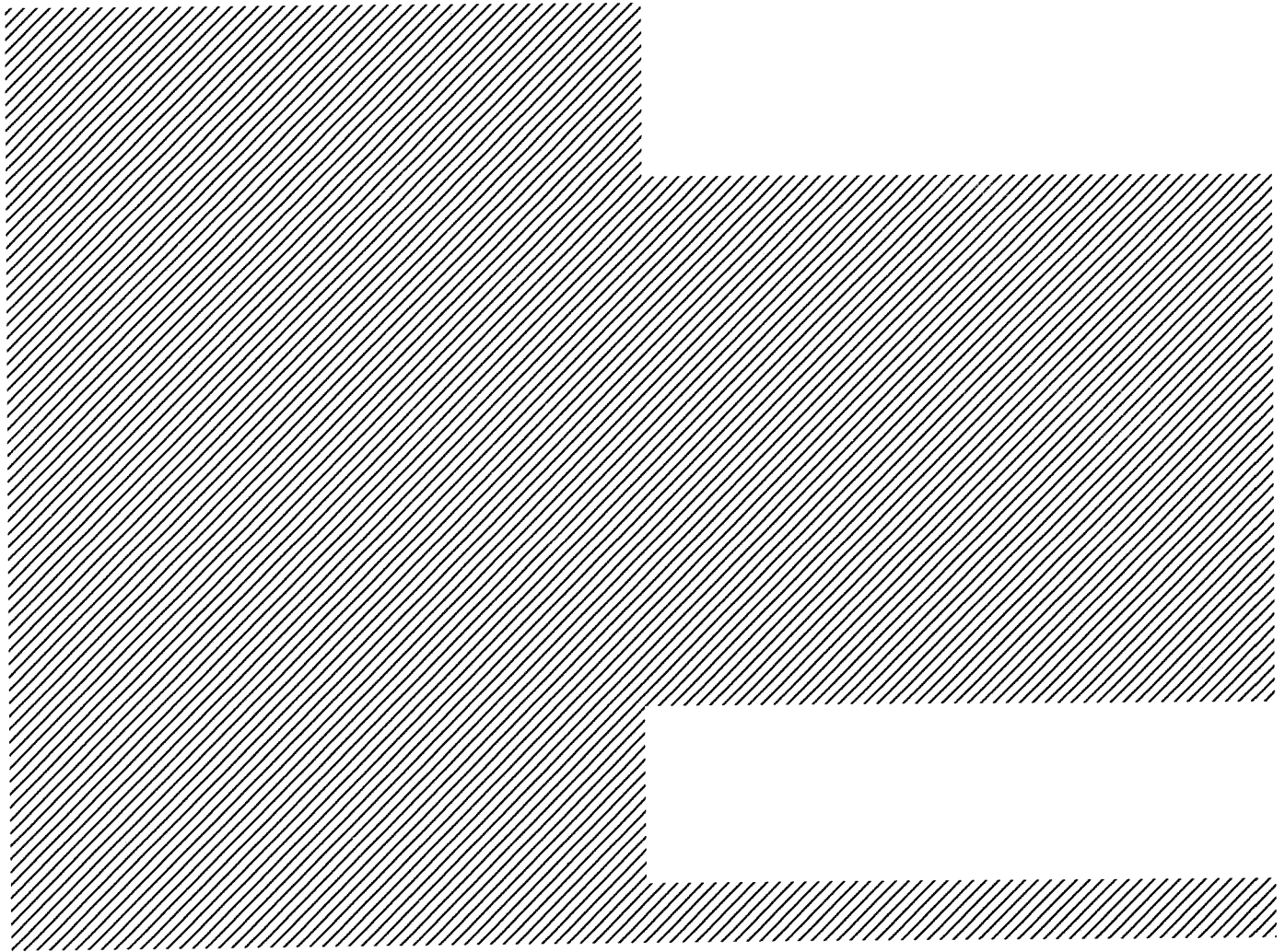
Je certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration en douane sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. J'accepte aussi de payer les frais découlant de l'exécution des instructions données ci-contre en cas de non-livraison.

Date et signature de l'expéditeur



Espace carboné au recto de la «Déclaration en douane»

(Logotype. Administration des postes)		DÉCLARATION EN DOUANE		C 2/CP 3	
De	Références de l'expéditeur		No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)		
À					
Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois)			Pays d'origine des marchandises	No tarifaire (si connu)	Poids net
			Valeur (en douane)		
<input type="checkbox"/> Cadeau			<input type="checkbox"/> Echantillon commercial		<input type="checkbox"/> Documents
Observations			Nombre de colis		
			Poids brut		
			Date de dépôt		
			Bureau d'origine		
			Je certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration en douane sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale.		
			Date et signature de l'expéditeur		



Espace carboné au recto du «Bulletin d'expédition»

De		(Logotype. Administration des postes)		BULLETTIN D'EXPÉDITION		CP 2							
		Références de l'expéditeur		No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)									
A				Valeur déclarée – en lettres		en chiffres							
				Montant du remboursement – en lettres		en chiffres							
				Compte courant postal n° et centre de chèques									
Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois)		Pays d'origine des marchandises		N° tarifaire (si connu)		Poids net		Valeur (en douane)					
<input type="checkbox"/> Cadeau		<input type="checkbox"/> Echantillon commercial		<input type="checkbox"/> Documents		N° colis		certificats et factures		Poids brut		Taxes	
Instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison		Date de dépôt		Valeur déclarée DTS									
<input type="checkbox"/> Avis de non-livraison à l'expéditeur ou à l'adresse ci-dessous		Bureau d'origine		Bureau d'échange									
<input type="checkbox"/> Renvoyer immédiatement à l'expéditeur		par <input type="checkbox"/> voie de surface		<input type="checkbox"/> avion									
<input type="checkbox"/> Renvoyer à l'expéditeur après _____ Jours		par <input type="checkbox"/> voie de surface		<input type="checkbox"/> avion									
<input type="checkbox"/> Livrer/Réexpédier à l'adresse ci-dessous		par <input type="checkbox"/> voie de surface		<input type="checkbox"/> avion									
<input type="checkbox"/> Traiter comme abandonné		Récépissé du destinataire											
Nom et adresse		Le soussigné déclare avoir reçu le colis décrit par le présent bulletin											
		Date et signature du destinataire											
		Je certifie que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. J'accepte aussi de payer les frais découlant de l'exécution des instructions données ci-contre en cas de non-livraison											
		Signature de l'expéditeur											

Instructions

La déclaration en douane (formule-liasse) sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fausse, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquérir des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration

Case «De»	Indiquer le nom et adresse de l'expéditeur
Case «A»	Indiquer le nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination
Cases «Cadeau», «Echantillon commercial», «Documents»	Faites une croix (x) dans la case appropriée. L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination: <ul style="list-style-type: none"> – par «Echantillon commercial», on entend articles considérés par la douane comme étant de valeur négligeable et qui ne sont utilisés que pour rechercher des commandes de marchandises du genre de celles qu'ils représentent – par «documents sans valeur commerciale», on entend tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données qui, de par leur qualité ou leur nature, sont considérées par la douane comme étant de valeur négligeable
Case «Date et signature de l'expéditeur»	Votre signature au recto est un engagement de votre part que l'envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale
Case «Observations» (Déclaration en douane)	Donner, dans cette case, le cas échéant, toute autre indication utile («marchandises en retour», «admission temporaire», par exemple)
Case «Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois)»	Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises. Ne sont pas admises les indications génériques telles que «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.
Case «Pays d'origine des marchandises»	Indiquer le nom du pays d'origine pour chaque espèce de marchandise
Case «N° tarifaire (si connu)»	Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination
Case «Poids net»	Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise
Case «Valeur (en douane)»	Indiquer la valeur (en douane) de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée

¹ Il en est de même pour le verso de la formule C 2/CP 3 en cas d'utilisation de celle-ci comme formule unique.

C 3/CP 4					
Coupon à remettre à l'expéditeur			Partie A <i>A remplir par le pays de destination</i>		
DÉTAIL DES FRAIS DUS (en monnaie du pays de destination de l'envoi)			TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS		
Taxe pour franchise à la livraison ¹			Montant (en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi)	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais	
Droits de douane					
Taxe de présentation à la douane					
Autres frais					
Total			Bureau qui a fait l'avance		
			N° du registre	Date	Signature
Total (après conversion)			<i>A remplir par le pays d'origine (au retour)</i>		
Timbre du bureau qui a recouvré les frais			Montant (en chiffres après la conversion)		Timbre du bureau qui a recouvré les frais
			Registre d'arrivée n°		
¹ Appelée aussi «Taxe de commission»					
BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT C 3/CP 4					
Partie B <i>A remplir par le pays d'expédition</i>					
Nature de l'envoi				Poids	
N°				Valeur déclarée	
Bureau de dépôt					
Expéditeur (nom et adresse complète)					
Destinataire (nom et adresse complète)					
L'envoi doit être remis franc de taxes et de droits que je m'engage à payer				Timbre du bureau d'origine	
Signature de l'expéditeur					

Dimensions: 148 x 210 mm, couleur jaune

Partie B*A remplir par le pays de destination***DÉTAIL DES FRAIS DUS**

(en monnaie du pays de destination de l'envoi)

Taxe pour franchise
à la livraison¹

Droits de douane

Taxe de présentation
à la douane

Autres frais

Total**TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS**Montant (en chiffres et monnaie du
pays de destination de l'envoi)Timbre du bureau qui
a fait l'avance des frais

Bureau qui a fait l'avance

N° du registre

Date

Signature

¹ Appelée aussi «Taxe de commission»

Pays d'origine

BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT**Récépissé**

Nature de l'envoi

Poids

N°

Valeur déclarée

Bureau de dépôt

Destinataire (nom et adresse complète)L'expéditeur a payé les taxes et
droits indiqués au verso

Timbre du bureau d'origine

Partie A*A remplir par le pays d'expédition*

Nature de l'envoi

Poids

N°

Valeur déclarée

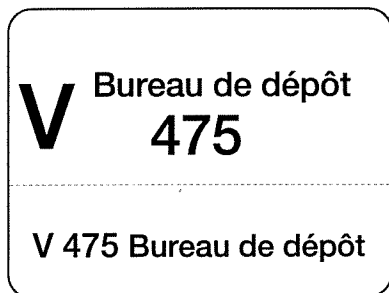
Bureau de dépôt

Expéditeur (nom et adresse complète)**Destinataire** (nom et adresse complète)L'envoi doit être remis franc
de taxes et de droits
que je m'engage à payer

Signature de l'expéditeur

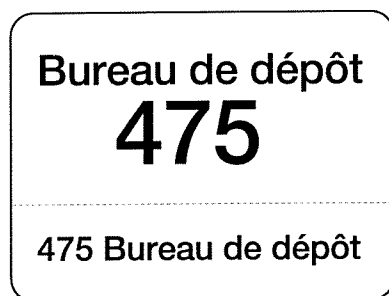
A renvoyer au bureau d

Timbre du bureau
d'origine



CP 7
Dimensions: 52 x 37 mm, couleur rose

Remarque: Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CP 7 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues



CP 8
Dimensions: 52 x 37 mm

Remarque: Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CP 8 portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues

AVIS DE NON-LIVRAISON

Date de l'avis

Administration des postes d'origine

Bureau d'origine de l'avis CP 9

La présente formule doit être renvoyée à

Bureau ou service de destination de l'avis CP 9

Indications

A transmettre sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface)
Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse

Colis non livré. Le bulletin d'expédition est ci-joint

Bureau d'origine	Nº et date de dépôt du colis
Nombre de colis	Nombre de bulletins d'expédition
Nom et adresse complète de l'expéditeur	Nom et adresse complète du destinataire

Le colis se trouve en souffrance à mon bureau pour le motif suivant

<input type="checkbox"/> Le colis a été refusé par le destinataire	<input type="checkbox"/> Le colis n'a pas été réclamé
<input type="checkbox"/> Le destinataire est inconnu	<input type="checkbox"/> Le destinataire est absent
<input type="checkbox"/> Le destinataire est décédé	<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti sans laisser d'adresse
<input type="checkbox"/> Le destinataire est parti	
<input type="checkbox"/> L'adresse est insuffisante	<input type="checkbox"/> L'adresse du colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les droits de douane	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer le remboursement
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse de payer les autres taxes et droits dont le colis est grevé	
<input type="checkbox"/> Le colis est grevé de droits de douane et autres taxes et droits	
Somme actuelle (monnaie du pays qui dresse l'avis)	! Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de
<input type="checkbox"/> Le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation	
<input type="checkbox"/> Le colis est spolié	<input type="checkbox"/> Le colis est avarié
Autres motifs	
Prière de demander des instructions à l'expéditeur ou à la personne désignée ci-après et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de deux mois, le colis sera renvoyé à l'expéditeur sous suite des frais. Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au recto du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse	
Tierce personne désignée, au recto du bulletin d'expédition CP 2, pour répondre à l'avis CP 9	

¹ Selon la législation du pays de première destination, indiquer l'adresse complète ou le nom du pays de nouvelle destination

Lieu, date et signature

Bureau ou service de destination

Le colis doit être

- ☐ présenté encore une fois au destinataire primitif
- ☐ livré au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée
- ☐ réexpédié au destinataire primitif ou à la personne sousmentionnée par voie

☐ de surface ☐ aérienne
Nom et adresse complète du destinataire primitif ou d'une autre personne

☐ sans perception du montant de remboursement

☐ contre paiement d'un montant de remboursement réduit
Nouveau montant de remboursement _____ Ci-joint un nouveau mandat de remboursement

☐ sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le colis est grevé
Ci-joint un bulletin d'affranchissement

☐ renvoyé à l'expéditeur par voie

☐ de surface ☐ aérienne Nombre de jours _____

☐ immédiatement ☐ après

L'expéditeur s'engage à payer les frais de transport et autres

☐ traité comme abandonné

☐ L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées,
☐ le colis doit être renvoyé à l'expéditeur à l'expiration du délai réglementaire

Lieu, date et signature

C 33/CP 10	
RETOUR	
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé
<input type="checkbox"/> Déménagé	<input type="checkbox"/> Non réclamé
<input type="checkbox"/> Adresse insuffisante	
<input type="checkbox"/>	

C 33/CP 10
Dimensions: 52 x 52 mm, couleur rose

A l'Administration d

Indications

Une seule formule suffit pour plusieurs envois déposés
simultanément par le même expéditeur et pour le même
destinataire.
A transmettre sous recommandation à l'Administration
d'origine de l'envoi

Description de l'envoi saisi	Nature de l'envoi		
	<input type="checkbox"/> LC - Prioritaire	<input type="checkbox"/> AO - Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Colis
	<input type="checkbox"/> Envoi recommandé	<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	
	N° de l'envoi	Poids de l'envoi	
	Information concernant l'acheminement		
	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> Surface	<input type="checkbox"/> S.A.L.
Depôt de l'envoi	Bureau d'origine		Date de dépôt
	Bureau d'échange expéditeur		Date
	Bureau d'échange de destination		N° de la dépêche
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		

Renseignements concernant la saisie	Motif de la saisie		
	<input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Envoi contrevenant à la réglementation sur les importations	
	<input type="checkbox"/> Stupéfiants	<input type="checkbox"/> Envoi en violation des préceptes publics/moraux/religieux	
	<input type="checkbox"/> Objets obscènes	<input type="checkbox"/>	
	Réglementation applicable		
	<input type="checkbox"/> Convention UPU	<input type="checkbox"/> Arrangement UPU concernant les colis postaux	Article Paragraphe Section
	<input type="checkbox"/> Législation nationale (préciser)		
	En conséquence, nous avons saisi		
	<input type="checkbox"/> tout le contenu		
	<input type="checkbox"/> la partie ci-dessous de l'envoi contrevenant à la réglementation en vigueur:		

En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, en double expédition, pour qu'il y soit donné suite conformément à la Convention.	Fonctionnaire des douanes	Chef du bureau où a lieu la saisie
	Lieu et signature	Lieu et signature
	_____	_____

Réservé au bureau d'origine de l'envoi	Observations eventuelles	
	Signature de l'expéditeur ou de son fondé de pouvoir (le cas échéant)	Bureau d'origine de l'envoi Date et signature

Par S.A.L.

Par voie de surface

Bureau d'échange de destination

Nombre de récipients de la dépêche

Nombre de colis de la dépêche

Nombre de récipients à renvoyer

Nombre de colis hors récipients

N° de la feuille de route (si plusieurs)

Un bulletin C 27
est joint à la dépêche

Navire

Vol n° (pour S.A.L.)

Inscription détaillée

N° d'ordre	du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination 1	Poids 2 de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts dues par l'Administration		Observa- tions
								expéditrice à l'Adminis- tration cor- respon- dante	correspon- dante à l'Adminis- tration expéditrice	
1	2	3	4	5	6		7	8	9	10
					kg	g	DTS	DTS	DTS	
1										
2										
3										
4										
5										
5										
7										
8										
9										
10										
Report du verso										
Totaux										

Inscription globale

Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée
Utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas

a) Nombre des colis par coupure de poids								b) Nombre total des colis	c) Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg	20-25 kg	25-30 kg		kg

1 Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route
Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination

2 En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Bureau d'échange expéditeur
Signature de l'agent

Bureau d'échange de destination
Signature de l'agent

No d'ordre	du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ¹	Poids ² de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts dues par l'Administration			Observa- tions
								expéditrice à l'Adminis- tration cor- respon- dante	correspon- dante à l'Adminis- tration expéditrice		
1	2	3	4	5	6		7	8		9	10
					kg	g	DTS	DTS		DTS	
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
A reporter au recto		_____	_____	_____	_____	_____	_____				

¹ Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route. Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination

² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Bureau d'échange intermédiaire				Date du départ				Dépêche nº	
Administration de transit				Navire					
<input type="checkbox"/> Transit territorial <input type="checkbox"/> Transit maritime				Bureau de destination de la dépêche					
a) Nombre des colis par coupure de poids (utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas)								b) Nombre total des colis	c) Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg	20-25 kg	25-30 kg		kg
Nature des colis				Nombre de récipients		Nombre de colis en récipients		Nombre de colis hors récipients	
Colis sans valeur déclarée									
Colis avec valeur déclarée									
Totaux									

Bureau d'échange expéditeur
Signature de l'agent

Bureau d'échange intermédiaire
Signature de l'agent

Indications

A transmettre sous recommandation

Bureau d'origine du bulletin	Date d'expédition
	Paquebot
Bureau de destination du bulletin	No de la ligne aérienne
	Bureau d'échange expéditeur
	Bureau d'échange de destination

- ☐ Document manquant
(Prière de transmettre une copie)
- ☐ AV 7 Bordereau
- ☐ CP 12 Feuille de route spéciale
- ☐ CP 11 Feuille de route (O)
- ☐ CP 20 Feuille de route-avion (O)
- ☐ Document irrégularité
- ☐ CP 11 Feuille de route (V)
- ☐ CP 20 Feuille de route-avion (V)

Colis inscrit	Nombre des colis par coupure de poids							Valeur déclarée	Nombre total des colis	Nombre des sacs	Quotes-parts	Poids brut	
	<1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15kg	15-20kg	>20 kg					kg	g
								DTS			DTS		
Colis reçu													

Colis irrégularités

☐ Colis mal dirigés

☐ Colis manquant

☐ Colis en trop

☐ Colis avariés

Nº du colis	Bureau d'origine	Adresse complète du destinataire ou Bureau de destination	Poids		Observations
			kg	g	

Autres observations

Transporteur ou son représentant

Nom et qualité	Signature
----------------	-----------

Bureau qui établit le bulletin

Signature des agents

Vu et accepté

Bureau de destination du bulletin

Lieu, date et signature du chef

Bureau qui dresse le procès-verbal

Date

Référence

Indications

A transmettre sous recommandation

☐ Lettre avec valeur déclarée ☐ Colis postal

Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids <input type="checkbox"/> Irrégularités <input type="checkbox"/>		
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
Dépôt de l'envoi	Bureau de dépôt	Date	N° de dépôt
Mentions spéciales	Valeur déclarée	Montant de remboursement et monnaie	Poids indiqué Poids constaté
	Autres mentions		
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Description détaillée		
	Le contenu a été examiné en présence		
	<input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur		
	Contenu constaté à l'examen		
	Contenu avarié		
	Contenu manquant		
Emballage	Emballage extérieur		
	Emballage intérieur		
	L'envoi est scellé par		
	<input type="checkbox"/> cachets de cire <input type="checkbox"/> rubans de sécurité <input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas scellé		
	Nombre de scellés	Signe particulier des scellés	
L'emballage doit être considéré comme réglementaire			
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Avarie/Spoliation	Description	
	Le dommage est attribuable à	
Estimation du dommage	Montant et monnaie	
	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire	<input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur
Dépêche de transmission de l'envoi	Date d'expédition	Bureau expéditeur
		N°
	Date d'arrivée	Bureau de destination
	L'envoi était renfermé dans un sac	
La fermeture (plombage) du sac était		
<input type="checkbox"/> intérieur <input type="checkbox"/> extérieur		
<input type="checkbox"/> intacte <input type="checkbox"/> non intacte		
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> Ambulant <input type="checkbox"/> Fourgon <input type="checkbox"/> Paquebot <input type="checkbox"/> Ligne aérienne	
	Nom ou n°	
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac	
	Après remballage et pesage, l'envoi a	
	été réacheminé sur sa destination	
	Le contenu a été détruit par les soins	
	du bureau soussigné	
	<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici	
<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi		
<input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi		
<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi		
<input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi		
Montant de l'indemnité demandée		
Signature du destinataire ou de l'expéditeur		

Attestation	En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, à l'organe indiqué ci-dessous
	Organe auquel le procès-verbal doit être transmis

Bureau qui dresse le procès-verbal
Signature des agents postaux

Signature de l'agent des douanes (le cas échéant)

Bureau d'échange de destination de la dépêche	Mois	Année
Administration expéditrice	Trimestre	Année
Bureau d'échange expéditeur de la dépêche		

[illegible]

Bureau qui établit l'état
Signature du chef

Bureau d'échange de destination de la dépêche	Mois	Année
Administration expéditrice	Trimestre	Année
Bureau d'échange expéditeur de la dépêche		

[illegible]

Bureau qui établit l'état
Signature du chef

Administration expéditrice des colis	Mois	Année
	Trimestre	Année

Indications

A établir en double expédition

[illegible]

L'Administration qui établit le compte
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration expéditrice des colis
Lieu, date et signature

Vu et accepté par l'Administration expéditrice du compte
Lieu, date et signature

Administration correspondante	Trimestre	Année
	Semestre	Année

Echange	Période	Solde des comptes AV 5/CP 16 en faveur de l'Administration qui établit le compte		Observations
			correspondante	
1	2	3	4	5
Réception par l'Administration qui établit le compte		DTS	DTS	
Expédition par l'Administration qui établit le compte				
Totaux				
A déduire				
Solde créditeur				
Nom de l'Administration créancière				

Administration débitrice	Mois
	Année

N° d'ordre	Date de l'avance	N° du bulletin d'affranchissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement (en monnaie nationale)		Observations
1	2	3	4	5		6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
Total						

L'Administration créancière
Lieu, date et signature

Bureau d'échange de destination	Nombre de récipients dont se compose la dépêche	Nombre de colis compris dans la dépêche
	Nombre de récipients à renvoyer	Nombre de colis hors récipients
	N° de la feuille (si plusieurs) <div>Un bulletin C 27 est joint à la dépêche</div>	
	Ligne aérienne	

Inscription détaillée

N° du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination 1	Poids 2 de chaque colis avec valeur décla- rée	Valeur dé- clarée	Quotes-parts territoriales et maritimes dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administration		Observa- tions
						expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	expédi- trice à l'Admi- nistration corres- pondante	corres- pondante à l'Admi- nistration expédi- trice	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
				kg	g	DTS	DTS	DTS	DTS	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
Report du verso	—	—	—	—	—					
Totaux	—	—	—	—	—					

Inscription globale

Inscrire les colis soumis aux quotes-parts d'arrivée
Utiliser la rubrique a), b) ou c) selon le cas

a) Nombre des colis par coupure de poids								b) Nombre total des colis	c) Poids brut
< 1 kg	1-3 kg	3-5 kg	5-10 kg	10-15 kg	15-20 kg	20-25 kg	25-30 kg		kg

¹ Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route
Pour les colis postaux en transit à découvert, indiquer le pays de destination

² En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée

Bureau d'échange expéditeur
Signature

Bureau d'échange de destination
Signature

No du colis	Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination 1	Poids 2 de chaque colis avec valeur décla- rée		Valeur dé- clarée	Quotes-parts terri- toriales et mari- times dues par l'Administration		Frais dus pour le transport aérien par l'Administra- tion		Observa- tions	
1	2	3	4	5		6	7		8	9	10	11
				kg	g	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	DTS	
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
A reporter au recto	—	—	—	—	—	—						

¹ Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la
feuille de route. Pour les colis postaux en transit à découvert,
indiquer le pays de destination

² En cas de besoin, cette colonne peut servir à
l'indication du poids des colis autres que les colis
avec valeur déclarée

Indication

L'Administration susmentionnée accepte, aux conditions indiquées ci-après, les colis-avion pour son propre territoire et les colis en transit à destination des pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

Cadre A Renseignements sur le service intérieur

L'Administration qui établit le présent tableau se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis-avion à l'intérieur de son pays, sur tout ou partie du parcours?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, à destination de quelles localités?
(Indiquer celles-ci dans l'ordre alphabétique)

Des colis-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?

☐ Oui☐ Non

Cadre B Conditions du service intérieur

Coupures de poids	Quotes-parts d'arrivée à attribuer à l'Administration de destination	Observations
kg	DTS	

Col 5 c Dans cette colonne est indiqué le total des quotes-parts d'arrivée et de transit à attribuer à l'Administration intermédiaire.

Col 7 Sauf indication contraire, les frais indiqués dans cette colonne doivent être attribués obligatoirement pour tous les colis.

[illegible]

Date

☐ LC/AO

☐ CP

Administration débitrice	Mois	Trimestre
	Année	

Indications
Dédommagement pour les envois de la poste aux lettres et pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.
Les observations éventuelles peuvent être indiquées au verso de la formule

No d'ordre	No de l'envoi et bureau d'origine	Destination	Lettres autorisant les reprises (no de l'état, nom du bureau, date, no du dossier de l'Administration débitrice)	Montant en DTS
1	2	3	4	5
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
Total				

L'Administration créditrice
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice
Lieu, date et signature

Postes

COLIS POSTAUX

de

pour

CP 23

Dépêche n°	
Date d'expédition	Via
Réceptant n°	Paquebot
Nombre des colis	Port de débarquement

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur jaune ocre

Postes

COLIS POSTAUX

de

pour

CP 23

Dépêche n°	Via
Date d'expédition	Paquebot
Réceptant n°	Port de débarquement
Nombre des colis	

Code à barres

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur jaune ocre

Postes	COLIS POSTAUX		Par avion		CP 24	
	de					
	Dépêche n°		pour			
	Date d'expédition					
	Récipient n°		Ligne n°			
	Nombre des colis		Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
	kg					

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur jaune ocre

Postes	COLIS POSTAUX		Par avion		CP 24	
	de		pour			
	Dépêche n°					
	Date d'expédition		Ligne n°			
	Récipient n°		Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
	Nombre des colis					
	kg		Code à barres			

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur jaune ocre

Postes

COLIS POSTAUX		S.A.L.		CP 24bis	
de		surface par avion			
		pour			
Dépêche n°					
Date d'expédition					
Récipient n°		Ligne n°			
Nombre des colis		Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
kg					

Dimensions: 148 x 74 mm, couleur jaune ocre

Postes

COLIS POSTAUX		S.A.L.		CP 24bis	
de		surface par avion			
		pour			
Dépêche n°					
Date d'expédition		Ligne n°			
Récipient n°		Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
Nombre des colis					
kg		Code à barres			

Dimensions: 148 x 90 mm, couleur jaune ocre

BORDEREAU DE TAXES**CP 25**

Administration d

Date

Bureau d'échange d

Colis n°		
Raison du renvoi		
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé	<input type="checkbox"/> Importation interdite
<input type="checkbox"/> Parti	<input type="checkbox"/> Non réclamé	<input type="checkbox"/>
Taxe de présentation à la douane	DTS	
Taxe de magasinage		
Taxe de renvoi		
Taxe de réexpédition		
Droits non postaux		
Divers		
Total		

CP 25

Dimensions: 105 x 148 mm

ALLEMAGNE**39. 0.2****Amendement à la proposition 39. 0.1**

Amendement, comme indiqué dans l'annexe, de la nouvelle formule unique CP 2-C 2/CP 3 «Déclaration en douane/Bulletin d'expédition»

Motifs. – PostEurop a suivi avec grand intérêt les travaux exécutés au sein du Conseil exécutif de l'UPU en vue de la création d'une formule unique (formule-liasse) destinée exclusivement à l'utilisation dans le service postal des colis. Cette formule a fait l'objet d'une étude spéciale ultérieure effectuée au sein de PostEurop et dans laquelle les différents aspects du service ont été considérés. En effet, une grande partie des travaux s'est appuyée sur le matériel de fond utilisé pour formuler la proposition 39. 0.1 relative à la formule-liasse et sur la présentation qui en est faite. En se servant de manière plus étendue des possibilités offertes par la technique moderne du papier carbone, PostEurop a pu atteindre une version améliorée qui, à notre avis, satisfait encore plus les besoins opérationnels essentiels identifiés dans les services postaux modernes des colis. Il va sans dire que la version de PostEurop est composée des mêmes éléments que celle de l'UPU, mais qu'elle est arrangée, à certains égards, dans un ordre différent, ce qui améliore sa compréhension et la rend, à notre avis, plus efficace pour le client.

La formule proposée a été approuvée par le Conseil d'administration de PostEurop. L'Allemagne soumet cet amendement en sa qualité de Président du Groupe d'action «Colis postaux» de PostEurop.

A notre avis, il s'agit des améliorations essentielles suivantes:

1. Le choix que le client fait essentiellement entre deux produits, à savoir le colis-avion et le colis-surface, est intégré dans la formule au moyen d'une nouvelle case désignée comme «Catégorie du colis».
2. Les instructions à donner par l'expéditeur en cas de non-livraison ont été réduites aux seuls choix effectivement pratiqués selon notre expérience.
Par conséquent, la distinction entre «par voie de surface» et «par voie aérienne» a été supprimée en liaison avec les instructions «Renvoyer immédiatement à l'expéditeur» et «Renvoyer à l'expéditeur après ... jours», tandis que l'instruction «Renvoyer/Réexpédier par voie de surface/voie aérienne» a été ajoutée.
3. Comme un grand nombre de clients a eu, selon notre expérience, des difficultés avec la complexité de l'ancienne formule, le titre de certaines cases a été modifié ou rendu plus clair (par exemple «Nom et adresse de l'expéditeur» vient compléter le tableau précédé de «De» ou «Nom et adresse du destinataire» vient compléter le tableau précédé de «A»), d'autres cases ont été combinées (par exemple «Bureau d'origine», «Date de dépôt») et quelques cases ont été ajoutées (par exemple un espace pour apposer, si nécessaire, des étiquettes officielles, etc.).

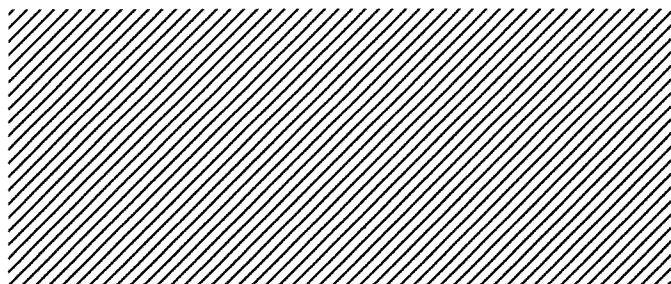
Appuis. – Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Slovaquie, Suède, Suisse.

De

No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)

 \overline{A}

Première partie



Espace carboné au-dessus de l'«Etiquette-adresse»

De (Logotype. Administration des postes)

ÉTIQUETTE-ADRESSE

A	Nom et adresse du destinataire	No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)	
		Valeur déclarée – en lettres	en chiffres
		Montant du remboursement – en lettres	en chiffres
		N° du compte de chèque et centre de chèques	

(Perforation)

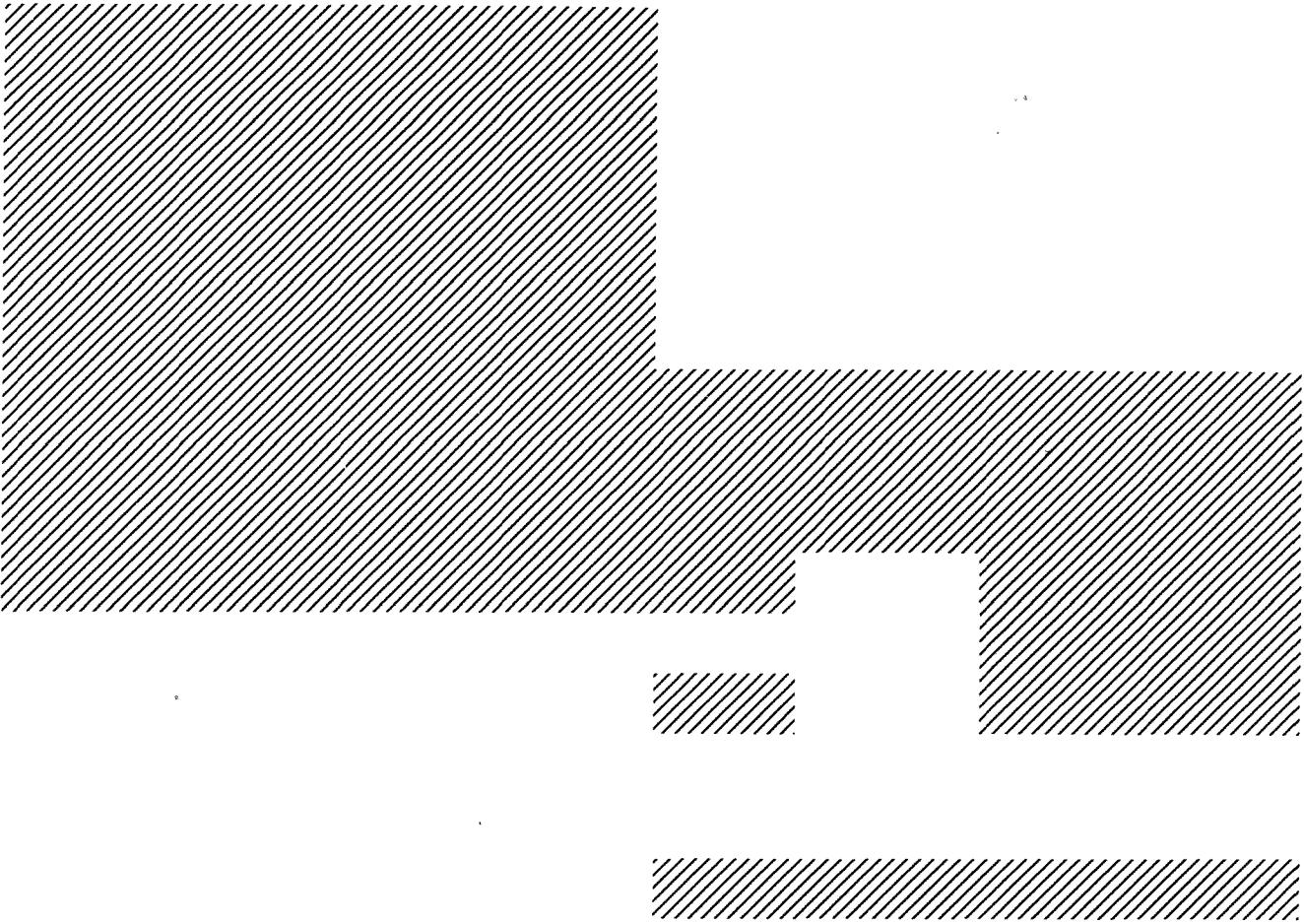
(Perforation)

INSTRUCTIONS DE L'EXPÉDITEUR EN CAS DE NON-LIVRAISON

<input type="checkbox"/> Avis de non-livraison à l'expéditeur ou à l'adresse ci-dessous	<input type="checkbox"/> Renvoyer immédiatement à l'expéditeur
<input type="checkbox"/> Renvoyer à l'expéditeur après <input type="checkbox"/> Jours	<input type="checkbox"/> Réexpédier à l'adresse ci-dessous
<input type="checkbox"/> Traiter comme abandonné	Renvoyer/Réexpédier <input type="checkbox"/> par voie de surface <input type="checkbox"/> par avion
Nom et adresse	

(Perforation)

Surface adhésive au verso



Espace carboné au-dessus de la «Déclaration en douane»

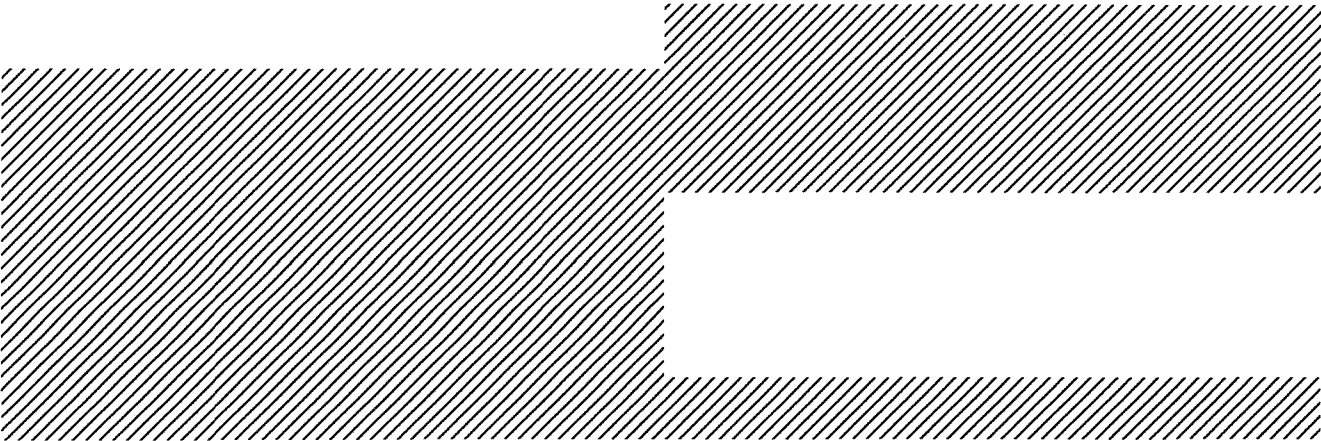
De

No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)

C 2/CP 3

À

De	Nom et adresse de l'expéditeur		Référence de l'expéditeur (si elle existe)	No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)			
	Nom et adresse du destinataire						
À	Nom et adresse du destinataire						
Désignation du contenu par envoi (et nombre d'envois)			Pays d'origine des marchandises	No tarifaire (si connu)	Poids net	Valeur (en douane)	
<input type="checkbox"/> Echantillon commercial <input type="checkbox"/> Documents <input type="checkbox"/> Cadeau			Nombre de colis		Bureau d'origine/Date de dépôt		
Observations			Total poids brut				
			Je certifie que les déclarations faites dans la déclaration en douane sont exactes. _____ Date et signature de l'expéditeur				



Espace carboné au-dessus du «Bulletin d'expédition»

(Logotype. Administration des postes)

BULLETIN D'EXPÉDITION

CP 2

De	Nom et adresse de l'expéditeur		No(s) du/des colis (code à barres, s'il existe)	
A	Nom et adresse du destinataire		Valeur déclarée – en lettres en chiffres	
			Montant du remboursement – en lettres en chiffres	
			N° du compte de chèque et centre de chèques	
	Timbre de la douane	Bureau d'échange	(Apposer les étiquettes officielles, le cas échéant)	
	Droit de douane		Nom- bre de colis certificats et factures	Bureau d'origine/Date de dépôt
	Catégorie de colis			
	Instructions de l'expéditeur en cas de non-livraison		Total poids brut	Taxes
	<div><div><input type="checkbox"/> Avis de non-livraison à l'expéditeur ou à l'adresse ci-dessous</div><div><input type="checkbox"/> Renvoyer à l'expéditeur après _____ Jours</div><div><input type="checkbox"/> Traiter comme abandonné Nom et adresse</div></div> <div><div><input type="checkbox"/> Renvoyer immédiatement à l'expéditeur</div><div><input type="checkbox"/> Réexpédier à l'adresse ci-dessous</div><div>Renvoyer/ Réexpédier <input type="checkbox"/> par voie de surface <input type="checkbox"/> par avion</div></div>		Réception du destinataire	J'ai reçu le colis décrit sur ce bulletin Date et signature du destinataire
			Je certifie que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. J'accepte aussi de payer les frais découlant de l'exécution des instructions données ci-contre en cas de non-livraison. Date et signature de l'expéditeur	

COLIS, FORMULES

Formule CP 2

CHINE (RÉP. POP.)

39. 2.1

Insérer, au verso de la formule, entre la signature de l'expéditeur et la lettre g, le texte suivant:

Je, soussigné, m'engage à payer les frais encourus par le retour ou la réexpédition du colis

Motifs. – Bien qu'il soit prévu, à l'article RE 1904 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, que l'expéditeur est tenu de payer les frais encourus par le retour du colis, dans la pratique, à cause du manque de la notification correspondante sur le bulletin d'expédition CP 2 du colis, il arrive souvent que l'expéditeur refuse de payer le montant, surtout quand celui-ci s'élève à une somme assez importante. En indiquant cette déclaration, on pourrait éviter des cas litigieux inutiles entre les services postaux et l'expéditeur.

Formule CP 20

CANADA

39. 20.1

La modifier comme suit:

Ajouter une case «Poids total de la dépêche» dans la moitié droite de la case intitulée «Ligne aérienne».

Motifs. – Les règlements des frais de transport aérien intérieur de la poste aux lettres prennent pour base les documents relatifs aux dépêches (feuilles d'avis C 12) plutôt que les documents de transport. Pour les colis, cela n'est pas le cas, étant donné que c'est l'AV 7 qui est utilisée actuellement. La proposition vise à ajouter une case sur la formule CP 20 où sera indiqué le poids total de la dépêche, de sorte que cette formule pourra être utilisée pour les besoins de la comptabilité des frais de transport aérien intérieur des colis.

Les documents de transport (AV 7, C 18bis et C 18) doivent être complètement séparés des documents postaux (contenant des renseignements sur les dépêches). Cela permettra de fonder toute la comptabilité interadministrations sur les documents postaux, et sur un seul message EDI pour les Administrations qui utiliseront un tel système dans leurs relations réciproques.

Proposition ayant un lien avec celle-ci: 25. RE 5204.1.

V

Arrangement concernant les mandats de poste

- Règlement d'exécution

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

Arrangement concernant les mandats de poste

Règlement d'exécution

MANDATS, PROPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 0.1

Résolution

Programme d'action visant à dynamiser les services financiers postaux

Le Congrès,

constatant

l'absence de services financiers postaux internationaux dans un grand nombre de Pays-membres de l'UPU,

estimant

cette situation peu satisfaisante pour la poursuite d'échanges financiers efficaces entre partenaires des différents continents,

conscient

du fait qu'une politique de développement ne suffit pas à elle seule à concrétiser la mise sur pied de services financiers sûrs, modernes et économiquement viables,

considérant

l'intérêt d'un engagement commun s'appuyant sur des principes d'action reconnus,

invite

les Administrations postales à mettre tout en œuvre pour que de tels services soient instaurés dans leur pays,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de prendre les mesures pour:

- inciter les Pays-membres de l'Union à créer des services permettant en premier lieu les transferts de fonds;
- faciliter la modernisation de ces transferts;
- favoriser la flexibilité dans les échanges;
- simplifier les modes de règlements réciproques;
- favoriser les échanges techniques dans le domaine des services financiers postaux;
- assurer une promotion adéquate des services,

charge

le Bureau international de suivre ces activités et, le cas échéant, de proposer au Conseil d'exploitation postale des adaptations à ce programme d'action.

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 0.2

Résolution

Refonte des Actes des services financiers postaux

Le Congrès,

prenant acte

de la nécessité de l'amélioration des services financiers postaux et du désir exprimé par les Administrations de voir effectuer une nouvelle refonte des Actes des services financiers postaux,

tenant compte

de l'affirmation que la tâche essentielle pour l'avenir des services financiers postaux doit être le développement des échanges internationaux dans ce domaine et de rendre ses services plus rentables et compétitifs au niveau international,

constatant

que certaines Administrations préfèrent continuer, pour des raisons de flexibilité, à assurer les services sur la base d'accords bilatéraux et que la revision quant au fond des Arrangements concernant les services financiers postaux effectuée en 1984-1989 n'a pas eu les effets escomptés, à savoir qu'un plus grand nombre d'Administrations postales adhère à ces Arrangements et fournisse des services financiers,

soucieux

d'encourager le plus grand nombre d'Administrations à exécuter ces services sur la base du nouvel Arrangement et de tenir compte de l'évolution des services financiers postaux sur le plan international,

reconnaissant

que l'étude initiale entreprise dans le cadre du Conseil exécutif de 1993 a abouti à l'adoption des principes de cette refonte et du projet d'architecture des futurs Actes,

charge

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, conjointement avec le Bureau international, de poursuivre une étude visant à la refonte des Actes des services financiers postaux, afin de fournir un cadre normatif de référence tout en simplifiant au maximum les procédures prescrites, et de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent.

MANDATS, ARRANGEMENT

Article 4

Taxes

FRANCE

40. 4.1

Le modifier comme suit:

1 à 3. (Sans changement.)

4. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'Administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire déterminée par cette dernière en fonction des coûts générés par les opérations qu'elle effectue; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

5 à 8. (Sans changement.)

Motifs. – Le mode de calcul de la taxe de transit prévue par l'Arrangement est trop contraignant pour le pays qui assure un tel service. La valeur maximale prévue par l'UPU (1,63 DTS), très faible, ne couvre pas les coûts supportés en l'occurrence par La Poste française.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchèque (Rép.), Turquie.

Article 5

Modalités d'échange

JAPON

40. 5.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'échange par la voie postale s'opère, au choix des Administrations, soit au moyen de mandats ordinaires ou de versement, directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants. Toutefois, l'expéditeur peut envoyer lui-même le mandat de poste directement au bénéficiaire si les Administrations concernées ont accepté cette procédure.

2 à 5. (Sans changement.)

Motifs. – Le bureau de poste émetteur établira le mandat de poste en remplissant la formule MP 1 ou MP 1bis et le remettra à l'expéditeur qui s'occupera de l'envoyer directement au bénéficiaire. Si ce système est adopté, les bénéficiaires pourront recevoir leurs mandats de poste plus rapidement. L'expéditeur peut aussi insérer dans son envoi d'autre matériel comme un message, une lettre, etc., en même temps que le mandat de poste et dans la même enveloppe. Ce système s'apparenterait au service d'émission de traites à vue offert par les banques privées.

Article 6

Paiement des mandats

INDONÉSIE

40. 6.1

Paragraphe 1, lettre b). La modifier comme suit:

- b) après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission, dans le cas de mandats-cartes, et jusqu'à l'expiration du cinquième mois qui suit celui de l'émission, dans le cas de mandats-listes.

Motifs. – Donner aux destinataires de mandats-listes habitant dans des régions reculées assez de temps pour se rendre au bureau de poste le plus proche afin de prendre possession de la somme envoyée. Les moyens de transport diffèrent, en termes de qualité et de disponibilité, d'une région à l'autre d'un pays, surtout dans les pays en développement.

Article 9

Responsabilité

FRANCE

40. 9.1

Le modifier comme suit:

1 à 4. (Sans changement.)

5. *Délai de paiement*

5.1 Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai limite de quatre mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

5.2 (Sans changement.)

5.3 L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution définitive à la réclamation.

6. (Sans changement.)

Motifs. – Par analogie aux délais prévus aux articles 38, RE 3801 et RE 3802 de la Convention et de son Règlement d'exécution.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement

TURQUIE

40. 10.1

Paragraphe 1. Le modifier comme suit:

1. L'Administration d'émission attribue à l'Administration de paiement pour chaque mandat ordinaire payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel, à:
- 0,82 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
 - 0,98 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;
 - 1,21 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
 - 1,47 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
 - 1,73 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
 - 2,09 DTS au-delà de 326,69 DTS et jusqu'à 392,02 DTS;
 - 2,52 DTS au-delà de 392,02 DTS.

Motifs. – Etant donné que les coûts d'exploitation des Administrations assurant le paiement d'un très grand nombre de mandats internationaux augmentent constamment en raison du phénomène inflationniste, la rémunération de l'Administration de paiement fixée par l'article 10, paragraphe 1, n'est pas suffisante pour couvrir les coûts de traitement des mandats. Dans ces conditions, le taux de la rémunération, qui n'a pas été augmenté depuis le Congrès de Hamburg 1984, doit être fixé comme il est précisé ci-dessus.

Appuis. – Iran (Rép. islamique), Pakistan.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement

CHINE (RÉP. POP.)

40. 10.2

Paragraphe 1. Le compléter comme suit:

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement pour chaque mandat ordinaire payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel, à:

- 0,65 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
- 0,82 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;
- 0,98 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
- 1,21 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
- 1,47 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
- 1,73 DTS au-delà de 326,69 DTS et jusqu'à 392,03 DTS;
- 1,99 DTS au-delà de 392,03 DTS.

Motifs. – Comme le montant moyen des mandats augmente, le taux de rémunération devrait en tenir compte, d'autant plus qu'il n'a pas été augmenté au-delà de 1,73 DTS depuis le Congrès de Hambourg 1984.

Article 11

Etablissement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 11.1

Paragraphe 4. Le modifier comme suit:

4. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation, ou par l'intermédiaire d'un compte courant postal de liaison.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

Article 12

Règlement des comptes

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 12.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues ou un compte postal de liaison duquel sont débitées les créances au titre du service des mandats de poste.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

Article 13

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 13.1

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'administration pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'administration qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 40. 13.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 13

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 13.2

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

- 3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 13

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

40. 13.3

Paragraphe 3.3. Le modifier comme suit:

- 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
- 3.3.1 les deux tiers des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);
 - 3.3.2 la majorité des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);
 - 3.3.3 (sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 13

Dispositions finales

JAPON

40. 13.4

Amendement à la proposition 40. 13.3

Paragraphe 3.3. Le modifier comme suit:

- 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
- 3.3.1 les deux tiers des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);
 - 3.3.2 la majorité des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);
 - 3.3.3 (sans changement).

Ajouter le nouveau paragraphe 3.3bis suivant:

3.3bis Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre, dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée, peut faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les 90 jours à compter de la date de notification de ladite addition.

Motifs. – Si des dispositions sont modifiées entre deux Congrès, il se pourrait qu'un Pays-membre refuse les dispositions modifiées, en vertu de l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution, et de l'article 122 du Règlement général. Toutefois, puisqu'il existe une disposition (l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès) qui prévoit clairement qu'un Pays-membre a la faculté de ne pas accepter d'appliquer des dispositions modifiées lors d'une session du Congrès, le Japon propose de formuler une disposition prévoyant clairement qu'un Pays-membre puisse déclarer refuser que la disposition modifiée entre deux Congrès soit ajoutée dans l'Acte pertinent.

MANDATS, RÈGLEMENT

Article RE 605

Visa pour date

CHINE (RÉP. POP.)

45. RE 605.1

Le modifier comme suit:

1. Le visa pour date doit être demandé par l'Administration de paiement ou le bénéficiaire.
2. Le visa pour date doit être inscrit au verso du mandat même.

Motifs. – La disposition présente n'est pas assez précise.

Article RE 801

Traitement des réclamations

JAPON

45. RE 801.1

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

1 à 3. (Sans changement.)

3bis. Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule MP 4, directement au bureau de destination ou, le cas échéant, soit à l'Administration centrale du pays de destination, soit à un bureau spécialement désigné. Si l'expéditeur a demandé à être avisé par voie télégraphique, la réponse est transmise par cette voie au service ayant introduit la réclamation télégraphique; sinon, la réponse peut être donnée par voie postale.

Motifs. – Cette modalité d’envoi des réclamations par télégraphe est décrite à l’article RE 3101, paragraphes 4.1 et 4.3, du Règlement d’exécution de la Convention postale universelle. Cette même modalité devrait donc être décrite dans un paragraphe analogue du Règlement d’exécution de l’Arrangement concernant les mandats de poste, de façon que les réclamations soient acheminées plus rapidement.

Article RE 1101

Etablissement des comptes mensuels pour les mandats ordinaires

CORÉE (RÉP.)

45. RE 1101.1

Paragraphe 8. Le modifier comme suit:

8. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l’Administration correspondante. Toutefois, ce compte peut être omis selon entente entre les Administrations concernées.

Motifs. – Les Administrations pourraient rendre leur travail interne plus efficace si elles réduisaient le nombre des documents inutiles, dans la mesure du possible.

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1105.91

Créer l’article suivant:

Article RE 1105bis

Etablissement des comptes des mandats de poste dont le règlement s’effectue par l’intermédiaire d’un compte courant postal de liaison

1. Les mandats payés sont centralisés par le bureau d’échange de l’Administration de paiement.

2. Ils sont décrits sur un compte MP 5 faisant apparaître le montant total des paiements exécutés, exprimé en monnaie du pays de paiement ou dans la monnaie convenue pour l'exécution du service. Au montant total du compte MP 5 est ajouté celui des rémunérations dues par l'Administration d'émission à l'Administration de paiement.

3. Le montant total du compte MP 5 est porté au débit du compte courant postal de liaison ouvert au nom de l'Administration postale d'émission. Le compte MP 5 et les mandats payés sont joints à l'extrait de compte correspondant qui est envoyé à l'Administration d'émission.

4. Les mandats de poste doivent être envoyés à l'Administration émettrice aussitôt que possible, mais au moins une fois par semaine. Toutefois, il est possible de les envoyer à ladite Administration une fois par mois, si les Administrations concernées se sont entendues à cet égard.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1202.91

Créer l'article suivant:

Article RE 1202bis

Compte courant postal de liaison

1. Lorsque les Administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'Administration correspondante, un compte courant postal de liaison duquel sont débitées les dettes et les créances réciproques résultant de l'exécution du service des mandats de poste et, éventuellement, toutes les autres opérations que les Administrations conviendraient de régler par ce moyen.

2. Lorsque les Administrations ne disposent pas d'une institution de chèques postaux, le compte courant postal de liaison peut être ouvert auprès d'un autre institut financier.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1202.92

Créer l'article suivant:

Article RE 1202ter

Alimentation du compte courant postal de liaison. Intérêts moratoires

1. Chaque Administration d'origine maintient un avoir suffisant sur le compte courant postal de liaison ouvert à son nom auprès de l'Administration de destination pour permettre le débit des sommes dues à cette dernière. Les Administrations d'origine et de destination s'entendent bilatéralement sur la manière d'échanger les informations relatives aux débits et aux crédits.

2. Cet avoir ne peut, en aucun cas, recevoir une affectation autre sans le consentement de l'Administration qui l'a constitué.

3. Si cet avoir est insuffisant pour couvrir les sommes dues, le paiement des mandats est néanmoins exécuté, sous réserve des paragraphes 5 et 6 suivants.

4. L'Administration créancière a le droit d'exiger en tout temps le paiement des sommes dues; éventuellement, elle fixe la date à laquelle le paiement devra être effectué, en tenant compte des délais de transfert.

5. Lorsqu'un découvert est constaté sur un compte de liaison, l'Administration créancière est en droit d'appliquer un pour cent par an au-dessus du taux d'intérêt interbancaire des prêts à un mois dans le pays créancier, pour autant que le montant destiné à l'alimentation du compte soit crédité le jour de l'arrivée à l'institut financier qui tient le compte de liaison. Lorsque plusieurs comptes de liaison sont ouverts au nom d'une même Administration, le calcul des intérêts doit être convenu bilatéralement. Le montant de ces intérêts est prélevé sur le compte de liaison de l'Administration débitrice.

6. Lorsque le compte est à découvert plus de quinze jours durant une période de trente jours consécutifs, l'Administration créancière peut suspendre le service huit jours après l'envoi d'un préavis transmis par la voie des télécommunications.

7. Il ne peut être porté atteinte au présent article par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de paiement, etc.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1202.93

Créer l'article suivant:

Article RE 1202quater

Fonctionnement du compte courant postal de liaison

1. Sont portés notamment au crédit du compte courant postal de liaison:
 - a) les sommes transférées pour constituer ou alimenter un avoir; les transferts correspondants sont opérés soit au moyen de chèques bancaires ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit par un virement sur un établissement bancaire de cette capitale ou de cette place;
 - b) le montant des mandats qui auraient été portés au débit du compte de liaison et qui, pour un motif quelconque, devraient être remboursés à l'Administration d'émission;
 - c) toutes autres opérations de crédit convenues entre les Administrations correspondantes.
2. Sont portés notamment au débit du compte courant postal de liaison:
 - a) le montant total des comptes MP 5 visés à l'article RE 1105bis;
 - b) le montant des rémunérations dues à l'Administration de paiement;
 - c) les sommes dont le prélèvement est demandé par l'Administration titulaire du compte courant postal de liaison en vue du nivellement éventuel de l'avoir de ce dernier;
 - d) toutes autres opérations de débit convenues entre les Administrations correspondantes.

Motifs. – Introduction d'une réglementation instaurant la possibilité d'utiliser un compte courant postal de liaison pour le règlement des mandats de poste.

Article RE 1303

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1303.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 45. RE 1303.2), la présente proposition devient sans objet.

Article RE 1303

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

45. RE 1303.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cette Convention, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

VI

Arrangement concernant le service des chèques postaux

- Règlement d'exécution

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

ATTENTION
CONCERNANT LE SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

Remarque importante

CHÈQUES, ARRANGEMENT

Article 2

Différentes catégories de prestations offertes par le service des chèques postaux

FRANCE

50. 2.1

Le modifier comme suit:

1 à 4. (Sans changement.)

4bis. Le retrait sur le réseau de distributeurs automatiques de billets de banque POSTNET

4bis.1 Les institutions financières postales qui adhèrent par convention au réseau POSTNET peuvent offrir à leurs détenteurs de cartes la possibilité de retirer des espèces aux distributeurs automatiques de billets de banque du réseau POSTNET.

5. (Sans changement.)

Motifs. – Création du réseau de distributeurs automatiques de billets de banque POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.), Turquie.

FRANCE

50. 15.91

Créer le nouveau chapitre et le nouvel article suivants:

Chapitre VIIbis

Le réseau POSTNET

Article 15bis

Conditions d'adhésion et de participation

1. L'adhésion d'une institution au réseau nécessite la signature de la convention POSTNET, et l'acquittement d'un droit d'entrée.

2. Les conditions d'adhésion et de participation au service sont définies dans la convention POSTNET.

Motifs. – Création du réseau POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéque (Rép.), Turquie.

Article 17

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

50. 17.1

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'administration pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'administration qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 50. 17.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 17

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

50. 17.2

Paragraphe 3.2. Le modifier comme suit:

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 17

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

50. 17.3

Paragraphe 3.3. Le modifier comme suit:

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.3.1 les deux tiers des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

3.3.2 la majorité des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

3.3.3 (sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.

Voir Congrès – Doc 70.

Article 17

Dispositions finales

JAPON

50. 17.4

Amendement à la proposition 50. 17.3

Paragraphe 3.3. Le modifier comme suit:

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.3.1 les deux tiers des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

3.3.2 la majorité des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

3.3.3 (sans changement).

Ajouter le nouveau paragraphe 3.3bis suivant:

3.3bis Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre, dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée, a la faculté de faire une communication écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les 90 jours à compter de la date de notification de ladite addition.

Motifs. – Si des dispositions sont modifiées entre deux Congrès, il se pourrait qu'un Pays-membre refuse les dispositions modifiées, en vertu de l'article 22, paragraphe 6, de la Constitution, et de l'article 122 du Règlement général. Toutefois, puisqu'il existe une disposition (l'article 26 du Règlement intérieur des Congrès) qui prévoit clairement qu'un Pays-membre a la faculté de ne pas accepter d'appliquer des dispositions modifiées lors d'une session du Congrès, le Japon propose de formuler une disposition prévoyant clairement qu'un Pays-membre puisse déclarer refuser que la disposition modifiée entre deux Congrès soit ajoutée dans l'Acte pertinent.

CHÈQUES, RÈGLEMENT

Article RE 201

Formules à l'usage du public

FRANCE

55. RE 201.1

Le modifier comme suit:

1 à 6. (Sans changement.)

6bis. Carte de retrait sur les distributeurs automatiques de billets de banque du réseau POSTNET

La carte utilisée pour le retrait sur les distributeurs automatiques de billets de banque du réseau POSTNET doit être conforme aux spécifications techniques décrites dans la convention POSTNET.

Motifs. – Création du réseau POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 317

Réclamations

JAPON

55. RE 317.1

Ajouter le paragraphe 3bis suivant:

1 à 3. (Sans changement.)

3bis. Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule VP 7, directement au bureau de destination. Si le payeur a demandé à être avisé par voie télégraphique, la réponse est transmise par cette voie au service ayant introduit la réclamation télégraphique; sinon, la réponse peut être donnée par voie postale.

Motifs. – Cette modalité d'envoi des réclamations par télégraphe est décrite à l'article RE 3101, paragraphes 4.1 et 4.3, du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle. Cette même modalité devrait donc être décrite dans un paragraphe analogue du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les chèques postaux, de façon que les réclamations soient acheminées plus rapidement.

Article RE 1302

Conditions de paiement

ITALIE

55. RE 1302.1

Ajouter le nouveau paragraphe 6bis suivant:

6bis. Toutefois, avant de refuser le remboursement au pays payeur, l'Administration d'émission s'engage à fournir sa collaboration pour le recouvrement du montant auprès du titulaire du compte.

Motifs. – Dans tout cas où l'encaissement n'est pas frauduleux et le compte du tireur n'a pas été résilié, l'Administration d'émission, avant de refuser le remboursement d'un postchèque payé pour un montant excédant le maximum, est bien en condition d'intervenir auprès du titulaire de compte.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

FRANCE

55. RE 1304.91

Créer le nouvel article suivant:

Article RE 1501bis

Spécifications techniques d'utilisation du réseau POSTNET

1. Les spécifications techniques d'utilisation du réseau POSTNET sont déposées au siège du Secrétariat POSTNET.
2. Elles sont remises à toute institution signataire de la convention POSTNET ayant acquitté le droit d'entrée.

Motifs. – Création du réseau POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

FRANCE

55. RE 1304.92

Créer le nouvel article suivant:

Article RE 1502bis

Secrétariat POSTNET

1. Le Secrétariat du réseau POSTNET est assuré par l'un des signataires de la convention POSTNET pour une durée de deux ans renouvelable.
2. Son adresse est déposée au Bureau international de l'UPU.

Motifs. – Création du réseau POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

FRANCE

55. RE 1304.93

Créer le nouvel article suivant:

Article RE 1503bis

Procédure comptable

1. Les sommes dues au titre de règlement des transactions opérées sur le réseau POSTNET sont portées au débit du compte de liaison de l'institution financière postale débitrice.

Motifs. – Création du réseau POSTNET.

Appuis. – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie (Rép.), Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép.), Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne (Rép.), Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie (Rép.), Turquie.

Article RE 1702

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

55. RE 1702.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».
Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 55. RE 1702.2), la présente proposition devient sans objet.

Article RE 1702

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

55. RE 1702.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

VII

Arrangement concernant les envois contre remboursement

- Règlement d'exécution

Note. – Les propositions sont présentées sur la base des textes de Washington 1989.

Arrangement
concernant les envois contre remboursement

Règlement d'expédition

REMBOURSEMENTS, ARRANGEMENT

Article 9

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

60. 9.1

Paragraphe 2.2. Le modifier comme suit:

- 2.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'administration pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'administration qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 60. 9.2), la présente proposition devient sans objet.

Article 9

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

60. 9.2

Paragraphe 2.2. Le modifier comme suit:

- 2.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.
Voir Congrès – Doc 70.

Article 9

Dispositions finales

CONSEIL EXÉCUTIF

60. 9.3

Paragraphe 2.3. Le modifier comme suit:

2.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

2.3.1 les deux tiers des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

2.3.2 la majorité des suffrages, s'il s'agit (le reste sans changement);

2.3.3 (sans changement).

Motifs. – Conclusions de l'étude du Conseil exécutif sur la gestion du travail de l'Union.
Voir Congrès – Doc 70.

REMBOURSEMENTS, RÈGLEMENT

Article RE 903

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

65. RE 903.1

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 13.1, visant à remplacer les dénominations «Conseil exécutif» et «Conseil consultatif des études postales» par les appellations «Conseil d'administration» et «Conseil d'exploitation postale».

Voir Congrès – Doc 70.

Note. – Si la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution est transférée au Conseil d'exploitation postale (propositions 10. 22.2 et 65. RE 903.2), la présente proposition devient sans objet.

Article RE 903

Mise à exécution et durée du Règlement d'exécution

CONSEIL EXÉCUTIF

65. RE 903.2

Paragraphe 2. Le modifier comme suit:

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

Motifs. – Conséquence de la proposition 10. 22.2, visant à transférer au Conseil d'exploitation postale la compétence d'arrêter les Règlements d'exécution.

Voir Congrès – Doc 70.

